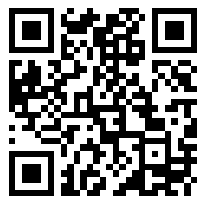

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

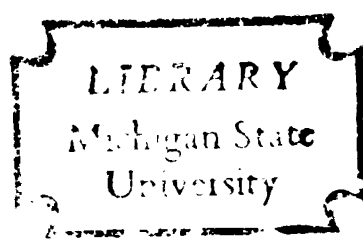
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



PERIODICAL

FINE FOR OVERDUE
PERIODICALS—25c PER DAY

BULLETIN

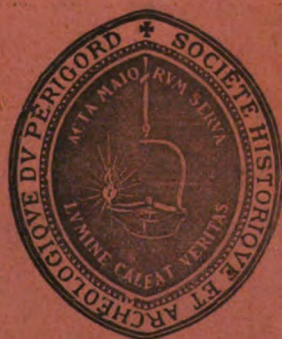
DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXXI. — PREMIÈRE LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER

Janvier-Février 1904.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 1^{re} LIVRAISON.

	Pages
Statuts de la Société.....	5
Liste des membres.....	9
Séance mensuelle du jeudi 3 décembre 1903.....	31
— du jeudi 7 janvier 1904.....	46
Compte de gestion du trésorier (exercice 1903) (M. FÉAUX)..	62
Note sur deux évêques de Sarlat, Jean de Reillac, 1529-1530, et Jacques de Larmandie, 1530-1533 (M. le vicomte G. DE GÉRARD).....	65
Occupation du château de Neuviç, 1588 (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	67
Porte de meuble périgourdin (M. CH. DURAND).....	70
Sigillographie du Périgord (Notes supplémentaires) (M. Philippe DE BOSREDON).....	72
VARIA. — Avis aux citoyens du département de la Dordogne (M. CH. AUBLANT).....	75
— Ordonnance de l'évêque d'Angoulême (1817)...	76
NÉCROLOGIE. — Le docteur Rousselot-Beaulieu (M. le docteur DUMONT).....	78

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXXI.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

—
1904.

STATUTS
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par décret du 19 Avril 1888.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province et l'histoire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau ; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de dix membres :

Un Président ;
Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
Un Secrétaire-Général ;
Deux Secrétares-Adjoints ;
Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée Générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le Président, deux Vice-Présidents, le Secrétaire-Général et le Trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le Secrétaire-Général, signés de lui et du Président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable,

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit Foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'État.

ART. 15.

La Société se réunit dans une des salles du Musée archéologique du département : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 Mars 1886.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Président.

M. le marquis DE FAYOLLE, inspecteur général de la Société française d'Archéologie.

Vice-président honoraire.

M. le chanoine BRUGIÈRE.

Vice-Présidents.

M. Philippe DE BOSREDON, C *, ancien conseiller d'Etat.

M. DUJARRIC-DESCOMBES, O I.

M. Charles DURAND, O A.

M. Élie GONTIER MAINE DE BIRAN, *, O I.

M. LESPINAS.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET, O I, archiviste du département.

Secrétaires-Adjoints.

M. Charles AUBLANT, O A.

M. Maurice FÉAUX, O I.

Trésorier.

M.....

MEMBRES TITULAIRES

MM.

L'abbé ACHARD, professeur à l'Ecole St-Michel, rue St-Michel, à Saint-Etienne (Loire).

ARCHEZ-BIRAN (Louis), greffier de la justice de paix, à Ste-Alvère.

Le comte E. d'ARGY, ancien officier, au Chantier, commune d'Antonne, par Trélissac.

Le comte d'ARLOT DE SAINT SAUD,  A, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUBLANT (Charles),  A, trésorier de l'Ecole félibréenne du Périgord, dessinateur à la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

AUGIÉRAS (Léonce-Silvio), propriétaire à La Trade, par le Grand-Brassac, et rue de Clichy, 57, à Paris, 9^e.

DE BAILLET (Henri), au château de Sireygeol, par Mouleydier.

Le docteur BARBANCEY,  A, lauréat de la Faculté et des hôpitaux de Paris, conseiller d'arrondissement, maire de la ville, à Montpon-sur-l'Isle.

BAREAU (Anatole), ancien pharmacien, à Excideuil.

BARRAILLIER,  , procureur général à la Cour d'appel, à Agen (Lot-et Garonne).

BAYLE (Emile),  A, professeur d'histoire au lycée, secrétaire du Comité de l'Alliance française, avenue Bertrand-de-Born, 17, à Périgueux.

Le docteur BEAUCHAMPS (Adrien), conseiller général de la Dordogne, à Pontours-Haut, par Lalinde.

BEAU-VERDENY (Alexis), rue des Fossés St-Bernard, 14, à Paris, 5^e.

BEAUDET-VITEL (Jean), entrepreneur de travaux publics, à Terrasson.

Le comte Georges DE BEAUMONT, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE BEAUMONT BEYNAC, au château de la Roque, par Saint-Cyprien.

DE BELLUSSIÈRE (Fernand), rue de Paris, 25, à Périgueux.
BESSE (Léon), maire de St-Méard-de-Drôme, par Tocane-Saint-Apre.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DU LYCÉE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE POPULAIRE, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DU GRAND SÉMINAIRE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BOISSARIE (René), docteur en droit, bâtonnier de l'ordre des avocats, rue Antoine-Gadaud, 28, à Périgueux.

DE BOSREDON (Philippe), C. ✱, ancien conseiller d'Etat, ancien conseiller général de la Dordogne, rue du Commandant Lareinty, 8, à Montretout-Saint-Cloud (Seine-et-Oise).

Le comte Henri BOUDET, ingénieur des arts et manufactures, ancien conseiller général de la Dordogne, à Lamonzie-Saint-Martin.

Le marquis DE BOURDEILLE (Henri), membre titulaire du Conseil héraldique de France, rue de Grenelle, 151, à Paris, 7^e.

Le R. P. BOUSCAILLOU, prêtre de l'Oratoire, à Juilly (Seine-et-Marne).

BOYER (Fernand), étudiant en droit, à Ribérac.

DE BOYSSON (Richard), chevalier de l'ordre de Malte, ancien receveur des finances, à Cénac, près Domme.

DE BOYSSON (Bernard), au château de la Condamine, par Saint-Julien-Molin-Molette (Loire).

Le docteur BROU DE LAURIÈRE (Paulin),  I, conseiller général de la Dordogne, vice-président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin du lycée, rue Louis Mie, 25, à Périgueux.

L'abbé BRUGIÈRE, chanoine titulaire de la cathédrale, rue du Plantier, 18, à Périgueux.

BUFFETEAU (Eugène), avoué licencié, président de la Chambre des avoués, rue Louis-Mie, 19, à Périgueux.

BLISSON (Benjamin), célibataire, propriétaire, place Beaupuy, à Mussidan.

BUSSIÈRE (Georges), *, président de chambre à la Cour d'appel, rue Fénélon, 9, à Lyon (Rhône).

Le marquis DE CARBONNIER-MARZAC, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand, au château de Puymartin, par Sarlat.

DE CARDENAL, docteur en droit, ancien magistrat, avocat, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

CARLES (Pierre), adjoint au maire, bâtonnier de l'ordre des avocats, à Sarlat.

CARVÈS (Jean-Baptiste), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

M^{me} la marquise DE CASTERAS-SEIGNAN, au château de Seignan, par Saint-Girons (Ariège).

CAZALAS (Eutrope) *, capitaine au 5^e régiment du génie, à Ribérac.

CERCLE DE LA PHILOLOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

M^{me} la comtesse DE CHABANS, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

Le comte DE CHALUP, licencié en droit, directeur divisionnaire de la C^{ie} d'assurances *la Solidarité*, au château Darricaud, par Landiras (Gironde) et rue Alfred de Musset, 10, à Périgueux.

CHAMPAGNE (J.), pharmacien de 1^{re} classe, licencié ès sciences physiques et naturelles, ex-préparateur à la Faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux, lauréat de la Faculté, lauréat des travaux pratiques, membre de la Société astronomique de France, à la Croix de Berny, par Antony (Seine).

Le marquis DE CHANTÉRAC (Audoin), *, ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue du Bac, 40, à Paris, 7^e.

CHARRIER (Gustave),  A, conservateur des archives municipales, quai de l'Alba, à Bergerac.

L'abbé CHASTAING, curé de Bourniquel, par Lalinde

CHATAIGNON (Emile), ancien négociant, rue du Châtelou, 1, à Périgueux.

DU CHATELARD (Georges), au château du Chatelard, par Javerlhac.

Le docteur CHAUME, ancien interne des hôpitaux de Paris, président de l'Association médicale de la Dordogne, méde-

cin inspecteur de la Compagnie d'Orléans, rue Victor-Hugo, 12, à Périgueux.

CHAUMEL DU PLANCHAT (Léon), pharmacien, rue Lafayette, 87, à Paris, 9^e.

CHAVOIX (Pierre-Ernest), propriétaire, aux Charreaux, près Excideuil.

CLÉDAT (Léon), O. ✱, I, professeur à l'Université de Lyon, doyen de la Faculté des lettres, rue Molière, 29, à Lyon (Rhône).

L'abbé COMBE, aumônier des Frères, rue Chanzy, 31, à Périgueux.

L'abbé COMTE, curé de Sainte-Aulaye de Breuilh, près Saint-Antoine de Breuilh.

CORNEILHAN, A, ancien conseiller de préfecture, place du Palais, 16, à Périgueux.

COURTEY (Gabriel), propriétaire, vice-président de la Société d'horticulture, rue Victor-Hugo, 6, à Périgueux.

CRÉDOT (Julien), A, chevalier de la Couronne d'Italie, chevalier de l'ordre pontifical de St-Grégoire-le-Grand, avocat, rue de la Cité, 11, à Périgueux.

Le prince Louis DE CROY, au château de Paluel, par Carsac, et avenue du Bois-de-Boulogne, 54, à Paris, 16^e.

Le marquis DE CUMOND, maire de Cumond, au château de Cumond, par Saint-Privat-des-Prés.

DANNERY (Maxime), architecte ordinaire des Monuments historiques de la Dordogne, rue des Mômes de Coulmiers, 10, à Périgueux.

DECOUX-LAGOUTTE (Edouard), A, ancien magistrat, membre de la Chambre de commerce, maire de Trélissac, rue Bourdeilles, 9, à Périgueux.

Le docteur DELBÈS, membre de la Société d'ophtalmologie, médecin de la clinique ophtalmologique de l'hôpital, rue Bourdeilles, 5, à Périgueux.

DELPECH (Lucien), archiviste-adjoint du département, rue Cité-Champeaux, 16, à Périgueux.

DELSUC (Paul), banquier, allée de Tourny, 3, à Périgueux.

DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue La Boétie, 24, à Périgueux.

DEMARTIAL (Alfred), G.O.✱, contrôleur général de 1^{re} classe de l'administration de l'armée de réserve, ancien secrétaire général du Ministère de la Guerre, rue La Boétie, 23, à Périgueux.

DEMOURES (Fernand), propriétaire, à Gourjou, par Agonac.

DENIS DE RIVOIRE, ✱, ancien officier de cavalerie, ancien sous-préfet, au château de Prats du Périgord, par Villefranche du Périgord.

DESCHAMPS (Léon), notaire, rue Voltaire, 1, à Périgueux.

DETHAN (Georges), ✱, officier du Mérite agricole, docteur en droit, ancien conseiller d'arrondissement, maire de Biras, au château de la Côte, par Bourdeilles, et boulevard Raspail, 131 (rue Stanislas), à Paris.

DIBON (Louis), propriétaire, place du Quatre-Septembre, à Périgueux.

DOMÈGE (Oscar), libraire, place Bugeaud, 4, à Périgueux.

DORSÈNE, ⚡ A, photographe, allée de Tourny, 12, à Périgueux.

DOSE, ⚡ A, ancien élève lauréat de l'Ecole des Beaux-Arts, professeur honoraire du lycée, rue Kléber, 32, à Périgueux.

DOURSOUT (Maurice), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, place Francheville, 2, à Périgueux.

DOURSOUT (Edmond), négociant, rue de Mulhouse, 35, à Bordeaux.

DROUAULT (Roger), ⚡ A, receveur de l'enregistrement, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Saint-Sulpice-les-Feuilles (Haute-Vienne).

DUBET (Auguste), architecte de la Banque de France, rue Bourdeilles, à Périgueux.

DUDOIGNON-VALADE (Louis), au Logis de Repérourx, par Champdeniers (Deux-Sèvres).

DUFOURG (Jean-Paul), propriétaire, à Saint-Laurent-des-Hommes).

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert), ⚡ I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, vice-président de l'Ecole félibréenne du Périgord, licencié en droit, ancien notaire, rue de Paris, 9, à Périgueux.

Le docteur Albert DUMONT, trésorier de l'Association

médicale de la Dordogne, médecin de l'Ecole normale des instituteurs, place du Palais, 14, à Périgueux.

DUPONT (Paul), *, imprimeur, rue du Bouloi, 4, à Paris, 1^{er}.

DUPUIS (Jean), avocat, ancien notaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

L'abbé DURAND (Mathieu), missionnaire diocésain, rue de Paris, à Périgueux.

DURAND (Charles),  A, conducteur principal des ponts et chaussées, rue Carnot, 28, à Périgueux.

DURAND DE CORBIAC (Adrien), maire de Lembras, au château de Corbiac, par Bergerac.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, rue Bourdeilles, 15, à Périgueux.

DURIEUX (Joseph), chevalier de l'ordre royal du Cambodge, docteur en droit, archiviste de la Grande Chancellerie de la Légion-d'Honneur, rue de Caumartin, 15, à Paris, 9^e.

DUSOLIER (Alcide), *, sénateur et conseiller général de la Dordogne, questeur du Sénat, au palais du Luxembourg, à Paris, 6^e, et au château de Bonrecueil, par Mareuil-sur-Belle.

DUSSAUX (Emile),  A, entrepreneur de travaux publics, rue Kléber, 25, à Périgueux.

DUVERGIER DE HAURANNE (Emmanuel), *, ancien conseiller général du Cher, au château d'Herry (Cher).

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur public, à Saint-Michel de Montaigne, par La Mothe-Montravel.

D'ESCATHA (Ferdinand), propriétaire, au château de Boisset, commune de Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

D'ESCODECA DE BOISSE, ancien receveur des postes et télégraphes, à Ville-Verneix, par Neuviç.

Le docteur Charles FAGUET, ancien interne, lauréat des hôpitaux de Bordeaux, rue du Palais, 8, à Périgueux.

FARGAUDIE, C. *, inspecteur général des ponts et chaussées en retraite, au château de Corail, par Bergerac.

FAURE (Paul), négociant, rue de la République, à Périgueux.

Le docteur FAURE, rue Victor-Hugo, 4, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France,

correspondant du Comité des monuments historiques pour le mobilier de la Dordogne, inspecteur général de la Société française d'Archéologie, conservateur du Musée du Périgord, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre.

FAYOLLE-LUSSAC, maire de Luzignac, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, rue des Trois-Fours, 41, à Angoulême (Charente).

FÉAUX (Maurice),  I, attaché à la conservation du Musée du Périgord, agent-voyer principal, rue Combe-des Dames, 50, à Périgueux.

Le comte FERAY BUGEAUD D'ISLY, *, ancien officier, rue de Penthièvre, 9, à Paris, 8^e.

FESTUGIERE (Paul), licencié ès lettres, rue de Miromesnil, 18, à Paris, 8^e.

Le comte Robert DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et boulevard des Sablons, 1, à Neuilly-sur-Seine.

FOURGEAUD (Antoine), ancien pharmacien, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

FOURNIER (Élie), rentier, à Saint-Saturnin-les-Avignon (Vaucluse).

Le comte FOURNIER-SARLOVÈZE (Raymond), O. *, ancien préfet, vice-président de la Société artistique des Amateurs, rue de Marignan, 11, à Paris, 8^e.

FRENET (Ernest),  I, licencié en droit, chef de division à la préfecture, boulevard de Vésone, 28, à Périgueux.

M^{lle} DE FROIDEFOND DE BOULAZAC, rue La Boétie, 25, à Périgueux.

Le docteur GAILLARDON, au château de la Molle, par Montpon.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

Le comte René DE GÉRARD DU BARRY, ancien officier de cavalerie, maire de la ville de Domme, au château de Giverzac, par Domme.

Le vicomte Gaston DE GÉRARD DU BARRY, docteur en droit, rue La Boétie, 23, à Paris, 8^e.

GILLES-LAGRANGE (Fernand), *, vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, notaire, à Périgueux.

DE GIMEL (Charles-Maurice), *, directeur des contribu-

tions directes, rue de l'Ancienne-Comédie, 26, à Poitiers (Vienne).

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), maire d'Eyliac, au château d'Eyliac, par Saint-Pierre-de-Chignac.

GISCLARD, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller de préfecture, avocat, à Périgueux.

Le comte Théodore DE GONTAUT-BIRON, rue de Varenne, 45, à Paris, 7^e.

GONTIER DU SOULAS (Adalbert), membre du Conseil héraldique de France, au château du Soulas, par Lalinde.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), *,  I, chef de bureau honoraire du Ministère de l'Intérieur, aux Guichards, par Mouleydier.

L'abbé GOULARD, professeur de sciences au Petit Séminaire, à Bergerac.

Le comte Henri DE GOURCY, au château de Chaltrait, par Montmort (Marne).

Le marquis DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

L'abbé GOUSTAT, curé de Pontours, par Lalinde.

L'abbé GOYHENÈCHE,  I, docteur en théologie, chanoine honoraire de Saint-Front et de la cathédrale d'Auch, curé de Bourgnac, par Mussidan.

L'abbé GRANGER, chanoine honoraire, curé de Château-l'Evêque.

Le docteur GRELLETY, commandeur de l'ordre du Montenegro, secrétaire de la Société de thérapeutique, boulevard Malesherbes, 83, à Paris, 8^e, et rue Prunelle, 4, à Vichy (Allier).

GRENIER (Amédée), ancien notaire, villa Barbeyrolle, près Le Fleix.

L'abbé GROS (Jean-Joseph), curé de Montbazillac.

GROS DE BÉLER (Albéric), *, capitaine en retraite, au château de Montvert, par Vélignes (Dordogne), et rue Salomon, 3, à Périgueux.

DE GUIGNARD, vicomte DE SAINT-PRIEST (Henri), au château du Roukal, près Sarlat.

Le colonel baron DES HAUTSCHAMPS, C. *, au château de Griffoul, par Carsac.

HERMANN (Gustave),  I, sous-préfet honoraire, à Exideuil.

JOUANEL (André), avoué-licencié, rue Malbec, 33, à Bergerac.

Le baron René DE LA BASTIDE-PARCOUL, chevalier de l'ordre pontifical de Saint-Sylvestre, maire de Parcoult, au château de Parcoult.

DE LABONNE (Adhémar), au château de Montbrun, par Dournazac (Haute-Vienne).

LABROUSSE (Maurice), pharmacien, à Montmoreau (Charente).

LABUTHIE, licencié en droit, rue Notre-Dame, à Nontron, et au château de Filolie, près Thiviers.

LACOMBE (Maurice), attaché d'ambassade, secrétaire du protocole, boulevard Malesherbes, 20, à Paris, 8°.

LACOSTE (Edouard), entrepreneur de travaux publics, rue Combe des Dames, 8, à Périgueux.

LAFARGUE (Jules), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, propriétaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

LAFON (Gabriel), licencié en droit, notaire, à Terrasson.

Le marquis DE LAGARDE SAINT-ANGEL, *, conseiller général de la Dordogne, vice-président de la Société syndicale libre d'agriculture du Périgord, au château de Lapouyade, par Nontron.

LAGRANGE (Georges),  A, architecte départemental, rue des Jacobins, 25, à Périgueux.

LAMOTHE-PRADELLE (Emile),  A, notaire, à St-Pierre-de-Chignac.

Le comte DE LA PANOUSE, *, ancien conseiller général de la Dordogne, maire de Greysse, au château de Tiregan, par Mouleydier.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

L'abbé LARGE, curé de Pomport, par Sigoulès.

DE LARIGAUDIE SAINT-SÉVRIN (Philippe), ancien préfet, rue Saint-Dominique, 27, à Paris, 7°, et au château de Blessel, par Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).

DE LA SALLE DU MAIGNAUD, au Maignaud, par Thiviers.

Le marquis DU LAU d'ALLEMANS, *, rue des Petits-Champs, 99, à Paris, 1^{er}.

DE LAULANIÉ DE SAINTE-CROIX (René), au château de St^e-Croix, par Montferrand (Dordogne.)

LAVIGNÉ, instituteur public, à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LESPINAS (Edmond), avocat, ancien magistrat, rue Bourdeilles, 18, à Périgueux.

Le comte DE LESTRADE DE CONTI, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président de la Société d'horticulture de la Dordogne, avocat, rue Romaine, à la Cité, à Périgueux.

L'abbé LIFFORT, curé de Bussière-Badil.

Le comte DE LOSSE (Guillaume), à Mareuil-sur-Belle.

L'abbé MAGAT, curé du Monteil, par Lamonzie-Saint-Martin.

MAGNE (Charles), ~~et~~ I, officier du Nicham Istikar, chevalier de l'ordre Jerusalemite du Saint-Sépulcre, géomètre, secrétaire-général du Comité historique et archéologique de la Montagne Sainte-Geneviève et de ses abords, membre correspondant des Sociétés historiques et archéologiques de Toulouse, de Dunkerque et de Melun, rue Lebrun, 37, à Paris, 13^e.

MAGNE (Napoléon), ancien officier de cavalerie, ancien député, conseiller général de la Dordogne, avenue Montaigne, 31, à Paris, 8^e, et au château de Trélissac (Dordogne).

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

Le marquis DE MAILLARD-LAFAYE, conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Sulpice-de-Mareuil, rue de Longchamp, 123, à Paris, 16^e.

MAISONNEUFVE-LACOSTE (André), à Thiviers.

Le marquis DE MALET, *, colonel, directeur de l'artillerie, à Brest (Finistère), et au château de Puycharnaud, par Bussière-Badil.

Le marquis DE MALEVILLE, au château de Caudon, par Domme.

MARCHADIER, agent général de la Compagnie d'assurances *l'Abeille*, rue Chanzy, 23, à Périgueux.

Le marquis **DE MARCILLAC DE CAYRO**, membre du Conseil de l'Union centrale des Syndicats des Agriculteurs de France, au château de Mellet, par Condat-sur-Vézère.

MARÉCHAL (Alexis), ancien député, conseiller général de la Dordogne, au château de Puyferrat, près Saint-Astier, et rue Marbeuf, 19, à Paris, 8^e.

MARGAT (Raoul),  A, professeur à la Faculté de droit, rue Baudin, 23, à Montpellier (Hérault).

Le général **MARMIER**, O.  *, ancien conseiller général de la Dordogne, gouverneur d'Epinal, à Epinal (Vosges).

MAURAUD (Paul),  A, ancien élève de l'Ecole nationale et spéciale des Beaux-Arts, architecte, rue La Boétie, 1, à Périgueux.

MAZE (François), propriétaire, à la Source, commune de Saint-Germain-du-Salembre, par Neuvic.

MAZEAU (Paul), négociant, rue Combe-des-Dames, n^o 11 et 13, à Périgueux.

MÈGE-LAVIGNOTTE, licencié en droit, avoué, à Ribérac.

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

L'abbé **MERRIEN**, licencié ès-lettres, vicaire de Saint-Lambert de Vaugirard et aumônier du lycée Buffon, rue Bausset, 10, à Paris, 15^e.

Le docteur Georges **MILLET-LACOMBE**, officier de l'Etoile-Noire, médecin de l'hôpital civil thermal de Vichy, ancien conseiller général de la Dordogne, maire, à Miallet, et villa de Vésone, rue de Nîmes, 146, à Vichy (Allier).

DE MONTARDY (Elie), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, rue Victor-Hugo, 8, à Périgueux.

Le baron P. **DE MONTCHEUIL**, avocat, maire de Saint-Martial-de-Valette, au château de Montcheuil, par Nontron.

DE MONTCHEUIL (Henri), auditeur à la Cour des Comptes, au château des Ages, commune de Monsec, par Mareuil-sur-Belle, et rue Las Cases, 8, à Paris, 7^e.

DE MONTÉGUT-LAMORELIE (Henri), correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, associé correspon-

dant de la Société nationale des Antiquaires de France, ancien magistrat, au château de Vaunac, par Thiviers, et au château des Ombrais, par La Rochefoucauld (Charente).

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château du Bourbet, par Verteillac.

MONTET (Fernand), licencié en droit, notaire à Meyrals, par Saint-Cyprien.

Le marquis DE MONTFERRAND, au château de Montréal, par Issac.

Le comte Charles DE MONTFERRAND, *, directeur de la C^e d'assurances l'*Union*, quai d'Orsay, 11, à Paris, 7^e.

Le docteur DE MONTFUMAT (Gabriel), *, ancien interne des hôpitaux de Paris, lauréat de la Faculté de Médecine, rue de Tocqueville, 22, à Paris, 17^e.

DE MONTIFAULT, *, lieutenant colonel en retraite, villa Beauronne, près Périgueux.

Le docteur MOREAUD, *, médecin-major de première classe au 34^e régiment d'artillerie, rue de Montmoreau, 120, à Angoulême (Charente).

DE MOULINARD, ⚔ A, docteur en droit, juge d'instruction, rue du Plantier, 31, à Périgueux.

Le marquis DE NATTES, O. *, ancien lieutenant-colonel du 93^e régiment de l'armée territoriale, au château du Mas-de-Montet, par Ribérac, et rue de Marignan, 21, à Paris, 8^e.

Le comte DE NATTES, au château du Mas-de-Montet, par Ribérac.

Le baron Henri DE NERVAUX, licencié en droit, rue du Plantier, 14, à Périgueux.

NEURY (Angel), ⚔ I, conseiller général de la Dordogne, vice-président du tribunal civil, rue Dalesme, 2, à Limoges.

Le baron OBERKAMPFF DE DABRUN, ancien receveur des finances, à Alais (Gard).

PALUT (P.-P.), ⚔ A, tonnelier, rue Valette, 10, à Bergerac.

PARADOL (Raoul), ⚔ I, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, président de la Société de gymnastique *Les Enfants de la Dordogne*, boulevard de Vésone, 7, à Périgueux.

L'abbé DE PASCAL, chevalier de l'ordre de Malte, missionnaire apostolique, à Saint-Céré (Lot).

L'abbé PASQUET (Michel), professeur à l'institution Saint-Joseph, à Périgueux.

L'abbé PAULY, curé-doyen, à Terrasson.

Du PAVILLON (Xavier), au château de Larigaudie, par Villamblard.

PÉCOU (Gabriel), négociant, rue Louis-Blanc, 13, à Périgueux.

DE PEYRONNY (Raoul), aux Gendres, commune de Ribagnac, par Bouniagues, et cours Bugeaud, 31, à Limoges.

Le docteur PEYROT, O. *, membre de l'Académie de médecine, sénateur de la Dordogne, président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, rue Lafayette, 33, à Paris, 9^e.

DE POURQUERY DE BOISSERIN, chevalier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, président du tribunal de commerce, négociant, à Bergerac.

POURQUIÉ, avoué-licencié, allée de Tourny, 14, à Périgueux.

POUYADOU-LATOURE (René), docteur en droit, notaire, rue Gambetta, 25, à Périgueux.

POUYAUD (Aubin), *, ancien président du tribunal de commerce, maire de Mayac, au Dognon, par Savignac-les-Eglises.

POUYAUD (Henri),  A, président du tribunal de commerce, pharmacien, place du Coderc, à Périgueux.

Le docteur Samuel Pozzi, O *,  I, ancien sénateur, conseiller général de la Dordogne, membre de l'Académie de Médecine, professeur de clinique gynécologique à la Faculté de Médecine, chirurgien à l'hôpital Broca, avenue d'Iéna, 47, à Paris, 16^e.

PRADIER (Octave), *, officier du Mérite agricole, président de la Société d'encouragement à l'agriculture de la Dordogne, juge de paix du canton de Vergt, à Saint-Paul-de-Serre, par Bordas.

L'abbé PRAMIL, chanoine honoraire, curé-doyen, à Eymet.

PRAT-DUMAS (Edmond), industriel, maire, à Couze.

DE PRESLE, ancien conseiller d'arrondissement, vice-président de la Société syndicale libre d'agriculture du Périgord, à Saint-Martial-la-Borie, par Cherveix-Cubas.

PRÉVÔT, agent général de la Compagnie d'assurances l'*Urbaine*, rue La Boétie, 15, à Périgueux.

L'abbé PRIEUR, curé-doyen, à Mareuil-sur-Belle.

PRIVAT (J.), attaché à la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue Gambetta, 80, à Périgueux.

Le docteur PUYGAUTHIER, ~~et~~ A, conseiller général de la Dordogne, maire de Tocane-Saint-Apre.

RAMOND (Philippe), docteur en droit, président du tribunal civil, boulevard Maine de Biran, 20, à Bergerac.

M^{sr} REBIÈRE, docteur en théologie, protonotaire apostolique, chanoine de Périgueux et de Saint-Denis, curé de la Cité, à Périgueux.

DE RÉMONDIAS, au château de la Borde, par Le Change.

DU REPAIRE (Maurice), propriétaire, au château de Brochard, commune de St-Front-d'Alemps, par Agonac.

REVERDIT, ancien garde-magasin comptable à la Manufacture des tabacs, à Tonneins (Lot-et-Garonne).

RIBETTE, chef de section de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, 17, à Périgueux.

DE RICARD (Raoul), avocat, à Bergerac.

Le vicomte DU RIEU DE MAYNADIÉ, au chalet de Cocagne, à Bergerac.

Le comte Martial DE ROFFIGNAC, au château de Cazenac, par Le Coux, et rue du Plantier, 16, à Périgueux.

ROMANET DU CAILLAUD, propriétaire au Caillaud, par Isle (Haute-Vienne).

RONTEIX (Jean), imprimeur, rue Gambetta, 7, à Périgueux.

M^{me} DE ROUMEJOUX, au château de Rossignol, par Bordas.

ROUSSELET (J.), expert en immeubles, place du Palais, 2, à Périgueux.

Roux (Eugène), rédacteur en chef du *Journal de la Dordogne*, à Périgueux.

Le comte DE ROYÈRE, ancien officier de cavalerie, au château de Monsec, par Saint-Cyprien.

M^{me} la comtesse DE SAINT-LÉGIER, au château de Richemont, par Brantôme.

SAINTMARTIN (André), licencié en droit, propriétaire, secré-

taire de la Société d'horticulture, place Francheville, 22, à Périgueux.

DE SAINT-PAUL (Maurice), *, maire de Ligneux, à l'abbaye de Ligneux, par Sorges, et villa Caprice, à La Condamine, principauté de Monaco.

M^{me} la marquise DE SANZILLON, au château du Lieu-Dieu, près Périgueux.

Le marquis DE SANZILLON DE MENSIGNAC, au château de Mensignac.

SARLANDE (Albert), ancien député, au château de la Borie-Saunier, près Champagnac-de-Belair.

SARLANDIE DES RIEUX (Arthur),  A, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien chef de division à la préfecture de la Dordogne, rue Victor Hugo. 65, à Périgueux.

SARLAT (Jacques), ancien magistrat, greffier du tribunal civil, à Sarlat.

SAUVO-DESVERSANNES (Louis),  A, chevalier du Mérite agricole, suppléant du juge de paix, maire de Bussière-Badil.

Le comte SCHAEFFER (Paul), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien sous-préfet, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, au château de Peyreaux, par Condat-sur-Vézère.

SECRESTAT (Jules-Honoré), O. *, ancien conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Pierre-de-Chignac, au château de Lardimalie, près Saint-Pierre-de-Chignac.

Le général SERMENSAN, C. *,  I, à Excideuil.

SIMON (Louis), hôtel de l'Univers, à Périgueux.

SORBIER (Théodore), propriétaire, ancien conseiller général de la Dordogne, à Montignac-sur-Vézère.

TAILLEFER (Oswald), *, ancien officier de marine, ancien député et ancien conseiller général de la Dordogne, à Costecalve, près Domme.

DE TARDE (Gabriel), *, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, professeur au Collège de France et à l'Ecole des Sciences politiques, membre titulaire du Comité des Travaux historiques et scientifiques, avenue La Bourdonnais, 9, à Paris, 7^e.

Le docteur Léo TESTUT, *,  I, chevalier de l'ordre de

la Couronne d'Italie, correspondant national de l'Académie de médecine, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, avenue de l'Archevêché, 3, à Lyon.

L'abbé TEYSSANDIER, curé d'Allemans, par Ribérac.

DE TEYSSIÈRE (Edouard), *, chef de bataillon breveté, affecté à l'état-major du 10^e corps d'armée, quai Lamennais, 11, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

L'abbé THIVEAUD, chanoine honoraire, curé de la paroisse St-Jacques, à Bergerac.

DE THOMASSON DE SAINT-PIERRE (Jacques), étudiant, maison Daumesnil, rue de la Clarté, 7, à Périgueux.

Le baron DE LA TOMBELLE,  I, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Castelnau, et rue Auguste Vacquerie, 3, à Paris, 16^e.

DE VALBRUNE (Ivan), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, ancien conseiller d'arrondissement, au château de La Batut, près Saint-Astier.

VALETTE (Théodore), pharmacien, à Lesparre (Gironde).

Le baron Joseph DE VERNEILH-PUYRASEAU, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers.

VIGIÉ (Albert), *, doyen de la Faculté de droit, président de la Société archéologique, rue Achille Bégé, à Montpellier, et maire de Belvès, à Lascaminades, près Belvès.

VILLEPELET (Ferdinand),  I, archiviste du département de la Dordogne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.

VILLEPELET (Robert),  A, archiviste paléographe, licencié ès-lettres et en droit, élève diplômé de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, archiviste aux Archives nationales, avenue du Maine, 7, à Paris, 15^e.

WATELIN (Louis), artiste peintre, boulevard Pereire, 59, à Paris, 17^e, et au château de Campagnac, par Sarlat.

MEMBRES ASSOCIÉS

MM.

ASHER, libraire, Unter den Linden, 13, à Berlin (Allemagne).

Le comte Charles DE BEAUMONT,  A, correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, au château de Châtigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).

BEAUNE (Joseph), ancien magistrat, au château de Bistauzac, par Gontaud (Lot-et-Garonne).

BERTHELÉ (Joseph),  I, archiviste du département de l'Hérault, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, chargé d'un cours complémentaire à l'Université, impasse Pagès, 14, à Montpellier (Hérault).

BOULANGER, *, ancien notaire, à Péronne (Somme).

CAMPAGNE (Maurice), ancien sous-préfet, au château d'Escages, par Gontaud Lot-et-Garonne).

Le marquis DE CUMONT, au château de la Roussière, par Coulonges-sur-l'Autize (Deux-Sèvres).

DULAU, libraire, Soho square, 37, à Londres.

FERET (Edouard), secrétaire-adjoint de la Société archéologique de Bordeaux, libraire-éditeur, cours de l'Intendance, 45, à Bordeaux.

Le comte DE FERRAND, au château de Mouton-Armailhac, par Pauillac (Gironde).

HUET (Paul), rue de l'Université, 8, à Paris, 7^e.

Le baron DE LANAUZE-MOLINES, au château de Lescaut, par Lauzun (Lot-et-Garonne).

MELLER (Pierre), ancien président de la Société archéologique de Bordeaux, membre correspondant de la Société des Antiquaires de France, Pavé des Chartrons, 43, à Bordeaux.

Le comte Albert DE LAVAU DE SAINTE-FORTUNADE, à Sainte-Fortunade (Corrèze).

NEW-YORK PUBLIC LIBRARY, représentée par M. Charles Gaulon, libraire commissionnaire, rue Madame, 39, à Paris, 6^e.

Le baron DE PELLEPORT-BURÈTE, place du Champ de Mars, 8, à Bordeaux.

TAMIZEY DE LARROQUE (Henry), au pavillon Peiresc, par Gontaud (Lot-et-Garonne).

TENANT DE LA TOUR (Albert), à l'abbaye du Chalar d, par Lagnac (Haute-Vienne).

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

DE BARTHÉLEMY (Anatole), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, membre honoraire de la Société nationale des Antiquaires de France, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9, à Paris, 8^e.

Le marquis DE CASTELNAU D'ESSENAULT, A, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Paillet, par Rions (Gironde).

CHABANEAU (Camille), *, I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur honoraire à la Faculté des lettres, président d'honneur de la Société des Langues romanes, président de l'Ecole félibréenne du Périgord, villa Pauline, Chemin de Nazareth, à Montpellier (Hérault).

CHAMPEVAL DE VYERS (J.-B.), avocat, avenue de la Gare, à Bourgaucuf (Creuse).

CHAUVEY (Gustave), I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président de la Société archéologique et historique de la Charente, notaire, à Ruffec (Charente).

DE CHODZKO (Vitold), docteur en droit, au château de Lacôte, par Aixe (Haute-Vienne).

DE CROZALS, *, A, doyen de la Faculté des lettres, boulevard de Bonne, 1, à Grenoble (Isère).

DÉLISLE (Léopold), G. O. *, membre de l'Institut, administrateur général, directeur de la Bibliothèque nationale, à Paris, 2^e.

DEZEIMERIS (Reinhold), O. *, I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, au château de Loupiac, par Cadillac (Gironde), et rue Vital Carle, 11, à Bordeaux.

DUCROCO, O. *, correspondant de l'Institut de France, mem-

bre du Comité des Travaux historiques et scientifiques, professeur honoraire de droit administratif à la Faculté de droit, rue Stanislas, 12, à Paris, 6°.

Le capitaine ESPÉRANDIEU (Émile),  I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et du Ministère de l'Instruction publique, route de Clamart, 59, à Vanves (Seine).

FAGE (René),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président de la Société archéologique et historique du Limousin, avocat, boulevard Gambetta, 25, à Limoges.

Le comte DE LASTEYRIE, *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur à l'Ecole des Chartes, ancien député, secrétaire du Comité des Travaux historiques, rue du Pré-aux-Clercs, 10 bis, à Paris, 7°.

Le chanoine PORTIER,  I, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.

RIVIÈRE (Emile), *,  I, sous-directeur du laboratoire du Collège de France, à Paris.

RUPIN (Ernest), *,  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques.*
- *Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.*
- *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes.*
- *Bibliothèque de l'Université de France* à la Sorbonne, à Paris, 5°.
- *Bibliothèque de la Commission des Monuments historiques*, à la direction des Beaux-Arts, rue de Valois, 3, à Paris, 1^{er}.

Hautes-Alpes	<i>Société d'Etudes</i> , à Gap.
Calvados.	<i>Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres</i> , rue Elie de Beaumont, 5, à Caen.
Charente.	<i>Société historique et archéologique de la Charente</i> , à Angoulême.
Charente-Inférieure	<i>Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis</i> , Cours national, 99, à Saintes.
Cher.	<i>Société des Antiquaires du Centre</i> , à Bourges.
Corrèze.	<i>Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze</i> , à Brive.
Id.	<i>Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze</i> , à Tulle.
Creuse.	<i>Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse</i> , à Guéret.
Drôme.	<i>Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme</i> , à Valence.
Id.	<i>Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse du diocèse de Valence</i> , à Romans.
Haute-Garonne.	<i>Société archéologique du Midi de la France</i> , hôtel d'Assézat, à Toulouse.
Id.	<i>Bibliothèque de l'Université</i> , rue de l'Université, 2, à Toulouse.
Gironde.	<i>Société archéologique de la Gironde</i> , rue des Trois-Conils, 53, à Bordeaux.
Hérault.	<i>Société des Langues romanes</i> , à Montpellier.
Id.	<i>Société archéologique</i> de Montpellier.
Ille-et-Vilaine.	<i>Société archéologique d'Ille et-Vilaine</i> , à Rennes.
Landes.	<i>Société de Borda</i> , à Dax.

Loire-Inférieure.	<i>Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure</i> , à Nantes.
Loiret.	<i>Société archéologique et historique de l'Orléanais</i> , à Orléans.
Id.	<i>Société historique et archéologique du Gâtinais</i> , rue Gay-Lussac, 38, à Paris, 5°.
Lot.	<i>Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot</i> , à Cahors.
Lot-et-Garonne.	<i>Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen</i> , à Agen.
Nord	<i>Bulletin de la Commission historique du département du Nord</i> , à Lille.
Nièvre.	<i>Société Nivernaise des lettres, sciences et arts</i> , à Nevers.
Basses-Pyrénées.	<i>Société des sciences, belles-lettres et arts</i> , à Pau.
Rhône.	<i>Société littéraire, historique et archéologique</i> , rue de l'Hôpital, 6, à Lyon.
Saône-et-Loire.	<i>Société Éduenne</i> , hôtel Rolin, à Autun.
Sarthe.	<i>Société historique et archéologique du Maine</i> , maison dite de la reine Bérengère, Grande-Rue, 11, au Mans.
Savoie.	<i>Académie des sciences, belles-lettres et arts</i> , à Chambéry.
Seine.	<i>Académie des Inscriptions et Belles-Lettres</i> , au palais de l'Institut, à Paris, 6°.
Id.	<i>Société nationale des Antiquaires de France</i> , au palais du Louvre, à Paris, 1 ^{er} .
Id.	<i>Société française d'Archéologie</i> , rue de Phalsbourg, 13, à Paris, 17°.
Id.	<i>Revue épigraphique</i> , route de Clamart, 59, à Vanves (Seine).
Somme.	<i>Société des Antiquaires de la Picardie</i> , au musée de Picardie, à Amiens.
Tarn-et-Garonne.	<i>Société archéologique de Tarn-et-Garonne</i> , faubourg du Moustier, 59, à Montauban.
Vienne.	<i>Société des Antiquaires de l'Ouest</i> , rue des Grandes-Ecoles, à Poitiers.
Haute-Vienne.	<i>Société archéologique et historique du Limousin</i> , à Limoges.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Belgique.	<i>Société d'Archéologie de Bruxelles</i> , rue Ravenstein, 11, à Bruxelles.
Etats-Unis de l'Amérique du Nord	<i>Smithsonian Institution</i> , à Washington.
Suède.	<i>Académie royale des Belles Lettres, d'Histoire et des Antiquités</i> , à Stockholm.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 3 décembre 1903.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le capitaine de Béler, le chanoine Brugière, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, Duvergier de Hauranne, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, Marchadier, le colonel de Montifault, Eugène Roux et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté

Notre bibliothèque a reçu, depuis la dernière séance, les ouvrages suivants :

Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, 1903, II, in-8°, avec planches, Anvers, imprimerie Veuve de Backer; contenant p. 131 une communication de M. le chanoine van den Gheyn sur le *Chapiteau byzantin* ;

Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1903, 2^e livraison, in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur ; contenant p. LXV un résumé de la communication faite par M. Villepelet au Congrès des Sociétés savantes à Bordeaux, sur l'inventaire du trésor de l'église collégiale Saint Front de Périgueux, dressé le 15 mai 1552 ;

Revue des Etudes grecques, tome XVI, n° 71, juillet-octobre 1903, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Revue Epigraphique, 26^e année, n° 109, tome V, avril, mai, juin 1903, in-8°, Vienne, Ogeret et Martin, imprimeurs ; Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France, tome XXIX, 1902, deux volumes brochés in-8°, à Paris, chez Champion, libraire ;

Comptes rendus et Mémoires du Comité archéologique de Senlis, 4^e série, tome V, année 1902, in-8°, Senlis, imprimerie Eugène Dufresne, 1903 ;

Revue historique et archéologique du Maine, tome LIII, année 1903, premier semestre, un volume broché in-8°, avec planches, Mamers, Fleury et Dangin, imprimeurs ; Le Mans, de Saint-Denis, libraire éditeur ;

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, tome XXXII, in-8°, Rennes, imprimerie Eugène Prost, 1903 ;

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure, année 1903, tome XLIV, 1^{er} semestre, un volume broché in-8°, avec planches, Nantes, imprimerie Dugas ;

Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre, 1902, XXVI^e volume, in-8°, avec planches, Bourges, typographie Pigelet, 1903 ; où à propos d'un beau Livre d'Heures d'Anne de Mathefelon, M. Mater rappelle que le *British Museum* possède, depuis quelques années, le beau *Psautier de la dame de Parthenay*, sur lequel on lit une inscription latine dont voici la traduction : « Ce livre appartient à noble et illustre dame Brunissende de Périgord, dame de Parthenay et de Mathefelon, qui l'a fait faire à Vouvant pour la louange et l'honneur de Dieu et de la glorieuse Vierge Marie, l'an du Seigneur 1411. Je prie le Christ, qu'elle implore sans cesse, de mettre son nom sur le livre de vie » ;

Lou Bournat dou Périgord, bulletin trimestriel de l'Ecole félibréenne du Périgord, n° 8, novembre 1903, compte rendu de la félibrée de Mareuil, grand in-8°, avec une planche et deux portraits ;

La Revue Périgourdine mensuelle, novembre-décembre 1903, n° 7, in-16, Closjoly par Mussidan ; Etampes, imprimerie Humbert-Droz ; contenant des articles de M. Georges Fonsegrive sur *Le Périgourdin*, et de M. Henri Mazel sur *Gabriel Tarde, littérateur* ;

Les 3^e et 4^e fascicules du tome XXIII du Bulletin de la *Société archéologique de Bordeaux*, in-8° avec planches, Feret et fils, libraires éditeurs ; Cadoret, imprimeur, 1900-1901 ; contenant p. 112 un *Eloge funèbre de M. le comte de Chasteigner* par M. Camille Jullian ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 28^e année (1903), troisième trimestre, in-8°, avec cinq planches, Dax, imprimerie papeterie-reliure Labèque ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 30^e année, septembre-octobre 1903, in-8°, avec portrait, Agen, Imprimerie moderne ; contenant, p. 375, une notice sur *Un maître d'armes agonais, Jean Louis-Laurent-Justin Lafaugère (1782-1856)*, par M. Calvet : c'est de lui que vient par son élève Bonnet, de Jumilhac-le-Grand, professeur du prince impérial, la belle gravure coloriée qui, au Musée du Périgord, représente le duel de la chevalière d'Eon avec le chevalier de Saint Georges ;

Annales du Midi, XV^e année, n° 60, octobre 1903, in-8°, Toulouse, imprimerie et librairie Edouard Privat ; où p. 513 est un compte rendu critique par M. Jeanroy des *Etudes sur Bertrand de Born, sa vie, ses œuvres et son siècle*, de notre confrère M. Richard de Boysson ;

Revue des langues romanes, tome XLVI, novembre-décembre 1903, in-8°, Montpellier ;

De M. Boulanger, ancien notaire, sa *Monographie du village d'Allaines*, avec 23 plans, phototypies et gravures, un volume broché in-8°, Péronne, Loyson, libraire ; Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1903 ;

De M. Charles Durand, un exemplaire du tiré à part de ses *Heurtoirs périgourdiens*, in-8°, sur papier de fil, avec planche ; Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1903 ;

De M. Dujarric-Descombes, sa notice nécrologique sur *Augustin Sinsou*, ancien agent-voyer en chef du département

de la Dordogne (1819-1903), in-8°, avec portrait, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1903 ; et le *Journal de la Dordogne*, du 25 novembre dernier, contenant son article bibliographique sur un nouveau recueil de poésies, *Les clairs de lune*, de M. le docteur René Berton, de Sorges.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay veut bien nous envoyer sa *Revue des Autographes*, de novembre, où sont des noms périgourdins : 1° une quittance, du 16 décembre 1604, de Madeleine de Bourdeille, fille d'honneur de Catherine de Médicis, à Jean du Tillet, greffier du Parlement, de la moitié du prix d'une maison sise à Paris, saisie et vendue aux enchères à la requête de ladite Madeleine de Bourdeille ; 2° une belle lettre de l'abbé de Féletz au baron Mounier, en 1837, toute relative à M^{me} de La Filolie ; 3° une lettre du général François comte Fournier-Sarlovèse, de 1827, à laquelle on a joint une lettre de sa fille ; 4° une lettre du célèbre tragédien Pierre Lafon, de Lalinde, à Viennet, de l'Académie française, du 15 septembre 1825 ; 5° le manuscrit original de l'inventaire général fait après le décès de Jacques-Louis comte de Lestrade de la Cousse, en 1784 ; et 6° une pièce originale, sur papier, qui est le compte, de 1653 à 1671, de Duponchel, apothicaire de la famille du Suquet, habitant la paroisse de Saint-Martin-de-Fressengeas ; il contient des détails curieux sur les remèdes du temps (thériaque, saignées, etc.) ; il y est aussi question de M. et M^{lle} de la Vigerie ; le fils, M. de Saintoux, reçoit une balle de pistolet dans le cou ; la dame du Suquet avait un bras cassé, etc.

M. FÉAUX communique à l'assemblée une brochure qu'il a reçue de M. le docteur Otto Schoetensack, d'Heidelberg, traitant de l'emploi supposé de ces objets préhistoriques désignés sous le nom de *bâtons de commandement*.

« Tout le monde, nous dit-il, connaît ces bâtons percés d'un ou plusieurs trous et presque toujours ornés de gravures ou de sculptures ; on les trouve depuis le début de l'utilisation des bois de renne dans l'industrie solutréenne, jusqu'à la fin du magdalénien. C'est M. Edouard Lartet qui, lorsqu'il

découvrit les premiers, à la Madeleine, proposa de leur donner le nom de *bâton de commandement* ; il supposait que ce pouvaient être des insignes de chefs, et que, dans ce cas, le nombre de trous correspondait peut-être à une hiérarchie déterminée. Il ne faut pas oublier qu'à ce moment-là tout était nouveau dans les découvertes préhistoriques. Cette supposition est aujourd'hui abandonnée ; faute de mieux, le nom est resté, mais les préhistoriciens n'ont pas pu se mettre d'accord sur la question du véritable emploi de ces curieux instruments.

» M. le docteur Schoetensack les considère comme étant des espèces de fibules ayant servi à retenir les vêtements, au moyen d'un bout de corde attaché à ceux-ci, passé dans un des trous et retenu par un morceau de baguette, de bois ou d'os ; les bâtons à un seul trou auraient été placés verticalement, ceux à plusieurs trous transversalement, la présence des différents trous permettant de rapprocher ou d'écarter à volonté les deux côtés du vêtement.

» Pour compléter sa démonstration, l'auteur accompagne sa description de dessins représentant des hommes de type Esquimau, vêtus de peaux retenues par des bois de renne percés ; ce sont, bien entendu, des figures supposées, dans lesquelles il est d'ailleurs aisé de reconnaître la représentation de plusieurs pièces devenues classiques et dont beaucoup de musées possèdent les moulages. »

M. LE PRÉSIDENT rappelle l'opinion qu'il a entendu émettre sur ce sujet par feu M. Massénat, à savoir : que ces instruments devaient être destinés à tendre et à maintenir les cordes des tentes.

« Il est impossible d'admettre cette hypothèse, continue M. FÉAUX, pas plus d'ailleurs que celle émise par M. Pigorini, qui y voyait des chevêtres, pièces de harnais pour maintenir les chevaux ; il suffit de voir un certain nombre de ces instruments pour se convaincre que presque aucun n'aurait pu résister à un travail de force ; il faut donc chercher ailleurs leur utilisation.

» En les examinant de près, on voit que la plupart du temps les arêtes des trous sont usées dans une partie, souvent obli-

quement et dans une direction opposée sur les deux faces ; il y a donc là trace d'usage, le trou n'était pas un ornement, il n'était pas un motif de décoration, il avait certainement une destination précise.

» M. Schoetensack n'est peut-être pas loin de la vérité . M. Féaux croit que les *bâtons de commandement* sont certainement des accessoires du vêtement ; s'ils ont servi de fibule, ce qui est bien possible, ils ont pu encore avoir un autre emploi. On est frappé, dit-il, en présence de représentations de guerriers, sorciers ou médecins, chez certains sauvages modernes, de voir la quantité extraordinaire d'objets bizarres : têtes, peaux, queues d'animaux, plumes d'oiseaux, cornes, sabots, etc., etc., dont ils sont littéralement couverts ; nos bois de renne percés, sculptés, gravés et par conséquent précieux, n'auraient-ils pas servi, étant attachés au vêtement, à suspendre les multiples amulettes que l'homme préhistorique devait porter avec lui comme l'homme sauvage de nos jours ?

» M. de Mortillet, et après lui M. Salomon Reinach, ont dit que l'on ne connaît aucun de ces bâtons dont les deux extrémités soient complètes. Cette règle, quoique générale, n'en comporte pas moins des exceptions. M. Féaux peut en citer deux exemples : il a recueilli, à Laugerie-Basse, et cédé au Musée de Périgueux un bâton percé, long de 208 millimètres, à faces larges et aplaties ; il est percé d'un seul trou. A dire vrai, il manque, sur une partie du pourtour de ce trou, une petite portion de matière ; mais la brèche est latérale et l'extrémité de la tête, coupée en carré, est complète, le bout opposé l'est également ; il est taillé en queue de poisson ; une sculpture, aujourd'hui effacée, le couvrait en grande partie. Enfin, la collection de notre confrère renferme un bâton, long de 201 millimètres, absolument complet et couvert de gravures. Une extrémité, terminée en carré avec un petit appendice latéral, est percée d'un large trou, *usé obliquement et en sens inverse sur les deux faces* ; le bout opposé est courbe, aminci et terminé en pointe obtuse. C'est une des plus belles pièces du riche mobilier de la station de Raymonden.

• Le Périgord posséderait donc les deux seuls bâtons de commandement entiers connus jusqu'à ce jour. »

L'assemblée remercie M. Féaux de ses instructives explications.

Par une circulaire du 30 novembre dernier, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts nous rappelle que le Congrès des Sociétés savantes s'ouvrira à la Sorbonne le mardi 5 avril prochain, à 2 heures précises, et sera clos le samedi 9 par une séance solennelle dans le grand amphithéâtre.

La Société nommera ses délégués dans la prochaine séance.

Pour répondre au désir de M. l'abbé Chastaing, curé de Bourniquel, et MM. Charles Durand et Aublant n'ayant pu exécuter leur projet, M. LE PRÉSIDENT s'est rendu à Bourniquel, le 11 novembre, afin de visiter les découvertes archéologiques que notre vaillant confrère, M. Chastaing, nous y avait signalées.

« L'église de Bourniquel, nous dit-il, est située sur la déclivité d'un coteau, en sorte qu'elle est en partie enterrée du côté sud par les terres du cimetière qui l'entoure ; et comme il faut descendre pour arriver à la porte, on a été amené, il y a quelques années, à remblayer l'intérieur de la nef ainsi que l'abside. Cette abside, arrondie à l'extérieur, comme dans toutes les églises romanes, n'offre ni contrefort, ni décoration ; elle n'était ajourée que par une fenêtre étroite dans l'axe, et il est facile de voir que sa reconstruction se lie mal à celle de la nef qui paraît d'une autre époque, sans doute postérieure. Un stylobate qui règne à l'extérieur et un appareil, formé de matériaux d'un modèle allongé et peu élevé, que M. le curé de Bourniquel considère comme très rare dans le pays, ne nous autorisent pourtant pas à la reculer au delà de la fin du XI^e siècle ou du commencement du XII^e. D'ailleurs, et c'est la partie la plus intéressante, la décoration intérieure de l'abside correspond à ces dates. En refaisant le pavage de son église, M. l'abbé Chastaing a fait déblayer, le long des murs de l'abside, une tranchée qui

permet de reconstituer sa curieuse disposition primitive. Un stylobate mouluré régnait tout autour, et sur ce stylobate reposaient des colonnettes très rapprochées les unes des autres qui, évidemment, supportaient une rangée d'arcatures appliquées contre la face intérieure de la muraille. Malheureusement, à une époque où on ne s'intéressait pas aux choses du passé, on fit disparaître cette riche décoration, que l'on brisa pour la remplacer par un enduit en plâtre ; mais on ne songea pas à détruire la partie inférieure que l'on cacha dans un remblai d'un mètre environ de terres rapportées ; ce sont les bases et une partie des fûts des colonnes qui ont été remis à jour. Ils sont en pierre blanche et façonnés au tour, et reposent sur des bases assez frustes sans griffes, composées d'une partie plate entre deux boudins. Sur cette partie plate sont sculptés des ornements qui leur donnent un réel intérêt. Ce sont, soit des arcatures, reposant sur des colonnettes avec chapiteaux, soit des ornements géométriques en forme de rosaces et d'étoiles assez profondément creusés pour rappeler le décor des tombeaux de Coulaures qui sont au Musée et qui paraissent dater du ^{xii}^e siècle.

» En continuant ses sondages, M. le curé a trouvé, sous le dallage de la nef et en avant de l'abside, les bases de quatre piles carrées, ornées de la même moulure que le stylobate de l'abside. L'intervalle que laissent entre elles ces piles est de 4 mètres, et il devait être recouvert par une petite coupole. Il est à désirer pour l'archéologie que les fragments mis à jour et qui permettent de reconstituer l'ancien état de ce petit monument, soient conservés et qu'il en soit dressé un plan très exact. Nous nous en rapportons au zèle éclairé de M. l'abbé Chastaing qui a su les découvrir pour en assurer leur conservation et à l'appui qu'il trouvera chez M. le comte de Saint Exupéry, maire de Bourniquel. »

M. Paul HUET avait vu autrefois, sous l'emplacement de la mairie actuelle de Montagnac-la-Crempe, des sarcophages qui lui avaient paru intéressants. Ils étaient droits. Il ne serait pas possible de fouiller, maintenant que le terrain est recouvert par des plantations.

Notre érudit confrère nous annonce en même temps qu'il a le projet d'offrir prochainement à notre *Bulletin* deux gravures qui seront annexées à son article sur La Renaudie. « La gravure de Périssin est dès maintenant héliogravée à une dimension convenable. Comme je ne possède pas celle de Tortorel, j'ai dû la faire photographier à la Bibliothèque nationale. Ce travail n'a été fait que ces jours derniers seulement. Je ne sais encore quand l'héliogravure sera terminée. Le plus difficile est de vous donner une biographie un peu originale de La Renaudie. Je récolte en ce moment tous les mémoires du temps sur ce sujet. Les pièces manuscrites sur la conjuration d'Amboise ont dû faire retour aux d'Aubigné. En supposant qu'on me permette de les consulter, il me faudrait faire un voyage qu'il m'est impossible de réaliser. »

L'assemblée vote des remerciements à M. Paul Huet pour son acte de grande générosité.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend que l'asile des vieillards, près du Château Barrière, étant terminé et livré, l'administration municipale a le projet de vendre les terrains de l'ancien dépôt de mendicité qui deviennent ainsi inutiles. Mais sous ces terrains est le mur d'enceinte de l'époque gallo-romaine, dont l'acteur Beauménil, lors de son passage à Périgueux, au XVIII^e siècle, a laissé un plan et des dessins exacts, et le Président voudrait se faire autoriser, avant que les terrains fussent vendus, à y exécuter des fouilles. Il écrira dans ce sens à M. le Maire de Périgueux.

L'assemblée exprime le vœu qu'il soit donné suite à ce projet.

Il nous dit aussi qu'il espère obtenir prochainement, pour le Musée, le buste de quelque ancien prieur de Merlande dont les journaux de Périgueux ont parlé et qui aurait été trouvé dans la paroisse.

M. l'abbé COMTE nous demande la permission de répondre en quelques lignes aux critiques qui ont été faites dans la dernière séance, par M. de Peyronny, de sa monographie de l'abbaye de Châtres.

M. de Peyronny croit y voir plusieurs erreurs ; mais il n'en indique aucune et se borne à des hypothèses.

M. Comte n'a jamais dit que l'abbaye était située dans le bourg de Châtres, plus proprement appelé les Nébouts : c'est justement l'erreur qu'il a voulu détruire en disant que c'était l'abbaye elle-même qui était désignée par le nom de Châtres.

Il ne l'a pas placée à Châtres, parce que c'est un point culminant, et nulle part il a nié l'existence de monastères bâtis dans les bas-fonds ; il connaît le Dalon, Tourtoirac, Cadouin, etc.

Il ne voit pas le rapport existant entre le poste télégraphique de Tout-Vent, près La Chapelle Saint-Jean, dont il n'a pas été parlé, et l'abbaye de Châtres.

Le hameau de l'Abbaye aurait été bâti, suivant M. de Peyronny, sur l'emplacement du monastère. Erreur profonde, répond M. Comte : l'assiette où était bâtie l'abbaye est une terre labourable et prairie appartenant à M. Joseph Lagrange. Le puits existe encore.

Quant au dessin, il n'est pas imaginaire du tout, et pour s'en convaincre, M. de Peyronny n'a qu'à consulter les minutes du notaire Suze, de Badefol, de l'année 1722.

En nous envoyant un *addendum* intéressant pour l'histoire ecclésiastique de l'ancien diocèse de Sarlat, une note rectifiant, dans la *Gallia christiana*, la biographie de deux évêques de Sarlat, Jean de Reillac, 1529-1530, et Jacques de Larmandie, 1530-1533, notre érudit confrère M. Gaston de GÉRARD veut bien nous indiquer un grand nombre de sources qui pourront servir à M. Charles Durand pour un travail d'ensemble sur la sédition de 1707, dont il a été précédemment parlé.

« M. de Bosredon, écrit-il au Secrétaire général, signale un passage de Saint-Simon, relatif à la révolte des Tards-Avisats en 1707. — Quercy et Périgord. — Il ajoute : il est singulier qu'on ne trouve aucun renseignement en ce qui concerne le Périgord. Vous ajoutez vous-même qu'on ne trouve rien aux Archives départementales, ni aux archives de l'Intendance, à Bordeaux.

» La Révolte des Tards-Avisez du Quercy n'est pas inconnue.

» 1° Dangeau, à la date du 3 avril 1707, rapporte l'événement dans les *mêmes termes* et avec les *mêmes expressions* que Saint-Simon (Dangeau, édition Lemontey, p. 184.) Sous la date du dimanche 10 avril, il dit en plus :

Il arrive un courrier du maréchal de Montrevel, qui apporte la nouvelle que le soulèvement du Périgord est fini, sans aucune effusion de sang. M. de Montrevel a choisi, pour apporter cette nouvelle, un neveu de M. de Boissières, de la maison de Duras. On laissera quelque bataillon en ce pays-là, pour ôter aux mutins toute envie de recommencer. (Dangeau, édition de Soulié et Dussieux, t. II, p. 342.)

» 2° Bailly (*Histoire financière de France*, t. II, p. 20) attribue la fermentation de la population à la création de nouveaux offices de greffiers contrôleurs des registres de baptême, mariage, sépulture, pour battre monnaie, ce qui exaspéra la population. L'édit de création de ces offices est du mois d'octobre 1691, et l'arrêt du Conseil d'Etat du 10 novembre suivant.

» 3° Le continuateur anonyme du chanoine Tarde fait le récit de ce qui se passa en Sarladais à cette occasion. Ce récit est imprimé dans *l'Histoire de la Révolution en Périgord* par M. Bussière, t. 1^{er}, p. 80.

» 4° Je possède dans mes dossiers sur Sarlat la délibération de la jurade de Sarlat, relative aux mesures à prendre pour la défense de Sarlat et de la sénéchaussée. En voici l'analyse... Délibération signée de 106 noms.

» 5° Marc de Gérard, chevalier du Barry, lieutenant-colonel d'Anjou, aussitôt investi du commandement militaire, rendit une ordonnance, datée du 23 mars 1707. -- Ordre aux maire et consuls de Sarlat de faire prendre les armes à la population et de courre sus aux rebelles. Cette ordonnance, *imprimée en placard*, fut affichée aux lieux accoutumés.

» Je n'ai pas trouvé d'exemplaire de cette ordonnance imprimée; mais elle était parmi les pièces fournies au Conseil d'Etat par les frères Pierre et Joseph-Gautier de Gérard-Latour et visée dans un arrêt du 20 juin 1758.

» 6° Le maréchal de Montrevel accusa réception aux maire

et consuls, de la lettre à lui remise par M. de Gonet. Cette lettre est datée de Montauban, le 24 mars 1707. En voici le texte..... Elle se trouve aux Archives départementales de la Dordogne, dans le dossier Saint Clar donné par M. Ph. de Bosredon.

» Ce soulèvement finit peu après, sans autres violences et sans répression sanglante.

» Le rôle joué dans ces circonstances par MM. le chevalier du Barry et de Saint-Clar leur porta bonheur. Le premier, Marc de Gérard, mourut en 1737 chevalier de Saint Louis, brigadier des armées du Roi, lieutenant-général, commandant en chef du gouvernement de Selan, Donchery et pays en dépendant. (*Almanach Royal*, 1737. — Lemau de la Jaysse, *Abrégé du militaire*, 1737, p. 72.)

» M. de Saint-Clar mourut lieutenant-colonel.

» On trouverait certainement en Quercy des documents plus substantiels sur cette insurrection, qui prit le nom, je ne sais pourquoi, de « Tards-Avisats. »

» Au dos de la délibération de la jurade de Sarlat du 18 mars 1707, on lit en effet la mention : « Tards-Avisats. »

M. DE BOSREDON se félicite d'avoir provoqué par sa communication celle de M. de Gérard. « Les révoltes de 1707, nous écrit M. de Bosredon, me paraissent présenter de l'intérêt, parce qu'elles furent liées à l'histoire générale et surtout à l'histoire financière de cette époque. Aussi, je crois que M. Durand fera bien de lire la note de M. de Boislisle que j'ai citée (seulement, au lieu de pages 638 à 642, il faut lire pages 639 à 642); elle explique fort bien l'assiette de la taxe qui provoque la sédition. »

Toutes ces indications, analyses et copies de pièces sont remises à M. Charles DURAND, qui remercie M. de Gérard.

M. Elie DE BIRAN nous envoie la copie d'une lettre du maréchal de Berwick à M. de Biran, subdélégué à Bergerac, datée de Bordeaux le 30 décembre 1718, par laquelle il l'invite à faire arrêter les gens qui lui paraîtront suspects et à se saisir de leurs papiers. Notre érudit vice-président se demande s'il n'y aurait pas là une corrélation avec la sédition précédente.

M. Charles DURAND ne le pense pas, l'édit ayant été rapporté avant cette époque.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous signale ensuite un trait honorable pour les femmes de Périgueux, que dom Pierre de Saint-Romuald a jugé digne d'être transmis à la postérité.

Voici le fait tel que ce religieux feuillant l'a rapporté dans son *Trésor chronologique et historique*. (*Abrégé du troisieme tome*, Paris, Clousier, 1662, page 500) :

Ce fut environ cette année (1594) qu'une jeune fille de Périgueux ayant esté corrompuë contre son gré par un capitaine qui encore se mocquoit d'elle, se jeta sur luy et le tua en pleine rue d'un coup de poignard ; ce qui obligea le lieutenant criminel de la condamner à mort, de quoy s'estant portée pour appellante, le Parlement de Bourdeaux la renvoya absoute, suivant l'avis de la plupart des conseillers, qui dirent tout haut que jamais Lucrèce n'avoit eu la valeur ny le courage de faire un tel coup à son corrupteur.

Il serait intéressant, ajoute M. Dujarric, de retrouver dans les archives judiciaires de la fin du xvi^e siècle, des traces de cette affaire sensationnelle.

M. DE BOSREDON veut bien nous adresser une petite communication bibliographique. Il nous mande que « d'après une étude approfondie, publiée dans le *Bulletin* de la Société archéologique de Brive par M. Clément-Simon, la *Bibliographie du Périgord* a mentionné le nom d'un périgourdin qui, dans le cours du xvii^e siècle, engagea une polémique sur des questions théologiques avec le P. Martial, de Brive, et le seigneur François de Cosnac. Ce périgourdin était Jean Boutin, originaire de Bergerac, pasteur protestant de Turenne. Ses ouvrages furent au nombre de deux : comment étaient-ils intitulés ? On l'ignore, et M. Clément-Simon dit ne les avoir rencontrés dans aucune bibliothèque et ne les avoir vus cités dans aucune bibliographie. J'ai fait moi-même des recherches qui n'ont pas abouti ; je puis seulement indiquer dans quel ordre les écrits de Boutin et ceux de François de Cosnac se succédèrent :

» 1^o Ecrit de Boutin contre le P. Martial de Brive. — Intitulé non connu.

» 2° Premier écrit de François de Cosnac. — Intitulé indiqué par M. Clément-Simon, sous cette réserve que le livre ne lui a pas passé sous les yeux : *Les Vérités eucharistiques enseignées par notre Seigneur Jésus-Christ*.

» 3° Réponse de Boutin. Comme le seigneur de Cosnac, dans sa réfutation, parle toujours de la « lettre » de Boutin, il est probable qu'elle portait le titre de *Lettre de Jean Boutin au seigneur de Cosnac* ; mais ces mots pouvaient avoir un complément.

» 4° Deuxième écrit du seigneur de Cosnac. — Intitulé, d'après un exemplaire appartenant à M. Ernest Rupin : « *Défense du livre des Vérités eucharistiques, enseignées par notre Seigneur IESVS CHRIST contre la lettre du sieur Boutin, ministre de Turenne*, par le seigneur de Cosnac. A Brive. Par A. Alvitre, imprimeur et libraire juré de ladite ville et du collège, 1656, avec approbation. »

» Dans cet ouvrage le seigneur de Cosnac reproduit successivement les paragraphes de la *Lettre* du sieur Boutin et les réfute tout aussitôt.

» Il ne serait pas sans intérêt, ne fût-ce qu'au point de vue bibliographique, qu'on pût examiner et décrire les ouvrages de Jean Boutin. Dans le cas où l'un de nos confrères aurait la bonne fortune d'en découvrir un exemplaire, il est prié d'en informer la Société. »

De son côté, M. Gabriel LAFON veut bien nous adresser la copie d'un acte de prise de possession de la cure de Saint-Cyrice d'Aubas, le 20 octobre 1749, par messire Jacques Mayaudon, prêtre, docteur en théologie, chanoine de Rocamadour, d'une famille Terrassonnaise, qui a fourni plusieurs prêtres à l'Église.

Cette pièce sera publiée dans le *Bulletin*.

M. Fougeyrollas, adjoint au maire de Périgueux, nous transmet, par M. DUJARRIC, la lettre suivante à laquelle il nous prie de donner satisfaction, s'il est possible :

Ottawa, Canada, 31 octobre 1903.

Monsieur,

Je prépare une étude sur la famille Berthier, originaire de la Dordogne, et dont (selon nos historiens) les capitaines Isaac Berthier, du

régiment de l'Allier, et Alexandre Berthier, du régiment de Carignan-Solières, étaient issus. Ces messieurs vinrent au Canada avec le régiment de Carignan en 1665. Ils avaient pour auteurs Pierre Berthier et Marguerite Boriac, de St-Jacques de Bergerac, évêché de Périgueux.

Je crois cependant qu'Isaac et Alexandre ne sont qu'une même personne.

Isaac était huguenot, mais peu après son arrivée ici se fit catholique, et il se pourrait qu'il ait abandonné le nom d'Isaac pour prendre alors celui d'Alexandre, porté par son parrain Alexandre de Pourville, marquis de Tracy, gouverneur général de la colonie.

Si vous pouviez, sans vous déranger, passer cette lettre à quelque savant historien périgourdin qui serait assez bon de me fournir des renseignements sur cette famille, notamment la date de la naissance des enfants de Pierre Berthier et de Marguerite Buriac, je vous en serai bien obligé.

Cette étude sera présentée à la Société royale du Canada (notre Institut Canadien), à sa prochaine séance, dans quelque temps d'ici et je me ferais un plaisir, naturellement, de mentionner galamment la personne qui m'aurait gracieusement fourni les renseignements demandés.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments distingués.

RÉGIS ROY,
ministère de la Marine et des Pêcheries,
OTTAWA (CANADA).

A Monsieur le Maire, Périgueux, (Dordogne), France.

Quelques membres rappellent, en effet, que la famille Berthier est originaire de Bergerac. La lettre sera transmise à M. Charrier, avec prière de faire la recherche et d'y donner la suite qu'elle comporte.

D'autre part, M. DE PEYRONNY nous envoie un gros cahier de poésies modernes, composées au siècle dernier par un poète du Bugue, Martin Andrieux, allié à la famille de Peyronny. Elles comprennent des charades, logogripes, chansons, bouquets de fêtes, etc., qui ne rentrent pas dans le

cadre de nos études, ne présentant aucun caractère philologique, historique ou seulement archaïque.

Le manuscrit sera rendu à M. de Peyronny.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.



Séance du jeudi 7 janvier 1904.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, le capitaine de Béler, Elie de Biran, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, le marquis de Lagarde, Lespinas, du Rieu de Maynadié, Jacques de Saint-Pierre, le comte de Saint Saud et Villepelet.

Se font excuser : MM. Delugin, Didon et du Soulas.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Annual report of the Smithsonian institution, 1901, report of the U. S. national Museum, un volume relié in-8°, avec de belles planches, Washington, government printing office, 1903 ;

Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, 1903, III, un fascicule in-8°, avec planches, Anvers, V^{re} de Backer, 1903 ;

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1903, 2^e et 3^e trimestres, un fascicule in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ;

Tome II de la splendide monographie de la *Cathédrale d'Amiens*, par M. Georges Durand, un portefeuille grand in-4° en toile verte, avec nombreuses héliogravures, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ; Paris, librairie Picard et fils, 1903. Ce volume est consacré au mobilier et aux accessoires ;

Fascicule 4 du *Mobilier funéraire, gallo-romain et franc, en Picardie et en Artois*, par C. Boulanger, ancien notaire, grand in-4°, avec belles planches en couleur, Saint-Quentin, Imprimerie générale (souscription) ;

Bulletins de juillet-août, septembre-octobre, des Comptes-rendus des séances de l'année 1903 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, deux fascicules in-8°, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs ; où, dans le second, p. 405, il est question des fouilles de notre compatriote, M. Clédât, dans la nécropole copte de Baouit ; et p. 407, est la communication de MM. le docteur Capitan, l'abbé Breuil et Peyrony, sur *Une nouvelle grotte à parois gravées à l'époque préhistorique : la grotte de Teyjat (Dordogne)* ;

Revue de l'Ecole d'Anthropologie de Paris, recueil mensuel publié par les professeurs, n° spécimen, in-8°, Paris, Félix Alcan, éditeur, 1903 ;

Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, n° du 8 décembre 1903, in-8°, de 4 pages, Paris, typographie Plon-Nourrit ;

Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements, du 2 au 5 juin 1903, 27^e session, ouvrage orné de 42 planches, gros volume broché in-8°, Paris, typographie Plon-Nourrit, 1903 ; contenant p. 138 une communication de notre confrère, M. de Montégut sur *Le château d'Assier en Quercy et la statue équestre du roi François I^{er}* ;

Mettensia IV, Mémoires et documents publiés par la Société nationale des Antiquaires de France, fondation Auguste Prost, un volume broché in-8°, Paris, Klincksieck, libraire, 1903, fascicule 1 ;

La Correspondance historique et archéologique, n° 118, octobre 1903, in-8°, Paris, librairie Fontemoing ; où, p. 317, notre confrère, M. Charles de Beaumont, donne un résumé de l'excursion des 12 et 13 octobre de la Société archéologique du

Périgord ; annonce la découverte d'un certain nombre de sépultures sous le porche de l'église de Teyjat où étaient plusieurs objets intéressants ; et signale la grotte, située dans le village même, que viennent de visiter MM. le docteur Capitan, l'abbé Breuil et Peyrony ;

Revue historique, tome 83, n° spécimen de novembre-décembre 1903, in-8°, Paris, Félix Alcan, éditeur ;

Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, 2^e série, tome IX, première partie, in-8°, avec planches ; Guéret, imprimerie Amiault, 1903 ; où, p. 9, dans un article sur *Le comté de la Feuillade* est indiquée une Françoise d'Aubusson de la Feuillade, co-adjutrice de Suzanne d'Aubusson, sa tante, en l'abbaye du Bugue, ordre de Saint-Benoît, diocèse de Périgueux, abbesse de ce monastère en 1608 ; on y trouve plusieurs autres noms périgourdins ; — et, p. 213, est le dessin du reliquaire de Saint-Goussaud, de deux époques, qui nous rappelle celui de Chancelade ;

Archives historiques du département de la Gironde, xxxviii^e volume, in-4°, avec planches, Paris, Alphonse Picard et fils ; Bordeaux, Feret et fils, 1903 ; contenant, p. 141, l'état des gentilshommes verriers publié par M. Pierre Meller ; — p. 164, des documents sur l'abbaye de Faize, fondée en 1137, qui fut donnée aux moines de Cadouin, en Périgord, et placée sous l'invocation de la Vierge Marie ; — et, p. 321, le journal de tournée, fort intéressant pour le Périgord, de François de Paule Latapie, inspecteur des manufactures, en 1778, sur *L'industrie et le commerce en Guienne sous le règne de Louis XVI* ;

Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, tome xxviii, 3^e fascicule, juillet, août, septembre, in-8°, Cahors, imprimerie Delperier, 1903 ;

Annales du Midi, 16^e année, n° 61, janvier 1904, in-8°, Toulouse, imprimerie et librairie Edouard Privat ; où, p. 153, est une critique par M. Dognon de *l'Essai sur les guerres de religion en Périgord*, de notre regretté président, A. de Roumejoux ;

De M. Joseph Berthelé, son beau et savant volume des

Enquêtes campanaires, notes, études et documents sur les cloches et les fondeurs de cloches du ^{viii}^e au ^{xx}^e siècle, gros in-8°, avec planches et portraits, Montpellier, imprimerie Delord-Boehm et Martial, 1903 ; où sont cités les travaux de M. le chanoine Brugière et de M. Roger Drouault ;

De M. Pierre Meller, deux de ses brochures, *La Porte d'Aquitaine*, in-8°, Bordeaux, imprimerie Cadoret, 1903, et *Le mobilier d'une famille parlementaire sous Louis XIV*, à Bordeaux, in-8°, Bordeaux, imprimerie Cadoret, 1903 ;

De M. le comte Charles de Beaumont, *Le Congrès archéologique de Poitiers*, extrait avec de nombreuses corrections de la *Correspondance historique et archéologique* (année 1903), brochure in-8°, Saint Denis, imprimerie Bouillant, 1903 ;

De M. Louis Didon, le bulletin officiel trimestriel, d'octobre-décembre 1903, du *Véloce-club périgourdin*, *Automobile-club de la Dordogne*, in-8°, Périgueux, imprimerie Ronteix ; contenant le compte-rendu d'une excursion à Biron et l'indication de Périgueux comme centre d'excursions ;

De M. Labroue, le palmarès du lycée de Périgueux de 1903, in-8°, Périgueux, imprimerie de la Dordogne ;

Et de M. Laplace, économe du collège de Bergerac, quatre numéros du journal *l'Eclaireur de Bergerac*, contenant en feuilleton un aperçu historique sur *Le Collège de Bergerac*, où l'auteur paraît confondre les petites écoles avec le collège et ne pas connaître le sens du mot latin *universitas* au moyen âge.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. DE SAINT SAUD retient un moment l'attention de la Société sur environ cent pages du volume plus haut cité des *Archives historiques de la Gironde*, pages qui concernent un voyage en Périgord, exécuté en 1778, par M. Latapie, inspecteur des manufactures. Ce personnage savait tout voir et tout dire en peu de mots, aussi bien la beauté de la fille de M. Planche à Ribérac « comparable à la belle rose du printemps nouvellement éclore », que le caractère du nouvel évêque de Sarlat « point homme de lettres, mais rompu dans l'usage du monde et la connoissance des hommes. » Nous apprenons

qu'il y eut une faïencerie à Mussidan, fondée par M. de Leybardie ; qu'à celle de Thiviers on y obtient la couleur de café par « la pierre de Pérouse qui est une véritable manganèse. » Il y a jusqu'à des appréciations sur les familles des gentils-hommes.

M. Pellisson nous communique le n° du *Vieux Papier*, du 1^{er} novembre 1903, dans lequel il a publié, sous le titre d'*Un impôt peu connu*, une circulaire du maire de Badefols-d'Ans, du 24 septembre 1813, réclamant 5 francs à un contribuable pour acquitter les dépenses des transports de grains destinés à l'armée d'Espagne, et pour rembourser aux propriétaires le montant des voitures-bouvières qu'ils auront fournies.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit qu'on trouve encore, dans un certain nombre d'archives communales du département, des réquisitions de voitures de la même époque et ayant le même objet.

Déjà, du temps de Richelieu, fait remarquer M. Pellisson, on usait des mêmes moyens : « Il est mandé, le 18 septembre » 1622, aux habitants de Corme-Royal, de fournir deux char- » rettes attelées de quatre chevaux, mules ou mulets, ou de » six bœufs, à peine de 500 livres, rendues au faubourg Saint » Palais les-Saintes, pour être conduites à l'armée du roi com- » mandée par M^r le comte de Soissons en l'armée de La » Rochelle... » (*Revue de Saintonge et d'Aunis*, 1^{er} septembre » 1903, p. 345).

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, de décembre 1903, où sont quelques noms périgourdins :

1° Une lettre de l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont à Louis XV, datée de Paris le 9 décembre 1765 et relative à un prêtre nommé Gilbert, qui lui a rendu ses pouvoirs, parce qu'il voulait absoudre des religieuses réfractaires ;

2° Une lettre de L. A. de Gontaut, duc de Biron, maréchal de France, datée de Paris le 17 juin 1778 et écrite à M. Pons, conseiller à la Cour des Aides de Montauban ;

3° Une lettre de Charles-Maurice, prince de Talleyrand au

Ministre de la guerre, du 30 novembre 1807, relative à M. Thomas Larie, prisonnier anglais à Verdun ;

Et 4^e une pièce sur papier, signée à l'abbaye de Montmartre, le 18 octobre 1741 et signée par Catherine de La Rochefoucauld de Cousages, abbesse de Montmartre.

M. le Président nous annonce que notre confrère M. Roger DROUAULT, auteur d'une excellente monographie de la ville de Saint-Pardoux-la Rivière, a été nommé officier d'académie à l'occasion du 1^{er} janvier.

L'assemblée lui envoie ses sincères félicitations.

M. Louis SIMON, élu membre titulaire dans la séance de novembre et que de tristes circonstances avaient empêché de nous remercier plus tôt, adresse ses remerciements à la Société pour l'honneur qu'elle lui a fait de l'admettre dans ses rangs.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle à l'assemblée qu'elle a aujourd'hui à nommer ses délégués au Congrès des Sociétés savantes et des Beaux-Arts, qui se tiendra à Paris, le 5 avril prochain.

Sont élus pour le Congrès des Sociétés savantes : MM. le capitaine de Béler, Delugin et Paul Huet ;

Pour le Congrès des Beaux-Arts, MM. Charles de Beaumont et Henri de Montégut.

La Société a reçu une note la prévenant qu'à l'occasion de la grandiose Exposition universelle que les Américains organisent à Saint-Louis, et dont l'ouverture aura lieu en mai prochain, le Comité français de propagande pour les voyages à l'étranger patronne l'organisation d'une excursion aux Etats-Unis.

Cette excursion sera en même temps un voyage d'étude. Elle aura lieu dans des conditions particulièrement agréables comme confort et comme prix, grâce aux facilités consenties à cette occasion.

Aucun autre moment ne saurait donc être mieux choisi pour visiter les Etats-Unis, se rendre compte de leurs procé-

dés, de leurs habitudes et constater les résultats prodigieux obtenus par une activité et un sens pratique extraordinaires.

Les personnes intéressées à cette organisation peuvent obtenir des renseignements détaillés en écrivant au Comité du Voyage, 9, rue de Rome, à Paris.

D'autre part, la Société nationale des Antiquaires de France nous informe qu'elle a résolu de célébrer son centenaire. Désireuse de resserrer les liens qui l'unissent aux Sociétés correspondantes, elle convie ses sœurs de France et des autres pays à désigner un délégué pour assister à la séance publique et solennelle, qui aura lieu au Musée du Louvre, le lundi 11 avril 1904.

Notre président M. de Fayolle est élu comme délégué.

La Société d'Archéologie de Bruxelles nous fait exprimer le désir par son bibliothécaire-archiviste qu'un échange de publications se fasse entre nos deux Compagnies.

La proposition est favorablement accueillie.

Notre trésorier intérimaire, M. FÉAUX, nous donne lecture du compte de gestion de l'exercice 1903. Il résulte de son exposé que les recettes se sont élevées à 4,782 fr. 30 et les dépenses à 4.854 fr. 89, de sorte que nous avons un déficit de 72 fr. 59 qui sera pris sur les réserves. Il nous présente en même temps des prévisions budgétaires pour l'exercice 1904 qui nous donneraient un boni de 500 francs qu'on pourrait employer à des reliures, acquisitions, subventions, etc.

L'assemblée remercie M. Féaux du zèle qu'il apporte à ses nouvelles fonctions.

En répondant à M. LE PRÉSIDENT, M. l'abbé Breuil l'informe qu'il a communiqué à M. le docteur Capitan la partie de sa lettre visant la caverne de Teyjat :

Lui et moi sommes parfaitement d'accord, lui écrivit-il, sur le sujet de votre communication ; ni lui, ni moi ne croyons que les dessins ne soient modernes. Il est vrai qu'il ne faut pas les assimiler aux « sculptures » des Combarelles, ni aux fresques de Font de Gaume ou d'ailleurs ; c'est tout autre chose ; mais à Font de Gaume, à Altamira, surtout à Marsoulas, il y a une multitude de fines gravures, tracées rapidement d'un trait ; à

Altamira, il y en a immensément sous les peintures ; à Marsoulas, il y en a dessous et dessus ; ces dessins souvent incomplets, défectueux, quelquefois merveilleux, n'ont pas été faits pour la vue ; on ne les voit pas, mais pour se faire la main, comme un artiste crayonne au hasard. Cette catégorie de dessins est identique à ceux de Teyjat : il y en a au fond des Combarelles du même genre. Pour la stalagmite, ils y ont gravé, parcequ'elle était saine et que le calcaire de la grotte ne l'était pas ; s'ils ont gravé celui-ci, la conservation n'a pu s'en faire. A Altamira, il y a des gravures placées de la même façon. Nous avons là comme des graffites et non des ornements de parois.

D'après votre « source », ces graffites seraient modernes. Je n'y crois guère ; ces dessins portent, au plus haut point, la marque du meilleur art quaternaire. Les silhouettes de bœuf (*bos primigenius*), de cheval (crinière hérissée), de cervidés (incertains comme détermination, sauf un renne avec une palme dont les bois supérieurs manquent) et de bisons (deux), sont extrêmement remarquables comme pureté de dessin et fini des détails. Il faudrait admettre que ceux qui ont fait ces dessins étaient profondément versés dans la connaissance de l'art qu'ils simulaient, comme je puis l'être, par exemple, après avoir vu de mes yeux à peu près tout ce qu'on en connaît. Il est certain que, si je voulais, je pourrais improviser des gravures de ce genre et qu'il serait presque impossible de me démontrer le faux. Si ces jeunes gens n'avaient pas cette connaissance approfondie, ce n'est pas eux qui ont pu faire ces remarquables croquis ; en effet, ce n'est pas ici la copie de dessins classiques, c'est un dessin fait de toutes pièces. Il est profondément invraisemblable que ces enfants aient possédé la capacité que moi, dessinateur par tempérament, je n'ai pu acquérir que par l'étude de l'archéologie préhistorique et des œuvres d'art qu'elle nous fait connaître. C'est donc bien invraisemblable que ces dessins soient leur œuvre. Ensuite examinons les traits : ils ne sont pas très profonds, mais ils ont l'air ancien. Si peu profonds qu'ils soient, j'estime qu'à cause de la dureté de cette stalactite fort compacte, il faudrait environ deux heures de travail pour chaque animal, davantage pour les plus grands. Examinons ensuite le tracé : ce n'est pas celui d'un couteau ou d'un canif, qui se traduirait par une série de tracés représentant le va-et-vient de la lame creusant ; d'autre part, le tracé serait en section et à contours très rectilignes, à cause du tranchant métallique très affiné. Le trait a tout autre caractère : une certaine dissolution de ses contours s'est produite ; son fond est granuleux, irrégulier, comme s'il avait été fait avec une pointe et une pointe assez irrégulière, travaillant lentement, de proche en proche, creusant millimètre par millimètre.

La présence du *bos primigenius* parmi les dessins, si elle est rare, n'es

pas inouïe. M. Piette en a plusieurs gravés sur os, dont une vache et un veau du Mas d'Azil ; au fond des Combarelles, il y a de très petites et très fines gravures qui me paraissent le figurer.

Vous pouvez donner communication de cette lettre aux personnes qu'elle peut intéresser ou à votre Société périgourdine...

L'assemblée remercie M. l'abbé Breuil de ses intéressantes observations.

M. LE PRÉSIDENT a reçu une réponse de M. le Maire de Périgueux, M. Guillier, sénateur du département de la Dordogne, au sujet du vœu exprimé par la Société, dans sa dernière séance. Il lui mande qu'on tiendra à conserver les sculptures intéressantes qui peuvent se trouver dans les fondations de l'ancien dépôt de mendicité.

Je m'étais déjà préoccupé de cette question, ajoute-t-il, et je me proposais, non seulement d'insérer dans le cahier des charges qui réglera les conditions de l'aliénation des immeubles, une clause réservant à la ville les objets qui pourront être trouvés dans les fouilles, mais encore, avant l'aliénation, de faire opérer quelques investigations et quelques fouilles en vue de faire transporter au Musée tout ce que vous jugeriez digne d'y figurer. J'en avais entretenu M. le directeur des travaux.

Dès mon retour à Périgueux, qui aura lieu vers la fin de la semaine, je verrai avec lui ce qu'il est possible de faire immédiatement dans la partie du mur qui sera coupée par la rue en projet. Je serais très heureux que vous voulussiez bien nous prêter le concours de vos connaissances.

Vous pouvez donner à la Société archéologique l'assurance que la municipalité est très désireuse d'accorder satisfaction à son vœu et de conserver pour la ville les restes des monuments gallo-romains qui peuvent se retrouver dans les jardins ou les caves de l'ancien dépôt.

M. CHARRIER nous envoie l'empreinte d'une bague en fer, d'un travail assez grossier, qui paraît dater de l'époque de Louis XIII et représente un buste cuirassé tourné à gauche, avec ces lettres *P. HEVIS Admma*.

M. DU SOULAS demande au Président s'il lui paraîtrait intéressant de publier une plaque de cheminée, du xviii^e siècle, représentant l'Annonciation de la Vierge, et une carte de Defer.

Plusieurs membres font remarquer que la carte de Defer,

très connue, comme son atlas, ne se rapporte pas au Périgord, et que la plaque de cheminée n'est pas assez curieuse pour être publiée. Nous ne reproduisons que des gravures inédites ou très rares.

M. Charles DURAND nous lit ensuite une courte étude, sur une jolie porte d'un meuble du XVIII^e siècle, venue de Thenon à Périgueux et appartenant présentement à M. Daubige. Il y décrit avec soin et exactitude les divers objets qui y sont représentés, comme on pourra en juger dans notre prochain *Bulletin*.

Le Secrétaire-général annonce qu'il a reçu pour les Archives de notre confrère M. DE MONTEIL quatre pièces sur parchemin du XV^e siècle :

1^o du 13 août 1404, un renouvellement de reconnaissance en faveur de noble Pierre de Jussac, damoiseau, seigneur d'Argentine, de Bouteille, par vénérable homme Léonard Joly, pour le mainement de Foilhouze, paroisse de Bouteille. Acte passé à Saint Martial de Viveyrol ;

2^o Accensement, du 9 novembre 1487, par Arnould Degenne, cordier, de la paroisse de Chenaud, à Denis Bossaton, meunier de Chenaud, d'un petit mainement appelé Loucherie, sis en la même paroisse ;

3^o Vente, du 15 novembre 1487, par le même au même, de maisons, murailles, mesures, appartenances, sises au même lieu de Loucherie ;

Et 4^o une quittance, du 28 septembre 1488, de droits payés au prieur de Saint-Etienne-de-Puymangou, par Denis Bossaton, en raison de l'acquisition précédente.

M. l'Archiviste départemental remercie M. de Monteil.

M. DE SAINT-SAUD nous apporte un testament qu'il a acheté dernièrement. C'est une grosse pièce datée de 1561, sur parchemin de 2^m70^e de long, des dernières volontés de Jean Hélié de Colonges (de la maison des Hélié de Pompadour), reçu par Lajamme, notaire à Bussière-Badil, le 16 avril 1534.

Le testateur était un haut dignitaire de l'église, licencié en droit, chanoine de Limoges et d'Angoulême, protonotaire du Saint Siège, prieur de Bussière et de Montbron, abbé de Tourtoirac, premier abbé commendataire de Dalon.

« Ce testament, nous dit-il, n'a été connu qu'en partie par

Nadaud (*Nobiliaire du Limousin*, II, 503), car cet auteur ne nous parle pas des enfants naturels de l'abbé. Bien plus, il donne (p. 429) quelques-uns de ses bâtards comme enfants de Pierre Hêlie de Colonges, seigneur de Piégut, marié à Louise de Tustal. Comme on le voit dans le testament, ces enfants naturels furent richement dotés et firent de bons mariages. Françoise épousa le procureur général du Parlement de Bordeaux, Guillaume Le Comte, auteur des marquis de La Tresne, d'une famille périgourdine des environs de Miremont (fils de Pierre, sieur de Puybazet et de Marguerite de Galabert). Sa sœur, Marguerite Hêlie, s'unit à Pierre Dumas, conseiller du Roi, enquêteur à Périgueux. Une autre, Louise, était femme de Jean de Livenne, écuyer, seigneur des Deffends. Martial, co-prieur de Bussière, légitimé par le Roi, reçoit 100 livres tournois de rente annuelle ; Louis, également légitimé, reçoit aussi une forte somme ; Jean, autre frère légitimé, avait eu la maison noble de Belleville et des droits seigneuriaux dans Marthon et Saint-Germain.

» Il est vrai que le testateur institua comme héritier universel son frère, Pierre, seigneur de Colonges ; mais il lui substituait ses susdits bâtards. Il rappelle que par un testament du 4 septembre 1530 il avait fondé « cinq chappelles et vicaries perpétuelles », à Bussière, aux autels Notre-Dame, Saint-Jean-Baptiste, Sainte Catherine, Saint-Jacques, Saint-Sébastien. Il en avait également fondé à Pluviers et à Feuilhade.

« On trouvera deux notes sur le testateur dans notre *Bulletin* (x, 369, xx, 143). A cette dernière page, le testament est mentionné ; mais Martial, aussi protonotaire et prieur de Bussière, n'est indiqué que comme parent de Jean, alors qu'il était son fils. Il était bon de préciser ces points. »

M. Julien Barat, élève de l'Ecole des Hautes-Etudes à Paris, écrit au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pour savoir s'il y aurait eu une abbaye à Saussignac, canton de Sigoulès, Rabelais parlant au tiers livre, ch. 31, des « moynes beurs de Saussignac ».

Plusieurs membres font remarquer qu'il n'y a jamais eu d'abbaye à Saussignac, mais bien à Issigeac qui était aussi

dans un pays de bon vin. Rabelais devait certainement connaître le Bergeracois qu'il traversait pour se rendre du Poitou à Montpellier.

M. Charles DURAND nous rappelle que racontant le combat de Pantagruel avec un monstrueux *physétère*, Rabelais (l. iv, ch. xxxiv) dit, en parlant de ses dards :

Lesquels proprement ressembloient es-grosses poutres sur les quelles sont les ponts de Nantes, Saumur, *Bergerac*, et à Paris, les ponts au Change et es muniers soutenus en longueur, grosseur, pesanteur et ferrure.

A ce propos, M. DE SAINT-SAUD rappelle aussi que Rabelais parlait souvent du Périgord. Au chapitre LI de Pantagruel, il raconte qu'à Cahuzac (peu éloigné de Saussignac), il y eut un tir à la lutte entre les seigneurs d'Estissac et de Lauzun. On mit comme blanc sur la cible un fragment de *Décrétales*, aussi les arbalètes des gentilshommes n'atteignaient pas le but.

Sansornin l'ainé, qui gardoit les gages nous juroit... qu'il avoit vu le passadous droict entrant au milieu du blanc, sur le point de toucher... s'estre escarté.

« L'annotateur de Rabelais, ajoute-t-il, sera peut-être content de savoir que le seigneur d'Estissac était alors Bertrand de Madaillan, et « Sansornin » Jean de Bideran, seigneur de Saint-Surin, ami et voisin des d'Estissac, ou bien un autre de leurs voisins Jean de Buade, seigneur de Saint-Sernin-de-la-Barde, en Périgord, grand chasseur, puisqu'en 1517 Jean d'Allègre, comte de Joigny, lui donna commission de surveiller les chasses de l'Agenois.

M. de Saint Saud ajoute que Rabelais avait, dans notre province, des relations personnelles telles que : « Jean de Boysson, des environs de Belvès, professeur de droit à Toulouse. Il l'a vanté maintes fois lui et son fils Théodule mort à l'âge de deux ans. Ce Jean de Boysson était aussi ami de Marot. Il faisait partie du cénacle de Marguerite de Navarre et c'était un personnage de marque ; la *Revue des Pyrénées* (1902, p. 233) a donné sa biographie d'où les détails ci-dessus. »

Dans une communication récente à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dit LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

M. Henry Omont annonçait que M^{me} la baronne James de Rothschild vient de faire don à la Bibliothèque nationale de treize volumes originaux et en partie autographes, contenant l'ensemble à peu près complet des œuvres de Brantôme.

Ces volumes, dont l'existence seule avait jusqu'ici été signalée sous le nom de manuscrits de Bourdeille, et qui étaient restés inutilisés ou à peu près par tous les éditeurs de Brantôme, offrent la première rédaction, en différents états, des œuvres du grand écrivain, dont la Bibliothèque nationale possédait déjà, depuis le dix septième siècle, la dernière expression dans les manuscrits de Béthune.

Il est bien peu de nos vieux auteurs pour lesquels on soit en mesure de suivre ainsi, pas à pas, grâce aux manuscrits eux mêmes, la genèse de leurs œuvres, et étudier avec autant de certitude et de précision la pensée et le style, comme on le pourra faire désormais pour Brantôme.

En outre, M. Omont écrivait, il y a quelques semaines, au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, pour connaître le sort actuel du manuscrit des Poésies de Brantôme, publié jadis par le docteur Galy dans l'un des derniers volumes de l'édition Lalanne. « Je désirerais pouvoir le dire en note, ajoute-t-il, dans un petit mémoire sur les manuscrits de Brantôme, que je viens d'être amené à rédiger à l'occasion de l'acquisition que nous venons de faire récemment de treize volumes originaux et autographes des œuvres de Brantôme, conservés chez le marquis de Bourdeille.

« Votre célèbre compatriote, qui était déjà très bien représenté dans nos collections, y a maintenant ses œuvres presque au complet, en trois rédactions. La première rédaction est représentée par les manuscrits de Bourdeille; la seconde, pour laquelle nous n'avons que les Grands Capitaines, se trouve dans le manuscrit français 6694 (ancien suppl. 120, venant de Bignon); la troisième enfin est conservée presque entière dans les manuscrits de Béthune, dont les copies de Dupuy peuvent servir à compléter les lacunes. »

Après une petite enquête auprès des bibliophiles périgourdins sur le sort du manuscrit des Poésies de Brantôme, LE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a pu découvrir où il avait passé ; il est aujourd'hui en la possession de notre confrère M. Henri de Montégut, au château des Ombrais, près La Rochefoucauld.

M. Elie DE BIRAN nous communique ensuite une ordonnance royale de 1590 établissant un droit sur le poids des marchandises à Bergerac pour remédier aux graves abus qui se commettaient. Il fut décidé par la jurade que le revenu du poids serait affermé aux enchères. Il produisit, de 1740 à 1764, année commune, 73 livres 9 sous 7 deniers ; mais à la fin de cette période, le revenu n'était plus que de 35 ou 36 livres.

L'ordonnance sera publiée dans le *Bulletin*.

M. Louis DIDON nous communique également des questionnaires imprimés du XVIII^e siècle, servant aux parents qui voulaient faire entrer leurs enfants aux écoles royales militaires. A l'un d'eux il a été répondu en marge pour deux frères proposés : Gédéon-Benoit de Brie, de Somagnac, et Melchior-Joseph de Brie.

Puis, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous signale les opuscules suivants, imprimés à Périgueux, ayant appartenu à la famille Decous de Lapeyrière, dont M. Pellisson, juge, a fait récemment l'acquisition :

1^o *Les rudimens nouveaux ou les principes de la grammaire*, par le R. P. Jean Gaudin, de la compagnie de Jésus, huitième édition, revue, corrigée et augmentée de plusieurs phrases nécessaires, et de soixante-cinq règles nouvelles, avec des exemples très utiles pour en faciliter l'usage ; monogramme du Christ dans un cercle formé de 8 étoiles. A Périgueux, chez Pierre Dalvy, imprimeur ordinaire du roi, du diocèse et du collège, 1745. Ces rudiments de la langue latine, très appréciés dans les collèges, forment un volume in-12 de 192 pages, relié en parchemin.

Dans un recueil factice relié, ces quatre plaquettes, portant les armes de l'évêque Macheco de Prémieux au-dessous des titres :

2^o *Instruction en forme de catéchisme sur les indulgences et*

le jubilé, imprimée par ordre de monseigneur l'illustrissime et révérendissime père en Dieu Jean Chrétien de Macheco de Premeaux, évêque de Périgueux, à l'usage de son diocèse. A Périgueux, chez Pierre Dalvy, imprimeur ordinaire de Monseigneur, 1745, in-8° de 164 pages.

3° *Méditations sur la remission des péchés pour le tems du Jubilé et des indulgences*, composées par feu Monseigneur Jacques-Benigne Bossuet, évêque de Meaux, et imprimées par l'ordre de monseigneur l'Evêque de Périgueux, pour l'utilité de son diocèse. A Périgueux, chez Pierre Dalvy, imprimeur ordinaire de Monseigneur, 1745, in-8° de 58 pages.

4° *Prières pour le Jubilé*, dressées par l'ordre de monseigneur l'évêque de Périgueux. A Périgueux, chez Pierre Dalvy, imprimeur ordinaire de monseigneur, 1745, in-8° de 34 pages.

5° *Jubilé universel de l'année sainte*, à Périgueux, chez Pierre Dalvy, imprimeur ordinaire de monseigneur, 1751, in-8° de 72 pages. Recueil de prières, précédé de l'encyclique de Benoît XIV et du mandement de l'évêque de Périgueux.

A part cette dernière impression, dont le titre est indiqué dans la *Bibliographie générale du Périgord*, tome II, p. 61, les quatre autres n'y figurent point.

M. Dujarric ajoute que la bibliothèque de Périgueux possède un petit recueil relié contenant deux opuscules in-32, sortis des presses de Jean Dalvy, imprimeur et libraire ordinaire du Roy :

Le premier, de 324 pages, sans date, intitulé *Le thresor spirituel des congrégations de Nostre Dame*, par J. H. D. de la Société de Jésus, est cité dans la *Bibliographie* ;

Le second, qui n'est pas mentionné, porte ce titre : *Méthode chrestienne pour bien faire ses actions journalières et vivre selon Dieu dans le monde avec perfection*, contient 200 pages et porte la date de 1646. Le premier opuscule a dû paraître à la même époque.

De son côté, M. LESPINAS indique comme omises dans la *Bibliographie* les impressions périgourdines suivantes :

1° *Les nouvelles et plaisantes imaginations de Bruscombille en*

suite de ses fantaisies à Monseigneur le Prince, par le sieur D. L. (Des Lauriers) champenois, à Bergerac, chez Martin La Baille, 1615, in 12 : dédicace au Prince de Condé, 13 feuillets et 230 feuillets pour l'ouvrage.

2° *Discours apologétique* pour l'Appel de ceux de la religion réformée au jugement de Dieu Parlant en écritures et par les escritures par J. Caméron, pasteur de l'Eglise réformée de Bordeaux. — Bergerac, Gilbert Vernoy, 1614, in-8° de 54 pages.

3° Ducret (A.), *La Boussole du Poëlier fumiste*, Périgueux, Lavertujon, 1849, in-8°, 30 pages et une planche.

4° *La furieuse défaite des troupes du marquis de Laforce* venant avec deux mille cinq cents hommes au secours de Thonins faite par Monsieur le duc d'Elbœuf, général des armées de Sa Majesté en Guyenne, le dénombrement des morts et prisonniers, et la quantité des drapeaux gagnés et envoyez au roy. A Paris, chez Pierre Ramier, rue des Carmes, 1622, in-8° de 15 pages.

5° *Le Cantique des Cantiques*, idylle prophétique, le Pseaume 54 et la célèbre Prophétie d'Emmanuel, fils de la Vierge, aux chapitres 7, 8 et 9 d'Isaïe, interprétés sur l'hébreu dans le sens littéral. A La Rochelle, chez P. Mesnier, et à Paris, chez Durand, 1777, in 8°, gravure d'Eisen, avant-propos, prophétie d'Isaïe, approbation et privilège, 192 pages.

Ouvrage anonyme, attribué à Armand, abbé de Gérard. (Voir Barbier, n° 1943.)

6° *Lettre d'un gentilhomme du Périgord*, écrite à un sien ami, contenant ce qui s'est passé dans la déroute du chevalier de Lavalette, 1650, in-4° 8 pages, plus le feuillet du titre sans lieu d'impression ni nom d'imprimeur.

7° *Accord et union des subjects du roy sous son obeissance*, remontrance faite en la ville de Périgueux, à l'ouverture de la cour de justice envoyée par le roy en ses païs et duché de Guyenne, le 4 juillet 1583. A Paris, chez Robert Le Mangnier, rue Neuve Notre-Dame, à l'image de Saint-Jean-Baptiste, 1583, in-4°, 14 feuillets et un feuillet blanc.

8° *Principes élémentaires de botanique* à l'école centrale du département de la Dordogne, fructidor an VIII. Périgueux,

chez L. Canler, an VIII, in-4° de 15 pages, par Laromiguière, professeur.

9° *Publii Virgilii Maronis Aeneidos Liber II*, ad usum collegiorum societatis Jesu. Au dessous marque des Jésuites IHS. Petrocoræ apud Petrum Dalvy, regis diœcesis collegiique typographum, foro du Gras, sub signo Spiritus Sancti, in-4° de 52 pages.

Il reste à procéder à l'élection de trois candidats qui demandent à continuer le souvenir de leurs parents défunts dans notre Société.

Après trois votes à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{me} la comtesse de Saint-Légier, présentée par M. le marquis de Cumond et M. de Fayolle ;

M. Jacques de Thomasson de Saint Pierre, étudiant, présenté par M. Dujarric-Descombes et M. de Fayolle ;

Et membre associé :

M. le marquis de Cumont, au château de la Roussière, par Coulonges-sur-l'Autize (Deux-Sèvres), présenté par M. de Saint-Saud et M. de Fayolle.

M. Jacques DE SAINT PIERRE, présent à la séance, remercie la Société d'avoir bien voulu l'admettre dans ses rangs.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{is} de FAYOLLE.



COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice 1903.)

MESSIEURS,

Appelé par votre confiance à la gestion de nos finances, à la suite du décès de notre très regretté trésorier, M. F. de Thomasson de Saint-Pierre, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, conformément à l'article 10 de nos statuts,

le compte de l'exercice 1903, que j'ai établi dans la forme employée par mon prédécesseur :

Recettes.

Cotisations de 1903.....	2.790 »
Cotisations arriérées.....	40 »
Diplômes	100 »
Subvention du Conseil général.....	1.000 »
Vente de publications : <i>Bulletins</i> et autres.....	134 30
Intérêts du capital.....	564 »
Reçu de divers pour tirages à part de la maison Berthaud frères.....	154 »
TOTAL des recettes.....	4.782 30

Dépenses.

Compté à l'Imprimerie de la Dordogne.....	2.503 80
— à MM. Berthaud frères, à Paris, pour des- sins.....	979 55
— à M. Lavène, relieur.....	74 »
— à M. Ronteix, pour un carnet à souche....	12 »
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	106 79
Payé à M ^{re} de Froidefond le loyer de l'apparte- ment.....	300 »
— à M. Clervaux, la prime d'assurance contre l'incendie (renouvelée).....	12 35
— à M. le percepteur, les impositions de 1903....	41 65
— à M. Boulanger, à Péronne, 3 ^e et 4 ^e fascicu- les du <i>Mobilier funéraire</i>	31 50
Abonnement aux <i>Archives historiques de la Gironde</i> , 1903.....	12 »
Cotisation de la Société pour la protection des paysages de France.....	10 »
Frais de bureau du Secrétaire-général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Traitement du concierge de la salle.....	50 »

Payé à M. Dujarric-Descombes, pour M. Sartoretti, photographe à Milan (plus frais de port et de correspondance).....	27 30
Payé à M. Charbonnier, menuisier, pour 3 étagères de la bibliothèque.....	66 »
Payé à l'hôtel Didon une dépense faite le 28 juillet en l'honneur du Président et de quelques mem- bres de la Société archéologique de la Charente.	22 »
Timbres-poste, colis postaux, confection des diplômes, étrennes et autres dépenses portées au livre de caisse	105 95
TOTAL des dépenses.....	4.854 89

Récapitulation.

Dépenses.....	4.854 89
Recettes	4.782 30
Déficit.....	72 59
L'actif de la Société au 31 décembre 1902 étant de.	16.880 10
Le déficit à déduire, de	72 59
L'actif de la Société, au 31 décembre 1903, est de..	16.807 51
Cette somme est représentée par :	
1° Un certificat nominatif n° 88,814 de 35 obligations du Crédit foncier de 1883, achetées	13.153 20
2° Un titre de rente de 60 francs 3 %, n° 12,121, vol. 7, acheté	1.942 50
3° Argent placé à la Caisse d'épargne (intérêts compris)	1.011 25
4° Argent en caisse.....	700 56
TOTAL égal.....	16.807 51

Le Trésorier intérimaire,
M. FÉAUX.

Périgueux, le 7 janvier 1904.

NOTE SUR DEUX ÉVÊQUES DE SARLAT :

JEAN DE REILLAC, 1529-1530

ET JACQUES DE LARMANDIE, 1530-1533.

I

On lit dans les *Chroniques* du chanoine Tarde (1887, p. 219) :

Jehan de Reillac.... est le xiii^e évesque de Sarlat... Il estoit petit-fils du seigneur de la Douze.....

Avant d'estre évesque de Sarlat, il avoit demeuré longues années abbé de Saint-Jean-d'Angeli.

Les auteurs de la *Gallia Christiana* disent :

Jean de Rillac fut pourvu à Rome, sur la nomination du Roi. Mais Jean de Rillac meurt en 1529. Si cette date est exacte, Jean de Rillac, évêque de Sarlat, ne peut être le même que celui qui fut abbé de Saint-Jean-d'Angeli et de Lesterp. (Traduction de l'abbé de La Nauze, in 8°, p. 45.)

Or, en parcourant le bel ouvrage qui a pour titre :

Jean de Reillac, secrétaire maître des comptes, général des finances des rois Charles VII, Louis XI, Charles VIII, par A. de Reillac. (Paris, Champion, 2 vol. in-4°, 1886-1887),

je lis, tome I, p. 275 :

Jean de Reillac, abbé de St-Jean-d'Angely et de Lesterps (1505), 31^e prévôt de Saint-Junien (1510), évêque de Sarlat (1529), mort le 8 janvier 1530.

Fils de Pierre V de Reillac, seigneur de Brillac, vicomte de Mérinville, baron de Rougemont, grand-échanson du Roi, et de Marguerite Chabot de Jarnac.

Il mourut à Pérignac ; son corps fut rapporté à Brigueil, dans une caisse de plomb, et inhumé dans l'église. (*Gallia Christiana*, XI, p. 1523.)

Il faudrait donc considérer comme une certitude ce que la *Gallia Christiana*, à l'article de l'Eglise de Sarlat, donne comme une hypothèse improbable.

Il faut corriger Tarde, qui le fait fils d'un d'Abzac et petit-fils du seigneur de la Douze.

Ses armes seraient :

Soit, de sable à l'aigle d'or (*Dict. héraldique* de Grandmaison, p. 4), ou : écartelé, 1 et 4, d'argent au lion de sable ; 2 et 3, de gueules, à l'aigle d'argent.

(*Bibl. nat.*, ms. P. O. 24. 56.)

II

On lit dans les *Chroniques* de Tarde, p. 221 :

Jacques de Larmandie fut élu par le chapitre de Sarlat, après le décès de Jean de Rillac..... Il était religieux de l'ordre de Saint-Benoît, et avant estre évêque, il étoit abbé de la Sauve Entre-Deux Mers et prévôt de Sarlat.

La *Gallia Christiana* le fait fils de Pons de Larmandie et de Louise de Veyrines.

Dans une pièce (B. N , ms., Cabinet de d'Hozier, n° 5,339), nous trouvons Jacques de Larmandie, nommé avec ses frères.

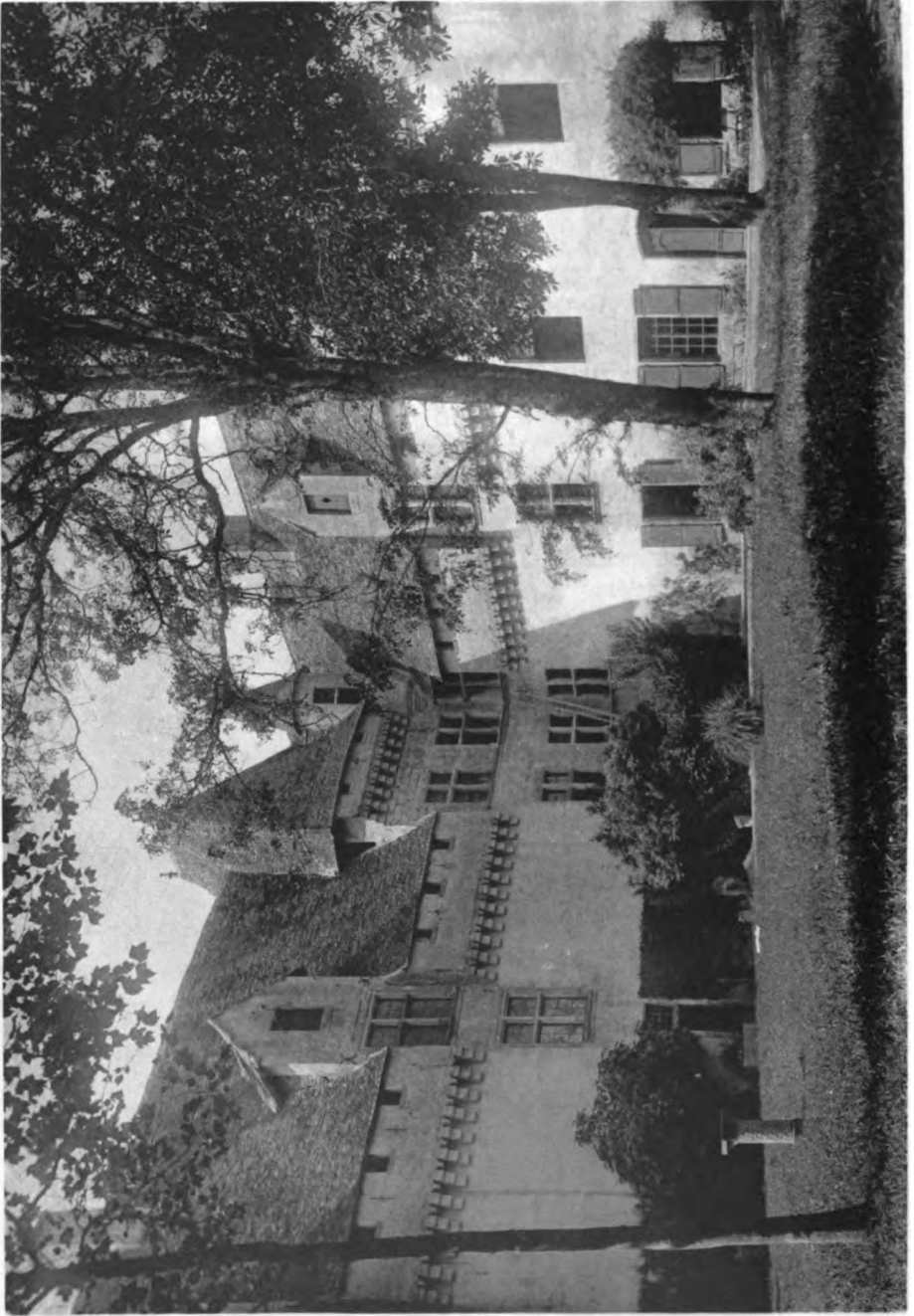
2 décembre 1523, contrat de mariage de noble homme Gilles de Larmandie, écuyer, seigneur du Roc, avec Catherine Goumard, fille de noble personne Guy Goumard, d'Eschillais, et de Catherine de la Tour, seigneur et dame de Roumegou. Le futur assisté de ses frères, noble homme Bertrand de L., seigneur de Larmandie et Longa, et frère Jacques de Larmandie, abbe de la Selve Entre-Deux Mers.

Au château de Roumegou, en Saintonge. Reçu par Guillaume Canard, notaire royal.

Jacques de Larmandie n'était donc pas fils de Pons et de Louise de Veyrines, mais bien de messire Jean de Larmandie, chevalier, seigneur de Longa, et de Isabelle du Breuil (mariés en 1479).

Jean de Larmandie testa le 15 décembre 1516, instituant Bertrand, présent, avec Jacques, au contrat de mariage de leur frère Gilles.

V^{te} G. DE GÉRARD.



Cliché de M. le Marquis de Fayolle

Phototypie Barliand, Paris

OCCUPATION DU CHATEAU DE NEUVIC.

(1588).

Peu de châteaux ont plus attiré l'attention des archéologues, des historiens et des touristes que celui de Neuvic-sur-l'Isle, considéré avec raison comme la plus importante construction de la Renaissance en Périgord (1).

Il a joué dans les guerres de religion un rôle qu'il est inutile de retracer ici, bien que le document inédit que nous publions ci-après se rapporte à cette période troublée de notre histoire. Rappelons seulement que les seigneurs de Neuvic adhérèrent pour un temps au protestantisme. Dès le 18 avril 1572, on trouve Jehan de Fayolle de Mellet, s^r de Neufvic et Saint-Pardoux, réclamant pour lui aux officiers royaux de la sénéchaussée de Périgueux le droit octroyé par le dernier édit de paix de « faire prescher et tout autre exercice de la religion en son chasteau et lieu de Neufvic où il réside ordinairement ».

On connaît les exploits militaires de Magdelon et de Bertrand de Fayolle de Mellet, tués l'un à Coutras, en 1587, l'autre à Villebois en 1589. Ce dernier avait à sa solde un régiment protestant appelé *Régiment de Neufvic*.

La possession de leur château fut un instant chaudement disputée. Quelques jours après la bataille de Coutras, le vicomte de Turenne, venant de Sainte-Foy, s'en empara ainsi que de celui de Grignols, et rançonna Saint-Astier.

Ce fut sans doute alors que le vicomte d'Aubeterre, gouverneur du Périgord, chargea Bertrand de La Porte, seigneur

(1) *Annales agricoles et littéraires de la Dordogne*, 1840, tome 1^{er}, page 375 ; *Château de Neuvic*, avec planche, par Lareygne ; Ducourneau : *La Guienne historique et monumentale*, 1812, tome 1^{er}, p. 163 ; *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1883, p. p. 230-6 ; *Causerie archéologique* du baron de Verneilh, avec un beau dessin : *Château de Neuvic* ; *Bulletin officiel de la Société du Véloce-Club périgourdin et Automobile-Club de la Dordogne*, premier numéro (janvier-mars 1903) : *Le Château de Neuvic*, par M. le marquis de Fayolle.

de Puyferrat, dans la paroisse de Saint-Astier, habile lieutenant du maréchal de Biron, d'aller occuper le château de Neuviç avec cinquante hommes d'armes pour en faire un centre de résistance contre les Calvinistes.

Voici le texte de la commission qui lui fut donnée à cet effet par le sénéchal :

Le seigneur vicomte d'Aubeterre et autres places, chevalier de l'ordre du Roy, capp^{ne} de cinq^{te} hommes d'armes de ses ordonnances, con^{se} en son Conseil privé et d'Estat, sen^{al}, gouverneur et lieutenant pour sa Mg^{te} au pays de Périgord,

Au sieur de Puyferrat, salut. Considerant que pour le bien du service du Roy, repos de ses subietz, et afin d'empescher les courses, ravages et saccagemens que ses ennemis font journellement sur les pauvres peuples, la maison et chasteau de Neuviç, sitz sur la rivière de Lisle, est propre pour y tenir des hommes de guerre par la f^{re} contre lesd. ennemis et accellerer les deniers tant ordinaires qu'extraordinaires des tailhes, sur la confiance qu'avons de vo^{re} intégrité, valliance et expériance au faict des armes et fidelité au service de Sa Mag^{te} Nous vous avons donné et donnons par ces p^{ntes} la charge et conduite de vingt hommes armés et montés à la légère et trente arquebuziers à cheval tous les meilleurs plus aguerris et expérimentés qu'il se pourra, catholiques, apostoliques et romains ; pour avec eux tenir lad. maison seurement soubz l'autorité et obeyssance de sad. Mag^{te} et nous en respondre. De quoy vous en chargeons tres expressément, ensemble à courir suz et f^{re} la guerre tant auxd. ennemis que autres infracteurs de ses edits et perturbateurs du repos public et accellerer lesd. deniers desd. tailhes ou elles se trouveront estre deues ; lesquels vingt hommes et trente arquebuziers en dessus, et vous aussy, seres payés et souldouyés des deniers restant à payer et ordonnés d'estre levés pour l'entretienement des gens de guerre destinés à la conservation dud. pays par les contribuables auxd. tailhes en icelui estant en et au dedans les terres, juridictions et parroisses de Montréal, La Force, La Linde, Beauregard et Saint-Alvère et le ressort de Bragerac ès années passées d'ou vous sera baillés, extraits et contraintes par le recepveur des dites tailhes, et ce à raison et par moyz, scavoir ; pour v^{re} entretenement vingt escus et pour chascuns desd. vingt hommes ordonnés sept escus et pour chascuns desd. trente arquebuziers quatre escus et demy par Mons^r le trésorier g^{al} extraordinaire des guerres ou les commis à faire le payement desd. gens de guerre apres que lesd. deniers seront mys en mains desd. recepveurs suyvnt les ordonnances qui a ces fins

leur en seront par nous expédiées ; pareillement vous chargeons de remettre lad. maison entre nos mains et non d'autres, quand il nous plaira de ce faire, donnons pouvoir, mandons et enjoignons à tous qu'il apartiendra qu'à vous en l'exécution de ce que dessus soit obéi et donné main forte et assistance. Faict à Périgueux, le sixiesme d'aoust 1588. Ainsin signé : *Aubeterre*, et plus bas : par mond. seigneur d'Aubeterre ; Gayaud, conseiller et secretaire dud. seigneur.

Cette ordonnance du sénéchal fut enregistrée, à la requête du sr de Puyierat, au greffe de la sénéchaussée de Périgord le même jour.

Le château de Neuvic ne tarda pas à être rendu à ses maîtres, dont le dernier représentant, mort en 1882, a été l'un des membres qui ont le plus honoré notre Société.

Cette belle résidence n'a cessé depuis d'être le séjour de la paix et l'asile de toutes les vertus.

Louis-Raphaël-Lucrèce de Mellet, né à Périgueux le 23 janvier 1727, lieutenant-général des armées du Roi, a été le dernier seigneur de Neuvic. Il ne fut pas seulement un officier d'un mérite éminent ; il se distingua aussi, à l'exemple de son oncle le ministre Bertin, par son amour des arts et les encouragements qu'il donna à l'agriculture. Aussi, en 1785, Latapie, inspecteur des arts et manufactures de la Guyenne, ne manqua-t-il pas, dans l'enquête qu'il envoya au Conseil de commerce de Bordeaux, de signaler les travaux du seigneur de Neuvic comme une des choses qui l'avaient le plus frappé en Périgord.

Le seigneur de Neuvic, écrivait-il, est M. le comte de Mellet, très distingué dans le Périgord par ses connoissances, son humanité et ses entreprises patriotiques. C'est un des seigneurs de Guyenne qui a le plus encouragé l'agriculture par ses écrits, par les prix qu'il a fondés, et surtout par son exemple, en faisant des expériences en grand dans les divers terrains de ses vastes possessions. Dans les diverses plantations qu'il a formées, il n'a pas négligé quantité d'arbres qui ne croissent pas naturellement en Guyenne et qu'il a tâché d'y naturaliser.

Le comte de Mellet est mort à Constance, le 23 décembre 1804.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

PORTE DE MEUBLE PÉRIGOURDIN.

Après le serrurier ou forgeron de fer dont nous avons, tout récemment, entretenu la Société, le menuisier ou huchier qui, autrefois, fabriquait indistinctement des portes, des fenêtres, des volets, des coffres, bahuts, armoires ou bancs et, par surcroît, était compris dans la classe des charpentiers (1).

C'est qu'en effet, alors, les meubles, aussi bien que la menuiserie, étaient taillés et assemblés comme de la charpenterie fine. Les bois étaient toujours employés de fil, assemblés à tenons et mortaises, chevillés en bois ou en fer. Les collages n'étaient en usage que pour les panneaux, les applications de marqueterie, de peaux ou de toiles peintes ; quant aux moulures et à la sculpture, elles étaient taillées en plein bois et non point appliquées.

Toutes ces conditions techniques d'établissement, énumérées dans le règlement d'Etienne Boileau, nous les avons retrouvées dans une porte de meuble périgourdin que nous ne supposons pourtant pas très ancienne — vraisemblablement du XVIII^e siècle (2) — et qu'il nous a été donné de découvrir, un jour, chez un marchand d'antiquités de notre ville. Pour ce motif, en raison aussi de son origine, — cette porte provenait d'un meuble en fort triste état, trouvé dans

(1) Les charpentiers, faiseurs de portes et de coffres ne pouvaient travailler la nuit « se ce n'est pour le Roy ou pour la Royne, ou pour les Enfans, ou » pour l'Evesque de Paris ». — *Livre des Métiers*, titre XLVII ; art. 5.

(2) Les statuts de 1743 — applicables aux menuisiers — continuant les traditions de bonne fabrication portent, en leur article 41 :

« Tous les ouvrages dudit métier seront bien et dâment faits suivant l'art, » et encore de bons bois, sains, secs, loyaux sans aubiers, nœuds vicieux, » piqueures de vers ni pourritures ; et tous les ouvrages dudit métier qui » seront trouvés par les jurés d'icelui pécher en quelque sorte contre les pré- » sentes ordonnances, seront saisis et confisqués comme contraires au règle- » ment dudit art ; même ceux en qui se trouveront rassemblés un assez grand » nombre de défauts, seront brûlés devant la porte de l'ouvrier qui l'aura » fait.... »



Cliché de M. Ch. Durand

Phototypie Berthaud, Paris

PORTE DE MEUBLE PÉRIGOURDIN

la région de Thenon par notre antiquaire qui en avait transporté à Périgueux la partie la moins mauvaise, — nous avons cru intéresser nos confrères en leur présentant, avec cette note, la photographie que nous avons alors faite de l'objet en question.

Dans un bâti de 1^m27 de hauteur sur 0^m62 de largeur, divisé en deux compartiments aux arêtes biseautées, étaient emboîtés deux panneaux sculptés représentant, le premier : un vase décoré et accoté de deux volutes — accompagnées de deux fleurettes — dans lequel plongent les tiges de diverses fleurs : tulipe, marguerites et myosotis à ce qu'il nous a semblé. A droite et à gauche, un oiseau, perché sur une branche, complète la composition.

Celle-ci, quelque peu maniérée, nous a paru avoir été inspirée par l'une de ces images grossièrement enluminées qui, autrefois, décoraient les logis de nos campagnes et qu'on trouverait peut-être encore appendues, enfumées, à certaines de leurs murailles.

Le panneau inférieur détaille une scène très périgourdine.

Un coq et une poule mis en péril par compère le Renard et, semble-t-il, protégés par leur défenseur naturel, le chien de la ferme.

Nous avions, tout d'abord, cru voir dans cette scène, la représentation allégorique d'une fable de La Fontaine. A la réflexion il ne nous a pas paru possible de maintenir cette interprétation.

Le motif — aujourd'hui comme autrefois — est d'actualité courante en Périgord où sont redoutés — à cause des dégâts qu'il cause dans les poulaillers — les méfaits du renard. C'est, pensons-nous, ce qu'a simplement voulu rappeler — sans y ajouter de pensée plus haute — notre menuisier-sculpteur.

L'ensemble, au surplus, ne dénote pas une imagination ni un ciseau très exercés, mais il offre un certain intérêt, en ce qu'il exprime le faire d'un ouvrier sur bois de nos contrées, digne descendant des huchiers qui taillaient et montaient les meubles dont la belle ordonnance nous frappe et dont, tou-

jours, la fabrication est remarquable par le soin qui y fut apporté.

La porte qui nous occupe ne resta pas longtemps en la possession du marchand chez lequel nous l'avions découverte. L'obligeant bibliothécaire de la ville de Périgueux, M. Daubige, la vit et en eut tôt fait l'acquisition. Sans retard, divisant le vantail unique en deux petits panneaux, il constitua un charmant bahut-bibliothèque qui orne aujourd'hui ses appartements. Nous ne saurions, en terminant, trop le féliciter du goût avec lequel il a su tirer parti d'une épave qui, sans lui, eût été très vraisemblablement perdue et dont il a, en l'utilisant ainsi qu'il l'a fait, assuré la conservation.

Ch. DURAND.

SIGILLOGRAPHIE DU PÉRIGORD

NOTES SUPPLÉMENTAIRES.

1^{re} Série (1). — COMTES DE PÉRIGORD.

§ V. — Dynastie de BOURBON.

HENRI III, ROI DE NAVARRE, COMTE DE PÉRIGORD. — 1606.

Voir le *Bulletin*, t. XXI, 1894, p. 136.

2^{de} Série. — SEIGNEURS ET FAMILLES SEIGNEURIALES.

ABZAC DE LADOUZE (N. d'). — 1737. — Cachet ovale, 23^{mm} sur 20. — Lettre signée « l'abbé de Ladouze » et adressée à M. Chevalier de Cablanc (Lafaye, 2 décembre 1737).

Pas de légende.

(1) Les numéros de séries se rapportent au classement adopté dans notre *Sigillographie du Périgord*, deuxième édition.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson rond aux armes de Ladouze. Couronne de marquis cimée d'un buste de reine. Supports, deux gantes.

Communiqué par M. Dujarric-Descombes.

ABZAC DE LADOUZE (Marguerite de Combabessouze, épouse de Jean V d') (1). — 1746. — Cachet ovale, 24^{mm} sur 21. — Lettre à M. de Cablanc (25 novembre 1746).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes d'Abzac ; celui de sénestre d'azur, à trois besants d'or posés en bande. Couronne de marquis.

Communiqué par M. Dujarric-Descombes.

ALESME (N. d'). — 1738. — Cachet ovale, 23^{mm} sur 20. — Lettre à M. Chevalier de Cablanc (Thiviers, 25 janvier 1738).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes (émaux conformes à la description de M. de Froidefond). Couronne de comte.

Communiqué par M. Dujarric-Descombes.

ALESME (Antoine d') (2). — 1754. — Cachet rond, 14^{mm}, plaqué sur un testament du 12 mars 1754.

Pas de légende.

Dessin. — Ecu de forme ordinaire, aux armes, dans un cercle de grènetis.

Communiqué par M. Grenier.

ALESME DU LABOURET (N. d'), seigneur de Perrampère (?). — XVIII^e siècle. — Cachet ovale, 18^{mm} sur 15. — Lettre à M. Chevalier (de Cablanc), maire de Périgueux (sans date).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson à un chevron, au chef chargé de trois étoiles, le chevron accompagné en pointe d'un croissant (blason identique au blason ordinaire d'Alesme, mais avec addition de ce qui suit) : le chevron repose sur une fasce chargée d'une quintefeuille et accompagnée de deux autres quintefeuilles, l'une en chef (au-dessous du croissant) et l'autre en pointe. Couronne de comte. Palmettes.

Communiqué par M. Dujarric-Descombes.

(1) Voir la *Sigillographie du Périgord*, p. 43, note 3.

(2) Prêtre, docteur en théologie, curé de Saint-Michel-la-Rivière.

AMELIN (N. d'), seigneur de Rochemorin (1). — 1747. — Cachet ovale (20^{mm} sur 17), plaqué sur une lettre signée « d'Estourneau de Rochemorin » et adressée à M. de Saint-Just (6 mai 1747).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale à trois croissants (d'azur, à trois croissants d'argent, 2 et 1), accosté de palmettes. Couronne de comte.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

AMELIN (N. d'), seigneur de Rochemorin. — 1757. — Cachet ovale (22^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre signée « Rochemorin » (13 mai 1757).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons accolés posés sur un piédouche : celui de dextre aux armes d'Amelin, celui de sénestre à trois oiseaux (2), 2 et 1. Couronne de marquis.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

ARLOT DE FRUGIE (Jacques d') (3), seigneur de Cumond (4) et de La Linde (5). — 1691. — Cachet ovale, plaqué sur une lettre du 6 octobre 1691.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson d'azur à trois étoiles d'argent, accompagnées en chef d'un croissant du même (6). Couronne de comte. L'écu embrassé de palmettes.

(Archives départementales de la Dordogne, insinuations de la sénéchaussée de Périgueux).

ARLOT DE FRUGIE (Jacques d') (7), comte de La Roque. — 1789.

(1) Aujourd'hui commune de Saint-Front-d'Alemps, canton de Brantôme, arrondissement de Périgueux.

(2) Trois perroquets ou trois vautours (?). Le bec est gros et recourbé.

(3) Fils de Hélié d'Arlot de Frugie, chevalier, seigneur de Sainte-Marie-de-Frugie et de Cumond, et de Françoise de Baudet ; marié en 1700 à Suzanne de La Doire.

(4) Aujourd'hui commune de Cumond, canton de Sainte-Aulaye, arrondissement de Ribérac.

(5) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Bergerac.

(6) On remarquera que la grappe de raisin (*arlot*) ne figure pas dans le blason. (Voir le numéro 94).

(7) Né le 10 mai 1713 à Cumond ; fils de Louis-Jacques d'Arlot de Frugie, seigneur de La Roque, et de Suzanne-Françoise de La Doire ; page de la reine en 1728, lieutenant-général en 1780, grand-croix de Saint-Louis en 1792 ; mort à Périgueux le 15 janvier 1793.

— Cachet ovale, plaqué sur l'enveloppe d'une lettre à l'abbé Lespine (Périgueux, 31 mars 1789).

Sans légende.

Dessin. — Ecu rond aux armes (conformes aux blasons décrits par M. de Froidefond). Couronne de marquis. Supports, deux lions accroupis, la face contournée vers l'écu.

(Bibliothèque nationale, Mss. Fonds Périgord, t. 118).

(*A suivre*).

PH. DE BOSREDON.

VARIA

AVIS

AUX CITOYENS DU DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE

Le citoyen GARRIC, officier de santé, commune de Saint-Laurent-du-Bâton, canton de Liorac, prévient le public qu'après avoir travaillé longtemps pour procéder à la guérison des Hernies, il est enfin parvenu à s'assurer de la réussite du traitement qu'il emploie.

Les différentes cures qu'il a opérées, et qui sont constatées par des certificats authentiques, sont un sûr garant de l'infailibilité de sa méthode. Sans faire l'énumération de toutes les personnes qu'il a guéries ou soulagées avec le secours de ses remèdes internes et externes, bandages élastiques, il ne peut passer sous silence qu'il a procuré un soulagement sensible à des vieillards plus qu'octogénaires et à des femmes qui avoient des descentes de matrice depuis 18 ans, qui leur descendoit à quatre doigts du genouil ; il en a guéri d'autres radicalement et elles ont engendré depuis.

Il répond de la guérison complète des enfans, jusqu'à l'Age de 20 ans. On trouvera chez lui des bandages, ainsi que les remèdes nécessaires pour les sexes et les âges differens, et il s'arrangera, pour le traitement, à des conditions qui ne laisseront rien à désirer touchant son art et sa bonne foi. Comme il n'exige le prix qui sera convenu qu'après la guérison, il donnera un terme suffisant à ceux qui n'auroient pas de quoi payer à l'époque. Les pauvres qui seront munis d'attestations de mendicité, seront traités *gratis*.

Il compose une Eau pour la brûlure, par quelque cause qu'elle soit occasionnée, qui guérit parfaitement dans vingt-quatre heures les per-

sonnes qui en usent d'abord, et celles qui se sont servies d'autres remèdes dans le délai de huit jours, sans qu'il reste aucune marque de la brûlure.

S'adresser chez le citoyen RENAUD, rue Taillefer, n° 28, où on trouvera ledit citoyen GARRIC, tous les premiers Décadis de chaque mois.

Pour copie conforme :

Ch. AUBLANT.

ORDONNANCE DE L'ÉVÊQUE D'ANGOULÊME

1817

Nous Dominique Lacombe, Evêque d'Angoulême, Membre de la Légion d'honneur, décoré du Lis.

Vu le procès-verbal relatif à la visite de l'église de Saint-Front de Périgueux, faite d'après nos ordres et en vertu d'une mission spéciale de notre part, en date du 27 janvier dernier, par M. Luguet, notre vicaire-général ;

Où le rapport qu'il nous a fait sur l'état où se trouvent les comptes de la fabrique, celui de la sacristie, de l'intérieur et extérieur de l'église dont s'agit ;

Considérant que les moyens à prendre pour l'améliorer, qui nous sont proposés sont très propres à atteindre ce but, et voulant autant qu'il sera en nous prendre ceux qui sont en notre pouvoir, pour que les réparations, les fournitures soient faites au plutôt et que les règlements que notre vicaire-général a jugé nécessaires, soient mis à exécution, avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Toutes les réparations extérieures et intérieures à faire à l'église paroissiale de Saint-Front de Périgueux seront exécutées dans le plus court délai, vu leur urgence.

ART. 2.

Le conseil de fabrique nommera deux de ses membres qui s'entendront avec le maire de la commune, pour en faire faire un devis estimatif par des experts, et on suivra, sur ce point, tout ce qui est prescrit par le règlement du 30 décembre 1809, chap. 2, section 2, paragraphe 3, art. 41 et les suivants.

ART. 3.

Toutes les fournitures, qui sont jugées nécessaires par notre vicaire-général et que nous considérons ainsi, seront faites, et le conseil de fabrique prendra tous les moyens pour les faire.

ART. 4.

Le règlement proposé par notre vicaire-général sera exécuté selon sa forme et teneur ; il sera lu et publié en présence de tous ceux qui sont tenus de l'observer et qui seront convoqués à cet effet par M. le curé ; il sera affiché et placardé dans la sacristie et là où le curé le jugera convenable.

ART. 5.

Il sera fait trois copies du procès-verbal et du rapport de notre vicaire-général, ainsi que de notre présente ordonnance, dont une sera remise au conseil de fabrique, la seconde à la commune de Périgueux et la troisième à M. le préfet du département.

ART. 6.

Il sera fait un rapport à Son Excellence le Ministre de l'Intérieur sur tout ce qui a été pratiqué.

Fait à Angoulême, le 3 mars 1817.

Signé : A. DOMINIQUE, Evêque d'Angoulême.

Cette pièce était précédée d'un rapport de M. Luguët, vicaire-général, dont nous n'avons qu'un fragment.

« Une fois rentré dans la sacristie, il s'est fait présenter les ornements, les vases sacrés, les linges, les missels, les livres de chants.

« Après s'être entretenu longtemps avec M. le curé et MM. les vicaires et autres individus du clergé, sur divers objets qui avoient fixé son attention, il a recommandé la propreté et la décence qui doivent être observées dans le lieu saint. Il s'est informé de la manière dont se faisoient les offices ; des règlements faits et à faire pour que le service divin fût exécuté conformément aux rubriques et à la commodité des fidèles ; a demandé si les serviteurs de l'église remplissoient leur tâche avec exactitude, zèle et respect.

« Finalement, sur l'invitation des vénérables frères Pénitens de la Croix, il a été introduit dans leur tribune et leurs chapelles ; les a visités avec soin et a vu avec satisfaction que tout ce qui les concernoit étoit dans l'ordre, bien soigné et propre à exciter à l'édification et à la ferveur ; sur ce il les a exhortés à continuer ; leur a représenté leurs devoirs, en leur recommandant l'union entr'eux, et la soumission qu'ils doivent à leur pasteur qui vouloit bien les présider et les admettre dans les cérémonies quand il le jugeoit convenable.

« Enfin, il est rentré à la sacristie et ayant congédié le clergé selon l'usage, la cérémonie s'est terminée.

» Immédiatement, Monsieur le vicaire-général, accompagné de M. le curé-Archipêtre, M. Bonnaud, prêtre et secrétaire, et quelques autres individus, s'est transporté partout où il lui a été fait remarquer les réparations urgentes à faire, soit dans l'intérieur, soit à l'extérieur de l'église, et il a été convenu qu'il en seroit fait un rapport à Monseigneur l'Evêque et que le présent procès-verbal y seroit joint pour statuer le convenable. »

A Périgueux, même jour et an que dessus.

Signé : BONNAUD.

NÉCROLOGIE

LE DOCTEUR ROUSSELOT-BEAULIEU.

La Société d'Archéologie vient de perdre un de ses membres les plus anciens, le docteur Rousselot-Beaulieu.

Né à Mareuil-sur-Belle le 31 octobre 1835, il fit ses études classiques au collège de Pons, puis au Petit Séminaire de Bergerac. Muni de ses diplômes de bachelier ès-lettres (1855), et ès-sciences (1856), il partit pour Paris, où il fit toutes ses études médicales.

Reçu docteur en médecine en 1864, il venait peu après s'installer à Périgueux.

Son savoir réfléchi, son aménité, sa foncière honnêteté lui attiraient bientôt l'estime de ses confrères, et la confiance des clients.

Aimant par dessus tout sa profession, il la pratiquait avec autant d'ardeur que d'abnégation. Son cabinet, fréquenté par les hautes classes de la société, était largement ouvert aux déshérités de la fortune.

Naturellement bon et serviable, il ne manquait aucune occasion de partager les joies et les peines de ceux qui l'approchaient. Plein de jugement, il donnait volontiers un conseil avec une spontanéité si franche et si loyale, qu'on aurait eu mauvaise grâce à lui en reprocher parfois la vivacité.

Comme ses goûts naturels le tenaient éloigné de toute réunion mondaine, c'est dans le silence de son cabinet ou dans les joies du foyer qu'il cherchait de quoi satisfaire à la fois son esprit et son cœur.

Les heures que lui laissait l'exercice de sa profession, il les consacrait en grande partie à la lecture.

Mais, c'étaient les œuvres médicales qui avaient toutes ses faveurs. Toute nouveauté excitait au plus haut point sa curiosité ; il en discutait avec passion le bien ou mal fondé, n'abandonnant les vieilles traditions pour embrasser les nouvelles, que bien convaincu par l'expérience de leur légitimité.

Dans de fréquents voyages à Paris, il aimait contrôler, par lui-même, dans les services hospitaliers de ceux mêmes qui les avaient avancées, les opinions en cours.

Chaque fois l'esprit orné de connaissances plus précises, le corps pour quelque temps reposé de ses fatigues, il se hâtait de regagner sa ville, où il ne tardait pas à trouver l'occasion de mettre en pratique le fruit de ses observations.

Jadis, l'ophtalmologie n'avait à la Faculté aucun enseignement officiel, il en résultait que la plupart des jeunes médecins ne possédaient sur cette branche de notre art que des notions élémentaires.

Le docteur Rousselot résolut de combler sur ce point l'insuffisance de ses connaissances médicales : l'étude des maladies des yeux devint une de ses occupations favorites.

Le Bureau de Bienfaisance, dont il fut médecin de 1867 à 1873, lui fournit un vaste champ d'observations. En peu temps, le succès couronna d'autant mieux ses efforts, qu'à l'habileté opératoire du spécialiste il joignait les qualités du praticien.

Médecin de l'hospice depuis 1873, il apporta, dans les divers services, dont il fut chargé, le zèle intelligent, qu'il déployait partout ailleurs. Comme un soldat blessé n'abandonne le champ de bataille, qu'impuissant à continuer la lutte, il ne quitta son poste que contraint par le mal.

En le portant à la vice-présidence de leur Société, ses confrères lui témoignèrent en quelle haute estime ils tenaient son caractère et sa valeur professionnelle.

Médecin de la C^{ie} du Chemin de fer depuis 1890, de l'orphelinat de la Miséricorde, du Grand Séminaire, et de plusieurs maisons d'éducation ou communautés religieuses, toute sa vie fut remplie par le soin des malades.

Aussi, lui resta-t-il peu de temps pour s'adonner aux recherches pourtant si attrayantes du domaine archéologique. Mais, s'il ne put être un membre actif, il s'intéressa toujours à la prospérité et aux œuvres de la Société et lui fut fidèle jusqu'à la mort.

Malheureusement son activité sans cesse renaissante fut souvent contrariée par la maladie. Elle n'abattit jamais son courage.

La perte d'un fils chéri, en pleine floraison de ses qualités d'esprit et de cœur, ébranla pour toujours sa santé chancelante. Vint un jour où les forces trahirent sa volonté, et après plusieurs mois d'une impuissance physique qui lui rendait plus pénible la conservation de son intelligence, il expira le 13 janvier 1904, entouré des soins affectueux d'une femme et d'une fille dévouées.

Il est mort en chrétien, dans la foi de ses pères, comme il en avait sa vie durant, exprimé le désir.

Modeste, il a demandé qu'il n'y eût sur sa tombe, ni discours prononcés, ni fleurs répandues ; mais l'immense cortège de ses amis en pleurs, qui malgré les rigueurs d'un ciel inclément, l'accompagnaient à sa dernière demeure, témoignait hautement en quelle estime et affection profondes ils tenaient le docteur Rousselot-Beaulieu.

D^r DUMONT.

*Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Château de Neuvic ;
-- et la 2^e, une Porte de meuble périgourdin.*

Le Gérant responsable, P. DUBOIS.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

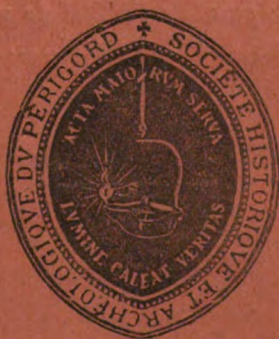
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.



TOME XXXI. — DEUXIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER.

Mars-Avril 1904.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 2^e LIVRAISON.

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 4 février 1904.....	81
— du jeudi 3 mars.....	89
Grun et St-Paul-de-Serre (M. A. DE ROUMEJOUX).....	102
Pont ancien de Terrasson (M. Ch. DURAND).....	104
Sigillographie du Périgord (Notes supplémentaires) (suite). (M. Philippe DE BOSREDON).....	145
VARIA. — Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les intendants des Provinces.....	152
BIBLIOGRAPHIE. — <i>Le passé de l'Hôtel de ville à Berge- rac</i> , par Gustuarté (M ^r C. PRIEUR).....	154

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 4 février 1904.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. le capitaine de Béler, de Bellussière, le chanoine Brugière, Antony Delugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, de Monteil et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de notre honoré confrère M. le docteur Rousselot-Beaulieu, qui exerçait la médecine à Périgueux depuis près de quarante ans, avec autant de dévouement que de savoir. Il était le doyen du corps médical de la ville et depuis longtemps vice-président de l'Association des médecins de la Dordogne. Il était aussi estimé par ses collègues qu'aimé par sa clientèle. Sa perte sera vivement ressentie par tous ceux qui ont connu cet excellent homme, bon et affable pour tous, autant qu'instruit et étroitement attaché à ses devoirs professionnels. Nous savons qu'il suivait avec intérêt tous nos travaux.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend également la mort d'un de nos membres correspondants, érudit de grande valeur, M. Louis Guibert, de Limoges, archéologue distingué, auteur de nombreux travaux sur l'histoire du Limousin. Il était correspondant du Ministère de l'Instruction publique et de l'Institut depuis trois ans.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin de la Société préhistorique de France, tome I, n° 1, année 1904, un fascicule in-8° avec planches, Paris, Institut de Bibliographie ; contenant, p. 27, une communication de MM. Emile Rivière et Eugène Foucault sur *Les perçoirs en silex à pointes multiples, de la Brèche-au-Diable* (Calvados) ;

Trois fascicules des annales de *L'Alliance scientifique*, n°s 90, 92 et 93, mars-juin 1894, in-8°, Paris ; contenant *la Fille du Bourreau*, conte arabe inédit, et *Les deux Ours*, publiés par Bourgoin-Lagrange ;

Deux fascicules du *Bulletin de la Société d'Ethnographie*, n°s 87 et 88, novembre et décembre 1894, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

La Science au XX^e siècle, nouvelle revue illustrée des sciences et de leurs applications, n° 6, 1^{re} année, 15 juillet 1903, un fascicule in-4°, avec dessins, Paris, Delagrave, éditeur ;

Revue de Géographie, nouvelle revue illustrée, scientifique, économique, coloniale, politique, 28^e année, nouvelle série n° 1, 1^{er} janvier 1904, un fascicule in-4° avec phototypies, Paris, Delagrave, éditeur ;

La Revue héraldique, historique et nobiliaire, tome xviii, 4^e série, janvier 1904, in-8°, Paris, rue Alphonse de Neuville, 20 ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome xiii, n° 177, premier trimestre de 1903, in-8°, Orléans, Marcel Marron, libraire-éditeur ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, deuxième série, tome IX, troisième trimestre de 1904, juillet-août-septembre, un fascicule in-8°, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, xxiv^e volume, 1^{re} livraison, 1^{er} janvier 1904, in-8°, Saintes ; où p. 47, dans un intéressant article sur *Saintes ancienne*, M. Charles Dangibeaud ne donne au périmètre de la ville neuve de Périgueux que 975 mètres ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome xxv, 4^e livraison, octobre-

décembre 1903, in-8° avec planches, Brive, Marcel Roche, imprimeur ; où p. 611, dans son mémoire sur les *Chansons limousines*, M. Celor déclare que l'air de « *La Passion* » lui a été communiqué par M. Chaminade (de Périgueux) ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 30^e année, novembre-décembre 1903, in-8°, avec planches, Agen, Imprimerie moderne ;

Revue des langues romanes, v^e série, tome vii, janvier-février 1904, in-8°, Montpellier ;

Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1904 (janvier), 148^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Mémoires de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, années 1898 à 1902, un volume broché, grand in-8°, Lyon, Louis Brun, libraire, 1903 ;

De M. le docteur Couyba, de Sainte-Livrade, la première partie de la seconde édition de ses *Études sur la Fronde en Agenais et ses origines*, un volume broché in-8°, Villeneuve-sur Lot, imprimerie Renaud Leygues, 1903. En nous la présentant, M. de Béler nous signale les passages concernant le Périgord ;

De M. Laplace, les n^{os} des 9, 13, 16, 20, 23, 27 et 30 janvier, contenant la suite de son abrégé historique sur *Le collège de Bergerac* ;

De M. Lavialle, le *Calendrier ecclésiastique à l'usage des fidèles du diocèse de Périgueux et de Sarlat*, l'année 1904, in-16, Périgueux, Cassard jeune, imprimeur, dans lequel, p. 58, M. Lavialle continue ses études sur les saints du Périgord par une notice sur saint Amand ;

De M. Dujarric-Descombes, le tiré à part de son *Mémoire sur Mussidan et les guerres de religion*, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1904 ; et le n^o du 4 décembre 1903 du journal *La République nouvelle*, contenant son article sur *Le roi d'Araucanie et la médecine* ;

Et de M. Joseph Durieux, le *Journal de la Dordogne*, du 27 janvier 1904, contenant son article sur *Les Périgourdins et l'internat des hôpitaux (1802-1902)*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des autographes*, de janvier, dans laquelle sont quelques noms péri-gourdins :

1^o Une lettre du ministre Bertin, datée de Chatou, le 11 octobre 1771 et relative à un contrat à faire en faveur des religieuses Carmélites de Saint-Denis pour l'aumône dotale « que Madame Louise de France a jugé à propos de payer elle-même pour son entrée en religion » ;

2^o Une curieuse lettre du général Fournier-Sarlovèze, datée de Paris, le 29 avril 1816, et relative à un article sur les prisonniers éborgnés à Versailles, le 9 septembre 1792 ;

3^o Une lettre de Michelet à M. Faugère, datée de Saint-Jean-de-Luz, le 25 octobre 1863 ; il lui donne des nouvelles d'un savant jeune homme, M. Lejean, consul à Massouah, sur la Mer Rouge, qui avait été envoyé près du roi d'Abyssinie : « je ne sais pas par quelle intrigue on l'a fait arrêter et jeter aux fers » ;

4^o Une pièce signée comme évêque d'Autun, le 10 avril 1789, par le grand diplomate Charles Maurice, prince de Talleyrand ;

Et 5^o parmi les documents, une pièce sur vélin, datée d'Angoulême, le 1^{er} juin 1465, qui est la réception par Jean, comte d'Angoulême (frère de Charles, duc d'Orléans), de la foi et de l'hommage d'Arnaud II de Bourdeille, « pour raison de la »
» tourt et hostel assis au chastel de la Tourt Blanche, avec
» la tierce partie des ville et chastellanie, haulte jurisdiction,
» moyenne et basse de ladite Tourt Blanche ».

Le 383^e catalogue mensuel de M. Clouzot, libraire à Niort, contient également une reconnaissance de la châtellenie de la Tour-Blanche, faite en l'année 1483. Copie sur papier de 23 pages d'écriture se terminant par la mention suivante :
« C'est l'extrait d'ung livre terrier couvert de parchemin,
» appartenant à Mgr de Bourdeille, faict par moy Antoine
» Laguyonie, prêtre et curé de Biras, soussigné, l'an mil six
» cent vingt-trois. »

M. Pellisson nous communique un cahier des six sonates pour le clavecin ou piano-forte par Muzio Clementi, qui se vendait à Périgueux, chez Prioré, professeur et marchand de

musique. Celui-ci tenait aussi un assortiment de cordes de Naples pour violon, ainsi que pour tout autre instrument, « aux promenades de Tourny. »

A en juger par la petite bande collée au bas du cahier et qui devait être renouvelée à chaque changement de résidence, le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pense que ce Prioré devait être un marchand forain, installé sur les allées de Tourny. Était-il d'origine périgourdine ? On pourrait le croire puisqu'on trouve le décès à l'hospice de Périgueux, le 4 mai 1811, d'un Pierre Prioré, vétéran, âgé de 68 ans, natif de Périgueux, veuf.

Par une circulaire du 1^{er} février courant, M. le Ministre de l'Instruction publique nous informe qu'un Congrès international archéologique se tiendra à Athènes en 1905, sous le haut patronage du Gouvernement hellénique et exprime le vœu que la science française soit brillamment représentée à cette solennité.

Il serait désirable, à cet effet, qu'une entente intervint entre les différentes Sociétés savantes pour l'organisation en commun de leur participation au Congrès. Dans le cas où l'on désirerait connaître les conditions de participation, ainsi que le programme provisoire des travaux, on peut s'adresser directement à la Commission du Congrès archéologique international, au siège de la Société archéologique, à Athènes, 20, rue de l'Université.

M. LE PRÉSIDENT met sous nos yeux l'empreinte d'un sceau du xv^e siècle, qui appartient à M. Gaillard et qui porte cette légende : S (*sigillum*) IOHI (*Johannis*) DESAULHE CLERI (*clerici*). Il fait également passer dans la salle le croquis d'une petite cloche, qui se trouve au château de la Pouyade, chez M. le marquis de Lagarde. Elle a 0^m22 de haut sur 0^m26 dans son plus large diamètre. Elle porte à son sommet une fleur de lis, au-dessous le nom du marquis de Lamberterie ; plus bas, autour de la panse, un écusson trois fois répété, surmonté d'une couronne de marquis ; et dans le bas, le nom du fondeur, A. MARTIN.

Notre confrère, M. HERMANN, nous décrit une lampe en cuivre qu'il possède et qu'il croit ancienne. Elle a cinq becs et pour support une bande plate d'inégale largeur, sur laquelle

sont des ornements figurant des soleils, des lunes et des torsades.

A cette description, plusieurs membres reconnaissent le vulgaire *chaley* qui se fabrique encore avec ces estampages à Montignac et à Sarlat.

M. DE BÉLER nous montre ensuite un manuscrit de 1607 où est indiquée une terre de la « Vizione », pour Vésoue.

Quelques membres font remarquer que cela peut être une erreur du scribe.

M. l'abbé GOULARD nous apprend que la bibliothèque du petit séminaire de Bergerac possède un certificat de prix dans un livre qui a été distribué au collège Louis-le-Grand, par les Jésuites, à Etienne de Silhouette, en 1724. « Les élèves de rhétorique, nous écrit-il, trouveraient sans doute peu de leur goût un prix qui ne contiendrait que le texte latin de quelques discours de Cicéron, même augmenté de notes latines du P. de Mérrouville.

« On sait qu'au collège de Bergerac, on faisait une distribution de prix le 1^{er} mai de chaque année dès 1582. Les prix donnés alors avaient un caractère éminemment pratique :

- » 1^o Un chapeau de Paris, orné de taffetas ;
- » 2^o Un Nouveau Testament en grec et en latin ;
- » 3^o Une dizaine d'écritoires.

» Je connais un orphelinat dont on forme les élèves à la vie pratique, encore de nos jours, en proposant à leur émulation des objets nécessaires ou utiles, comme récompense de leur travail. Il n'est pas prouvé que cette méthode d'encouragement soit inférieure à d'autres.

« Dans une modeste monographie que je prépare sur le monument qui vient d'être transformé en hôtel de ville de Bergerac, je me permets de signaler, en note, un document portant, en 1801, la signature de J. Prunis, sous-préfet de Bergerac. Je remarque, à cette occasion, que la *Bibliographie du Périgord* ne lui attribue la sous-préfecture de Bergerac qu'en 1803. Il doit y avoir là une erreur des auteurs.

» Enfin, notre dernier *Bulletin*, p. 446, fixe, à la date du 15 février 1818, un phénomène atmosphérique curieux. Cette date de 1818 venant après les dates 1810, 1841, je me demande

s'il n'y a pas une erreur typographique. Je désirerais utiliser le fait et je n'ose pas sans être sûr de la date. L'original renseignerait sans doute. Dans une page de la *Semaine religieuse*, j'ai fait allusion naguère à un fait plus curieux ; j'ai envoyé un exemplaire de ce numéro à la Société. »

LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL répond qu'il n'y a pas d'erreur de date pour le phénomène atmosphérique qui était relaté dans une lettre adressée au Préfet en 1818 et qu'on a annexée postérieurement au registre de M. Romieu. Quant à la nomination de Prunis à la sous-préfecture de Bergerac, elle serait en effet, d'après le *Dictionnaire des Parlementaires*, du 28 fructidor an VIII (15 septembre 1800).

De son côté, M. Paul HUET nous mande qu'il ne trouve pas, dans la *Bibliographie*, une brochure du vicomte de Calvimont Saint Martial, *Discours historique sur les malheurs de la Grèce*, Paris, 1827, in-8° de 59 pages.

Il vient de faire l'acquisition des intéressants mémoires de La Colonie qu'il trouve mentionnés dans la *Bibliographie*, mais non pas sous le titre de l'ouvrage qu'il possède, qui est celui-ci :

« *Mémoires de Monsieur de La Colonie, Maréchal de camp des armées de l'Electeur de Bavière*, contenant les événemens de la guerre, depuis le siège de Namur, en 1692, jusqu'à la bataille de Bellegrade, en 1717, les motifs qui engagèrent l'électeur de Bavière à prendre le parti de la France contre l'Empereur, en 1703, la description circonstanciée des batailles et sièges en Allemagne, en Flandre, en Espagne, etc., avec les aventures et les combats particuliers de l'auteur.

A BRUXELLES,
Aux dépens de la Compagnie
M. D. CC. XXXVII »

(Titre noir et rouge).

Notre érudit confrère trouve aussi, dans le *Manuel du libraire* de Brunet, les ouvrages de Jean et Gaspard de Saunier, sur *La parfaite connoissance des chevaux* et *L'art de cavalerie* ; mais, après vérification, il ne pense pas que ces auteurs soient péri-gourdins.

Il y a quelque temps, M. Huet nous avait annoncé, pour le *Bulletin*, la montre de la compagnie d'ordonnance d'André de Bourdeille, en 1567, au moment où il venait de former cette compagnie. Comme préambule, il est entré dans quelques détails sur les origines des compagnies d'ordonnance. Il nous demande s'il pourrait faire suivre cette préface de détails assez étendus sur la biographie d'André de Bourdeille. Il croyait pouvoir assez facilement identifier presque tous les hommes d'armes et archers, c'est-à-dire donner les noms de leurs père et mère, le nom de leur femme avec date du mariage : son espérance a été déçue. Malgré toutes ses notes et la richesse des dossiers de la Bibliothèque nationale, il éprouve les plus grandes difficultés. Cette montre lui paraît très précieuse pour l'histoire des guerres de Religion.

LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL pense que M. Huet pourra nous fournir des détails sur la vie d'André de Bourdeille, surtout s'ils sont inconnus.

Puis, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous donne lecture d'une poésie de Maine de Biran, qui a été récemment découverte dans les manuscrits dont M. le pasteur Ernest Naville, de Genève, est en possession. Cette pièce, de 1794, qui est la traduction d'une cantate italienne, n'ajoutera rien à la réputation littéraire de notre éminent philosophe. Elle sera publiée dans nos *Varia*.

Avant de clore la séance, M. LE PRÉSIDENT fait exprimer par la Société des remerciements à l'administration municipale qui s'est empressée, dès qu'elle l'a pu, de faire enlever les affiches multicolores qui déshonoraient la tour Mataguerre, ce joli monument militaire reconstruit en 1477.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Lucien Delpech, archiviste-adjoint du département, présenté par M. Charles Durand et M. Villepelet.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 3 mars 1904.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, le capitaine de Béler, le chanoine Brugiére, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, de Monteil, le colonel de Montifault et Villepelet.

Se font excuser MM. Elie de Biran et le comte de Saint-Saud de ne pas assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de notre vénéré confrère le marquis de Chantérac, chevalier de la Légion d'honneur, ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat, ancien président de la Société de l'Histoire de France, qui a publié les *Mémoires du maréchal de Bassompierre*. Il venait autrefois assez régulièrement en Périgord où il était né en 1812, au château du Mas de Montet et ne manquait pas d'assister à nos séances. Il publia deux articles dans notre *Bulletin* ; l'un, dans notre tome V sur les premières éditions des *Maximes des Saints* ; l'autre, dans notre tome IX, sur les *Philippiques* de Lagrange-Chancel. On sait qu'il avait formé une riche bibliothèque, aussi complète que possible, des œuvres de son illustre grand-oncle, l'énélon, l'archevêque de Cambrai. Il s'intéressait toujours à son pays d'origine : on se rappelle qu'il fit don, il y a deux ans, aux Archives départementales, de 3,000 pièces manuscrites environ, dont la moitié concernait la famille de Chantemerle de Montsec.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

Notre bibliothèque a reçu, depuis la dernière séance, les ouvrages suivants :

Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1903, numéros 1 et 2, un

fascicule in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; où p. 24, dans une tournée dramatique en Provence au xvi^e siècle, et à propos d'une représentation organisée à Seillans, en 1600, par un nommé Labille, probablement maître d'école, venu de Draguignan, on cite son élève le jeune Balthazar de Rafélis de Broves ; — p. 106 et 267, sont deux communications de notre confrère M. Roger Drouault, l'une sur *l'Origine loudunaise des d'Aubigné-Maintenon* : l'autre, sur les *Paveurs marchois à Bordeaux* ; — p. 166, est résumée la communication de M. Villepelet sur un acte de baptême de la paroisse de St-Martin-la-Roche d'Excideuil, en 1777, d'une fille naturelle du fameux escrimeur le chevalier de Saint-Georges, qui était, quoique mulâtre, un personnage fort séduisant, adonné à la musique en même temps qu'à tous les genres de sport où il atteignait une véritable supériorité ; — p. 182, M. de Saint-Saud, « à propos des *filles de Bordeaux*, demande d'où peut venir l'expression géographique de *Pays de Nouvelle-Conquête* appliqué à une région de la Guyenne, composée de paroisses appartenant au Bordelais, à l'Agenais et au Périgord, dont s'intitulait capitale Sainte-Foy la-Grande, et qui étaient *filles de Bordeaux*, jouissant des privilèges et immunités concédés à ces communautés. Le pays de Nouvelle-Conquête, qui ne formait ni sénéchaussée, ni prévôté, ni châtellenie, prétendait cependant à une autonomie particulière, comme on le voit par les délibérations des gentilshommes de la région en 1789. On ne doit pas oublier que la bataille de Castillon, qui mit fin à la domination anglaise, eut lieu près de Sainte-Foy » ;

Compte-rendu du quarante-sixième exercice de la *Société de secours des Amis des sciences*, quarantième séance publique annuelle, tenue le 19 juin 1903, brochure in-8°, Paris, Gauthier-Villars, imprimeur libraire, 1903 ;

Revue des Etudes grecques, tome XVI, n° 72, novembre-décembre 1903, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

La Revue héraldique, historique et nobiliaire, tome XVIII, 4^e série, n° 2, février 1904, in-8°, Paris, rue Alphonse de Neuville, 20 ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, troisième et quatrième trimestres de 1903, un fascicule in-8°, en feuilles, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté ;

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, troisième série, tome X, deuxième fascicule, in-8°, à Nevers, chez M. Mazeron, libraire, 1904 ;

La Revue Périgourdine, n° 8, deuxième année, janvier-février 1904, in-8°, Closjoly par Mussidan ; Mussidan, imprimerie artistique de Pouget, contenant p. 5 un discours de M. Paul Boncour sur *Etienne de La Boétie et les Origines des libertés modernes* ; page 22, une étude de M. Edouard Maingaud sur *la Nature à Mussidan* ; et p. 42, un article de critique sur *les Clairs de Lune*, de René Berton ;

La Table des matières, de 1903, par M. Henry Joyer, et la *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, XXIV^e volume, 2^e livraison, 1^{er} mars 1904, deux fascicules in 8°, Saintes, librairie Fragnaud ;

Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1902-1903, septième série, tome III, un volume broché in-8°, avec planches, à Angoulême, chez Constantin, libraire, 1903 ; où p. XLI est un compte-rendu d'une excursion aux grottes de La Mouthe, des Combarelles et de Font de Gaume, près des Eyzies, sous la conduite de MM. l'abbé Breuil et Rivière ; et où, p. LXXV sont rappelés l'ex-libris publié par M. de Saint-Saud dans notre *Bulletin* de François d'Ésparbès de Lussan, marquis d'Aubeterre, gouverneur d'Agenais et Condomois, mort en 1683, âgé de 75 ans ; l'estampage de la cloche de Saint-Quentin de Chalais, qui paraît dater de 1548, et la *Chanson nouvelle de la défaite et de la mort du prince de Condé à Jarnac*, en 1569, publiée par M. Hermann, d'après le chansonnier de Christophe, dit de Bordeaux ;

Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, tome XXVIII, 4^e fascicule, octobre-novembre-décembre, in-8°, Cahors, imprimerie Delpe-rier, 1903 ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 28^e année (1903), 4^e trimestre, in-8°, Dax, imprimerie-papeterie Labèque ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, IX^e volume, n^o 5, in-8^o, Foix, typographie Gadrat aîné, 1904 ;

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 23^e année, 3^e série, n^o 9, premier trimestre, 1904, in-8^o, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs éditeurs ;

De M. le marquis de Marcillac, sa brochure sur l'*Assurance mutuelle du bétail*, avec statuts-types, formules de registres, etc., in 8^o, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1904 ;

De M. Laplace, économe du collège, les n^{os} des 3, 6, 10 et 24 février du journal l'*Eclaireur de Bergerac*, contenant la suite de son aperçu historique sur *Le collège de Bergerac* ;

De M. Dujarric Descombes, le *Journal de la Dordogne*, du 12 février 1904, où est publié son article sur les *Poésies martiales* de René Daxor, qui n'est autre que le capitaine Sabatier, né à Thiviers ;

De M. le comte Charles de Beaumont, le tiré à part de l'*Excursion de la Société historique et archéologique du Périgord* (12-13 octobre 1903), in-8^o, avec deux planches, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ;

De M. Hernest Chavoix, deux plaquettes réimprimées sur papier de fil, dans son imprimerie particulière sur une presse en bois du xviii^e siècle : l'une de 7 pages in 8^o, intitulée *Catéchisme des courtisans de la cour de Mazarin*, 1649 ; et l'autre, de 23 pages, tirée à 8 exemplaires, *Satyre sur les abbesses* ;

Et de M. Emile Rivière, sous-directeur de laboratoire au Collège de France, sa brochure contenant ses communications à la Société préhistorique de France *Sur les silex taillés pliocènes de Saint-Hilaire en Lignières* (Cher), et en collaboration avec M. Eugène Foucault, sur *Les Perçoirs en silex à pointes multiples de la Brèche au Diable* (Calvados), in-8^o, Paris, Institut de bibliographie, 1904.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

A propos de cette dernière brochure, M. FÉAUX dit que des perçoirs de même type se rencontrent dans l'industrie des stations campgniennes du Bergeracois ; notre confrère a trouvé également à Laugerie-Haute, mais dans un foyer

supérieur seulement, de petits silex plats, retouchés sur le pourtour et pourvus de pointes multiples; ces petits outils ressemblent assez à ceux figurés par M. Rivière, ils sont toutefois plus petits, et paraissent plus finement travaillés.

Mme Gabriel Charavay veut bien nous envoyer sa *Revue des Autographes*, de février, dans laquelle sont analysées deux lettres, de 1773, du marquis de Verteillac à son père, à Dourdan. Il lui donne son avis sur la manière de célébrer la naissance du duc de Valois (Louis-Philippe, né le 6 octobre 1773); il lui conseille de faire allumer quelques lampions et tirer quelques fusées : les journaux répèteront qu'il a fait tirer un feu d'artifice : « ces sortes de détails sont toujours beaux sur le papier, où l'on convertit une fusée en feu d'artifice et une chandelle en illumination. » Il parle aussi de M^{lle} de Simiane, de la princesse de Rochefort, de M^{me} de Saint-Gilles.

M. LE PRÉSIDENT annonce à l'assemblée que deux de nos confrères, M. Georges Lagrange, architecte départemental, et M. Sauvo Desversannes, maire de Bussière-Badil, ont reçu les palmes d'officier d'Académie, à Bergerac, à l'occasion du passage de M. le Ministre de l'Agriculture, qui est venu, le 14 février, inaugurer le nouvel hôtel de ville et le buste du colonel de Chadois.

Des félicitations leur sont envoyées.

M. Lucien DELPECH, élu membre titulaire dans la précédente réunion, adresse ses remerciements à la Société.

M. LE PRÉSIDENT a reçu les demandes de deux Sociétés qui désirent échanger leurs publications avec les nôtres, la Société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain, et la Société historique et archéologique de l'arrondissement de Saint-Malo.

Après quelques observations, l'assemblée décide qu'elle fera échange seulement avec la Société de Nancy, ayant déjà une Société correspondante dans le département d'Ille-et-Vilaine.

M. FÉAUX montre à l'assemblée une hache en métal : bronze ou cuivre (?), trouvée, il y a quelques années, dans la val-

lée de l'Isle, à Sucher, commune de Boulazac ; elle appartenait à notre confrère M. Lespinas, qui a bien voulu l'offrir gracieusement au Musée du Périgord, en même temps d'ailleurs que plusieurs autres objets. Ses dimensions sont les suivantes : longueur, 146 mil. ; largeur au tranchant 43 mil. ; plus grande épaisseur 13 mil. ; son poids est de 348 grammes ; la rugosité de sa surface est due probablement à ce qu'elle a été coulée dans un moule en terre.

Cette très intéressante hache est du type plat, sans aucun rebord ni saillie, comme on en connaît un certain nombre, notamment celles de Mondouzil (Charente) décrites par M. G. Chauvet (1) ; mais à l'encontre de celles-ci, elle reproduit bien exactement le profil très pur de certaines haches en pierre, de formes élégantes, élancées, fines, au tranchant légèrement courbe.

Evidemment copiée sur une hache néolithique dont elle ne diffère que par une moindre épaisseur, la hache de Sucher doit être rapportée aux premiers temps de l'âge du bronze. C'est du reste la conclusion de M. Chauvet pour les haches de Mondouzil et toutes les haches plates, contrairement à l'avis de M. G. de Mortillet, qui les plaçait à la fin de cet âge et n'était pas éloigné de les considérer comme des espèces de lingots-monnaies (2).

A cette occasion M. Féaux demande à présenter quelques observations au sujet de l'analyse des bronzes anciens poursuivie par M. Chauvet (3). Après s'être excusé de la témérité qu'il peut y avoir à ne pas partager entièrement l'opinion d'un aussi éminent confrère, M. Féaux développe dans les termes suivants son appréciation sur cette importante question : « L'étude des objets de bronze, nous dit-il, soulève plusieurs problèmes : d'où et comment nous est venue l'industrie du bronze ? A-t-elle été ou non précédée d'un âge du cuivre ? quelle chronologie peut-on établir entre les divers types d'objets de cuivre ou de bronze ? etc., etc. Je crains que

(1) Extrait des *Comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences*. — Congrès de Montauban, 1902, pages 757 et suivantes.

(2) *Matériaux pour l'histoire primitive et naturelle de l'homme*. — 1880. Tirage à part, page 12.

(3) *Analyse des bronzes anciens du département de la Charente*, 1903.

l'analyse ne nous soit d'un faible secours pour la solution de ces problèmes et qu'elle ne nous donne des résultats très incertains au lieu de la lumière cherchée.

« M. Chauvet nous dit (1) :

Aujourd'hui l'archéologue ou l'anthropologiste, qui veut étudier sérieusement un point précis de nos industries primitives, est obligé de faire appel aux sciences voisines :

M. Ad. Carnot analyse les ossements des vieilles sépultures pour calculer approximativement leur ancienneté d'après leur teneur en fluor ; les os quaternaires renferment six à sept fois plus de fluor que les os modernes.

M. Damour voulait constater si les haches polies des dolmens bretons avaient été fabriquées avec du jade venant d'Orient.

M. O. Helm analyse les perles d'ambre trouvées dans les ruines de Babylone pour savoir si elles proviennent de la mer Baltique ou de régions moins éloignées.

« Très bien, je suis entièrement de l'avis de M. Chauvet sur ce point, mais je me permettrai de faire remarquer qu'en recherchant la composition du jade ou de l'ambre on se trouve en présence de faits d'ordre naturel sur lesquels l'intervention de l'homme n'a pu avoir aucune action ; mais il n'en n'est pas de même quant à la composition du bronze. D'une part, au moment d'une coulée de métal, le fondeur a pu être démuné d'étain : de là affaiblissement accidentel de la proportion ordinaire ; d'autre part, on sait que des refontes successives font perdre au bronze, par oxydation, une partie de son étain dont la proportion diminue ainsi rapidement (2) ; le fondeur primitif connaissait-il cette très importante particularité ? On peut croire que non, car assurément il ne possédait pas les moyens d'analyse propres à l'éclairer sur ce point. Il a donc pu arriver que des objets faits de pièces anciennes plusieurs fois refondues, ce qui était un cas très fréquent, les cachettes de fondeurs en font foi, entrassent pour une large part dans la composition d'une coulée qui devenait ainsi très pauvre en étain, ou pouvait même ne plus en contenir du tout.

(1) *Analyse des bronzes anciens*, page 8.

(2) M. Chauvet cite ce fait (page 13) ; mais il ne s'y arrête point.

» Enfin l'introduction, dans le bronze, du fer, de l'argent, du zinc, du plomb ou autres, a-t-elle été toujours réellement intentionnelle ?

» Dans une même trouvaille, des objets similaires pourront donc présenter de grandes différences de composition ; en tiendra-t-on compte et dans quelle mesure pour la classification chronologique de ces objets ?

» Ces considérations montrent que l'analyse risque d'introduire dans les statistiques des éléments d'erreurs fort graves, et que la plupart du temps on n'en pourra tirer des conclusions précises, c'est pourquoi je crains, comme je le disais en commençant, que l'idée de M. Chauvet, quoique très séduisante au premier abord, ne lui donne pas toute la satisfaction qu'il en attend. »

L'assemblée remercie M. Féaux de ses judicieuses observations.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend que, comme il en avait exprimé le désir, l'administration municipale a fait faire des sondages dans les sous-sols de l'ancien dépôt de mendicité et qu'on a trouvé, en effet, mais à 4 mètres de profondeur, le parement d'un mur qui se compose de tambours de colonne et serait fort intéressant à étudier. Il n'est pas possible de continuer ces fouilles qui seraient trop coûteuses.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL remet à M. le Conservateur du Musée une vingtaine d'empreintes de sceaux, en cire rouge, de diverses époques, et qui ont dû être envoyées depuis assez longtemps par quelques-uns de nos confrères.

M. Charles DURAND y joint l'empreinte du sceau de Géraud de Bounis, représentant un lion couronné, trouvé dans le jardin de M. le docteur Boudy, à Montignac.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL y ajoute le croquis d'une pierre tombale de Saint-Léon d'Issigeac, représentant un personnage couché, sans tête, vêtu d'une sorte de tunique militaire à jupe courte, ayant de chaque côté de lui les attributs de son métier, un marteau, un maillet, une dague : serait-ce un arquebusier ? Sur le côté gauche, se lit l'inscription MI : LAVRENS, 1610.

M. LE PRÉSIDENT a acheté pour le Musée un fer à hosties, du ^{xiii}^e siècle, provenant de Limeyrat.

M. Charles DURAND nous donne ensuite lecture du mémoire auquel il travaille depuis deux ans, aussi complet et documenté que possible, sur le pont ancien de Terrasson. En sa qualité de constructeur, il nous révèle des détails intéressants dans ses chapitres de la description technique et de l'histoire de l'œuvre, et il termine en exprimant le vœu, auquel l'assemblée est heureuse de s'associer, que cet ancien et curieux pont soit promptement classé comme monument historique pour en assurer la conservation.

Puis, **M. AUBLANT** nous communique l'inscription d'une cloche de Sencenac, qui fut descendue du clocher, le 28 mars 1667, pour être refondue par le fondeur Charpentier ; bénie, après sa refonte, le 29, par Jean Rion, curé de la paroisse Saint-Symphorien de Sencenac, et eut pour parrain Jean de Charon, seigneur de la paroisse, et pour marraine Françoise Arnaud de La Borie, damoiselle, femme de M. Girard, avocat au présidial de Périgueux, ainsi que nous l'apprend le registre paroissial.

Ce procès-verbal de bénédiction de cloche sera publié.

En même temps, **M. AUBLANT** veut bien offrir aux Archives départementales, pour être ajoutés au fonds des Dumonteil de Gambaud, de Douchapt, trois livres de comptes du ^{xviii}^e siècle, indiquant les redevances dues et payées au seigneur foncier baron de Segonzac de la Martinie sur les tenances de Puypinet, de la Borie-Bregou, de la Boulangerie, de Fayoulette, de las Rochas, de Soubrenac et Gandillac ; au marquis de Sallegourde, sur la tenance de Puchauvet ; à M. Tournel de Gramond, sur la tenance de Bosredon ; au seigneur de Lagarde du Pont, sur la tenance de las Terrassas ; au curé de Lisle, pour la tenance de Gramond et Perpezac ; au seigneur de Marouathie, sur la tenance des Coursoulaux ; au chapitre de Saint-Astier, sur les tenances de la Grange, de Vitrac, du Bollé ; au seigneur de Fayolle, sur les tenances de la Gorce et de Guilhounet, etc.

M. l'Archiviste départemental remercie M. Aublant.

M. Pellisson nous communique la copie d'un brevet de

nomination, du 15 mai 1764, du sieur Pierre-Paul de Ruble, prêtre prébendé du chapitre de Saint-Etienne de Toulouse, à la place de prêtre perpétuel du collège Saint-Front de Périgord à Toulouse, vacante après le décès du sieur Turles. Par une délibération du 15 février précédent, les chapelains collégiats et boursiers dudit collège avaient nommé à cette place, malgré les défenses du Roi, le sieur Foix. Le Roi, par un arrêt du 28 avril, avait cassé et annulé la délibération, et le 15 mai, il nomme le sieur de Ruble.

M. Gaston DE GÉRARD, que notre vice-président, M. Dujarric, a consulté sur les ex-libris de Périgourdins et auquel il se plaignait de ne plus avoir de ses intéressants travaux pour le *Bulletin*, répond :

« Qu'il a trois œuvres d'ailleurs terminées, mais trop longues pour paraître dans nos annales, qu'elles encombreraient.

» La première, écrit-il, est l'histoire de la Fronde à Sarlat, comprenant non seulement l'exposé des faits que l'on connaît, mais que l'on connaît mal et d'une façon absolument incomplète et souvent fausse ; mais ce qui est plus intéressant, le récit des luttes intestines, qui partagèrent la ville, à la suite des événements militaires et qui se perpétuèrent dans des conditions curieuses de violence, pendant plus de vingt ans. Cette lutte des Capulet et des Montaigut ne cessa que vers 1675.

» La seconde est la correspondance historique et hagiographique du chanoine de Gérard-Latour. J'ai beaucoup cherché, j'ai beaucoup trouvé ; mais j'ai arrêté mes recherches, ne sachant plus où frapper.

» Ce que j'ai recueilli me fait d'autant plus regretter ce qui s'est perdu. Somme toute, j'ai retrouvé le texte de 25 lettres adressées par A. de Gérard à divers correspondants, aux Bollandistes Henschenius, Papebrock, à Baluze, à l'abbé de Beaudraud, à Galiotte de Genouillac, Mabillon, Fénelon, Fleury, soit 200 pages de correspondances environ.

» Ces lettres ont toutes trait soit à l'histoire générale, soit presque toujours à l'histoire hagiographique de Sarlat, de

Périgueux, du Quercy, de l'Agenais, du Limousin : saint Sacerdos, saint Front, saint Siméon, saint Cyprien, etc., etc.

» Le troisième travail que j'ai mené à bonne fin est la réformation de la noblesse du Périgord (élections de Périgueux et de Sarlat), lors de la grande recherche dite de Colbert en 1666-1671.

» Il y a 330 fiches reconstituées : 105 pour Sarlat, 225 pour Périgueux.

» J'y ai ajouté une étude historique sur cette grande opération si mal connue, et sur laquelle les auteurs ont des idées complètement erronées, souvent fausses absolument ; — et une étude juridique, sur les formes de procédure appliquées, sur la valeur relative des divers jugements, préalables au jugement définitif. Ceci est, je crois, une matière absolument neuve.

» Ce travail de reconstitution m'a demandé, vous le comprenez, un labeur et une patience considérables. Je n'ai pas à le regretter, car il ne me manque au total qu'une dizaine de fiches, pour lesquelles je n'ai trouvé que des documents incomplets et insuffisants.

» Voilà pourquoi, mon cher Monsieur, j'ai en effet beaucoup négligé le *Bulletin* depuis un certain nombre d'années. Je vous donne ces explications pour répondre à votre demande. Il est bon, d'ailleurs, que vous sachiez que ces trois travaux, intéressant l'histoire du Périgord, à divers titres, sont terminés et prêts à voir le jour, si j'en trouve la facilité. »

Les mémoires si étudiés de M. Gaston de Gérard seront toujours bien accueillis.

M. l'abbé PRIEUR nous envoie un compte-rendu bibliographique d'une brochure que vient de publier M. l'abbé Goulard, sur *Le passé de l'hôtel de ville de Bergerac*, à l'occasion du passage de M. le Ministre de l'Agriculture et dans laquelle il rappelle les diverses destinations du monument, aujourd'hui approprié en mairie.

Après lecture, l'assemblée décide que cet article sera publié.

En lisant notre procès-verbal de janvier dernier, M. DE BOSREDON fait remarquer qu'il serait à désirer que nos con-

frères, lorsqu'ils rencontrent un ouvrage concernant le Périgord ou imprimé en Périgord, et néanmoins omis dans la *Bibliographie générale du Périgord*, voulussent bien le signaler. « Ces anciens ouvrages peuvent être absolument insignifiants ; mais ils peuvent quelquefois être utiles pour certaines questions spéciales ou présenter des particularités intéressantes.

« C'est ce qu'ont parfaitement compris nos confrères, MM. Dujarric-Descombes et Lespinas, qui, à la séance du 7 janvier dernier, ont présenté, l'un et l'autre, une liste d'ouvrages que les rédacteurs de la *Bibliographie* n'avaient pas connus et n'avaient par conséquent pas cités dans ce recueil.

» Toutefois, quelques erreurs se sont glissées dans la nomenclature de M. Lespinas.

» 1° *Les nouvelles et plaisantes imaginations de Bruscamille* ont été mentionnées dans la *Bibliographie*, tome II, page 51, sous le nom de Des Lauriers. A la vérité, Des Lauriers n'est qu'un auteur présumé, attendu que l'ouvrage ne porte que les deux initiales D. L. » Mais l'attribution à Des Lauriers étant généralement admise, les rédacteurs de la *Bibliographie* ont cru pouvoir mettre l'ouvrage à son nom.

» 2° *La Boussole du Poëlier fumiste* a été mentionnée tome III, page 217.

» 3° *La furieuse défaite des troupes du marquis de Laforce* a été mentionnée tome II, p. 92, parmi les écrits relatifs au marquis de Laforce.

» 4° *La lettre d'un gentilhomme du Périgord* a été mentionnée tome IV, page 96.

» 5° Le livre II de l'*Enéide* (*Publii Virgilii Maronis Aeneidos Liber II*) a été mentionné tome III, page 43.

» M. Lespinas me dira sans doute, à cette occasion, que les suppléments et compléments ajoutés aux trois tomes de la *Bibliographie* ont rendu les recherches fort compliquées. J'en conviens. Mais il faut dire aussi que la publication de ces trois volumes a donné lieu à de nombreuses communications que les rédacteurs de la *Bibliographie* ont préféré utiliser, même tardivement, que de les laisser perdre. »

En quelques mots, M. LESPINAS met l'assemblée au courant du travail de classement de notre bibliothèque qu'il a courageusement entrepris avec l'aide de M. le capitaine de Béler. Le classement le plus considérable, celui des périodiques, est terminé ; les brochures rassemblées par provinces ont été enliassées. Il faudrait pour ces deux catégories d'ouvrages avoir des fonds qui permettent de les relier. Les catalogues sans intérêt ont été mis dans un coin.

M. LE PRÉSIDENT propose de voter à nos deux confrères, d'abord des remerciements et des félicitations pour le long labeur qu'ils ont entrepris avec autant de zèle que de désintéressement ; puis une somme de 150 francs pour la reliure des revues et des volumes qui seraient en souffrance : ce qui est adopté à l'unanimité.

Enfin, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous dit que la colombophilie, qui a pris aujourd'hui une si grande extension, n'était pas ignorée de nos pères.

Si les colombophiles savent eux que l'emploi des pigeons voyageurs remonte à la plus haute antiquité, les souvenirs des générations actuelles à cet égard ne remontent guère pour les profanes avant 1870. Tout le monde sait de mémoire ou par oui-dire les services rendus alors à Paris assiégé par les gracieux volatiles.

M. Dujarric rappelle qu'il y a plus d'un demi-siècle, la colombophilie attirait l'attention publique à Périgueux.

L'Echo de Vésone, dans son numéro du vendredi 30 juillet 1847, mentionne en ces termes un lâcher de pigeons belges, qui avait eu lieu la veille sur la promenade de Tourny :

« Les pigeons voyageurs, qui avaient été apportés à Périgueux pour entreprendre le trajet jusqu'à Liège, ont été lancés de l'esplanade de Tourny, hier, à 5 heures du matin.

» Sur 62, 30 seulement se sont bien orientés, et ont pris franchement leur volée vers la Belgique. Les autres se sont attardés et ont plané sur la ville en se détournant plus ou moins de leur destination.

« On suppose que les premiers ont dû arriver à Liège le même jour vers 5 heures du soir. »

Le journal devait porter à la connaissance de ses lecteurs le bulletin officiel de l'arrivée des pigeons aussitôt qu'il lui serait parvenu. Il n'a pu sans doute tenir sa promesse.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre Compagnie.

Après deux votes à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare élus membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Cinier, vicaire de Villeteureix, présenté par M. de Monteil et M. Dujarric ;

Et M. l'abbé Joseph Roux, curé de Léguillac-de-Lauche, par Razac, présenté par M. le chanoine Brugiére et M. de Fayolle.

La séance est levée à trois heures un quart.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

GRUN ET SAINT-PAUL DE SERRE

Nous avons revu la petite butte qui domine Saint-Paul de Serre et qui, dans des dimensions très restreintes, dix mètres de diamètre au sommet, un mètre soixante centimètres environ de hauteur, avec un fossé peu profond, rappelle celle de Notre-Dame de Sanilhac. Du haut de cette butte, on aperçoit toute la vallée de la Serre ; au couchant, Eglise Neuve du Scel, élevée aussi sur un mamelon factice et au sud-ouest les fortifications en terre de Grignols, le château féodal, et bien au-delà.

Dans la commune de Saint-Paul on voit aussi, au lieu de la Mouthe, un reste de petit manoir du xiv^e siècle aussi petit, aussi pauvre que possible, construit sur une motte factice. Les fenêtres en sont très étroites, carrées ; leurs encadrements coupés en biseau indiquent bien le moyen-âge. Devant la porte d'entrée, fermée par une forte barre en bois, une trappe s'ouvrait et, mobile, basculant sous les pieds de l'assaillant qui aurait pénétré violemment dans l'étroit vestibule, le laissait tomber dans une pièce basse où l'on aurait eu facilement raison de lui, comme au château de Neuvic. Une che-

minée à large manteau avec sa corniche et son triple rang de moulures est le seul objet intéressant de cette mesure, qui, de son point élevé, domine au loin la vallée du Vern et les cimes des collines voisines.

A l'entrée de la gorge de Grun, si resserrée et si profonde, qui cache dans ses replis une église reconstruite au xvi^e siècle et réparée plusieurs fois depuis, mais dont la base est romane, on voit, à l'ouest, un coteau pelé très élevé, aux pentes raides dont le sommet est couvert de bois; c'est Pey-Renom (1). Pey-Renom forme l'extrémité d'une chaîne de coteaux qui borde au sud-ouest le vallon du Vern, s'interrompant à l'entrée de la gorge de Grun, pour continuer ensuite au sud-est jusqu'à Vern. Le plateau par lequel nous y sommes arrivé est très étendu; il se resserre tout d'un coup en une langue étroite, formant col et l'on ne peut douter que la main de l'homme n'ait aplani ce passage et creusé ce col qu'on ne peut cependant appeler une coupure. On peut évaluer la largeur de ce col à environ trente mètres; la croupe du coteau formant promontoire, en ellipse très allongée, peut avoir cent cinquante mètres de longueur; la main de l'homme l'a remaniée et elle a été entourée d'un rempart de terre de cinq ou six mètres de hauteur. Cette levée a été faite par les déblais pris sur le pourtour de cette butte naturelle de telle sorte qu'on a formé comme un chemin de ronde et que par ce fait la partie centrale s'est trouvée élevée en façon de tumulus, terme impropre, mais qui exprime ce que l'œil aperçoit. Comme les pentes dénudées de cette colline sont très abruptes naturellement et que la main de l'homme les a rendues encore plus inabordables par des terrassements secondaires, la fortification ou rempart qui l'entoure en rend l'accès encore plus difficile. Nous avons cru reconnaître à la pointe nord-est un petit passage primitif; mais l'entrée principale se trouvait au col qui sépare les deux parties du plateau et où, nous le répétons, l'homme a fait des

(1) Nous trouvons, dans le *Dictionnaire topographique de la Dordogne*, par M. de Gourgues, *Puy-Reynon*, 1406. *Livre Noir* de Périgueux (aux environs de Périgueux).

travaux appropriés au but qu'il se proposait. Nous n'avons rien trouvé dans ces halliers épais qui ait pu nous fixer sur l'époque de l'établissement de cette fortification ou camp qui pourrait être préhistorique (1) ; des fouilles ou du moins le nettoyage de ces ajoncs et taillis pourraient seules, peut-être, nous donner des indications. Comme plan, Pey-Renom a quelqu'analogie avec ceux de Lusech ou de Capdenac, sauf les rivières qui entourent ces deux emplacements et leur plus grande étendue : ici les cours d'eau sont remplacés par des vallées presque sèches, le Vern n'étant que très intermittent.

A. DE ROUMEJOUX.



PONT ANCIEN DE TERRASSON

Les ponts anciens sont actuellement rares, en Périgord. Ceux qu'épargnèrent les guerres et qui furent assez solidement construits pour ne pas trop souffrir de l'incurie de l'ancienne administration, et aussi pour résister aux crues dévastatrices de nos rivières, ont été, depuis un certain temps et sous divers prétextes, mis en coupe réglée par les services de voirie appelés à présider à leurs destinées.

On a douté de leur solidité — bien que la mine ait été nécessaire pour mettre à bas ceux qui ont disparu — ; on s'est plaint du peu de largeur de leur voie, de la déclivité souvent excessive de la chaussée, à l'entrée et à la sortie de l'ouvrage ; aussi de ce que, avec leurs arches étroites et leurs piles massives, ils s'opposaient au rapide écoulement des eaux.

En exprimant ces doléances, on ne paraît pas, à notre avis, avoir suffisamment considéré que les ponts qui avaient résisté

(1) Nous émettons un doute, car cet emplacement pourrait aussi être gaulois ; — mais au pied de ce tertre, on a trouvé autrefois des haches polies dont nous avons quelques spécimens, ce qui nous fait supposer une origine plus ancienne.

à la crue de 1783, de si désastreuse mémoire, et qui, plus tard, ne furent pas ébranlés par celle, presque aussi néfaste de 1843, avaient, bien entretenus, quelques chances de résister encore ; que la largeur de voie donnée aux ponts nouveaux ne différerait pas de l'ancienne au point de justifier une telle substitution (1) ; que les déclivités de la chaussée aux abords des anciens ponts de quelque importance, rectifiées dans tous les cas et ramenées à des pentes plus abordables, ne présentaient plus un obstacle sérieux à la circulation ; que le prétendu défaut d'écoulement rapide des eaux n'était pas tel que les ponts encore existants en aient réellement souffert ; enfin, la note artistique, de couleur et de forme que ces constructions ajoutaient aux pittoresques paysages de nos contrées.

Bref, nos ponts anciens ont été condamnés en bloc, parce que, dit-on, ils n'offraient pas, aux yeux de nos constructeurs modernes, le bel effet de leurs travées métalliques. Est-ce seulement pour cette raison ?... Nous ne le voulons point croire ; mais, ce que nous savons bien, c'est que leur démolition se poursuit lente, mais sûre, au grand regret des amis de vieux monuments qui, n'étant une gêne pour personne, ayant rendu de réels services depuis plusieurs siècles et susceptibles d'en rendre encore, devraient être plutôt, à ce double titre, et aussi à cause des souvenirs qu'ils rappellent, soigneusement entretenus et conservés.

Aussi jetons-nous le cri d'alarme. Peut-être ainsi — mais nous n'en sommes pas très convaincu — parviendrons nous à préserver de la pioche des démolisseurs, — de leurs explo-

(1) Exemples :

Le si joli pont de Tourtoirac, démoli en 1889, et sur les fondations duquel le nouveau pont a été élevé, avait une largeur de voie, entre parapets, de 3 mètres 60.

Le pont reconstruit a 2 m. 50 de largeur de voie, entre arêtes de trottoirs, et 3 m. 80 de largeur entre garde-corps.

Le pont de Javerlhac, démoli en 1894, avait une largeur de voie, entre parapets, de 3 m. 20.

Les dimensions du pont nouveau, entre trottoirs et garde-corps, sont semblables à celles du pont de Tourtoirac.

sifs, devrions-nous plutôt dire, — ceux sur lesquels leur main ne s'est pas encore appesantie.

Description technique de l'ouvrage.

Le pont ancien de Terrasson, fondé sur le rocher et construit en matériaux de grès grossier provenant de Cublac, paraît avoir été établi à l'aide d'une dérivation de la Vézère qui, aujourd'hui, constitue le ruisseau appelé le *Brasset* (1).

Ce pont, dont la longueur entre l'aplomb des culées est de 104^m05 et la largeur, entre têtes, de 4^m20 à 4^m50, se compose de six arches de différentes ouvertures qui, en décroissance vers les deux rives, donnent à l'ouvrage la forme dite en *dos d'âne* (2).

Trois de ces arches — celles de la rive gauche, du côté de l'agglomération — remontant à la construction primitive, sont ogivales ou à arcs brisés. Les autres, refaites à différentes

(1) Ainsi qu'il résulte de la déclaration suivante, en date du 21 août 1739, faite par divers habitants de Terrasson, au sujet de la pièce de la Vergne. (*Archives départementales de la Dordogne*. Minutes de M^e Lignac, notaire.)

« ... Lesquels, de leur pur gré et bonne volonté, ont déclaré que la pièce
« de la Vergne, à présent possédée par M. Guillaume Mayaudon de Chadriac,
« juge du présent lieu, n'a jamais été une isle ni tarissement (atterrisse-
« ment); que si elle se trouve entourée d'eau, cela provient de ce que le sei-
« gneur de Montmège, lors possesseur de la dite pièce, fit faire un grand
« fossé pour détourner l'eau de la rivière de Vézère aboutissante, pour la
« construction d'un moulin qui est encore en nature, dont la chaussée joint
« à la dite pièce, et qu'ensuite on se sert du même détour lorsqu'on a basti
« le pont situé au-dessous du dit moulin, joignant à la dite pièce de la Vergne,
« de sorte que par ce moyen, ce fossé devint, par le cours des eaux, d'une
« profondeur et largeur assés considérable, et les dits sieurs sus-nommés ont
« veu depuis que lors qu'il survient des croissants d'eau par des orages ou
« pluies surabondantes, ce contour reçoit les eaux qui découlent, et la dite
« pièce, appelée de la Vergne, s'en trouve renfermée. Ce que les dits sieurs
« sus-nommés attestent sincère et véritable pour le sçavoir tant par tradition
« que pour l'avoir veu par eux-mêmes... »

(2) Dessin et photographies ci-joints.

époques, sont formées par des arcs de cercle dont le surbaissement croît en se rapprochant de la rive droite.

Toutes, quelque peu déformées, soit au décentrement, soit à la suite d'inégales pressions, sont constituées par une voûte, dépourvue de chape, dont les bandeaux, régulièrement extradossés, sont contigus sur le même nu vertical, aux tympans ou murs de tête.

Outre les deux culées, ces arches sont supportées par cinq piliers dont la largeur varie entre 5^m17 et 5^m74. Les avant-becs de ces piliers, primitivement formés par deux plans verticaux se coupant en pointe vers le courant ont eu — sans doute à la suite de dégradations causées par le choc des corps flottants — leurs extrémités postérieurement arrondies. Ils forment refuge au niveau de la chaussée.

Les arrière-becs, dont le dispositif, depuis leur construction, n'a subi aucune modification, forment sur le nu des têtes, une légère saillie rectangulaire. Leurs faces sont élevées à faible fruit et ces arrière-becs, de même que les avant-becs, forment refuge au niveau de la chaussée.

Un cordon, en pente sur les voûtes, ressaillant au droit de chaque pilier qu'il recouvre horizontalement, court, sur chaque tête, d'une extrémité à l'autre du pont. Ce cordon est surmonté d'un parapet — de construction relativement récente — dont le fût est couronné par un bahut peu saillant.

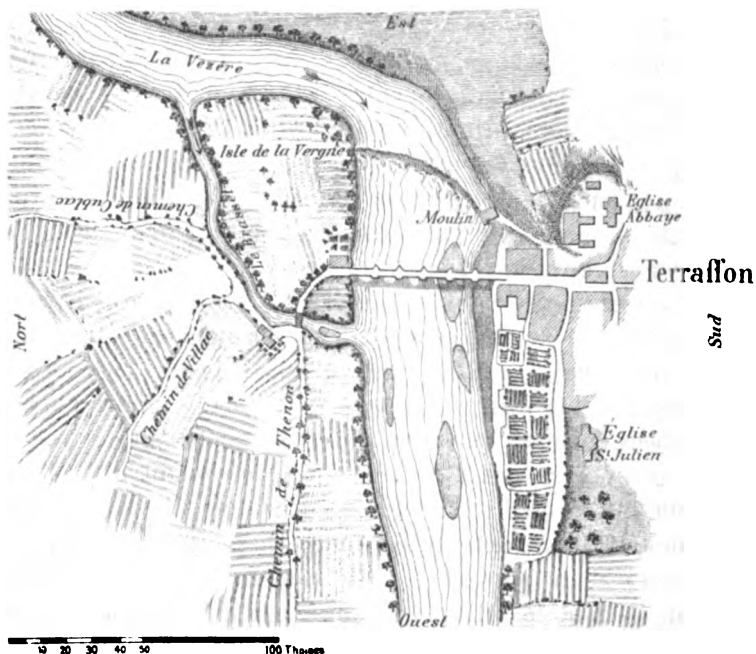
Comme la plupart des ponts du moyen âge, celui de Terrasson, construit à une époque qui ne comportait pas un important roulage, est étroit. Sa largeur de voie, entre parapets, varie entre 3 m. 73 et 4 m. 02. Ses abords, lors de la construction, en 1810, de la route de Lyon à Bordeaux, qui alors l'emprunta, furent relevés et son accès mis en harmonie avec les besoins nouveaux.

Historique et conclusion.

Au pied d'une colline assez élevée, sur les flancs de laquelle pittoresquement s'étage l'agglomération de Terrasson, coule la Vézère, aux eaux claires et vives, dans laquelle

se mire, coquette, une des plus charmantes localités de notre beau Périgord.

Ce lieu, autrefois dominé par les constructions d'une puissante abbaye bénédictine (1), était complété, ainsi que l'indique le croquis ci-dessous (2), par un groupe d'ouvrages établis en



rivière, et consistant en un moulin banal fondé par l'abbaye, avec sa digue barrant la rivière, et, un peu à l'aval, un pont permettant le passage de la Vézère en ce point.

La présente notice a trait à ce pont.

A quelle époque et par qui fut-il construit ?

Malgré de minutieuses recherches, nous n'avons rien pu découvrir qui nous permette de répondre nettement à ces

(1) Fondée au vi^e siècle. *Gallia christiana*, t. II, col. 1532.

(2) Extrait du *Recueil de cartes, plans et profils des ouvrages faits pour la navigation de diverses rivières en Guyenne*, levés par M. Ferry dans la visite qu'il en a faite à la fin de l'année 1606. — *Archives départementales de la Gironde*.

deux questions. Nous ne pouvons, que par conjectures, en indiquer le fondateur et fixer l'époque probable de son établissement.

Cette réserve faite, nous ne rapporterons qu'à titre de simple indication, comme fleurant par trop la légende, l'hypothèse suivante, émise par un agent des Ponts et Chaussées qui, en 1805, avance l'établissement antique d'un ouvrage traversant la Vézère à Terrasson.

D'après les connoissances que j'ai prises de la première fondation du pont de Terrasson, on m'a dit et assuré qu'on n'avoit aucune date certaine de sa fondation et qu'on présumoit qu'il avoit été fondé lors du passage de Cézard dans les Gaules et qu'on s'appuyoit d'une assertion qu'il leur paroissoit fondée par ce que, lors de la fondation de l'abbaye baptie en faveur de St-Sour, remontant au sixième siècle, le pont étoit bâti et qu'il paroît qu'il a été réédifié sur ses fondements par une pierre totalement différente (1).

Il ne saurait, toutefois, faire de doute, qu'un passage ancien ait existé en ce lieu.

La vallée de la Vézère, à l'époque gallo-romaine, fut certainement habitée. La preuve en a été récemment faite par l'exhumation, à Gaubert, dans le voisinage immédiat de Terrasson, d'une belle mosaïque ayant appartenu au dallage d'une importante villa (2).

En outre, une voie antique — celle de Tintiniac ou de Lyon à Vésone — dont M. de Merliac a donné, pour la partie du territoire qui nous occupe, un itinéraire que nous ne saurions considérer comme définitif (3), traversait très vraisemblablement la Vézère à Terrasson et le lieu dit : *Le gué*, situé un

(1) *Archives des Ponts et Chaussées*. — Dessin sans nom d'auteur, daté de l'an XIII (1805).

(2) Cette mosaïque, découverte en 1897, a été acquise par notre Président, M. le marquis de Fayolle, au compte de la ville de Périgueux ; enlevée, transportée et rétablie, par ses soins éclairés, dans le Musée communal où elle orne une de ses salles.

(3) *Le Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, 2^e année, 1854. — *Recherches historiques sur le tracé ancien et moderne de la route de Lyon à Bordeaux*, par M. G. de Merliac, p. 19 et suiv.

peu à l'amont de la digue du moulin, paraît indiquer qu'antérieurement à l'établissement de cet ouvrage, le passage s'effectuait par ce moyen.

Au surplus, les ponts antiques, de pierre ou de bois, sont très rares dans nos contrées et, jusqu'à plus ample informé, nous pensons qu'il n'en exista pas à Terrasson, de cette nature, avant l'époque que nous allons faire connaître.

I. — En 1101 (2), nous apprend Geoffroy, prieur de Vigeois (3), l'abbaye de Terrasson, en vue de la répression de certains désordres qui s'y étaient glissés, fut soumise à celle de Saint Martial de Limoges, par Adémar de Saint-Rabier, son abbé.

Après 1154, année de la mort de Bernard, surnommé le Vicaire, successeur d'Adémar, les moines qui, vers 1150, avaient construit pour les besoins de leur monastère, une église romane dont quelques restes subsistent encore (4), secoururent ce joug; mais, ajoute notre chroniqueur, l'indépendance ne leur fut pas avantageuse, car « dès ce moment, ils manquèrent de tout, tandis que, auparavant, ils étaient « dans l'abondance de toutes choses. »

Un peu plus tard, en décembre 1182, Geoffroy signale la venue de troupes à la solde du vicomte de Limoges qui, passant par le *pont de Terrasson*, envahissent le Limousin.

Dans l'intervalle, en 1178, Raymond, abbé de Terrasson, pour acquitter les dettes du monastère, vend, à l'abbaye du

(1) Ou plutôt en 1091, d'après M. Dessalles, *Histoire du Périgord*, t. 1, p. 263.

(2) *Chronique de Geoffroy, prieur de Vigeois*, traduite par François Bonnelye, bibliothécaire de la ville de Tulle, 1864, p. 54 et suiv.

(3) *Le Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, 1^{re} année, 1853. — *L'Eglise de Terrasson*, par M. Vauthier, p. 62.

Dalon, trois mas ou domaines ruraux et deux métairies (1).

D'où nous déduisons qu'en 1182, un pont existait sur la Vézère à Terrasson ; que ce pont, soit dans un intérêt public, soit en vue de faciliter à l'abbaye l'exploitation de ses domaines de la rive droite, très vraisemblablement pour ces deux motifs, dut être construit à une époque d'importants travaux correspondant au commencement de la 2^e partie du XII^e siècle, et enfin que, pour s'acquitter des dettes qui furent la conséquence de ce grand œuvre, l'abbaye de Terrasson, en 1178, à défaut d'autres ressources, vendit à celle du Dalon une partie de ses biens.

II. — Plusieurs auteurs, frappés de certaines analogies existant entre les ponts construits sur la Vienne à Limoges et celui de Terrasson et, d'autre part, se fondant sur certain legs de *cinq sols* que Raymond du Fraysse, dans son testament, fait en 1333, *œdificio pontis*, en concluent :

a) Que le pont de Terrasson, érigé au XIII^e siècle, fut copié sur ceux du Limousin (2);

b) Que le legs de Raymond du Fraysse fut fait pour aider à la construction du pont qui nous occupe et ils lui donnent la date de ce testament, soit le XIV^e siècle (3).

a) — Que le pont de Terrasson soit dû à un constructeur venu de Saint-Martial, la chose est possible, étant données l'époque que nous lui attribuons et les relations qui, alors, existaient entre les deux monastères Limousin et Périgourdin. Mais le fait n'a pas dû se produire au XIII^e siècle, attendu qu'à partir de la 2^e partie du XII^e, — les indications du prieur de Vigeois sont formelles — l'abbaye de Terrasson ne releva plus de celle de Saint-Martial.

(1) *Gallia christiana* — anno 1720, t. II. — col. 1534.

Raimundus, abbas *Terrucinensis*, assensu totius sui capituli, et pro utilitate sui monasterii, quod tunc temporis œre gravabatur alieno, fratribus Dalonis vendit tres mansos et duas bordarias in præsentia Raimundi Turenensis vice comitis, anno domini 1178. — Regnante Ludovico, rege Francorum pacifico...

(2) *Bulletin de la Société hist. et arch. du Périgord*. — T. XV, p. 391.

(3) L'abbé Leydet, notamment.

D'autre part, aux calendes de mars 1182, (1183, n. s.) quelques mois seulement après le passage de troupes sur le pont de Terrasson, que signale Geoffroy, le pont de Saint-Martial fut détruit par Henri II Plantagenet, au cours de la guerre qu'il soutint contre ses fils (1). Le pont de Saint-Etienne n'existait pas encore (2), et les deux ne furent l'un réédifié, l'autre fondé, qu'au commencement du xiii^e siècle (3).

Si donc, notre pont Périgourdin pouvait avoir certaines analogies avec les ponts de Limoges, ce ne serait, évidemment, qu'avec celui dont il était contemporain et qui fut détruit en 1183, et non avec les ouvrages érigés au xiii^e siècle. Le pont de Terrasson, en conséquence, serait de construction antérieure d'un demi-siècle environ, aux ponts actuels de Saint-Martial et de Saint-Etienne.

Cette mise au point faite, quant aux dates, nous signalerons certaines divergences de construction qui permettent d'avancer que la proche parenté qu'on s'est plu à attribuer à ces ouvrages, est seulement apparente et se trouve plutôt démentie par leur structure.

Les ponts de Limoges, en effet, ne présentent que de petites arches et ont un aspect massif, caractéristique. Le rapport, pour ces deux ouvrages, entre l'épaisseur des piliers et l'ouverture des arches, est de 0. 56 ; alors que ce rapport, pour le pont de Terrasson, n'est que de 0^m 40 , c'est-à-dire dénote une plus grande hardiesse de construction et une élégance relative que ne possèdent pas les ponts Limousins.

Notre pont Périgourdin, à ce point de vue, se rapproche des ponts d'Avignon et du St-Esprit, construits aux xii^e et xiii^e siècles, sur le Rhône ; ouvrages dont les rapports respectifs entre l'épaisseur des piliers et l'ouverture des arches, sont de 0, 25 et de 0, 38.

D'autre part, à Terrasson, les avant-becs élevés suivant la méthode romaine forment, en plan, un triangle limité par deux faces verticales, rectilignes, se coupant en pointe vers

(1) *Chronique de Geoffroy, prieur de Vigeois*, p. 163.

(2) Communication de M. Paul Ducourtieux.

(3) *Limoges d'après ses anciens plans*, par Paul Ducourtieux, 1884. — p. 37.

le courant, alors qu'à Limoges, aux flancs de cette forme ont été substituées des surfaces verticales courbes dont la section horizontale est un arc brisé.

Ce détail technique, qui a surtout son importance en ce qu'il marque un progrès réel dans l'art de la construction des ponts (1), donne bien à ces derniers ouvrages l'empreinte du xiii^e siècle ; il corrobore, au sujet de l'antériorité du pont de Terrasson, l'opinion que nous avons déduite des textes précités.

b) Nous n'insisterons pas, à la suite de la précédente démonstration, sur l'opinion émise par l'abbé Leydet, tendant à faire remonter à l'époque du legs de Raymond du Fraysse, (1333) la date de construction du pont de Terrasson. Nous ferons seulement observer qu'en faisant un legs de 5 sols pour la bâtisse du pont, *œdificio pontis*, ce testateur fait même legs à l'église Saint-Julien, *œdificio ecclesie*. Or, cette église existait déjà depuis près de huit siècles (2). Ce double legs ne pouvait donc s'appliquer qu'à des réparations ou restaurations.

Au surplus, semblables donations furent nombreuses au moyen-âge. Les routes, alors, étaient si peu sûres, les traversées de rivières si difficiles et dangereuses, que construire un pont était alors faire œuvre pie, œuvre — dans l'esprit du temps — mémorable, « utile à la postérité et par conséquent agréable à Dieu » (3). Aussi, pour le « salut de leur âme », vit-on gens de toutes conditions, ouvriers bénévoles auxquels ne manquèrent, d'ailleurs, ni les exhortations épiscopales, ni les indulgences (4), bâtir indifféremment et pourvoir à leur

(1) *Mémoires de la Société arch. et hist. de l'Orléanais*, t. xxvi. — 1895. — *Etude sur les ponts au moyen-âge*, par M. A. Collin, inspecteur général des Ponts-et-Chaussées, p. 226.

(2) *Gallia christiana*, t. II. col. 1538.

(3) Charte du comte Eudes II, relative à la construction du pont de Tours, bâti de 1031 à 1037.

(4) En 1222, un pont sur le Lot se construisait à Cajarc en Quercy ; Pierre de Henry, évêque de Rodez, donna, le 5 de janvier, des lettres par lesquelles il exhortait ses diocésains à contribuer à sa construction (a).

Autant en fit, en 1269, le métropolitain de Rodez, pour la construction, sur la Truyère, du pont d'Entraygues (Aveyron) (a).

En 1339, l'évêque de Rodez, Gilbert de Cantabre, voulant activer la construction du pont de la Mouline, que faisait bâtir le comte Jean, accorda des « indulgences » à ceux qui allaient y travailler (a).

(a) Félix de Verneilh — *Architecture civile au moyen-âge* — *Annales archéologiques*, t. xvi.

entretien — comme également utilitaires — des églises, des ponts, des hospices... Ainsi s'explique, après les vaines terreurs de l'an mil et le réveil des peuples à l'aurore d'une ère nouvelle, la construction des édifices publics : religieux, militaires et civils qui, du ^{xi}^e au ^{xiii}^e siècle couvrirent le sol de la Gaule franque.

Nous dirons, enfin, que la construction d'un ouvrage, tel que le pont de Terrasson, nécessitant un certain temps, dut exiger une période de calme, à laquelle ne saurait pas plus convenir l'année 1333, que celles qui suivirent. La guerre de Cent ans avait, en effet, alors commencé à exercer ses ravages dans notre province et ces temps de désolation étaient bien peu propices à un pareil établissement.

Il ne nous paraît pas, dans ces conditions, que le legs de Raymond du Fraysse puisse en rien modifier l'époque que nous avons assignée à la fondation du pont de Terrasson.

III. — Après avoir fait connaître, autant que pouvaient nous le permettre les documents parvenus jusqu'à nous, l'époque probable de l'établissement du pont de Terrasson, nous allons rechercher quel put en être le fondateur.

Terrasson ne paraît avoir été, primitivement, qu'une propriété ecclésiastique, formée par les travaux agricoles des membres de l'abbaye. Plus tard devenue un fief lorsque, vers le ^{ix}^e siècle, toutes les terres, les villes et les bourgs furent régis par le droit féodal, l'abbé et les religieux du monastère acquirent les droits et le rang de seigneurs féodaux de leurs domaines, sauf l'hommage aux vicomtes de Turenne dont la suzeraineté s'étendait alors sur le territoire de Terrasson.

Ils purent ainsi, à ce titre, fonder les établissements d'utilité que nous avons énumérés : le moulin, le pont.... et les moyens d'une abbaye puissante n'étaient pas de trop pour mener à bien une telle entreprise.

Construire un pont de l'importance de celui de Terrasson, devait, nécessairement, conduire à de fortes dépenses.

Ne voyons-nous pas, en effet, Hélie Rudel, seigneur de Bergerac et de Gensac, par son testament du dernier avril

1254, affecter *in constructione pontis Brageriaci*, une somme de 36.000 sous !..

L'importance de cette somme est aujourd'hui difficile à apprécier. C'est probablement celle qu'il croyait devoir suffire à l'entière construction du pont. Et précisément 31.000 sous suffirent à élever, à la même époque, en 1259, à Najac (Aveyron), une vaste église de vingt huit brasses de longueur sur sept de largeur.

Ne peut-on ainsi, par comparaison, se faire une idée de la valeur du legs d'Hélie Rudel, de la grandeur de l'ouvrage à l'édification duquel il devait être employé et aussi de la dépense que pouvait nécessiter la construction du pont de Terrasson représentant, en importance, les $\frac{3}{5}$ ^{es} environ de celui de Bergerac ?..

Quelle put être, dans cette construction, la part d'initiative du bourg que les moines avaient vu s'élever et grandir autour de leur abbaye ?..

Nulle, évidemment, car bien que trois sentences données en 1236 (1) par l'archevêque de Bordeaux et l'évêque de Périgueux « entre l'abbé et les religieux de Terrasson, et les consuls et bourgeois dudit lieu pour le regard et conservation des consuls et autres officiers », permettent de croire à un mouvement communal et à l'établissement d'un consulat à Terrasson; il ne semble pas que le différend réglé par ces sentences visât autre chose que certains droits de police que sollicitèrent et obtinrent, bien postérieurement, d'ailleurs, à l'époque qui nous intéresse, les bourgeois de Terrasson.

C'est ce qui paraît résulter de la suggestive correspondance suivante échangée entre l'abbé du Sault (2) — alors abbé de Terrasson — et M. Dupré de Saint Maur, intendant de Guienne, au sujet de certaines démarches faites par M. Brosard de Marsillac, à la suite de l'édit de novembre 1771, en vue de l'acquisition de l'office de maire de cette localité.

(1) *Bibliothèque nationale. — Fonds Périgord*, Lespine, v. 35.

(2) Jean-Jacques du Sault, abbé de Terrasson, de 1720 à 1780, et doyen de St-Emilion, fils de dame Marie du Bernard de Pelevesy et de Jacques du Sault, conseiller du Roi en la Grand'Chambre du Parlement de Bordeaux.

St-Emilion, ce 26 novembre 1777.

Monsieur,

J'ose me flater que vous voudrés bien recevoir les assurances de mon respect, et me permettre de me donner l'honneur de vous présenter un mémoire en forme de requête qui contient, dans la plus exacte vérité, les raisons que j'ay pour que le s^r Brossard de Marsillac ne puisse être maire de Terrasson ; il n'a jamais été fait mention du bourg de Terrasson, pour la création d'offices municipaux dont l'edit ne fut envoyé qu'à certaines petites villes, qui sont gouvernées par des consuls ; si vous daignés jeter un coup-d'œil sur ma requête, vous sentirés mieux que personne, l'absurdité des démarches du sieur Marsillac ; je mès sous les yeux de M. Bertin le mesme mémoire, il me conoit assez pour être persuadé que je ne suis pas capable d'en imposer ; c'est cependant en vous, Monsieur, que je mès toute ma confiance, prévenu de vos lumières et de votre équité ; mes officiers de justice seroient toujours en guerre, ils ont toujours reçu ou directement ou par M. le subdélégué, les ordres de M^{rs} les intendans soit pour des *Te Deum*, ou ordres émanés de la Cour. Je voudrois bien pouvoir vous exprimer le profond respect avec lequel je suis,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

L'abbé DUSAULT, abbé de Terrasson
et doyen de Saint-Emilion.

*A Monseigneur Dupré de St-Maur, intendant de la Généralité
de Guienne.*

Monseigneur,

Supplie très humblement Jean-Jacques Dusault, seigneur-abbé de Terrasson et doyen de Saint-Emillion, disant qu'il étoit informé que le sieur Brossard de Marsillac du lieu de Terrasson travailloit à se faire pourvoir d'une charge de maire de Terrasson dont il offroit douze cents livres. Cette entreprise de sa part est d'autant plus extravagante que cette charge n'a jamais existé, que Terrasson n'est qu'un gros bourg d'environ cinq à six cents feux dont les curés n'ont jamais été gradués ; où il n'y a aucun vestige de clôture, excepté une porte qui étoit la clôture des moines qui y ont été en très grand nombre. L'abbé est seigneur haut justicier de la plus grosse portion du bourg, et fait administrer la justice et police par un juge, un lieutenant de juge, un procureur d'office et un greffier, ce qui s'est prati-

qué de tems immémorial. Il y a trois autres seigneurs qui ont quelque petite portion du bourg, c'est-à-dire quelques maisons. Ce sont MM. le maréchal de Noailles, de Montmège et Des Cars, sieur de Fialeys, qui font de même, chacun dans son distric, administrer la justice et police par leurs officiers.

Que feroit donc un maire ? L'intention du Roy n'est pas de dépouiller l'abbé de la justice. C'est un honorifique qui lui a été souvent à charge, mais dont il ne peut pas être privé.

Les deniers du Roy se lèvent par un syndic toujours pris d'entre les bourgeois, comme syndic principal, qui a des adjoints, tous solvables. D'ailleurs la communauté n'a pas un sol de revenu à disposer, et sur l'état de l'Election, Terrasson n'est qualifié que de bourg, ainsi que dans les plus anciens actes. Le motif de l'idée chimérique du sieur Brossard de Marsillac dans sa charge de maire, ne peut être qu'un esprit de vengeance, attendu qu'il a exercé longtems la justice en qualité de lieutenant de juge, pendant l'absence du juge, et que lorsque l'abbé a pourvu à la judicature, loin de le nommer il l'a destitué, ou forcé de donner sa démission à la sollicitation de nombre de personnes de bien et de mérite. Ce considéré il vous plaise, de vos grâces, débouter de sa demande et de ses prétentions, le sieur Brossard de Marsillac comme tendantes à mettre le trouble et la division et faïres bien.

Signé : l'abbé DUSAULT, abbé de Terrasson.

TERRASSON

OFFICE DE MAIRE

SARLAT

Bordeaux, ce 3 décembre 1777.

A M. l'abbé Dusault, abbé de Terrasson et doyen du chapitre de St-Emilion.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 du mois dernier, au sujet des démarches que pourrait faire un particulier qui désire d'être maire de Terrasson ; il suffit, Monsieur, qu'il n'y ait point de corps municipal dans cette ville et qu'elle n'ait aucun revenu pour qu'on ne puisse y former un pareil établissement, ainsi vous pouvez être fort tranquille à ce sujet et être assuré que quand le Ministre demandera mon avis sur cet objet, mon sentiment ne sera pas différent du vôtre.

J'ai l'honneur d'être avec un respectueux attachement, etc...

Signé : DUPRÉ DE ST-MAUR (1).

1) *Archives départementales de la Gironde, série C. 484.*

Enfin, d'après l'état des châtellenies et paroisses du Périgord, dressé en 1365, le lieu de Terrasson ne comprenait que 150 feux (1) soit — à raison d'une moyenne de sept par feu — 1050 habitants environ. Une aussi minime agglomération, eût-elle eu sa vie propre, aurait-elle trouvé les moyens nécessaires pour subvenir aux frais d'une pareille fondation ?...

Nous ne le pensons pas. — L'abbaye donc, à notre avis, fonda le pont de Terrasson.

Un point reste à préciser. Le pont qui nous occupe fut-il à péage ? La chose est vraisemblable, bien que nous n'ayons rien trouvé qui confirmât notre supposition. Il était, en effet, généralement pourvu, par ce moyen, à l'entretien des ponts et celui de Terrasson ne dut certainement pas faire exception à la règle.

Ce péage, toutefois, si tant est qu'il ait existé, ne dut pas être de très longue durée ; car, ainsi que nous le verrons, les guerres anglaises, puis les guerres de religion ruinèrent à tel point l'abbaye, que celle-ci ne pouvant suffire à un entretien onéreux, dut être déchargée — moyennant l'abandon ou la suppression du péage — de l'entretien du pont dont les réparations furent alors mises à la charge du fonds des Ponts et Chaussées.

Il nous paraît résulter, en résumé, de l'exposé ci-dessus, que l'ancien pont de Terrasson, fondé par l'abbaye de ce lieu, fut très vraisemblablement construit sous la direction d'un « maître de l'œuvre », venu de Saint Martial de Limoges, dès le début de la 2^e partie du xiii^e siècle.

Quelle en fut la destinée ?...

C'est ce que, en poursuivant notre étude, nous allons essayer de faire connaître.

Les guerres anglaises qui, au cours des xiii^e et xiv^e siècles — jusqu'à la bataille de Castillon — désolèrent nos contrées et les couvrirent de ruines, portèrent le premier coup au pont de Terrasson dont les deux premières arches de la rive droite furent, à ce qu'il nous a semblé, alors abattues. L'abbaye, l'église, le château abbatial furent pillés, détruits, le moulin

(1) *Bibliothèque nationale. — Fonds Périgord. —* Lespine, v. 88.

rasé (1) et avec eux, sans doute, le bourg ; au point que dans un mémoire relatif au procès d'Alain d'Albret contre la dame de Montrésor (2) touchant la succession de Guillaume de Bretagne, comte de Périgord, mémoire rédigé vers l'an 1502, il est notamment exposé :

Que la comté de Périgord est un pays pauvre et maigre et que les gens y sont *merveilleusement* pauvres, s'il y en a en France...

Et encore :

Pendant les grans guerres et hostilités qui, par ci-devant, ont eu cours dans ce royaume et mesmement au pays de Guienne, Lymosin et Perigord, a esté destruit et fait quasi inhabitable ; terriers, lettres, instrumens, documens, cens, rentes, droits et devoirs d'un chacun (un mot illisible) et perdus.

Puis suivent les estimations de chaque châtellenie.

Il est dit en celle de Terrasson :

Y est le chateau de Terrasson, détruit et tombé et n'y a nulle habitation. Le dit chatel est de grande renommée et de petite valeur, assis en la paroisse de Terrasson ou est assise l'abbaye de Terrasson qui est belle et notable de la valeur de mil à xijeⁿ de rente et a justice par tous ses fiefs, lieux et villages en toute ladite paroisse de Terrasson, et en toute la justice de Larche (3).

Un peu plus tard, dans un mémoire écrit vers 1530 contre Odet d'Aydie (4), nous lisons : « Le château de Terrasson (abbatial) est ruiné depuis cent ans, sans fossés, portes ni fenêtres... » (5).

(1) Ce moulin ne fut relevé qu'en 1537, soit près d'un siècle après la fin des guerres anglaises, et le contrat de l'affermé qui en fut alors faite, possédé par le propriétaire actuel, M. Lacombe, à l'obligance duquel nous sommes redevable de sa communication, nous a paru si plein d'enseignements, que nous croyons devoir le reproduire in-extenso, en appendice, à la fin de notre étude.

(2) Charlotte de Bretagne, épouse de Antoine de Villequier, seigneur de Montrésor.

(3) *Bibliothèque nationale. — Fonds Périgord*, Leydet et Prunis, v. 9, p. 138 et suiv.

(4) Auquel Alain d'Albret avait aliéné la seigneurie de Larche. *Bibliothèque nationale. — Fonds Périgord*, Leydet et Prunis, v. 9.

(5) *Bibliothèque nationale. — Fonds Périgord*, Leydet et Prunis, v. 9, p. 101, v°.

Ces ruines qui, après un demi-siècle, n'étaient pas encore relevées, montrent sans plus insister en quel état d'appauvrissement et de gêne était tombé le pays.

Cependant les moines, l'orage passé, étaient revenus se loger, comme ils l'avaient pu, dans les ruines de leur monastère, et l'abbé de Terrasson, Bertrand de Roffignac, dès la fin du xv^e siècle, avait relevé l'église, le monastère, et très vraisemblablement restauré le pont, en substituant aux arches primitives les deux voûtes en arc de cercle surbaissé, que nous voyons aujourd'hui.

C'est ce qui nous paraît pouvoir être déduit de la mention suivante :

XII. — *N. de Rofniaco basilicam et alia ædificia, aut a novo erexit, aut restauravit (1).*

Et quelques années après, à la sollicitation de Hugues de Roffignac, abbé de Terrasson, François I^{er}, à qui il avait été représenté que « l'abbaye était ancienne, de fondation royale, « assise en lieu fertile... », par ses lettres de mars 1514 créa à Terrasson un marché et 4 foires dans l'année (2).

Terrasson, ainsi, peu à peu se relevait de ses ruines ; mais bientôt les guerres religieuses — les pires de toutes — portèrent leurs fureurs en Périgord. Si l'abbaye et le bourg en subirent les désastreux effets, le pont, au moins, ne paraît en avoir éprouvé aucun dommage.

A cette époque, deux voies importantes — grands chemins royaux — faisaient communiquer Limoges et le « Pais de France », avec Toulouse et les provinces du sud. L'une, par Brive et Cahors ; l'autre, par Montignac, Sarlat et Cahors. Terrasson se trouvait entre les deux, sensiblement à égale distance de Montignac et de Brive, sur la voie transversale qui, de Lyon, conduisait à Bordeaux par Tulle, Brive, la Forêt-Barade et Bergerac.

Les communications directes entre Terrasson et Cahors pouvaient bien, sans doute, s'effectuer par Sarlat, mais en utilisant des chemins montueux, difficiles et le plus souvent

(1) *Gallia christiana*. — T. II, col. 1534.

(2) *Bibliothèque nationale*. — *Fonds Périgord*, Lespine, v. 35.

inabordables, auxquels était préféré l'itinéraire par Montignac.

Cet état de choses subsista jusqu'à l'époque où le pont de Montignac ayant été brûlé et rompu par le capitaine de Vivans, en mars 1580 (1) ; seul, le pont de Terrasson permit la traversée, commode et sûre, d'une rivière à allure torrentielle, sujette à de fréquents débordements.

Seul aussi il permit, mais non « sans se dévoyer grandement du chemin accoutumé » les communications avec Sarlat et les au-delà ; ce qui valut à l'abbaye de devenir, à cause de sa forte situation, un centre de résistance recherché. Il est superflu d'ajouter que Terrasson — bourgade ouverte — ne retira que ruines et désolations de cette préférence imposée.

Après la défaite de Moncontour (1569), les princes de Navarre et de Condé, avec les débris de leur armée, passèrent à Terrasson, se rendant en Quercy. Leur itinéraire en Périgord est ainsi défini dans le *Journal de François de Syreuilh, chanoine de Saint-André de Bordeaux* (2).

Incontinent après la dicte bataille et deffaicte (de Moncontour) les princes de Navarre et de Condé et l'admiral de Chastillon, avec le reste de leur armée de gens de cheval que pouvoient estre de V à VI mil homes à cheval, se retirans vers Montauban, prindrent leur chemin pour le pays de Périgort, passarent à Branthôme (3), aux Veries (?) et Chasteau-l'Evesque (4) et de là à Montignac-le-Comte (5), cuydans passer la rivière sur le pont. Mais ceulx qui estoient pour le Roy en la ville et chasteau de Montignac, des quels le sieur du Barry estoit chef, les repoulsarent et saluarent si bien, qu'ilz furent contrainctz aller passer la rivière ailleurs et non sans perte de leurs gens. De là,

(1) Ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé par François de Gérard, lieutenant général de la sénéchaussée de Périgord, au lieu de Sarlat, du 6 mai 1581.

Bibliothèque nationale. — Fonds Périgord, Lespine, v. 15, p. 168, v°.

(2) *Archives historiques du département de la Gironde*, t. XIII, p. 267-268.

(3) Chef-lieu de canton. — Dordogne.

(4) Commune. — Dordogne.

(5) Chef-lieu de canton. — Dordogne.

allèrent à *Tarrasson* (1), à *Salignac* (2), *Souilhac* (3), *Martel* (4) et *Beaulieu* (5) en *Lymosin*, *Argentat* (6) et enfin se rendirent en *Quercy*....

Un peu plus tard, en 1575, l'abbaye est occupée par les troupes royales, — en raison du passage qui, si besoin est peut leur procurer une retraite assurée, — ainsi qu'en témoigne la lettre suivante adressée par le sénéchal de Bourdeille au Roi (7).

Sire,

J'envoie devers vos MM. le présent porteur pour vous faire savoir comment *Langoyran*, *Monguyon*, *Vivans* et *Oros*, sont assemblés avec le plus de forces qu'ils ont pu et ont passé la rivière de *Dordogne* et leur rendez-vous est aujourd'huy à *Soligniac*, là où se doivent trouver plusieurs gentilshommes du *Limousin* et autres pays et de bien grands, comme vous savez; et font estat d'estre tous ensemble 4.000 hommes, tant de cheval que de pied dont il y en aura de 5 à 6 (cents)? bons chevaux, et font bruit d'aller combattre le comte *Martinengue* qui a 7 à 800 harquebuziers et sont à deux lieues l'un de l'autre. Tellement qu'il a esté contrainct de se retirer à l'abbaye de *Terrasson* qui a un passage sur la *Vézère*, en mon gouvernement. Incontinent j'ai envoyé un gentilhomme par devers luy pour lui offrir tous mes moyens.

De Périgueux, ce XXI mars 1575.

Enfin, en 1585, au début de la Ligue et en conséquence de l'Edit de janvier, par lequel il était enjoint aux religionnaires de se remettre en la religion catholique ou de « vuidier » la France, l'une des trois armées destinées à assurer l'exécution de cet édit, dirigée en Guienne sous la conduite du duc de Mayenne,

Quitte Périgueux, arrive sur les bords de la *Vézère*, la passe sur le pont de *Terrasson*, et marche vers la *Dordogne*... (8).

(1) Chef-lieu de canton. — *Dordogne*.

(2) Chef-lieu de canton. — *Dordogne*.

(3) Chef-lieu de canton. — *Lot*.

(4) Chef-lieu de canton. — *Lot*.

(5) Chef-lieu de canton. — *Corrèze*.

(6) Chef-lieu de canton. — *Corrèze*.

(7) *Œuvres* de Brantôme. — La Haye, 1743, v. XIV.

(8) De Thou, *Histoire*, livre 85.

Nous ne relaterons, que pour mémoire, le différend qui survint, à la fin du xvi^e siècle, entre les maisons de Losse et de Montmège, au sujet de l'abbaye de Terrasson. Celle-ci avait été donnée à Jean de Losse, capitaine de ses gardes, par Charles IX, en 1568 (1) ; puis, à Jean de Souillac, de Montmège, par Henri IV, en 1591. Le fils du premier — celui-ci était mort en 1579 — ne voulant rien entendre, ne tenant aucun compte pas plus d'un accord intervenu en 1591, que d'un arrêt du Grand Conseil, du 1^{er} avril 1597, qui lui était défavorable, voulut avoir de force l'abbaye.

Il vint l'attaquer avec du canon, qu'il fit conduire par la Vézère, avec lequel il ruina les bâtiments, etc... et y mit le feu ; « sans compter » qu'il se saisit de bien des papiers qu'il trouva ou à l'abbaye ou aux environs.

Cette façon cavalière de régler le différend ne convint aucunement au Grand Conseil qui, par nouvel arrêt du 27 septembre 1597, maintint celui du 1^{er} avril et enjoignit

Aux gouverneurs, baillifs, sénéchaux, lieutenants du Roy en la province du Périgord, de tenir et prêter la main forte pour ladite exécution, mesmement mener le canon si besoin était, et de faire en sorte que la force restât au Roy, et la justice fut obeye.

Ce qui fut fait :

Lesquelles troupes étant amassées, les dits seigneurs de Losse (père et fils) craignant d'être forcés, quittèrent l'abbaye (2).

L'affaire se termina à l'avantage de la maison de Montmège; mais la remise des papiers enlevés ne fut effectuée, et incomplètement encore, qu'en 1614.

Il ne paraît pas qu'au cours de ces longs démêlés, le pont de Terrasson ait eu à souffrir des violences des seigneurs de Losse.

Nous ne retrouvons mention du pont de Terrasson, qu'à l'époque de la Fronde. Le 22 mai 1650, l'armée de la princesse de Condé (3) partie ce jour de Turenne, campa entre Monfort et Sarlat

(1) *Bibliothèque nationale*. — *Fonds Périgord*, Leydet et Prunis, v. 9.

(2) *Bibliothèque nationale*. — *Fonds Périgord*, Lespine, v. 35.

(3) Claire-Clémence de Maillé-Brezé, princesse de Condé.

Pour observer la marche des Spérnonistes qui, sous les ordres du chevalier de la Vallette (1), estoient postez et retranchez au *pont de Terrassou*, d'où ils se vantoient d'attaquer forts ou foibles, la Princesse, le Duc son fils, et de prendre l'un ou l'autre morts ou vifs, suivant l'ordre qu'ils en avoient reçu du cardinal Mazarin et du duc d'Épernon.

On connaît le beau succès de la Valette dont les troupes, culbutées à Lamonzie-Montastruc (2) perdirent tout leur bagage et équipage et

Se sauvèrent à toute bride et en confusion dans Bergerac, et avec un tel effroy qu'elles n'osèrent pas s'arrêter dans la ville, mais s'allèrent poster au faux-bourg de la Magdalène, qui est au-delà du pont (3).

Un peu plus tard, en 1652, la Guienne et le Limousin sont soulevés par le prince de Condé qui occupait Bordeaux. Des troupes royales sont envoyées pour s'emparer du prince et soumettre les provinces révoltées.

Dès février, le comte d'Harcourt, se dirigeant sur Sarlat, passe la Vézère au *pont de Terrassou*.

En 1653, le 9 janvier, une petite escarmouche a lieu « pro-
» che la maison quy est au bout du pont de Terrassou » (4).

A ce moment, les troupes du Prince, outre Bergerac et Sarlat, occupaient un front jalonné par Périgueux, Thenon, Condat et Terrassou; celles du Roi présentaient une ligne opposée, unissant Nontron, Thiviers, Excideuil, Juillac, Allasac, Donzenac et Brive.

Au mois de février, les troupes du Prince, qui avaient laissé à Terrassou « deux cents hirlandois » pour garder le passage, se rapprochent de Badefols; mais, rejointes par les troupes royales commandées par M. de Pompadour, elles sont battues et poursuivies jusqu'à Marqueyssac (5).

(1) Jean-Louis, dit le Chevalier de la Valette, frère bâtard du duc Bernard d'Épernon.

(2) Commune, canton de Bergerac.

(3) Lettre d'un gentilhomme du Périgord, écrite à un sien amy, contenant ce qui s'est passé dans la déroute du chevalier de la Valette, 1650. (Bibliothèque de M. Lespinas).

(4) Rive droite.

(5) Hameau, commune de St-Pantalé-d'Ans.

A la suite de cette rencontre heureuse, les troupes royales se dirigent sur Terrasson, occupé, ainsi que nous l'avons dit, par M. le Prince, et pour empêcher l'entrée des troupes dispersées, rompent le pont.

.... Quelques jours après, Monseigneur de Castelnovel (1), accompagné des communes de la terre d'Ayen, sont esté rompre la grande arcade du pon de Tèrasson.

Averties du danger, les troupes de Monsieur le Prince sont revenues à Tèrasson, deux jours après, et ont remis le pon avec de grands arbres, et M. de Pompadour ayant de rechef assemblé les troupes du Roy voisines, et fait grand employ, et iceux assemblés le samedi premier de mars et le lundy troisième, auroient passé la Vézère à las Eycuras (2), à gay, et les piestons avec des batteaux qu'il avoit fait presparer et voyant, ceux de Tèrasson, qu'ils ne pouvoient résister, auroit rompu ce qu'ils avoyent remis du pon et pris la fuite. Ledit seigneur de Pompadour fist acheuver de rompre le pon, le joudy 6 du mois de mars (3).

Ce fait de guerre, dont la claire narration permet de suivre les péripéties d'une opération, qui eut pour le pont de Terrasson de si graves conséquences, nous a paru présenter le plus vif intérêt.

La rupture de la grande arcade du pont, c'est-à-dire la 4^e à partir de la rive gauche ne fut pas la seule ruine qu'eut alors à déplorer Terrasson. Lorsque, en effet, François de Vins, prêtre, prévôt de la cathédrale de Sarlat, prit, le 1^{er} juin 1657, possession de l'abbaye, au nom de messire Jean de Reilhac de Montmège (4),

L'abbatiale était ruinée de fond en comble et réduite en mazure, et l'église dans un misérable état, la nef sans voûte, et presque sans charpente et sans couverture (5).

(1) Hector d'Aubusson, maréchal de camp des armées du Roi, seigneur de Castel-Nouvel. (Commune de Varetz, Corrèze).

(2) Lieu-dit, commune de Terrasson.

(3) Extrait du *Livre de raison* de Jean Raffaillac, notaire royal, juge de Badefols et de Châtre. — *Bulletin de la Société hist. et arch. du Périgord*, t. 28, p. 453.

(4) L'abbé Reilhac de Montmège (Jean de Souillac) recueillit la terre de Montmège, dont il devint seigneur, par la mort de ses frères. Une sœur devint son héritière et porta cette terre à M. du Bernard, capitaine de dragons, chevalier de St-Louis et seigneur de Pelevey.

(5) *Bibliothèque nationale. — Fonds Périgord*, Lespine, v. 35.

Très vraisemblablement le bourg n'était pas mieux partagé. C'est sous l'administration de cet abbé que fut réparée l'abbaye, que le bourg fut relevé de ses ruines et que le pont fut restauré.

Cette dernière restauration, qui comprend une arche se rapprochant du plein cintre, se distingue très aisément, aux reprises, des constructions antérieures. Elle fut faite sans grands soins et avec des matériaux de qualité inférieure. Aussi, présente-t-elle, aujourd'hui, un état regrettable de délabrement.

Les troubles de la Fronde clôturèrent, en France, l'ère des guerres intérieures et bientôt, sous le règne de Louis XIV, l'administration jusqu'alors chaotique se ressaisit. Peu à peu, bien qu'encore très imparfaites dans leurs moyens, des méthodes d'ordre se perçurent.

Quelques ouvertures de routes, au cours des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, furent pratiquées en Périgord ; un certain nombre d'ouvrages d'art furent réparés ou construits sur nos rivières ; mais dans de telles conditions qu'il nous est permis d'affirmer, qu'au moment de la Révolution, la voirie, dans nos contrées, n'existait que de nom (1).

Vers 1720, le pont de Terrasson, dont l'entretien avait nécessairement dû se ressentir des événements antérieurs, se trou-

(1) A tel point que dans son cahier de doléances, rédigé en 1789, la paroisse de St-Rabier, parmi tant d'autres en Périgord, après avoir exposé l'état affreux de ses chemins, ajoute, non sans quelque ironie, que « ce sont des » chemins qu'on pourroit dire que le bon Dieu n'a jamais vus, parce que bon » et juste comme il est, sa compassion auroit esté excitée pour les changer » d'une manière utile et agréable au servisse du voisinage... »

De plus, les administrateurs du département de la Dordogne, dans un mémoire qu'ils adressent l'année suivante à l'Assemblée Nationale sur l'état de ce département, après avoir signalé le mauvais état des chemins et rivières, dû à ce que « la ci-devant province du Périgord semble avoir été un » objet de mépris pour les intendans de la Généralité de Guienne, dont elle » faisoit partie », ajoutent :

« Aussi, malgré le brillant de ces règnes si vantés, malgré les éloges donnés à ces administrations fastueuses, le département de la Dordogne semble » être encore, dans sa presque totalité, l'ouvrage brut de la nature des mains » de laquelle on le dirait récemment sorti..... »

Archives départementales de la Dordogne, série C.

vait en si fâcheux état, que sa réparation ne put être différée et fut l'objet d'un projet (1) que l'ingénieur Ubeleski, attaché à la Généralité de Guienne, prépara en 1722.

L'année suivante, aucune suite n'ayant été donnée à ce projet — l'état financier de la France, à la suite de la banqueroute de Law, ne permettait guère de pareilles entreprises, — et les réparations devenant pressantes, le duc de Noailles, co-seigneur de Terrasson « pour une petite portion du bourg » (2) écrivit à l'intendant Boucher la lettre suivante :

A Aurillac, le 5 may 1723.

A M. Boucher.

Permettez-moi, Monsieur, de me renouveler dans votre souvenir où je souhaite fort avoir quelque part. On ne peut avoir plus d'impatience que j'en ay qu'il se présente quelque occasion de vous assurer encore de plus près de ces sentimens et je vous prie de croire qu'elle me fera un sensible plaisir ; en attendant, trouvez bon que je vous recommande les réparations du pont de Terrasson qui en a, comme vous savez, un très grand besoin, le public y a un si grand interest par rapport au commerce qui se fait en cette ville que je suis persuadé que cet objet seul suffit pour exciter sur cela votre attention. Mais je vous prie de croire que cela ne diminuera rien de la reconnaissance que je vous en auray avec M. l'abbé de Montmège qui joint aussy ses prières aux miennes ; je compte assez sur votre amitié pour espérer que vous voudrez bien faire sur cela ce qui pourra dépendre de vous, rendez-moi aussi la justice d'estre persuadé de la sincérité des sentimens avec lesquels je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : Le Duc de NOAILLES(1).

L'intendant, sans retard, répondit :

Ce 23 may 1723.

Monseigneur,

J'ai veu la lettre que vous m'aves fait l'honneur de m'écrire au sujet du pont de Terrasson. Vous pouver conter qu'il sera compris dans l'état des ouvrages des Ponts et Chaussées de cette Généralité, pour la présente année, que je vay envoyer à M. Dubois. Si l'on nous accorde le

(1) *Archives départementales de la Gironde*, série C. 1830.

(2) Voir le mémoire, ci-dessus reproduit, adressé par l'abbé du Saull, à M. de St Maur.

(3) Adrien-Maurice, duc de Noailles, pair et maréchal de France, comte d'Ayen, etc..., né à Paris, le 29 septembre 1678, mort le 24 juin 1766.

fonds que je demande, j'en ferai l'adjudication aussitôt que j'auray appris que le fonds aura été accordé. Je vous rends mille très humbles grâces de toutes les marques de bonté que vous me donnés dans votre lettre. Je vous supplie de m'en accorder la continuation et de me faire la justice d'être persuadé que je les mériteray toujours par le très respectueux attachement avec lequel j'ay l'honneur d'être

Monseigneur, etc.... (1).

A Monseigneur le duc de Noailles.

Mais les travaux ne durent être portés à l'état du Roi, pour les Ponts et Chaussées, qu'en 1725, puisque leur adjudication ne fut effectuée que le 5 juillet de cette année.

Le projet que dressa l'ingénieur Ubeleski — sommaire à la vérité — mais suffisamment descriptif pour permettre de se faire une idée très nette de la nature des travaux qui furent, à cette époque, exécutés au pont de Terrasson ; projet qui porte au pied le procès-verbal d'adjudication des travaux que rédigea l'intendant Boucher, nous a paru intéressant surtout en cette considération que les contrats d'ouvrages remontant au commencement du xviii^e siècle et émanant de l'administration des Travaux Publics, sont plutôt rares.

Par celui-ci et le procès-verbal d'adjudication qui le complète, nous apprenons que le mode d'adjudication comportait un forfait, que les travaux à paiements échelonnés par tiers, suivant certaines conditions, devaient être acquittés sur ordonnances particulières de l'intendant — établies au vu de certificats de l'ingénieur — par le trésorier des Ponts et Chaussées ; aussi que l'entrepreneur devait payer neuf deniers par livre, attribués audit trésorier, et enfin qu'il devait produire « bonne et suffisante caution ».

Ces conditions, à l'exception de celle qui a trait au paiement des neuf deniers par livre, diffèrent peu de celles qui sont actuellement en usage dans le service des Ponts et Chaussées.

A l'acquit des ouvrages, par tiers, est, en effet, substitué le paiement sur situations mensuelles comprenant, aux époques considérées, le décompte des travaux réellement exécutés.

(1) *Archives départementales de la Gironde*, série C. 1827.

La retenue du dernier tiers — pendant un an — pour la garantie des ouvrages, est aujourd'hui remplacée par une retenue d'un dixième du montant des travaux qui, comme ci-dessus, n'est remboursée qu'un an après la réception des ouvrages.

Enfin, à la caution à fournir par l'entrepreneur, est substitué un cautionnement préalable, en deniers, fixé à environ le $\frac{1}{30}$ ^e du montant des travaux.

Nous ajouterons que ces renseignements ne sont pas les seuls intéressants. D'autres, relatifs à l'exécution des travaux ne sont pas moins curieux et ne sauraient rester ignorés. Aussi croyons-nous, vu leur peu d'étendue, devoir annexer en appendice à notre étude — en leur teneur complète — les documents dont nous n'avons donné qu'une courte analyse.

Au cours du siècle, nous ne relevons que quelques menues réparations.

A la date du 10 janvier 1746 :

... plus, pour réparer un avant-bee du grand pont (de Terrasson) par ordre de monseigneur l'Intendant (de Tourny) dans le temps qu'il fit la visite des chemins, la somme de : — 15 " 7 s. 6 den.

Reçu de Bouquier, au pied (1).

Puis encore à la date du 26 février 1748, une adjudication en faveur du sieur Guillaume Jarin fils, entrepreneur, pour réparation de l'avant-bee d'une pile du pont de Terrasson, sur la Vézère (2)

En 1790, un corps de garde fut élevé sur le refuge amont de la première pile du pont, côté de la ville. Ainsi s'exprime la délibération, en date du 11 juin 1828, du Conseil municipal de Terrasson, qui a porté le fait à notre connaissance (3) :

En 1790, on dut seconder l'enthousiasme des gardes nationales. On fit emplette de fusils, de gibernes, de drapeaux et de tambours. On se procura une pièce de 4 qui fut montée sur son affût. On éleva sur un des avant-bees du pont, un bâtiment : un rez-de-chaussée et un étage par dessus qui servit longtemps de corps-de-garde et de prison, qu'on loua plus tard au profit de la commune, et dont la démolition n'a été

(1-2) *Archives départementales de la Gironde*, série C. 1854.

(3) Communication de notre confrère, M. Beaudet-Vitel au zèle obligeant duquel nous sommes heureux de rendre ici le plus cordial hommage.

provoquée par l'administration des Ponts et Chaussées que depuis quelques années ; pour fournir à ces dépens, la commune n'avait pas un centime de revenu ; on abattit les plus beaux saules de la place des Barres, des ormeaux de la route, et leur produit réuni à quelques contributions volontaires, servit à couvrir la dépense.

Enfin, le procès-verbal d'une visite de la rivière de Vézère, faite en l'an VI (1798), par M. Henry, ingénieur ordinaire de l'arrondissement de Montignac, nous apprend que des réparations importantes, s'élevant à environ 10,000 francs, furent faites « il y a environ 15 ans » « aux piles du pont » de Terrasson, sans doute, aussitôt après la crue de 1783, de si désastreuse mémoire.

Nulle autre part, nous n'avons trouvé trace de cette réparation qui, très vraisemblablement, comprit la transformation, en arrondi, de l'extrémité des avant-becs des piles antérieurement en pointe ainsi que les bases, en contre-bas de l'étiage, l'indiquent encore (1).

Ce procès-verbal s'exprime ainsi, en ce qui concerne les ouvrages qui nous intéressent.

L'an six de la République française, le 24 messidor (12 juillet 1798), nous Jean-François Henry, ingénieur ordinaire des Ponts et Chaussées de l'arrondissement de Montignac, département de la Dordogne, accompagné du citoyen Lafond, maître marinier, habitant de la commune de Saint-Léon, en vertu de l'arrêté du Directoire exécutif du 19 ventôse dernier (9 mars 1798) et de celui de l'administration centrale du département de la Dordogne, du 9 messidor suivant (27 juin 1798), nous nous sommes transporté... où nous avons procédé à la visite ainsi qu'il suit :

.

ARTICLE 26.

Au-dessus du pont de Terrasson se trouve la digue du moulin de la citoyenne Limoges (2). Cette digue a 1 m. 57 de chute, elle est

(1) Cette réparation, faite en grès fins jaunâtres du Lias, provenant des carrières de Montmège, se distingue facilement des maçonneries antérieures élevées en grès grossiers gris de Cublac.

(2) Ce moulin fondé — ainsi que nous l'avons dit — par l'abbaye et dont partie fut aliénée très vraisemblablement, en 1561, « à la demande du roy »,

construite partie en charpente, partie en moilon, elle est sans pas. Cette digue, soit à raison de sa chute, soit à raison de la proximité du pont de Terrasson, soit à cause de l'amaigrissement des eaux au-dessus de la digue, est très nuisible à la navigation. Elle est également nuisible au pont, puisqu'elle est en partie cause que l'on a été obligé, il y a environ 15 ans, de faire pour dix mille francs de réparation aux piles du pont qui se trouvoit affouillées. Cette digue est d'autant moins nécessaire, qu'à 784 m. 11 au-dessous du pont, il y a une seconde digue suffisante pour soutenir les eaux. On regarde

(a) ou en 1569 (b) était, en 1730, indivis entre l'abbé de Terrasson, Jean-Jacques du Sault, et Jean du Bernard de Pelevesy, chevalier, seigneur marquis de Montmège, son grand-père.

Jean-Louis de Montmège, fils du précédent, vendit, par contrat du 2 avril 1754, sa part au sieur Jean de la Reynaudie, bourgeois et marchand de Terrasson, part que les descendants de celui-ci, par vente sous-seing privé du 3 décembre 1775, délaissèrent à « noble Jean Limoges-Despériers, gendarme de la garde du Roy. »

De son côté, l'abbé de Terrasson (alors monseigneur de Ponte d'Albaret, évêque de Sarlat), par contrat du 16 septembre 1788, « bailla en arrentement » perpétuel, au dit sieur Limoges acceptant, et aux siens et ayant-cause, la « moitié des moutures du dit moulin, ainsi que mon dit seigneur abbé a droit » de les jouir... »

C'est dans ces conditions que la citoyenne Crémoux, veuve Limoges, demanda en l'an IV (1796) que la redevance dont elle était chargée envers la République, comme représentant l'abbé de Terrasson, à cause du moulin à elle appartenant, fût considérée comme féodale et éteinte à son profit en vertu de la loi du 17 juillet 1793.

La preuve que ce moulin était tenu à titre féodal, fut demandée et faite par la production d'une quittance de « lods et ventes » mise au bas du sous-seing précité, en date du 3 décembre 1775, et ainsi, le Conseil de préfecture de la Dordogne, par son arrêté du 12 floréal an IX, (2 mai 1801) donna gain de cause à la demanderesse à qui le moulin resta, alors, en toute propriété.

(Extrait des minutes déposées aux *Archives départementales de la Dordogne*, par M^e Lafon, notaire à Terrasson, et séries S et K.)

(a) *Bibliothèque nationale. Fonds Périgord*, Lespine. v. 35.

(b) En conséquence de la bulle du pape Pie V, du 24 novembre 1568, prescrivant la vente et aliénation de « cinquante mil escuz d'or de rente, du revenu temporel des » biens ecclésiastiques de ce royaume... pour estre employez à la despense extraordinaire de ceste guerre (3^e guerre civile 1568-1570), et entretenement des armées de » Sa Majesté... » (*Archives départementales de la Gironde*, série G. 43).

donc, sous ces différents rapports la suppression de ce moulin et de la digue comme nécessaire à la navigation.

.....

ART. 28.

Arrivé au pont de Terrasson, nous avons trouvé qu'il avait été réparé d'une manière solide, depuis environ 15 ans.

.....

Signé : HENRY (1).

Le pont de Terrasson qui, s'il n'avait subi les injures des hommes, n'aurait été l'objet au cours de son existence de près de sept siècles, que de quelques réparations dûes à des causes naturelles, suffit à tous les besoins jusqu'à l'époque où la route nouvelle de Lyon à Bordeaux l'emprunta.

On sait qu'au début du *xix^e* siècle, les travaux publics prirent, en Dordogne, un merveilleux essor. La Révolution n'avait, en effet, trouvé qu'une voirie impraticable que le représentant du peuple Lakanal en un moment d'extrême nécessité, fit réparer au moyen de sa légendaire réquisition qui, pendant 3 jours : les 9, 10 et 11 ventôse an 2 (27-28 février, 1^{er} mars 1794) tint occupés sur les chemins, tous les habitants du département. Mais ces travaux hâtifs, de même que ceux qui avant et après ce grand œuvre furent exécutés, ne pouvaient suffire à la poussée en avant qui se manifesta à cette époque. Alors commença cette série de beaux et grands travaux que le service des Ponts et Chaussées, et plus tard, à partir de 1834, le Service vicinal exécutèrent, et qui ouvrit en Dordogne, en moins de cinquante ans, un réseau remarquable, depuis lors encore agrandi, de voies faciles, commodés et régulièrement entretenues.

Déjà, vers 1750, l'ancien chemin de Brive à Terrasson, qui gravissait alors péniblement le raidillon dominant le Malpas et qui, pour atteindre le pont, empruntait la rue fortement déclive conduisant de l'abbaye — par la place de la Halle — en ce point, fut rectifié et conduit jusqu'au passage de la Vézère, sous le Malpas.

(1) *Archives départementales de la Dordogne*, série S.

Mais l'abord du pont resta difficile. L'auberge Lanoix dite « du Chapeau Rouge » joignant l'ouvrage à l'amont et, en face, à l'aval, les maisons et grange Ravel et Chapelle, formaient un dangereux passage dont l'étroitesse causait la plus grande gêne à la circulation.

Cette situation ne fut modifiée que 60 ans plus tard.

En 1810, les travaux de réfection de la route de Lyon à Bordeaux furent entrepris, et ces travaux comprirent, pour assurer le dégagement de l'entrée du pont, l'acquisition et la démolition de l'auberge Lanoix.

En outre, dit un arrêté du Conseil de préfecture de la Dordogne, en date du 20 septembre 1811 (1),

Afin de donner au grand pont de Terrasson dont la voie est très étroite, toute la viabilité et la sûreté que comporte le passage de ce point, il est absolument nécessaire de faire démolir : 1° une petite tour octogonale de 2 à 3 m. de diamètre, sise à l'entrée du grand pont de Terrasson et attenante à la maison Bouquier (2), culée droite du grand pont ; 2° un petit corps de garde appartenant à la ville de Terrasson, lequel a été construit en 1794 (3) sur la première pile, tête amont de la rive gauche du grand pont (4).

La démolition du corps de garde ne souffrit aucune difficulté, bien que le maire de Terrasson, M. Demery, par une lettre du 5 janvier 1812 (5), adressée au Préfet, fit toutes

(1) *Archives départementales de la Dordogne*, série K.

(2) Cette maison, dite de La Vergne, avec ses appartenances, ayant d'abord fait partie du domaine de l'abbaye, puis aliénée en 1525, fut vendue par M. Antoine Mayaudon de Chadriac, avocat en la Cour, suivant contrat du 31 octobre 1768, à MM. Martial, Gabriel et Anne Bouquier, frères et sœur — très probablement — d'après notre confrère M^e Lafon, cousins du conventionnel.

La maison de la Vergne, au moment de la Révolution et depuis une dizaine d'années déjà, servait à une hôtellerie, à l'enseigne du « Palais Royal ». Elle appartient, aujourd'hui, à M. Lavaysse.

Archives départementales de la Dordogne. — Minutes de M^e Limoges, notaire royal, série E.

(3) 1790, au dire de la délibération du Conseil municipal de Terrasson, du 11 juin 1828.

(4) *Archives départementales de la Dordogne*, série S.

(5) *Archives départementales de la Dordogne*, série S.

réserves au sujet de l'indemnité pouvant revenir de ce fait à la commune. Mais il n'en fut pas de même de la petite tour octogonale, située à l'angle de la maison Bouquier.

La démolition de cette tour fit, en effet, l'objet d'une réclamation en indemnité, à la suite de laquelle une enquête administrative fut prescrite afin de rechercher si, par son âge, ladite tour pouvait être considérée comme anticipant sur le domaine public, ou comme une propriété à acquérir pour donner à la voie publique la largeur nécessaire.

D'anciens habitants de Terrasson furent alors entendus et signèrent l'attestation suivante qui nous a paru offrir le plus haut intérêt; d'abord en ce qu'elle rappelle l'opinion émise par la déclaration de 1739, que nous avons rapportée, au sujet du motif qui provoqua l'ouverture du Brasset, et aussi, parce qu'en précisant un état des lieux dont le souvenir est aujourd'hui éteint, elle permet de supposer, soit que le pont de Terrasson avait eu son entrée défendue, soit que la tour en question avait été affectée au service du péage (1).

Nous, anciens habitants de la ville de Terrasson, soussignés, attestons et certifions à tous ceux qu'il appartiendra, avoir ouy dire à nos ancêtres et que telle étoit la commune opinion fondée sur l'énonciation de certains titres de l'abbaye de Terrasson, brûlés pendant la Révolution, que l'isle de La Vergne, attenante au pont de Terrasson, ne formoit qu'une prairie appelée le pré de l'abbé et faisoit partie du domaine de l'abbaye de Terrasson. Que cette isle formée par le Brasset qui fut ouvert, suivant la tradition, lors de la construction du pont et du moulin de Terrasson appartenant aussi à l'abbaye, fut aliénée pour la rançon de François 1^{er}, roi de France, fait prisonnier à la bataille de Pavie, le 24 février 1525, et l'abbé de Terrasson n'y conserva que la directe sous la redevance d'un cens modique. Que la tour qu'on vient de démolir étoit liée avec le pont de manière à faire penser qu'elle fut construite en même temps, et l'écusson des armes de l'abbé qu'on voyoit sculptées au-dessus de la porte d'entrée, en attestoient assez l'ancienneté, conforme à la tradition transmise par les

(1) Le parapet du pont, au joignant de la maison Bouquier, paraît avoir épousé la forme de deux des côtés de la tour dont il s'agit.

anciens habitants de Terrasson. En foy de quoi nous avons donné la présente attestation pour servir et valoir ce que de raison.

A Terrasson, le 9 janvier 1812.

Signé: E. BOUQUIER; CHABRELIE, aîné père; Victor MONTMÈGE;
FRANCHIE; BEUNET, père; TUILIERAS (1).

Finalement, au vu de cette attestation, le Préfet, par nouvel arrêté du 24 janvier 1812, prescrivit une expertise qui fut faite le 24 février suivant. Nous ne croyons pas devoir en donner le procès-verbal qui n'ajoute rien à ce que nous savons déjà. Une indemnité de 550 francs, allouée par les experts, ramenée à 400 francs par décision du directeur général des Ponts et Chaussées et comptée à M. Bouquier, termina le différend (2).

Nous ne relevons, au cours des années qui suivirent, qu'un projet de menues réparations, s'élevant à 100 francs, ramené à exécution pendant la campagne de 1817.

L'importance du trafic de la route nouvelle de Lyon à Bordeaux avait pourtant déjà appelé l'attention des ingénieurs, sur la gêne qu'offrait le peu de largeur de voie du pont de Terrasson. En 1820, un projet fut dressé, consistant en l'accolement, sur chacune des têtes, au droit de chaque arche, d'un grand arc surbaissé, d'un mètre de largeur à l'amont, et, à l'aval, de la largeur des arrière-becs, de façon à porter à 5 mètres la largeur de voie entre parapets.

Ce projet, qui eût dénaturé l'ouvrage, s'il avait été exécuté, n'eut heureusement pas d'autre suite.

Un peu plus tard, la solidité du pont fut mise en doute et, pour éviter les dislocations au sommet des voûtes, très peu distant de la chaussée pavée et qu'occasionnait un pesant roulage, les ingénieurs, en 1824, recouvrirent le pont d'une épaisse couche de sable qui, par la réduction en hauteur que subirent de ce fait les parapets, présenta un nouveau et réel danger.

(1) *Archives départementales de la Dordogne*, série S.

(2) *Archives départementales de la Dordogne*, série S.

Aussi bien le maire de Terrasson, M. Limoges aîné, dans une lettre du 16 juin 1826 (1), signala-t-il au Préfet, le mauvais état dans lequel se trouvait le pont.

Dans cette lettre, nous lisons, notamment :

Il paraît que la construction de ce pont date d'une époque fort reculée, et qu'on se servit de mauvaise pierre de brasier qui se décompose journellement. Il en résulte que les voussoirs des voûtes se trouvent réduits à une si petite dimension, que les fardeaux que conduit journellement le roulage font craindre une chute prochaine. Le mauvais état de ce pont a été tellement reconnu par les ingénieurs des Ponts et Chaussées, qu'en 1824 ils le firent sabler sur toute sa longueur afin d'éviter la commotion qui aurait infailliblement entraîné sa chute. Mais ce sablage entraînait l'inconvénient de retenir les eaux et de faciliter sa filtration au travers des voûtes qui, dans les grandes gelées, occasionne la décomposition des pierres.

Je dois vous dire aussi, Monsieur le Préfet, que les voûtes étant faites en ogive, il y a déjà plusieurs inflexions.

Les trois arches les plus éloignées de la ville, sont celles qui menacent le plus de tomber en ruine. L'humidité a été si grande l'hiver dernier, qu'elle a pénétré la voûte où il s'était formé des glaçons. Il existe encore un autre inconvénient qui est celui des parapets. Ils ont été si fort abaissés par le sablage du pont, que fort peu de voyageurs osent y passer à cheval, même le jour.

Les plaintes du maire, bien que fondées, étaient certainement exagérées, ainsi que le fit observer M. l'Ingénieur en chef Trudon-Desormes, dans sa lettre au Préfet, du 19 juin 1826 (2) ; mais la mise en harmonie de l'ancien pont avec les besoins d'une active et croissante circulation, ne pouvant être réalisée, l'éventualité de la construction d'un nouveau pont fut dès lors envisagée par l'administration.

Après de nombreuses péripéties qu'il serait fort intéressant de rapporter, mais dont la relation nous entraînerait quelque peu en dehors de notre sujet, un projet, rédigé en 1829, dans le sens ci-dessus indiqué, par M. l'Ingénieur en chef Cousin, et bientôt approuvé, fut adjugé le 5 février 1830 (3).

(1) *Archives départementales de la Dordogne*, série S.

(2-3) *Archives départementales de la Dordogne*, série S.

Ce projet ne comprit pas seulement le pont nouveau dont l'emplacement fut fixé à 275 mètres environ à l'aval de l'ancien, mais encore un quai qui, longeant sur la rive gauche, l'ancienne agglomération, relia les deux ponts. Cet ensemble d'ouvrages, outre le très appréciable avantage de faciliter dans une double mesure, les communications entre les deux rives, conduisit à un embellissement complet de cette partie du vieux Terrasson, et contribua à lui donner ce séduisant aspect qui fait de cette localité, l'une des plus pittoresques et charmantes de notre département.

Le pont nouveau fut livré à la circulation dans les premiers mois de 1833 et l'ancien, alors désaffecté, fit retour à la commune de Terrasson.

Pour elle, les exigences de cette situation se firent bientôt sentir.

Prise entre le désir de conserver en bon état d'entretien un ouvrage qui était son orgueil et, d'autre part, limitée par les faibles ressources d'un modique budget, elle plia sous le faix et tenta, en 1873, de faire classer son pont. Ses espérances, nous ne savons pour quelles raisons, furent alors déçues ; aussi, malgré certaines menues réparations, et des plus urgentes, notamment l'enlèvement de la couche de sable répandue en 1824, qu'elle fit exécuter au cours des années 1839, 1845, 1873 et 1874, le gros-œuvre resta en souffrance.

Ainsi est parvenu jusqu'à nous un ouvrage auquel il convient d'exécuter, sous peu, certaines réparations si, ainsi que nous en avons malgré tout, la ferme espérance, on est bien résolu à le conserver.

Au surplus, que conviendrait-il d'entreprendre pour mettre le pont en bon état ?

Très probablement refaire deux des voûtes reconstruites après la fondation du pont et réparer la troisième ;

Recouvrir d'une chape la totalité des voûtes et piles de l'ouvrage ;

Reconnaître, à l'aide de batardeaux, la culée et les deux piles de la rive droite — peut-être les trois — y compris leurs avant et arrière-becs et réparer, en sous-œuvre, les parties qui en auraient besoin.

Enlever l'excédant d'enrochements qui, à l'amont des piles, obstruent la rivière et donnent à l'ouvrage un aspect tout particulier de délabrement ; puis répartir cet excédant de matériaux sur les flancs des mêmes piles, de façon à en protéger efficacement les bases.

Puis enfin, sur le restant des parements, procéder à quelques menues réparations comprenant des rejointoiements ou la substitution de bons matériaux aux pierres avariées.

Le montant de tous ces ouvrages peut être évalué approximativement à une dizaine de mille francs et il ne semble pas qu'un *non possumus* puisse être opposé à une aussi modeste réparation s'appliquant à un ouvrage de l'importance du pont ancien de Terrasson.

Dans ces conditions, les Pouvoirs publics qui, dans tant de circonstances analogues ont montré le zèle le plus éclairé, abandonneront-ils un monument joignant, à une incontestable utilité, un véritable caractère d'art et possédant la plus intéressante page d'histoire ?

Les ouvrages de cette nature, de cet âge et de cette haute valeur archéologique, ont disparu en Périgord. Nous en avons donné les motifs. Le pont de Terrasson reste unique.

Ne sera-ce pas là une raison décisive pour en assurer enfin la conservation ?...

Il y a, d'ailleurs, urgence à agir sans retard.

Aussi, en terminant cette étude déjà bien longue et dont, tout le premier, nous reconnaissons l'insuffisance, qu'il nous soit permis d'émettre un vœu. C'est le seul qui, logiquement, s'impose à la fin de notre travail :

Nous souhaitons donc, ardemment, que les démarches qui pourraient être aujourd'hui tentées par la commune de Terrasson, en vue du classement comme monument historique, de son pont ancien, soient couronnées d'un succès que n'eurent pas celles de 1873.

Classé et mis ainsi, pour toujours, sous la sauvegarde de l'Etat, c'est-à-dire à l'abri de ce vent de destruction qui souffle sur nos anciens monuments et tour à tour les emporte, la Vézère continuerait encore, comme par le passé — caressant au passage de son clapotis léger, le pont familier — à réfléchir

dans ses eaux claires et vives, un ouvrage qui ajoute une beauté de plus, au plus riant des décors. Et de cette solution heureuse seraient ravis non-seulement les Terrassonnais — principaux intéressés en l'affaire, — mais aussi les archéologues et les artistes qu'attire ce site enchanteur.

Ch. DURAND.

APPENDICE

I

CONTRAT D'AFFERME, EN 1537, DU MOULIN DE TERRASSON.

Saichent tous qui ces présentes verront, liront et orront, que aujourd'hui, XII^e jour du mois de mars mil cinq cens trente sept, régnant très excellent prince François par la grace de Dieu, roy de France ; en présence de moy, notaire et tesmoins sy dessoubz nommés, au lieu de Terrasson et monastère d'icelluy, senechaucée de Périgord et diocèse de Sarlat, ont esté personnellement establis reveurant père M^e Bertrand de La Faye, prothonotaire du St-Siège apostolique, abbé comandataire et seigneur dudit lieu, vénérables et religieuses personnes frères Jehan de Lemberterie, aumosnier ; Jehan de Belossac, infirmier ; Jehan Bertin, secrétaire ; Pierre Vezac, camarier ; Jehan de Pichary, selarier ; Anthoine Brigoux ; Pierre Plaziac ; Pierre Chabut, religieux dudit Terrasson, ordre de St-Benoist, ils assemblés au son de campane, tenant leur chapitre pour les affaires de la dite abbaye et chapitre, d'une part ; et Pierre et François Beaunes, père et filz, habitans du village des Escuras, paroisse dudit Terrasson. Scavoir est icelluy François, de licence de son dit père, faisant les choses soubz escriptes ; et le dit père, la dite licence à luy donnée, d'autre part ; le dit abbé et chapitre, de leur bon gré et libérale volonté, ont arrenté et, de nouveau, par assense et arrentement, baillé pour eux et les leurs à perpétuité, auxdits Beaunes père et filz, présents et acceptans pour eux et les leurs, savoir : le lieu et place vacquant de ancienneté souloit avoir moullins à bled, assis près le lieu de Terrasson et au lieu nommé le Mal pas, assis sur le fleuve de Vézère, confronte avec le chemin par lequel l'on va de Terrasson à Brive, d'une part, et avecques le pré dudit seigneur et chapitre, nommé la Vergne, d'autre part ; et avec ses autres confrontations mouvant de la fondalité et seigneurie des dits seigneur et chapitre, à la charge que iceux Beaunes seront tenus de refaire iceux mollins à leurs despens, et la moitié des bledz et modures, poysson qui se prendra audit mollin et autres esmolumens baillés audit sieur ou aux siens, et en rendre bon compte et prester le reliqua audit seigneur ; et des bledz que les religieux porteront audit mollin, moudre pour leur provizion,

ne prendront aucune moldure ; lesquels Beaunes ont promis estre bons et loyaux emphyteotes et thenanciers, et ne advouer ny reconnoistre iceulx mollins d'aulture seigneur, ny en iceulx mettre aulture rente à aulture seigneur, ni iceulx mettre en mains parquoy ledit seigneur et chapitre en fussent intéressés ; et aussy iceulx seigneur et chapitre ont promis ausdits Beaunes leur tenir guarand iceux mollin et les faire jouir de droit de moldures, privilèges et libertés ausdits seigneurs et chapitre en iceulx mollins appartenans, sans y rien retenir ny réserver, sinon deux quartons de bled froment, mesure de Terrasson, six chapons de rente annuelle et perpétuelle payable par iceux Beaunes et ses hoirs pour le temps advenir audit seigneur et ses successeurs : scavoir est, ledit bled à chascune feste de la Saint-Michel archange, et lesdits chapons à chascune feste de Noël, portés en sa dite abbaye de Terrasson et aussy se sont réservés iceux Beaunes, du consentement d'iceux seigneur et chapitre, le droit du passage par le pré dudit seigneur pour le servitut dudit mollin et pouvoir de prendre des branches d'arbres pour fermer l'escluze dudit mollin, quand en aura bezing. Et, pour ce faire, respectivement icelles parties et chascune d'icelles ont obligé tous et chacuns leurs biens quelzconques, renonçant à toutes renonciations de faict et de droit, par lesquelles pourroit venir contre la teneur des présentes et en vouloir estre contrainctz et compelles et entretenues choses par les courtz de Messieurs les sénéchaux de Périgord et official de Sarlat et par toutes autres courtz, tant seculiares que ecclésiastiques, l'une pour l'aulture ne cessant et ainsy l'ont juré sur les saintz Dieu évangilles, le livre touché. De quoy ont demandé instrument que leur a esté concédé audit lieu de Terrasson, lesdits jour et an, en prézence de honorable homme M^e Jehan Blanchier, prestre, curé de Montaignac, habitant de la ville de Sarlat, et saige homme M^e Raymond Javel, nothaire dudit lieu de Terrasson par moi congneuz et appellez en tesmoingts.

II

DEVIS DES RÉPARATIONS A FAIRE AU PONT ET A LA CHAUSSÉE DE TERRASSON SUR LA RIVIÈRE DE VÈZÈRE (1).

Premièrement.

L'entrepreneur investira toutes les pilles et avant-becs dudit pont de bâtardeaux qui seront faits par enquaissement de 6 pieds en quarré elevez d'environ un pied au-dessus des plus hautes eaux. Chaque enquaissement sera construit avec quatre pillots, lesquels entreront de

(1) Archives départementales de la Gironde, série C. 1830.

3 pieds au moins dans le solide, garnis sur leurs faces intérieures de pelplanches à prendre depuis la baume (1) jusqu'à leur extrémité. Lesdits bâtardeaux seront ensuite remplis de grave et terre grasse, bien meslées ensemble et battues, couche par couche, dont la dernière formera le couronnement, après quoy l'entrepreneur fera les épaissements d'eau nécessaires.

2.

Après que toutes les dites pilles auront été mises à sec, il en resapera les fondemens partout où il en sera besoin, en maçonnerie de pierre de taille la plus dure qui se pourra trouver aux environs, dont chaque pièce aura au moins 2 pieds de longueur et un pied de grosseur en carré. Les dites pierres posées en bonne liaison avec mortier tiersé de vive chaux et deux tiers ciment.

3.

Il réparera aux endroits nécessaires les avant-becs des 3^e et 5^e pille. Les faces extérieures des dits avant-becs seront en pierre de taille des mêmes qualitez et dimensions que celles dont il est cy-devant fait mention posées en carreaux et boutisses en même mortier, et le remplissage sera en maçonnerie de moilonnemens seulement.

4.

Les vouttes des troisième et cinquième arceaux seront reprises partout où elles se trouveront endommagées ; pour cet effet il sera posé un cintre à chacune pour retenir les parties restantes et pour établir les nouveaux voussoirs, lesquels ne pourront pas avoir moins de 2 pieds de longueur et 15 pouces de queue bien taillez, suivant le contour des anciennes vouttes, il sera observé à chacun des joints des voussoirs un goulet qui sera remply d'un mortier clair fait de ciment et vive chaux et un coin de bois de chesne qui entrera à force (2) pour servir à bien joindre et retenir les dits voussoirs.

5.

Tous les joints tant des faces intérieures qu'extérieures des arceaux, pilles, et avant-becs dudit pont seront faits à neuf en mortier de chaux et sable tiersé, et les parties les plus dégradées seront garnies de briques bien arrestées dans les susdits joints et posées en même mortier.

6.

Il sera fait un épaulement de maçonnerie de cinq toises de longueur à la dernière culée dudit pont, les murs des extrémités auront

(1) Fond de l'excavation.

(2) Cette réparation, que nous n'admettrions pas aujourd'hui, a pourtant donné de bons résultats, ainsi qu'on peut le constater, notamment à l'intrados de la 2^e arche, rive gauche.

chacun 30 pieds de longueur sur 6 pieds de hauteur, y compris les fondemens et 2 pieds 1/2 d'épaisseur au fondement, réduits à 18 pouces au couronnement qui sera terminé en bahut; les dits murs bien élevés d'aplomb et construits en moilon posé de niveau et en bain de mortier de chaux et sable tiersé.

7.

Les parapets dudit pont seront refaits à neuf dans la longueur de 240 pieds en différentes parties des deux cotés, ils auront 3 pieds de hauteur et un pied d'épaisseur, et seront de même qualité et construction que les parties restantes.

8.

A l'avenue du pont du côté opposé à la ville, il sera fait une chaussée de 35 toises de longueur sur 3 toises de largeur et 6 pieds réduits de hauteur, y compris les fondemens. Les murs qui formeront ladite chaussée seront de moilon et auront 2 pieds d'épaisseur au fondement, réduits à 18 pouces au sommet.

9.

Dans ladite longueur de 35 toises sur 3 toises de largeur, il sera rapporté 4 pieds réduits de hauteur de terre, la plus graveleuse qui se pourra trouver aux environs, laquelle sera bien battue, couche par couche, observant sur le milieu de la chaussée au moins 6 pouces de bombage pour servir à l'écoulement des eaux.

10.

Sur les dites terres rapportées dans ladite longueur de 35 toises, il sera fait une chaussée de pavé de 18 pieds de largeur avec de gros moillon le plus dur du pays posé de pointe, chacun desquels aura au moins 9 à 10 pouces de queue, bien établis d'équerre au travers de ladite chaussée, et battu à la demoiselle par trois reprises en suivant toujours le bombage qui aura été observé au remplissage de ladite chaussée.

Articles généraux.

Le mortier de cet ouvrage sera tiersé de chaux, sable et ciment de thuille pour l'assiette de toutes les pierres de taille tant des paremens que des cintres, mais l'on se dispensera de mettre du ciment dans le surplus des garnitures.

Il n'emploiera que des bons matériaux et la main d'œuvre en sera fidelle, le tout sujet à la visite et examen de l'ingénieur des Ponts et Chaussées.

Il sera tenu de se fournir de tous ouvriers, outils, cintres, matériaux, voitures, et généralement de tout ce qui sera nécessaire pour la construction desdits ouvrages.

Il sera payé au prix dont il sera convenu en l'adjudication, savoir, un tiers d'avance, un tiers pendant le cours du travail, et le tiers restant après l'ouvrage fait et reçu qu'il garantira pendant une année à compter du jour de la réception qu'il lui en sera délivrée.

Il sera tenu de payer les neufs deniers pour livre attribués aux trésoriers des Ponts et Chaussées.

Il donnera bonne et suffisante caution pour l'exécution du contenu du présent devis.

Fait à Terrasson, le quinzième mars 1722.

Signé : UBELESKY.

L'an 1725, et le 5^e du mois de juillet, nous Claude Boucher, chevalier seigneur des Gouttes, Lebecourt, Ste-Geneviève et autres lieux, conseiller du Roy en ses conseils, conseiller d'honneur au Parlement de Bordeaux, intendant de justice, police et finances en la Généralité de Bordeaux, étant nécessaire de procéder à l'adjudication des ouvrages indispensables à faire au pont et à la chaussée de Terrasson sur la rivière de Vézère, pour réparer le désordre causé par les différentes inondations de ladite rivière.

Nous aurions fait faire des publications et apposer des affiches tant dans la présente ville de Bordeaux que dans le bourg de Terrasson portant que ce jourd'hui, trois heures de relevée, il seroit par nous procédé à l'adjudication desdits ouvrages en faveur du dernier moins disant, sur le devis qui en a été dressé par le sieur Ubelesky, ingénieur des Ponts et Chaussées de cette Généralité, du 15 mars 1722, dont seroit donné communication en nostre greffe, à la charge par celui qui sera adjudicataire d'exécuter ledit devis en tous ses points, clauses et conditions, et de donner bonne et suffisante caution.

Et advenant ce jourd'hui, se sont présentés divers particuliers, lesquels nous ont déclarés vouloir entreprendre les dits ouvrages ; et ayant fait allumer trois feux successivement, les dits ouvrages ont été mis à prix par le nommé Lafleur, maître-maçon de Bordeaux, à la somme de..... 16.000 "

par le nommé Héricé, architecte, à..... 15.000

par le nommé Joaneau, à..... 14.500

par le nommé la Fouillerée, à..... 14.000

par le nommé St-Orens, à..... 13.500

par le nommé Henry Brun, à..... 13.000

par le nommé St-Antoine, à..... 12.500

et par le nommé Gabriel Bouquier, à..... 12.000

Et personne n'ayant voulu moins dire après l'extinction de six feux.

Nous avons adjugé et adjugeons audit Gabriel Bouquier, bourgeois, dernier moins disant, les ouvrages indispensables à faire au pont et à la chaussée de Terrasson sur la rivière de Vézère, contenus au devis dudit sieur Ubelesky, pour le prix et somme de 12.000 " de laquelle il sera payé sur nos ordonnances particulières, par le trésorier des Ponts et Chaussées de cette Généralité, scavoir : un tiers d'avance pour l'amas des matériaux, un tiers pendant le cours du travail, et le tiers restant après l'ouvrage fait et receu, et ce, suivant les certificats qui nous seront rapportés dudit sieur Ubelesky, à la charge par ledit adjudicataire d'exécuter ledit devis, dont copie sera cy après transcrite en tous ses points, clauses et conditions, et de donner bonne et suffisante caution, et a ledit Gabriel Bouquier fait élection de domicile en sa maison, seize dans le bourg de Terrasson, dépendant de l'Election de Sarlat, et signé avec nous les jour et an sus dit.

Signé : BOUCHER, BOUQUIER.

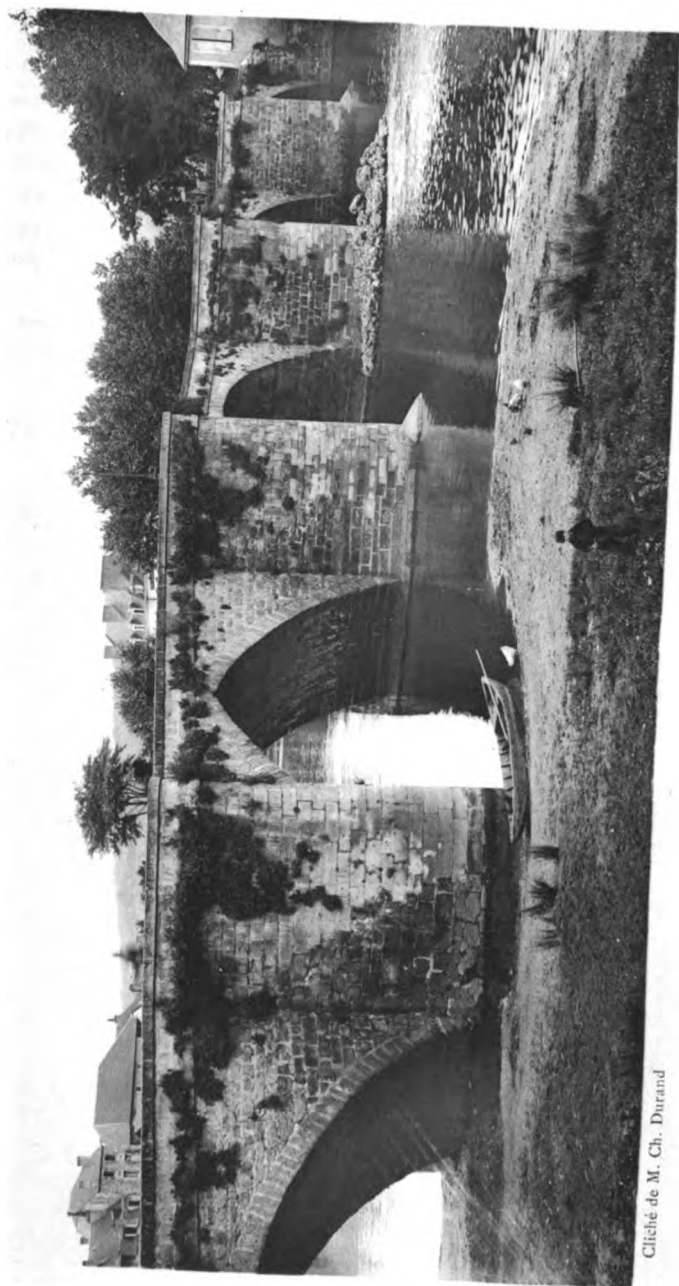
Et avenant le lendemain 6^e dudit mois de juillet de ladite année 1725, est comparu par devant nous ledit Bouquier, adjudicataire, qui nous a présenté la personne de Jacques Talary pour lui servir de caution, conformément à ladite adjudication et a, ledit Talary, déclaré qu'il se porte pour caution dudit Bouquier et s'oblige solidairement avec luy à l'entière exécution dudit devis et adjudication, aux clauses et conditions d'iceux, et a, ledit Talary, fait élection de domicile en sa maison seize au bourg de Terrasson. Fait les jour et an que dessus.

Signé : BOUCHER, TALLARIE, caution, BOUQUIER.

ESTIMATION des réparations à faire au pont et à la chaussée de Terrasson, sur la rivière de Vézère, en conformité du devis :

Savoir :

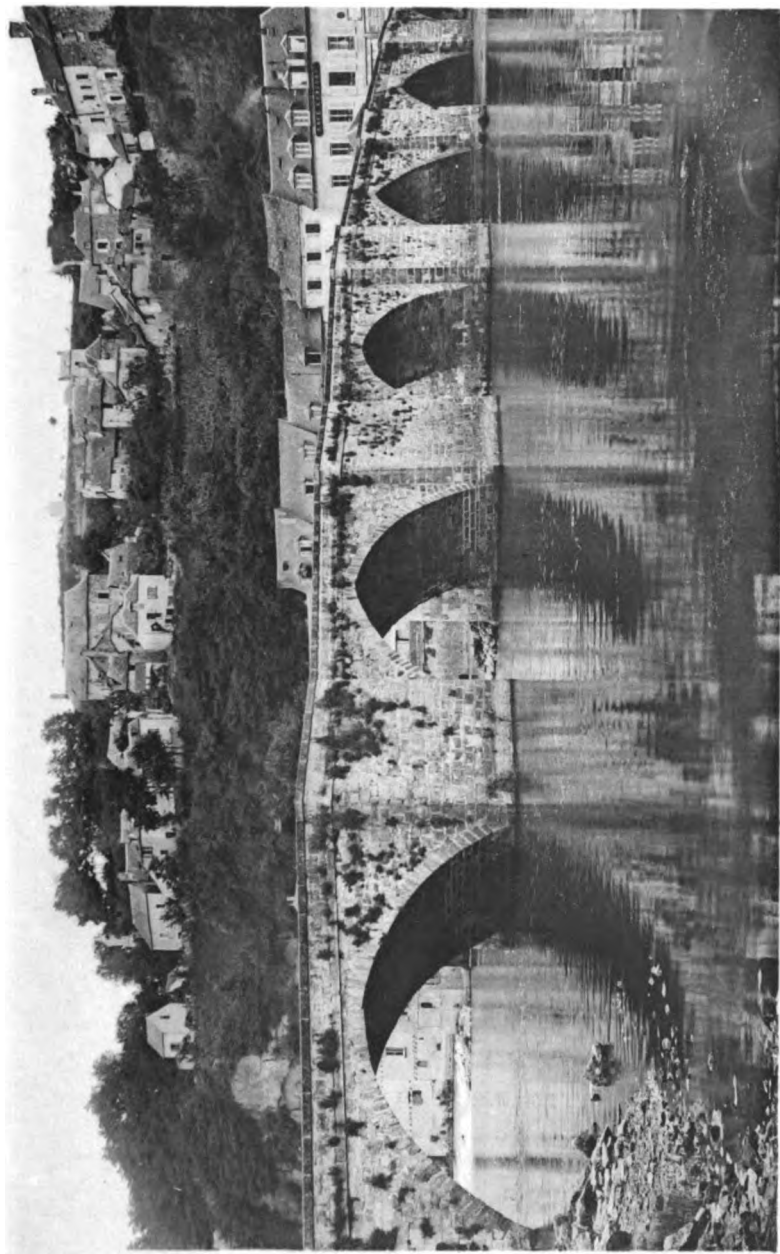
1 ^{er} article.....	1.530 "
2 ^e article.....	2.000
3 ^e article.....	975
4 ^e article.....	1.630
5 ^e article.....	951
6 ^e article.....	315
7 ^e article.....	600
8 ^e article.....	2.100
9 ^e article.....	420
10 ^e article.....	420
Et pour les cas fortuits.	1.039
Total.....	<u>12. 000"</u>



Cliché de M. Ch. Durand

Phototypie Berthaud, Paris

PONT ANCIEN DE TERRASSON
(Vue de la tête amont.)



Cliché de M. Ch. Durand

PONT ANCIEN DE TERRASSON
(Vue de la tête aval.)

Phototypie Berthand, Paris

SIGILLOGRAPHIE DU PÉRIGORD

NOTES SUPPLÉMENTAIRES.

8.^{me} série. — SEIGNEURS ET FAMILLES SEIGNEURIALES. (*Suite*).

BACHARETIE (François de), écuyer, seigneur de Beaupuy (1). — 1769. — Cachet ovale, 21^{mm} sur 18. — Testament de Jeanne-Françoise de Villars, épouse de François de Bachartie(*sic*) (8 décembre 1769).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale à un lion grimpant contre le fût d'un arbre (2). Couronne de comte ; supports, deux hercules armés de massues.

(Communiqué par M. Grenier, ancien notaire à Saint-Barthélemy près Montpon.)

BARRAUD (Jean de) (3), écuyer, sieur de Fournil (4). — 1637. — Cachet ovale, 13^{mm} sur 11, plaqué sur un testament du 15 mai 1637.

Sans légende.

Dessin. — Ecu de forme ordinaire, d'azur à l'épervier d'or posé sur une trangle mise en pointe de l'écu et de laquelle pendent trois glands du même, accompagné en chef de trois étoiles d'or rangées en fasce (5) Palmettes. Casque de profil.

(Archives départementales de la Dordogne, série E, chartrier de Fournil. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

BARRY (Jean du) (6), écuyer, seigneur de La Beytour (7). — 1696. — Cachet ovale, 17^{mm} sur 14, plaqué sur une lettre signée « La Beytour du Barry », adressée à M. de La Roussie (Le Cluzeau, 1^{er} avri 1696).

Sans légende.

(1) Au-dessus du faubourg du Toulon, commune de Périgueux.

(2) M. de Froidefond (*Armorial du Périgord*, 2^e éd., p. 66), indique : de gueules, au lion d'argent, au chef cousu d'azur chargé de trois étoiles d'or.

(3) Fils de Pierre de Barraud, écuyer, seigneur de Fournil et de Saint-Sauveur, et de Jeanne de Sansart ; mort à Perpignan le 16 août 1642, sans alliance.

(4) Aujourd'hui commune de Beaupouyet, canton de Mussidan, arrondissement de Ribérac.

(5) Le blason donné par M. de Froidefond (t. I, p. 56) n'est pas le vrai.

(6) Fils de François du Barry, écuyer, seigneur de La Beytour, et de Marguerite de La Roussie.

(7) Non mentionné dans le *Dictionnaire topographique* de M. de Gourgues.

Dessin. — Ecu de forme ordinaire arrondi vers la pointe (d'argent) (1), à trois bandes (d'azur), au chef (cousu d'or). Palmettes. Couronne de comte.

(Archives du château de La Pouyade, à M. le marquis de Lagarde. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

BAYLY (Jeanne de), épouse d'Armand de Sanzillon, seigneur de Mensignac. — XVIII^e siècle. — Voir ci-après, même série, articles *Sanzillon*.

BAYLY DE RAZAC (N. de Cugnac, épouse de N. de). — 1781. — Cachet ovale, 19^{mm} environ sur 16. Lettre à M^{me} de Laroche (samedi saint, 1781).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Bayly (d'argent, à deux fasces de sinople, à trois aiglettes de sable rangées entre les fasces) (2). Couronne de....?

(Archives Leymarie de Laroche, série E. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

BELCIER (N. de). — 1751. — Cachet ovale (fragment). — Lettre à M. de Laroche de Leymarie (25 novembre 1751).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu ovale parti : au premier, coupé : au 1, à une tour ; au 2, de gueules, au lion de.... ; au deuxième, d'azur, à la bande on-dée d'or (sans étoile) (Belcier). Couronne de comte ; supports, deux lions.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

BELCIER DE CRAIN (N. de). — 1775. Cachet ovale, 21^{mm} sur 18. — Lettre à M^{me} de Laroche de Leymarie (Belcier, 29 mars 1775).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Belcier (avec une étoile et non une comète) ; celui de sénestre aux armes d'Abzac). Couronne de marquis.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(1) D'argent d'après l'*Armorial de 1696*, d'or d'après M. de Froidefond (t. I, p. 57).

(2) Variante notée par M. de Froidefond.

BELHADE (Anne d'Arlot (1), demoiselle de La Linde (2), épouse de François de), chevalier, seigneur du Désert et de La Mothe-Saint-Privat (3). — 1788. — Cachet ovale, 22^{mm} sur 19, plaqué sur une lettre signée « Arlot de Belhade » et adressée à M^{me} de La Roche de Leymarie, à Périgueux (La Mothe, 1^{er} janvier 1788).

Sans légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Belhade (écartelé : aux 1 et 4, d'argent, au lion de gueules ; aux 2 et 3, d'argent, à trois fascés d'azur) (4) ; celui de sénestre aux armes d'Arlot. Couronne de comte.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par Dujarric-Descombes).

LE MÊME. — 1788. — Cachet ovale, 18^{mm} sur 15, plaqué sur une lettre signée : « Votre... servante, Belhade », à Mme de La Roche de Leymarie, à Périgueux (La Mothe, 8 janvier 1788).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson en losange, écartelé à un lion et à trois fascés d'azur. Couronne de comte, surmontée d'une sirène issante. Supports, deux sirènes. L'écu posé sur une sorte de piédouche.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

BELRIEU (N. de). — 1758. — Cachet rond (19^{mm}), plaqué sur une lettre à M. de Saint-Just (Les Réaux, 12 mars 1758).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson rond aux armes (5). Couronne de comte. Le croissant n'est pas issant, mais placé en abîme sur la rivière. La couronne est d'une forme singulière. Exécution grossière.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(1) Anne d'Arlot de Cumond, fille de Léonard d'Arlot, marquis de Frugie et de Cumond, et de Françoise de Jaubert ; mariée le 5 janvier 1770 à François de Belhade, fils de Jean de Belhade et de Marie de Malleret.

(2) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Bergerac.

(3) Aujourd'hui commune de Saint-Privat, canton de Sainte-Aulaye, arrondissement de Ribérac.

(4) Ces armes, dont nous décrivons les émaux d'après le dossier des Ecoles militaires, dans le Cabinet des titres, diffèrent de ceux que donne M. de Froidefond et qui existent sur certains cachets de la famille de Belhade : d'argent, au léopard (lire : au lion léopardé) de gueules.

(5) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 168.

BÉRART (Ernaud). — 1302. — Très petit sceau rond, cire rouge, appendu à une quittance de gages donnée par Ernaud Bérart, chevalier de la sénéchaussée de Périgord (Arras, le dimanche avant la Saint-Remi, 1302).

Légende nulle ou détruite.

Dessin. — Ecu coupé : au 1, à un lion (ou un lévrier) ; au 2, à une vache passante.

(Bibliothèque nationale, Mss., Pièces originales, Bérart).

BERTIN (Henri-Léonard-Jean-Baptiste), seigneur de Bourdeille. — 1761. — Cachet ovale (24^{mm} environ sur 21), plaqué sur une lettre à M. de Saint-Just (Paris, 23 février 1761).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes (1). Couronne de marquis. Supports, deux lions, la tête contournée. Ornaments au-dessous de l'écu.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

BODIN (N. de). — 1698. — Cachet ovale (environ 19^{mm} sur 17), plaqué sur une lettre à M. de Saint-Just.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (d'argent, à la roue de gueules, au chef d'azur chargé de trois étoiles d'argent) ; émaux non indiqués. Couronne de comte.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

BODIN DU SAULT (Jean-Baptiste-Philibert de) (2), seigneur de Saint-Laurent (3). — 1703. — Cachet ovale, 13^{mm} sur 11, plaqué sur une lettre adressée à M. de Sescaud de Saint-Just et signée « Dussaut de Saint-Laurent » (Bordeaux, 1703).

Sans légende.

Dessin. — Ecu carré, écartelé : aux 1 et 4, de Bodin ; aux 2 et 3 (de sable), à l'aigle éployée et au vol abaissé (d'argent), becquée et onglée (d'or), qui est du Sault de Saint-Laurent. L'écu embrassé de palmettes. Couronne de comte.

(Archives de Montardit. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

(1) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 173.

(2) Fils d'Etienne-Thibault de Bodin et de Marguerite du Sault : mousquetaire ; marié à Anne de Villegrenier.

(3) Aujourd'hui commune de Saint-Laurent-sur-Manoire, canton de Saint-Pierre-de-Chignac, arrondissement de Périgueux.

BORN (Regnaud de), seigneur d'Hautefort. — 1327. — Sceau rond (45^{mm}), cire brune, appendu, sur double cordelette de fil gris, au testament de Bernard du Luc, damoiseau d'Hautefort (jeudi après les Cendres 1327).

Légende fruste.

Dessin. — Ecu écartelé à une force (ouverture en bas) et à un lévrier, surmonté d'un autre écu de petite dimension portant un lion ; le tout dans une rosace gothique.

(Chartrier d'Hautefort).

BORN (Bertrand I^{er} de), seigneur d'Hautefort et de Thenon. — 1209, — Sceau rond (52^{mm}), cire brune, appendu sur queue de parchemin à un acte par lequel Bertrand de Born, damoiseau, seigneur d'Hautefort et de Thenon, arrente son *affar* de Podio-Cluzelli à Guillaume Ias Chanals, et à Bernard du Puy et autres, sous la rente de 60 sols de monnaie limousine (lundi après l'Assomption 1209).

Légende. — RTRANDI DE BORNO DOM....

([*Sigillum*] *Bertrandi de Borno, domini.... ou domicelli*)

Dessin. — Dans une rosace gothique à six lobes, un écu droit écartelé : aux 1 et 4, à une force (l'ouverture en bas) ; aux 2 et 3, à un lévrier.

Contre-sceau. — Rond (27^{mm}).

Légende fruste.

Dessin. — Ecu aux mêmes armes, accosté de deux rameaux.

(Chartrier d'Hautefort).

BORN (Bertrand IV de) (1), seigneur de Thenon et d'Hautefort. — 1343. — Sceau rond (50^{mm}), cire brune, appendu sur cordelette de chanvre à une vente faite par Hélie de Abonel, clerc, paroissien de Thenon, à Guillaume Albi, de Thenon, d'un quarton de froment de rente, mesure de Condat-de-Montignac ; ledit acte scellé, *ad requestam dicti Helie*, des sceaux de l'officiel de Périgueux et de Bertrand de Born, seigneur de Thenon et d'Hautefort (mardi avant la Saint-Georges 1343).

Légende. — DE ALTOFORTI.

Dessin. — Ecu parti : au 1, à trois forces (l'ouverture en haut) ; au 2, à un levrier rampant.

Contre-sceau. — Rond (28^{mm}).

Légende fruste.

(1) Voirs le n^o 194 et suivants de la *Sigillographic du Périgord*.

Dessin. — Ecu aux mêmes armes.

(Chartrier d'Hautefort).

LE MÊME. — 1375. — Sceau rond (26mm), appendu sur queue de parchemin « à un acte ainsi conçu : Bertrand de Born, chevalier, sire d'Autefort et de Teno, fais savoir à touz que de ma certene science et libéral volenté, ay promis, juré par la foy et serment... de mon corps, en parole de preudommie et vray et loyal chevalier, en la main de noble homme le sire de Pierrebuffière et en la présence de très-haute, etc., la duchesse de Bretagne, comtesse de Penthievre et vicomtesse de Limoges,... à rendre à Madame la duchesse ou à son certain commandement... les chastiaux et forteresses de Morusele, de Badeffouc et de Chassent, qui sont à madite dame de son propre héritage à cause de sa vicomté de Limoges... En témoignage desquelles choses j'ay scellé ces lettres de mon propre sceau ». (3 juin 1375).

Légende. — S.... ORN..... TEFORT.

(*Scel..... Born..... Autefort*).

Dessin. — Ecu écartelé : aux 1 et 4, à trois forces (l'ouverture en bas) ; aux 2 et 3, à un lévrier rampant ; penché, timbré d'un heaume cimé d'une tête de lévrier, supporté par un sauvage à dextre et un aigle à sénestre.

(Chartrier d'Hautefort).

BORN (Bertrand V de) (1), seigneur d'Hautefort. — xiv^e siècle.

Légende. — ?

Dessin. — Ecu écartelé, chaque quartier portant une force.

(Voir le *Bulletin*, t. XXIX, 1902, p. 99 et 185).

BOUCHET (Guillaume de) (2), seigneur de La Tour du Roch (3). — xviii^e siècle. — Cachet ovale, 21mm sur 18.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche entouré d'ornements rocaille, écu ovale écartelé : aux 1 et 4, d'or à l'arbre de sinople accosté de deux lions affrontés de gueules, au chef d'azur chargé d'un croissant d'argent

(1) Né en 1313 ; fils de Bertrand IV de Born et de Souveraine de Comborn ; marié à Alix de Calvignac.

(2) Fils de Raymond Bouchet (*alias* Boucher), seigneur de la Tour du Roch, et de Madeleine de Bordes ; marié le 27 décembre 1719 à Catherine d'Aubusson, fille de Jacques d'Aubusson, marquis de Miremont, et de Jeanne Chapt de Rastignac.

(3) Aujourd'hui commune de Saint-André-et-Allas-l'Evêque, canton et arrondissement de Sarlat.

accompagné de deux étoiles du même (Bouchet) ; aux 2 et 3, d'or à la croix ancrée de gueules (Aubusson). Couronne de marquis.

Matrice appartenant à M. A. Bouchet de La Tour.

(Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

BOURDEILLE (Henry de) (1). — 1609. — Cachet ovale, 20mm sur 15, plaqué sur une lettre adressée par Henry de Bourdeille, sénéchal de Périgord, à M. de Barrauld (17 octobre 1609).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu aux armes. Couronne de comte.

(Archives départementales de la Dordogne, série E, chartrier de Fournil. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

BROCHARD (Marc de) (2), chevalier, seigneur de Brochard (3) Puy-morin (4) et la Gourdonnie (5). — 1784. — Cachet ovale (24mm sur 23) plaqué sur une lettre signée Brochard et adressée à M. [de Sanzillon], de Mensignac (27 septembre 1784).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Brochard (d'argent, au cerf de sable passant surmonté de trois larmes de gueules rangées en fasces; au chef d'azur chargé de trois fleurs de lys d'or) ; celui de sénestre aux armes de Taillefer. Couronne de marquis. Le cartouche embrassé d'un rameau fleuri et d'une palme.

(Archives de M. le marquis de Sanzillon. Communiqué par M. Albéric de Béler).

(A suivre)

PH. DE BOSREDON.

(1) Marquis de Bourdeille et d'Archiac, baron de La Tour Blanche, chevalier de l'ordre, maréchal-de-camp, sénéchal de Périgord ; fils d'André de Bourdeille et de Jacqueline de Montbron ; marié en 1604 à Madeleine de la Chatre ; mort en 1642.

(2) Mousquetaire de la garde du Roi ; marié le 21 juillet 1760 à Louise-Marguerite de Taillefer, fille de Louis-Jean-François de Taillefer, marquis de Barrière, et de Marguerite-Thérèse de Sanzillon ; mort en 1787.

(3-4) Aujourd'hui commune de Saint-Front d'Alemps, canton de Brantôme, arrondissement de Périgueux.

(5) Aujourd'hui commune d'Eyvirat (même canton).

VARIA

CORRESPONDANCE DES CONTRÔLEURS GÉNÉRAUX DES FINANCES AVEC LES
INTENDANTS DES PROVINCES, publiée par M. de Boislisle, sous-chef au
Ministère des finances.

*M. de Ris, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

8 septembre et 27 octobre 1685.

Rapports sur le département des tailles.

Dans la répartition des diminutions accordées par le Roi, il a semblé juste et même conforme aux intentions du Roi et du Ministre, de ne pas suivre toujours les tarifs et abonnements des pays de taille réelle, mais bien d'avoir égard aux accidents ou aux charges dont chaque paroisse avait plus ou moins souffert : sans cette attention, les pays malheureux ne pourraient jamais sortir de leur misère.

Quant à l'emploi des porteurs de contraintes, dont l'usage est ancien et généralement préféré pour le recouvrement des tailles, on ne pourrait en faire la suppression que peu à peu et substituer à mesure l'emploi des huissiers. Dans le commencement, les receveurs particuliers s'en plaindraient, car ils trouvent des avantages dans la voie du logement effectif, et même des bénéfices pour leurs commis, ce qui les dispense de leur donner des gages. Il arrive même souvent que les porteurs de contraintes se font nourrir chez les redevables, outre la solde entière qu'ils prennent ; mais tous ces abus sont difficiles à prouver, et les conventions entre les uns et les autres sont tenues très secrètes. Il faudrait donc, tout en annonçant l'intention formelle du ministre, commencer par un essai dans les Elections les plus rapprochées de Paris et les moins difficiles (1).

Une grande partie des abus signalés dans le recouvrement des impositions proviennent de ce que les élus se dispensent de faire leurs chevauchées et ne veulent marcher et faire leurs procès-verbaux qu'autant qu'ils sont payés.

(Tome 1^{er}, 1683 à 1699, p. 54. — in-4°, Paris, Imprimerie nationale. 1874).

(1) Voir, dans une lettre du 27 novembre 1685, les détails d'une expérience de ce genre tentée antérieurement, par l'ordre de Colbert. — L'imposition du département montait à 3,034,763 ^l, sur quoi vingt-deux porteurs de contraintes et trente-deux archers firent, en 1685, 28.513 ^l 19 s. de frais. — Voir aussi la lettre du 1^{er} décembre, au sujet des accusations portées contre le receveur des tailles de Périgueux.

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

13 décembre 1689.

Les officiers des Élections ont reçu signification du rôle des gages héréditaires qu'ils doivent prendre, mais ils ne sont pas en état de trouver des sommes aussi considérables.

« Il est bon mesme de vous remarquer que, à l'égard de Bordeaux, l'exemption de taille et de logement de gens de guerre n'est d'aucune considération parce que la ville n'est point assujettie à la taille et qu'il n'y loge jamais de troupes. Périgueux est une ville exempte de taille ; Sarlat et Cognac sont des villes abonnées, la première à 300 ^{fr}, la seconde à 500 ^{fr}. Agen, Condom et Dax sont des Élections où les tailles sont réelles. Ainsy, il n'y a que Saintes où l'exemption de taille puisse estre de quelque considération à leur égard. Pour ce qui est du franc-salé, la gabelle n'est point établie dans la Généralité de Bordeaux, et l'on ne pourra point imposer à la taille les élus de Saintes en 1690, qui ne payeront point leurs taxes, puisque tous les rôles seront faits et que l'on aura commencé à payer. »

(Tome 1^{er}, p. 210).

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

8 mai 1691.

Le montant des cargaisons semble être plus élevé, mais c'est un effet des transports requis pour l'armée navale, auxquels on a affecté presque tous les bâtiments du port de Bordeaux, et même les vaisseaux neutres. Par suite, les vins restent sur place, et ils manquent complètement en Bretagne.

Le blé fait défaut dans le pays de Marsan ; il a encore augmenté d'un quart en deux marchés.

« Si l'on avoit des bastimens, l'on pourroit donner ordre en Poitou et en Saintonge pour en faire acheter et le faire porter pour le compte du Roy et le distribuer au peuple au mesme prix qu'il auroit cousté ; cela feroit un très bon effet..... Il y a deux mois d'icy à la récolte, et il faut empêcher, s'il se peut, que le peuple ne meure de faim, tant qu'il se pourra. L'on autorisera les juges à faire ouvrir les greniers, afin de

» faire distribuer le blé qui est nécessaire, en payant, pour que le peuple
» subsiste. La nécessité n'est pas si grande en Agénois et en Condomois,
» ni de ce costé-cy : il est venu quelques barques de Bretagne... Vous
» voyez que j'ay eu raison, au commencement d'octobre, lorsque je me
» suis opposé que l'on ne portast point du blé en Espagne, parce que je
» prévoyois ce qui arriveroit (1)... »

(Tome 1^{er}, p. 244).

(A suivre).

BIBLIOGRAPHIE

Le passé de l'Hôtel de Ville à Bergerac, par X. E. Gustuarté, archéologue Bergeracois. Tel est le titre d'une plaquette, très intéressante, d'histoire locale que vient de publier l'un des membres de notre Société, M. l'abbé Goulard. Il ne m'en voudra pas, je l'espère, de soulever le voile sous lequel il s'est dissimulé, sans d'autre raison plausible d'ailleurs qu'une trop grande modestie, car la plaquette est de celles qui honorent l'écrivain : elle met en relief une érudition de bon aloi ; elle est écrite avec une élégante sobriété ; enfin, elle est soigneusement imprimée — œuvre, par conséquent, de probité intellectuelle et de louable désintéressement. Il faut remercier ceux qui veulent bien, en sacrifiant ainsi leur temps à des recherches patientes et leur bourse à des publications peu lucratives, nous raconter l'histoire de la petite patrie.

On sait que la ville de Bergerac s'est imposé, il y a une quinzaine d'années, de lourdes charges pour construire un nouvel hôpital remplissant toutes les conditions d'hygiène désirables. Ses malades bien installés, elle a songé à s'installer à son tour dans les anciens bâtiments désaffectés, après leur avoir fait subir des transformations nécessaires. Il était difficile,

(1) En marge : « Ouvrir les portes pour le blé et pour ce pays là. »

Comme les nouveaux convertis de Clairac faisaient presque à eux seuls tout le commerce des grains, il s'était répandu à Bordeaux un bruit qu'ils accaparaient les blés. M. de Bezons l'avait démenti, le 29 mars et le 10 avril, mais en constatant que les approvisionnements de la province n'iraient pas jusqu'au mois d'août et que la disette se faisait déjà sentir en Périgord et dans tous les pays du Marsan, Dax et Bayonne.

on le comprend, de faire un monument d'architecture, en entrant dans cette voie toute d'économie et de sagesse administratives. On a fait, du moins, un édifice pratique et, somme toute, heureusement aménagé, dont l'inauguration a été célébrée, le 14 février dernier, sous la présidence de M. le Ministre de l'Agriculture.

Dans cette solennité probablement tumultueuse, peut-être étaient-ils plus nombreux qu'on ne pense, ceux qui, dans la foule, connaissaient l'histoire de ces pierres et, en traversant ces salles et ces squares, se souvenaient du passé : les choses, en vieillissant, prennent une âme qui remue longtemps l'âme populaire. Ce qui est certain, c'est que bien peu purent éprouver l'émotion et la mélancolie qui se dégageaient de cette visite, au même degré que M. l'abbé Goulard. A chaque détour, sous ses pas, les physionomies disparues devaient réapparaître, se prolongeant sur une longueur de deux siècles, depuis celles des Cordeliers qui, les premiers, transformèrent ces terrains vagues jusqu'alors sans histoire en de magnifiques jardins ; depuis celles des Dames de la Foi qui, en 1694, y construisirent un établissement scolaire pour l'instruction gratuite des enfants du peuple, jusqu'à celles des religieuses de Sainte-Marthe qui y passèrent les dernières, en y laissant un parfum de dévouement et de vertu, émané de leur ministère hospitalier.

M. l'abbé Goulard a ressuscité, pour nous, ce long passé. On ne résume pas un livre comme le sien, tout en faits, en dates et en documents. Il faut le lire page par page ; et lorsque, sur le dernier feuillet, on s'arrête pour se recueillir, on éprouve une impression qui rabat de notre orgueil. L'antique charité peut, sans crainte, affronter la comparaison avec la solidarité contemporaine. Nous avons encore à faire pour égaler les services qu'elle a rendus et qu'attestent les vieux papiers jaunis par le temps, endormis dans nos archives locales. Ce n'est pas à dire que dans cette monographie d'une œuvre que côtoyèrent les hommes pendant deux siècles, il ne se rencontre, à de certains moments, comme une perspective sur les faiblesses et les égoïsmes de l'humanité. Ces défaillances elles-mêmes sont instructives et renferment une leçon. Il y a, en particulier, une petite querelle de médecins, qui aurait certainement fait la joie de Molière. Mais leur science et leur dévouement se détachent assez sur l'ensemble pour conserver intactes notre estime et notre admiration.

La Société m'en voudrait de ne pas lui signaler une erreur que relève M. l'abbé Goulard au sujet de J. Prunis. La *Bibliographie du Périgord* (t. III, p. 43), fixe la date de son arrivée à Bergerac, comme sous-préfet, à 1803. C'est à tort. Le 4 prairial an IX (24 mai 1801), il était déjà en exercice, puisqu'il signa un arrêté relatif à l'administration de l'hospice. M. l'abbé Goulard m'en voudrait à son tour de ne pas lui signaler une erreur pres-

que insignifiante qu'il a commise lui-même. Mais de la relever, n'est-ce pas lui témoigner le soin avec lequel je l'ai lu ? Page 69, il parle de M. Durrival, curé de Sigoulès en 1809, « *doyen de Sigoulès*, » dit-il. Ce petit mot est un anachronisme. Les doyens ne furent institués, dans notre diocèse, après le Concordat, qu'en 1837, par une ordonnance de M^r Gousset, en date du 1^{er} octobre. L'office administratif rempli actuellement par les curés de canton — les *doyens* — était exercé, avant la Révolution, par des prêtres qu'on appelait archiprêtres, dans le diocèse de Périgueux, et vicaires forains dans celui de Sarlat. Leurs attributions avaient été déterminées par le concile provincial de Bordeaux de 1624, auquel assistait Mgr François de la Béraudière, l'un de nos illustres évêques périgourdins.

L'histoire du monument qui vient de devenir la *maison commune* de Bergerac, devait naturellement faire penser aux anciens Hôtels de Ville et aux anciens hôpitaux. Dans un appendice, qui complète son œuvre, M. l'abbé Goulard a jeté un coup d'œil rétrospectif sur les lieux où siégèrent successivement ces deux institutions dont l'origine remonte au moyen-âge — XIII^e et XII^e siècles, d'après les plus anciens documents. On devine, sous le texte, le tressaillement d'une fierté que légitime le glorieux passé politique et charitable de la patrie d'adoption, aimée à l'égal du pays où fut le berceau et qui conserve, comme dans un reliquaire, la poussière des aïeux.

C. PRIEUR.

Trois planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Plan du pont ancien de Terrasson ; la 2^e, le Pont ancien de Terrasson (vue de la tête amont) ; et la 3^e, idem (vue de la tête aval).

Le Gérant responsable, P. DUBOIS.

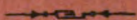
BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

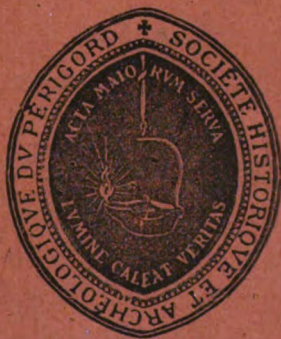
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.



TOME XXXI. — TROISIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEF.

Mai-Juin 1904.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 2^e LIVRAISON.

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 7 avril 1904.....	157
— du jeudi 5 mai	168
Marques de Tâcherons (M. Charles DURAND)	178
Etablissement d'un droit sur les poids des marchandises à Bergerac (1590) (M. Elie DE BIRAN).....	182
Bénédiction de la cloche de Sencenac en Périgord (29 mars 1669) (M. Ch. AUBLANT).....	185
Six lettres de M ^{sr} de Francheville (M. R. VILLEPELET)...	188
Prise de possession de la cure de St-Cyrice d'Aubas, par M. Mayaudon (M. G. LAFON).....	201
Sigillographie du Périgord (Notes supplémentaires (<i>suite</i>) (M. Ph. DE BOSREDON).....	203
VARIA. — Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les Intendants des Provinces (<i>suite</i>).....	217
Ordonnance du maréchal d'Albret (M. Louis DIDON..	229
Distribution de l'eau de la fontaine de Razac-sur-l'Isle	229
NÉCROLOGIE. — M. le marquis de Chantérac.....	230
— M. le comte Paul Schæffer (M. le marquis DE MARCILLAC)	232
— M. Paul Faure (M. L.).....	235

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 7 avril 1904.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, le capitaine de Béler, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, Marchadier, l'abbé Joseph Roux, Vigie et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort inopinée de deux de nos confrères : de M. le comte Paul Schæffer, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Périgueux, l'un des hommes les plus distingués de notre Compagnie, qui s'occupait de préférence d'études sociales et qui est décédé le 19 mars dernier, au château de Peyreaux, à l'âge de 52 ans ; — et de M. Paul Faure, négociant à Périgueux, qui s'était acquis une juste considération par la dignité de sa vie et son honorabilité.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les ouvrages suivants :

Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles, tome XVIII, année 1904, livraisons I et II, un fascicule in-8°, avec planches et illustrations, Bruxelles, imprimerie Vromant ;

Les beaux portefeuilles des *Archives de la Commission des Monuments historiques*, publiées par les soins de MM. de Baudot et Perrault Dabot, comprenant les fascicules 15 et 16 du tome IV, Lyonnais, Berri, Bourbonnais, Auvergne, Dauphiné, et le fascicule 17 du tome V, Périgord, Languedoc, Provence, Guyenne, Gascogne, in-folios, avec planches en héliogravures, Paris, Henri Laurens et Charles Schmid, éditeurs ;

Bibliothèque de l'Ecole des chartes, tome LXIV, cinquième et sixième livraisons, septembre-décembre 1903, un fascicule in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils ; où p. 529, dans l'article de M. Omont, sur les *Manuscripts de sir Thomas Phillips, acquis pour la Bibliothèque nationale*, est indiqué un registre relié en parchemin, des Œuvres de Brantôme ; et p. 625, est signalée une nouvelle publication de M. Chavannon, *Renaud VI de Pons, vicomte de Turenne et de Carlal, seigneur de Ribérac, etc., lieutenant du roi en Poitou, Saintonge et Angoumois, conservateur des trêves en Guyenne (vers 1348-1427)*, in-8°, Paris, Picard, 1903 ;

Bulletin et Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France, septième série, tome II^e, *Mémoires* 1901, un volume broché in-8°, avec planches, Paris, Klincksieck, libraire, 1903 ;

Bulletin de la Société pour la protection des paysages de France, deuxième année 1903, juillet à septembre n° 3, in-8° avec cinq illustrations et une carte, Paris, imprimerie Chaix ;

La Revue héraldique, historique et nobiliaire, tome XVIII, n° 3, 20 mars 1904, in-8°, Paris, rue Alphonse de Neuville, 20 ;

Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen, un volume broché in-8°, Caen, Henri Delesques, imprimeur, 1903 ;

Revue historique et archéologique du Maine, tome LIV, année 1903, second semestre, un volume broché in-8°, avec planches et gravures, Mamers, Fleury et Dangin, imprimeurs ; Le Mans, de Saint-Denis, libraire-éditeur ;

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure, année 1903, tome XLV, 2^e semestre, in-8°, Nantes, imprimerie Dugas ;

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome LIII, un volume broché in-8°, avec une carte, Limoges, imprimerie et librairie limousines Ducourtieux et Gout, 1903 ; où est publié par M. l'abbé Lecler, le *Pouillé historique du diocèse de Limoges*, manuscrit de l'abbé Joseph Nadaud (1775), qui renferme des indications instructives sur plusieurs de nos paroisses faisant anciennement partie du diocèse de Limoges ; — et la première livraison du tome LIV du même *Bulletin*, in-8°, Limoges, imprimerie et librairies limousines Ducourtieux et Gout, 1904 ; contenant une *Monographie du canton de Saint-Sulpice-les-Feuilles* par notre confrère M. Roger Drouault ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 4^e livraison 1903, octobre-novembre-décembre, in-8°, avec portrait, Tulle, imprimerie Crauffon ;

Lou Bournat dou Périgord, n^{os} 9 et 10, janvier-février, mars-avril 1904, deux plaquettes grand in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne ; contenant des articles de plusieurs de nos confrères ;

Bulletin officiel trimestriel du *Veloce-Club Périgourdin, automobile-club de la Dordogne*, n^o 1, janvier-mars 1904, in-8°, Périgueux, imprimerie Ronteix ; contenant des *Notes historiques et archéologiques sur une excursion aux bords de la Dordogne*, par M. le capitaine de Béler, et la suite du *Guide du touriste en Périgord*, par M. Louis Didon ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 31^e année, janvier-février 1904, in-8°, avec planches, Agen, Imprimerie moderne ; contenant un savant mémoire de notre confrère M. Maurice Campagne, *De l'emploi des chiffres dits arabes au moyen âge* ;

Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau, II^e série, tome 31, in-8°, Pau, V^e Léon Ribault, libraire (1903) ;

Revue des langues romanes, tome XLVII, II, mars-avril 1904, in-8°, Montpellier ;

De M. Pereira de Lima, député, à Lisbonne, son ouvrage *Iberos e Bascos*, un volume broché in-8°, avec planches, livraria Aillaud, Paris-Lisboa, 1902 ;

De M. Emile Rivière, sa brochure *La flore quaternaire des cavernes*, extrait du *Bulletin de la Société préhistorique de France*, in-8°, avec dessins, Paris, Institut de bibliographie, 1904 ;

De M. le docteur Delbès, sa brochure sur *La cécité dans les départements de la Dordogne, Charente, Lot et Corrèze*, in-8°, Périgueux, Imprimerie-lithographie Ronteix, 1903 ;

De M. Lavialle, sa brochure sur *La paroisse de Paunat*, son origine, sa prévôté, son église, in-18, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1903 ;

De M. Charles Durand, un exemplaire de son tiré à part sur papier de fil, *Porte de meuble périgourdin*, in-8°, avec planche, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1904 ;

De M. Dujarric-Descombes, sa notice sur l'*Ex libris de la famille de Besset*, in-4°, avec dessins, Mâcon, Protat frères, imprimeurs ;

De M. Charrier, le tome XII, 1737-1773, des *Jurades de la ville de Bergerac*, extrait des registres de l'Hôtel de ville, petit in-8° carré, Bergerac, Imprimerie générale du Sud-Ouest ;

De M. Laplace, économe, sept numéros du mois de mars du journal *l'Eclaireur de Bergerac*, contenant la suite de son aperçu historique sur *Le collège de Bergerac* ;

Et de M. Jules Pellisson, juge au tribunal civil de Périgueux, 18 volumes brochés in-8° des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, des années 1881, 1883, 1884-1898.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay veut bien nous envoyer sa *Revue des Autographes*, de mars, dans laquelle est indiquée une très curieuse correspondance de Jules Claretie sur ses débuts dans la littérature et où il parle de Béranger, Victor Hugo, François-Victor Hugo, Arthur Arnould, Jules Favre, Lockroy, Rochefort, Vallès, etc., et de ses ouvrages *Robert Burat* et *des Gueux*, que la censure vient de lui rendre sans changer une virgule.

M. l'abbé CINIER, élu membre titulaire dans la dernière séance, adresse ses remerciements à la Société, et M. l'abbé

Joseph Roux, présent, exprime aussi les siens pour la même raison.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend que la Société archéologique du Limousin, qui veut élever un monument sur sa tombe à son regretté secrétaire général, Louis Guibert, correspondant de l'Institut, pour honorer sa mémoire, fait appel au concours de tous pour cet hommage à rendre à l'érudit, à l'écrivain, à l'homme de bien et de caractère dont les mérites ont été unanimement proclamés.

Sur sa proposition, l'assemblée vote une somme de vingt francs pour contribuer à l'érection du monument projeté.

M. BAYLE met sous nos yeux trois menus objets, provenant des terres retirées de la grotte sépulcrale de Campniac, qui sont un grain de collier, une rondelle en terre, et une coquille maritime percée.

M. FÉAUX met également sous nos yeux un vase en terre qui a été recueilli et est offert au Musée par M. Sureau, agent voyer à Ribérac, et il nous donne en même temps communication d'une lettre de M. DE MONTEIL qui nous fournit des indications sur la provenance de l'objet.

« Les journaux locaux, lui écrit-il, ayant annoncé la découverte de sépultures anciennes à Saint-Martial de Dronne, je m'y suis rendu avec l'intention de recueillir sur place, si possible, quelques débris intéressants, tout au moins des renseignements. Or j'ai appris par M. Sureau, agent-voyer, qu'il venait de vous adresser une poterie à peu près intacte ; je ne sais si, en même temps, on vous a dit dans quelles conditions elle avait été recueillie ; permettez-moi de vous écrire en deux mots le peu que j'ai pu en savoir et vous jugerez s'il y a lieu d'en faire part à notre Société.

» A cinq cents mètres de Saint-Martial, à l'Est, un terrain situé en bordure de la voie ferrée est exploité comme carrière de silex. C'est là que des ouvriers au travail découvrirent non point des sarcophages rangés de façon à conclure qu'il y avait eu là un lieu de sépulture, mais des débris d'ossements épars. Un seul squelette entier fut trouvé, replié sur lui même, à 2 mètres environ de profondeur, sans vestiges

de cercueil, recouvert seulement d'une dalle ayant la forme d'un demi-fût de colonne, en pierre meulière ; au dire d'un témoin il ne resterait actuellement qu'un fragment, de 0 m. 50 environ de longueur, de cette pierre; brisée au moment de sa mise à jour, ce que confirme la cassure brillante et d'aspect récent. Non loin de là, mélangés aux silex, de nombreux fragments de briques et tuiles romaines à rebords. Il paraît même que l'on aurait rencontré, au cours des déblais, une sorte de caisse formée de tuiles à rebords, également recouverte de tuiles placées horizontalement. On supposa que c'était là une sépulture, mais l'intérieur ne contenait que des terres, sans trace d'ossements. Quant aux poteries, elles furent rencontrées non pas à côté des ossements, mais mélangées aux terres et aux graviers, et l'on ne peut affirmer qu'elles aient fait partie d'un mobilier funéraire. Il en fut trouvé plusieurs à peu près intactes, elles sont maintenant ou brisées ou dispersées, je n'ai pu en retrouver que des fragments en différentes mains.

» Le terrain en question n'est pas éloigné de la belle tour romaine de la Rigale ; il n'est donc pas étonnant d'y trouver des briques et tuiles de la même époque ; mais, en outre, il est coupé à différentes profondeurs par des restes de murs et de voies d'une époque plus récente. Un des habitants du voisinage, après nous avoir fourni quelques explications, ajouta qu'il y avait eu près de là « *dans l'ancien temps, une grande ville* ». Curieuse persistance des traditions populaires. Il est évident qu'un jour ou l'autre les abords de la tour de la Rigale nous livreront d'intéressantes découvertes. Ces jours derniers, un laboureur, qui traçait son sillon dans les champs voisins nous disait que sur un grand espace, le soc de sa charrue portait sur un fond uni et régulier comme un sol en ciment. »

On sait en effet que là où l'on croit voir dans les campagnes le souvenir d'une grande ville était l'emplacement de quelque villa de l'époque gallo-romaine.

L'assemblée remercie M. de Monteil de son intéressante communication.

M. Alcide DUVERNEUIL veut bien offrir aussi au Musée la

brique romane ornée, trouvée à Saint-Michel de Montaigne et dont il a publié une photographie dans notre tome XXVII, année 1900, p. 438.

M. le Conservateur du Musée remercie les deux donateurs précités.

M. LE PRÉSIDENT nous communique une délibération du 20 mars dernier du conseil municipal de Terrasson, qu'on ne saurait trop louer, tendant au classement, comme monument historique, de son pont ancien sur la Vézère, et votant une somme de 3.000 francs, mise à la disposition du Ministre des Beaux-Arts pour les réparations urgentes à y faire, une fois le classement obtenu.

La délibération se termine par un vote de remerciements à notre vice-président M. Charles Durand et à notre confrère M. Beudet-Vitel, pour la science et le zèle que l'un et l'autre ont mis à poursuivre la réalisation de ce projet de classement.

M. Robert VILLEPELET nous envoie le texte d'un arrêt du Conseil des finances du 17 août 1606, concernant la navigabilité de la Vézère. Henri IV et Sully s'occupaient alors de créer des débouchés aux produits du Limousin. Après avoir doté cette province d'une voie de communication par la Vienne sur la région de la Loire, on voulut aussi lui ouvrir un accès sur le Périgord, la Guyenne et son littoral, en rendant la Vézère navigable jusqu'à son confluent avec la Dordogne. Au moment où la proposition en fut faite en 1606, l'entreprise parut trop lourde pour les finances royales.

Cette pièce sera publiée.

M. Vigré nous entretient ensuite de la continuation de ses recherches sur les anciennes coutumes des bastides ou villes neuves du Sud-Ouest. Il les retrouve partout les mêmes : celles données d'abord par Alphonse de Poitiers que copient les rois d'Angleterre de qui les acceptent plus tard les rois de France. Il nous cite les textes des coutumes de notre région qu'il retrouve à peu près les mêmes du côté de Toulouse et jusque dans l'Aveyron.

Au cours de ses recherches, notre érudit confrère a découvert, dans les *Rôles gascons* publiés par M. Charles Bémont,

les noms de trois sénéchaux du Périgord qui ont été omis par M. de Bosredon sur sa liste.

M. Charles AUBLANT dépose sur le bureau deux fragments de papier, fort endommagés par l'humidité et qu'il a recueillis dans les ruines de ce petit repaire de la rue Milord qu'on démolit en ce moment pour prévenir tout accident. L'un représente quelques feuillets d'un livre de François Patrizzi, évêque de Gaëte, né à Sienne, mort en 1494, auteur du *De institutione reipublicæ*, 1519 (Paris ?), traduit en français par La Mouchetière, 1520, in-folio.

L'autre fragment est une thèse de Philippe Fondou de Lafaye, de 1732.

Notre savant confrère M. BERTHELÉ nous envoie le chapitre III de son introduction à l'ouvrage sur les cloches du Périgord, qu'il prépare avec la collaboration de M. le chanoine Brugière. Ce chapitre traite de l'épigraphie.

III. — EPIGRAPHIE. — Il y examine les éléments : 1° d'ordre religieux et général ; 2° d'ordre historique et local, composant les inscriptions campanaires.

» Dieu : — la formule *Vox Domini sonat* ; — formules laudatives, supplicatives et acclamatives ; — *Te Deum laudamus* ; — *Sit nomen Domini benedictum* ; — formules diverses. — La Trinité. — Dieu et la Vierge.

» Jésus : — les formules *Verbum caro factum est* et *Christus vincit, Christus regnat*, etc. ; — dévotions au nom de Jésus, à Jésus dans l'eucharistie et au Sacré Cœur de Jésus. — La formule *Jesus Maria*. — La Sainte Famille et la formule *Jesus Maria Joseph*.

» La Vierge seule : — *l'Ave Maria* ; — invocations à Marie, en général et à l'état localisé ; — dévotions diverses, l'Immaculée Conception, l'Assomption, N.-D. du Mont-Carmel, N.-D. de Lourdes, etc.

» Saints et Saintes : — formules diverses : — saints divers honorés en Périgord ; — saints locaux et saints localisés ; — saints associés.

» Formules religieuses diverses : — textes dogmatiques et moraux ; — foi et espérance ; — vie chrétienne et vie future.

» Usages ecclésiastiques des cloches : — la formule *Laudo Deum verum, plebem voco*, etc, et ses variantes ; — l'appel du peuple chrétien aux offices.

» Vertus des cloches d'église ; -- vertu générale et vertus spéciales ; — protection contre les démons ; — protection contre l'orage ; — formules diverses ; — invocations préservatrices.

» Usages civils des cloches : — assemblées communales, retraite, tocsin, etc. — Sonneries funèbres démesurées.

» Cloches de fermes et cloches de châteaux. »

L'assemblée exprime le désir que le volume de la monographie des cloches du Périgord soit bientôt prêt pour l'impression.

M. HERMANN nous adresse un placard enjoignant aux collecteurs de la paroisse de Saint-Rabier de percevoir, en 1684, pour la taille, la somme de 1750 livres qui sera payée es mains de M^e Jean Ardouin, conseiller du Roi, receveur des tailles en l'Election de Sarlat, et il l'accompagne de réflexions sur l'établissement et la perception des impositions royales en 1684, la répartition par paroisse, le mode de paiement, les assésurs collecteurs, contribuables aux tailles, les dispositions relatives aux biens des privilégiés, les exemptions pour cause d'offices, la confection des rôles, les taxes d'office, le défaut de confection du rôle, la vérification, l'exécution du rôle et les réclamations, et enfin les porteurs de contraintes.

Notre confrère joint à son envoi la copie d'une donation faite, le 4 juin 1721, aux Cordeliers d'Excideuil, par Bernard Condamy, marchand, et Marguerite Andrieux, sa femme, du bourg de Saint-Martial-d'Albarède, de la somme de 600 livres à eux dues par divers particuliers désignés, à la charge par les Cordeliers de dire, annuellement, quatre services pour le repos des âmes des donateurs et de leurs parents et amis, et quatre messes à chaque mercredi des Quatre Temps.

Les deux pièces sont données aux Archives : M. l'Archiviste départemental remercie.

M. DUJARRIC-DESCOMBES demande ensuite quel est le Périgourdin désigné par la *Gazette de France*, dans le fait men-

tionné, en ces termes, à la date du 7 juillet 1674, dans les tables de ce journal :

Le sieur d'Arly, gentilhomme du Périgord, se distingue beaucoup dans la poursuite des Espagnols au delà de Villefranche en Roussillon et surtout à la prise d'Olette.

Aucun de nos confrères ne connaît ce nom en Périgord.

M. le capitaine DE BÉLER nous rappelle que dans une notice publiée au tome XXIV de notre *Bulletin*, M. de Froidefond, notre érudit et très regretté vice-président considérait comme presque certaine la parenté des Girard de Langlade, et d'un personnage bien connu du XVII^e siècle, Jacques de Langlade, baron de Sommières.

« La preuve en est faite aujourd'hui, nous dit-il : notre confrère, M. de Langlade, au cours d'un classement de papiers anciens, a trouvé un acte probant. On lit, en effet, dans le dossier d'un procès plaidé en 1656, au Parlement de Bordeaux, que : Raymond de Langlade, sieur de La Batut, avait affirmé sa propriété d'Eylac, à un sieur Jean Fayolle, bourgeois de Périgueux, la somme de 900 livres. A la troisième année, bien que la ferme eût été payée d'avance, Geoffroy de Langlade, fils de Raymond, avait expulsé le dit Fayolle, sous prétexte qu'il dégradait la propriété. Procès, condamnation et transaction enfin à Bordeaux le 7^e de mars 1656. Au bas de l'acte, il est écrit :

Et pour plus ample assurance du contenu du présent acte, a été présent : M^r M^e Simon de Langlade, conseiller du Roi, en ses conseils d'état et privé, maître d'hôtel et intendant de la maison de M^{te} le Prince, habitant dudit Bordeaux, paroisse Saint-Eloy, lequel à la prière et réquisition du sieur Langlade, son cousin, s'est volontairement rendu plègue, caution et principal respondant de payer pour ledit sieur de Langlade, en cas que le dict Fayolle soit troublé.

« La notice déjà citée nous ayant fait connaître que ce Simon de Langlade était le père de Jacques, baron de Sommières, la parenté des Girard de Langlade, avec ce dernier, ne fait plus de doute.

Enfin M. BAYLE veut bien nous donner d'intéressantes indications sur les anciennes milices du Périgord.

« On sait que Louvois, nous dit-il, à défaut d'armée nationale, essaya pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg de ressusciter les milices de la vieille monarchie : l'ordonnance du 9 décembre 1688 décréta la levée de trente régiments provinciaux.

» Les archives communales donnent quelques détails sur la levée, l'équipement et la solde de ces troupes, en ce qui concerne Périgueux ; mais c'est avec les minutes de notaires qu'on étudie le mieux cette institution, surtout dans les campagnes. On voit que dans chaque paroisse les syndics nomment d'office un soldat qui doit être agréé par « MM. de la Compagnie »

» Les minutes Courteys (Arch. départementales, série E), contiennent plusieurs actes relatifs au *Régiment de Périgord* formé le 6 décembre 1690 à dix compagnies et qui fit avec le maréchal de Luxembourg la campagne de Flandre.

» Nous avons trouvé dans ces minutes les noms *inédits* de trois capitaines de compagnies : Henry de Lardimalie ; Foucaud de Pontbriand de la Besse ; de Cézac de Vertiol.

» Notre province est une terre de soldats ; même en dehors du service forcé dans la milice, le Périgourdin s'en va facilement « à l'armée du Roy », bien que la prime d'engagement ne soit pas grosse.

Le 5 novembre 1688, s'est présenté au château de la Besse, paroisse de Milhac, Jean Guinot, et est enrôlé dans la C^{ie} de M. le comte, et luy a promis 2 escus blans.

Le même jour s'est présenté Pierre Gautier, fils à M^e Durand, chirurgien, enrôlé pour 5 ans, et luy a esté promis 5 livres.

» Avant de partir, le soldat paysan n'oublie pas de faire son testament conditionnel. Nous en citerons un exemple :

Du 8 avril 1680.

Jean Boussavit, m^e maréchal à La Douze, nous a déclaré sen vouloir aller à l'armée au service du Roy, dans la compagnie de cavallerie dudit Sgr marquis ; à cette cauze, de son bon gré et vollonté, il lègue à chacun de ses frère et sœur 5 livres payables après son décès ; plus donne à sa sœur Jeanne un plat et s'en pourra servir jusques à son retour, et de tous ses autres biens fait donation pure et simple à Théophile, son frère aîné, à la réserve que sy Dieu lui fait la grâce de

revenir, de reprendre lesdits biens. Que M. St-Jean, mon patron, prie pour moy.

Signé : COURTEYS, not^{re} royal.

M. le comte Gaston de Roffignac offre à M. LE PRÉSIDENT, qui veut bien la donner aux Archives départementales, une pièce sur parchemin, du 7 décembre 1736, de quatre pages, dont deux à l'intérieur sont recouvertes d'un papier transparent, et qui est l'acte reçu par M^e Banchereau, notaire à Bordeaux, de la vente de l'office de conseiller clerc au Parlement de Guyenne, pour la somme de 16.000 livres, par messire Jean-Baptiste-Michel de Montaigne, chevalier, seigneur de Beauséjour sur Dordogne, à messire Jean Joseph Souc de Plancher, prêtre, seigneur abbé de Saint-Astier.

M. l'Archiviste départemental exprime sa reconnaissance à M. G. de Roffignac.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{rs} DE FAYOLLE.



Séance du jeudi 5 mai 1904.

Présidence de M. DUJARRIC-DESCOMBES
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Ch. Durand, Féaux, le colonel de Montifault et Ch. Aublant.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la double perte que notre Société vient de faire en la personne de M. le comte Martial de Roffignac, et celle de M. Léonard-Fernand Gilles-Lagrange :

« M. de Roffignac, décédé au Castel Fadèze, le 16 avril dernier, avait tenu à témoigner l'intérêt qu'il portait à nos tra-

vaux, soit en y prenant une part effective, soit en venant, malgré son éloignement, assister parfois à nos séances.

« On appréciait aussi son talent de sculpteur, dont il avait fait bénéficier la Société, en lui offrant le buste en terre de notre second président, M. Michel Hardy, actuellement au Musée de Périgueux.

« Enfin, on ne doit point passer sous silence que M. de Roffignac avait fait vaillamment son devoir pendant la guerre de 1870-1871, en qualité de lieutenant au 3^{me} bataillon des mobiles de la Dordogne. M. Dujarric-Descombes, qui servait alors sous ses ordres comme sergent dans sa compagnie, rend hommage au mérite de l'officier.

« M. Gilles-Lagrange appartenait à une ancienne famille de notaires de Périgueux. Il y a exercé lui-même, avec la plus grande distinction, les fonctions notariales. Depuis plusieurs mois, il s'était retiré dans la commune de Chancelade, dont il était maire : il y est mort le 1^{er} mai, laissant une réputation incontestable d'honneur et d'intégrité.

« Nous savons combien nos traditions périgourdines étaient chères à son cœur. Il a donné une preuve de l'intérêt qu'il prenait à notre histoire provinciale, en faisant don aux Archives de la Dordogne des minutes de son étude antérieures à 1790, exemple qui n'a rencontré encore chez les notaires du département que de rares imitateurs.

« M. Gilles-Lagrange avait été honoré, en 1864, de la croix de chevalier de la Légion d'honneur, lors du grand incendie de Limoges, où il commandait la compagnie des sapeurs-pompiers de notre ville. »

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

Selon un pieux usage, une notice nécrologique sera consacrée dans le *Bulletin* à ces deux regrettés confrères.

Puis, M. DUJARRIC-DESCOMBES présente les excuses de notre distingué président, M. le marquis de Fayolle, agréablement empêché de ne pouvoir présider la séance par un long voyage qu'il fait en ce moment en Italie ; et celles de notre érudit secrétaire-général, M. Villepelet, peut-être un peu moins agréablement retenu loin de nous par une fatigante tournée d'inspection d'archives communales.

Se font également excuser de ne pouvoir assister à notre réunion : MM. Ed. Lespinas, Elie de Biran et Antony Délugin.

Notre bibliothèque a reçu, depuis la dernière séance, les ouvrages suivants :

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1903, 4^e trimestre, un fascicule in-8° avec planches, Amiens, Yvert et Tellier, 1904 ;

Comptes rendus des séances de l'année 1903, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, bulletin de novembre-décembre, Paris, Alphonse Picard et fils 1903, in-8° ;

Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, 3^e livraison, in-8°, année 1903, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur, 1904 ;

La Revue héraldique, historique et nobiliaire, tome XVIII, 4^e série, avril 1904, in-8°, Paris, rue Alphonse de Neuville, 20 ;

Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France, année 1903, Paris, C. Klincksieck, in-8° ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais tome xxii, premier trimestre 1904, un fascicule avec planches, Fontainebleau, Maurice Bourges, 1904, in-8° ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome xiii, 2^e, 3^e et 4^e trimestres de 1903, un fascicule in-8° avec planches, Paris, Lechevalier, et Orléans, Marcel Marron, libraires-éditeurs, 1903 ;

Mémoires de la Société Eduenne, nouvelle série, tome xxxi, Autun, Dejussieu père et fils, 1903, un volume in-8° ; contenant p. 345 et suivantes une étude de M. A. de Charmasse : *Deux documents inédits sur Talleyrand, évêque* ;

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, deuxième série, tome ix, quatrième trimestre de 1903 (octobre, novembre, décembre), un fascicule in-8°, Poitiers, J. Lévrier et G. Bonamy, libraires-éditeurs, 1904 ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, tome xxv, 1^{re} livraison, in-8° avec planches (janvier-mars 1904), Brive, Marcel Roche ;

Revue Cévenole, bulletin de la Société scientifique et littéraire d'Alais, septembre-décembre 1902, un fascicule in-8° ; Alais, Montée du Bosquet de la Maréchale, 5, 1902 ;

Annales du Midi, 16^e année, n° 62, avril 1904, in-8° ; Toulouse, imp. et librairie Edouard Privat ;

M. LE PRÉSIDENT y signale, p. 236, un article de M. Jeanroy sur la publication, par M. Boudet, des *Registres consulaires de Saint-Flour, en langue romane (1376-1405)*. A cette occasion, il rappelle que les archives municipales de Périgueux sont, aussi, très riches en documents de cette époque, tant au point de vue de la langue qu'au point de vue de l'histoire périgourdine, et il demande à M. Durand, récemment élu conseiller municipal, d'user de ses nouvelles fonctions pour hâter, si possible, la publication de ces précieux documents ou, tout au moins, pour en assurer l'absolue conservation.

Notre studieux vice-président, qui en connaît et en apprécie toute l'importance, répond qu'il fera, dans ce sens, tout ce qui dépendra de lui.

De M. Laplace, économe au collège, trois numéros du journal *L'Eclaireur de Bergerac*, des 30 mars, 20 et 27 avril derniers, contenant la suite de son aperçu historique sur le collège de Bergerac ;

De M. Gustave Chauvet, sa brochure : *Vieilles lampes charentaises*, Angoulême, Coquemard et C^{ie}, 1904, in-8° ;

De M. Dujarric-Descombes, sa brochure *Les Epizooties en Périgord*, in 8°, Périgueux imprimerie D. Joucla, 1904, et deux numéros du *Journal de la Dordogne*, le premier, du 5 avril contenant son article sur le nouveau recueil de poésies de notre compatriote M. le capitaine Albin Sabatier : *Au pays de la mer* ; le second, du 20 du même mois, où se trouve son article bibliographique sur un poème en langue périgourdine de notre concitoyen M. Laronde : *De lo necessita de fâ dôus vars patois* ;

De M. Ch. Durand, un exemplaire de son tiré à part sur papier de fil : *Pont ancien de Terrasson*, in 8° avec planches, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1904.

A propos de cette brochure, M. LE PRÉSIDENT fait ressortir l'importance de cette savante et consciencieuse étude ; il

félicite et remercie M. Durand de donner à notre *Bulletin* des travaux de cette valeur et propose, à l'assemblée, un vote de félicitations. Les membres présents se font un vrai plaisir d'acquiescer au désir de M. le Président et votent de sincères félicitations à notre distingué confrère.

Des remerciements sont également votés à tous les donateurs.

M. FÉAUX nous annonce, pour la prochaine réunion, la communication d'une note de M. Chauvet, répondant aux observations présentées par notre sagace confrère sur la méthode préconisée par M. le Président de la Société archéologique de la Charente, à savoir : l'analyse des bronzes antiques pour en reconnaître la plus ou moins grande ancienneté.

Notre Société suivra, toujours avec intérêt, les observations présentées, de part et d'autre, sur ce nouveau mode de chronologie préhistorique.

M. DURAND nous donne ensuite lecture d'un intéressant travail sur les marques faites aux pierres de taille de la petite église romane S^t Jean, à Chancelade, par les ouvriers qui les taillèrent lors de la construction du monument.

Ces signes, gravés sur chaque pierre de l'édifice, passent généralement inaperçus du passant ou du touriste ; ils représentent des sortes de figures géométriques, des tridents, de grossières figurations d'oiseaux, etc. Avec ces différentes marques, appartenant chacune à un tailleur de pierre, on pourrait retrouver le nombre de ceux qui collaborèrent à l'édification de cette chapelle et suivre, peut-être, leurs pérégrinations dans le Périgord, sur les chantiers ouverts à cette époque.

C'est la première fois, croyons-nous, qu'on relève et signale, dans notre département, ces sortes de signatures primitives qui doivent, elles ou d'autres, probablement exister sur les pierres de bien d'autres monuments de notre pays, pour ne parler que de lui.

M. Durand a soigneusement pris un moulage de ces différentes marques, et une planche, reproduisant ces dessins, accompagnera son texte, qui sera publié dans notre *Bulletin*.

M. le chanoine BRUGIÈRE nous lit aussi quelques pages du chapitre IV de l'*Exploration campanaire du Périgord*, intitulé

Paléographie. Comme préliminaire à cette lecture, il nous dit qu'il a envoyé à M. Joseph Berthelé le moulage de la cloche de St-Julien de Castelnaud.

Dans l'accusé de réception, son savant collaborateur lui écrit : « — Je suis *abasourdi* et *ravi* !!! La cloche de St-Julien de Castelnaud a son inscription faite de filets de cire roulés à la main, comme la cloche de Fontenailles (1202). Celle-là et la cloche de Lavilledieu, cela fait pour le Périgord deux pièces campanaires de premier ordre..... »

« Chapitre IV. **Paléographie.** Les plus anciennes inscriptions campanaires fondues qui nous soient parvenues sont d'une technique particulière, qui les différencie très nettement de toutes celles des époques postérieures. Leurs lettres ont été établies au moyen de filets de cire très minces roulés à la main. Plus tard, on employa pour la confection des lettres des matrices gravées. Le specimen qu'on pourrait appeler « classique », des inscriptions campanaires, en filet roulé à la main, est la cloche de Fontenailles (conservée au Musée de Bayeux, qui est datée de 1202).

» Sur la cloche de Moissac, fondue en 1273, et détruite en 1845, on trouvait le procédé archaïque des filets roulés à la main et le procédé nouveau (encore en usage aujourd'hui), des lettres moulées d'après une matrice.

» La cloche de Saint-Julien-de Castelnaud, que l'*Exploration campanaire du Périgord* va faire connaître d'une façon très précise aux archéologues, n'est pas moins importante que la cloche de Fontenailles. Au point de vue spécial de la technique, elle est même d'un travail plus complexe et plus intéressant. Elle manque malheureusement d'une date précise, et à cet égard, la cloche de Fontenailles garde sa supériorité de monument à date certaine.

» Il est probable que la cloche aujourd'hui conservée à Saint-Julien-de Castelnaud n'a pas été fondue pour cette paroisse. Elle porte en effet une invocation à Sainte-Marie-Madeleine.

✠ S MARIA : MAGDALENA †

ORA : P : NOB :

« La forme des lettres de cette inscription n'est pas moins caractéristique du *xiii^e* siècle que leur facture.

» On y trouve juxtaposées : 1° une M capitale (dans *Magdalena*) et une onciale (dans *Maria*); 2° une N capitale (dans *Nobis*) et une N onciale (dans *Magdalena*). Ce mélange de capitales et d'onciales se constate dans les inscriptions lapidaires de la même époque, notamment dans celle des Jacobins de Limoges, qui offre les dates de 1241 et de 1247.

» (L'abbé Texier, *Manuel d'Épigraphie*, suivi du *Recueil des inscriptions du Limousin*, Poitiers, 1851. Extrait des *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, pp. 174 à 178, art. 112, et planches hors texte, n° 19).

» Après avoir employé la majuscule gothique d'abord à l'état de filets de cire roulés à la main, comme sur la cloche de Saint-Julien-de-Castelnaud, ensuite à l'état de lettres établies au moyen d'une matrice gravée, l'épigraphie campanaire est passée, comme l'épigraphie lapidaire, à la minuscule gothique. C'est cette dernière que nous trouvons en deux formats différents, sur la cloche de la cathédrale de Sarlat, fondue en 1531.

» Il serait assez difficile de déterminer à quelle date précise, dans le courant du *xv^e* siècle, ont apparu en Périgord les capitales romaines qui devaient détrôner les caractères gothiques et qui sont encore en usage aujourd'hui. Ce qui n'est pas douteux, c'est qu'en Périgord, comme ailleurs, le type gothique a coexisté parallèlement au type nouveau pendant un certain temps. Ce qui n'est pas douteux non plus, c'est que, en Périgord, comme ailleurs, le type gothique a persisté plus longtemps dans l'épigraphie campanaire que dans l'épigraphie lapidaire... »

Après cette lecture, qui est écoutée avec intérêt, l'assemblée exprime, de nouveau, le désir de voir bientôt cet important travail prêt pour l'impression.

Puis, M. LE PRÉSIDENT nous dit qu'à « propos de la communication faite à une de nos dernières séances par M. de Bosredon, sur les ouvrages de polémique religieuse du pasteur Jean Boutin, de Bergerac, M. Clément-Simon, qui les avait

indiqués dans une étude sur le P. Martin, de Brive, lui a écrit pour compléter les renseignements donnés, en rappelant que notre compatriote Boutin, étudiant à Genève en 1629, avait été successivement ministre à Lanquais et Clairac en 1637; à Turenne, de 1650 à 1660 et à Tournon, de 1660 à 1671.

« Au sujet de la polémique que ce dernier engagea avec le P. Martial et le seigneur de Cosnac sur des questions théologiques, M. Clément-Simon ajoute qu'il possède, dans le même genre, un opuscule d'une excessive rareté, sorti, presque à la même époque, de l'atelier typographique d'Alvitre, de Brive, où avait été imprimée la *Défense* de François de Cosnac. En voici le titre transcrit par lui :

Conférence faite par rencontre dans la ville de Bergerac et maison de Monsieur de Chillaud, conseiller du Roy en tous ses conseils et lieutenant-général de ladite ville, en sa présence, et de M. Jacques Prioreau, conseiller procureur du Roy, et de sieur Ceyrolle, prestre, curé de lad. ville et autres soubsignez, entre Mons. de la Motte de Roffigniac, prestre, docteur en théologie, etc, et le sieur Barbussy, ministre de lad. ville, à Bergerac, le 1 d'avril 1662.

Petit in-4°, 14 pp. sur la dernière page : « Achévé d'imprimer ce 4° jour du mois de may à Brive par A. Alvistre.

« Sous la signature : *Un bibliophile corrèzien*, M. Clément-Simon, dans le *Bibliophile Limousin* (octobre 1903), expose que l'évêque de Sarlat avait désigné le missionnaire Henri de Roffignac de La Motte, pour prêcher le carême de 1662 à Castillonnet. La seconde hérétique qu'il y convertit demandait qu'il y eût une conférence avec le ministre Royères, natif de Bergerac ; mais celui-ci n'accepta pas le débat. Roffignac se rendit alors en cette ville et invita le ministre du lieu à une conférence publique. C'était le sieur Arbussi « qui passe dans la secte pour le transcendant des ministres de France ». La conférence dura cinq heures.

« Roffignac prétendait prouver que « la bible de Genève est altérée, corrompue, falsifiée, changée et contraire aux premières versions de la même bible de Genève ». Dans cette manière de procès-verbal de l'entretien des deux adversaires, chacun présente son argument et l'appuie de sa signature, ainsi que les réponses et les répliques. Finalement, c'est le

missionnaire qui a le dernier mot et se décerne la victoire. Cette conclusion est ratifiée officiellement par le lieutenant-général. Ce qu'il y a de piquant, remarque M. Clément Simon, c'est que le ministre Arbussi se convertit quelque temps après à la religion catholique ».

M. LE PRÉSIDENT fait observer qu'avant la révocation de l'édit de Nantes, des polémiques publiques mirent ainsi plus d'une fois aux prises catholiques et protestants. Un autre tournoi de ce genre avait eu lieu à Champniers-aux-Boux, le 1^{er} mars 1631 :

Les deux orateurs furent, d'un côté le P. Philippe, capucin d'Angoulême, de l'autre Daniel de Barthe, qui, après avoir été pasteur dans l'Agenais, le fut à Limoges à partir de 1619, puis de Rochechouart et Limoges à partir de 1620.

Ils entrèrent en lice au château de Champniers à la demande de M^{me} de Mayac de Villautrange, calviniste, dont le mari était catholique. Celui-ci assistait le capucin pendant que M. de Champniers servait de second au ministre. On décida, en outre, qu'il y aurait un scribe de chaque côté. Pour le P. Philippe ce fut Léonard de La Badie, pour Barthe, Ezéchiel Brabault. On discuta sur la suffisance des Ecritures qu'affirmait le ministre et sur le retranchement de la coulpe que défendait le capucin. Des deux côtés on s'attribua la victoire. Mais les protestants eurent l'idée de rendre le public juge du débat en faisant imprimer la conférence avec le sermon de Barthe, qui suivit celui du capucin. Le tout fut dédié à M. de Champniers, Henri du Lau, époux d'Henriette de Pons-Mirambeau.

« Dans le *Loysir spirituel*, de Daniel de Barthe ou *Recueil de quelques sermons prononcés en l'église de Limoges* (1633), on peut lire, pages 51-137 :

La conférence qui s'est faite entre le sieur Barthe, pasteur de l'Eglise de Limoges, et le P. Philippe, capucin d'Angoulême et père de la maison, le 1^{er} mai 1631, en laquelle est traité de la suffisance des Ecritures et du retranchement de la coupe, avec le sermon fait en suite de celui du capucin et en la présence de tous ceux qui l'accompagnaient, dédiés à très haut et puissant seigneur Henri Dulaus, baron de Champniers, seigneur de Selettes, Chambon, etc.

« On rapporte qu'après trois conférences avec Daniel de Barthe, Desse d'Aubusson, seigneur d'Auriac, abjura le catholicisme dans le consistoire de Rochechouart, le 14 juin 1643 ;

après quoi, le 30 du même mois, il épousa Claude du Lau, veuve de Gabriel de Lambertie.

« Ce pasteur fameux mourut en avril 1653. Après sa mort, Marie de Rochechouart, épouse du marquis de Pompadour, ayant chassé les religionnaires de Rochechouart, ceux-ci s'assemblèrent au château de Champniers, dont Henri Du Lau, calviniste, était seigneur, le 12 juillet suivant.

« Daniel de Barthe était l'aîné de quatre frères, qui, comme lui, s'étaient voués au ministère évangélique.

« Jérémie, mort après 1654, qui, de 1637 à 1642, fut pasteur à Lisle, où on le trouve le 9 novembre 1638, au château haut de cette localité, signant ainsi au contrat de mariage de Jean Du Lau, sr de Savignac, et d'Eléonore de Beauchamps : « J. de Barte, pasteur de l'église de Périgueux, recueilli au lieu de Lisle » ; puis, pasteur à Montignac-le-Comte et à Laforce. On cite de lui un *Sermon sur la naissance du Sauveur*, prononcé à Lisle le 23 décembre 1640, resté manuscrit, et un *Papier-Journal*, sur lequel il avait inscrit les quartiers de traitement reçus des églises de Montignac, Gabillou et Lardimalie entre 1641 et 1654, et la publication d'un fragment relatif au duc de La Force.

« Ambert, mort en mars 1653, fut, dès 1626, pasteur de Châteauneuf-la-Forêt et concurremment de Meillars et Treignac (Corrèze). Et un autre frère, dont on n'indique pas le prénom, qui abandonna la communion réformée en 1647. »

L'assemblée remercie M. le Président de son intéressante communication.

Enfin, M. Joseph DURTEUX nous envoie la copie de plusieurs lettres inédites de deux Périgourdins : M. Joseph Prunis, nommé avant la Révolution historiographe de la province de Périgord, plus tard sous-préfet de Bergerac, puis membre du Corps législatif pour le département de la Dordogne ; et Maine de Biran, le célèbre métaphysicien.

Ces documents proviennent des Archives de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, dont notre zélé confrère est le distingué archiviste. C'est là qu'il les a copiés à notre intention.

Dans ces lettres, nos deux compatriotes sollicitent, auprès de Napoléon, l'honneur d'être promus dans l'ordre de la Légion d'honneur.

Ces deux requêtes n'eurent pas le même succès ; car, vraisemblablement, Prunis mourut sans avoir obtenu la faveur qu'il désirait ; quant à Maine de Biran, sa demande faite en février 1810 fut aussitôt favorablement accueillie et, par décret du 5 mars suivant, il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur. Notre illustre compatriote ne s'arrêta pas là ; il fut en effet promu officier le 13 décembre 1814 et commandeur le 1^{er} juin 1818.

Ces documents, qu'accompagnent des notes biographiques sur les deux personnages seront publiés dans nos *Varia*.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Charles AUBLANT.

Le Président,
A. DUJARRIC-DESCOMBES.



MARQUES DE TACHERONS

Nos entrepreneurs de maçonnerie, afin de faciliter le décompte en deniers, des ouvrages à la tâche qu'exécutent les tailleurs de pierre qu'ils occupent, sont dans l'usage de leur donner un numéro matricule que ceux-ci reproduisent, à l'ardoise, sur le parement vu des pierres qu'ils ont taillées ou ouvragées. Au ravalement sur le tas, — tel qu'on le pratique aujourd'hui : — ces marques disparaissent et plus rien, alors, ne permet de reconnaître la personnalité de l'ouvrier qui a coopéré, de son labeur, à l'œuvre commune.

Certains tâcherons, toutefois, de leur propre initiative, gravent au ciseau une marque distinctive — toujours simple — sur les pierres qu'ils ont taillées ; mais cette marque, tracée sur le retour d'un joint, se trouve cachée à la pose et la main-d'œuvre de ce fait, comme dans le cas précédent, reste encore anonyme.

En agissant ainsi, il semble que ces derniers cèdent à une tradition confuse et que leurs marques, différentes de celles

admises pour dresser le décompte de leurs ouvrages et s'y ajoutant, sont une réminiscence de ce que durent pratiquer leurs devanciers.

C'est au moins ce que nous pensons pouvoir déduire de nos observations.

Il existe, en effet, dans le voisinage de Périgueux, deux monuments du ^{xii}^e siècle : l'un très remanié et dont quelques parties primitives, seulement, subsistent encore ; l'autre complet, dont chaque pierre porte, gravée, une marque de tailleur de pierre ou de tâcheron.

Le premier est l'église de Chancelade, dont la première pierre — au dire du P. Dupuy — fut posée en 1128 (1), sous l'épiscopat de Guillaume II d'Auberoche ; le second, la chapelle qui lui fait face et que consacra en 1147 — le 4 des ides d'octobre, — l'évêque Raymond III de Mareuil (2).

Ces deux monuments bâtis dans un intervalle de dix-huit ans — de 1129 à 1147 — par l'abbaye de Chancelade, sont romans et leurs murs — suivant la méthode de construction de cette époque — comprennent deux parements de pierre de taille formant carreaux d'épaisseur à peu près égale, reliés entr'eux par un blocage de maçonnerie de moëllons.

(1) Ou en 1129, d'après la *Gallia Christiana*, t. II, col. 1464.

(2) *L'Estat de l'Eglise du Périgord*, par le R. P. Dupuy, recollect, 1629.

Un troisième monument : la chapelle de Merlandes, fondée vers 1139 par Elie Audoin, second abbé de Chancelade, a dû présenter la même particularité. Mais les remaniements importants qu'ont subis ses parements extérieurs, l'état de dégradation dans lequel ils se trouvent, leur envahissement par les lichens et le lierre et, par surcroît, les badigeons qui ont extraordinairement empâté les faces intérieures, ont rendu nos recherches fort difficiles et incertaines.

Nous n'avons relevé que quelques marques frustes, un trident, notamment ; mais ces indices suffisent, pensons-nous, à corroborer notre opinion.

Au surplus, ces monuments ne sont pas les seuls qui, dans notre région, portent gravées sur leurs parements, des marques analogues. Sur les bases romanes de l'abside de l'église de la Cité, à Périgueux, sont, en effet, visibles d'intéressants graffites que tracèrent leurs tâcherons et nous pensons que tous nos édifices de même architecture en présentent autant. C'est ce qu'une étude de détail nous permettra — ainsi que nous l'espérons — d'établir plus positivement un jour.

Ce sont les pierres de ce double parement, régulièrement appareillé, qui — partout où il a été conservé — portent gravées — généralement dans un angle — les marques de tâcherons dont nous avons soigneusement relevé les empreintes et dont nous annexons à la présente note le *fac-simile* en grandeur naturelle.

Celles-ci représentent des volatiles aux singuliers contours, des tridents de diverses formes, des traits simples ou formant par leur réunion, certaines lettres ou figures géométriques ; elles pourraient, en en dressant un état détaillé, non seulement indiquer le nombre des tâcherons qui coopérèrent à l'œuvre, mais encore la quantité de pierres que chacun d'eux tailla.

Ces marques, toutefois, ne se découvrent que difficilement à l'intérieur, tant les enduits ou badigeons successivement superposés, les ont recouvertes et empâtées ; à l'extérieur on les retrouve aisément partout où les parements — abrités des gelées ou des intempéries et que les lichens n'ont pas envahis -- ont été sensiblement conservés en leur primitif état.

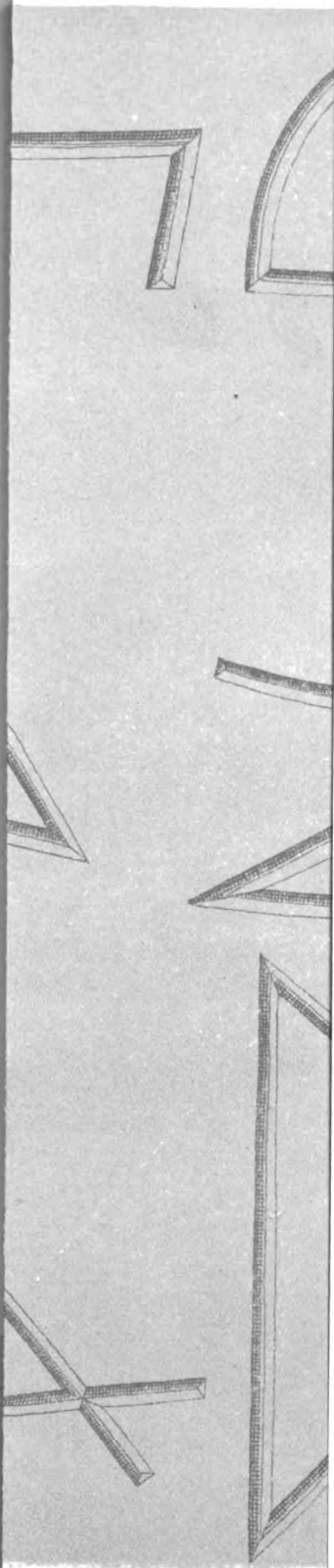
Dans la plupart des édifices du midi de la France appartenant à l'époque romane, on trouve — dit M. de Caumont (1) — des figures diverses, très variées, dont quelques-unes ressemblent à des lettres renversées et qui furent gravées en creux sur les pierres d'appareil de ces monuments :

On croit communément — ajoute-t-il — que ce sont des signes de tâcherons ou de tailleurs de pierre qui auraient, à ce moyen, reconnu les pièces qu'ils avaient dégrossies.

A l'appui de ce dire, nous ne citerons qu'un exemple pris en dehors de notre département.

Toutes les pierres du pont St-Esprit, bâti sur le Rhône de 1265 à 1307 disaient encore, il y a peu d'années — avant les réparations dont il fut l'objet, de 1860 à 1866, et qui en firent disparaître la trace — l'ordre qui régna dans cette entreprise

(1) *Abécédaire d'Archéologie*, par M. de Caumont, 1870, *Architecture religieuse*, p. 143.



leur naturelle)

de Titans. Ainsi s'exprime à ce sujet, M. Bruguier-Roure, dans sa très intéressante monographie de ce pont (1) :

..... Chacun des ouvriers avait un signe, une contre-marque dont il scellait son ouvrage. Il le marquait d'un caractère qui lui était propre, soit pour qu'un autre ne pût usurper le fruit de ses labeurs et en profiter, à son préjudice ; soit pour que les Maîtres de l'Œuvre, au premier coup-d'œil, reconnussent celui qui n'avait pas convenablement exécuté sa tâche. Les uns se contentaient de tracer un nombre plus ou moins considérable de traits, de graver une lettre, les autres creusaient, à la pointe du ciseau, un compas, une équerre, un marteau. Pas un seul bloc, dans cet immense amas de pierre, qui fût privé de la marque distinctive de celui qui l'avait équarri.

Les signes gravés sur les pierres de nos monuments péri-gourdins servirent très vraisemblablement à mêmes fins et ce mode de procéder, en nous incitant à rechercher quelle put être, au moyen âge, la situation de l'ouvrier en bâtiments, nous permet — bien que la question, en l'état actuel de nos connaissances, soit difficile à résoudre — d'émettre à ce sujet une opinion probable.

L'ouvrier en bâtiments, avant l'établissement régulier des corporations, était-il agissant comme celui de nos jours, ou faisait-il partie d'un corps obéissant à des statuts soumis à une sorte de juridiction exercée par ses pairs ?...

Les marques de tâcherons que l'on trouve sur les pierres des parements de la plupart de nos monuments des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles semblent prouver que les ouvriers tailleurs de pierre, au moins, n'étaient pas payés à la journée, mais bien à la tâche.

L'ouvrier, donc, marquait chaque morceau sur sa face nue afin que l'on pût estimer la valeur du travail qu'il avait fait et, par suite, la pierre taillée, compris lits et joints, devait lui être payée à tant la pièce ou l'unité de surface.

Il faut alors admettre que l'ouvrier pouvait faire plus ou moins de travail — suivant ses aptitudes professionnelles — se faire embaucher ou se retirer du chantier, ainsi que cela se pratique aujourd'hui ; jusqu'à l'époque où les règlements

(1) *Chronique et Cartulaire de l'œuvre des église, maison, pont et hôpitaux du Saint-Esprit*, par M. Bruguier-Roure, 1895.

d'Etienne Boileau étant mis en vigueur, ce mode de travail dut être modifié.

Les ouvriers durent, à ce moment, se soumettre aux statuts de la corporation dont ils faisaient partie ; le salaire fut réglé par les maîtrises, et chaque affilié ne pouvant avoir qu'un, deux ou trois apprentis sous ses ordres, devenait ainsi, vis-à-vis du maître de l'œuvre, ce que nous appelons aujourd'hui le *compagnon*, ayant avec lui un ou plusieurs *garçons*.

Alors le salaire dut se régler par journées de compagnon et d'aide, et chaque compagnon devint ainsi comme une fraction d'entrepreneur concourant à l'entreprise générale, au moyen d'un salaire convenu et réglé pour telle ou telle partie de l'ouvrage (1).

Voilà pourquoi — semble-t-il — nous ne voyons plus de marques de tâcherons sur les monuments qui, à partir de la fin du xiii^e siècle et jusqu'à la Révolution, furent édifiés dans nos contrées.

En appelant — pour la première fois — l'attention de la Société sur ce curieux chapitre d'histoire écrit avec le maillet et le ciseau, nous avons pensé l'intéresser, et il nous a paru opportun, avant que des réparations mal entendues ou peut-être la disparition de tout ou partie de nos monuments Chanceladais en aient dispersé les feuillets, d'en fixer, d'une manière durable, le souvenir dans ses annales.

Ch. DURAND.

ETABLISSEMENT D'UN DROIT

SUR LE POIDS DES MARCHANDISES A BERGERAC (1590)

Le caractère arbitraire des taxes prélevées au xvi^e siècle, sur le poids des marchandises portées à Bergerac, avait déterminé de graves abus. A l'avènement de Henri IV, les consuls de la ville s'adressèrent au Roi pour qu'il fût remédié à ce

(1) *Dictionnaire raisonné de l'Architecture Française du xi^e au xvi^e siècle*, par Viollet-le-Duc, 1868, t. vi.

fâcheux état de choses. Une ordonnance, du mois d'avril 1590, leur donna satisfaction, en fixant le droit du poids des marchandises à six deniers pour cent : l'ordonnance constate qu'il y a à Bergerac « grand commerce et trafic, par le moyen de la rivière de la Dordogne » ; et elle s'inspire du vif désir du souverain de « maintenir le trafic et négociation entre nos sujets, qui est l'une des choses qui fait fleurir notre royaume. »

Aux termes de la *jurade* du 24 juillet 1590, il fut arrêté « que le droit du revenu du poids seroit affermé et délivré, aux plus offrants et derniers enchérisseurs, en qualité que les fermiers seroient tenus de se fournir de poids, balances et boutiques. »

Le compte de l'exercice 1591-1592 nous apprend que « le droit prélevé sur ceux qui roulent, sur le pont, le vin ou autres sortes de marchandises, du poids d'une barrique, fut affermé 7 livres 11 sols. »

Suivant un extrait des registres des baux à ferme de l'hôtel-de-ville de Bergerac, le produit du poids des marchandises, de 1740 à 1764, s'était élevé, année commune, à 73 livres 9 sous 7 deniers ; mais, à la fin de cette période, le revenu n'était plus que de 35 ou 36 livres ; et l'on prévoyait « qu'il deviendrait à rien. »

Nous reproduisons le texte de l'ordonnance de 1590, qui ne figure pas dans le recueil de M. Charrier, d'après une copie conservée dans nos archives et paraissant remonter à 1765 :

Henry, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut ; nous, désirant pourvoir aux grands abus et exactions qui se commettent ordinairement au poids des marchandises qui se vendent et débitent, entrent et sortent en notre ville de Bergerac, en laquelle il y a grand commerce et trafic, par le moyen de la rivière de Dordogne, qui passe près de ladite ville, par laquelle abondent et affluent plusieurs marchandises, lequel trafic se pourroit de beaucoup diminuer et détourner s'il n'était remédié aux dits abus ; Sçavoir faisons que Nous, désirant maintenir le trafic et négociation entre nos sujets, qui est l'une des choses qui fait fleurir notre royaume et entretient nos sujets en une honnête occupation ; eu aussy égard à la requette et supplication qui nous a été faite par les manans et habitants dudit Bergerac, pour établir ledit poids au

profit du corps et communauté de ladite ville ; pour les susdites considérations, Nous, de l'avis de notre Conseil et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, avons créé, institué et établi, créons, instituons et établissons sous notre nom par ces présentes un poids en notre ville de Bergerac, au lieu et endroit le plus commode qu'il sera avisé par les consuls d'icelle, auquel voulons et nous plait que toutes sortes de marchandises sujettes au poids soient portées et conduites pour y être peisées selon et ainsi qu'il est accoutumé faire ez autres poids établis en nos autres villes, en payant le droit dudit poids desdites marchandises six deniers pour cent à Nous et à notre profit, perpétuellement et à toujours, et avons fait et faisons très expresses inhibitions et deffenses auxdits habitants dudit Bergerac de tenir poids dans leur maison, et à eux et à tous autres nos sujets de faire porter et pezer lesdites marchandises, ains à celui par nous établi présentement sur certaines et grandes peines à Nous appliquées ; et néanmoins, voulant gratifier lesdits sindics, consuls, manans et habitants de notre ville de Bergerac et leur donner moyen d'entretenir les murailles, réparations et fortifications de ladite ville, que nous désirons conserver pour la fidelle obéissance qu'ils nous ont toujours portée, leur avons donné et octroyé, donnons et octroyons par lesdites présentes les revenus et emoluments qui proviendront dudit poids, durant le tems et terme de six ans pour employer auxdites réparations et fortifications, et non ailleurs, ny à autres effets ; Si donnons en mandement au sénéchal de Périgord ou son lieutenant au siège dudit Bergerac et autres nos justiciers et officiers qu'il appartiendra que nos présentes création et établissement et tout le contenu cy-dessus ils fassent enregistrer, entretenir, garder et observer, et lesdits consuls et habitants jouir et uzer de nos présentes don, commission, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchements au contraire, et à ce faire et souffrir contreignent ou fassent contraindre lesdits marchands et autres qu'il appartiendra, et pour ce fairoient contraindre par toutes voyes et manières dues et raisonnables, nonobstant opposition ou appellation quelconques, pour lesquelles et sans préjudice d'icelles ne voulons être aucunement différé ; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes, — sauf en autres choses — nos droits et l'autrui en toutes.

Donné au camp de Melun... au mois d'avril, l'an de grâce mil cinq cent quatre-vingt-dix, et de notre reigne le premier. — Et aux replis : par le Roy, étant en son Conseil, et à côté : Visa, Contentor, Maugier.

ELIE DE BIRAN.

BÉNÉDICTION

DE LA CLOCHE DE SENCENAC EN PÉRIGORD

(29 mars 1667).

En l'année 1667, la cloche de la petite paroisse de Sencenac était probablement en mauvais état, puisque sa refonte et son remplacement avaient été jugés nécessaires.

En effet, le baptême de la nouvelle cloche eut lieu, solennellement, le 29 mars de cette même année. Cependant avant de détruire le vieux sint paroissial, on voulut conserver un souvenir de sa bien laconique inscription.

C'est pourquoi, quelques jours avant sa descente du clocher et sa refonte, le 22 mars, sur l'avis du curé ou de la fabrique, un notable de la paroisse, peut-être aussi un aide du fondeur — les suppositions sont permises, car aucun titre n'accompagne la signature du personnage, — montait au clocher, examinait la cloche et rédigeait le petit procès-verbal suivant :

Inscription de la cloche avant la descente quy fut le lundy 28 mars 1667 : *ixxix pour S^t Simphorien* (1)

Je soubs signé declare avoir escript les susdits mots et chiffres pour les avoir trouvés sur la cloche et ayant monté au clocher exprès. Faict à Saint-Senat, le vingt deuziesme mars mil six cent soixante sept. Lenuit, pour avoir signé le susdit escript.

Non content de cette constatation, le curé de Sencenac dressait à son tour, le 28 mars, veille de la bénédiction de la nouvelle cloche, un second procès-verbal qui n'est, en somme, que la répétition du premier et ne fait que confirmer sa teneur :

Nous, Jehan Rion, docteur en théologie, premier gradué du diocèse de Périgueux et curé de S^t Senat, certifions à tous qu'il apartiendra que sur la cloche de l'église de la dite paroisse, qui a esté fondue le vingt neufviesme jour du mois de mars mil six cent soixante sept par nos soins et aux frais de tous les parroissiens, il y avoit

(1) Je laisse à de plus savants que moi le soin de déchiffrer cette date. J'avoue que je n'ai pu y parvenir.

escript et gravé : *ixxix pour St Symphorien*. Ayant esté descendue le vingt huitiesme du présent mois et an. Dont et de tout nous avons fait nostre verbail pour servir que de raison. A Saint Senat le dit jour vingt huitiesme mars mil six cent soixante sept.

RION curé, requérant le dit verbail ;

RION, curé de Puïdefourche, présent ;

LADEILH, present au dit verbail ;

CHARPENTIER, fondeur present.

Enfin, le lendemain, le curé Rion rédigeait avec soin le procès verbal du baptême de la nouvelle cloche, notant, en peu de lignes, tout ce qui, dans cette cérémonie, pouvait intéresser plus tard l'historien.

Ce jour d'huy, vingt-neufiesme jour du mois de mars mil six cent soixante et sept, je, Jehan Rion, p^{re} bachelier en théologie, gradué nommé et curé de St Senat, certifie avoir béni par permission de Monsieur Moureau, prestre de l'Oratoyre et vicaire général de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime Guillaume Le Boux, seigneur et evesque de Périgueux, la cloche de la dite paroisse, à laquelle est escript : ✠ *Sit nomen Domini benedictum* ✠ *Jehan Rion curé* ✠ *pour Saint Symphorien de St Senat*, au premier rond de la cloche.

Au second est escript : ✠ *Jehan de Charon, seigneur de la paroisse, parrin. Françoise Arnould de la Borie, damoiselle, femme à Monsieur Gyrard, advocat au présidial de Périgueux, marraine.*

Au troisieme rond est escript : *M. Denis Ladueil, procureur d'office, fabriqueur, commis par feu Monseigneur de Villers (1) précédant evesque de Périgueux*; et plus bas « *P. Charpantier m'a faict l'an mil six cent soixante et sept* ; une croix grande avec trois anges, et, à l'opposet, une N^{re} dame tenant son petit Jesus et trois anges autour. La cloche enceinte d'un Rosaire par le bas ; ayant sur le dessus, en haut, cinq anges grands. A laquelle bénédiction ont assisté : Monsieur Claude Lussandeau, curé de St Pardoux de Feys (2) ; Monsieur Boyssière, p^{re}, vicaire de St Martin près Périgueux et sous-diacre en l'église cathédrale de la Cité de Périgueux, diacre (3) ; de

(1) Cyrus de Villers de La Faye évêque de Périgueux, 1653-67.

(2) St Pardoux de Feys était une ancienne paroisse de l'archiprêtré de Valeuil. Disparue à la Révolution, elle a été fondue dans la commune actuelle de Brantôme.

(3) Ce n'est qu'en janvier 1669, que Mgr Guillaume Le Boux transféra sa cathédrale de l'église St-Etienne de la Cité, dans la collégiale de St-Front.

Monsieur Guillaume Rion, p^{re} curé de Puy de Fourche, vicaire de St Jacques (1) et de N^{re} Dame des Hosties (2) à Périgueux, soubsdia-cre.

La bénédiction faicte selon le Rituel romain et pontifical par le soubsigné; et ont assisté tous les paroissiens avec toute la solennité requise.

En foy de quoy le dit seigneur de Charon a signé, parrain; et mademoiselle Françoise Arnauld de La Borie, marraine, et les soub-signés et moy :

CHARON, parrain;

F. ARNAULD DE LA BORIE, marraine (3);

C. LUSSANDEAU;

BOYSSIÈRE, pour avoir assisté à la bénédiction de la dite cloche en qualité de diacre;

RION, p^{re} curé de Puy de Fourche, assistant en qualité de soubdiacre;

LENUIT, présent;

LADAILH, fabriq^r susdict;

GABRIEL GODARD, present;

P. CHARPANTIER, fondeur;

LUSSANDEAU;

RION, curé de St Senat, pour avoir bénit la dite cloche par la permission de Monsieur Bonneau, vicaire général de M^{seigneur} Guillaume Le Boux, evesque de Périgueux.

C'est sur le registre paroissial de l'état civil de Sencenac, pour l'année 1667, que le curé Rion prit soin d'écrire la relation du baptême de la nouvelle cloche. C'est donc là que j'ai trouvé ces documents, en feuilletant ces vieux registres,

(1-2) St-Jacques et Notre-Dame des Hosties étaient deux des nombreuses vicairies qui se trouvaient autrefois à St-Front; elles étaient desservies par des chapelains ou vicaires.

(3) La jolie cloche seigneuriale du château de La Borie Fricard, situé dans l'ancienne paroisse de Sencenac devenue, aujourd'hui, avec celle de Puy de Fourches, la commune de Sencenac-Puy de Fourches, a été récemment donnée à l'église de Sencenac par M. Arthur Mercier, maire de Valeuil, qui acheta cette terre, il y a quelques années, de M^{re} Saint-Espès Lescot. Elle porte l'inscription suivante : *Alain Arnauld seigneur de Laborie, 1663.*

(Voir *Bulletin* de la Société, tome xxix p. 282, où j'ai signalé cette cloche).

et que je les ai copiés ; pensant qu'ils pourraient intéresser notre Société et, notamment, nos deux érudits confrères : MM. le chanoine Brugière et Joseph Berthelé, archiviste du département de l'Hérault, qui préparent un travail d'ensemble sur les cloches du Périgord.

Ch. AUBLANT.

SIX LETTRES DE M^{sr} DE FRANCHEVILLE

Les papiers de l'ancien Contrôle général des Finances, conservés aux Archives nationales, dont un inventaire détaillé, rédigé par M. de Boislisle, est publié sous les auspices du Ministère des Finances (1), contiennent sur la misère qui désola le Périgord pendant les dernières années du XVIII^e siècle, et sur le rôle que joua à cette occasion M^{sr} de Francheville, évêque de Périgueux, d'intéressantes informations. Nous y avons trouvé six lettres adressées par cet éminent prélat au contrôleur général Pontchartrain, et que nous croyons inédites. Elles nous ont paru mériter d'être reproduites, tant à cause des renseignements qu'elles fournissent sur la crise économique que notre province traversait alors, que pour les traits qu'elles ajoutent à la physionomie, restée populaire, du bon évêque.

Il semble que cette crise dont nous avons parlé, ait commencé en 1691. Cette année fut marquée par une mauvaise récolte de blé, à tel point que M. de Bezons, intendant à Bordeaux (2), écrivait le 10 avril au Contrôleur général, que les approvisionnements de la Généralité n'iraient pas jus-

(1) Sous ce titre : *Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances avec les Intendants des provinces, publiées par ordre du Ministre des Finances, d'après les documents conservés aux Archives nationales*, Imprimerie nationale, in-4°. Trois tomes seulement ont été publiés jusqu'ici. Le premier, qui embrasse les années 1683-1699, a paru en 1874 ; les tomes II et III, qui concernent respectivement les années 1699-1708 et 1708-1715, ont paru en 1883 et 1897.

(2) Louis Bazin de Bezons, conseiller d'Etat semestre, intendant à Bordeaux de juin 1686 à septembre 1700.

qu'au mois d'août et que la disette se faisait déjà sentir en Périgord (1). Peu après, M. de Bezons vint préparer le département des tailles dans l'Election de Périgueux, et il put se convaincre sur place que la misère était plus grande encore qu'il ne l'imaginait. Dans ses lettres des 5 et 9 octobre, il mande à Pontchartrain que le pays a souffert de la grêle, de la mortalité des bestiaux et des débordements de la Dordogne. La récolte de vin est à peine suffisante pour la consommation ordinaire. Celle des châtaignes est très abondante dans les paroisses où il n'a point grêlé ; mais, comme ces châtaignes doivent servir à défaut de blés, les paysans les consommeront eux-mêmes et n'en auront point pour engraisser leurs porcs, qui manqueront également de glands. D'ailleurs, on a coupé un grand nombre de châtaigniers pour l'usage des fonderies de canons, faute d'autres bois, et ce sera dans l'avenir une cause de disette, puisqu'il paraît impossible de remédier à ce mal nécessaire. L'emploi des bœufs au transport des canons semble être aussi une des causes de la mortalité qui a décimé ces animaux ; mais, maintenant que la navigation est établie sur la rivière de l'Isle, les bateaux pourront facilement en profiter pour porter les canons depuis le Périgord jusqu'à Libourne (2).

L'année 1692 ne fut pas meilleure que la précédente. Toutes les châtaignes furent perdues et il n'y eut pas de vin ; par surcroît, les maladies sévirent cruellement (3). Mais ce ne fut rien auprès de la misère que devait apporter 1693. Cela résulte nettement de ce passage d'une lettre de l'intendant de Bezons au Contrôleur général, en date du 29 octobre (4) :

Il faudra plusieurs années au Périgord pour le remettre de ce qui est arrivé, parce que, soit pour leur subsistance ou pour le paye-

(1) Archives nationales, G⁷, 135.

(2) Archives nationales, G⁷, 135. Ces lettres sont analysées par de Boislisle, ouv. cité, t. I, n° 991.

(3) D'après une lettre de M. de Bouville, intendant à Limoges, au Contrôleur général, en date du 18 octobre ; mentionnée par de Boislisle, ouv. cité, t. I, n° 1122, note, qui en donne un extrait.

(4) Archives nationales, G⁷, 136 ; lettre mentionnée par de Boislisle, ouv. cité, t. I, n° 1241, note, qui en donne un extrait.

ment des subsides, il y en a un grand nombre qui ont esté obligés de vendre tous leurs meubles et leurs petits ustensiles ; cela ne se peut rétablir de longtemps. L'on ne fait presque plus de nourrissage de cochons, ce qui estoit d'un grand secours et servoit la plupart au payement de la taille. Il y a eu mortalité de bestiaux, dans quelques paroisses de l'Election de Périgueux ; mais il y a beaucoup d'endroits où ils ont esté vendus, parce qu'ils estoient fort chers ; c'est ce qui donne de la peine en des paroisses pour la semence des terres, parce qu'elles ne se trouvent pas préparées pour la recevoir. Il y a encore des lieux où les blés ne sont pas battus, à cause du grand nombre de malades. Le Périgord estoit un pays très peuplé : il est mort dans les Elections de Périgueux et de Sarlat plus de soixante mille personnes, y compris les petits enfans, depuis un an...

Soixante mille personnes ! pour apprécier l'importance de ce chiffre, il convient de se rappeler que la population des deux Elections étoit, en 1768, estimée par le géographe Expilly à 448.412 habitants. Supposé que, en 1693, elle fût à peu près la même, les maladies en avaient enlevé un huitième !

Ces détails n'étaient pas inutiles, pour montrer quelle étoit la situation du pays, quand M^{sr} Daniel de Francheville prit possession, le 30 mai 1694, du siège épiscopal de Périgueux, laissé vacant par la mort, survenue le 6 août 1693, de son prédécesseur, M^{sr} Guillaume Le Boux. Cette année même, et comme par fait exprès, une amélioration sensible se produisit dans l'état économique de la province : la récolte de blé fut très abondante et l'élevage des porcs, qui étoit alors aussi en honneur que maintenant, promit les plus encourageants résultats. Mais c'étoit d'un mal tomber dans un autre. Déjà, en 1695, on se plaignait que le prix du blé étoit considérablement avili et que les porcs ne pouvaient se vendre. C'est alors que M^{sr} de Francheville, à la date du 6 juillet, écrivit au Contrôleur général la lettre suivante, qui est la première des six que nous avons annoncées :

Monsieur,

Permettez-moy de vous faire une très humble prière en faveur des peuples de mon diocèse qui, ne pouvant trouver à vendre leurs bleds dont ils sont chargés et dont le prix est diminué de près des deux

tiers, ny leurs cochons, dont ils tirent ordinairement de quoi paier leurs tailles, ont besoing, Monsieur, de vostre protection pour obtenir de faire le paiement de leur capitation en bleds, qui pourroient estre conduits à Bergerac et, de là, par la Dordogne, à Bordeaux, pour servir aux magasins du Roy (1). Leurs cochons pourroient estre aussi fort utiles pour Rochefort et l'on les pourroit acheter ici à très grand marché. Ce seroit, Monsieur, le moien de restablir cette province où l'on ne voit point d'argent et dont les revénus sont si fort diminués que je n'espère pas tirer douze mille francs de mon évesché, les charges ordinaires païées. Le froment ne se vend que trante sols le boisseau et au plus trante cinq, du poids de quarante-cinq livres. Aiez, je vous supplie, Monsieur, pitié d'une province qui a esté désolée par les gresles qui ont ruiné la plus part des vignes, et par des maladies si fâcheuses qu'il y est mort plus de soixante mille hommes dans le cours de deux années. Je vois, Monsieur, l'estat où elle se trouve sans pouvoir luy donner d'autre secours que celui de réclamer vostre protection que je vous demande très instamment.

Je vous prie de croire que rien n'égale l'attachement et le respect avec lesquels je suis, Monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur.

D., évesque de Périgueux (2).

A Périgueux, le 6 juillet 1695.

Il ne paraît pas que les expédients proposés par M^{sr} de Francheville aient été agréés par le gouvernement ; mais les deux années qui suivirent ramenèrent, semble t il, dans le pays un équilibre plus exact entre la production et la consommation et, par conséquent, une prospérité suffisante. Celle qui vint ensuite, 1698, ne fut pas, à beaucoup près, aussi bonne et la misère sévit de nouveau. L'intendant de Bezons, dont la correspondance laisse deviner chez lui un esprit d'humanité auquel ses collègues ne nous ont pas accoutumés, écrivait au Contrôleur général, le 27 octobre :

J'ay fait le département des tailles de l'Election de Sarlat. Il est inconcevable la misère qui est en Périgord. Il n'y a presque point de chataignes ; les blés noirs n'ont point réussi. Il commence d'y avoir

(1) Les magasins de la marine.

(2) Lettre autographe signée, 2 ff. in-4° (Arch. nationales, G 7 137).

une furieuse quantité de pauvres, en sorte que le Périgord sera ceste année de mesme qu'en 1693. Je crois qu'il est de la bonté du Roy d'y faire faire des charités, vers Noël ou le commencement de janvier, afin d'empescher que plusieurs personnes ne meurent de faim pendant cet hiver (1).

Les dangers de la situation ne trouvèrent pas l'évêque insensible, et il ne tarda pas à joindre ses instances à celles de l'Intendant. Témoin la lettre suivante qu'il adressait à Pontchartrain, à une date que l'on peut fixer approximativement au 23 novembre :

Monsieur,

L'estat pitoiable où se trouve réduit mon diocèse m'oblige de recourir à vostre protection pour obtenir de la charité du Roy des secours, sans lesquels l'on est ici persuadé qu'il ne mourra pas moins de monde ceste année qu'il en mourut en 1693 et au commencement de 1694. Nous n'avons, Monsieur, ny vins, ny châtaignes, point de noix et par conséquent point d'huile, très peu de blé, et le blé d'Espagne, qui est la nourriture ordinaire du peuple, n'est pas mesme venu à maturité en plusieurs endroits. Pour augmentation de mal, le Limousin inonde cette province : comme on y a manqué aussi en plusieurs endroits des choses nécessaires à la vie, on les vient chercher ici et on y enlève à force d'argent le peu de blé qui y est, à quoi nous ne pouvons remédier. Je n'ay, Monsieur, que des forces bornées. J'offre de donner tout ce que j'ay, ne me réservant que ce qui est absolument nécessaire pour ne pas mourir de faim, mais *quid hæc inter tantos*? Si mon devoir ne m'attachoit pas ici, je m'en éloignerois, tant l'avenir m'effraie, et le souvenir des misères des années 1693 et 1694, pendant lesquelles il mourut ici plus de soixante mille hommes. Aiez, je vous supplie, Monsieur, pitié de nostre misère et procurez-nous, s'il vous plaist, des semis de blé.

Je suis, avec tout le respect possible, Monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur.

D., évêque de Périgueux (2).

Le péril devenait chaque jour plus pressant. Aussi, un peu plus d'un mois après, le prélat renouvelait-il ses sollici-

(1) Archives nationales, G 7 137; Boislisle, ouvr. cité, t. I, n° 1774, donne de cette lettre l'extrait reproduit dans le texte.

(2) Lettre autographe signée, 2 ff. in-4° (Archives nationales, G 7 138).

tations. A la date du 2 janvier 1699, il écrivait encore à Pontchartrain :

Monsieur,

Je crois que le meilleur et le seul moyen de remédier à la misère de ce pays icy et d'empêcher qu'on y meure de faim, seroit d'y faire venir du seigle, des fèves, des pois, de l'orge et des bleds noirs. On n'a pas fait en plusieurs endroits de cette province une récolte suffisante pour nourrir le peuple, et dans les pays de montagnes, on n'a eu ny châtaignes ny vins, ny grains. Les peuples y vivent seulement de raves, dont la nourriture causera infailliblement l'été prochain de grandes maladies. J'eusse fort souhaité, Monsieur, que les habitans de cette ville se fussent cotisez pour acheter en commun de ces petits bleds, pour les distribuer ensuite aux pauvres ; mais tous disent qu'ils n'ont point d'argent. En effet, ils n'en amassent qu'en vendant des cochons qu'ils engraisent de châtaignes qui ont manqué dans toute la province. On ne peut, Monsieur, estre réduit à une plus grande misère. J'ai quelquefois à ma porte près de mille pauvres ensemble. Le nombre en augmente tous les jours. Je donnerai, Monsieur, tant que je serai en état de donner ; mais, sans la charité du Roy, la plus grande partie du peuple moura. On dit icy qu'on ne se souvient pas d'avoir veu une année où tout ayt manqué dans le pays de montagnes et de bois, comme dans celle-cy.

Je vous supplie très humblement, Monsieur, de me permettre de vous écrire en détail par quel moyen j'ay pensé qu'on pourroit remédier à notre misère. Je crois qu'on y remédieroit en faisant conduire icy pour trente mil écus de petits bleds. Si le Roy en faisoit ensuite donner aux paroisses les plus pauvres pour trente mil francs, et s'il faisoit vendre le reste à meilleur marché qu'il ne vaut icy, afin de diminuer le prix de ces sortes de petits bleds, et mettre par là les personnes charitables en état d'en acheter pour les pauvres, le Roy pourroit, pour quarante ou cinquante mil francs, soulager aisément son peuple. Monsieur l'Intendant à qui j'ay écrit, est d'avis de ne vous demander que vint-quatre mil francs, pour les distribuer, une partie en argent et une partie en bleds. Je suis persuadé, Monsieur, que cette somme ainsy distribuée ne fera pas cesser la misère.

J'assemble icy sans cesse les habitans de cette ville, afin de trouver les moyens de remédier au mal dont nous sommes menacez ; mais le peu d'argent qu'ils ont les met hors d'état de prendre aucunes mesures. Pour moy, Monsieur, je vous assure que je ne vis qu'au jour la journée, et qu'il m'arrive souvent de n'avoir pas dix pistolles d'argent.

Je ne vous dis point cela, Monsieur, par ostentation, mais seulement pour vous faire connoître notre misère.

Agréez, Monsieur, que je vous renouvelle au commencement de cette année les assurances d'un attachement inviolable et d'un profond respect avec lesquels je suis et seray toujours, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

A Périgueux, ce 2 janvier 1699.

D., évêque de Périgueux.

J'oubliois, Monsieur, de vous supplier très humblement de remettre à l'année prochaine à faire payer par nos curés les droits d'armoiries. Je vous assure qu'ils employeront ce qu'ils ont au soulagement de leurs pauvres. Ils me le promettent. Nos habitans se plaignent beaucoup des directeurs des postes qui leur font payer le port de leurs lettres plus cher qu'on ne les paye à Bordeaux. Monsieur l'Intendant nous a promis, Monsieur, de vous en écrire (1).

Ces démarches étaient appuyées par celles que faisait personnellement l'Intendant, pris, semble-t-il, d'une noble émulation de charité. Le Périgord, mandait-il le 3 janvier à son chef hiérarchique, souffre d'une misère profonde, et, quoique d'autres provinces aient aussi besoin de secours, celle-ci ne peut être sauvée de la famine que par l'intervention du Roi. La charité privée ne peut plus rien faire, et les évêques ont épuisé leurs ressources ; les cultivateurs qui ont eu les meilleures récoltes ont peine à se nourrir, eux et les leurs, et la plupart des familles désertent pour aller mendier. Une somme de 50.000 livres pourrait s'employer, soit en aumônes, soit en distribution de grains et de légumes (2). Le Contrôleur général fit accorder 30,000 livres.

Mais que pourrait faire cette faible somme pour la pénurie de toute une province ? L'hiver de 1699 fut terrible à passer. On doit en croire M. de Bezons qui, le 21 février, en envoyant à Pontchartrain les projets de répartition de la somme accor-

(1) Lettre signée, 4 ff. in-4° (Archives nationales, G⁷. 138).

(2) Archives nationales, G⁷ 137 ; lettre mentionnée par Boislisle, ouv. cité, t. I. n° 1817.

dée au Périgord et en renouvelant ses demandes de fonds pour faire venir des légumes aux frais du Roi, écrivait :

Je ne puis mieux vous exprimer la misère où est le peuple en Périgord, qu'en vous marquant que M. l'évesque de Périgueux fait donner l'aumône à quinze cents pauvres tous les matins, qui sont dans la ville et banlieue de Périgueux. J'apprends que l'on a fait un projet de charger tous ceux qui sont en estat, dans la ville de Périgueux, de les nourrir ; que M. l'évesque de Périgueux se charge, par ce projet d'en nourrir quatre cent cinquante... Les pauvres souffrent encore plus qu'en 1693 et 1694, parce que la récolte a été plus mauvaise... (1)

Le Contrôleur général ayant mis 20,000 livres à la disposition de M. de Bezons pour organiser des ateliers publics où les pauvres seraient employés, l'Intendant et l'évêque ne s'accordèrent pas sur l'usage qu'il convenait de faire de cette somme. Le premier mandait le 28 mars à Pontchartrain :

Je feray employer dix-sept mille livres dans l'Election de Périgueux, parce que la misère est si grande de ce costé là que je vois la nécessité d'y procurer du soulagement. Je feray employer les trois mille livres du surplus vers Sarlat. J'ay envoyé exprès à Périgueux pour que l'on commence d'y travailler, que l'on ne perde pas un moment de temps à le faire. J'ay fait part à M. l'évêque de Périgueux des ordres que j'ay envoyés à cet esgard. L'on agira de concert avec luy. L'on va commencer de travailler aux environs de la ville de Périgueux, afin de tâcher de procurer la sortie des pauvres, parce que je crains que la maladie ne se mette parmy eux, ayant appris qu'il s'y en trouvoit plus de deux mille trois cent qui y sont venus de différents endroits du Périgord et du Limouzin... » (2)

M^{sr} de Francheville estimait au contraire que les 17,000 livres affectées à son diocèse seraient plus utilement employées à des achats de grains qu'à des travaux publics. Il en

(1) Archives nationales, G 7 137 ; lettre mentionnée par Boislisle, ouv. cité, t. I, n° 1817, note, qui en donne le même extrait que nous reproduisons ci-dessus.

(2) Archives nationales, G 7 137 ; lettre mentionnée par Boislisle, ouv. cité, t. I, n° 1846.

donne les raisons au Contrôleur général dans la lettre suivante, datée du 1^{er} avril.

Monsieur,

Nous avons reçu la somme de dix-sept mil cinq cens livres (1), que le Roy par sa charité a donné aux paroisses de mon diocèse qui sont de l'Election de Périgueux. Monsieur l'Intendant m'a aussi mandé que le Roy accorderoit vingt mil francs pour travailler aux ateliers publics, dont il destine dix-sept mil francs pour cet évêché et mil écus pour l'évêché de Sarlat. Je ne puis, Monsieur, assés vous marquer ma reconnoissance de votre charité pour cette province. J'ay mandé à tous les curés de mon diocèse, en leur donnant avis de ce qu'ils doivent venir prendre pour leur contingent, de prier Dieu pour le Roy. Je suis persuadé qu'ils n'y manqueront pas.

Leurs peuples sont pour la plupart réduits à la dernière extrémité. Comme ils manquent de toutes choses nécessaires à la vie, j'ay cru que le moyen de les aider à conserver la vie languissante que la plupart mènent, étoit de faire acheter des fèves à Bergerac et à Sainte-Foy et de les faire conduire icy pour les leur donner au prix qu'elles coûtent là, c'est-à-dire à un cinquième meilleur marché qu'elles ne coûtent ici. Dès qu'elles sont arrivées, un nombre extraordinaire de personnes hâves et secs comme des squelettes les vont acheter, les uns un demi-boisseau, les autres un boisseau. Je continuerai à faire faire ce commerce tant que je pourrai. Si la somme destinée pour les travaux publics étoit employée de cette manière, on sauveroit la vie à plusieurs milliers de personnes. Les travaux, Monsieur, seront, à la vérité, utiles à la province dont les chemins sont très mauvais, mais il n'y aura pas une sixième partie des peuples qui en puisse profiter, et les seuls voisins d'une lieue des endroits où l'on travaillera en tireront de l'avantage. Faites-y, je vous en supplie, Monsieur, réflexion.

J'ay mandé plusieurs fois à Monsieur l'Intendant que les Limousins qui ont souffert une plus grande disette de toutes choses que nous, enlèvent d'ici tous nos grains à force d'argent. Ils nous mettent par là dans une disette aussi grande que la leur. Monsieur l'Intendant n'a pas cru devoir deffendre le transport des bleds, quoique je l'en eusse prié. Il eût été à souhaiter, que pour les remplacer, il nous en fit venir d'ailleurs.

(1) Sur les 30,000 livres accordées en premier lieu par le Contrôleur général.

Par le moyen des fèves, si la somme destinée aux ateliers nous étoit donnée pour en acheter, nous tâcherions d'aider la province. Le plus grand embarras que nous avons dans ce commerce est la conduite de ces fèves. J'ay prié Monsieur l'Intendant de faire faire quelque exemple sur ceux qui, quoiqu'on les paie raisonnablement de leurs voitures, refusent de les conduire. Je suis persuadé qu'il le fera, car il est plein de zelle et de charité pour nos pauvres peuples dont il connoist l'estat déplorable. Il en périra ici, Monsieur, un grand nombre. Les Limousins inondent cette province. Ils y viennent à demi morts ; plusieurs d'entre eux meurent subitement dès qu'ils ont mangé pendant quelques jours. Nos curés, par le moien des fèves, en conservent plusieurs. Il n'y a personne, quelque âgé qu'il soit, qui se souvienne d'avoir veu ici une année où l'on ait fait une moindre récolte. Toute notre espérance après Dieu est dans la charité du Roy et dans votre protection.

Je suis avec tout le respect possible, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

A Périgueux le premier avril 1690.

D., évêque de Périgueux.

Un petit mot, Monsieur, de bonté pour nous soutenir dans nos travaux. Je n'ay jamais désiré d'avoir quelque autorité dans cette province que depuis deux mois. Je m'en serois servi fort utilement. Je viens, Monsieur, de recevoir une lettre d'échange qu'une personne instruite des misères de cette province m'a envoyé pour nos pauvres. La lettre n'est point signée et je ne sçais qui me l'a envoyé (1).

M. de Bezons ébranlé par la conviction de l'évêque, proposa un accommodement. Il écrivait le 4 avril à Pontchartrain :

Je pars demain pour Bergerac. Je mande à mon subdélégué de Périgueux de venir m'y trouver afin que je luy donne les ordres pour que l'on employe toujours huit mille livres aux ateliers publics. L'on attendra vos ordres pour sçavoir si vous voudriez qu'on en employast neuf mille livres en achats de grains que l'on vendroit à meilleur marché que l'on ne les auroit achetées. L'on emploieroit ensuite ce qui proviendrait de cette vente à faire un autre achat de grain afin de faire subsister les pauvres... (2).

(1) Lettre signée, 4 ff. in-4° (Archives nationales, G⁷. 137).

(2) Archives nationales, G⁷ 137 ; lettre analysée par Boislisle, *ouv. cité*, n° 1846.

Mais dans la lettre suivante, qu'il adressait le 1^{er} mai au Contrôleur général, M^{sr} de Francheville revenait encore sur l'avantage de consacrer la totalité de la somme octroyée à acheter des fèves et des grains pour nourrir le peuple affamé :

Monsieur,

Une maladie de quelques jours m'a empêché de vous remonter très humblement l'état pitoiable où est réduit cette province. J'ai, avec le secours de Monsieur l'Intendant, fait jusqu'icy des achats de bleds et de fèves à Bordeaux, Libourne, Sainte-Foy, Bergerac et Mouleydier, d'où je les fais conduire continuellement icy où ils ne sont pas plutôt arrivés qu'ils sont aussitôt vendus. Mais ce commerce ne peut plus durer parce que les fonds nous manquent, et la province se trouvera dépourvue de grains, parce que je n'aurai plus d'argent pour continuer ce commerce et en acheter à Bergerac, à Sainte-Foy et à Libourne, où il y en a abondamment. Je réclame, Monsieur, avec toutes les instances possibles, au nom de Jésus-Christ, votre protection pour obtenir du Roy au moins une aumône de dix mille francs, que j'emploierai encor en fèves et que je ferai vendre à meilleur marché qu'elles ne coûteront, afin que les personnes charitables en puissent avoir plus facilement pour distribuer aux pauvres. Je puis, Monsieur, vous assurer que tous les riches ont fait icy cette année les derniers efforts pour fournir aux pauvres de quoi subsister. Les curés du diocèse ont vendu tout ce qu'ils avoient et plusieurs ont même emprunté pour faire l'aumône. J'espère que Dieu, qui ne laisse point les aumônes sans récompenses spirituelles et temporelles, répandra sur eux toutes sortes de bénédictions.

Je ne demande, Monsieur, au Roy, que dix mille francs d'aumônes pour aider à soutenir cette pauvre province. Si vous avez la charité de solliciter cette aumône pour nous, ayez, je vous supplie, très humblement, Monsieur, celle de donner ordre qu'elle soit incessamment payée, afin que l'on conduise icy sans retardement des fèves pour ce prix là. Je vous promets, Monsieur, des prières de tout notre pauvre peuple qui demandera à Dieu votre conservation et celle de votre illustre maison.

Je suis avec un profond respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

A Périgueux, ce premier may 1699.

D., évêque de Périgueux.

Je prends la liberté de vous assurer que les dix-sept mille francs destinés pour les travaux publics, eussent conservé la vie à plus de dix

mille hommes, si on les avoit continuellement employés en achats de fèves et de grains, au lieu qu'employés pour les travaux publics, peu de personnes en profiteront. Une partie sera employée en outils, et les peuples employés à ces travaux seront détournés de la culture de leurs terres. Au nom de Dieu, Monsieur, un peu de confiance à ce que j'ay l'honneur de vous mander. Quelle joye le Roy n'auroit-il point de conserver la vie à cinquante mil hommes ! Je suis persuadé que dans ce mois, ceux de juin et juillet, il en mourra plus de cinquante mille dans cette province. Ce n'est pas, Monsieur, une exagération, car nous manquons absolument de toutes choses. Si vous voulés, Monsieur, me faire presser vingt mil francs, je les emploirai pour les pauvres et je les rendrai avec les intérêts dans deux ans (1).

Mais, nonobstant l'insistance du prélat et le compromis proposé par l'Intendant, il y a toute apparence que les dix-sept mille livres furent intégralement appliquées aux ateliers publics (2).

En revanche, la demande d'une aumône de dix mille francs, également sollicitée par M. de Bezons (3), reçut un meilleur accueil. Les fonds furent accordés et l'évêque s'empressa d'en remercier le Contrôleur général par la lettre suivante, écrite le 23 mai :

Monsieur,

Nous avons distribué en argent aux paroisses de ce diocèse, les dix sept mil cinq cens livres que Sa Majesté leur a donné par charité. Les autres dix-sept mil livres s'emploient à paier les pauvres appliqués aux travaux publics. Et les dix mil francs que Sa Majesté vient de nous donner nous serviront à continuer de faire voiturer ici des fèves et des bleds.

J'espère qu'avant le quinziesme de juillet, il se trouvera que j'en aurai fait conduire ici et dans les endroits de mon diocèse où on en a

(1) Lettre signée, 4 ff. in-4° dont 1 blanc (Archives nationales, G. 7 138).

(2) On peut l'induire du début de la lettre qui suit : « ... Les autres dix-sept mil livres s'emploient à paier les pauvres appliqués aux travaux publics.. ».

(3) Il écrivait en effet, dans sa lettre du 28 mars citée plus haut : « ... Si Sa Majesté avoit la bonté de donner encore un petit secours pour le pouvoir distribuer dans la fin d'avril ou les deux premiers jours de may, je le ferois tout employer en Périgord, parce que c'est le canton où il y a le plus de misère et qui a plus besoin de secours.. ».

plus de besoin, pour près de vingt mil écus. Sans ce secours, Monsieur, nous tomberions dans un état terrible. J'ay pris de ces grains à crédit de tous costez ; je les paye à mesure qu'on les vend ici. Je pars pour l'assemblée de Bordeaux où j'espère convenir avec Monsieur de Bezons de diminuer le prix des bleds et des fèves que nous avons, d'employer une partie de ces dix mil livres à cette diminution et de donner l'autre aux paroisses de ce diocèse qui confluent le Limousin, où la misère est affreuse. C'est le moien, Monsieur, qui nous paroist le plus propre à conserver les peuples de cette province, qui reconnoissent les obligations qu'ils ont à Sa Majesté, pour laquelle ils prient Dieu sans cesse. Il n'y a, Monsieur, personne dans mon diocèse, qui ne sçache aussi combien nous devons à votre protection charitable, et qui ne demande à Dieu qu'il vous comble de toute sorte de bénédictions.

Je suis avec un profond respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

D., évêque de Périgueux (1).

A Périgueux, ce 23 mai 1699.

Les quelques lettres qui précèdent, que nous ne voudrions pas gâter par un commentaire d'ailleurs superflu, montrent au naturel M^r de Francheville : charitable au point « de donner tout ce qu'il a, ne se réservant que ce qui est absolument nécessaire pour ne pas mourir de faim », et si modeste qu'il ne désire avoir de l'autorité que pour se rendre utile.

L'impartiale postérité ne peut que souscrire à l'éloge que l'auteur de la *Gallia Christiana* a fait de lui dans la courte notice qu'il lui a consacrée : *tanta fuit in pauperes beneficentia et liberalitate præditus, ut eorum pater merito fuerit nuncupatus.*

Père des pauvres ! Belle louange et combien méritée, et telle qu'aucune n'aurait été plus agréable au bon évêque si, par humilité, il ne l'eût repoussée.

R. VILLEPELET.

(1) Lettre signée, 2 ff. in-4° (Archives nationales, G7 138).

PRISE DE POSSESSION

DE LA CURE DE SAINT-CYRICE D'AUBAS

PAR M. MAYAUDON.

Par devant le notaire royal apostolique au diocèse de Sarlat sousigné, en présence des témoins ci-après nommés,

Fut présent messire Jacques Mayaudon (1), prêtre, docteur en théologie, chanoine de Roquamadour, y résidant,

Lequel a dit être duement pourvu de la cure de Saint-Cirice d'Aubas, suivant le titre fait en sa faveur par illustrissime et reverendissime seigneur Monseigneur Henri-Jacques de Montesquiou, évêque, baron et seigneur de Sarlat, en date du dix-huit du présent mois, signé : *Henricus-Jacobus, episcopus Sarlatensis*, et plus bas : par mandement de mondit seigneur évêque, signé : *Fournet, secretarius*, et en marge est l'empreinte des armes de mondit seigneur, en cire rouge, ardente, portant commission au notaire sousigné de mettre et installer ledit sieur Mayaudon en la possession réelle, actuelle et corporelle de ladite cure Saint-Cirice d'Aubas et de ses circonstances et dépendances.

Sur la réquisition dudit sieur Mayaudon, le notaire sousigné, après avoir reçu ledit titre susdatté, avec le respect au cas requis, la majeure partie des habitants de ladite paroisse, assemblés au son de la cloche au-devant la grand'porte de l'église, a fait lecture à haute et intelligible voix du susdit titre. Et, en conséquence, a déclaré qu'il allait mettre et installer ledit sieur Mayaudon en la possession réelle, actuelle et corporelle de ladite cure de Saint-Cirice d'Aubas, et de ses circonstances et dépendances, fruits, honneurs, revenus et émoluments, et à l'instant a introduit ledit sieur Mayaudon dans ladite église, fait prendre de l'eau bénite, conduit au-devant du grand autel, où il a fait sa prière à genoux ; ledit sieur Mayaudon ensuite est monté audit autel, qu'il a baisé et, après la genuflexion, est venu du côté de l'épître, où il a touché les burettes, et ensuite du côté de l'évangile, où il a

(1) Jacques Mayaudon, curé d'Aubas, appartenait à une famille Terrassonnaise, qui a fourni plusieurs prêtres distingués à l'Eglise du Périgord, notamment autre Jacques Mayaudon, chanoine de Soissons, homme d'une science profonde et d'une grande sainteté, et son frère François, vicaire-général de Soissons, puis de Saint-Brieuc, victimes tous les deux des fureurs révolutionnaires.

ouvert et fermé le missel, après avoir lu l'évangile du jour. Le notaire soussigné a conduit ledit sieur Mayaudon à la place destinée à Monsieur le Curé, où il se seroit assis, et de là aux fonds-baptis-maux, qu'il a ouvert et fermé, de là à l'endroit où pendent les cloches qu'il a sonnées, de là à ladite grand porte qu'il a fermée et ouverte, et de là à la maison, autres bâtiments et jardin dépendant de ladite cure, dont il a ouvert et fermé les portes, et après toutes les autres cérémonies, au cas requises duement observées, étant revenus au-devant ladite grande porte de l'église, le notaire soussigné a fait lecture du présent acte, le tout en signe de vraie prise de possession réelle, actuelle et corporelle de ladite cure Saint Cirice d'Aubas et de toutes ses circonstances et dépendances, honneurs, fonds, fruits, revenus et émoluments en dépendant en quoy que le tout puisse consister, sans que personne y ait formé opposition, dont ledit sieur Mayaudon a requis acte pour luy servir à telles fins que de droit, ce qui luy a été concédé dans le bourg d'Aubas, en Périgord, diocèse de Sarlat, au-devant la grand porte de ladite église.

L'an mil sept cent quarante-neuf et le vingtième du mois d'octobre, avant midi, du règne de Louis quinze.

En présence de sieur Jean-François de Lavergne, sieur de Monravel, ancien officier d'infanterie, habitant du bourg de Daglan, et François Gros, m^e cordonnier, habitant de la ville de Montignac, paroisse de Brenac, témoins soussignés, avec ledit sieur Mayaudon et autres y assemblés et le notaire.

Signé : MAYAUDON, curé de Saint-Cyrice d'Aubas et chanoine ;
MONRAVEL ; GROS TIGNA, MAYAUDON DE CHADRIAC,
COUSTIROULT et LIGNAC, notaire royal apostolique.

Contrôlé à Terrasson, le 20 octobre 1749. Reçu six livres.

Signé : LIGNAC.

Pour copie conforme :

G. LAFON.



SIGILLOGRAPHIE DU PÉRIGORD

NOTES SUPPLÉMENTAIRES. (*Suite*).

4^{me} Série. — SEIGNEURS ET FAMILLES SEIGNEURIALES. (*Suite*.)

CALVIMONT (Marie de) (1). — 1738-1739. — Cachet ovale (?), d'environ 24^{mm} sur 21, plaqué 1^o sur un testament daté de Vélignes, le 24 novembre 1738 ; 2^o sur un autre testament daté de « La Plagne, paroisse de Saint-Martin, comté de Gursson en Périgord », le 23 octobre 1739.

Sans légende.

Dessin. — Ecu de forme ordinaire écartelé : aux 1 et 4, à un lion (contourné) ; aux 2 et 3, à une tour ; embrassé de palmettes. Couronne de comte.

(Communiqué par M. Grenier).

CARBONNIÈRES (Charles de), chanoine de Montpazier. — 1756. — Cachet ovale, plaqué sur un testament du 13 juin 1756.

Sans légende.

Dessin. — Ecu rond aux armes (2) ; ornements rocaille. Couronne de baron.

(Archives municipales de Bergerac, fonds Pourquery de Boisserin).

CAUMONT (Charlotte de) (3). — 1651. — (Cachet ovale, 13^{mm} sur 8), plaqué sur une lettre au prince de Tarente (26 août 1651).

Sans légende.

Dessin. — Ecu aux armes de Caumont (4), embrassé de palmettes. Couronne de marquis.

(Archives de M. le duc de La Trémoille).

(1) Fille de messire Pierre de Calvimont, écuyer, sieur de Saint-Avid, et de Marie Bérard. Dans le testament de 1739 elle est qualifiée d'épouse de François Peyruchaud, avocat en la Cour.

(2) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 237.

(3) Fille d'Armand de Caumont, duc de La Force, et de Jeanne de La Rochefaton ; mariée en 1651 à Henri de La Tour, vicomte de Turenne (le fameux Turenne) ; morte le 13 avril 1666.

(4) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 247.

CAUMONT (Jacques Nompar II de) (1), duc de La Force. — 1692. — Cachet rond, de 16^{mm}, plaqué au bas d'une délibération prise par divers habitants de la paroisse Saint-Georges de Mussidan, « faisant la plus grande et saine partye de la ditte paroisse, c'estant assemblés au devant la grande porte de l'église paroissielle dudit Saint-Georges en la manière accoustumée », au sujet d'un legs fait aux pauvres de la paroisse par feu sieur Bessines Delord, vivant chirurgien ordinaire du Roi ; la dite délibération suivie de la mention suivante : « Et pourqu'il soit adiousté à la présente délibération une plus grande foy, nous avons fait mettre et appliquer le sceau et armes de Monseigneur le duc de La Force, pair de France, seigneur, entre ses autres places, de Mussidan ».

Signé : DUPRÉ, lieutenant.

(Mussidan, 20 mai 1692).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu aux armes. Couronne ducale ; manteau de pair.

(Communiqué par M. Grenier.)

CESCAUD (N. de). — 1637-1640. — Très petit cachet ovale plaqué sur des lettres signées « de Cescaud » et adressées à M. de Saint-Just (Paris, 6 août 1637 et 16 novembre 1640).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (2), timbré d'un casque taré de profil et orné de lambrequins.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes.)

CESCAUD (N. de), seigneur de Saint-Just. — 1740. — Cachet ovale (21^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre signée « Saint-Just » et adressée à M. de Lagrèze, marchand bourgeois à Périgueux (Saint-Just, 2 août 1740).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne de marquis (deux perles entre chaque fleuron).

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(1) Fils de Jacques de Caumont, marquis de Boisse, et de Louise de Saint-Georges de Vêrac ; duc-pair de La Force en 1678 ; marié à Marie de Saint-Simon, fille d'Antoine de Saint-Simon, marquis de Courtomer, et de Suzanne Madelaine ; mort le 19 avril 1699.

(2) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 263.

CESCAUD (N. de), seigneur de Saint-Just. — 1747-1748. — Cachet ovale (23^{mm} environ sur 20), plaqué sur des lettres signées « Saint-Just » et adressées à M^{me} de Saint-Saud et au sieur Fougeot (Bordeaux, 31 août 1747 ; Saint-Just, 31 janvier 1748).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne de marquis. Supports, deux griffons.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

CESCAUD DE SAINT-JUST (N. de) (1). — 1753. — Cachet octogonal (15^{mm}), plaqué sur une lettre à M. de Saint-Just (3 novembre 1752) (2).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes, accosté de palmettes. Couronne de marquis (trois perles entre chaque fleuron).

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

CESCAUD (N. de). — 1757. — Cachet ovale (21^{mm} sur 17), plaqué sur une lettre signée « l'abbé de Cescauld » et adressée au marquis de Saint-Just, son frère (14 avril 1757).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson rocaille aux armes, accosté de palmettes. Couronne de marquis.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

LE MÊME. — 1776. — Cachet ovale (fragment), plaqué sur une lettre à M^{lle} de Sescault, sa nièce (24 octobre 1776).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne de... ?

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(1) Cure de Montfaucon, canton de Laforce.

(2) Le même cachet est plaqué sur une lettre signée « Fumel de Saint-Just » et adressée à M. de Saint-Just, son fils (Montfaucon, 25 octobre 1753).

CHABANS (Aimery de), chevalier. — 1386. — Sceau rond, 28^{mm}, appendu à une quittance de gages pour les guerres de Guienne (Paris, 28 décembre 1386).

Légende. (1) — M. AYMERI : DE CHABANES.

Dessin. — Ecu portant en abîme un écusson au lion, penché ; timbré d'un heaume cîmé d'une tête de vieillard, supporté par deux griffons.

(Bibliothèque nationale, Mss. Clairambault, f° 26, f° 1945).

OBSERVATIONS. — Rien que le nom soit écrit *Chabanes*, nous pensons, d'après la teneur de l'acte et d'après le blason, que ce sceau se rapporte à la famille de Chabans et non à celle de Chabannes. L'écusson n'est pas posé en abîme sur l'écu, comme le dit *l'Inventaire des sceaux de Clairambault*, auquel nous empruntons notre description ; il est entouré d'une simple bordure, sur laquelle très probablement étaient représentés des besants. Nous ne trouvons pas d'ailleurs cet Aimery dans les généalogies très détaillées de la maison de Chabannes.

LE MÊME. — 1404. — Sceau rond, 24^{mm}, appendu à une quittance de gages au sujet de l'aide en Périgord (Périgueux, 18 octobre 1404).

Légende (?) — AYMERI DE

Dessin. — Ecu à l'écusson en abîme portant un lion et accompagné de rinceaux en orle, penché, timbré d'un heaume cîmé d'une tête d'homme barbu, supporté par deux griffons.

(Bibliothèque nationale, Mss. Clairambault, t. 148, f° 338).

OBSERVATIONS. — Ce second sceau confirme ce que nous avons dit au sujet du numéro précédent. L'écusson en abîme est entouré de rinceaux en orle. Nous pensons que ces rinceaux, fort peu distincts sur l'empreinte, ne sont autres que les besants du blason des Chabans.

CHABANS (Baptiste de). — 1569. — Sceau rond, de 20^{mm}, appendu à une quittance de gages donnée par Baptiste de Chabans, maréchal des logis de la compagnie du baron de Sansac (11 juin 1569).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit à un lion, à la bordure chargée de quatorze besants.

(Bibliothèque nationale, Mss. Pièces originales Chabans)

(1) En capitales.

CHABRIER DE LA JEAUBERTIE (N.) (1). — XVIII^e siècle. — Cachet ovale, de 24^{mm} sur 19.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche rocaille orné de feuillages, écusson ovale de sable, au chat passant et naissant d'un pal alaisé et arrondi à ses extrémités, le tout paraissant d'argent. Couronne de comte. Croix de Saint-Louis.

(Sceau-matrice au château de la Cousse. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

CHAMBERLHAC (Jaumar de). — 1379. — Rond, 26^{mm}. — Quittance donnée par Jaumar de Chambarlhac, du diocèse de Périgueux, à Jean Judei, trésorier royal de Toulouse, d'une somme prêtée à ce dernier (7 août 1379).

Légende. — S'IAUMAR ...E... HAMBARLHAC :

Dessin. — Dans un encadrement rectangulaire, dont les extrémités sont arrondies et qui, très allongé dans le sens de la hauteur, va du chef à la pointe, écu écartelé à quatre fleurs de lys, au lambel de quatre pendans mouvant du chef, soutenu par un ange debout, vu à mi-corps, les ailes déployées.

(Bibliothèque nationale, Mss. Pièces originales, Chambarliac, dessin).

CHAPELLE DE JUMILHAC DE BOURDEILLE (N) (2). — 1719. — Cachet ovale, 17^{mm} environ sur 14. — Lettre signée « Jumilliac de Bourdeille » et adressée au comte de La Besse (17 novembre 1719).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre, aux armes de Chapelle ; celui de sénestre à un lion. Couronne de comte.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

CHAPELLE (Pierre-Joseph) (3), marquis de Jumilhac. — 1760. — Cachet rond, 21^{mm}, plaqué sur une lettre à M. de Teissières de Mire-

(1) Probablement Jean-Baptiste Chabrier de La Jeaubertie, écuyer, brigadier des gardes-du-corps du Roi, chevalier de Saint-Louis, marié à Jeanne-Léonarde de Roche, qui vota en 1789, dans l'ordre de la noblesse du Périgord, comme veuve dudit seigneur. (Voir l'*Armorial* de M. de Froidefond, 2^e édition, t. I^{er}, art. de La Joubertie).

(2) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 277.

(3) Voir le numéro 280.

mont, sieur de Redon, au château de Redon, paroisse de Granges-d'Ans (23 août 1760).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson rond écartelé : au 1, à une bande chargée d'une étoile et de deux roues ; au 2, à un lion couronné ; au 3, à trois lions, 2 et 1 ; au 4, à trois fasces, à une bande brochante sur le tout, Chapelle (1). Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Communiqué par M. Paul Huet).

CHAPT (Charles) (2), marquis de Laxion (3). — Cachet ovale, 24^{mm} sur 18. — Lettres de M. Chevalier de Cablan (20 septembre 1744).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Chapt (4) ; celui de sénestre aux armes d'Aydie. Couronne de marquis.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

CHARON DE SENSENAC (5) (N. de). — 1747. — Petit cachet ovale, (fragment). Lettre à M. de Capblanc (Cablan). (Sensenac, 27 avril 1747).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson à trois têtes de chardon, 2 et 1 (6). Couronne de... (effacé).

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(1) Ecartelé : au 1, d'argent, à la bande de gueules chargée d'une étoile et de deux roues d'or ; au 2, d'argent, au lion couronné de sable ; au 3, d'or, à trois lions de sable ; au 4, d'azur, à trois fasces d'or et une bande du même brochante sur les fasces ; sur le tout, d'azur, au portail d'une chapelle d'or. (Dabuisson, *Armorial*, Paris 1757, t. 1^{er}, p. 94).

(2) Fils de Charles Chapt et de N. N.... ; créé marquis de Laxion en 1724 ; marié en 1724 à Jacqueline-Éléonore d'Aydie de Ribérac.

(3) Aujourd'hui commune de Cognac, canton de Thiviers, arrondissement de Nontron.

(4) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 283.

(5) Aujourd'hui commune de Sencenac, canton de Brantôme, arrondissement de Périgueux.

(6) Variante du blason indiqué par M. de Froidefond.

CHAYLARD (N. du). — xviii^e siècle. — Cachet ovale de 25^{mm} sur 20.

Dessin. — Ecu de forme ordinaire, portant deux échancrures au sommet; aux armes (1); couronne de comte; support, deux lions accroupis.

(Communiqué par M. le comte de Saint Saud).

CHAYLARD (N. du). — xviii^e siècle. — Cachet ovale de 25^{mm} sur 20.

Dessin. — Sur un cartouche orné de guirlandes, écusson ovale, aux armes; couronne de marquis.

(Communiqué par M. le comte de Saint Saud.)

CHEVALIER DE CABLANS (N. du Lau, épouse de N.). — 1447. — Cachet ovale, 22^{mm} sur 19. — Lettre à M. Chevalier de Cablans. (Périgueux, 21 juillet 1447.)

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Cablans (d'or, à la masse d'armes de.... tenue en pal par une main gantelée de.... mouvant du flanc sénestre de l'écu, au chef d'azur chargé de trois coquilles de....); celui de sénestre aux armes du Lau (le laurier surmonté d'un lambel de trois pendants mouvant du chef). Couronne de marquis.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

CHEVALIER (N.) dit le Chevalier de Saint-Mayme (2). — 1692. — Cachet octogonal, 19^{mm}. — Lettre à M. le Chevalier de Cablan, son père (village de..., en Piémont, 3 juin 1692).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu aux armes (conformes au cachet de 1734), embrassé de palmettes. Couronne de comte.

(Archives Leymarie de La Roche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes.)

CHEVALIER (Pierre-Joseph) (3), seigneur de Saint-Mayme et de Cablans. — 1734-1738. — Cachet ovale, 22^{mm}. — Lettre à M. de Boisset (Bordeaux, 20 janvier 1734); testament (20 mai 1738).

Pas de légende.

(1) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 294.

(2) Aujourd'hui commune de Saint-Mayme-de-Péreyrols, canton de Vergt, arrondissement de Périgueux.

(3) Fils de Jean Chevalier, sieur de La Vernide, et de Marie Giry.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale d'argent, au chevron d'or, chargé de trois coquilles de sable, posées l'une au sommet du chevron et les deux autres à dextre et à sénestre dans le sens du chevron, accompagné en chef de deux croissants de.... et en pointe d'une masse d'armes en pal tenue par une main gantelée mouvante du flanc sénestre de l'écu, le tout de.... (1). Couronne de comte.

(Archives Leymarie de La Roche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

CHILHAUD (Pierre-Front de) (2), écuyer, seigneur de Dian (3). — 1706. — Cachet octogonal (14^{mm} sur 12), plaqué sur une convocation au ban de Pierre de Coursou (20 juillet 1706).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson parti : au 1, au monde d'or recroiseté et surmonté d'une croix, accompagné de trois besants, 2 aux flancs et 1 en pointe, et, en chef, d'une branche de laurier rangé en fasce (de gueules, au monde d'or accompagné de trois besants d'argent, 2 aux flancs et 1 en pointe, et, en chef, d'un laurier d'or rangé en fasce), qui est de Chilhaud de Dian : au 2, à un lion (d'or, au lion d'azur, aliàs de gueules), qui est du Lion de Belcastel. Bordure de grènetis.

(Archives de Coursou).

CHINIAU DE LA MORELIE (4) (N). — 1727. — Cachet ovale, 23 ^{mm} sur 20, plaqué sur une lettre signée Lamorelie et adressée à M. de Saint-Just (Bordeaux, 22 février 1727).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale (d'argent, à la salamandre d'or couronnée de même dans des flammes de gueules). Couronne de comte. Supports, deux lions.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(1) M. de Froidefond, qui mentionne ce blason comme variante du blason ordinaire, dit : « le tout d'argent », ce qui est impossible, le champ étant d'argent. En tout cas, le blason est incorrect, puisque le chevron est d'or, ce qui est nettement indiqué sur le cachet ; le champ était certainement d'azur.

(2) Né en 1623 ; fils d'Hélie de Chilhaud et de Marie de Juy ; marié, le 27 décembre 1653, à Marie du Lion de Belcastel, veuve du seigneur de Roux de Campagnac ; lieutenant général en la sénéchaussée de Bergerac mort à Bergerac, âgé de 86 ans, le 27 décembre 1700.

(3) Dian, (aliàs Adian), aujourd'hui commune de Couloaneix, canton et arrondissement de Périgueux.

(4) La Morelie ou La Maurelie, aujourd'hui commune de Cornille, canton de Savignac-les-Eglises, arrondissement de Périgueux.

CLERGEAUD (N. de Mourcin, épouse de N. de). — 1779. — Cachet ovale, 19^{mm} environ sur 17. — Lettres à M^{me} de La Roche de Lemarie (*sic*), à Périgueux (Périgueux, 30 janvier 1779).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale d'azur, au coq d'argent (Clergeaud). Couronne de comte.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes.)

CLUZEL (N. du). — 1690. — Cachet octogonal, 16^{mm}. — Lettre signée « Lagrange Ducluzel » et adressée à M^{lle} de Puismarteaux, à Périgueux (Bordeaux, 25 novembre 1690).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes, embrassé de palmettes. Couronne de comte.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes.)

CLUZEL DE LA CHABRERIE (N. du). — 1755. — Cachet ovale (19^{mm} sur 17), plaqué sur une lettre signée « l'abbé de la Chabrerie » et adressée à M. de Saint-Just (Paris, 27 mars 1755).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche sommé à dextre d'une mitre et à sénestre d'une crosse, écusson ovale aux armes (1). Couronne de comte.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes.)

COSSON DE LA SUDRIE (N. de). — 1733. — Cachet octogonal, 18^{mm}. Lettre à M. de Cablane (La Sudrie, 12 mai 1733).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson parti : au 1, d'azur, au lion couronné de... ; au 2, aux armes de Cosson (2). Couronne de comte. Palmettes.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes.)

(1) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 301.

(2) Un cachet plaqué sur une lettre du même (17 mai 1733) ne porte que le lion couronné.

COSSON DE LISLE (Françoise de) (1). — 1739. — Cachet octogonal 18^{mm}, plaqué sur un testament du 16 mars 1739.

Sans légende.

Dessin. — Ecu ovale parti : au 1, de Cosson (2) ; au 2, à un lion ; embrassé de palmettes. Couronne de comte.

(Communiqué par M. Grenier).

COSSON DE LA SUDRIE (N. de). — 1745. — Cachet ovale, 18^{mm} sur 16. — Lettre à M. de Cablane (La Sudrie, 16 novembre 1745).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale parti : au 1, à un lion ; au 2, de Cosson. Couronne de comte.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

CRÉMOUX (N. de). — 1754. — Cachet ovale, 22^{mm} sur 18, plaqué sur une lettre au marquis de Saint-Just (Périgueux, 25 juin 1754).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes (3). Couronne de comte. Supports, deux lions. Exécution défectueuse.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

DUCHÈNE (Jean-Baptiste) (4), seigneur de Montréal. — 1703. — Cachet ovale (22^{mm} sur 20), plaqué sur un exemplaire adressé à M. de Saint-Just, d'une circulaire imprimée, relative à la convocation de la noblesse de la sénéchaussée (Périgueux, 15 mai 1703).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (5) accosté de palmettes. Couronne de comte.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(1) « Habitant au lieu de La Caze, paroisse de Bourgniac, juridiction de Sourzac en Périgord » (aujourd'hui commune de Bourgnac, canton de Mussidan, arrondissement de Ribérac).

(2) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 306.

(3) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 960.

(4) Fils de Philibert Duchêne, seigneur de Montréal, maire perpétuel de Périgueux mort en 1712.

(5) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 332 bis.

ESCODECA DE BOISSE (1) (N. d') (2). — 1656. — Cachet ovale (fragment), plaqué sur une lettre à M. de Saint-Just (26 octobre 1656).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (3). Couronne de comte.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

ESTISSAC (Gantonnet d'). xv^e — siècle. — Sceau-matrice rond, 20 mm.

Légende. — S GANTO DESTISHAC.

(Seel Gantonnet d'Estishac).

Dessin. — Ecu palé (d'or et d'azur) de six pièces, au lambel de six pendants mouvant du chef.

(Trouvé à Saint-Astier par M. Choulet. — Voir le *Bulletin*, XXI, 1894, p. 441).

FAYOLLE (Gaston-Isaac, chevalier de) (4). — 1738. — Cachet ovale, 24^{mm} environ sur 18. — Lettre à M. de Cablan de La Vernide (Tocane, 11 juin 1738).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu parti de Fayolle et de La Brousse. Couronne de comte. Palmettes.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes.)

LE MÊME. — 1749. — Cachet ovale, 24^{mm} sur 22. — Lettre à M. de Cablan (Fayolle, 9 octobre 1749).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Fayolle ; celui de sénestre d'argent, à trois bandes d'azur, au chef cousu d'argent plain. Couronne de marquis.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(1) Aujourd'hui commune de Boisse, canton d'Issigeac, arrondissement de Bergerac.

(2) Probablement Jean-Henri d'Escodéca, mestre-de-camp, fils d'Hector d'Escodéca, marquis de Boisse, marié en 1648 à Marthe de Comminges. — M. de Froidefond lui donne le titre de marquis de Boisse ; la lettre est signée Boyssé-Pardailhan, et une note inscrite sur la lettre indique qu'elle provient du marquis de Pardailhan de Boisse.

(3) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 834.

(4) Ce sceau est le même que celui qui a été décrit dans la *Sigillographie du Périgord*, n° 380.

FAYOLLE (N. de) (1), curé de Saint-Just (2). — 1773. — Cachet ovale (fragment), plaqué sur une lettre à la marquise de Saint-Just (Saint-Just, 27 avril 1773).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche accompagné de branches d'olivier, écusson ovale aux armes. Couronne de comte.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

FOUCAUD (N. du Lau, épouse de N. de). — 1746. — Cachet ovale, 20^{mm} sur 18. — Lettre à M. de Cablans (La Caux, 2 novembre 1746).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Foucaud (de gueules, au lion d'or) ; celui de sénestre aux armes du Lau (le laurier est surmonté d'un lambel à trois pendants). Couronne de comte.

(Archives Leymarie de La Roche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

FUMEL (N. de), seigneur de L'Isle (3). — 1728. — Cachet ovale (fragment), plaqué sur une lettre signée « Fumel de Lisle » et adressée à M. de Saint-Just. (L'Isle, 13 juin 1728).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes (d'azur, à trois pointes ou fusées d'or mouvantes de la pointe de l'écu) (4). Couronne de.... ?

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

GAREBCEUF (N. de). — xvii^e ou xviii^e siècle. — Cachet ovale, de 18^{mm} sur 16.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson à pointe arrondie, aux armes (5) ; le taureau est

(1) Probablement N. de Fayolle, prêtre, fils de Pierre de Fayolle, écuyer, seigneur de Chadeuil, et de Marie du Lau.

(2) Aujourd'hui commune de Saint-Just, canton de Montagnier, arrondissement de Ribérac.

(3) Aujourd'hui commune de Lisle, canton de Brantôme, arrondissement de Périgueux.

(4) Nous pensons qu'il serait plus exact de dire trois fumées (armes parlantes).

(5) C'est une troisième variante. — Voir l'*Armorial* de M. de Froidefond, 2^e édition, t. I^{er}, p. 326, et la *Sigillographie du Périgord*, n^o 397 bis.

urmonté d'un chef chargé d'un croissant accompagné de deux étoiles.
Casque taré de face, avec lambrequins.

(Sceau-matrice au château de La Cousse. — Communiqué par M. le comte de Saint Saud).

GRAIN DE SAINT-MARSAULT (Henri) (1), baron de Parcoult (2). — 1753. — Cachet octogonal, de 17^{mm}, plaqué sur le testament de Henri Grain de Saint-Marsault, seigneur et baron de Parcoult, Turlais, Chasteauguion et autres places (signé *Parcou*), en date du 5 janvier 1753.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson à trois demi-vols (de gueules, à trois demi-vols d'or, *alias* d'argent) (3). Couronne de comte.

(Communiqué par M. Grenier.)

HAUTEFORT (Madeleine Grenier de Pleaux, épouse de Charles, comte d') (4). — 1742. — Cachet ovale (17^{mm} sur 16), plaqué sur un brevet portant nomination de M^e Pierre Sabouroux en l'office et charge de juge de la terre et seigneurie de Burée (20 septembre 1742).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes d'Hautefort, les trois forces accompagnées d'un lambel de trois pendants, mouvant du chef ; celui de sénestre de gueules, au chef d'or. Couronne ducal.

(Communiqué par M. Paul Huet).

HAUTEFORT (Emmanuel-Dieudonné, marquis d') (5). — 1748. — Cachet rond (22^{mm}), plaqué sur un acte par lequel Emmanuel, marquis d'Hautefort, baron de Juillac et de Thenon, seigneur de La Mothe, nomme ses trois chapelains d'Hautefort, auxquels il donne commission de célébrer les messes fondées par défunt Jacques-François,

(1) Marié à Marie de Maurin ; lieutenant-colonel, chevalier de Saint-Louis.

(2) Aujourd'hui commune de Parcoult, canton de Sainte-Aulaye, arrondissement de Ribérac.

(3) D'après le dessin donné par M. de Froidefond (*Armorial du Périgord*, 2^e édition, t. 1^{er}, p. 256), les deux demi-vols placés en chef seraient affrontés ; dans le cachet ci-dessus et dans d'autres cachets provenant de divers membres de la même famille, les trois demi-vols sont figurés de même, la pointe de l'aigle dirigée vers sénestre.

(4) Fille de Louis Grenier, marquis de Pleaux, mariée le 30 avril 1733 à Charles d'Hautefort, marquis de Marquessac, fils de Jean-Louis d'Hautefort, et de Marie-Bertrande de Saunier.

(5) Voir le n^o 489 de la *Sigillographie du Périgord*.

marquis d'Hautefort, dans les chapelles de Montignac et de La Mothe et dans celle de la vicairie de Sainte-Anne de Thenon (Hautefort, 27 juillet 1748).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson rond aux armes. Couronne de marquis, cimée d'un animal posé de face, les pieds de devant sur les perles de la couronne. Supports, deux anges.

(Chartrier d'Hautefort).

JAUBERT (Jean, comte de) (1). — XVIII^e siècle. — Cachet ovale (19^{mm} sur 17).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche rocaille, écusson d'azur, à la fasce d'or accompagnée de six fleurs de lys du même, trois en chef et trois en pointe, rangées en fasce (2). Couronne de comte.

(Sceau-matrice au château de La Cousse. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

JAY DE BEAUFORT (N.) — 1731. — Cachet octogonal (presque rond), 18^{mm}. — Lettre à M. Chevalier de Cablans (Beaufort, 7 mai 1731).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson parti : au 1, de Jay de Beaufort (3) ; au 2, losangé, au chef palé. Couronne de comte. Palmettes.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(A suivre).

PH. DE BOSREDON.

(1) Fils de Louis de Jaubert, seigneur de La Faye, et d'Anne de Robinet ; marié le 6 novembre 1787 à Marie-Anne Le Berthon.

(2) Conforme au blason donné par M. de Froidefond (*Armorial*, 2^e édition, t. I^{er}, art. Jaubert) ; mais il y a eu plusieurs variantes : voir ma *Sigillographie du Périgord*, 2^e édition, nos 492 et suivants.

(3) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 502. — La bande portant deux lions est accompagnée de deux objets en forme d'I, qui représentent sans doute les deux rocs d'échiquier du blason ordinaire.

V A R I A

CORRESPONDANCE DES CONTRÔLEURS GÉNÉRAUX DES FINANCES AVEC LES
INTENDANTS DES PROVINCES, publiée par M. de Boislisle, sous-chef au
Ministère des finances (*Suite*).

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général,*

5 et 9 octobre 1691.

Préparation du département des tailles dans l'Election de Périgueux (1).

Le pays a souffert de la grêle, de la mortalité des bestiaux et des débordements de la Dordogne. La récolte de vin est à peine suffisante pour la consommation ordinaire. Celle des châtaignes est très abondante dans les paroisses où il n'a point grêlé ; mais, comme ces châtaignes doivent servir à défaut de blé, les paysans les consommeront eux-mêmes et n'en auront point pour engraisser leurs porcs, qui manqueront également de glands. D'ailleurs, on a coupé un grand nombre de châtaigniers pour l'usage des fonderies de canons, faute d'autres bois, et ce sera dans l'avenir une cause de disette, puisqu'il paraît impossible de remédier à ce mal nécessaire. L'emploi des bœufs au transport des canons semble être aussi une des causes de la mortalité qui a décimé ces animaux ; mais maintenant que la navigation est établie sur la rivière de l'Isle, les bateaux pourront facilement en profiter pour porter les canons depuis le Périgord jusqu'à Libourne.

« Sur les 100.000* que vous avez eu la bonté d'accorder pour les
» paroisses greslées, dont M. de Breteuil m'a envoyé l'arrêt, j'ai distribué
» à celles de cette Election 15.160 *. Je vous assure qu'elles en avoient
» un grand besoin. Je crains que l'imposition de 495.105 * que je viens
» d'apprendre, par une lettre de M. de Barbezieux, qu'il faut faire pour le
» paiement de l'ustensile de la cavalerie, ce qui reviendra à un sixième
» de la taille, en diminuant les moins imposés, ne soit cause que la taille
» ne se puisse pas payer l'année prochaine dans un grand nombre de
» paroisses, parce qu'il y en a plusieurs où il n'y a pas présentement de
» quoy semer, et je viens d'écrire à Bordeaux, afin qu'on fasse porter des

(1) M. de Bezons avait demandé une diminution en moins imposé de 100.000* pour soulager les cantons les plus malheureux, où les vins, les millets, les blés d'Espagne avaient été détruits. (Lettres des 7, 11, 21 et 28 août, 17 septembre et 1^{er} octobre).

» blés du costé de Fleix, pour que les paysans qui n'en ont pas puissent
» trouver à en acheter afin de faire la semence. Dans la plupart, ils n'au-
» ront point de blé après la semence faite, on dans la fin de novembre au
» plus tard. Ainsy, vous pouvez juger si ces paroisses seront en estat de
» payer cette imposition de l'ustensile, qui fait le sixième de la taille, dans
» la fin de mars. Il y a, outre ce, 93.750 « à imposer sur les principales
» villes pour l'ustensile de l'infanterie, et 37 compagnies de cavalerie ou de
» dragons et quartier d'hiver. Je sais que c'est la mesme chose que
» l'année passée ; mais la récolte avoit esté meilleure, et les efforts que l'on
» a faits pour le payement des subsides de l'hiver dernier et des tailles de
» cette année ont mis bien des paroisses, à ce que je vois, hors d'estat de
» pouvoir payer... »

(Tome 1^{er}, p. 281).

*M. de Bouville, intendant à Limoges,
au Contrôleur général,*

2 octobre 1692.

« J'ay déjà visité la meilleure partie du Limousin, et je vais voir le
» reste sur le chemin de Périgord, mais je vous avoue que je ne pouvois
» pas croire ce que je vois. Toutes les chataignes sont perdues, et la plus
» grande partie des blés noirs ; les vignes ont beaucoup souffert et souffrent
» actuellement, de manière qu'il y aura si peu de vin que le prix en augmente
» tous les jours. Il y a un peu plus de blé que l'année dernière ; mais, en
» vérité, la chataigne et le blé noir ayant manqué, il ne suffira pas jusques
» au caresme pour la nourriture des habitans. Tout le monde veut garder ce
» qu'il a, et ceux qui, par leurs affaires, sont forcés d'en vendre, trouvent à
» s'en défaire à 5 sols par boisseau plus qu'il n'a esté vendu pendant tout
» l'esté.... (1) »

(Tome 1^{er}, p. 297.)

(1) Le 18 octobre, il écrit encore : « La gelée a achevé de perdre le
» peu de chataignes et de blé noir qui restoient et de mettre les vignes en un
» estat qu'il semble que le feu y ayt passé.... C'est un grand bien qu'il ne
» vienne point de troupes, qui auroient consommé l'avoyne que les pauvres
» gens conservent pour faire du pain. Le blé que le Roy veut bien envoyer
» ne pourroit pas suffire, à beaucoup près, pour nourrir tous ceux qui en
» auront besoin, sans le secours de l'avoyne, de l'orge, des pois et autres
» légumes.... Rien ne me paroist plus important que de continuer à empescher
» les assemblées des pauvres ; j'en vois la conséquence, et, Dieu mercy !
» nous avons évité les maladies cet été. Le Périgord en est plein, et elles

*M. de Bouville, intendant à Limoges,
au Contrôleur général.*

2 mai 1693.

« Les charités que vous avez procurées à cette Généralité ont sauvé
» la vie à une infinité de malheureux ; mais, comme il a fallu les partager
» en trop de portions, par l'augmentation du nombre des pauvres, qui est
» présentement infini, il n'a pas laissé d'en mourir de foiblesse, et les autres
» sont si décharnés et si fort abattus, qu'il faut présentement leur donner
» quelque chose qui les soutienne au moins dans cet état. Nous avons jus-
» ques icy esté assez heureux pour n'avoir pas plus de malades que dans les
» communes années, et j'attribue ce bonheur à la grâce que Dieu nous a faite
» d'empescher les assemblées des pauvres ; mais il est fort à craindre que ces
» pauvres gens affamés ne se jettent sur les fruits verts, s'ils ne sont secourus
» d'ailleurs, et que les maladies ne commencent dans cette province par cet
» endroit-là, ou par la communication avec Aurillac, Figeac, Cahors et Péri-
» gueux, où on m'assure qu'il y a des maladies qui ont de fâcheuses appa-
» rences.... (1) »

(Tome 1^{er}, p. 319.)

« semblent prendre le chemin de venir en Limousin, mais j'espère que le froid
» les arrêtera. »

Voir diverses lettres de Limoges et de Tulle, aux dates des 24, 30 et 31 octobre. Le Roi accorda une diminution de 200.000* sur la taille et de 122.000* sur l'ustensile, outre les blés qu'il fit distribuer. Les semences se firent principalement en seigle ou en baillarge, le froment ne s'étant point trouvé propre à cet usage, et, par suite, une certaine quantité de terres restèrent incultes. — Pour éviter l'accumulation des pauvres, M. de Bouville demanda encore, d'une part, à les faire nourrir dans leurs paroisses respectives, et, d'autre part, à former des magasins pour cet effet. (Lettres de M. de Bouville, 8 et 29 novembre, 20 décembre.)

(1) En accusant réception d'un secours de 20.000*, le 6 juin, il écrit :
« Il meurt tous les jours un si grand nombre de pauvres, qu'il y aura des
» paroisses où il ne restera pas le tiers des habitans. C'est une chose bien
» douloureuse de voir mourir des gens sans les pouvoir secourir, parce qu'ils
» ont tant souffert que, dès le moment qu'on leur donne à manger, ils étouf-
» sent. Il en mourut avant-hier un près de ma porte, et j'en fis secourir hier
» un autre assez à temps pour le faire avaler de bonne nourriture et le
» sauver.... »

Le 7 octobre, il dit encore : « Si les dyssenteries et les fièvres malignes
» continuent, comme il est fort à craindre, puisque le nombre des malades
» augmente tous les jours, il faudra bien moins de blé l'année prochaine, par

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

6, 9, 17 et 29 octobre, 6 novembre 1693.

Rapports sur le département des tailles, la répartition du moins imposé, les mesures prises pour l'approvisionnement de la province en blés et en fèves, la récolte du vin, les traités faits avec le munitionnaire ou avec les marchands, la suspension du droit de fret ou des droits locaux, les maladies contagieuses, le progrès des semailles, etc.

« Je fais imprimer l'arrêt qui m'a été adressé par M. Pussort, concernant les semences, afin de le rendre public et que l'on le fasse signifier »
» aux propriétaires des terres qui ne sont pointensemencées, pour que, »
» dans huitaine, ils y fassent travailler, et, ce délai passé, l'on verra les »
» particuliers qui voudront le faire, afin de profiter de ce qui est porté par »
» cet arrêt. J'écris à tous ceux qui sont chargés de la visite des grains, »
» pour qu'ils parlent aux seigneurs ou à leurs fermiers pour qu'ils fassent »
» ensemenacer les terres qui ne le sont point, leur faisant connoître la »
» perte que ce sera pour eux, s'ils ne le font pas, à cause des droits »
» qu'ils ont à prendre sur ces terres. Il y a déjà quelques fermiers qui »
» m'ont parlé, qui auroient voulu avoir privilège sur le fonds, en cas qu'il »
» arrivast l'année prochaine un accident qui fist perdre la récolte. Je leur »
» ay fait connoître qu'il faudroit que l'accident fust bien grand pour »
» qu'on ne retirast pas la semence. La plus grande difficulté qui se trouve »
» et que j'ay prévue, il y a quelque temps, est qu'il y a eu une grande »
» mortalité de bestiaux, et qu'il y a plusieurs métairies où les terres ne »
» sont point labourées, faute de bestiaux ; le seul expédient qui m'a paru »
» que l'on pouvoit prendre pour y remédier, est de porter les laboureurs »
» voisins à donner une ou deux journées de leurs bestiaux pour labourer »
» les terres ; que celui qui preste la semence nourrisse les bestiaux, et »
» qu'il soit privilégié pour cette nourriture, de mesme que pour la semence, »
» et que ceux qui auront presté les bestiaux seront préférés pour les »
» journées que leurs bestiaux auront employées, à la déduction de la »
» nourriture ; et je charge ceux qui font la visite des grains de travailler »
» en exécution de ce que j'ay l'honneur de vous mander, et de m'arrêter

» la diminution des habitants, dont il meurt une prodigieuse quantité, non »
» seulement dans les villes, mais dans quasi toutes les paroisses de la cam- »
» pagne. Les plus jeunes et les plus robustes résistent moins que les autres. »
» Enfin, il y a telles paroisses où il se fait tous les jours dix et douze enter- »
» remens.... »

» un estat dans chaque canton de ce qu'il aura esté avancé, afin que je
» l'autorise en exécution de l'arrest du Conseil. . . .

» Il faudra plusieurs années au Périgord pour le remettre de ce qui est
» arrivé, parce que, soit pour leur subsistance ou pour le payement des
» subsides, il y en a un grand nombre qui ont esté obligés de vendre tous
» leurs meubles et leurs petits ustensiles ; cela ne se peut rétablir de
» longtemps. L'on ne fait presque plus de nourrissage de cochons, ce qui
» estoit d'un grand secours et servoit pour la plupart au payement de la
» taille. Il y a eu mortalité de bestiaux dans quelques paroisses de l'Elec-
» tion de Périgueux, mais il y a beaucoup d'endroits où ils ont esté ven-
» dus, parce qu'ils estoient fort chers ; c'est ce qui donne de la peine en
» des paroisses pour la semence des terres, parce qu'elles ne se trouvent
» pas préparées pour la recevoir. Il y a encore des lieux où les blés ne
» sont pas battus, à cause du grand nombre de malades. Le Périgord
» estoit un pays très peuplé : il est mort dans les Elections de Périgueux
» et de Sarlat plus de soixante mille personnes, y compris les petits
» enfans depuis un an. . . . »

(Tome 1^{er}, p. 340).

*M. l'Evêque de Périgueux,
au Contrôleur général.*

6 juillet 1695.

Les peuples de son diocèse ne peuvent vendre leurs blés ni leurs porcs pour payer les impositions. Le blé, qui a diminué de près des deux tiers, ne vaut que 30 ou 35 sols le boisseau de quarante-cinq livres. Les contribuables demandent à payer leur capitation en grains, qui pourraient descendre à Bordeaux et servir aux magasins de la marine, de même que les porcs pourraient être utilisés pour l'approvisionnement de Rochefort.

(Tome 1^{er}, p. 396).

1698. — A Périgueux, le directeur des postes, se fondant sur l'usage et, disait-il, sur ce que les lettres étaient apportées par un messenger spécial depuis la grande route, faisait payer 7 sols pour les lettres de Paris, quoique la taxe ne fût que de 5 sols à Paris pour les lettres de Périgueux et que, d'ailleurs, le tarif dût être le même pour les lieux situés sur la route ou pour ceux qui se trouvaient sur une traverse. M. de Bezons porta plainte de cet abus. (Lettre du 27 décembre 1698.)

(Tome I, p. 421).

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

21 septembre 1697.

Depuis que le Roi, prenant en considération les accidents arrivés aux biens de la terre, a accordé une diminution de 200.000 " à la Généralité de Bordeaux, au lieu de celle de 300.000 " qu'on lui demandait, les Elections de Périgueux et de Sarlat, ont achevé de perdre, par l'effet des brouillards, leur récolte de châtaignes, déjà compromise par les gelées ; elles ont d'ailleurs si peu recueilli de blé, que bien des habitants ne pourront se nourrir pendant l'hiver, et leur misère mérite qu'on porte la diminution à 40.000 " de plus, ce qui est possible, puisque les commissions des tailles ne sont pas encore arrivées (1).

(Tome I, p. 459).

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

27 octobre 1698.

Rapport sur les récoltes et les vendanges.

« L'on m'a mandé de Bordeaux que toutes les marchandises se sont
» vendues pendant la foire fort cher ; la plupart ont augmenté de prix de
» vingt pour cent : il y en a eu qui ont augmenté jusqu'à vingt-cinq pour
» cent, ce qui me paroît une très grosse augmentation.

» J'ay fait le département des tailles de l'Election de Sarlat. Il est incon-
» cevable la misère qui est en Périgord. Il n'y a presque point de châtai-
» gnes ; les blés noirs n'ont point réussi. Il commence d'y avoir une
» furieuse quantité de pauvres, en sorte que le Périgord sera cette année
» de mesme qu'en 1693. Je crois qu'il est de la bonté du Roy d'y faire
» faire des charités, vers Noël ou le commencement de janvier, afin d'em-
» pescher que plusieurs personnes ne meurent de faim pendant cet
» hiver (2) ».

(Tome I, p. 495).

(1) « Neant, sauf à luy à répartir les 200.000 " comme il jugera le plus à propos ». — Voir les rapports envoyés chaque semaine, sur le prix des grains, l'état des récoltes, particulièrement des vignes, qui avaient été complètement gelées au commencement de l'année, puis grêlées, etc.

(2) M. du Vigier, procureur général au Parlement, confirme ces détails, et annonce, dès le 27 novembre, qu'une partie de la population émigre du côté des pays les plus favorisés. Voir aussi une lettre écrite par M. l'Evêque de Périgueux, vers le 23 du même mois. . . .

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

3 janvier 1699.

Le Périgord souffre d'une misère profonde, et, quoique d'autres provinces aient aussi besoin de secours, celle-ci ne peut être sauvée de la famine que par l'intervention du Roi. La charité privée ne peut plus rien faire, et les évêques ont épuisé leurs ressources; les cultivateurs, qui ont eu les meilleures récoltes, ont peine à se nourrir, eux et les leurs, et la plupart des familles désertent pour aller mendier. Une somme de 50,000* pourrait s'employer soit en aumônes, soit en distributions de grains et de légumes (1).

(Tome I^{er}, p. 511.)

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

24 mars et 4 avril 1699.

L'ordonnance de 20,000 * destinée aux ateliers publics a été remise au receveur général, lequel a donné en échange des rescriptions sur les receveurs des tailles, et toutes les mesures sont prises pour l'organisation des travaux; mais M. l'évêque de Périgueux, avec qui l'on a ordre de se concerter demande que les 17,000 * affectées à son diocèse soient employées à des achats de grains, plutôt qu'à des travaux publics; il prétend que les

(1) Le Contrôleur général fit accorder 30,000*. Voir la lettre écrite le 2 janvier par M. l'évêque de Périgueux.

D'autres parties du département étaient mieux fournies de grains, et même l'abondance se maintenait sur les marchés, mais les prix étaient fort élevés, en raison de l'appréhension générale ou bien des enlèvements que faisaient les provinces voisines, l'Auvergne, le Limousin, etc. (Lettre du 6 janvier.)

Le 21 février, en envoyant les projets de répartition de la somme accordée au Périgord et en renouvelant ses demandes de fonds pour faire venir des légumes aux frais du Roi, M. de Bezons dit : «... Je ne puis mieux vous exprimer la misère où est le peuple en Périgord, qu'en vous marquant que » M. l'évêque de Périgueux fait donner l'aumône à quinze cents pauvres tous » les matins, qui sont dans la ville et banlieue de Périgueux. J'apprends que » l'on a fait un projet de charger tous ceux qui sont en état dans la ville de » Périgueux de les nourrir; que M. l'évêque de Périgueux se charge, par » ce projet, d'en nourrir quatre cent cinquante... Les pauvres souffrent » encore plus qu'en 1693 et 1694, parceque la récolte a esté plus mau- » vaise. »

pauvres n'ont plus assez de force pour travailler, et que leur réunion, dans l'état où ils se trouvent, ferait naître quelque épidémie.

« Je crois que le mieux seroit d'employer 8000 * aux ateliers publics, » aux environs de Périgueux, et 9000 * en achats de grains.

» Trois raisons produisent l'augmentation du prix des grains : la première, que l'on en transporte encore plus en Limousin et en Auvergne » qu'on ne faisoit, de sorte que tout ce qui se porte dans les marchés est » acheté en mesme temps, quoyque l'on voye arriver de ces provinces un » nombre infini de pauvres; la seconde [que] les nouveaux grains n'ont pas » une fort belle apparence, à ce que l'on prétend, en sorte que l'on craint » que la récolte prochaine ne soit pas bonne; la troisième, que les grains » sont présentement entre les mains des personnes accommodées, qui ne » sont point pressées de vendre de sorte que l'on n'en porte dans les » marchés que ce qui se peut vendre, en sorte, quoyqu'ils soient bien » fournis, qu'il n'en reste point à la fin du marché à vendre. Je parlay » hier avec M. de la Tresne, premier président du Parlement, sur ce » sujet; je luy dis qu'il n'y auroit point de mal que le Parlement donnast » un arrest pour faire appréhender que l'on visiteroit les greniers, afin que » cela obligeast à porter plus de grains dans les marchés qu'il n'y en a pré- » sentement (1)... »

(Tome I^{er}, p. 520).

*M. de Ris, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

27 juillet 1684.

Le sieur Eymar de Boisse, de Casteljaloux, qui s'était converti, mais qui avait sursis, par ordre du Roi, à faire sa déclaration publique, pour donner avis des mouvements des religionnaires, demande que l'on modère en sa faveur le prix de la charge vacante de lieutenant criminel de Bergerac. Ses services méritent cette récompense (2).

(Tome I^{er}, p. 25.)

(1) Sur de nouvelles instances de M. l'évêque de Périgueux (1^{er} et 23 mai), le Roi accorda encore 10,000 * pour acheter des fèves et les revendre au-dessous du prix coûtant, ou pour secourir en argent les paroisses les plus pauvres.

(2) A la nouvelle que le Roi avait fixé la charge, par modération, à 3.000 *, les religionnaires de Bergerac se cotisèrent pour la lever sur le taux primitif de 6.000, en faveur du fils du dernier pourvu. (Lettre de l'Intendant du 21 septembre).

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

7 septembre 1686.

« Je crois que ma présence à la foire de Bordeaux est absolument
» nécessaire. J'entrerai en connaissance de tout ce qui regardera le com-
» merce, faisant connoître aux négocians combien on veut les favoriser ;
» je veillerai en mesme temps pour que les nouveaux convertis ne se ser-
» vent pas de cette occasion pour désertir. Lorsque je suis arrivé à Ber-
» gerac, qui est une ville remplie de marchands et de négocians presque
» tous nouveaux convertis, j'ay trouvé qu'ils faisoient la plupart très mal
» leur devoir ; j'ay cru qu'il estoit important de tascher à les faire changer
» de conduite sans user de voyes de rigueur ; j'y ay séjourné trois jours,
» et, lorsque je suis parti, le maire et les échevins de la ville sont venus
» avec tous les principaux négocians, ayant mesme le curé avec eux, pour
» m'assurer qu'ils vouloient vivre désormais comme les anciens catholiques,
» envoyant leurs enfans aux instructions et prenant, ceux qui n'ont point
» communie, des ecclésiastiques pour les instruire et les porter à bien
» faire leur devoir à l'avenir. Je les ay assurés que, s'ils tenoient cette con-
» duite, ils auroient beaucoup de protection, et que j'irois dans cinq semai-
» nes pour voir comment ils exécutent les promesses qu'ils me donnent.
» Je ne sais comment cela réussira : j'espère pourtant, pourvu qu'il n'ar-
» rive pas d'écrits des pays étrangers qui les fassent changer de sentimens,
» que l'on les portera à tenir une meilleure conduite qu'ils n'ont fait jus-
» ques à présent. Il y a dans la ville ou le faubourg près de six mille
» nouveaux convertis (1) ».

(Tome 1^{er}, p. 82).

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

11 août 1691

« Je reçois dans ce moment la lettre que vous m'avez fait l'honneur de
» m'écrire du 4 de ce mois, avec laquelle estoit celle d'un nouveau

(1) Voir, aux 15 et 24 octobre, les rapports de M. de Bezons sur le commerce de la foire et sur les mesures qu'il prit, d'après les ordres envoyés le 26 septembre par le Contrôleur général, pour obvier aux tentatives d'émigration.

Voir aussi le rapport de M. de Vaubourg sur l'évasion des religionnaires du Béarn et des provinces voisines par les passages des montagnes espagnoles (8 août), et, d'autre part, ceux de M. Chauvelin (Amiens) sur le secours que les gardes des fermes prêtaient, moyennant finance, aux fugitifs de Normandie (23 mars, 28 avril, 26 octobre).

» converti de Bergerac, qui se plaint d'une taxe qui a esté faite sur luy. Il
» ne devoit pas prendre la liberté de vous en écrire, parce que j'ay remé-
» dié à ce qui concernoit sa taxe : au lieu de mettre 4^e, en copiant, on
» avoit mis 40 francs, et cela a esté corrigé. Pour ce qui est des taxes qui
» se font sur les nouveaux convertis, M. de Louvois manda, par ordre du
» Roy, l'année dernière, à M. de Sourdis de former quatre nouveaux régi-
» mens de milices dans cette Généralité ; l'on en fit autant dans celle de
» Montauban, etc. ».

(Tome 1^{er}, p. 255).

*M. de Bouville, intendant à Limoges,
au Contrôleur général.*

12 janvier 1692.

« Vous serez sans doute surpris d'apprendre qu'après avoir examiné
» l'estat des paroisses de Limousin avec toute l'exactitude imaginable,
» j'ay trouvé plus de soixante et dix mille personnes de tous âges et des
» deux sexes qui se trouvent réduites à mendier leur pain avant le mois
» de mars, vivant dès à présent d'un reste de chataignes à demy pour-
» ries, qui seront consommées dans le mois prochain au plus tard..... ».

Les exigences des marchands, les frais de magasin et de transport, les pertes, etc., ne permettraient point d'établir, comme on l'a projeté, des greniers, qui, d'ailleurs, seraient trop éloignés des peuples. Le seul moyen de porter secours au département est d'acheter à Libourne les trente mille setiers qui lui sont nécessaires, de les faire amener à Bergerac par le retour des gabarres qui descendent les canons, de partager ce blé par prêt entre les paroisses, contre reçu des syndics, qui se chargeront de l'aller prendre à Bergerac, et enfin, d'en vendre une partie au rabais sur le marché de Limoges. Le setier, qui vaut 66 sols, et qui vaudrait dans un mois 4^e, ne reviendra qu'à 52 sols ; le Roi n'aura qu'à faire une avance de 60,000^e environ, dont une partie pourra se recouvrer plus tard (1).

(Tome 1^{er}, p. 274).

(1) Approuvé.

Le 6 avril suivant, M. de Châteaurenard, intendant à Moulins, envoie son rapport sur la partie de son département (110 paroisses) qui appartient au diocèse de Limoges. Il y compte 26.000 personnes réduites à la mendicité, et plus de cinq mille pauvres honteux, sans parler des habitants qui ont déserté. Le setier (mesure d'Aubusson) vaut 9^e et vaudrait encore plus, s'il y avait de l'argent sur la place, mais les munitionnaires ont des amas de blés sur la

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

16 février 1697.

« Ce n'est point M. du Vigier, président aux enquestes, qui a
» donné l'ordre de faire payer l'amende aux pères des enfans nouveaux
» convertis qui ne les enverront point aux instructions ; c'est moy qui l'ay
» mandé aux juges des lieux, dans toute cette Généralité, dès le mois de
» novembre 1695, après que M. de Chasteauneuf me l'eut écrit par ordre
» du Roy. Il y avoit eu un ordre précédent pour ne la faire payer qu'à
» l'égard des enfans qui n'auroient pas dix ans ; la lettre de M. de Chas-
» teauneuf, de l'année 1695, a expliqué que l'intention du Roy estoit jus-
» qu'à quatorze ans ; c'est ce que l'on fait exécuter en quelques endroits,
» où les curés font les instructions et les catéchismes. Je vous assure
» qu'ils n'en font point dans la plupart des paroisses à la campagne, de
» sorte que l'on n'y fait payer aucune amende. Je crois devoir vous rendre
» compte que j'ay donné l'ordre que, depuis la Saint Jean jusqu'à la Saint
» Martin, les juges ne donnassent point de condamnations contre les pères
» et mères pour n'envoyer pas leurs enfans aux instructions, parce que la
» plupart sont obligés d'estre avec leurs enfans à la campagne, soit pour
» la récolte, les vendanges, ou leurs autres affaires. L'on doit regarder
» Bergerac comme un des lieux de cette province où les nouveaux conver-
» tis sont les plus entestés de leur ancienne religion ; je ne compte pas
» que, dans la dite ville, il y ayt vingt nouveaux convertis qui ayent em-
» brassé la religion catholique de bonne foy. Je ne doute point que cette
» lettre n'ayt esté écrite par l'ordre des principaux bourgeois de la dite
» ville, qui sont ceux qui empeschent les nouveaux convertis des paroisses
» aux environs de faire leur devoir, et qui les retiennent dans leurs
» anciens sentimens, en leur inspirant qu'il doit y avoir par le traité de
» paix des stipulations à leur égard. Ils ne manquent pas d'avoir des let-
» tres des ministres ou des fugitifs qui sont en Hollande, par lesquelles
» on leur marque cette nouvelle ; ils l'ont tellement persuadé à la plupart

Loire et l'Allier. « Ces habitans, dit-il, sont actuellement assiégés par les nei-
» ges, en sorte qu'ils ne peuvent sortir de leurs maisons. La plus grande
» partie sont contraints d'arracher des racines de fougère, les faire sécher au
» four et piler pour leur nourriture ; d'autres, à faire du pain d'avoïne pied de
» mouche, qui n'est pas suffisant pour les nourrir, ce qui leur donne une si
» grande foiblesse, qu'ils en meurent, et ce qui peut causer dans peu de temps
» une peste ».

» des nouveaux convertis, qu'ils n'en doutent pas ; cela les confirme dans
» leur entêtement. . . . »

(Tome 1, p. 443).

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

21 juillet 1693.

La récolte ne s'étant élevée, en général, qu'aux deux tiers de ce qu'elle avait été en 1692, il faudra pourvoir à la subsistance des peuples, et l'on a déjà écrit aux receveurs des tailles de laisser à chaque particulier une quantité de grains suffisante pour faire les semailles, en prenant des précautions pour que les contribuables ne puissent abuser de cette tolérance, ou que leurs créanciers personnels ne fassent plus saisir ces semences.

« A l'égard des porteurs de contraintes, il seroit à désirer que l'on pût
» éviter de s'en servir. Je crois qu'il seroit dangereux, dans la conjoncture
» présente, de rien changer à la manière du recouvrement. C'est un ma-
» lheur que l'on ayt établi en Guyenne de se servir de logemens effectifs
» pour faire payer la taille ; il y a trop longtemps que cela est établi pour
» pouvoir y apporter quelque changement présentement. Il y a de l'exa-
» gération dans le mémoire (des dix curés du diocèse de Sarlat), lorsque
» l'on prétend que les frais montent plus haut que la taille ; lorsque je
» connois quelque abus que font les porteurs de contraintes, je prends soin
» de les révoquer. . . . »

» Pour ce qui est du dernier point qui est l'usure que commettent les
» particuliers qui donnent des blés à de pauvres gens dans le temps qu'il
» est fort cher, et se font payer lorsqu'il est à bon marché, c'est un ma-
» lheur ; je crois que cela regarde plutôt la conscience de ces particu-
» liers qui commettent ces usures, que la justice ordinaire, qui ne sauroit
» y remédier. Il seroit à craindre, si l'on y vouloit toucher, que le remède
» que l'on apporteroit seroit pire que le mal, parce que l'on ne trouveroit
» plus à emprunter dans l'hiver, où beaucoup de paysans n'ont pas de
» quoy subsister, s'ils ne trouvent des gens qui leur prêtent. Il faut con-
» venir que ceux qui font ces prêts sont des usuriers ; mais il y en a
» plusieurs qui perdent une partie de leurs dettes, parce que, si le chef de
» famille vient à mourir de ceux à qui l'on a prêté, l'on a bien de la
» peine à retirer une partie de ce qui est dû... »

(Tome I^{er}, p. 329).

(Tome I^{er}, 1683 à 1699. — in-4^e, Paris,
Imprimerie nationale, 1874.)

(A suivre).

ORDONNANCE DU MARÉCHAL D'ALBRET,

GOUVERNEUR DE GUYENNE,

1671.

Le mareschal d'Albret, chevalier des ordres du Roy, gouverneur et lieutenant général pour Sa Maïesté en Guyenne,

Il est ordonné, conformément à l'ordre du Roy du 25^e juillet dernier, aux consuls et habitants de Périgueux, de recevoir et loger la compagnie de Belleveüe, du régiment d'infanterie de Bouillon, à mesure que les officiers et soldats y arriveront pendant dix jours qu'ils doivent y faire leur assemblée, et de leur fournir les vivres nécessaires par étape durant ledit temps, après lequel ils en partiront et suivront la route cy-jointe.

Fait à Bourdeaux, le 3^e jour de septembre 1671.

Le maréchal d'ALBRET.

Par Monseigneur .

DE COUSTART.

Pour copie conforme :

Louis DIDON.

DISTRIBUTION DE L'EAU

DE LA FONTAINE DE RAZAC-SUR-L'ISLE.

Nous trouvons dans les papiers de Mourciu la note suivante, nidadée, ni signée, mais qui peut avoir encore son utilité :

Distribution de l'eau de la fontaine de Razac.

- 1^o La meunière du Chambon prend l'eau le samedi de chaque semaine.
- 2^o Le dimanche, elle appartient à M. le médecin.
- 3^o Le lundy, elle appartient au Trofforts.
- 4^o Le mardy, elle appartient aux demoiselles Mourcins.
- 5^o Le mecredy, elle appartient aux Pineaux.
- 6^o Le jeudy, à la dame de Bouillac.
- 7^o Le vendredy, aux demoiselles Mourcins.

NÉCROLOGIE

M. LE MARQUIS DE CHANTÉRAC.

Nous empruntons à M. de Kermaingant, président de la Société de l'Histoire de France pendant l'exercice 1903-1904, le passage du discours qu'il a prononcé en entrant en fonctions et où il rappelle en termes émus la mort de notre vénéré confrère :

• Marie-Joseph-Audoin de la Cropte, marquis de Chantérac, s'est éteint doucement, le 21 février 1904, au château de Cire-lès-Mello, dans sa quatre-vingt-douzième année.

• La maison de la Cropte appartient à l'ancienne chevalerie du Périgord ; elle a toujours marqué par ses services et ses alliances, et son nom figure dans la salle des Croisades, à Versailles. Elle a fourni des chevaliers de Malte, des maréchaux de camp et des lieutenants généraux des armées du Roi. La mère de Fénelon, Louise de la Cropte de Saint-Abre, était une fille de cette maison, et Uranie de la Cropte a épousé Louis-Thomas de Savoie, comte de Soissons, frère aîné du prince Eugène.

• La famille de la Cropte ne tarda pas à se fractionner en plusieurs branches : celles de Lanquais, Bourzac et Saint-Abre sont éteintes ; celle de Chantérac, qui s'est constituée au xv^e siècle, subsiste seule aujourd'hui.

• La jeunesse de notre confrère s'est passée en Périgord, où il était né, le 18 décembre 1812, et où il a été élevé par sa grand'mère. La marquise douairière de Chantérac, femme d'une culture d'esprit remarquable, douée de hautes vertus qu'avait encore affinées l'épreuve de la Révolution, s'attacha à inspirer à son petit-fils l'amour de son pays et le goût de l'étude, à lui donner des mœurs simples et à graver dans son cœur cette conviction qu'un homme, quelles que soient sa naissance et sa fortune, ne vaut que par lui-même. Après avoir fait de solides études au collège de Périgueux, M. de Chantérac vint rejoindre sa mère à Paris, où l'avait appelée depuis longtemps son service de dame d'honneur de la duchesse d'Orléans, douairière, et entra en 1829 à l'école des pages du Roi. L'école ayant été licenciée l'année suivante, M. de Chantérac fit son droit, fut admis comme auditeur au Conseil d'Etat, exerça un moment les fonctions de sous-préfet de Segré et revint à Paris avec le titre de maître des Requêtes. Entre temps, sa mère avait été attachée à la personne de

la reine Marie-Amélie. Le jeune Chantérac se trouva ainsi introduit dans le monde de la cour et appelé à vivre dans l'intimité des princes d'Orléans, dont il était le contemporain.

• Le 4 février 1851, il épousa Julie de Bassompierre, fille du dernier marquis de Bassompierre. La Révolution de 1848 avait brisé sa carrière ; ce mariage donna à sa vie une orientation nouvelle.

• Le désir d'instruire ses enfants du passé de sa famille et de celle de Bassompierre, dont le nom avait disparu à la mort de son beau-père, lui inspira la pensée de reconstituer pour eux l'histoire de ces deux maisons. Il se mit donc à fréquenter assidûment la Bibliothèque nationale et la Bibliothèque Mazarine et à rassembler tous les documents qui concernaient Fénelon, M^{me} de Sévigné, à laquelle sa femme se rattachait par sa mère, et Bassompierre. De là est venue la publication, par la Société de l'Histoire de France, d'une édition définitive des *Mémoires du maréchal de Bassompierre*, dont le premier volume est paru en 1870 et le quatrième en 1877.

• En 1877-78, le marquis de Chantérac était votre président, et si, depuis cette époque, il n'a publié aucun ouvrage, il n'a cependant pas cessé un jour de travailler et laisse de nombreux manuscrits, entre autres une traduction des *Méditations de saint Anselme*, des *Notes sur l'administration et les services publics en France*, une traduction de l'allemand de la *Jeunesse de Catherine de Médicis*, etc.

• Par suite d'un accord intervenu entre tous les descendants directs de Bassompierre : Pins, Hunolstein-Beaufort, Chantérac et La Guibourgère, il a fait don, en 1890, aux Archives nationales, des titres de la maison de Bassompierre, restés indivis depuis la mort de la marquise de Chantérac et dont l'ensemble a une véritable valeur historique.

• Depuis de longues années déjà, le marquis de Chantérac vivait à la campagne, sans avoir connu l'ambition d'être un homme politique ou même de se faire la réputation d'un écrivain, et, en dehors des occupations intellectuelles, qui étaient sa récréation favorite, une part notable de sa vie s'est écoulée paisible, bienfaisante, intime et familiale, sans autre éclat que celui de ses brillantes facultés et de ses vertus qu'auront seuls connues ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher. •

Notre généreux confrère ne fit pas seulement des dons au Archives nationales ; il en fit aussi un très important, de 3.000 pièces environ, en 1902, aux Archives de la Dordogne, comme il a été constaté dans notre procès-verbal du 6 février de cette année, et nos sentiments de gratitude lui en ont été exprimés.

M. LE COMTE PAUL SCHÆFFER.

Nous reproduisons ici le discours prononcé sur la tombe de M. Schæffer, au cimetière de Bersac, par M. le marquis de Marcillac, qui avait bien voulu représenter notre Société aux obsèques :

MESSIEURS,

Il paraît téméraire de prétendre ajouter aux paroles éloquentes (1) qui viennent de retracer devant vous la vie toute de science, de droiture et de dévouement de celui que nous pleurons.

Mais je me ferais un reproche de ne pas saluer une dernière fois le président du Conseil de fabrique de Beauregard, le membre de la Société historique du Périgord, le voisin et l'ami au cœur sensible et généreux.

Je n'ai pas à redire ici les qualités de l'avocat et le talent de l'écrivain, à retracer la carrière toute de travail de l'homme public, à citer devant vous les traits si touchants d'une vie privée hérissée d'épreuves, dont aucune ne réussit à ébranler la foi et l'espérance qui remplissaient le cœur de ce fervent chrétien.

Répéter toutes ces choses que vous venez d'entendre, serait en affaiblir le sens et la portée, mais je voudrais rappeler en quelques mots les services incontestables rendus à la commune de Beauregard par le comte Paul Schæffer.

On sait avec quelle conscience, confinant parfois au scrupule, il s'acquittait des mandats dont il avait la charge.

Aussi, lorsque ses concitoyens le désignèrent pour occuper une place à l'assemblée municipale, il n'y eut pas de conseil plus prudent, d'administrateur plus conscient de son devoir que le châtelain de Peyreaux.

Lorsque, succédant à mon père, il prit la charge de présider le Conseil de fabrique, avec quel zèle et quel dévouement il s'occupa du relèvement des deux églises de la commune, en particulier de la restauration de l'église paroissiale de Beauregard !

Puisant dans les connaissances qu'une expérience approfondie lui avait acquises, il s'ingéniait à éviter les écueils d'une jurisprudence souvent confuse, cherchant par tous les moyens à éviter des frais inutiles, ne s'épargnant à lui-même aucune démarche, aucune peine.

(1) Deux autres de nos confrères MM. René Boissarie et Buffeteau ont prononcé d'excellents discours sur la tombe du regretté défunt.

C'est qu'à ses yeux l'église n'était pas seulement le monument religieux, le temple de Dieu où ses concitoyens, catholiques de naissance, venaient prier et retremper leur cœur ; — il estimait que l'église était la maison commune de la paroisse tout entière, le symbole de la grande famille communale, l'anneau d'une chaîne sans fin unissant les vivants aux morts et l'avenir au passé.

Tous ici se rappellent le discours qu'il prononça lors de la réception du premier pasteur du diocèse et les détails historiques dont il l'avait émaillé sur l'antiquité des églises de Beauregard et de Bersac.

Il avait voulu faire revivre une fois de plus ce passé de longs siècles dont nos morts ont tissé la trame et dont notre commune doit conserver la mémoire avec respect et fierté.

C'est qu'en M. Schæffer il n'y avait pas seulement l'administrateur qui de bonne heure fournit des preuves de son talent, il n'y avait pas seulement le jurisconsulte distingué, il y avait aussi l'homme d'étude et le penseur.

Il se délassait volontiers de sa tâche parfois pénible dans l'étude de ce passé dont il aimait à scruter les profondeurs.

La Société historique et archéologique du Périgord s'honorait de le compter au nombre de ses membres.

Modeste, il ne lui faisait pas toujours part de ses travaux. Au surplus, c'était moins l'histoire elle-même dont il cherchait les sources que les enseignements qui pouvaient en découler.

A une époque où tant d'hommes de talent et de science émigrent vers les villes, avides d'honneurs et de bien-être, renonçant parfois trop facilement au devoir social que leur situation leur impose, M. Paul Schæffer n'oubliait pas ce devoir social que lui léguait la tradition de sa famille.

De même qu'après les épreuves de la guerre, il n'avait pas hésité à opter pour la France, de même obéissant à ce sentiment du devoir qui fut toujours sa règle de conduite, il vint se fixer dans la commune de Beauregard, renonçant ainsi aux agréments et aux honneurs que pouvait lui procurer le séjour à la ville.

Certes, le devoir fut parfois rude et pénible, car M. Schæffer n'était pas un rural et ignorait bien des côtés de la vie des champs. Sa sensibilité était parfois heurtée par le rude langage du travailleur. Jamais cependant sa main ne se retira devant la main du pauvre qui se tendait vers lui, jamais son cœur ne resta sourd à une plainte sincère.

Nombreux sont les habitants de toute la région qui eurent recours à ses conseils ! et plus d'un pourrait dire avec quelle conscience —

et quel désintéressement... ! — il étudiait les litiges qui lui étaient soumis, donnait un avis prudent, s'acquittait d'une démarche.

Rien de ce qui touchait la prospérité du pays, le soulagement des malheureux, ne le laissait indifférent. Il fut des premiers à s'intéresser aux débuts du syndicat agricole, et tint à honneur à s'inscrire au nombre des premiers membres honoraires de la Caisse mutuelle de retraites de Beauregard.

Discrètement charitable, il avait semé les aumônes partout sur son passage. Combien de malheureux ont été secourus moralement et matériellement par le zélé président de la Société de Saint Vincent de Paul de Saint-Front.

Car il comprenait que le devoir de la charité ne s'accomplit pas seulement à l'aide d'aumônes dont les résultats sont parfois trop éphémères. La religion, dont il était un pratiquant convaincu, lui avait appris que la charité chrétienne comportait quelque chose de plus : un sentiment de bienveillance, une disposition de l'âme, l'amour du prochain.

L'étude de l'histoire et sa comparaison avec le présent, lui avaient démontré que la charité seule avait pu engendrer ces sentiments que des sectes impies prétendent issues du positivisme moderne.

Oui ! M. Schæffer savait que la solidarité sociale et la mutualité ne sont pas nées d'hier ; que sous la forme de charité chrétienne, l'aide mutuelle était une vertu pratiquée par les siècles passés.

Il en rappelait les exemples laissés en Alsace par sa propre famille et, dans la paroisse, par la famille de Royère, dans laquelle il était entré.

Il savait qu'il y a plus de deux siècles, Dominique de Royère fondait à Beauregard un hôpital pour y secourir et y soigner gratuitement les malheureux ; qu'à ces époques lointaines, chaque famille aisée de la paroisse était chargée de la subsistance d'un ou de plusieurs indigents.

Fidèle à la tradition, il avait voulu, lui aussi, contribuer au soulagement du peuple et porter son obole à cette Caisse de retraites qui, sans attendre la réalisation de promesses vaines, apportait au cultivateur laborieux et prévoyant la garantie d'une vieillesse respectée, honorée, à l'ombre du clocher, symbole de la tradition.

De tels hommes sont trop rares de nos jours ! Souvent méconnus durant leur existence, on ne les apprécie vraiment qu'à l'instant où l'on est privé de leur commerce.

Ils ne partent pas sans laisser dans la société un vide difficile à combler.

Je ne veux pas parler du vide qu'ils laissent au milieu de leurs parents, de leurs amis, de ceux qui les ont aimés et qui les ont appréciés...

Si les consolations humaines sont impuissantes à sécher certaines larmes, il semble cependant que celles-ci sont moins amères lorsqu'elles pleurent un homme comme M. Schæffer, dont la vie est si remplie d'exemples.

C'est à les suivre que nous devons nous attacher, nous ses amis éplorés qui, fidèles à notre foi, n'avons pas perdu l'espérance, tandis que ses enfants continuent la noble tradition de leur famille.

Vous, Mesdemoiselles, qui pleurez un père si justement aimé, vous n'avez pas attendu ce jour de deuil pour vous dévouer à cette noble cause qui unit toutes les femmes françaises, depuis la plus noble jusqu'à la plus humble paysanne, pour la défense des libertés essentielles du pays.

Quant à vous, mon cher ami, cet uniforme dont vous êtes si fier, déjà porté par l'oncle qui désormais vous servira de père, nous prouve que vous avez choisi le chemin du devoir.

Nous savons d'ailleurs que vous renfermez en votre cœur ces deux cultes sans lesquels un être humain n'est pas digne du nom d'homme : Dieu et Patrie !

M^{re} DE MARCILLAC.

M. PAUL FAURE.

Le 2 avril dernier, on annonçait, à Périgueux, la mort subite de M. Paul Faure, négociant, rue de la République. La nouvelle se répandit très vite, semant partout la tristesse, au milieu d'une stupefaction générale.

Les uns venaient de voir passer notre sympathique compatriote ; d'autres lui avaient parlé un instant avant ! On entendait encore le son de sa voix ; on voyait son bon sourire ; on sentait presque l'étreinte amicale de sa main ! Et la mort, terrible, foudroyante, en une seconde, anéantissait, d'un seul coup, celui qui était plein de vie un instant avant !

Exemple effrayant de la puissance de Dieu, pour ceux qui s'insurgent contre sa volonté !

Tel n'était pas le cas de M. Faure, homme de devoir et de bien. Il croyait, et sa foi lui avait permis de traverser, en chrétien, les plus cruelles épreuves : un père estimé, emporté subitement ; un frère

bien aimé, le capitaine Faure, succombant aux fatigues de la guerre ; une délicieuse fillette rapidement appelée au Ciel ; une mère vénérée, survivant peu à de semblables douleurs ; enfin, une épouse dévouée, vaincue par de longues souffrances !

Loin de décourager son cœur généreux, ces blessures répétées semblaient l'avoir ouvert davantage à l'amitié et à la charité. M. Faure, se donnant tout entier, comptait de nombreux et fidèles amis ; de leur côté, les pauvres savaient qu'il ne refusait jamais son assistance. Aussi, n'était-il pas besoin de cette mort soudaine, pour susciter de bien vifs regrets et attirer les plus grandes sympathies à la famille éprouvée déjà, quelques jours avant, par le décès du colonel Isnard, beau-frère de notre ami.

A peine âgé de 65 ans, M. Faure avait honorablement rempli une existence en apparence modeste. Il appartenait à cette ancienne bourgeoisie périgourdine, qui mettait dans ses relations et dans la pratique des affaires une affabilité et une loyauté dont l'habitude valut au vieux commerce de notre ville sa très grande réputation. Pour cette catégorie de négociants, l'intérêt privé ne dominait jamais le souci du bon renom qui devait s'attacher aux opérations de tous.

De semblables sentiments ne se retrouvent que chez les véritables patriotes, ceux qui ont au cœur l'amour de leur pays. Notre regretté concitoyen aimait sa ville, dont il ne s'absentait presque jamais, et il s'intéressait vivement à tout ce qui touchait au Périgord.

C'est ainsi qu'un des premiers il devint membre de notre Société, suivant attentivement le *Bulletin*, où il recherchait, surtout, les pages de l'histoire glorieuse de notre cité. Il se plaisait à vivre, par la pensée, dans ce passé, dont la grandeur et la noblesse pouvaient consoler de certaines défaillances actuelles.

Avec M. Faure disparaît une de ces belles physionomies de vrai Périgourdin.

M. L.

Une planche accompagne cette livraison : elle représente des marques de tâcheron.

Le Gérant responsable. P. Dubois.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.



TOME XXXI. — QUATRIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^e), RUE TAILLEFER

Juillet-Août 1904.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 4^e LIVRAISON.

	Pages
Assemblée générale du 27 mai 1904.....	237
Séance mensuelle du jeudi 7 juillet.....	251
Réponse aux observations de M. Féaux sur les analyses des bronzes anciens (M. G. CHAUVET).....	264
Dépense d'une exécution criminelle (M. A. DE ROUMEJOUX).	269
Monastère Sainte-Claire d'Excideuil (M. Gustave HERMANN)	270
Erection du lieu d'Escoire en paroisse (M. Ferdinand VILLEPELET).....	287
Une délibération des habitants de Chavagnac en 1768 (M. Gabriel LAFON).....	290
Sigillographie du Périgord (Notes supplémentaires <i>(suite)</i> (M. Ph. DE BOSREDON).....	293
VARIA. — Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les Intendants des Provinces <i>(suite)</i>	308
— Lever de l'interdit de l'église de Mauzac par M ^{sr} de Macheco de Prémieux, évêque de Périgueux (1759)	313
— Maine de Biran, poète (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES)	313
NÉCROLOGIE. — Le comte Martial de Roffignac (M. A. GROS DE BELER).....	317
— Fernand Gilles-Lagrange (M. A. D.).....	319
— Gabriel de Tarde (M. le V ^{te} G. DE GÉRARD).	321

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD
Du 27 Mai 1904.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à huit heures du soir, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, le capitaine de Béler, Elie de Biran, Buffoteau, Châtaignon, le marquis de Cumond, Lucien Delpech, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Jean Dupuis, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, docteur Ladevi-Roche, Lespinas, Marchadier, Elie de Montardy et Villepelet.

M. le chanoine Brugière indisposé se fait excuser.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce que notre éminent confrère, M. Gabriel de Tarde, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, est décédé à Paris, le 12 mai courant, âgé de 62 ans, emporté par une mort foudroyante, alors qu'il était en pleine activité intellectuelle. Dès que la nouvelle de l'événement fut connue, M. Robert Villepelet s'est inscrit à la maison mortuaire au nom de la Société historique et archéologique du Périgord, dont M. de Tarde faisait partie depuis sa fondation. Le défunt ayant, par avance, exprimé le désir que ses obsèques gardassent un caractère strictement privé, il n'y a eu à Paris aucune cérémonie officielle. Toutefois, quelques-uns des collègues de M. de Tarde, à l'Institut et au Collège de France, ont tenu à assister à la levée du corps et à rendre un dernier hommage à notre regretté confrère, avant qu'on le transportât à La Roque-Gageac, où a eu lieu l'inhumation.

En attendant qu'une notice soit consacrée dans le *Bulletin*, à M. de Tarde, nous croyons devoir reproduire le texte de

l'allocution qui a été prononcée, pendant la séance de l'Académie des Sciences morales et politiques, par M. Rocquain, président de cette Compagnie :

« Messieurs, Ce n'est pas sans émotion que je prends la parole pour vous dire le nouveau deuil qui vient de nous atteindre d'une manière si imprévue et si subite.

» Pour la seconde fois, en l'espace de trois semaines, l'Académie est frappée. Après la section de morale, c'est la section de philosophie qui se trouve aujourd'hui éprouvée. Depuis trois ans et plus, M. de Tarde nous appartenait. En lui, c'est encore un esprit d'élite que perd l'Académie. Ses écrits, comme sa carrière, vous sont connus. D'abord magistrat, long'temps juge d'instruction à Sarlat dans la Dordogne, puis appelé à l'aris pour diriger le service de la statistique au Ministère de la Justice, M. de Tarde s'était de bonne heure fait remarquer par ses travaux sur la criminalité et la sociologie, travaux qui lui ont valu d'être nommé à la chaire de philosophie au Collège de France et lui ont enfin attiré vos suffrages.

» Ses ouvrages, qui sont considérables, lui avaient acquis une véritable autorité non pas seulement en France, mais à l'étranger. Je ne rappellerai ici que son œuvre capitale, celle qui perpétuera son nom, son livre sur *Les lois de l'imitation*.

» Il en avait conçu l'idée dès sa vingtième année. Dès ce moment, il avait entrevu cette vérité ; que nombre de phénomènes sociaux ont leur origine dans des initiatives particulières, dans des actes individuels qui, par l'effet d'une imitation consciente ou inconsciente, sont répétés peu à peu par la collectivité, entrent dans les mœurs et en deviennent, pour ainsi parler, partie intégrante.

» Il ne m'appartient pas de décider si M. de Tarde a donné une place trop grande à ce qu'on peut appeler l'accident, la contingence dans le développement des sociétés. Du moins, puis-je dire que, depuis l'apparition de son livre, *l'Imitation*, telle qu'il l'a définie et envisagée est admise par toute l'école philosophique comme un facteur des plus importants dans la production et la succession des phénomènes sociaux.

» Je voudrais rappeler aussi l'ouvrage, qu'il a publié, il y a quelques mois seulement, sous le titre de *Psychologie économique*, dans lequel il s'est efforcé d'établir que l'utilité n'est pas l'unique fondement de l'économie politique, et que la mode, les désirs, les préjugés, les croyances, en un mot les faits psychologiques, en forment une base non moins certaine.

« L'âge de M. de Tarde, son active intelligence, nous promettaient de nouveaux travaux où il eût montré, comme dans les autres, la souplesse de son esprit, l'ingéniosité de ses aperçus, l'originalité de ses conceptions. Je ne saurais m'empêcher de penser qu'il y a quinze jours encore il était au milieu de nous. Comme le très regretté confrère dont dernièrement nous déplorions la perte, il avait refusé d'avance tout hommage public. Nous conformant à ses volontés, nous ne pouvons donc également qu'exprimer ici notre affliction, en adresser le témoignage à une famille si soudainement et si cruellement frappée, et, selon nos usages confraternels, lever la séance en manifestation de notre deuil. »

L'assemblée exprime les regrets les plus sympathiques sur cette mort prématurée.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne ensuite connaissance du discours qu'a prononcé M. de Kermaingant, président de la Société de l'Histoire de France, à l'occasion de la mort de notre vénéré confrère, M. le marquis de Chantérac et qui sera publié dans le *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT nous informe qu'aux termes de l'article 8 de nos statuts, nous devons aujourd'hui procéder au renouvellement annuel du Bureau dont les membres sont rééligibles, et il dépose des bulletins sur la table pour que les membres présents puissent voter immédiatement. bien que l'urne doive rester ouverte jusqu'à la fin de la séance.

Chacun de nos confrères apporte successivement son bulletin.

Depuis les premiers jours du mois, notre bibliothèque a reçu les ouvrages suivants :

Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, 1903, tome IV, in-8°, Anvers, imprimerie veuve de Backer ;

Bibliographie des travaux historiques et archéologiques, publiés par les Sociétés savantes de la France, dressée par Robert de Lasteyrie, membre de l'Institut, tome IV, 3^e livraison (n^{os} 74,867 à 80,353), in-4°, Paris, Imprimerie nationale, 1903 ;

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques, section des sciences économiques et sociales, Congrès des

Sociétés savantes de 1903 tenu à Bordeaux, un volume broché in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur, 1903 ;

Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, n° 26, du 21 mai 1904, in-8° de 4 pages, Paris, typographie Plon-Nourrit ; où est fixée la date de la 29^e réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements en 1905, du 14 au 17 juin, à l'Ecole des Beaux-Arts ;

Le beau volume du *Centenaire de la Société nationale des Antiquaires de France, 1804-1904*, Recueil de mémoires publiés par les membres de la Société, in-4°, couvert en toile, avec 25 planches en héliogravure et phototypie, Paris, Klincksieck, libraire ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, xxiv^e volume, 3^e livraison, 1^{er} mai 1904, in-8°, Saintes, librairie de M^{me} Fragnaud, contenant, p. 137, deux communications de M. Jules Pellisson, l'une sur *Une invitation à dîner chez le premier consul*, du 8 vendémiaire an 9, pièce faisant partie des collections de notre compatriote, M. Gastou Dubet, et l'autre sur *Une fête scolaire à Cognac en 1784* ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 31^e année, mars-avril 1904, in-8°, avec une planche, Agen, Imprimerie moderne ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 29^e année (1904), premier trimestre, in-8°, Dax, imprimerie-papeterie-reliure Labèque ;

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 23^e année, 3^e série, n° 10, deuxième trimestre 1904, in-8°, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs-éditeurs ;

Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie, quatrième série, tome X, un vol. broché in-8°, avec planches, Chambéry, Imprimerie Savoisienne, 1903 ;

Tableau de tous les membres de l'Académie et Tables des noms et des matières contenus dans chacun des volumes des Mémoires et des Documents, un fascicule in-8°, Chambéry, Imprimerie Savoisienne, 1903 ;

Un numéro spécimen de la revue *Histoire industrielle*, série H, fascicule 70, grand in 8°, Thibou, éditeur, contenant des vues de Marseille et un article sur *La Truffe du Périgord* ;

De M. le docteur Grellety, médecin consultant à Vichy, sa brochure *Pour les médecins, Pensées réconfortantes*, in-8°, Mâcon, Protat frères, imprimeurs ;

De M. Laplace, économe au collège de Bergerac, le journal *l'Eclaireur de Bergerac*, des 2, 6 et 13 avril, contenant son aperçu historique sur *Le Collège de Bergerac* ;

De M. le comte Théodore de Gontaut-Biron, le n° de mars 1904 de la revue mensuelle des musées, collections, expositions, *Les Arts*, publiée par la maison Goupil, de Paris, grand in-4°, contenant un article de M. Paul Vitry, sur le château de Biron, de nombreuses vues du château et de ses merveilleuses sculptures ;

Et de M. Grenier, son album de phototypies sur *La Chartreuse de N.-D. de Vauchlaire*, près Montpon (Dordogne), fondée en 1330 par le cardinal Talleyrand de Périgord et restaurée en 1858, in 8°, Montreuil-sur-Mer, phototypie Notre-Dame-des-Prés, 1900.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, d'avril et de mai, dans laquelle figurent quelques noms périgourdins :

1° Une lettre datée de Paris, 1778, signée du maréchal de France, J.-H. Bouchard d'Esparbès d'Aubeterre ; 2° une pièce signée en 1738 par Ch. Armand de Biron, maréchal de France, qui se distingua au siège de Landau ; 3° une lettre du maréchal Bugeaud à un ministre, du 15 janvier 1833, au sujet d'un journal fondé à Périgueux pour combattre les rouges et les blancs ; 4° une chanson autographe signée du fabuliste populaire Lachambeaudie, intitulée *Les Apôtres* ; 5° une intéressante correspondance du prince de Talleyrand-Périgord, relative à ses propriétés de Valençay en Berry ; 6° dix lettres du marquis de Montmoreau à M. Laulanie de Sudrac, à Périgueux, de 1765 à 1769, traitant d'échange de livres et journaux, du Journal des Dames, des manuscrits de Dumarsais, du Mena-

giana, ouvrages de Voltaire. Les critiques de M. de Montmoreau sont souvent justes et sensées : « Je regretterais toujours, » Monsieur, que le commentaire de Corneille n'ait pas paru » du vivant de son neveu (Fontenelle), et dans le tems qu'il » travailloit encore, et qu'il n'étoit ni aveugle, ni sourd : je » crois que malgré sa modération naturelle et artificielle il » n'auroit pas pu s'empêcher de prendre la plume, comme il » le fit à l'occasion du *Bolœana*. » Il tient cependant pour Voltaire et s'emporte contre Palissot et Fréron ; et 7^e une curieuse pièce relative à la contribution patriotique et signée à Paris, le 4 août 1792, par Sicaire Chapt de Rastignac, député du clergé aux Etats généraux de 1789.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL offre au Musée, de la part de M. Merlateau, percepteur à Monpazier, une série de huit assignats de sommes variées et un billet de confiance de trois sols de la municipalité de Lafeuillade.

M. le Conservateur du Musée remercie M. Merlateau.

M. LE PRÉSIDENT a reçu une lettre de M. l'abbé David Leoiseul, missionnaire apostolique, qui veut écrire une biographie du général Daumesnil pour une revue de Paris, lui demandant où l'on pourrait se procurer les brochures publiées sur la vie du brave général.

Ces brochures, assez nombreuses, doivent se trouver dans les grands dépôts publics.

La Société française d'Archéologie nous informe qu'elle tiendra son congrès annuel, dont elle nous envoie le programme, au Puy (Haute-Loire), du 24 au 28 juin, et nous invite à y assister.

Notre association y sera représentée par MM. le marquis de Fayolle, Délugin, Lospinas et le comte de Saint-Saud.

Notre savant correspondant, M. Gustave CHAUVET, veut bien nous envoyer une intéressante communication, qui sera publiée dans notre prochain *Bulletin* sur les *Analyses de bronzes anciens*, pour répondre aux observations présentées par M. Féaux, dans notre procès-verbal du 3 mars dernier. Il croit que sa pensée a été incomplètement comprise sur quelques points, faute probablement d'explications suffisantes de sa

part, et il désire ajouter à ce sujet quelques observations complémentaires, en précisant la question des recherches chimiques telles qu'il les a comprises. Il continue à penser que les analyses sont l'une des bases les plus sérieuses des études sur l'âge du bronze.

M. FÉAUX demande à répondre en quelques mots à deux ou trois points seulement de la note de M. Chauvet. Il fait d'abord remarquer que les observations qu'il a cru pouvoir présenter, après avoir pris connaissance de l'importante étude de MM. Chauvet et Chassaigne, s'appliquent principalement aux résultats qu'il sera possible de tirer des analyses, pour faciliter la classification chronologique des bronzes anciens. M. Chauvet admet que la chimie n'est, dans ce cas, qu'un moyen complémentaire accessoire, la classification chronologique étant à peu près établie dans ses grandes lignes; mais il compte sur ces analyses surtout pour arriver à déterminer la provenance des minerais de cuivre et d'étain, ayant servi à la fabrication de tel ou tel groupe d'objets et aussi l'ordre de découverte des principaux métaux que l'on trouve mélangés au bronze.

Sur le premier de ces deux points, M. Feaux répond en donnant l'avis de M. Gontal, chef de travaux chimiques à l'Ecole nationale des Mines. Son avis est « qu'il est absolument impossible, après analyse, de retrouver d'une manière certaine ou à peu près, le gisement primitif de minerai employé. »

Notre érudit trésorier ajoute que, même en admettant qu'on puisse arriver à cette possibilité, on n'en pourrait pas tirer parti en analysant un métal composé comme le bronze : car rien ne permettrait de savoir si le métal secondaire, dont la présence ou la proportion deviendraient caractéristiques d'un gisement, était primitivement dans le minerai de cuivre ou dans celui d'étain.

Pour le second point, il se demande si partout où on trouve dans le bronze du fer, du plomb, etc., on peut affirmer que ces métaux y ont été introduits *volontairement* et que le fondeur en connaissait bien réellement, dès ce moment, l'existence. C'est une question dont la solution paraît bien difficile.

M. Chauvet pense que l'objection de M. Féaux, basée sur la diminution progressive de l'étain par suite de refontes successives, mise en lumière par le Dr Krohnke et par lui-même, est surtout théorique et n'a pas une grande importance pratique ; il dit que l'expérience avait montré aux artisans de ces époques reculées ce qu'il fallait ajouter d'étain au bronze et au cuivre de chaque coulée. Cette supposition est-elle bien admissible, en tant, bien entendu, qu'il s'agit d'étain disparu par suite de refontes et à remplacer ?

Ne paraît-il pas difficile de croire que l'expérience ait suffi pour faire connaître aux artisans primitifs l'état exact de la matière plusieurs fois refondue, des résultats que l'on n'obtient aujourd'hui que par des recherches dont le travail de M. le docteur Chassaing nous montre la difficulté et la complication ?

Est-il bien prouvé aussi que si certains objets des cachettes ne contiennent pas d'étain, c'est parce qu'on a voulu les faire en cuivre ?

M. Féaux ne veut pas insister plus longuement et prolonger la discussion ; il termine en disant qu'en soumettant à notre Société ses premières observations, il n'a pas eu l'intention de décourager les chimistes dans leurs recherches ; il a simplement exprimé des doutes sur la réalisation complète de leurs espérances ; tout en souhaitant cette réalisation, il regrette que la note de M. Chauvet, si elle a atténué ces doutes, ne les ait pas entièrement détruits.

M. Charles DURAND nous fait ensuite connaître qu'avisé par M. Coly, instituteur à Aubas, de la découverte de tombes anciennes, il s'est tout récemment rendu dans cette localité où il a constaté ce qui suit :

Dans le voisinage de l'église où quelques restes romans subsistent encore, à l'emplacement de l'ancien cimetière aujourd'hui occupé par une partie de l'agglomération et dans une des rues qui la desservent, plusieurs tombes ont été mises à jour par suite de l'usure de la chaussée qui les recouvrait.

Actuellement sans couvercles — des briques à rebords, paraît-il, en servaient — ces tombes, constituées par des auges en pierre carrément retournées à leurs extrémités et dont les contours intérieurs et extérieurs sont très apparents, affleurent le niveau du sol constituant le chemin. Elles ont été remblayées, peut-être déjà visitées ; mais leur fouille pourrait présenter un certain intérêt. Aussi notre vice-président prie-t-il la Société de décider si un petit crédit (10 francs par exemple) ne pourrait être mis à la disposition de M. Coly, qui ferait exécuter la fouille dont il s'agit, ce qui permettrait de donner alors un avis certain sur l'importance de la découverte signalée.

La proposition mise aux voix par M. LE PRÉSIDENT est favorablement accueillie.

M. DE PEYRONNY nous adresse une communication sur un petit objet en plomb qu'il appelle un godet baptismal et qu'il croit fort ancien. Cet objet a 16 centimètres du bout du tuyau à la partie postérieure de la cuvette. Le godet proprement dit est rond et a en haut 88 millimètres de diamètre, 37 millimètres de hauteur et 7 centimètres de diamètre inférieur. Le couvercle se divise en deux parties : l'une fixe se trouve du côté du tuyau et est la moins large, et l'autre mobile a 53 millimètres dans sa plus grande largeur. Elle porte au revers comme ornementation un cercle dans lequel est renfermé un Christ en tunique, entouré de petites croix. Au sommet du cercle, figure un nuage d'où sortent deux têtes d'ange de chaque côté de l'inscription. Au pied de la croix et dans l'intérieur du cercle sont représentées de grandes tiges feuillues, portant des fruits à leur sommet et formant des arabesques. Le tuyau est rond, mais un peu aplati au bout.

Quelques-uns de nos confrères croient que cet objet est une burette ayant servi à la distribution des saintes huiles et expriment le désir de la voir.

M. de Peyronny sera prié de nous l'envoyer en communication et de nous fournir quelques indications sur son origine. Après quoi son travail pourra être publié dans le *Bulletin*.

M. Elie DE BIRAN nous offre la copie d'une pièce qui a été souvent analysée, mais n'a jamais été publiée intégralement, de la donation faite par le roi Charles V à Bertrucat d'Albret, en août 1370, pour le récompenser de ses services « en ces présentes guerres », de Bergerac, Lalinde, Castillonès, Beaumont, Villefranche en Sarladais et trois autres petits fiefs. (*Arch. nat. JJ. 400, n° 645.*)

Cette pièce sera publiée.

M. Robert VILLEPELET nous communique également un arrêt du Conseil d'Etat, du 30 novembre 1596, relatif à la Révolte des *Croquants* ou *Tard-avisés* qui désola le Périgord pendant les dernières années du xvi^e siècle. Ce soulèvement populaire, commencé en 1594, se serait terminé, d'après le *Livre Noir* de l'hôtel de ville de Périgueux, le 26 août 1595, après la défaite des rebelles par le vicomte de Bourdeille, sénéchal de Périgord, à la journée de St-Crépin-d'Auberoche. « Après la lecture de cet important arrêt, nous dit notre jeune confrère, on se demande si l'agitation populaire n'a pas persisté au delà du terme indiqué, et si les deux mouvements, celui de 1594-1595 et celui de 1597, ne se sont pas suivis avec un intervalle moindre encore qu'on ne l'a dit. Il est du moins assez raisonnable de supposer que si la prise de Condat (4 septembre 1595) a clos les opérations régulières de l'armée royale contre les rebelles, tous les *Croquants* n'ont pas immédiatement désarmé et que l'émotion a duré quelques mois encore, sans événements notables et se prolongeant en simple brigandage. »

Ce document sera inséré au *Bulletin*.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL met ensuite sous les yeux de l'assemblée une série de deux à trois cents billets de logements, de l'époque des dragonnades, de 1680 à 1688, les uns imprimés, les autres manuscrits, trouvés dans les papiers d'un ancien maire de la ville de Périgueux, Joseph Chevalier de Cablanc, auteur d'une histoire manuscrite de Périgueux. Ces billets, signés par un consul et adressés au logeur indiquent à celui-ci ce qu'il doit fournir soit à un cavalier soit à un fantassin. Au premier, il fournira « l'estape suivant l'ordre du » Roy, consistant en vingt livres foin, avoine deux picotins

» qui font quatre mesures, trois pains de douze onces, entre
» bis et blanc, deux pintes de vin, deux livres de chair, bœuf,
» mouton ou pourceau, poids de marc ; et les jours maygres
» pour cinq sols d'œufs ou moulé, le tout par jour et pour
» chaque cavalier. » A un officier de cavalerie, le logeur doit
donner les vivres et le furrage suivant le règlement du
Roi ; à un simple soldat d'infanterie, deux pains, entre bis et
blanc, de douze onces, chacun une pinte de vin, pitance sui-
vant le règlement, le tout par jour.

A propos des dragonnades et de la révocation de l'édit de
Nantes, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle qu'en revenant d'une
tournée à Eymet, il y a trois ans, il avait considéré comme
anormale l'inscription de toutes les sépultures protestantes
sur les registres catholiques. Par ce qu'il a découvert depuis,
il est maintenant convaincu que c'était la règle en *Périgord* :
en pareille matière on ne peut pas être absolu. Tous les regis-
tres, en effet, qu'il a rencontrés depuis cette époque, tout aussi
bien dans des communes importantes, comme Issigeac au xvi^e
siècle, Cause de Clérans, Le Fleix, Saint-Méard-de-Gurçon,
que dans de petits centres réformistes, comme le château de
Vaudre, commune de Gabillou, viennent confirmer son opi-
nion. Comme à Eymet, sur les registres des protestants sont
inscrits leurs baptêmes et leurs mariages, et sur les registres
catholiques leurs sépultures, qu'ils soient enterrés dans le
cimetière, ou dans leur bien, ou leur jardin ou leur chai ;
c'est toujours en Périgord le curé qui dresse l'acte officiel,
quoiqu'il n'assiste pas réellement à la sépulture. Et cette si-
tuation s'est prolongée jusqu'après la déclaration de Louis
XVI, du 18 novembre 1787, qui restitua aux protestants la con-
dition que leur avait faite l'édit de Nantes, en leur permet-
tant de faire constater, par le juge de leur domicile, les actes
concernant leur état-civil.

On sait que le principe de l'uniformité en cette matière fut
décrété par l'Assemblée constituante, qui, sans organiser
encore l'application du principe, disposa qu'il y aurait un
régime unique pour la constatation des actes concernant l'état-
civil des personnes, sans acception des différentes croyances

religieuses des citoyens. Le décret du 20 septembre 1792 réalisa la pensée de la Constituante ; il fit remettre aux municipalités les actes de l'état-civil que tenaient précédemment les curés des paroisses, et il chargea les maires de dresser dorénavant ces actes.

M. DE MAYNADIÉ nous demande si nous connaissons une Jeanne de La Force, citée par Lamartine, dans son *Histoire des Girondins*, tome III, p. 547, comme « historienne des guerres de religion de 1622 » ? En tout cas, elle ne figure pas dans la *Bibliographie du Périgord*.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ne connaît qu'une femme auteur dans la famille de Caumont La Force, Charlotte-Rose, qui a publié un certain nombre de romans historiques, réimprimés sous le titre d'*Anecdotes* et qui sont entièrement oubliés. Il ajoute que Lamartine était plutôt poète qu'historien et qu'à ce titre bien des licences lui sont permises.

M. HERMANN nous envoie plusieurs notes et documents relatifs au couvent de Ste Claire d'Excideuil et à ses religieuses ; une permission accordée en 1632 à Marguerite de la Foucaudie de quitter momentanément le couvent pour aller traiter d'affaires de famille ; une sommation faite en 1667, par le sieur de Rouzier au sieur de Lignac de la Faye, dans le cas où le couvent ne recevrait pas ses lettres patentes et serait supprimé ; la prise d'habit et constitution de dot de sœur Anne de Fayolle en 1676 ; l'analyse de quelques autres contrats, de noviciat, de réception définitive ; la fondation et la suppression du couvent. Il y joint un joli petit dessin colorié des armoiries des Clarisses d'Excideuil tiré de l'*Armorial général* de d'Hozier qui pourra agréablement accompagner la publication des documents.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous apprend ensuite que Fénelon, dont la vie et les œuvres ont été l'objet d'études si nombreuses et si variées, vient d'être envisagé sous un aspect nouveau dans un livre intitulé : *Fénelon critique d'art*.

L'auteur, M. Paul Bastier, s'attache à montrer qu'il fut dans notre littérature un des premiers « à ressaisir les liens de l'art et de la littérature ».

Non seulement les descriptions, les exemples, la langue même de Fénelon révèlent un souci particulier de l'art, non seulement on sait qu'il fréquentait Mignard et qu'il aimait à réunir dans son palais archiépiscopal des objets artistiques ; mais encore on voit qu'il a consacré, — chose rare en son temps, — des pages entières de ses œuvres à faire de la critique d'art.

Cet amateur d'art distingué, qui a tant de beaux traits de l'esprit du xvii^e siècle, partagerait certains goûts artistiques du xviii^e. En retour, un grand nombre de peintres de ce dernier siècle se seraient inspirés de l'auteur du *Télémaque*.

M. MARION, qui sera tout à l'heure présenté à nos suffrages, nous mande qu'il a prévenu la Commission d'histoire économique du projet de publication des cahiers de doléances de la sénéchaussée de Périgueux, des conditions qu'y mettrait la Société historique du Périgord et de l'inutilité d'un travail partiel lorsque cette Commission prépare une publication complète.

La Commission, par la plume de son président M. Aulard, nous offre une subvention dont le quantum sera fixé ultérieurement si la Société publie intégralement ces cahiers sans y faire de coupures. Il y aurait lieu d'abord de les faire copier, puis M. Marion collationnerait les documents avec les copies, y mettrait des notes et une préface s'il le fallait. Le volume, une fois le format adopté, paraîtrait sous les auspices de la Commission de l'histoire économique et de la Société historique du Périgord.

Quelques membres font justement remarquer qu'au moment où, sur la proposition de M. Marion, la Société avait résolu de publier ces cahiers, il n'existait pas de comité chargé de cette publication officielle, intégrale, aux frais du gouvernement, et par toute la France, et qu'ils ne voient pas un motif particulier pour la Société d'y contribuer pécuniairement. La dépense entière doit, suivant eux, incomber à l'État.

L'assemblée paraît, en majorité, se rallier à cette opinion.

Enfin, M. DE BIRAN fait hommage à nos archives d'une pétition envoyée en 1789 par un comité de Bergerac à « nos

seigneurs » de l'Assemblée nationale pour se plaindre de la lourdeur des impôts qui écrasent la ville et demander une répartition plus juste et plus égale.

M. l'Archiviste remercie M. de Biran.

Le Bureau, conformément à l'article 5 de nos statuts, propose aux suffrages de l'assemblée la nomination, comme membre correspondant, de M. Marcel Marion, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Bordeaux.

La candidature de M. Marion est accueillie à l'unanimité.

Après un dernier appel aux votants, M. LE PRÉSIDENT prononce la clôture du scrutin et procède sur-le-champ au dépouillement des bulletins qui donne les résultats suivants.

Sont élus pour l'année 1904-1905 :

Président, M. le marquis de Fayolle ;

Vice-présidents :

Pour l'arrondiss^t. de Périgueux, M. Charles Durand ;

— Bergerac, M. Gontier de Biran ;

— Nontron, M. Lespinas ;

— Ribérac, M. Dujarric Descombes ;

— Sarlat, M. Philippe de Bosredon ;

Secrétaire-général, M. Villepelet ;

Secrétaire adjoint, M. Charles Aublant ;

Bibliothécaire, M. de Béler ;

Trésorier, M. Féaux.

Au nom du Bureau tout entier, M. LE PRÉSIDENT remercie l'assemblée du nouveau témoignage d'estime et de sympathie qu'elle veut bien lui renouveler. Ses collaborateurs et lui-même prennent l'engagement de faire leurs efforts pour continuer à les mériter.

La séance est levée à dix heures et demie du soir.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 7 juillet 1904.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, le capitaine de Béler, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, Féaux, Lospinas, le colonel de Montifault, Eugène Roux et Villepelet.

Se font excuser MM. Elie de Biran et Charles Durand.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et approuvé.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin de l'Académie royale d'Archéologie de Belgique, 1904, 1^{er} fascicule, in-8°, Anvers, imprimerie V° de Backer ;

Comptes rendus des séances de l'année 1904 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de janvier-février, un fascicule in-8°, avec deux planches, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs ; où p. 17 est relaté le don à la Bibliothèque nationale par M^{me} la baronne James de Rothschild de treize volumes originaux et en partie autographes de Brantôme qui sont restés inutilisés ou à peu près par tous ses éditeurs ;

Revue des Etudes grecques, tome xvii, n° 73-74, janvier-avril 1904, in-8° avec dessins, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Revue Epigraphique, 26^e année, tome v, juillet à décembre 1903, un fascicule in-8°, avec dessins et planches, Vienne, Ogeret et Martin, imprimeurs ; Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

La Revue héraldique, historique et nobiliaire, tome xviii, n° 5, 25 mai 1904, in-8°, Paris, rue Daumier, 8 ;

L'abbaye de St-Martin de Nevers de chanoines réguliers de Saint-Augustin, par M. le chanoine André Sery, un volume broché in-8°, Nevers, imprimerie Valière, 1902 ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, deuxième série, tome x, premier trimestre de 1904, janvier-février-mars, un fascicule in-8°, avec planches, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires éditeurs ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, xxiv^e volume, 4^e livraison, 1^{er} juillet 1904, in-8°, Saintes, librairie de M^{me} Fragnaud ;

Lou Bournat dou Périgord, bulletin bimestriel de l'Ecole félibréenne du Périgord, n° 11, mai-juin 1904, in-8° ; contenant quelques articles de nos confrères ;

Velocé-club Périgourdin, Automobile-club de la Dordogne, bulletin officiel trimestriel, n° 2, avril-juin 1904, in-8°, avec phototypies, Périgueux, imprimerie Ronteix ; contenant de M. Louis Didon, le compte-rendu de l'*Excursion de Pâques* sur les bords de la Dordogne, Beynac, Souillac, Carennac, Beaulieu, et le *Guide du touriste en Périgord, Périgueux, centre d'excursions* ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 1^{re} livraison 1904, janvier-février-mars, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon ;

Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, tome xxix, janvier-février-mars, in-8°, Cahors, imprimerie Delpérier, 1904 ;

Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, tome xxxi, année 1903, quatre fascicules in-8°, avec planches, Montauban, imprimerie et lithographie Forestié ;

Bulletin de la Société archéologique du midi de la France, nouvelle série n° 31 et n° 32, séances du 24 mars 1903 au 22 mars 1904, deux fascicules in-8°, Toulouse, Edouard Privat, libraire-éditeur ; où dans le second fascicule, p. 61, est mentionnée une récompense accordée à M. Peyrony, instituteur aux Eyzies, « qui le premier a remarqué les curieuses peintures préhistoriques de la grotte de Font-de-Gaume et qui

» a mis ainsi MM. le docteur Capitan et l'abbé Breuil sur la
» voie d'une des plus belles découvertes de notre époque. A
» ce seul titre, il méritait la reconnaissance de l'anthropolo-
» gie. Sur l'invitation de M. Cartailhac, il a su trouver dans
» ses rares loisirs le temps de dresser la *Carte des gisements*
» *préhistoriques de la région des Eyzies*, sur laquelle il a indiqué
» avec précision les emplacements de vingt deux abris, grot-
» tes et trouvailles notables. La Société archéologique du
» midi de la France lui adresse ses félicitations et lui décerne
» une médaille de bronze, en exprimant le vœu qu'il com-
» plète son travail et l'étende aux cantons voisins, et, s'il se
» peut, à l'arrondissement de Bergerac ; »

*Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres
et arts et de la Société des Etudes du Couserans*, 9^e volume, n^o 6,
in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné ;

Revue des langues romanes, tome XLVII, mai-juin 1904, un
fascicule in-8°, Montpellier ;

*Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de sta-
tistique de la Drôme*, année 1904 (avril), 149^e livraison, in-8°,
Valence, imprimerie Jules Céas et fils ;

*Bulletin de la Société littéraire, historique et archéologique de
Lyon*, janvier-février-mars 1904, in-8°, Lyon ; Trévoux, im-
primerie Jeannin ;

De M. Emile Labroue, agrégé d'histoire, proviseur du Lycée
de Périgueux, sa brochure *Le département de la Dordogne et la
Constitution de 1793*, lecture faite au Congrès des Sociétés
savantes de la Sorbonne, le 9 avril 1904, in-8°, Paris, librairie
Félix Juven ;

De M. l'abbé Goulard, sa brochure sur *Le passé de l'Hôtel-
de-Ville à Bergerac* (ancien hôpital), in-8°, Bergerac, Imprime-
rie générale du sud-ouest, 1904 ; — et les n^{os} des 22 et 23 juin
1904 du journal *l'Eclairer de Bergerac*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. Pellisson nous communique le *Bulletin du Vieux Papier*,
du 1^{er} mai 1904, dans lequel il publie des notes intéressantes
sur les usages religieux dans les professions ambulantes, sur
l'œuvre des forains à Périgueux, où ceux-ci, dernièrement ont

assisté en masse à la levée du corps d'une vieille femme, morte dans une voiture de ménagerie, et transportée à Bordeaux pour être inhumée dans un caveau de famille.

M^{me} Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, de juin, où sont mentionnées trois lettres intéressantes de Jules Claretie; une lettre du grand diplomate, le prince de Talleyrand-Périgord au général Junot, gouverneur des Etats de Parme, Plaisance et Guastalla, datée de Paris le 23 mai 1806, au sujet de la continuation de son traitement d'ambassadeur en Portugal; et une lettre du comte Auguste-Louis de Talleyrand, chambellan de Napoléon, puis de Louis XVIII, datée de Zurich le 23 mai 1815 et adressée à M. de Landaman. Il demande un permis de séjourner à Lausanne pour MM. Brossard et Hochart qui ont quitté Orléans pour se soustraire aux réquisitions de Bonaparte.

M. le Président nous annonce que notre distingué confrère, M. le docteur Charles FAGUET, médecin à Périgueux, vient, à l'occasion du passage de M. Bérard, sous-secrétaire d'Etat des Postes et Télégraphes, de recevoir les palmes d'officier d'académie.

L'assemblée lui vote de sincères félicitations.

A ce propos, M. FÉAUX entretient l'assemblée de la double visite faite au Musée du Périgord, le 3 juillet courant, par M. Bérard, de passage à Périgueux ce jour là.

M. Bérard, sans être annoncé, vint une première fois dans la matinée, accompagné de l'un de ses secrétaires, de MM. Saumande, député, Estellé, préfet de la Dordogne, et Fougeyrollas, maire de Périgueux. Reçu par M. Féaux, qui lui présente les excuses du Conservateur, notre cher et aimable président, retenu au Congrès archéologique du Puy, M. Bérard, après avoir traversé un peu rapidement la première salle à droite, fit une assez longue station dans les galeries de tableaux, s'arrêtant aux meilleurs que son goût éclairé lui indiquait aisément, faisant çà et là quelques remarques judicieuses et reconnaissant le tableau de G. Busson : *Au Feu !* qu'il a vu au Grand Palais de l'Exposition de 1900; il fut frappé par l'importance du legs de Saint-Astier, et enfin, exprima

l'espoir que l'Etat pourrait, à l'avenir, se montrer plus généreux que par le passé.

Pressé par les exigences d'un programme très chargé, M. le Sous-Secrétaire d'Etat ne put, dans cette première visite, que jeter de loin un coup-d'œil aux salles de l'aile gauche et au cloître dont les richesses archéologiques lui parurent mériter un examen détaillé.

Il revint, en effet, le soir à 5 heures et demie, dans la même compagnie intime. La visite du cloître, surtout de la partie consacrée à l'époque romaine, le frappa vivement ; les inscriptions, sculptures, colonnes, frises, etc., lui montrèrent l'importance et la grandeur de notre antique Vésone, dont la salle des mosaïques lui fit apprécier la richesse. Emmerveillé par cette partie de notre Musée, M. Bérard demanda si l'on pouvait attendre, de fouilles nouvelles, des résultats satisfaisants, et, sur une réponse affirmative, il promit de s'employer auprès de M. le Ministre de l'Instruction publique, pour obtenir de lui une subvention qui, augmentée de quelques fonds fournis par la Ville et peut-être par le département, permettrait de faire certainement de très importantes découvertes.

Traversant les autres salles du rez-de-chaussée, et après avoir consacré quelques minutes aux poteries du moyen-âge, aux collections géologiques et autres, M. Bérard gravit le grand escalier dont il apprécia les peintures murales, surtout la vue du vieux Périgueux.

Pénétrant dans la première salle de l'étage, le visiteur examina avec une attention particulière les verreries romaines et barbares, les bronzes romains et étrusques et enfin les trouvailles faites dans les tombes des alentours de Saint-Front.

Passant ensuite dans la salle du préhistorique, M. Bérard, malgré la température à peine supportable qu'on y subit, s'arrêta longuement devant nos collections, prouvant par de justes observations et des questions nettes et précises que le préhistorique ne lui était pas plus étranger que l'archéologie classique ; il fut surpris de la beauté de nos séries solutréen-

nes, du nombre et de la variété des os et bois de renne gravés ou sculptés, et, en résumé, apprécia tout particulièrement cette partie de nos richesses dont aucun autre Musée ne lui a montré rien de comparable, à beaucoup près.

Redescendant au rez-de chaussée, M. Bérard termina, par la salle où sont exposées les précieuses étoffes, recueillies dans la nécropole égyptienne d'Antinoë, sa visite que la courtoisie et l'affabilité de ses manières, son humeur gaie et son érudition avaient fait paraître trop courte à son guide.

En partant, M. le Sous-Secrétaire d'Etat exprima à M. Féaux la satisfaction qu'il avait éprouvée, en passant une heure aussi agréable dans notre Musée et le pria de transmettre à M. le Conservateur tous ses regrets de ne pouvoir lui adresser de vive voix ses plus chaudes félicitations pour le soin, le dévouement et la science avec lesquels il a procédé à son organisation.

M. LE PRÉSIDENT nous donne ensuite communication de l'arrêté ministériel du 25 juin par lequel est enfin classé comme monument historique le pont ancien de Terrasson. Il nous fait remarquer que le conseil municipal de Terrasson a été bien inspiré en s'adressant à la Société, qui a pu par ses relations mener rapidement l'affaire. Des remerciements sont dus à la Commission des Monuments historiques pour l'empressement qu'elle a mis à nous donner satisfaction, et aussi à M. Charles Durand, notre zélé vice-président, pour le mémoire remarquable, si bien documenté, qui était la pièce principale du dossier.

Avant que le bâtiment de l'ancien évêché ne disparaisse entièrement, M. le capitaine DE BÉLER met sous nos yeux une photographie, faite par M. Magnin, ancien officier de cavalerie, de l'ancien mur du monastère de St-Front.

M. LE PRÉSIDENT profite de l'occasion pour envoyer des félicitations à M. le chanoine Rebière, curé de l'église de la Cité, qui a eu la bonne idée d'utiliser et de conserver l'ancien buffet des orgues de St-Front pour installer ses orgues neuves.

M. l'abbé GOULARD veut bien nous signaler la découverte de deux sarcophages au village de Toubarède, commune de Conne-de-la-Barde, qui aurait été faite par un propriétaire en labourant, M. Henri Bordes. « Il rencontra sous le soc de sa charrue une grosse pierre au grain grossier, espèce de sable aggloméré. Il enleva la terre qui l'entourait et reconnut vite la forme d'un cercueil en pierre. A cent mètres de là, il fit une découverte semblable. Il suppose que dans l'intervalle qui séparait ces deux sarcophages on trouverait des pierres pareilles. Il est impossible de faire des fouilles tant que la récolte n'est pas enlevée du champ, mais au mois d'août ou de septembre, le propriétaire en laisserait faire. J'ai vu les deux sarcophages qui ont été transportés près de la gare de Conne-Saint-Sernin. Le premier a 2 m. 10 de long ; il est large à une extrémité de 0^m40 et à l'autre de 0^m80, et profond de 0^m40. Le second, plus petit, n'a que 1^m85 de long et 0^m60 et 0^m32 de large. Aucun n'a de couvercle. Aucun ossement ne s'est rencontré dans l'un et l'autre. Un vase en terre était dans le premier. »

Quelques membres font remarquer que ces tombeaux, trouvés sur place sans couvercles, avaient dû être fouillés, ce qui pourrait faire craindre que de nouvelles fouilles soient inutiles.

M. LE PRÉSIDENT a reçu d'une Société puissamment riche, placée sous le haut patronage de M. le Président de la République, le *Touring-Club de France*, une circulaire dont il nous donne communication, et à cette occasion il invite instamment tous nos confrères à lui signaler les ruines pittoresques, les curiosités archéologiques, les monuments *non classés* de leur région, menacés de dégradation ou de destruction ; les mesures de préservation à prendre, la dépense approximative, les noms des propriétaires (Etat, département, commune ou particulier) ; les facilités d'accès, améliorations désirables, etc.

Paris, le 25 mai 1904.

Monsieur le Président,

Les sites et beautés naturelles de la France constituent, au même titre et plus encore peut-être que les monuments historiques, de puissantes attractions pour les voyageurs. Les faire connaître des

touristes, les protéger contre les menaces de dégradation ou de destruction dont ils peuvent être l'objet, c'est servir utilement le goût des voyages, source nouvelle de prospérité pour notre pays.

Le Touring-Club manquerait à sa mission s'il n'apportait pas son concours à cette œuvre de protection qui intéresse à un si haut point l'avenir du tourisme.

A cet effet, nous vous adressons un questionnaire sur lequel nous appelons toute votre attention. Mieux que personne vous êtes en situation de répondre avec toute la précision désirable aux diverses questions posées.

Il n'est pas un coin de votre région dont vous ne connaissiez les beautés. Nous vous demandons de nous en envoyer une description sommaire, qu'il s'agisse d'un site remarquable, d'une ruine pittoresque (à l'exception de celles classées comme monument historique), d'une source, de rochers ou même d'un simple détail, tel qu'un arbre antique et monumental, en y joignant, autant que possible, l'indication des propriétaires : Etat, département, commune ou simple particulier.

S'il est utile de dresser le tableau des attractions susceptibles d'éveiller la curiosité des voyageurs, il n'importe pas moins de connaître les voies et moyens pour les visiter, et, dans le cas où il n'en existerait pas, comme dans celui où il n'en existerait que d'incommodes et d'insuffisants, d'indiquer ce qu'il conviendrait de faire pour en rendre l'accès facile et pratique. A ce point de vue encore, vous êtes particulièrement bien placé pour apprécier les améliorations à apporter en vue de faire de ces attractions un but d'excursion.

Ce n'est pas tout de mettre en relief les sites et paysages d'une région, il faut encore faire le nécessaire pour les conserver. Plus ils seront connus, plus ils auront de visiteurs, et plus ils seront exposés aux menaces de dégradation ou de ruine — non pas tant du fait de ces visiteurs eux-mêmes que par les projets d'exploitation qu'ils pourront susciter. Ici, c'est une installation industrielle qui déparerait le paysage ; là, une réclame commerciale éhontée qui le déshonorerait ; ailleurs une exploitation qui en quelques mois détruirait l'œuvre des siècles. Il ne sera pas toujours possible d'empêcher le mal ; mais il sera toujours utile de le connaître, ne serait-ce que pour l'atténuer dans la mesure du possible, si l'on doit renoncer à le conjurer tout-à-fait.

Qui, mieux que vous, peut nous signaler le péril et nous donner un avis éclairé sur les mesures de préservation à prendre ?

La réunion de toutes les réponses sera comme l'inventaire de tout ce que la France peut offrir de pittoresque et de séduisant. Elle cons-

tituera un véritable trésor de renseignements pris à bonne source, où le Touring-Club n'aura qu'à puiser pour mettre en valeur les régions ignorées ou insuffisamment connues, et pour provoquer, partout où besoin sera, les initiatives locales nécessaires, soit en faisant intervenir les syndicats déjà existants, soit en suscitant de nouveaux groupements, soit en faisant appel à la presse ou à la vigilance des administrations publiques. Et vous aurez la satisfaction d'avoir ainsi collaboré à une œuvre patriotique, qui contribuera à faire mieux connaître et fructifier le patrimoine national.

Permettez-nous de compter sur votre dévouement en cette circonstance, et recevez par avance tous nos remerciements au nom de l'Association.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus empressés et les plus dévoués.

Le Président, A. BALLIF.

P.-S. — Nous avons l'honneur de vous adresser, comme imprimés, un certain nombre de questionnaires et en tenons à votre disposition, si vous voulez bien nous en demander.

M. FÉAUX nous dit qu'à plusieurs reprises le personnel des cantonniers du Service vicinal de la Dordogne et des Ponts et Chaussées a été l'objet de marques de générosité de la part de cette riche Société.

M. RAYLE nous donne ensuite lecture de la première partie d'un travail qu'il prépare actuellement sur le château de Lardimalie et ses seigneurs. Cette première partie est consacrée au château ; la seconde le sera au domaine et aux seigneurs. Il nous fait l'historique de ce repaire depuis le ^{xiii}^e siècle, souffrant au ^{xiv}^e des guerres anglaises, devenant à la fin du ^{xv}^e une maison noble tenant de la ferme et du château, avec corps de logis, donjon carré et basse-cour, enfermant puits, mare, grange et métairie ; recevant, au mois de juillet 1576, la visite du Béarnais qui vint tenir sur les fonts baptismaux un fils de son ami M. de Lardimalie, gouverneur de Périgord et Limousin.

Durant la Fronde, le château est pris et repris, comme toutes les maisons seigneuriales de la région. Après la Fronde, l'histoire du château est finie. On le retrouve à la Révolution

entre les mains du constituant Foucauld qui en reprend possession en 1802 à son retour de l'émigration.

Ce mémoire, complété par la seconde partie, sera publié dans le *Bulletin*.

M. DE PEYRONNY nous mande qu'il aurait l'intention d'étudier la lanterne des morts d'Atur.

L'un de nos confrères rappelle que ce petit monument a été étudié dans le *Chroniqueur du Périgord*, par l'architecte Vauthier.

Notre laborieux confrère, M. Maurice CAMPAGNE, demande au Président si quelqu'un de nous pourrait lui fournir des notes sur François de Brianson, abbé de Chancelade au XIII^e siècle et réformateur de cette abbaye. « D'où venait-il ? Il est de tradition dans la famille de Brianson que c'est lui qui attira des neveux en Périgord, lesquels y fondèrent une branche. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES ne connaît pas d'abbé de Brianson, réformateur de l'ordre au XIII^e siècle, mais un François de Brianson, 25^e abbé de Chancelade, qui succéda à Antoine de Montardit par sa résignation l'an 1569. Il était abbé l'an 1570 et le 11 juillet 1575, suivant deux transactions passées avec les religieux pour leur nourriture et vestiaire.

« De son temps, la ville de Périgueux fut prise par les gens de la religion, au mois d'août 1575, suivant le verbal du 31 juillet 1585, et suivant l'enquête du 18 avril 1597. Quelques mois après, l'abbaye de Chancelade fut prise, pillée et brûlée. Il résigna l'an 1581, et eut pour successeur Arnaud de Solminihac.

» François de Brianson, après avoir reçu ses bulles, prit possession de l'abbaye au mois d'octobre 1569. Le Périgord, à cette époque, était profondément agité. On était à la veille des guerres de religion.

» Plusieurs chanceladais périrent dans le désastre de l'abbaye et avec eux une partie des archives. Ceux qui survécurent furent témoins du sac du monastère.

» En septembre 1575, Langoiran y donna le plus déplorable spectacle de pillage et de désolation. Les religieux que

leur grand âge avait empêchés de prendre la fuite, furent mis à mort.

» Après la délivrance de Périgueux, en 1581, François de Brianson trouva dans l'abbaye les quelques religieux qui restaient encore. Mais, brisé par l'âge et plus encore par les terribles événements dont il avait été le témoin attristé, il se démit de sa charge et la résigna en faveur d'Arnaud de Solminihac, chanoine de Saint-Front de Périgueux. »

M. Charles AUBLANT offre ensuite aux Archives départementales un registre d'état-civil, in-4° relié, de 290 feuillets, de la paroisse de Sencenac, de 1624 à 1706, qui doit provenir de la mairie et a été trouvé dans une maison particulière.

Ce registre sera catalogué dans la série E supplément, sous le n° 142 bis.

M. DUJARRIC-DESCOMBES offre également trois pièces sur papier, du XVIII^e siècle, intéressant la paroisse sarladaise du Coux :

1^o 30 mars 1702. — Original d'un acte en latin, par lequel les vicaires-généraux de Sarlat, le siège épiscopal vacant, nomment Jacques Talon, recteur de Pomport, à la cure du Coux, vacante par la résignation de M^e Philippe-Joseph de Ravillon.

A cette pièce est adhérent le sceau sur empreinte en papier du chapitre de Sarlat, avec la légende : *Sig. Capituli Sarlatensis*, et la représentation de saint Sacerdos, vêtu pontificalement, mitré, crossé et bénissant ;

2^o 24 septembre 1702. — Acte de la prise de possession de la même cure, vacante par la démission de Jacques Talon entre les mains du chapitre patron de la cure, par Laudignie, prêtre de la paroisse de Sorges, docteur en théologie, en présence de Guillaume Loys, vicaire du Coux, et de Jérôme Coulomb, s^r de Pers ;

3^o Ordonnances de M^{rs} Devaux et Merle, médecins pour M^r le curé du Coux, dignes des médecins de Molière.

M. l'Archiviste départemental remercie les deux donateurs.

Notre érudit confrère M. BUSSIÈRE, qui nous avait annoncé l'envoi de son étude sur l'administration de Bertin en Lyonnais, n'est pas encore prêt ; il a été amené à en élargir le

cadre. « Si intéressante que soit cette personnalité, nous mande-t-il, je m'aperçois au fur et à mesure de mes recherches qu'elle le devient encore plus par son ascendance, et j'ai reconstitué cinq ou six générations de Bertin qui préparèrent admirablement l'enfant prédestiné. Je n'ai donc pu m'empêcher d'étudier dans le menu cette préparation, qui traverse les événements les plus sensationnels de notre histoire périgourdine depuis Henri IV. C'est plutôt l'histoire de la famille Bertin que je me propose de faire, que celle de l'intendant et du ministre, son plus beau rejeton.

« Les noms de seigneuries que prennent les Bertin jusqu'aux grandes acquisitions de Jean II, père du ministre, sont impossibles à identifier : Loursarie, commune de Nailbac, est problématique. Les Menaux, la Pouge, Saint-Martin de Ligne mentionné dans les papiers Chérin, sont des fiefs que je renonce à identifier : je puis me passer de ces éclaircissements. Mais il en est un auquel je puis donner un corps avec votre concours, c'est celui de Lagusie qu'on ne trouve pas dans le *Dictionnaire topographique* de de Gourgues. »

M. le chanoine BRUGIÈRE croit que le petit fief de la Pouge est situé dans la commune de St-Léon sur l'Isle.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL offre au Musée, si le don en est digne, une carte d'entrée au club de la *Société républicaine épurée de Périgueux*. Les noms du citoyen auquel elle était destinée, du président et du secrétaire sont restés en blanc. Elle est encadrée d'un double filet noir. Au-dessous du titre précité est la devise, surmontée du bonnet : *Vivre libre ou mourir* entre deux branches de chêne et d'olivier. Près de chaque branche, en regard, les deux mots : *Egalité, Fraternité*.

Cette carte servait, au dos, d'étiquette à un dossier de procédure de l'étude de M^e Giry, procureur au Sénéchal de Périgueux. Les sacs de procédures ont été versés aux Archives de la Dordogne, il y a quelque trente ans, par le sympathique secrétaire général de la Préfecture, M. Fernand Eyguière.

M. Alcide DUVERNEUIL nous fait savoir que M^{me} Peloux, receveuse des postes à Lamothe Montravel, céderait volontiers un certain nombre de monnaies modernes en or de pièces de

40 et 50 francs, aux effigies de Napoléon I^{er}, Louis XVIII, Louis-Philippe, Napoléon III et Pie IX.

M. LESPINAS fait remarquer que ces pièces n'ont de valeur vénale que leur valeur intrinsèque.

M. Philippe DE BOSREDON nous envoie un cahier de notes bibliographiques qu'on peut considérer comme le sixième volume de la *Bibliographie du Périgord*, mais dont il ne demande pas l'impression. La plupart de ces notes sont des additions ou corrections aux ouvrages cités dans les précédents volumes.

L'assemblée remercie M. de Bosredon de ce complément.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle à la Société qu'elle a une décision à prendre au sujet de l'impression du manuscrit de l'*Exploration campanaire du Périgord* par nos confrères MM. le chanoine Brugière et Joseph Berthelé, qui lui est déposé depuis la séance du 3 mai dernier.

Il y a lieu de fixer le nombre des planches, le chiffre du tirage du volume et de s'entendre avec l'imprimeur sur le prix de la feuille d'impression, de format in-8°.

Après une discussion un peu confuse, l'assemblée paraît s'arrêter à un chiffre de tirage sur lequel 50 exemplaires seront prélevés pour les auteurs. L'imprimeur nous indiquera, d'ici à la prochaine séance, le prix auquel il pourra nous livrer la feuille d'impression, tous menus frais compris, brochage, couverture, etc.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre Compagnie.

Après deux votes à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Beauzée-Pinsart, membre de la Société d'archéologie lorraine, à Nontron. présenté par M. Charles Durand et M. Villepelet ;

Et M^{lle} Irène Faure, professeur de piano, rue de la République, à Ribérac, présentée par M. Aublant et M. Féaux.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{rs} DE FAYOLLE.

RÉPONSE AUX OBSERVATIONS DE M. FEAUX
SUR LES ANALYSES DE BRONZES ANCIENS.

Les analyses de bronzes anciens sont-elles utiles au point de vue archéologique ?

Dans un récent travail, j'ai, avec mon ami le docteur Chassaingne (1), appelé l'attention des conservateurs de Musées sur l'utilité qu'il y aurait à étudier les anciens bronzes au point de vue de leur composition chimique et de leur constitution moléculaire.

M. Féaux (2) pense que « l'analyse risque d'introduire dans » les statistiques des éléments *d'erreurs fort graves* et que la » plupart du temps on n'en pourra tirer des conclusions » précises. »

Je crois bon de présenter à ce sujet quelques observations :

Précisons d'abord la question. Les recherches chimiques, telles que je les ai comprises, ont un double objectif, dont la réalisation demandera de longs et difficiles travaux :

1° Etudier la composition complète des minerais principaux entrant dans la composition des bronzes anciens (cuivre, étain, plomb, etc.); préciser soigneusement, pour chaque contrée, les *éléments accessoires* de chacun d'eux, de façon à pouvoir les reconnaître (quelques fois sous forme de simples traces) dans les objets ouvrés qu'ils ont servi à fabriquer.

On pourra aussi savoir si les bronzes trouvés dans une sépulture ou dans une cachette ont été produits avec des minerais de la région ou s'ils proviennent d'une origine lointaine.

L'ancienne thèse de l'importation phénicienne pourra être ainsi vérifiée, dans une certaine mesure.

2° Etudier la composition des objets ouvrés : — a), pour savoir, d'après les traces des éléments accessoires, d'où

(1) Louis Chassaingne et Gustave Chauvet, *Analyses de bronzes anciens du département de la Charente*. Ruffec, 1903, page h.

(2) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, t. XXXI, 1904, pages 93 à 96.

viennent les minerais employés à leur fabrication. Ce qui ne sera pas toujours possible ; — b) pour reconnaître quels métaux et quelles proportions de chacun d'eux ont été en usage, suivant les époques.

L'ordre de découverte des principaux métaux pourra être ainsi précisée.

Ceci dit, je vais essayer de répondre aux objections produites dans le *Bulletin* de la Société archéologique et historique du Périgord.

Age du cuivre. Il est au moins un point sur lequel tout le monde me semble devoir être d'accord, c'est la nécessité des analyses pour établir la différence entre les objets de cuivre et ceux de bronze. C'est grâce à cette détermination analytique que nous commençons à distinguer, en Europe, un temps pendant lequel les armes de cuivre viennent remplacer les armes en pierre polie (1).

Il me paraît inutile de revenir sur ce que j'ai dit, à ce sujet, dans une note récente (2).

Si, comme je le pense, les haches plates en cuivre, fin de la période néolithique, sont de fabrications régionales, nous devons trouver leurs éléments accessoires (cobalt, nickel, arsenic ou antimoine, etc.,) très variables, suivant les pays, dans les minerais de cuivre de la région, et l'analyse seule peut donner une réponse à ce sujet.

Il y a, en ce sens, toute une série de recherches à effectuer ; elles sont à peine commencées, les minerais de cuivre, d'étain et de plomb n'ayant été examinés généralement qu'au point de vue *industriel*.

C'est ainsi, cependant, qu'il a été possible de déterminer l'origine probable de nombreuses armes primitives de l'Europe centrale ; elles ont conservé la grande proportion d'anti-

(1) P. du Chatellier, *Découverte confirmant un âge du cuivre en Armorique*. *Bulletin* de la Société archéologique du Finistère. Décembre 1903, page 394.

(2) G. Chauvot, *Haches plates de la cachette de Mondouxil*. *Congrès de Montauban*, 1902. *Association française pour l'avancement des Sciences*, pages 757 à 765.

moins des minerais de Silésie ou de Transylvanie qui ont dû servir à les fabriquer (1). La chimie a ainsi montré, d'une façon indiscutable, que ces armes et celles analogues de la Charente ne proviennent d'un centre commun de fabrication.

L'analyse attentive des haches plates et poignards triangulaires des tumulus bretons permettra probablement de déterminer avec quels minerais ils ont été fabriqués et de savoir, ainsi nettement, s'ils ont été importés d'ailleurs ou fabriqués en Bretagne.

La question vaut la peine d'être étudiée.

Ces examens chimiques ne sont, du reste, réellement utiles que pour des pièces de provenance et d'authenticité parfaites, datées approximativement par les circonstances de leurs découvertes, notamment dans une sépulture ou dans une cachette.

Les refontes successives, dit M. Féaux, font perdre au bronze, par oxydation, une partie de son étain, dont la proportion diminue ainsi rapidement. Il peut donc arriver que des objets faits d'anciennes pièces de bronze, plusieurs fois refondus, soient très pauvres en étain, ou même n'en contiennent pas du tout.

L'observation est très juste théoriquement, et j'ai, à diverses reprises, insisté sur ce sujet, déjà mis en lumière par le docteur Krohnke ; mais cette objection théorique n'a pas une grande importance pratique ; en réalité, les objets des cachettes (seconde phase de l'âge du bronze) ont pu être refondus souvent, mais ils donnent à peu près tous de fortes proportions d'étain (2), à l'exception de ceux qu'on a voulu faire en cuivre, comme certains fils métalliques.

Les artisans de ces époques reculées étaient de très habiles métallurgistes, connaissant nos diverses méthodes de mou-

(1) Voir dans l'*Anthropologie* : 1896, page 464, l'analyse du mémoire de Otto Helm, *Analyse chimique des objets préhistoriques en bronze et en cuivre de la Prusse occidentale*, particulièrement au point de vue du contenu d'antimoine ; — 1898, page 210, Résumé du mémoire d'O. Krohnke ; — *Etude chimique des bronzes préhistoriques du Schleswig-Holstein*.

(2) Voir le tableau que j'ai donné dans les *Analyses de bronzes anciens du département de la Charente*. *Loc. cit.*, pour les cachettes de la Charente, Cher, Isère, Jura, Savoie, etc.

lage et les procédés les plus délicats de la chaudronnerie (1). L'expérience leur avait montré ce qu'il fallait ajouter d'étain au bronze ou au cuivre de chaque coulée.

Dans une même trouvaille, ajoute-t-on, des objets similaires *pourront donc* présenter de grandes différences de composition ; en tiendra-t-on compte et dans quelle mesure pour la classification chronologique des objets ?

Encore une objection théorique. La classification chronologique est faite par l'étude et la comparaison des groupes d'objets provenant des stations, des cachettes, des sépultures. Elle est à peu près établie aujourd'hui, dans ses grandes lignes, par la méthode archéologique, sur laquelle il est inutile d'insister ici.

La chimie n'est qu'un moyen complémentaire... accessoire ; jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu contradiction entre les deux ordres de recherches ; toujours une grande similitude de composition, quant à la proportion d'étain et de cuivre, a été constatée entre les objets de même nature, de chaque cachette, de chaque région, et j'ajouterai de régions souvent éloignées, comme le Jura et la Charente.

Ma principale conclusion, en joignant les études chimiques aux études archéologiques, a été celle ci :

L'évolution métallurgique a été parallèle à l'évolution industrielle ; la composition des bronzes anciens devient plus complexe à mesure que la forme se perfectionne. Et comme M. Oscar Montélius (2), l'un des hommes les plus compétents en ce genre d'études, j'ai constaté qu'en général :

Les haches plates sans rebords, qui viennent après les instruments en pierre polie, sont en cuivre, avec des impuretés diverses provenant des minerais ayant servi à les fabriquer.

(1) J. George et G. Chauvet, *Cachette d'objets en bronze découverte à Vénat, près d'Angoulême*. — Angoulême, 1895, pages 189 à 194. Procédés industriels.

(2) O. Montélius, *La Chronologie préhistorique en France et en d'autres pays celtiques*. Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques, 12^e session, Paris, 1900. Pages 318 à 353, cinq planches.

Les haches à talon qui les suivent contiennent d'assez fortes proportions d'étain, 10 à 16 %.

Les haches à douille, les plus récentes de l'âge du bronze, joignent à l'étain du plomb en proportions plus ou moins grandes.

Enfin, à l'aurore de l'âge du fer, les haches votives de Bretagne sont souvent en plomb presque pur.

Ces constatations données par la chimie ne sont pas sans intérêt archéologique.

Il est certain cependant, comme le fait justement remarquer M. Féaux, qu'on ne peut demander aux objets fabriqués par l'homme une composition absolument uniforme et invariable pour chaque époque. Il faut, en ces matières, se contenter de moyennes et de chiffres qui n'ont rien d'absolu.

Comme conclusion, M. Féaux, s'appuyant sur des considérations générales, pense que « l'analyse risque d'introduire » dans les statistiques des éléments d'erreurs fort graves ».

Ces considérations me paraissent insuffisantes pour décourager les chimistes dans leurs recherches ; c'est grâce à leurs travaux que nous avons pu constater les découvertes successives des principaux métaux :

Le cuivre, à la fin de la période néolithique ;

L'étain, peu de temps après, avec les haches à rebords droits ;

Le plomb, au temps des haches à ailerons et surtout des haches à douille ;

Le zinc, à l'époque gauloise, des tumulus à char.

Je sais que les statistiques ne sont jamais composées d'éléments parfaits et homogènes ; mais je ne saisis pas très bien l'inconvénient de noter dans nos Musées sur les objets métalliques de provenance certaine... l'analyse précise montrant leur composition chimique ; nous créons ainsi une nouvelle série d'observations scientifiquement vraies..., qui ne pourront jamais être une cause d'erreur pour des études sérieuses d'archéologie. Ce qui manque surtout à ces études, ce sont des bases précises, des observations scientifiquement constatées. Leur mise en œuvre n'est plus qu'une question de critique et de méthode.

Je continue donc à penser, — et je ne suis pas le seul, — que les analyses chimiques sont l'une des bases les plus sérieuses des études sur l'âge du bronze.

G. CHAUVET.

DÉPENSE D'UNE EXÉCUTION CRIMINELLE (1).

Pierre Faure, seigneur de la Mothe, conseiller du Roy, juge et magistrat criminel en la sénéchaussée de Périgort, et maistre Pierre Ribeyrol, commis à l'exercice du domaine du Roy en la présente sénéchaussée du Périgort, durant la suspension de maistre Jehan Merles, nous vous mandons que des deniers de votre commission vous payés, bailhés et délivrés comptant à Pierre Bertrand, exécuteur de la haute justice (2), la somme de trante six livres taxées et ordonnées par ces présentes, et oy M^e Dominique Bordes, procureur du Roy en ladite sénéchaussée, pour ses peynes, salaires et vacations, d'avoir exécuté à mort, rouhé et rompu sur la roue Jehan Gentil, Pierre Puylong, Jean de la Marre et Mathurin Mayet, dit Dardame, qui a raison de sept livres dix sols tournois, pour chacune exécution, de les avoir rompus sur la roue, vallent trante livres; plus pour avoir tana-lié ledit Gentil avant le mettre sur la roue, est passé par les quantons de la ville de Périgueux, en ce compris les tanalies, charbon, bassine et tombareau, troys livres dix sols tournois. Plus pour avoir fait faire amende honorable audit Gentil et a Mathurin Mayet, en ce compris les torches pour chacun vingt-cinq sols, pour ce cinquante sols. Le tout revenant à ladite somme de trante six livres et en rapourtant par vous ces presentes avec quittance dudit Pierre Bertrand sur ce suffisantes; ladite somme vous sera passée et alluée à la despance de vos comptes par tout ou il apartiendra. Donné à Périgueux le dix-neuf-viesme jour de septembre 1555.

DE BORDES, *procureur du Roy*.

Pour extrait :

A. DE ROUMEJOUX.

(1) *Bibliothèque nationale*. — Fonds français Mss. n° 22422.

(2) Pierre Bertrand était encore maistre des hautes-œuvres en 1557, puisque nous le trouvons recevant six sous six deniers pour avoir fustigé un condamné. *Arch. municipales*, CC. 101.

MONASTÈRE SAINTE-CLAIRE D'EXCIDEUIL.

NOTES ET DOCUMENTS.

Je transcris et j'indique quelques documents relatifs au monastère Sainte-Claire d'Excideuil, en Périgord, qui me paraissent intéressants, et les fais suivre, en outre de quelques notes spéciales, d'une note plus générale sur la fondation et la suppression dudit monastère.

Permission à une religieuse de Ste-Claire de quitter son couvent, 1631.

JÉSUS + MARIA.

Moy, seur Janne Duzech, abbesse de nostre monastère de Ste-Claire de Limoges, ayant esté requise par ma seur Marguerite de la Foucaudie de trouvé bon qu'elle s'an n'aylliat chez mademoiselle du Verdier, sa fillie, pour tréter de la terminasions des afères qu'elle at aveque M. de la Foucaudie, son neveu, lequel ne pouvan fère venir en ce lieu son conseil, veu la quantité des maladies qui son partout, pour satisfère à sa demande, à cause de l'angagemant que la coumunosté at dans sept afère, je asamble ce jourduy la coumunosté pour délibérer sur la requête de la supliante, laquelle coumunosté, ayant veu l'importance du dit afère, consan que la sudite seur, Marguerite de la Foucodie, novice, allet aux lieux sudit aveque la permissions de nostre révérand père provincial, lequel nous suplions d'agrèer la sudite sortie, afin que nostre sudite seur puisse jouir aveque repos du bien esprituel de la Ste Religions, dans laquelle nous déclaron qu'elle at fait son noviciat et à fin de l'année resue de la coumunosté à la professions. An foy de se que desur, pour la coumunosté, a signé le présan acte, fait à la Jorie, où nous soumes toutes asamblées, ce 20^e octobre 1631.

Seur Janne Duzech, abbesse. — Seur Suzanne de Lamounerie. — Seur Claire Ardelier. — S. ur Charlotte de Fayat. — Seur Janne de Laveve. — Seur Janne de Baignol. — Seur Madelène Dapvril. — Seur Janne de Palo. — Seur Agnès Duteil. — Seur Françoisse Moulinier. — Seur Catherine Rougier. — Seur Ysabau de Monnimes. — Seur Claire de Chassellet. — Seur Marie de Bobreul. — Seur Gabrielle du Chanbont. — Seur Loyse de Puilorant. — Seur Anne Dalesme. — Seur Marie de Vitrat. — Seur Marie de Rousseaux.

A la suite, sans signature : « La permissions et donné gus-que aux faites de la Noël de l'année 1631. »

A raison de sa nature, et voulant lui laisser toute sa saveur, je transcris littéralement, sauf accentuation et ponctuation, ce procès-verbal d'une assemblée de la communauté de Ste-Claire d'Excideuil, relatif à une demande d'autorisation de sortie du couvent, et la permission du Père provincial.

La date est à noter, 1631. Le monastère Ste-Claire n'ayant été bâti qu'en 1641-42, nous constatons donc l'existence de fait de la communauté près de dix ans au moins avant la construction du monastère. L'assemblée ne se tient pas au couvent, en la maison qu'occupent les sœurs d'Excideuil, mais au lieu de la Jorie, maison noble, où les religieuses sont assemblées. L'abbesse pouvait donc convoquer ailleurs qu'en la maison, ou couvent, où réside la communauté. C'est l'abbesse de Limoges qui est saisie de la demande, non celle d'Excideuil, qui aurait pu tout au moins la transmettre. Aux signatures de religieuses, aucun nom n'est suivi de la qualité d'abbesse, ou de vicaire, du couvent d'Excideuil. N'y aurait-il là, peut-être, qu'une annexe du couvent de St-Yrieix, que nous verrons plus tard agir pour l'établissement du monastère, et l'autorité de l'abbesse de Limoges ne semble t-elle pas le confirmer ?

En cet original, nous avons, en tous cas, les noms et les signatures des religieuses qui font partie de cette communauté, quelqu'en soit le caractère.

Quant à l'autorisation de quitter son couvent pour affaires, que sollicite Marguerite de la Foucaudie, ce ne sont, ni les sœurs, ni l'abbesse, qui l'accordent. Elles donnent seulement leur consentement à ce qu'elle sorte du couvent pour traiter d'affaires et supplient le Père provincial d'agréer sa demande, ce qu'il fait. C'est donc la forme même, à laquelle est soumise, en 1631, toute demande de sortie du couvent, pour affaires ou autre cause sans doute, que nous avons ici, et cela a bien son intérêt.

Et, aussi, n'est-il pas intéressant de noter ces maladies, ou épidémies plutôt, qui sont partout et qui empêchent le conseil de M. de la Foucaudie de venir à Excideuil. Ces maladies

auraient-elles fait arrêter à la Jorie, plutôt qu'à Excideuil, l'abbesse de Limoges ? Ou avait-elle, avec cette maison noble, des liens, quelque parenté, qui l'y ont amenée peut-être ?

*Sommation faite par Désirée de Rouzier, religieuse,
au sieur de la Faye, 1667.*

Aujourd'hui, vingt-sixième décembre 1667, en la ville d'Excideuil, en Périgord, par devant, etc., a été présente sœur Désirée de Rouzier, religieuse au monastère Ste-Claire du dit Excideuil ; laquelle, adressant ses paroles à Jean de Lignac, sieur de la Faye, habitant de la dite ville, lui a dit et déclaré qu'elle seroit surprise par une sortie du dit monastère et réduite par ce moyen à recourir à ses parents, et par ce qu'elle a appris qu'il y a une déclaration du Roi qui veut que tous les monastères qui se trouvent bâtis puis 30 ans, sans avoir pris patentes, soient supprimés, et que le dit monastère se trouve l'un d'iceux, attendu que la dite de Rouzier a porté sa dot au monastère entre les mains du dit sieur de la Faye et que le revenu lui est nécessaire pour sa nourriture et entretien, elle a sommé et somme icelui de n'avoir à délivrer sa dite dot, ni revenu d'icelle, qu'à la dite de Rouzier pour les porter dans un autre couvent si elle s'y trouve obligée, protestant, au cas où le dit sieur de la Faye en usera autrement, de la réparation du tout contre lui et de tout ce qu'elle peut et doit protester. Lequel sieur de la Faye a fait réponse qu'il requiert copie pour se pourvoir près de son conseil. Dont, et du tout, j'ai fait acte, etc., et d'icelle laissé copie... La sœur signe : Sr des Rousiers.

Je transcris, non littéralement, cette sommation, sur les minutes de Rolin, notaire royal.

Il en résulte que, en 1667, le monastère de Ste-Claire n'était pas bâti depuis plus de 30 ans et qu'il n'avait pas pris de patentes, c'est-à-dire de lettres d'autorisation lui donnant une existence légale. J'ai déjà dit plus haut que, si la communauté existait de fait en 1631, le monastère ne fut bâti qu'en 1641-42.

Et, aussi, il résulte de cette sommation que les sœurs de Ste-Claire, au cas de suppression du couvent, se croyaient en droit de revendiquer la dot qu'elles y avaient apportée et, en attendant la restitution de cette dot, prétendaient en toucher les revenus. Le syndic ne conteste pas le droit et la prétention de sœur de Rouzier, il se réserve seulement de

prendre l'avis de ses conseils. Il y a là un point intéressant.

Je note que la sœur de Rouzier ne figure pas au nombre des religieuses assemblées en 1631.

Prinse d'habit et constitution de sœur Anne de Fayolle, 1676.

Aujourd'hui, 22 de mars 1676, avant midi, dans le parloir du couvent des dames religieuses S^{te} Claire, de la ville d'Exideul, en Périgord, devant moi, etc., ont été présentes révérendes et discrètes dames, sœurs ;

Elayne de Puifferrat, abbesse ; Renée de Lanbertie, vicairie (elle signe viquere, viquère) ; Désirée des Rosiers (auteur de la sommation de 1667) ; Judith de Lubersac, Hipolyte de la Mote ; Anne et Gabrielle de Larochemond, discrètes, assistées de Pierre de Lignac, leur syndic apostolique, d'une part.

Et noble Meimy de Fayolle, écuyer, sieur de Lyle, habitant au repaire noble de..., paroisse de S^t Sulpice, faisant tant pour lui que pour Anthoinette de Latour, damoiselle, sa femme, laquelle il promet de faire ratifier, quand sera requis, à peine de tous dépens, etc., d'autre part,

Lesquelles parties, sur la requête et supplication, ci-devant faite et présentement réitérée, par Anne de Fayolle, damoiselle, fille naturelle et légitime dudit sieur de Lyle, et d'Anthoinette de Latour, damoiselle, sa mère, ont convenu que lesdites dames recevront ladite damoiselle Anne de Fayolle, religieuse, en leur demeure et compagnie, lui donneront l'habit à leur usage et passeront professe dans le temps d'enci convenable,

Et, dès huis, le dit sieur de Lyle a promis et sera tenu de doter la dite damoiselle, sa fille, de la somme de 2000 livres, savoir : de son chef, 1600 livres, et de celui de sa femme, 400 livres, sous le cens et rente annuelle et constitution de 100 livres qu'il paiera aux dits couvent et communauté annuellement, à chaque jour et fête de Pâques, à peine de tous dépens, etc. ; au moyen de quoi, il ne pourra être contraint au paiement de la somme capitale pour quelle cause que ce soit. Bien lui sera permis et loisible de s'acquitter d'icelle somme ou de partie, de temps en temps et quand bon lui semblera. En quoi faisant, la rente annuelle demeurera diminuée à proportion de la somme capitale qu'il paiera, qui ne pourra être moindre de celle de 150 livres. A été aussi convenu que, quand le dit sieur se voudra acquitter de la dite somme capitale et en payer une partie, si les dites

dames ou leur syndic se refusoient de la prendre et en concéder quittance, il sera permis audit sieur de la consigner et de faire tel acte qu'il appartiendra. Plus, meublera le dit sieur la dite damoiselle sa fille, des meubles convenus entre la dite dame abbesse et lui, et, de plus, si la dite damoiselle devient malade pendant l'an du noviciat, le dit sieur paiera les médecin, apothicaire et chirurgien, employés pour cet effet, et, si elle décède dans la même année, le dit sieur paiera les frais funèbres, et les meubles qui se trouveront reçus par les dites dames et communauté leur demeureront.

Et pour l'entretien et exécution de ce dessus, les parties se sont respectivement obligées sur tous leurs biens, etc., etc.

Présents, Pierre Lescure et Jean Massenat, procureur, habitants de la présente ville, qui ont signé avec les dites parties et le notaire.

Sur les minutes de Rolin, je transcris, non littéralement, ce contrat de prise d'habit ou de noviciat. Sans m'astreindre à une exactitude rigoureuse, je respecte cependant, rapprochant les noms des signatures, l'orthographe des noms propres, autant que je le puis.

L'abbesse, de Puifferrat, est, dans une quittance du 13 juin 1677, appelée de La Porte. Son nom est évidemment de La Porte de Puifferrat. Je trouve, en effet, à nos registres paroissiaux de 1694, le décès d'une Elisabeth de La Porte de Puifferrat, damoiselle de la Pomelie (village de la commune de Génis), qui doit être la parente de l'abbesse.

La sœur Hippolyte de la Motte est dite, dans l'acte, et dans un acte de fondation dont je dirai plus tard un mot, de la Cropte.

Il n'y a pas de signature Lescure, mais une signature Laroche-Lavigerie.

Je n'ai pu lire le nom du repaire noble des Fayolle. Je n'ose aventurer *des Four du gor* ou *des Sour...*, Ni de Gourgues, ni de Laugardière, ne fournissent rien de semblable. Si notre excellent secrétaire général lit mieux que moi, il mettra une note au bas de cette page. Ce repaire noble, d'après l'acte, serait paroisse de St Sulpice. Mais de Laugardière, d'après le chanoine Bernaret, donne une famille noble de Fayolle dans la paroisse toute voisine de Sarrazac, de Gourgues y indique le repaire noble de Fayolle et on y trouve encore la vieille forge de Fayolle qui sommeille depuis d'assez longues années.

Aucune des sœurs désignées au contrat ne figure à l'assemblée de 1631.

Ceci dit, je reviens au contrat lui-même. Il nous donne sans doute les clauses et stipulations ordinaires en la matière, peut-être la dot réglementaire. Il me paraît intéressant de noter que cette dot peut n'être jamais payée en capital et qu'il peut suffire d'en payer la rente. Le mobilier demeure toujours acquis à la communauté. Durant l'an de noviciat, les frais de maladie et de décès sont à la charge du constituant.

*Autres contrats. — Noviciat. — Réception définitive
et Fondation.*

Je note un autre contrat de noviciat, Rolin, 14 septembre 1658.

C'est celui de Marguerite de Sivent, fille de feu noble Jean Sivent de S' Pantaly et de Françoise Dupuy de Trigonant. La novice dit que, « en présence de Dieu, elle a décidé se vouer à son service et d'entrer en religion pour mieux faire son salut... » Son père lui constitue une dot de 2,000 livres, même chiffre que dans le précédent, et 300 livres pour le mobilier et les hardes, soit robe, voiles et autres nécessaires pour la prise d'habit, payées comptant, le reste à termes. Mêmes stipulations, aux cas de maladie et décès, que dans le précédent.

Un contrat du 28 septembre 1659, Rolin, relatif à la dite de Sivent, nous montre que la réception définitive, comme professe, est constatée par acte notarié. Ladite novice, reçue religieuse, est assistée de son frère.

Les religieuses qui figurent à ces actes sont : Madeleine de la Croix, abbesse, Renée de Lambertie, dame vicair, Madeleine Néron, Françoise Château, Anna Dufraisse, Désirée des Roziers, Judith de Lubersat, Hélène de la Porte, Hippolyte de la Mote. Leur syndic est Jean de Lignac.

Nous ne trouvons ici aucune des religieuses de l'assemblée de 1631 ; nous y trouvons quelques-unes de celles du contrat de 1676, la future abbesse, H. de la Porte (de Puifferrat), et un syndic du même nom, mais d'un autre prénom, le père peut-être.

L'abbesse, Madeleine de Lacroix, ou de la Croix, me parait avoir été la première abbesse après la construction du monastère et sans doute la régularisation du couvent. Je trouve, dans mes notes, la mention d'un acte de Rolin, mais sans sa date, sous ce titre : Fondation du couvent des religieuses Sainte-Claire, déclarée faite par M^r le prince de Chalais. Cet acte indique comme syndic Jean de Lignac, celui de 1658 ; l'abbesse est Hélène de Puifferrat ; l'acte se place donc entre 1658 et 1676. Dans cet acte, il est dit que, en l'année 1641 ou 1642, « défunte dame sœur Magdelaine de la Croix, religieuse de l'ordre de Sainte-Claire, lors professe du couvent et monastère des religieuses dudit ordre à Saint-Yrieix, par l'approbation de leur supérieur et par la libéralité des auteurs prédécesseurs du seigneur prince de Chalais, aurait fait édifier en la présente ville (Excideuil) le présent monastère ». Madeleine de la Croix a donc dû être abbesse du monastère Sainte-Claire d'Excideuil depuis 1641-42, jusqu'à 1658 tout au moins et un peu plus sans doute.

Dans l'acte de fondation, que je viens de citer, figurent Hélène de Puifferrat, abbesse. Renée de Lambertie, vicairie, Françoise Chasteau, Anne Dufraisse, Hippolyte de la Cropte (de la Mote), Désirée de Rosière (des Rozières), et autres, non désignées par leur nom. Elles agissent en présence et du consentement de leur syndic. Le prince de Chalais susdit est Blaise Talleyrand de Périgord, « estant présent en son chateau d'Exideul ». Les sœurs disent que Madeleine de la Croix et autres religieuses, à cause du décès des auteurs du prince et de son bas âge, sont demeurées avec beaucoup de peine sans fondateur ni protecteur et, reconnaissant que ledit prince de Chalais a toujours, à l'imitation de ses prédécesseurs, protégé et favorisé lesdites dames et communauté, étant capitulairement assemblées au son de la cloche dans le parloir du couvent, ont confessé tenir, avoir tenu et vouloir tenir et user au présent couvent de la fondation et libéralité dudit seigneur, présent et acceptant, lequel promet de leur continuer les bienfaits de ses prédécesseurs et leur accorde des exemptions de solidarité pour leurs métayers, de droits de lods et ventes et amortissement du jardin acquis par elles au-devant de

leur couvent, et les lods et ventes du bois de chauffage et pour la bâtisse et réparation du monastère, et promet de protéger lesdits couvent et communauté envers et contre tous et le gratifier de ses aumônes, etc.

J'aurais dû noter ce document à l'occasion de ce que je vais dire pour la fondation du couvent. Si je le fais ici à l'occasion de Madeleine de la Croix, je n'aurai, plus loin, qu'à l'indiquer sommairement.

Fondation et suppression du Couvent.

Dans deux Mémoires, l'un de M^e Jean Teillat, avocat en la Cour et syndic de la ville d'Excideuil, l'autre de M^e Dissac, procureur des habitants d'Excideuil, intervenants au procès pendant en la Cour (Parlement de Bordeaux), entre les religieuses S^{te} Claire et Aignan Dubois, vice-promoteur du diocèse de Périgueux, je trouve, sur la fondation et la suppression du monastère, des renseignements précis que je résume et auxquels, à l'aide d'autres documents, j'ajoute quelques indications complémentaires. Tout ce que je n'indique pas comme venant d'autre source provient des dits Mémoires.

En l'année 1641, les religieuses S^{te}-Claire de Saint-Yrieix résolurent d'établir, à Excideuil, cité voisine, un couvent de leur ordre.

Déjà, en 1631, comme le montre l'acte plus haut transcrit, il y avait à Excideuil une communauté de fait, se réunissant sous la présidence de l'abbesse de Limoges. Le dit acte n'indique ni abbesse, ni vicaire, ni syndic de la dite communauté, dont les dits Mémoires ne parlent pas.

Donc, les religieuses de Saint Yrieix, régulièrement autorisées (Fondation), députèrent à Excideuil quelques-unes de leurs sœurs, dont Madeleine de la Croix (Fondation) et Marie du Mas de Peyzac, pour mener à bonne fin leur projet. Le prince de Chalais, marquis d'Excideuil, l'agréa en sa qualité de seigneur du lieu ; mais, quoi qu'en dise l'acte de fondation, de beaucoup postérieur du reste, il ne leur fit d'autre libéralité que de les décharger du droit de lods et ventes, pouvant lui être dû pour l'emplacement sur lequel fut bâti le monastère. Cette libéralité était insuffisante et insuffisantes

aussi étaient les ressources du couvent de Saint-Yrieix, lequel ne pouvait disposer, en faveur de sa nouvelle colonie monastique, que d'un capital de 5 à 6000 livres. Les habitants prirent le projet en leurs mains et furent activement secondés par le sieur Pierre du Mas de Peyzac, dont la fille était une des religieuses de Saint-Yrieix, députées à Excideuil. Ils supplièrent M. de la Béraudière, évêque de Périgueux, de donner son approbation à leur fondation, s'offrant à bâtir, meubler et entretenir le couvent. L'évêque de Périgueux rendit, le 24 novembre 1641, une ordonnance par laquelle il déclara les offres des sieurs du Mas, seigneur de Peyzac, et autres seigneurs, plus que suffisantes pour bâtir, meubler et entretenir le couvent. Les habitants tinrent leurs engagements et, neuf mois après, le couvent était bâti, meublé et en état de recevoir les religieuses. Celles-ci y furent installées le 19 août 1642.

Le couvent, grâce aux libéralités des habitants de la ville et des environs, devint rapidement florissant. Les anciens privilèges d'Excideuil y attirant un grand nombre d'habitants, on y comptait plusieurs familles nobles et le militaire y était nombreux. Les familles trouvèrent, dans ce monastère, la facilité d'établir leurs filles comme religieuses, à de meilleures conditions que dans des couvents éloignés, dotation moindre et mode de paiement moins onéreux, et aussi la commodité de l'éducation et de l'instruction pour celles ne se destinant pas à la vie religieuse. Le couvent tient des pensionnaires *fait des écoles*, forme les jeunes filles dans les principes de la religion et dans les autres exercices qui les rendront utiles dans leur famille, à des prix moins élevés, d'un tiers en moins, et avec facilité de payer en nature.

Nous trouvons, dans nos registres paroissiaux, quelques actes de mariage de jeunes filles en pension au couvent de S^{te}-Claire : 2 septembre 1732, M^r Jacques Gaillard de la Combe (de Thiviers) et Marguerite Bonnet, demoiselle de Lestang, pensionnaire de S^{te} Claire ; 19 janvier 1778, Pardoux Bordas, avocat en la Cour et substitut du procureur du Roi au sénéchal de S^t Yrieix, et Anne Darnet (d'Excideuil), pensionnaire, et autres. Ce mariage de 1778 se place, comme nous le verrons, à l'heure de la suppression du couvent.

A une distance à peu près égale de S^t Yrieix et de Périgueux, le monastère S^{te} Claire d'Excideuil devait, évidemment, prospérer, comme il le fit. Mais bientôt sonna l'heure des épreuves que prévoyait déjà, en 1667, sœur des Rosiers (Sommaton). En l'année 1742, M. l'évêque de Périgueux conçut le dessein de détruire S^{te} Claire d'Excideuil pour relever Notre-Dame de Périgueux. Ce n'est point, comme le redoute sœur des Roziers (ou de Rozier, village de Tourtoirac), l'autorité civile qui supprime le monastère, c'est celle de l'évêque, qu'elle ne prévoyait sans doute pas.

L'évêque obtient des ordres portant défense de recevoir des novices ; à ce moment, le couvent comptait 18 religieuses, plus 2 sœurs converses et les pensionnaires. Le couvent était prospère et en bon état. Si on laissait traîner, comme on le fit, les choses en longueur, l'interdiction de recevoir des novices et la séquestration des revenus devaient amener nécessairement un état de dépérissement dont le vice-promoteur du diocèse tirera plus tard argument. Le 24 mars 1746, un arrêt du Conseil dépouille S^{te}-Claire de l'administration de ses biens. Le 28 mars 1754, nouvel arrêt du Conseil qui permet et ordonne même la suppression du monastère. Il y a, dans ce dernier arrêt, une expression, *si faire se doit*, qui semble réserver le point de fait, Sa Majesté ayant voulu, dit M^e Dissac, se prémunir contre les surprises qu'on aurait pu vouloir lui faire. La régie des biens (rapport de Jouy, 20 novembre 1770, Arch. nat.) est donnée, par cet arrêt, à un économe nommé par l'évêque. Et, en même temps, le terme « incessamment » semble indiquer une chose pressante et cependant l'affaire va sommeiller environ dix ans.

En 1759, le 10 mars, un avis du Conseil (Arch. nat.) indique la procédure à suivre par l'évêque pour la réunion des biens de Ste-Claire à une autre communauté et ce n'est qu'en 1763 que le couvent sera supprimé. Les religieuses forment opposition et appel comme d'abus devant la Cour du Parlement de Bordeaux. Les habitants, assemblés capitulairement, le 15 décembre 1763 sans doute, décident d'intervenir dans l'intérêt public et nomment Teillat pour venir soutenir à grands frais leur réclamation. Le mémoire Dissac

développe les arguments de la communauté, point d'animosité contre l'évêque, intérêt de la ville et des environs, prospérité certaine de l'établissement, etc, et indique les raisons de droit, intéressantes, qui légitiment leur intervention.

Les habitants d'une ville, dit-il, ont toujours été considérés comme parties essentielles lorsqu'il s'est agi d'un établissement religieux (textes canoniques, Henris, tome 2, livre 1, quest. 6, penult. édit. où l'on trouve des arrêts conformes). La même raison d'intérêt public milite au cas de suppression d'un établissement existant, et même en ce cas l'intérêt semble être plus grand puisqu'il y a des droits acquis. Et il examine, en droit, les causes qui peuvent permettre la suppression d'une communauté. Il n'en reconnaît que trois : la première, *cum necessitas persecutorum loca eorum gravaverit*, ne saurait s'appliquer à Excideuil qui jouit d'une heureuse tranquillité. La seconde, *cum difficultas locorum fuerit*, ne saurait s'appliquer au couvent Ste-Claire, très vaste et très bien situé. La troisième, *cum malorum societate gravantur*, ne s'applique pas davantage, le couvent ayant toujours été à l'abri des injures et la conduite des dames de Ste-Claire ne méritant que des éloges.

Les habitants s'associent de tout cœur à l'appel comme d'abus des religieuses et maintiennent que, malgré un dépérissement trop naturel et qui est la suite des mesures prises contre lui, le monastère, et par ses bâtiments et par ses revenus, offre toutes garanties de prospérité. Et dans le mémoire de leur procureur, ils rejettent la responsabilité de l'affaire sur le zèle, plus ardent qu'éclairé, du vice-promoteur de M. l'Evêque, observant que les premières poursuites de cet officier ont suivi de près l'éloignement de la Dame supérieure.

Je poursuis l'ordre des faits : de notre Registre des Consuls; j'extraits une délibération que je transcris textuellement.

Arrêté du 25 janvier 1764.

La Communauté assemblée, il a été fait lecture de la lettre adressée par M. l'Evêque de Périgueux à M. Ardilier, dont la teneur suit :

Je ne fais, Monsieur, aucune difficulté de vous marquer icy par écrit ce que je vous ai dit, il y a deux mois, étant à Chalais, savoir que je

pouvois répondre qu'il sera pris, sur les biens des religieuses d'Exideuil, 400 livres annuellement pour les pauvres de la Miséricorde de cette ville, parceque feu M. le cardinal de Rohan me manda en son temps qu'il convenoit, sur ce que M. le prince de Chalais lui avoit exposé alors, de prendre une somme pour être ainsi employée. — Quant aux 150 livres pour un régent, je promets bien de représenter de mon mieux les motifs et les raisons qui doivent y déterminer le Bureau de la Commission, mais d'exiger de moi que je réponde de ce consentement, comme ce n'est pas chose qui soit en mon pouvoir, cela seroit déraisonnable et illusoire, et, si je voulois ne pas agir de bonne foi, je n'aurois qu'à vous marquer que je garantis ce consentement, en arrive ce qui pourra, ce que je n'ai garde de faire. Je crois donc n'avoir rien à ajouter sur ce que je viens de dire sur cet article, sinon que ceux qui sont assignés pour répondre dans l'enquête représentent les raisons qui les engagent à ne consentir à la suppression que sous la condition de donner une somme pour un régent.

Au reste, Monsieur, M. le cardinal de Luynes, chef de la Commission, et M. le premier président, à qui il a écrit sur cette affaire, m'ont marqué l'un et l'autre ce que j'ai à faire, ne doutant point que, dans ces sortes d'affaires, il n'y ait toujours certains esprits qui veulent s'en mêler et qui ne doivent pas empêcher d'aller en avant.

C'est avec une considération parfaite, etc., etc.

J. C., *évêque de Périgueux*, 24 janvier 1764.

Sur cette lettre, le conseil de la communauté délibère et prie M. Ardilier de répondre : que, les habitants ayant signé nombre de fois pour l'utilité du monastère de Sainte-Claire, aucun d'eux ne déposerait le contraire, même relativement à l'état actuel dudit monastère, que dans le cas où l'on assureroit à la communauté quelque indemnité de la perte que lui causerait cette destruction, qu'une somme de 550 l., demandée pour appliquer à une *Miséricorde* et à une *Précepturale*, était un objet bien mince eu égard à plus de 3,400 l. de revenus qu'on transporterait à Périgueux ; et de le prier de donner sa protection à la communauté pour obtenir la somme de la commission chargée de régler l'application des revenus du monastère.

Signé : Langlade, maire, Beaugourdon, 1^{er} consul,
Larochette, Montagut, Rey, conseillers,
Rolin, greffier de la communauté.

Entre les faits qui s'y trouvent indiqués, il est bon de noter, dans la lettre de l'évêque, ceci : une enquête, que nous appellerions aujourd'hui *de commodo et incommodo*, est faite sur la question de suppression du couvent Sainte-Claire.

Le 1^{er} mai 1766, un arrêt de la Cour (Bordeaux) déclare prématuré l'appel comme d'abus.

Le 19 mars 1767, l'évêque, par décret, supprime entièrement le monastère et en attribue les biens et revenus à Notre-Dame de Périgueux, sauf 300 l. à la ville pour les *bouillons* des malades et 200 l. pour un régent chargé d'instruire la jeunesse. Appel comme d'abus par les religieuses contre ce décret.

Les habitants d'Excideuil, reconnaissant que le couvent n'a pas d'existence légale, vu qu'il n'a pas eu de lettres patentes à son établissement, et qu'il n'a pu acquérir la propriété des biens par eux donnés, réclament ces biens et s'opposent à ce qu'ils soient donnés au couvent de Notre Dame de Périgueux, demandant qu'ils soient laissés à l'hôpital d'Excideuil, qui est pauvre, mais d'existence ancienne et légale et très utile à la ville. Leur prétention se base sur ce qu'ils sont les fondateurs du couvent, le seul fondateur autre étant du Mas de Peyzac ; ils affirment que les facultés du monastère se sont accrues jusqu'à 3,300 l. de revenu, et cet accroissement ne s'étant produit qu'en vue d'un établissement utile à la ville, ils exigent que la destination n'en soit pas changée.

Le 27 mars 1768, les agents du clergé (Arch. nat.) mandent à l'évêque l'impossibilité d'administrer des moyens particuliers de défense en ce qui touche du Mas de Peyzac, l'un des opposants ; mais que, s'il n'est pas fondateur, ou n'a pas de titre, il sera facile de le débouter. C'est à l'évêque de suivre toute la procédure, une fois rendu le premier arrêt du conseil.

Un mémoire, du 14 juin 1768, (Arch. nat.), sur l'appel comme d'abus contre le décret de l'évêque supprimant le monastère, résume la consultation du rapport dans l'affaire et admet la légitimité de la suppression et de l'union des revenus à la maison de Périgueux, chargée de l'enseignement gratuit des jeunes filles de la ville.

Le 21 août 1770, arrêt du Parlement de Bordeaux, lequel, vu l'absence de lettres patentes de fondation, prononce qu'il n'y a pas d'abus dans le décret de suppression et renvoie par provision la régie des biens au syndic de l'hôpital d'Excideuil. L'arrêt, juste au fond, paraît irrégulier en la forme, en ce qu'il déclare le monastère supprimé, ce qui est affaire au juge ecclésiastique et contraire à la volonté du Roi (rapport de Jouy, Arch. nat.)

Une lettre de l'évêque (Arch. nat.), du 14 septembre suivant, dit le Bureau très favorable aux religieuses de Notre-Dame. Mais le jugement du Parlement de Bordeaux paraît attentatoire à l'autorité du Roi. Sa volonté s'étant manifestée, pourquoi lui renvoyer ? Le correspondant conférera avec les avocats du Clergé pour se pourvoir et note la procédure à suivre sur la requête des habitants d'Excideuil. Autre lettre (*id*) du 6 octobre dit la difficulté de casser l'arrêt par défaut de lettres patentes de fondation : « j'en conférerai avec le cardinal de Luynes ». Le 22 octobre, autre lettre (*id*). Sur l'avis du cardinal de Luynes, personnellement favorable, si des lettres patentes prononcent l'emploi des biens de la communauté, le Parlement de Bordeaux en refusera la vérification. Si on se pourvoit en cassation, il n'y a pas de contravention précise. Il faudrait faire évoquer au Conseil. Le rapport de Jouy, déjà cité, dit qu'on peut se pourvoir en cassation et présenter requête au Conseil des dépêches de procéder à l'union. Il faut savoir la date précise de la fondation et les moyens des appelants comme d'abus pour demander l'union des revenus à l'hôpital d'Excideuil. Le rapport de Jouy sur l'affaire Ste-Claire d'Excideuil paraît avoir été transmis par les agents du Clergé.

Comme on le voit, l'affaire ne s'arrête pas à Bordeaux et les influences s'agitent à Paris.

1^{er} décembre (1770) (Arch. nat.) — Les avocats, examen fait de l'affaire, s'étonnent qu'un Parlement laïc supprime un établissement ecclésiastique. Ils sont favorables à la poursuite en cassation, mais voudraient voir la procédure faite à Bordeaux en appel comme d'abus, surtout les oppositions soutenant l'union des revenus à l'hôpital d'Excideuil.

Le 21 janvier 1771, une lettre à l'évêque dit : Nos avocats chôment ; je n'ai pu leur parler du tempérament proposé par votre dernière lettre. Si l'arrêt de Bordeaux est susceptible de critique, il serait plus sûr d'obtenir des patentes adjugeant à Notre-Dame les revenus d'Excideuil, ce qui se ferait avec la participation du Clergé. Les circonstances « orageuses » où l'on se trouve font présumer qu'il faudra attendre quelque temps pour en parler au chancelier (Arch. nat.)

4 juillet 1771, lettre à l'évêque (Arch. nat.) : le président de Coste, plein de bon vouloir, ne prendra rien sur lui sans le vœu de la Commission ; le Bureau craint quelque orage à l'enregistrement des patentes, comme il est arrivé en semblables occurrences et il faut laisser agir M. Esmangard.

20 mars 1772 (Arch. nat.) — Décision que, pour accorder nouvelles lettres patentes aux religieuses de Périgueux, il faut partir du renvoi fait par la Cour de Bordeaux au Roi pour être statué sur les immeubles d'Excideuil. On pense en effet que l'arrêt de Bordeaux est solide, même dans la forme.

29 avril 1772 (Arch. nat.). Lettre à l'évêque lui annonçant dispositions favorables du procureur général près le Parlement de Bordeaux. Pour aplanir les difficultés de l'enregistrement des patentes, il faudrait écrire à l'intendant de Bordeaux pour adoucir les dispositions des esprits à Excideuil et à Bordeaux. Les commissaires, très empressés à « secourir » vos vues, craignent de se compromettre avec la Cour de Bordeaux. M. Esmangard, qui fut du Bureau, sera plein de zèle.

Le 26 mars 1773, l'abbé du Lau écrit (Arch. nat.) à M^{me} Salleton, supérieure de Notre-Dame. L'affaire, juste au fond, commence à prendre tournure favorable, la suppression étant consentie des deux puissances. On ne paraît pas éloigné de vous faire adjuger les revenus par le Roi, mais on voudrait ajouter aux sommes affectées au bouillon d'Excideuil (400 l.) et au régent (200 l.), selon les dispositions du décret de feu l'évêque, 300 livres. Peut-on distraire cette somme des revenus ? Il faudrait acte justificatif de l'existence de l'hôpital d'Excideuil.

Et, en août 1786, lettres patentes (Arch. nat.) attribuant aux religieuses Ste-Claire Notre-Dame-de-Périgueux et à l'hôpital d'Excideuil les biens du monastère d'Excideuil.

Les notes, ci-dessus mises en ordre, ne sont sans doute pas complètes. Mais elles nous montrent la suite de cette affaire, si longue, et où apparait tout le fouillis de la procédure d'alors.

Durant ce long temps qui s'écoule depuis la suppression, le monastère semble poursuivre son existence. Dans nos registres paroissiaux, je trouve quelques actes qui l'indiquent. 1762 : Jeanne Journet décède au couvent Ste-Claire, 1774 : dame Marie-Isabeau de Luçon, religieuse de Ste-Claire, est marraine. 1780 : Suzanne Lescure, sœur converse du monastère Ste Claire, est marraine. 1782 : Hélène Rousseau, de la Courtade, décédée dans la communauté des religieuses Ste-Claire. J'ai cité plus haut un mariage de pensionnaire.

Et, le 21 juillet 1768, dans l'église des religieuses Ste-Claire, a lieu une grande solennité. Je transcris cet acte intéressant.

Dans..., a fait son abjuration publique de l'hérésie de Calvin et est entrée dans la communion de l'église catholique, apostolique et romaine, demoiselle Marie-Magdeleine Michel, originaire de Leipsic en Basse-Saxe; laquelle abjuration a été faite pendant la sainte messe et à l'édification de presque toute la ville qui a assisté à cette sainte cérémonie, et le sieur Bonneau de Grangies, curé de Coulaures, a célébré les saints mystères et a reçu la susdite abjuration en présence des témoins soussignés Baynion, prieur de St-Sulpice, Raynaud, prévôt et curé d'Excideuil, Bonneau de Grangies, curé de Coulaures, Fr. Louis, cordelier, Vigniéras.

Le monastère Ste Claire d'Excideuil était situé, paroisse St-Thomas, tout en haut de la ville, à côté de la Porte Faucher; un grand jardin, s'étendant autrefois fort loin, en dépendait; d'une part, la rue de Neuville et, d'autre part, une partie des fossés, le limitaient. Ce monastère fut échangé, plus tard du reste, par la ville contre celui des Cordeliers, près de la promenade, où furent installés l'hôpital, qui n'était pas à Ste-Claire, et plus tard un pensionnat de religieuses. Le 27 floréal an IV, l'administration d'Excideuil s'opposa à la vente des biens de Ste-Claire, le décret de brumaire an IV ayant réintégré les hôpitaux dans leurs droits. C'est sans doute à ce

titre que la ville échangea les Cordeliers, devenus sa propriété, contre Ste-Claire.

Le monastère Ste-Claire devint l'ancien collège, devenu aujourd'hui école primaire supérieure de garçons, le jardin ayant été en partie vendu par la ville. J'ai, en mes premières années, vagabondé quelque peu dans les vieux cloîtres de Ste-Claire. Aujourd'hui, il ne reste rien des anciens bâtiments.

Je n'ai gardé aucun souvenir de l'église Ste Claire et aucun de nos anciens n'en a gardé davantage. Elle se trouvait sans doute là où a été construit le bâtiment servant de mairie, tout à côté de l'école. Ce bâtiment a été construit à l'époque de la Révolution.

Je reproduis ici les armoiries des religieuses Ste Claire d'Excideuil, d'après d'Hozier, *Armorial général, Guyenne*, vol. 13, f° 659, n° 406.



Le couvent des religieuses de Ste Claire d'Excideuil : porte d'argent à une Sainte Claire en carnation, vêtue des habits de son ordre, tenant en sa main dextre le St-Sacrement de l'autel d'or. — Le dessin colorié de ces armes, se trouve à l'Armorial colorié, Guyenne, vol. XIII, f° 788.

GUSTAVE HERMANN.

ÉRECTION DU LIEU D'ESCOIRE EN PAROISSE
(1677).

Nous avons rencontré, il y a quelques années, en tête du livre des baptêmes, mariages et mortuaires de la paroisse d'Escoire (1) pour l'année 1678, un document que nous croyons rare pour l'époque : c'est le titre d'érection en paroisse du lieu d'Escoire que l'évêque de Périgueux, M^{sr} Le Boux, veut bien accorder, le 12 décembre 1677, à la requête de messire François-Louis de Ranconnet, chevalier, seigneur d'Escoire, (2) et de dame Marguerite d'Aydie, son épouse. Le lieu d'Escoire était d'ancienneté dans les dépendances de la paroisse de Bassillac, dont il était séparé par deux rivières, l'Isle et l'Auvézère, ce qui avait de grands inconvénients pour l'exercice du culte. En 1534, les auteurs des exposants avaient demandé au pape (3) et obtenu de M^{sr} Foucaud de Bonneval la création d'une chapelle, un cimetière et des fonts baptismaux. Les guerres de religion interrompirent le service divin, l'un de leurs auteurs étant religionnaire. Ils offrirent de rebâtir à leurs dépens l'ancienne chapelle ruinée, de fournir les ornements et meubles nécessaires. Procès-verbal est fait de l'église nouvellement réédifiée, des meubles et ornements devant servir au culte.

L'évêque M^{sr} Le Boux, en 1677, en vertu du pouvoir qui lui est conféré par le concile de Trente, distraint le lieu d'Escoire et l'enclave du Petit-Rognac de la paroisse de Bassillac, érige l'église en titre d'église paroissiale, attribue au vicaire qui sera pourvu une pension congrue et annuelle de 200 livres, à

(1) *Archives de la Dordogne*, tome 1^{er} de la série E supplément 582, folio 2.

(2) François-Louis de Ranconnet, écuyer, seigneur d'Escoire en Périgord, avait épousé le 8 août 1669 Marguerite d'Aydie, fille d'Arnaud, écuyer, seigneur des Bernardières, Saint-Martial, etc., et de Jeanne de Clermont-Vertillac. Il épousa en secondes noces, le 8 août 1700, Charlotte-Antoinette d'Hautefort. (La Chenaye-Desbois, *Dictionnaire de la Noblesse*, tome xvi, col. 766).

(3) Paul III, Alexandre Farnèse, Romain, né l'an 1466, évêque d'Ostie, élu pape le 13 octobre 1534, mort le 10 novembre 1549 à l'âge de 82 ans. Il avait été marié avant d'entrer dans les ordres. (*Trésor de Chronologie*, p. 1142).

prendre sur les fruits décimaux d'Escoire et du Petit-Rognac, et nomme pour premier vicaire perpétuel Antoine Gatignol, neveu de M. Jean de Gatignol sieur de Labagie, docteur en théologie, curé d'Antonne.

Guillaume, par la miséricorde de Dieu et la grâce du Saint-Siège apostolique, évêque de Périgueux, à tous fidèles chrétiens, salut. Sçavoir faisons que nous ayans esté représenté de la part de messire François-Louis de Ranconnet, chevalier, seigneur d'Escoire et dame Marguerite d'Eydle, son espouse, que le dit lieu d'Escoire estant d'ancieneté dans les dépendances de la paroisse de Bassillac et servi par le curé dud. lieu ; les auteurs des d. seigneur et dame s'estants retirés vers Sa Sainteté le pape Paul, séant en l'an mil cinq cent trente quatre, et luy ayant esté exposé que le dit lieu estoit esloigné de l'église paroissielle dud. Bassillac d'une grande demi lieue, et séparé par deux rivières, l'une appelée de Lisle, et l'autre de Lalvèzère, lesquelles, le temps de lhyver, à cause de la rapidité et inondation, on ne pouvoit passer que avec des petits bateaux et dans un péril évident de la vie, et que, au moyen dud. obstacle et de la grande difficulté qu'il y avoit dans le trajet de l'un à l'autre desd. lieux, la plupart des habitans dudit lieu ne pouvoient ouïr la sainte messe, ni le vicaire perpétuel ou recteur dud. lieu aller ouïr en confession les malades, leur porter le sacrement de l'eucharistie, et celui de l'extrême onction, ny lesd. habitans porter leurs enfans à baptême ; à raison desquels inconveniens, plusieurs avoient esté privés desd. sacrements, Sad. Sainteté auroit fait expédier sa bulle, portant pouvoir à l'official des lieux de se transporter audit lieu d'Escoire, et en cas qu'il luy parut desd. inconveniens, marquer un cimetière pour ensevelir les morts, y faire eslever des fons baptismales dans une chapelle qui avoit esté précédemment bastie pour y dire la sainte messe, et ordonner de bailler, ou commettre un prestre pour faire toutes les fonctions curiales et y administrer les sacremens. En consequence de laquelle bulle, les inquisitions ayant esté faites, révérend père en Dieu messire Foucaud de Bonneval, nostre prédécesseur, sy estant transporté, a bény lad. église, cimetière et autres choses qui doivent estre employées au service divin. Par le malheur des guerres civiles et notamment de celles des religionnaires, dans labysme desquels lun des auteurs de l'exposant se trouva envelopé (1) ; ce règlement auroist esté interrompu,

(1) Le célèbre et savant Ainar de Ranconnet, second président au Parlement de Paris. (Voir Moréri, *Grand Dictionnaire historique*, édition de 1759, tome ix, p. 51).

et l'exercice de la religion catholique troublé et renversé. Néanmoins lesd. seigneur et dame faisant profession de la foy catholique, apostolique et romaine, ausy bien que tous leurs juridits, habitans dans led. lieu d'Escoire, désirans veiller à leur salut, et ressentans les incommodités cy dessus énoncées, lesquelles ont de plus en plus augmenté depuis lad. concession apostolique par le ravage que les eaux ont fait dans leur liet ou dans la pleine qui le joint de part et d'autre ; nous ayans requis de leur accorder l'érection de lad. église d'Escoire en paroisse, et leur donner un vicaire perpétuel en titre, pour leur administrer tous les sacremens dans lad. église ; nous ayans mis en main lad. concession apostolique et acte justificatif de l'exécution dicelle, du treize avril mille cinq cent trente et sept ; outre la notoriété que nous avons des faits cy dessus, après nous en estre pleinement informés, et sur les offres desd. seigneur et dame d'Escoire de rebastir à leurs dépens lad. église ruinée, fournir tous ornemens et meubles nécessaires, nous leur aurions accordé la dite permission, et après avoir fait faire un procès-verbal de lad. église nouvellement réédifiée, meubles et ornemens devans servir à icelle par monsieur Jean de Gatiguol, sieur de Labagie, docteur en théologie, curé d'Anthonne ; nous ayans esté raporté que le tout estoit en estat décent et convenable ; voulans incliner aux pieux et saints désirs des exposans et rendre leurs travaux et dépenses utiles au bien de l'église et de la religion ; considerans d'ailleurs que nous sommes curés primitifs de la dite paroisse de Bassillac et généraux décimateurs, et que le vicaire perpétuel ne recevant aucune diminution de sa portion congrue, estant deschargé du service divin du dit lieu d'Escoire, et de celui du lieu et enclave du Petit Rognac, qui est du mesme costé de la rivière que ledit lieu d'Escoire, et est exposé aux mesmes inconveniens, recevrait du soulagement et seroit mieux en estat de servir le reste de lad. paroisse qui est de grande estandue ;

Après avoir pris l'avis de nostre chapitre cathédral, et veu sur ce les conclusions de nostre promoteur ;

Nous, suivant le pouvoir à nous donné par les saints canons et en par le concile de Trente, en la session 21, chap. 4 *de reformatione* ;

Nous avons érigé et érigeons lad. église d'Escoire en titre d'église paroissielle, pour estre régie à l'avenir perpétuellement et à james par le vicaire qui sera par nous pourvuu et autres qui seront pourvus par nos successeurs, sans aucune dépendance du vicaire perpétuel dud. Bassillac, et pour servir le dit bénéfice, luy avons attribué de pension congrue et annuelle la somme de deux cents livres à prendre

sur les fruits décimaux qui nous appartiennent audit lieu d'Escoire et enclave du Petit Rogniac ;

Exhortons et partant que besoin seroit, enjoignons aux habitants desd. lieux de reconnoître le vicaire qui sera par nous ou par nos successeurs ainsy pourveu, et luy obéir en toutes choses qui seront de son droit et fonction, comme à leur vray et légitime recteur ;

Et en tesmoing de ce, avons signé ces présentes et fait soucrire à nostre secrétaire et y apposé le sceau du diocèse.

A Périgueux, dans le palais épiscopal, le douzième du mois de décembre mille six cent septante et sept,

Signé : GUILLAUME, evesque de Périgueux. — Et plus bas : par monseigneur, le seau du diocèse appliqué, DESAUZIÈRES, secrétaire.

Le présent tiltre a esté tiré mot à mot des origineaux qui sont demeurés au grefes, au chasteau du seigneur d'Escoire et à la maison du curé.

VISA ou NOMINATION d'un curé pour la paroisse d'Escoire par monseigneur Guilheau Lesboux, evesque de Périgueux.

Guillelmus, miseratione divina et sanctæ sedis apostolicæ gratia, Episcopus Petrochorensis, regi a sanctionibus et a concionibus dilecto nostro Antonio Gatignol, presbitero diocesis Cadurcensis, Salutem in Domino, parrochiale ecclesiam seu vicariam perpetuam d'Escoire, cujus vacatione occurrente nominatio, presentacio et omnimoda alia dispositio ad nos ratione dignitatis nostræ episcopalis spectant et pertinent, liberam nunc et vacantem per novam erectionem tibi prenominato Antonio Gatignol, presenti requirenti et acceptanti, capaci.

Cet acte est incomplet.

FERD. VILLEPELET.

UNE DÉLIBÉRATION DES HABITANTS DE CHAVAGNAC EN 1768.

L'on ne peut passer dans le bourg de Chavagnac, chef-lieu de commune du canton de Terrasson, sans que le regard soit attiré par cette vieille tour carrée, couronnée de mâchicoulis, haute de vingt-cinq mètres, qui domine toute cette région des *Causses* et sans que le nom du propriétaire actuel, M. de Bosredon, ne se présente à l'esprit.

Cette tour, parfaitement conservée, est tout ce qui reste du château de Chavagnac détruit par un incendie avant la Révolution.

La châtellenie de Chavagnac était unie à la châtellenie de Cousages, sise en Bas-Limousin et dépendant aujourd'hui de la commune de Chasteaux (Corrèze). Depuis le milieu du xv^e siècle jusqu'à la Révolution, elles restèrent réunies dans les mains des mêmes possesseurs. Le château de Cousages fut démoli pendant la Révolution.

M. Ph. de Bosredon a publié, avec le concours de M. Rupin, une notice sur Chavagnac et Cousages dans le *Bulletin* de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze siège à Brive, t. VIII, 1886, p. 361. Il a en outre donné dans notre *Bulletin*, t. II, p. 213 et t. XXVII, p. 439, divers documents intéressants, la liste des seigneurs de Chavagnac et de Cousages et la liste des curés et vicaires de Chavagnac.

J'ai trouvé dans les vieilles archives de mon étude un acte concernant une délibération des habitants de Chavagnac au sujet de réparations à faire à l'église de Chavagnac, près de laquelle se dresse la vieille tour, acte reçu par M^e Marchant, notaire aux duchés de Noailles et d'Ayen, en date du 12 juin 1768, en présence du seigneur d'alors qui était Henri-François II de Laroche foucauld, né en 1716, enseigne de vaisseau en 1738, chef d'escadre en 1764, vice-amiral en 1782, marié en 1766 à Louise-Françoise de Rochechouart, mort en 1784, suivant les documents donnés par M. de Bosredon, et en présence de M. Molinier, curé de Chavagnac, que nous retrouvons également à cette époque dans la liste donnée par notre confrère.

Voici la teneur de cet acte que je crois intéressant de reproduire :

Aujourd'hui douzième juin mil sept cent soixante-huit, au bourg de Chavagnac, en Périgord, jour de dimanche, à l'issue de la messe de paroisse, le peuple averti au prône de ladite messe et convoqué au son de la cloche en la forme accoutumée pour les délibérations à faire pour les besoins de la paroisse. Par devant nous notaire et témoins soussignés, en conséquence de l'ordonnance de Monseigneur de Farges, intendant de la Généralité de Guienne, du vingt-septième mars dernier, furent présents : haut et puissant seigneur, messire Henri-François de Laroche foucauld, chevalier, seigneur comte de Couzages, Chavagnac et autres places, chef des Escadres des armées du Roi, chevalier

de l'ordre militaire de Saint-Louis, habitant en son château de Couzages, paroisse de Chasteaux : messire Guillaume de Molligné, curé de Chavagnac, sieur Jean Larouquie, syndic fabricien ; M. M^e Jean Dujarit de La Baronie, avocat en la cour ; M. M^e Jean Gautier, sieur de La Fauconnie, aussi avocat en la cour et juge des juridictions de Couzages et Chavagnac ; sieur Antoine Durelie, Jean Mercier sieur de Laval, Léonard Limoges, bourgeois, Hélié Charpenet, m^e chirurgien, François Pémège, Charles Larive, Jean Jaufre, Antoine Delmas, Bertrand Périé, Géraud Malard, Léonard Malard, Jean Bessot et Pierre Lacoste, qui ont signé ; Jean Borde, Pierre Veyssière, François Ressès, Raymond Chastaigné, Jean Leygonie, Jean Jacquet, Libéral Verlhac, Jean Guionie, Antoine Daschié, Jean Neuville, François Aymard, Jean Domme, Armand Saivetat, Antoine Renié, François Perrier, François Delmas, Louis Bizac, Alain Sambat et autres ; lesquels nous ont dit d'une commune voix que le clocher de leur église ayant été en partie ravagé par la foudre, menaçait une ruine prochaine et que la chute pourroit les endommager, ils désiroient en faire au plus tôt les réparations convenables, et que dans cette vue ils auroient tenu plusieurs délibérations, en conséquence des ordonnances de Monseigneur de Boutin, intendant en Guienne, la première en date du 4 octobre 1764, suivies d'un devis estimatif où les experts ouvriers, nommés suivant les règles ordinaires, ont estimé que pour réparer le clocher au lieu où il est, il en coûteroit la somme de 720 livres ; la seconde délibération du 13 octobre 1764, les experts portent les réparations à 866 livres, outre les frais de transport des matériaux ; enfin, par celle du 3 août 1766, on a opiné de transporter le clocher au pignon de l'église, afin de l'augmenter, sur laquelle a été rendu un arrêt du Conseil qui ordonne l'imposition à la somme de 1160 livres, à laquelle délibération quatre particuliers du bourg de Terrasson auroient formé opposition, par laquelle ils s'opposent audit transport, voulant que ledit clocher soit réparé au lieu où il est, ce qui auroit formé quelque contestation. Sur ces différents entre ledit sieur curé et les opposants, et en conséquence de la dite ordonnance de mondit seigneur de Farges, tous les habitants, d'une commune voix, ont dit que le clocher avoit besoin de la plus prompte réparation et qu'ils consentoient que leur première et seconde délibération et devis estimatif, ensemble l'adjudication qui en a esté aussi faite, laquelle est entre les mains de Monsieur de Meyrignac, subdélégué, sortissent leurs pleins et entiers effets, voulant faire toutes les réparations actuelles dudit clocher, à leurs frais et dépens, sans cependant se préjudicier pour le temps à venir, c'est-à-dire que si le clocher

avoit besoin de réparer en tout ou en partie, on feroit décider si la réparation est à la charge du sieur curé ou successeurs ou à celle des habitants, se réservant ledit sieur curé de faire remettre la table de communion où elle étoit quand le sieur Brousse, son prédécesseur médiat, la fit transporter à l'endroit où elle est, ainsi que les susnommés l'ont déclaré ; suppliant mondit seigneur des Farges d'ordonner que ledit arrêt du Conseil sortira son effet jusques à concurrence de la somme portée par ladite adjudication, le moins se trouvant dans le plus. Et telle est la dernière résolution desdits habitants, et nous ont requis acte, que nous leur avons concédé, en présence du sieur François Lafeuille, procureur d'office des terres de Couzages et Chavagnac, habitant du lieu de Rosie, paroisse de Chasteaux, et de M^e Etienne Combet, notaire royal, habitant du lieu de Terrasson, témoins soussignés.

(Suivent les signatures et la mention du contrôle à Terrasson).

GABRIEL LAFON.

SIGILLOGRAPHIE DU PÉRIGORD

NOTES SUPPLÉMENTAIRES. (*Suite*).

3^{me} série. — SEIGNEURS ET FAMILLES SEIGNEURIALES (1). (*Suite*).

LA BARTHE (N. de). — vers 1690. — Cachet rond, 15^{mm}, plaqué sur l'enveloppe d'une lettre adressée au doyen des chanoines de Saint-André de Bordeaux (Sarlat, sans date ; vers 1690).

Pas de légende.

Dessin. — Deux écus ronds accolés ; celui de dextre écartelé : aux 1 et 4, d'or, à trois fusées d'azur issant d'une terrasse du même ; aux 2 et 3, palé d'or et de gueules de six pièces (La Barthe) (2) ; celui de sénestre, d'or, à la fasce d'azur chargée d'une fleur de lys d'or,

(1) Une erreur d'impression s'étant glissée dans le précédent article, nous croyons devoir la rectifier ici. Dans la note 3 de la page 213 (sceau Grain de Saint-Marsault), au lieu de *la pointe de l'aigle dirigée vers senestre*, il faut lire *la pointe de l'aile dirigée vers senestre*.

(2) Cf. avec l'Armorial de M. de Froidefond, t. I., p. 58.

accompagnée en chef de deux ancrs posées en sautoir et en pointe d'un lion léopardé de gueules (Bart) (1). Couronne de marquis.

(Archives départementales de la Gironde. — Communiqué par MM. de Boisville et de Saint-Saud.)

LA BROUSSE DE VERTEILLAC (N. de). — Fin du xvii^e siècle. — Cachet ovale, 12^{mm} sur 10, plaqué sur une lettre signée « Verteillac » et adressée à l'abbé de La Roussie de La Pouyade (Tournay, sans date d'année).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu ovale parti : au 1, de La Brousse (2) ; au 2, à trois pals. Palmettes. Couronne....?

(Archives du château de La Pouyade, à M. le marquis de Lagarde. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

LA BROUSSE (N. de). — 1738. — Cachet ovale, 21^{mm} sur 18. — Lettre à M. Mancy d'Eyriaud. (Bussière, 13 août 1738).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson aux armes. Casque taré de face et orné de lambrequins.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

LA BROUSSE (Thibaut de) comte de Verteillac. — 1751. — Cachet ovale, environ 21^{mm} sur 19, plaqué sur une lettre au marquis de Saint-Just (Paris, 13 mars 1751).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson en losange, aux armes. Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes.)

LE MÊME. — 1752-1753. — Cachet ovale (18^{mm} sur 15), plaqué sur des lettres au marquis de Saint-Just (Dourdan, 19 septembre 1752 et 10 juin 1753).

Pas de légende.

(1) Famille du marin Jean Bart.

(2) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 515.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons accolés, tous deux aux armes de La Brousse de Verteillac. Couronne de marquis.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

LE MÈME. — 1761. — Cachet ovale, (environ 20^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre au marquis de Saint-Just (9 novembre 1761).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes. Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

LA CASSAIGNE DE SAINT-LAURENT (François-Louis de). — 1780. — M. le comte de Saint-Saud en a signalé une variante du cachet décrit dans ma *Sigillographie*, 2^e édition, n° 521. Ce nouveau cachet est plaqué sur une lettre adressée à M. de Fayolle. L'ordre des partitions de l'écartelé est renversé ; il y a deux griffons pour supports ; la couronne est la même.

LA CROPTÉ (Jean de) (1), seigneur de Saint-Abre. — 1660. — Cachet de petite dimension, plaqué sur un certificat délivré par Jean de La Crompte pour constater que MM. Jacques et N. de Laage, écuyers, frères, sieurs de la Rizonne et de Blanchet servaient dans la compagnie de M. de Toyras et étaient morts de leurs blessures (mai 1660).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (2), accosté de palmettes. Couronne de comte à cinq perles.

(Archives de M. de Lafaye de Ponteyraud. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

(1) Fils de François III de La Crompte, chevalier, seigneur de La Meynardie, Beauséjour, Saint-Abre, etc., et d'Antoinette de Jousserand ; capitaine d'une compagnie de chevaux-légers en 1638, maréchal-de-camp en 1650, lieutenant-général le 16 mai 1655 ; gouverneur de Salces en 1653 ; marié, par contrat du 22 décembre 1650, à Catherine de Salignac, dame d'Aixe, de Rochefort, et de Roche-neaux en Limousin, fille d'Achille de Salignac, comte de Rochefort et de Marguerite de Meilhars ; mort en juin 1674.

(2) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 322.

LA CROPTÉ (Gabriel de (1), comte de Chantérac (2). — 1723. — Cachet rond (17^{mm}), plaqué sur une lettre adressée à M. de Saint-Just (Chantérac, 9 août 1723).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson rond écartelé : aux 1 et 4, Chantérac ; au 2, Bourdeille ; au 3, Salignac (3). Couronne de marquis.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

LA CROPTÉ DE CHANTÉRAC (N. de). — 1741. — Cachet ovale, 20^{mm} environ sur 16. — Lettre au comte de La Beaume-Forsac. (Chantérac, 1^{er} avril 1741).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale écartelé de La Crompte et de Bourdeille. Couronne de marquis.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

LAFAYE (Jacques de) (4) écuyer, sieur de Baudry (5). — Cachet ovale, de 22^{mm} sur 19.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Lafaye (d'azur, à trois bourdons, portant suspendues à dextre : le premier, une coquille, les deux autres une gourde, le tout d'argent), au chef cousu de gueules chargé d'une étoile d'argent ; celui de sénestre aux armes de Restier (d'azur?, à cinq fascés ondées d'or.) Couronne de comte.

(Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

(1) Fils de David-François de La Crompte, seigneur de Chantérac, et d'Anne-Louis de Salignac ; marié par contrat du 6 mai 1712, à Françoise de Bourdeille, fille de Claude de Bourdeille, baron de Bourdeille, de Bratôme et de La Tour-Blanche, et de Marie Boutet.

(2) Aujourd'hui commune de Chantérac, canton de Neuville, arrondissement de Périgueux.

(3) On voit que Gabriel de La Crompte écartelait ses armes propres de celles de sa femme et de sa mère.

(4) Fils de Jacques de Lafaye, écuyer, et de Catherine Arnault de La Gorsse ; marié le 8 juillet 1761 à Catherine de Restier, fille de Jacques de Restier, écuyer, sieur de Durefort, et de Catherine Vigier.

(5) En Périgord, d'après M. de Froidefond (*Armorial*, 2^e édition, t. 1^{er}, p. 278), qui ne donne pas d'autre indication.

LA MARTHONIE (Jacques de) (1), seigneur de l'uyguilhem (2). — 1574. — Cachet ovale, 21^{mm} sur 17, plaqué sur une quittance de gages (5 avril 1574).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu à un lion, timbré d'un petit fleuron.

(Bibliothèque nationale, Mss., t. 176, v° Marthonie.)

LAMOUROUX (Bertrand de) (3), maire perpétuel de Montpazier (4). — 1703. — Cachet ovale, de 19^{mm} sur 17, plaqué sur un testament du 25 février 1703.

Sans légende.

Dessin. — Ecu ovale parti : au 1, d'or, au lion de gueules tenant dans sa patte gauche une épée d'argent ; au 2, d'or, à trois charbons de sable enflammés de gueules, posés en pal (5). Palmettes, couronne de comte.

(Archives municipales de Bergerac, fonds Pourquery de Boisserin. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

LANEAU (6) (Marguerite de Lur-Saluces, veuve de Jacques-Louis de) (7). — 1691. — Cachet ovale, plaqué sur le testament de Marguerite de Lur-Saluces, dame de Cubzagais, veuve de Jacques-Louis de Laneau, chevalier, seigneur de Sainte-Aulaye (8), Taris, La Beylie (15 octobre 1691).

Sans légende.

Dessin. — Ecu de forme ordinaire, parti : au premier parti, d'azur, au navire (9) d'argent voguant sur une mer du même, qui est de

(1) Lieutenant de la compagnie de 50 hommes d'armes sous M. de Sansac.

(2) Aujourd'hui commune de Villars, canton de Champagnac-de-Belair (Dordogne).

(3) Ecuyer, seigneur de La Roque-Cusson, premier capitaine au régiment de La Force, maire perpétuel de Montpazier ; marié 1^o à Anne de Vignal ; 2^o à Marguerite de Richard.

(4) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Bergerac.

(5) D'après l'Armorial de 1696, les charbons sont posés 2 et 1.

(6) Et non Lavau, comme l'indique par erreur l'Armorial de M. de Froidefond.

(7) Jacques-Louis de Laneau, chevalier, seigneur de Sainte-Aulaye, Taris et La Beylie.

(8) Sainte-Aulaye-sur-Brenil, aujourd'hui canton de Vélaines, arrondissement de Bergerac.

(9) Navire, *navu*, armes parlantes.

Laneau: — au second parti, écartelé : aux premier et quatrième quartier contr'écartelé ; aux 1 et 4, à un objet indistinct ; aux 2 et 3, à une croix tréflée ; au 2, à l'aigle éployée portant un écu en abîme : au 3, à trois losanges, deux en chef et un en pointe ; sur le tout du second parti : de gueules, à trois croissants d'argent 2 et 1, au chef d'or (Lur) (1). Palmettes. Couronne de marquis.

(Archives de M. de Leybardie, au château de Longua. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

LANES DU GENEST (2) (Marie de) (3). — 1783. — Cachet ovale, (21^{mm} sur 19), plaqué sur un testament reçu par M^e Lebut (?), notaire au marquisat de La Roche, et écrit dans la maison noble du Genest, paroisse de Saint-Sicaire, en Périgord, près Lesparon, le 25 mai 1783.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes de Lanes. Couronne de comte.

(Communiqué par M. Grenier.

LA ROUSSIE (Famille de), seigneurs de La Pouyade (4). — xvii^e siècle. — Cachet ovale (21^{mm} sur 19), plaqué sur un grand nombre de lettres (fin du xvii^e siècle).

Sans légende.

Dessin. — Ecu de forme ordinaire, arrondi par le bas, écartelé : aux 1 et 4, d'or, au lion de gueules, au chef (d'azur) chargé de trois étoiles d'or (La Roussie) (5) ; aux 2 et 3, d'or, au chêne terrassé de sinople accosté de deux lions affrontés de..... et accompagné en pointe

(1) Il est à remarquer que les armes propres de Saluces (d'or, au chef d'azur) ne figurent pas sur le parti de Marguerite de Lur-Saluces, à moins qu'elles ne fussent inscrites sur l'écu en abîme posé sur l'aigle éployée, ce qu'il n'est pas possible de constater à cause de la petite dimension du cachet.

(2) Aujourd'hui commune de Saint-Michel-l'Ecluse-et-Lesparon, canton de Sainte-Aulaye, arrondissement de Ribérac.

(3) Elle signe *Deslanes* ; mais les armes sont celles de la famille Lanes (voir le n° 346) ; — Le notaire écrit Delanne Dugenes.

(4) Aujourd'hui commune de Saint-Angel, canton de Champagnac, arrondissement de Nérnon.

(5) M. de Froidefond ne mentionne pas le chef ; d'après lui, l'écusson sera à un loup ; mais l'Armorial de 1696 indique un lion au lieu d'un loup.

d'un tourteau de sable, au chef d'azur chargé de trois losanges d'argent (Loménie-Faye en Limousin). Casque taré de face.

(Archives de La Pouyade, au marquis de La Garde. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

LAS ESCURAS DE LÉTANG (N. de) (1), seigneur de Beynac (2).
— 1744. — Cachet ovale plaqué sur une lettre adressée à M. Gaillard, à Thiviers (Bénac, novembre 1774).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson rond, de sable, au chevron d'azur accompagné en chef d'une molette d'éperon d'argent (3).

(Archives départementales de la Dordogne, papiers des Vaucocourt. Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

LAU D'ALLEMANS (N. du). — 1744. — Cachet ovale (22^{mm} sur 20).
— Lettre à M. le Chevalier de Cablans (Paris, 27 juillet 1744).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes du Lau (4) ; celui de senestre écartelé : aux 1 et 4, d'azur, à une fasce à rais ondulés, au chef chargé de trois étoiles ; aux 2 et 3, de gueules, à deux épées en sautoir, la pointe en bas ; sur le tout, une aiglette. Couronné de marquis.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(1) Probablement Pierre de Las Escuras, seigneur de Lestang, avocat au Parlement de Bordeaux, conseiller du Roi et son procureur au siège royal de Thiviers par brevet du 15 septembre 1730; acquit le 13 janvier 1742 le fief de Beynac.

(2) Aujourd'hui commune de Saint-Saud, canton de Saint-Pardoux-la-Rivière, arrondissement de Nontron.

(3) Ces armes diffèrent de celles qu'indique M. de Froidefond et aussi de celles qui ont été données dans le *Bulletin de la Société archéologique du Périgord*, t. VII, p. 81. Qu'en faut-il conclure, et quelles sont les véritables armes ? C'est ce qui ne pourrait être établi que par des documents positifs. Ainsi que nous avons eu occasion de le dire (dans l'Avertissement de notre deuxième édition), on considère trop souvent le cachet plaqué sur une lettre ou un testament comme le cachet propre de l'auteur de la lettre ou du testateur ; il en est très souvent ainsi, mais dans bien des cas on s'est servi du cachet quelconque qu'on avait sous la main, et l'empreinte ne prouve absolument rien. Aussi nous pensons que des indications de ce genre ne doivent être acceptées que comme présomptions, et que les Armoriaux devraient toujours mentionner les documents, manuscrits ou imprimés sur lesquels s'appuie la description des blasons, toutes les fois du moins qu'elle n'est pas établie par une possession ancienne et incontestée qui dispense de toute justification.

(4) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 590.

LAU D'ALLEMANS (Marie-Madeleine Le Coigneux de Belabre, épouse de Jean-Louis-Antoine du) (1). — XVIII^e siècle. — Cachet ovale, 21^{mm} sur 19. — Lettre à M. de Cablan (23 janvier, sans date d'année).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes du Lau ; celui de sénestre d'azur, à trois porcs-épics d'or (Le Coigneux). Couronne de marquis.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

LEYMARIE DE LA ROCHE (N. de) (2). — 1777. — Cachet ovale, 20^{mm} sur 18. — Lettre à M^{me} de Laroche de Leymarie (Paris, 29 juin 1777).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson aux armes (3). Couronne de comte.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

LOSSE (N. de). — 1741. — Cachet ovale, 23^{mm} sur 21. — Lettre à M. Chevalier de Capblan (*sic*) (Losse, 12 juin 1741).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes (4). Couronne de marquis. Supports, deux anges debout, à vêtement finissant par des pointes, les jambes nues.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

MARSOULLIER DE MONTAUT (Jean-François de), chevalier, seigneur de Fournil (5). — 1777. — Cachet ovale, 18^{mm} sur 15. — Testament du 11 août 1777.

Pas de légende.

(1) Née vers 1737 ; fille de Jacques Le Coigneux, marquis de Belabre, et de Madeleine Reynet de La Ravoye ; mariée à Jean-Louis-Antoine du Lau, marquis d'Allemans, fils de Jean-Armand du Lau, comte d'Allemans, et de Julie-Antoinette Beaupoil de Sainte-Aulaire ; morte le 15 mai 1752.

(2) Ecclésiastique, plus tard prieur de Merlande.

(3) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 394.

(4) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 396.

(5) D'après l'acte, paroisse de Saint-Laurent, aujourd'hui commune de Saint-Laurent-des-Hommes, canton de Mussidan, arrondissement de Ribérac. — D'après le *Dictionnaire topographique* de M. de Gourgues, commune de Beaupouyet, même canton.

Dessin. — Sur un cartouche, écu parti : au 1, à deux vases posés en pal ; au 2, coupé à une claie et à un lion. Couronne de comte. Supports, deux lions.

(Communiqué par M. Grenier.)

MÈREDIEU D'AMBOIS (N. de). — 1741. — Cachet ovale, 24^{mm} sur 21. — Lettre à M. de Cablan (9 juillet 1741).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Mèredieu (1) (un seul rocher à plusieurs coupeaux) ; celui de sénestre d'azur, à trois fleurs-de-lys, 2 et 1, surmontées d'une devise de gueules accompagnée en chef de trois besants de (?). Couronne de comte.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

MÈREDIEU (N. de). — 1758. — Cachet ovale, 25^{mm} sur 20. — Lettre à M. Bonneau de La Jarte, à Périgueux (au Terme, près Mussidan, 11 juin 1758).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes (2). Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

MEREDIEU (Marie de). — 1782. — Cachet ovale, 20^{mm} sur 17, plaqué sur un testament du 5 octobre 1782.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson d'azur, au rocher d'or mouvant d'une mer d'argent et accompagné en chef de trois étoiles d'or, 1 et 2 (3). Couronne de comte. Supports, deux lions.

(Communiqué par M. Grenier.)

(1) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 650.

(2) Voir Froidefond. Le rocher est à trois coupeaux, et il serait plus exact de dire qu'il y a trois rochers juxtaposés et mouvant de la mer. Les étoiles sont posées 1 et 2 (et non 2 et 1), celle du milieu étant un peu plus élevée que les autres, le rocher du milieu dépassant aussi les deux autres.

(3) Et non 2 et 1, comme l'indique M. de Froidefond (*Armorial du Périgord*, 2^e éd., t. 1^{er}, p. 346). La disposition des étoiles dépendait probablement du format du cachet.

MEYJOUNISSAS (N. de). — 1771. — Cachet ovale, environ 22^{mm} sur 20. — Lettre à M. Laroche de l'Eymarie (*sic*). (Bourdeille, 23 juin 1771).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale d'azur, au cœur de... accompagné en chef de trois étoiles de... et en pointe d'un croissant de... (1). Couronne ? (le haut du cachet est détruit).

(Archives Leymarie de La Roche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

MONTARDIT (N. de Cescaud de Saint-Just, épouse de N. de). — 1759. — Cachet octogonal (21^{mm}), plaqué sur une lettre signée « de Saint-Just de Montardit » et adressée au marquis de Saint-Just, son neveu (Maisonseulle, 26 juin 1759).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons accolés : celui de dextre à un sautoir ; celui de sénestre aux armes de Cescaud (2). Couronne de marquis. Supports, deux sauvages.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes.)

MONTEIL (François-Joseph de) (3). — 1682. — Cachet de petite dimension, plaqué sur une lettre signée « du Terme » et adressée à M. de La Blèretie (de Laage) (1682).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (4), timbré d'un casque accompagné de lambrequins.

(Archives de M. de Lafaye de Ponteyraud. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud.)

MOSNIER (N), baron de Planeaux. — 1774. — Cachet de 17^{mm} sur 15, plaqué sur une lettre du 1^{er} décembre 1774.

Pas de légende.

(1) Variante du blason décrit par M. de Froidefond (t. 1^{er}, p. 349).

(2) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 265.

(3) Ecuyer, seigneur du Terme et de La Renaudie, avocat en la Cour du Parlement de Bordeaux ; fils de Jean du Monteil, avocat en la Cour du Parlement de Bordeaux, conseiller élu en l'élection de Périgueux, et de Marguerite du Burquet.

(4) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 667.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale, écartelé : au 1, à un chevron accompagné de trois roses ; au 2, d'azur, à la rencontre de cerf de..... ; au 3, d'or, à la croix fleuronnée de..... ; au 4, de gueules, à trois croissants d'argent. Couronne de marquis.

(Archives départementales de la Dordogne, série E., papiers Gaillard de Vaucocour. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

MOULINS (Louis des) (1), écuyer, seigneur de Leybardie. — 1773. — Cachet ovale, 21^{mm} sur 17. — Testament du 8 novembre 1773.

Pas de légende

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre de gueules, à deux moulins d'argent posés sur une terrasse du même, accompagnés en chef de deux étoiles d'or (ou d'argent) (2) ; celui de sénestre d'azur, à l'ancre couronnée d'or (ou d'argent). Couronne de comte.

(Communiqué par M. Grenier).

PELEGOUX (Hélie), écuyer, de la sénéchaussée de Périgord. — 1349. — Sceau rond, 20^{mm}. — Quittance de gages donnée à François de Lospital, clerc des arbalétriers du Roi (Paris, 14 novembre 1349).

Légende. — S^tEL... R.

Dessin. — Ecu à deux lions léopardés.

(Bibliothèque nationale, Mss. Clairambault, t. 84, f° 660).

PUYGUILHEM (3) (N. du Lau, épouse de N. de). — 1744. — Cachet ovale, 22^{mm} sur 18. — Lettre à M. de Cablans (Puyguilhem, 24 juin 1744).

Pas de légende.

(1) Ecuyer, seigneur de Leybardie et de la terre de Longa, paroisse de Saint-Médard (aujourd'hui canton de Mussidan, arrondissement de Ribérac), co-seigneur de la terre et baronnie de Montpon, conseiller en la Cour des aides et finances de Guienne. — Même cachet sur le testament de Marie-Magdeleine-Elisabeth Cellier-Soissons, épouse du précédent (5 décembre 1771).

(2) Variante du blason donné par M. de Froidefond (*Armorial du Périgord*, 2^e éd. t. I, p. 371), qui indique les moulins comme posés sur deux monts d'argent et accompagnés d'un chef cousu d'azur chargé de trois molettes d'éperon d'argent.

(3) Aujourd'hui commune de Villars, canton de Champagnac-de-Belair, arrondissement de Nontron.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre d'azur, au lion couronné de..... (probablement Chapt), au lambel de trois pendants mouvant du chef; celui de sénestre, aux armes du Lau. Couronne de marquis.

(Archives Leymarie de La Roche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

ROCHE DE PUYROGER (1) (N. de). — 1731. — Cachet octogonal, 17^{mm}. — Lettre datée de Périgueux (22 janvier 1731).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson à une roue, au chef chargé de trois étoiles (2). Couronne de comte. Supports, deux lions. Deux petites palmettes en sautoir au-dessus de l'écu.

(Archives Leymarie de La Roche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

SALLETON (N., chevalier de). — xviii^e siècle. — Cachet ovale, 21^{mm} sur 20. — Lettre à M. de Cablanc (sans date).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale d'azur, au chien d'argent posé sur une branche de sinople qui se contourne au dessus de sa tête (3). Couronne de comte. Supports, deux lions.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

SANZILLON (N. de) (4), seigneur de Mensignac (5). — xviii^e siècle. — Cachet ovale (21^{mm} sur 17).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (d'azur, à trois merlettes ou sanzilles d'argent, 2 et 1), sur un cartouche accompagné de guirlandes de fleurs. Couronne de comte.

(Communiqué par M. Albéric de Béler, d'après le sceau-matrice appartenant à M. le marquis de Sanzillon).

(1) Aujourd'hui commune de Champcevinel, canton et arrondissement de Périgueux.

(2) Ces armes donnent lieu de penser que celles qui ont été décrites par M. de Froidefond, d'après un blason sculpté sur une maison de Périgueux, se rapportent à une autre famille.

(3) Variante notée par M. de Froidefond.

(4) Probablement Jean-Louis de Sanzillon, marquis de Mensignac, qui vota à Périgueux en 1789, dans l'ordre de la noblesse.

(5) Aujourd'hui commune de Mensignac, canton de Saint-Astier, arrondissement de Périgueux.

SANZILLON (N. de), seigneur de Mensignac. — XVIII^e siècle. — Cachet ovale (24^{mm} sur 21).

Pas de légende.

Dessin. — Variante du numéro précédent.

(Même provenance).

SANZILLON (Armand de) (1), écuyer seigneur de Mensignac. — XVIII^e siècle. — Cachet ovale (20^{mm} sur 18) plaqué sur une enveloppe de lettre timbrée de Périgueux et adressée au baron de Segonzac, exempt des gardes du Roi, à Versailles. (Sans date).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre, aux armes de Sanzillon ; celui de sénestre, aux armes de Bayly (d'argent, à trois aiglettes de..., rangées en fasce et posées entre deux fascés de gueules). Couronne de comte.

(Archives de M. le marquis de Sanzillon. Même provenance).

SAULT DE SAINT-LAURENT (N. du) (2). — 1744. — Cachet ovale (environ 22^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre datée de Bordeaux, 18 janvier 1744.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale entouré d'une bordure festonnée, sans couronne, supports ni ornements, écartelé : au 1, à une aigle éployée ; au 2, à une bande ; au 3, à une fasce chargée de trois merlettes ; au 4, parti à deux tiges de fleurs et à trois besants (chaque partition ne donnant que la moitié des armoiries) (3).

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

SELVE (N. de). — 1759. — Cachet ovale, 21^{mm} environ sur 18. — Lettre à Mme de Laroche, à Périgueux (Sarlat, 23 janvier 1759).

Pas de légende.

(1) Marie à Jeanne de Bayly.

(2) Jurat de Bordeaux. — Saint-Laurent, aujourd'hui commune de Saint-Laurent-sur-Manoire, canton de Saint-Pierre-de-Chignac, arrondissement de Périgueux.

(3) Les armes doivent être blasonnées ainsi : de sable, à l'aigle éployée et au vol abaissé d'argent, becquée et membrée d'or ; au 2, de gueules, à la bande d'or ; au 3, d'azur, à la fasce d'argent chargée de trois merlettes de sable ; au 4, d'azur, mi-parti au 1, à trois brins de lin d'or, au 2, à six besants du même. (Voir Le Vacher de Boisville, *la Famille de la Vénérable Mère Jehanne de Lestonnac*, Bordeaux 1891).

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre, de gueules, à deux molettes d'éperon en chef (la partie inférieure de l'écu est détruite) (1) ; celui de sénestre, à trois fascés frettées. Couronne de comte.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

SOULIER DE LORTAL (Raymond) (2), seigneur de La Vermondie (3). — XVIII^e siècle. — Cachet ovale, 22^{mm} sur 20.

Sans légende.

Dessin. — Sur un cartouche accompagné de guirlandes, écu ovale d'or, au lion passant de..., au chef d'azur chargé de trois étoiles d'argent (ou d'or). Couronne de marquis.

(Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

TAILLEFER (Louis-Jacques-François de) (4). — 1762. — Cachet ovale, 22^{mm} sur 20. — Lettre signée « Douzillac de Taillefer » et adressée à Mme de La Jomarie. (Périgueux, 17 juin 1762).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes de Taillefer. Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Archives Leymarie de La Roche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

TALLEYRAND-PÉRIGORD (N. de), marquis d'Excideuil. — 1690. — Cachet ovale, environ 17^{mm} sur 15. — Lettre au Chevalier de Cablan, maire de Périgueux. (Brantôme, 13 juillet 1690).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson aux armes (5). Couronne ducal.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

(1) Ces armes diffèrent de celles que M. de Froidefond attribue à la famille de Selve.

(2) Né en 1739 ; fils de Jean-Baptiste Soulier de Lortal et de Marie de La Coste ; garde-du-corps.

(3) Aujourd'hui commune de Manaurie, canton du Bugue, arrondissement de Sarlat.

(4) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 825.

(5) Voir *Sigillographie du Périgord*. n° 837.

TALLEYRAND-PÉRIGORD (N. de), prince de Chalais. — 1737. — Cachet ovale, (22^{mm} sur 17). — Lettre au Chevalier de Cablan (Versailles, 11 mars 1737).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne ducale et manteau.

(Archives Leymarie de Laroche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

TALLEYRAND-PÉRIGORD (N. de). — Fin du xviii^e siècle. — Cachet octogonal (13^{mm}). — Lettre signée « A. (?) de Talleyrand » et adressée au Chevalier de Cablan. (Sans date).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche accompagné de palmettes, écusson ovale aux armes. Couronne ducale.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

TRIGANT (1) DE BOISSET (Marie de Jourgniac, épouse de messire Jean) (2). — 1754. — Cachet ovale, de 22^{mm} sur 20, plaqué sur un testament reçu au lieu de Boisset, paroisse de Saint-Christophe, juridiction de Coutras « en Bourdelois » (24 février 1754).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons accolés : celui de dextre aux armes de Trigant (d'azur, à deux lions affrontés d'or soutenus d'une terrasse de sinople, au chef d'argent, chargé d'un croissant de gueules) ; celui de sénestre aux armes de Jourgnac (de sinople, à trois fasces d'or). Casque taré de face et orné de lambrequins.

(Communiqué par M. Grenier).

(A Suivre).

PH. DE BOSREDON.

(1) Famille originaire de La Roche-Chalais, d'après M. de Froidefond (*Armorial du Périgord*, 2^e édition. t. II, p. 183).

(2) Le nom est ainsi écrit dans le testament ; la testatrice signe *Jourgniac*.

VARIA

CORRESPONDANCE DES CONTRÔLEURS GÉNÉRAUX DES FINANCES AVEC LES
INTENDANTS DES PROVINCES, publiée par M. de Boislisle, sous-chef au
Ministère des finances. (Suite).

*M. de Bezons, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général,*

17 juin 1700.

« Je vous renvoie le mémoire qui contient la proposition qui vous a été
« faite de planter des mûriers, dans cette Généralité, le long des grands
« chemins. Il y a des endroits où cette proposition pourroit s'exécuter, et
« la plupart où elle ne pourra pas réussir. La plus grande partie du Péri-
« gord est plein de châtaigniers ; les bords des grands chemins, dans les
« lieux où il y en a, sont remplis de ces arbres châtaigniers. Le terrain ne
« paroît pas propre pour y faire venir des mûriers : j'ai appris que, quel-
« ques personnes en ayant fait venir et planté aux environs de Sarlat, il y
« a neuf ou dix ans, il n'y ont pas réussi....

« Il me paroît qu'il n'y a que quelques lieux aux environs de Libourne
« et vers Sainte-Foy et Bergerac où l'on pourroit planter ces mûriers. Je
« crois que la plaine de Bigorre est trop proche des montagnes pour y en
« pouvoir faire venir. Pour ce qui est des environs de Libourne, il y a lieu
« de croire qu'ils y viendront bien ; l'on pourroit essayer d'y en planter,
« et dans les environs de Bergerac et de Ste-Foy, et voir même dans la
« plaine de Bigorre comment ils y réussiroient, avant de rien déterminer
« pour tout le reste de la province. Je crois nécessaire d'observer qu'il y
« a beaucoup d'endroits où il y a des noyers plantés sur le bord des grands
« chemins, et mon sentiment ne seroit pas que l'on plantât des mûriers
« dans les endroits où il y a d'autres arbres déjà plantés. Je dois observer
« que les bords des grands chemins des lieux plantés en blé sont ceux où
« ils viennent pour l'ordinaire plus épais et meilleurs que dans le reste du
« terrain ; je crois que, comme le laboureur finit de labourer en cet en-
« droit, il est mieux travaillé que le reste où il passe, et que cela peut
« contribuer à faire que les grains y sont plus forts. Il me paroîtroit néces-
« saire, dans les lieux où l'on voudra planter des mûriers le long des grands
« chemins, de fixer auparavant la largeur du grand chemin, pour que, dans
« la suite, l'on ne vint point prétendre qu'il fallût ôter le mûrier, parcequ'il
« seroit dans l'étendue du grand chemin. La plupart des grands chemins

• sont, dans cette province, très étroits, surtout dans les endroits où les
• terres sont bonnes. C'est tout l'éclaircissement que je puis avoir l'hon-
• neur de vous donner sur cette proposition. »

(Tome II, p. 42).

*M. de La Bourdonnaye, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

28 mai 1701.

Il justifie son subdélégué de Périgueux, qui a servi quatorze ans sous les ordres de M. de Bezons, et qui n'a jamais reçu ni argent ni présents. Ceux qui l'accusent voudraient faire passer la subdélégation aux mains du maire de la ville, qui, étant allié à la maison d'Hautefort, emploierait pour elle toute son autorité. D'ailleurs, il n'est pas d'avis qu'on donne la charge de lieutenant de police à ce subdélégué, non plus qu'à aucun de ses collègues.

(Tome II, p. 75).

(Fin 1701).

Disette de bois.

M. de La Bourdonnaye, intendant à Bordeaux, approuve les propositions des députés. Son département souffre plus qu'aucun autre de la disette de bois, à cause de la très grande consommation qui s'en fait pour la construction des vaisseaux, pour l'enfutaillage des vins et des eaux de vie, ou pour l'alimentation des forges du Périgord, et parce qu'on défriche beaucoup de bois pour faire place aux vignes, ou que les landes ne produisent que des pins.

(Tome II, p. 101).

*Le sieur de Beaulac, premier consul d'Agen,
au Contrôleur général.*

(De Brive), 2 août 1703.

«.... Je demandai à M. de La Bourdonnaye d'avoir la bonté de me dire en quoi j'avois manqué et mérité le nom de *séditieux*. Il me répondit que c'étoit le style de la cour, style fâcheux pour moi ; que j'étois à la tête d'un grand corps de ville, que je tenois la queue de la poêle, et par conséquent celui qui devoit être le plus embarrassé.... Mais cette épithète de *séditieux* me doit être bien plus dure qu'à bien d'autres, puisque je suis d'une famille qui, depuis longues années, a été toujours prête à

» se sacrifier pour le service du Roi et de la religion. Il en a coûté la vie à
» mon bisaïeul, étant capitaine, à l'attaque de Mussidan, en Périgord, con-
» tre les religionnaires ; un de mes grands oncles, de même nom, mérita
» l'honneur des remerciements du roi Henri le Grand par écrit, pour lui
» avoir conservé notre ville d'Agen à son obéissance et pour la religion ;
» mon père se fit des affaires fâcheuses, soutenant avec vigueur, dans la
» même ville, les intérêts du Roi pendant les guerres civiles ; et les ser-
» vices que j'ai rendus avec honneur pendant douze années, dans les
» gardes du corps ou dans l'infanterie, mériteroient peut-être un sort plus
» heureux, d'autant mieux que j'ai un fils lieutenant dans le régiment de
» Touraine, quoique fort jeune, qu'il ne fera pas tort à sa famille, et qui ne
» sera pas moins fidèle à son Roi. Ça sent un peu le pays de Gascogne ;
» mais la douleur que j'ai de voir que mon nom est enregistré dans le
» greffe de Brive comme *séditieux*, m'oblige à vous conter toutes ces
» histoires, qui, dans une autre rencontre, me feroient passer pour un ridi-
» cule.... »

Tome II, p. 147

*M. de La Bourdonnaye, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

7 novembre 1705.

Le vice-sénéchal de Sarlat et sa compagnie demandent à toucher par quartiers leurs gages et augmentations de gages ; mais, conformément aux prescriptions des trésoriers de France et du receveur général, les receveurs des tailles ne doivent payer qu'en deux termes, après le recouvrement de chaque moitié des impositions ; et comme, d'autre part, les pièces justificatives, c'est-à-dire les revues des intendants, l'état du Roi par le menu et le certificat de service, ne s'expédient qu'à la fin de l'année, l'usage, pour toutes les maréchaussées, est de ne payer que dans le cours des mois de janvier ou de février.

(Tome II, p. 282).

Plainte des officiers du Présidial de Limoges au Contrôleur général, du 3 septembre 1706, au sujet d'un projet d'abonnement ou de tarif de la taille.

Le 27 août précédent, M. de La Bourdonnaye, intendant à Bordeaux, écrivait que les principales villes des Elections de taille personnelle de son département, comme Bordeaux, Périgueux, Sarlat, Bergerac, étaient exemptes de tailles, que les villes moins considérables étaient ouvertes, et

que le changement de la taille en tarif ne pouvait s'opérer qu'à Libourne, où d'ailleurs la taille se recouvrait si facilement que tout changement serait inutile et n'aurait d'autre résultat que d'alarmer la population.

(Tome II, p. 350.

*M. le duc de Chevreuse, gouverneur de Guyenne,
à M. Desmaretz.*

(De Chaulnes) 20 octobre 1706.

« Les receveurs des tailles ont augmenté de plus d'un tiers les frais des contraintes. Elles absorboient déjà presque tout ce qui devoit venir au Roi ; S. M. peut s'assurer qu'à l'avenir il ne lui reviendra rien des peuples, si les receveurs des tailles sont les maîtres de ces frais des contraintes, dont on dit qu'ils ont acheté et mis en partie le droit, etc. »

« Ces lettres sont de différentes personnes, et la chose n'est pas douteuse, du moins à l'égard du Périgord. L'expédient qu'on a proposé pour que les tailles puissent être levées, c'est que le recouvrement en soit préféré à celui des frais des contraintes ; car, si le peuple, qui ne peut payer l'un et l'autre, est également ruiné quand on les exigera tous deux, il est juste au moins que le Roi reçoive la taille par préférence, et qu'il n'y ait que les receveurs qui perdent les frais excessifs des contraintes qu'ils multiplient sans bornes. Mais ce n'est pas assez, car, si les peuples sont ruinés, le Roi n'en pourra plus rien recevoir à l'avenir. Or, il est aisé de prévenir leur ruine, pourvu que les supérieurs veillent, dans les provinces, sur la conduite des ordonnateurs et des porteurs de contraintes.... »

Tome II, p. 358.

*M. Le Gendre, intendant à Montauban,
au Contrôleur général.*

9 mars 1707.

« Il est arrivé, depuis trois mois, plusieurs petits désordres dans ce département au sujet du contrôle des bans de mariage, extraits baptis-
« taires et mortuaires, que j'ai apaisés sans vous en rendre compte, le tout
« n'étant pas considérable ; mais, depuis trois jours, il y a eu une émeute
« au lieu de Catus, à deux lieues de Cahors, qui pourroit avoir des suites
« très fâcheuses, si on n'y remédioit. Sept ou huit cents habitants des com-
« munautés voisines s'y donnèrent rendez-vous pour tuer les commis,
« brûler les maisons et enlever les registres... »

Le 16 avril suivant, M. de Suduiraut, premier président de la Cour des Aides de Guyenne, envoie la copie de cette lettre du secrétaire de l'évêque de Sarlat sur les troubles de Cahors :

« Il y a apparence que vous aurez été informé de la révolte du Quercy »
» qui s'étoit déjà communiquée dans ces cantons, et, comme j'allois à »
» Cahors pour voir mon fils, et que je fus obligé de passer parmi quatre »
» compagnies de ces mutins, j'ai cru que vous ne seriez pas fâché d'ap- »
» prendre ce que je sais de cette affaire. Je partis donc d'ici (Sarlat) le 10 »
» du passé et fus coucher chez Mme la comtesse de Boissières, où j'appris »
» qu'il y avoit à deux lieues de là des troupes de paysans assemblés, qui »
» s'étoient mis sous les armes du côté de Cahors et qui avoient déjà »
» brûlé ou démoli quelques maisons des contrôleurs des bans de mariage : »
» à quoi je ne fis aucune attention. Je me mis le lendemain en chemin, et, »
» étant arrivé à un village qu'on appelle Uzech, j'entendis tirer deux coups, »
» battre une caisse et sonner deux cloches l'une après l'autre. Je demandai à »
» deux paysans ce que c'étoit; ils me répondirent brutalement qu'ils se devoient »
» tous assembler pour brûler et piller tous les contrôleurs et partisans, et »
» qu'ils ne vouloient plus payer autre chose que la taille, à cause, disoient- »
» ils, qu'ils mourroient de faim. Je leur dis qu'ils feroient très bien d'être »
» sages et qu'ils pourroient bien se faire pendre en tenant de tels dis- »
» cours... »

(Tome II, p. 387).

*Le sieur de Lassé, receveur général des finances à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

18 juin 1707.

Causes du retardement des recouvrements.

« Je partirai après-demain pour aller dans les autres Elections, et je »
» commencerai par le Périgord. J'aurai l'honneur de vous informer de l'état »
» où je les aurai trouvées, et surtout celles de Sarlat et d'Agen, limi- »
» trophes du Quercy, où les peuples ont été flattés d'un prompt et considé- »
» rable soulagement : ce qui, au lieu de les rendre dociles, les a soulevés »
» contre les employés, dont quelques-uns même ont été maltraités. »

(Tome II, p. 419).

1705. — *Mémoire touchant les tabacs du cru du royaume.*

Elat de la consommation qui se fait dans le royaume des tabacs sans
côte, sec, à fumer et râper, et de celui du Brésil et briquet d'Hollande
mâliné, et de celui en poudre façon d'Espagne.

« Dans la Guyenne, le Béarn, le Périgord, le Limousin, l'Angoumois, la »
» Saintonge, la Rochelle, le pays d'Aunis et le Poitou : 4,000 quintaux. »

(Appendice, tome II, p. 522).

(Tome II, 1699 à 1708, in-4°, Paris, Imprimerie nationale, 1883).

(A Suivre).



Cliché de M. Délogin.

MAINE DE BIRAN

LEVER DE L'INTERDIT DE L'ÉGLISE DE MAUZAC
PAR M^{sr} DE MACHECO DE PREMEAUX, ÉVÊQUE DE PÉRIGUEUX (1759).

MONSEIGNEUR,

Votre Grandeur voulut bien l'année dernière prolonger la suspension de l'interdit de l'église de Mauzac jusques au premier dimanche des Avents de la présente année. L'église de Mauzac est assez en état, terrée, lembrissée et vitrée ; M^r Lolière a bien voulu se charger de faire faire le grand tableau de l'autel, aussi l'espère avant que ne soit longtemps d'apprendre qu'il est prêt. C'est ce qui fait, Monseigneur, que ie prie votre Grandeur de lever ou suspendre le dit interdit. Je feray faire une sacristie au printemps prochain afin de pouvoir ensuite faire faire un tabernacle convenable ; si ie ne voulois en faire faire qu'un semblable a celui qui y est, cela seroit bientost fait, mais ie veux quelque chose de joli. Ce qu'il y a de sûr c'est que l'espère, si Dieu me donne du revenu de mestre parfaitement en état le sanctuaire et l'église, avant deux ans. J'ay l'honneur d'être avec un tres profond respect.

Monseigneur, de votre Grandeur,
le tres humble et tres obeissant serviteur,
PAULHIAC, curé de Mauzac.

A Mauzac ce 10 octobre 1759.

Pour repondre de ma part, Monsieur, au zèle que vous avez pour votre eglise et en consequence de ce que vous me marquez, ie lève tres volontiers l'interdit qui en avoit été porté ci devant. M^r de Lollières vous fait réponse sur votre tableau.

A Château-l'Evêque le 15 novembre 1759.

† J. C., évêque de Périgueux.

MAINE DE BIRAN, POÈTE (1).

Nous avons autrefois avancé que Maine de Biran, avant d'aborder les graves problèmes de la métaphysique, avait sacrifié aux Muses, comme on disait au xviii^e siècle.

Mais comme, d'une part, on n'avait encore rencontré dans ses manuscrits aucune preuve de ces occupations poétiques, et que, d'autre

(1) Voir nos articles dans ce *Bulletin*, tome IV, p. 167, et tome VII, p. 407.

part, on connaissait un échange de vers entre Lagrange-Chancel fils et Joseph de Biran, appelé en famille Casimir, frère puîné du philosophe, nous avions fini par croire qu'il n'avait nullement cultivé la poésie.

Une découverte récente faite dans ses manuscrits, détenus par M. Ernest Naville, de Genève, est venue témoigner, au contraire, que la main qui devait écrire le *Mémoire sur l'habitude* et les *Nouveaux essais d'anthropologie* n'avait point dédaigné d'écrire aussi des vers.

Les fragments suivants, dont la primeur a été réservée à notre Société historique, n'ont pas un intérêt exclusivement bibliographique ; car, en nous montrant Maine de Biran versificateur, ils nous initient même à son sentiment sur la poésie et ses adeptes.

Voici ce qu'à la date du 25 décembre 1794 il écrivait de Grateloup, commune de Saint-Sauveur, où il avait passé les mauvais jours de la Révolution :

« Je ne me suis guères jamais avisé de faire des vers. A l'âge de 18 ans, étant amoureux, j'essayai de faire quelques rimes... Depuis, je n'avais pas songé même à essayer... Depuis quatre ou cinq ans que j'ai mis le nez dans des ouvrages sérieux et abstraits, je n'ai lu aucun poète... et d'après l'idée de futilité que j'attachais à cette occupation, à moins qu'on n'ait une aptitude décidée, un talent né pour la poésie, j'aurais cru que ç'aurait été le dernier de mes passe-temps... Avec ces dispositions, je vins un de ces jours à tomber par hasard sur une cantate de Metastase..., intitulée la *Prima vera* ou le Printemps.

» Je ne sais comment il se fit que l'idée me vint de la traduire en vers... D'abord je ne m'y attachai que légèrement ; insensiblement cette idée se fortifia... J'essayai sur les premiers vers. Je crus avoir réussi. Enfin je m'y attachai si bien que quoique en rougissant et me moquant de moi, je passai quatre heures à ce singulier travail pour lequel je ne suis sûrement pas fait... et qui n'a aucun rapport avec ma manière d'être habituelle.

« Voici ma traduction, bonne ou mauvaise, mais qui tiendra sa place parmi les folies qui me passent par la tête :

Déjà les prés reprennent leur verdure,
Les arbres se couvrent de fleurs,
Le doux zéphir ranime la nature,
Le printemps se revêt des plus riches couleurs.
Hélas ! pourquoi sens-je couler mes larmes
Dans cette saison des plaisirs ?
D'où vient que les naissants zéphirs

Réveillent la fureur des armes ?
O cruauté du sort,
O malheureuse Irène,
Mon amant va bientôt s'élancer dans l'arène,
Cruel printemps, tu m'apportes la mort.
Fleurs qui naissez dans la prairie,
Zéphyre dont le souffle entrave ces boutons,
Allez, portez ailleurs le plaisir et la vie,
Vos faveurs dans mon sein se changent en poison.
Il méconnut l'amour, il ignora ses charmes,
Ce barbare, cet insensé,
Qui mit en art la cruauté
En inventant les homicides armes,
Fléaux de la nature et de l'humanité.
O délire, ô fureur, l'amant fuit son amante,
Il court à l'ennemi, il s'élance aux combats,
Et de l'amour quittant les bras,
La trompette guerrière est tout ce qui l'enchanter.
Serais-tu donc, Tircis, avide de laurier ?
Ah ! garde-toi de cette vaine gloire,
La carrière d'amour t'offre aussi la victoire,
L'amant aussi n'est-il pas un guerrier ?
N'a-t-il pas besoin d'art, de temps, d'expérience,
N'a-t-il pas à souffrir de pénibles travaux ?
Pour connaître le plan d'attaque et de défense,
Pour pouvoir écarter de dangereux rivaux ?
Quel triomphe dans la conquête !
Quel art pour en pouvoir user !
Lors dans l'assaut qu'il faut brusquer
Ou faire une habile retraite ?
Cet art profond, l'amour sait l'inspirer,
Tantôt il devient téméraire ;
Il sait quand il le faut se montrer langoureux,
Son ton devient plus doux et plus câlin.
Ou bien semble exhaler une adroite colère.
Mais bientôt à ces doux débats
Succède une trêve agréable.
Enfin après la lutte aimable
Et vainqueurs et vaincus bénissent le combat...
Mais... qu'entends-je ? le son de la trompette...
M'annonce que tu vas partir
Pourquoi me fuir ? Ingrat, arrête...
En vain je veux te retenir...
Pars donc, la malheureuse Irène
Ne veut pas flétrir tes lauriers.

Mais avant que de la quitter,
Avant de rompre une si douce chaîne,
Jette un regard sur moi. Dieu ! c'est-il le dernier ?
Va, mais reviens couronné par la gloire ;
Conserve-moi la vie en veillant sur tes jours,
Et viens bientôt unir les myrtes de l'amour
Aux beaux lauriers de la victoire.
Songe, en quel lieu tu sois,
Quelquefois à ma peine,
Et dis-toi : « La fidèle Irène
Ne respire, ne vit, n'existe que pour moi. »

Cette traduction, d'une cantate italienne, n'ajoutera rien à la réputation littéraire de Maine de Biran. Elle ne saurait non plus justifier l'attribution que, dans le tome II de sa *Littérature française*, le colonel Staaf lui a faite de la paternité de deux publications vraisemblablement poétiques, *Les Nuits élyséennes* et *Les Agrestes*. Bien que plusieurs pages du journal intime de ses *Pensées* respirent la plus douce poésie, il faudra continuer à ne voir en lui qu'un philosophe, un penseur.

C'est à ce seul titre, d'ailleurs, — et il suffira toujours à sa gloire, — que l'Institut de France a envisagé notre compatriote dans le programme de ses prochains concours. Le sujet proposé par l'Académie des Sciences morales et politiques pour le prix Bordin (de 2,500 francs), est celui-ci :

Maine de Biran et sa place dans l'histoire de la philosophie moderne.

Espérons que les mémoires, qui doivent être déposés à l'Institut au plus tard le 31 décembre 1906, ne feront que donner une consécration plus éclatante à la légitime renommée du chef de la philosophie spiritualiste.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

NÉCROLOGIE

LE COMTE MARTIAL DE ROFFIGNAC.

Interprète des sentiments de la Société historique et archéologique du Périgord, M. Dujarric-Descombes, qui présidait la séance du 5 mai dernier, a rendu un hommage ému et délicat à la mémoire de notre collègue le comte Martial de Roffignac, décédé au Castel-Fadèze le 15 avril 1904, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Les notes biographiques qui suivent ne sont que la confirmation de ses paroles et de nos regrets.

Le comte Martial de Roffignac était né à Paris en octobre 1843. Lorsque, après la révolution de 1848, sa famille vint s'établir dans la propriété patrimoniale du Castel-Fadèze, il commença au lycée de Périgueux les études qu'il devait achever, avec succès, à l'institution de Sainte-Barbe.

Il avait eu le désir d'embrasser la carrière des armes, et dans ce but il se prépara aux examens de l'Ecole de St-Cyr. L'état de santé de son père lui fit un devoir de renoncer à un état vers lequel il se sentait attiré par ses goûts et les traditions de sa race.

Aussi, quand éclata la guerre contre la Prusse, sans qu'aucune disposition de la loi lui en fit l'obligation, il demanda à servir son pays.

Par l'instruction, les allures, la résistance, il devait faire et fit un excellent officier. Il fut nommé sous-lieutenant puis au cours de la guerre, lieutenant au 3^e bataillon des mobiles de notre département.

Ce bataillon, organisé par un chef de bataillon de valeur, le commandant Marty, fut avec son chef et dès le début des opérations sur la Loire, donné comme soutien au corps de Francs-Tireurs de M. de Cathelineau.

Sous la conduite de ce chef vaillant et expérimenté, nos compatriotes, comme leurs camarades des armées des généraux d'Aurelle de Paladines et Chanzy, rendirent à la France des services qu'on doit rappeler.

Le 3^e bataillon de la Dordogne se signala surtout, lorsqu'avec une discipline parfaite et des manœuvres étudiées et heureuses, il coopéra avec le corps de Cathelineau à la défense et à l'occupation de la forêt d'Orléans, au mois de novembre 1870.

Avec un effectif, qui ne dépassa pas seize cents hommes, l'accès de la forêt fut pendant trois semaines interdit à un corps considérable de l'armée prussienne ! La concentration de l'armée française à l'ouest d'Or-

léans en fut rendue possible ; les rapports (1) du prince Frédéric-Charles ne laissent aucun doute à cet égard !

Quelques jours après, Martial de Roffignac se fit remarquer d'une façon particulièrement honorable dans la conduite de l'arrière-garde qui protégea le mouvement de retraite de Châteauneuf sur la petite ville de Sully-sur-Loire.

Le sang froid et l'énergie dont il fit preuve dans ces circonstances critiques, lui valurent des éloges mérités ; mais, une vieille amitié a dû les exhumer pour ainsi dire, toute la modestie de notre cher collègue les avait laissés dormir dans l'ombre de cette douloureuse époque.

À la création de l'armée territoriale, le grade de capitaine adjudant-major au 93^e régiment fut de suite conféré au jeune et valeureux officier des mobiles de Périgueux.

La guerre finie, Martial de Roffignac revint auprès de sa famille, dans l'élégante demeure du Castel-Fadèze, où les choses de l'esprit furent toujours en honneur. Il développa sans contrainte ses goûts artistiques. La sculpture sur bois et le modelage le tentaient, il s'y livra et réussit.

Ses premières œuvres furent vite remarquées.

Nul n'a pu, mieux que nous, apprécier son talent, notre Société lui doit le don gracieux du buste de notre très regretté et très érudit président, M. Michel Hardy, qui fait aujourd'hui l'ornement du Musée de notre ville.

Il faut signaler aussi : *Le Temps*, sujet en bronze, qui figura au Salon de 1887 ; *les Chiens* de M. de Baudry d'Asson, sujet en plâtre très remarqué à l'Exposition de 1889 ; *la Cheminée en bois*, de Cazenac, œuvres achevées et qui font regretter que leur auteur ait si souvent réfréné son humeur d'artiste.

Non seulement il avait le goût, mais la connaissance parfaite de son art ; c'est ainsi qu'il avait créé de toutes pièces, et à la suite de longues et savantes recherches, un procédé de fonte à cire perdue, art totalement oublié de nos jours et qu'il avait l'espoir de faire revivre.

Notre collègue n'avait pris qu'une part restreinte à nos travaux, mais ses communications, sur l'agrafe mérovingienne, de Condécourt ; sur la plaque de cheminée, de Cazenac ; sur les monnaies trouvées au Bugue, sont là pour caractériser la précision et la large culture de son esprit, en même temps que l'intérêt qu'il portait à nos études.

Du reste, pouvait-il en être autrement ?

Le comte Martial de Roffignac avait épousé, depuis 1873, la fille du marquis de Gaillon. Dans cette union, il avait rencontré, non seulement

(1) Voir *La guerre moderne*, par le major von der Goltz, qui publie le texte de ces rapports.

toutes les satisfactions qu'il pouvait souhaiter, mais aussi une intelligence élevée et d'une sagacité rare pour tout ce qui touche aux recherches et aux connaissances historiques.

Sur ce terrain de la vie privée, il n'est que juste de dire que l'homme droit, dont la carrière est retracée ici, fut surtout un admirable père de famille. Pas plus que son père, « il n'avait été bercé par le rêve des grandeurs humaines ».

Chrétien convaincu, avec l'aide de la femme distinguée qui fut la compagne de son existence, et dont les soins et le courage ont adouci ses derniers moments, il dirigea, d'une façon qu'on ne saurait trop louer, l'éducation des quatre enfants que le ciel lui avait donnés.

Sur son lit de souffrances, quand la mort vint l'enlever, calme et édifiant, à l'affection des siens, il eut cette suprême et rare consolation de constater que ses efforts avaient été récompensés.

A. GROS DE BÉLER.

FERNAND GILLES-LAGRANGE.

Il faut remonter au XVIII^e siècle pour retrouver le premier d'une longue lignée de notaires se succédant de père en fils, à Chancelade et à Périgueux. Jean, Hilaire, Jean-Baptiste, Léon. — Fernand, le cinquième de cette longue série, né à Périgueux le 16 mars 1831, fit ses études classiques au collège de Périgueux, devenu successivement collège royal et lycée impérial avant la fin de ses études. Reçu licencié en droit à Paris le 11 juillet 1853, Fernand succédait à son père le 7 mai 1873 dans des fonctions où il devait apporter non seulement les qualités foncières dues à un long atavisme, mais l'originalité personnelle d'un sacerdoce énergique et bienfaisant.

La vue de ce jeune et beau cavalier décoré faisait penser plutôt à un officier qu'à un grave notaire ; c'est qu'en effet ce rouge ruban était le prix d'une véritable action d'éclat à l'âge de trente-trois ans. Les circonstances qui motivèrent cette distinction méritent d'être rapportées dans cette notice, que la Société historique du Périgord consacre, suivant une pieuse coutume, à la mémoire de ceux de ses membres qu'elle a la douleur de voir disparaître.

Un décret impérial du 29 septembre 1860, faisant suite au vote unanime des sapeurs-pompiers de Périgueux, avait nommé Fernand Lagrange capitaine de cette compagnie. Trois ans après, dans la nuit du 15 au 16 août 1864, une dépêche télégraphique venue de Limoges, annonçait qu'une partie de la ville était en flammes et que, n'ayant

qu'une garnison réduite et peu de moyens de secours, la municipalité faisait appel au dévouement de la compagnie de Périgueux. Le jeune capitaine rassemble aussitôt ses sapeurs-pompiers ; et à trois heures du matin, un train spécial, marchant à une vitesse inouïe pour l'époque, franchissait, en cinq quarts d'heure, les cent kilomètres qui séparent Limoges de notre ville. Le mécanicien, audacieux et bien inspiré, qui conduisait ce train, faillit être cassé aux gages ; mais, comme le disait le *Moniteur universel* du 18 août, alors journal officiel, Limoges dut son salut à la prompte arrivée de nos compatriotes. Sous la direction de leur capitaine, ils rivalisent de hardiesse et se prodiguent en efforts intelligents et utiles. L'opinion publique témoigna aussitôt sa reconnaissance à nos sapeurs-pompiers, dont on citait les actes de courage. L'esprit de décision dont avait fait preuve Fernand Lagrange, fut très remarqué ; et dès la réception des rapports qui lui furent envoyés, le gouvernement décerna au capitaine et au lieutenant de la compagnie deux médailles de sauvetage de 1^{re} classe ; plusieurs gradés reçurent aussi, et par le même décret, des médailles de 2^e classe. Mais, à la suite de l'adresse envoyée à l'Empereur par la ville de Limoges, et dans laquelle la conduite du jeune capitaine était louée comme elle le méritait, Fernand Lagrange fut fait chevalier de la Légion d'honneur par décret du 14 août 1865.

Comment s'étonner que, dans de telles conditions, le jeune notaire ait eu d'emblée l'estime de ses confrères, la confiance de ses clients et l'affection de tous ses concitoyens ?

Mais, quelque fut son attachement à ses devoirs professionnels, Fernand avait l'esprit trop vaste et le cœur trop haut pour s'y renfermer.

Ses goûts littéraires et artistiques l'attiraient vers toutes les manifestations intellectuelles qu'il contribuait à provoquer à Périgueux.

Il fut donc président du cercle de la Philologie, un des plus anciens cercles de France ; président de la Société des Sauveteurs, qu'il fonda en 1881 ; vice-président de la Société Hippique ; vice-président de la Société des Beaux-Arts.

Il fut aussi adjoint au maire de Périgueux et enfin, et pendant de longues années, maire de Chancelade. Dans cette commune, où sa mémoire restera longtemps bénie, son action s'exerça dans le sens de la préservation des monuments qu'elle renferme. Plutôt que de la laisser tomber sous la pioche des démolisseurs, il racheta de ses deniers cette jolie chapelle du xii^e siècle, la chapelle Notre-Dame, et mérita, à ce titre, la reconnaissance de tous les amis des arts et en particulier celle de notre Compagnie. Nos travaux l'intéressaient vive-

ment en digne petit-fils qu'il était de Jean-Baptiste Gilles-Lagrange, l'ami de MM. de Taillefer et de Mourcin, les créateurs en Périgord de l'archéologie scientifique. Mais à Chancelade, son action ne fut pas seulement préservatrice, elle fut aussi créatrice; on doit à ses soins et à ses instances gracieuses auprès de ses administrés, le reboisement méthodique des coteaux qui bordent le cours de la Beauronne, de ce coin ravissant du Périgord, où, de concert avec son ami Gabriel Lagrange, dont le talent d'architecte est bien connu, il éleva cette belle habitation des Raynats, devenue la décoration de cette vallée dans laquelle cette construction a apporté une vie nouvelle et une activité bienfaisante.

Malgré tant de travaux, Fernand est resté sur la brèche jusqu'au moment où il a pu remettre à son digne fils sa double succession de notaire et de maire de Chancelade.

Et le 2 mai 1904 tout Périgueux assistait à des obsèques inoubliables. Les métayers des Raynats, qui en avaient réclamé l'honneur, portaient le cercueil; un sous-officier des sapeurs-pompiers suivait, tenant sur un coussin, les décorations du défunt. Messieurs les notaires, le corps municipal de Chancelade, les sapeurs-pompiers en uniforme, conduits par leur lieutenant; les Sauveteurs, précédés de leur bannière; les administrateurs et censeurs de la Banque de France, suivaient ensuite, tandis que les orphelines des sœurs de Nevers de Périgueux, les enfants des écoles de Chancelade, conduits par leurs maîtres et maîtresses, et la Fanfare, avec son fanion voilé, précédaient le cortège.

Malgré ses vastes proportions, l'église de Chancelade fut trop petite pour contenir la moitié de l'assistance.

Conformément à l'expresse volonté de ce modeste, il n'y eut sur sa tombe ni discours prononcé, ni fleurs répandues; mais l'immense cortège de ses amis et d'une population qui lui devait tant, témoignait avec plus d'éloquence des regrets et de la douleur de tous.

A. D.

GABRIEL DE TARDE.

La mort vient de faire un grand vide dans notre Société! Il y a quelques semaines à peine, elle frappait, dans la force de l'âge et dans la plénitude de sa fructueuse activité, un de nos confrères les plus éminents et les plus aimés, Gabriel de Tardé, professeur au Collège de France, membre de l'Institut.

Nature originale, âme délicate de rêveur, d'artiste et de poète, esprit subtil d'analyse, intelligence de premier ordre, Tardé joignait à ces dons,

les qualités exquis du cœur, qui attirent la sympathie et cimentent les solides affections.

Sa plume, nerveuse et souple, sut traduire, comme en se jouant, par des tours ingénieux, des expressions justes et colorées, les évolutions les plus délicates de sa pensée, parfois vagabonde.

Causeur charmant, spirituel sans cesser d'être aimable, sa raillerie enjouée, ses saillies pittoresques, touchaient, mais ne blessaient pas ; il mettait dans ses réparties un feu, un caprice, un imprévu, qu'excitait chez lui un goût naturel pour le paradoxe, coquetterie souvent dangereuse d'homme conscient de sa valeur, en réaction instinctive contre les banalités ambiantes.

Son scepticisme aimable était fait de curiosités inquiètes, rarement satisfaites, et d'indulgente philosophie.

Ennemi de l'esprit de secte, c'est largement qu'il accordait aux autres ce qu'il demandait pour lui, le droit de penser, de dire et de faire, ne considérant pas comme un adversaire celui qui, partant d'autres prémisses, cherchait ailleurs ou plus haut les principes pour percer les obscurités des problèmes sociaux.

S'il garda toujours l'empreinte de sentiments, d'idées et de goûts, recueillis par lui comme un héritage du passé, il n'en marcha pas moins à la tête du mouvement intellectuel. Il fut, avant tout, l'homme de son temps, passionné pour les questions, si graves dans leur nouveauté, que soulève à chaque instant, la crise aiguë qui secoue la société.

Pourquoi donc l'œuvre de Tarde n'est-elle pas plus populaire ? Pourquoi son éclat ne rayonne-t-il pas au-delà d'un cercle restreint d'érudits ? Il faut en chercher les causes, d'abord dans la nature abstraite de la matière, mais surtout dans l'amour de l'indépendance et dans une fière réserve qui lui fit toujours préférer les suffrages d'une élite à un encens banal.

Nommé juge d'instruction à Sarlat, presque aux débuts de sa carrière, c'est dans ce poste modeste que la gloire devait venir le chercher.

Trop personnel pour se plier à un moule, surtout à celui de la magistrature, trop intelligent pour croire au dogme l'infailibilité judiciaire, c'est en philosophe, dégagé de toute idée professionnelle préconçue, qu'il entreprit ses études sociologiques.

Groupant et analysant les documents humains, qui défilaient dans son cabinet d'instruction, il chercha à dégager des principes qui lui permettraient de classer les degrés si variés des responsabilités, et de former ainsi une échelle des culpabilités relatives. *La Criminalité comparée* (1886) fut une révélation. Elle le mit, d'emblée, au premier rang des criminalistes européens, sur le même pied que les Faustin Hélie, en France, les Herbert Spencer, les Lombroso, les Ferri, les Garofalo, à l'étranger.

Généralisant son terrain, il ne tarda pas à publier *les Lois de l'imitation* (1890), son œuvre la plus originale, sans contredit, et peut-être la plus considérable.

Les phénomènes sociaux, dit-il, ont leur origine dans les faits individuels. Répétés, par voie d'imitation, ils entrent dans les mœurs, pénètrent les consciences, et finissent par introduire dans l'organisme social des modifications substantielles et durables.

Trop absolue, cette thèse contient une part de vérité. Le mérite de Tarde sera d'avoir mis en lumière ce puissant agent modificateur, qu'il n'est plus permis désormais de négliger dans l'étude des phénomènes sociaux.

Coup sur coup, dans son infatigable activité productrice, il publie la même année, *la Philosophie pénale* (1890), et, deux ans après, *les Etudes pénales et sociales* (1892).

Ces œuvres, critiquées ou louées, discutées et commentées, plus encore à l'étranger qu'en France, finirent par attirer l'attention de la Chancellerie, sur le nom de ce magistrat d'espèce rare, qui, sans rien négliger de ses fonctions dont nul mieux que lui ne connaît les redoutables responsabilités, trouve moyen de faire œuvre personnelle et indépendante, de s'imposer à l'attention du monde savant, et de devenir, par le fait de sa valeur propre, une autorité dominante en matière de criminologie.

Invité par le garde des sceaux à lui soumettre un plan de réforme du Bureau de la Statistique, qui végétait à la Chancellerie sans utilité, Tarde saisit avec joie cette occasion d'exposer ses vues personnelles. Sa bonne fortune voulut qu'il rencontrât dans le garde des sceaux un esprit ouvert et novateur.

Frappé des conclusions de ce lumineux rapport, le ministre estima que la place de son auteur était marquée. Il l'appela immédiatement à la Chancellerie, avec la mission de réorganiser, suivant ses vues, le service de statistique.

C'est donc à lui que nous devons la publication périodique de ces tableaux statistiques dont les chiffres, d'une navrante éloquence dans leur aridité, nous permettent de mesurer, tous les ans, le niveau de la marée toujours montante des crimes et des délits. Œuvre éminemment utile, qui nous montre, dans toute sa nudité, le mal qu'il faudrait enrayer et combattre !

Le voudra-t-on ? Le pourrait-on ?

Appelé, peu de temps après, à la chaire de philosophie moderne, au Collège de France, il abandonna avec joie le ministère, dont l'atmosphère lui pesait, pour se consacrer dorénavant, en toute indépendance, à son enseignement et à ses travaux.

L'Académie des Sciences morales et politiques ne tarda pas à lui ouvrir ses rangs. Sa place était bien sous la coupole.

Rappelons enfin que, peu de mois avant sa mort, Tarde, malgré l'état précaire de sa santé, publiait un nouvel ouvrage, digne de ses aînés.

Dans la *Psychologie économique*, il développe cette thèse que l'utilité n'est pas l'unique mobile de l'Economie politique.

Les mœurs et les goûts, les traditions et les croyances, les préjugés et les passions, en un mot tous les faits psychologiques, sont des facteurs, doués chacun d'une action modificatrice propre. L'état économique d'une société en est la résultante.

Ces idées ne sont pas nouvelles, mais Tarde a su leur donner une forme nouvelle, en mettant en lumière l'importance qui leur appartient, et qui leur avait été trop ménagée jusqu'ici.

Magistrat de carrière, notre philosophe avait gardé de la magistrature un souvenir plutôt médiocre, et les questions purement juridiques attirèrent peu ses méditations.

Il est un point, pourtant, qu'on ne peut laisser dans l'ombre, si l'on veut bien connaître cette physionomie complexe. Les ombres font ressortir les lumières.

Tous ceux qui l'ont connu savent l'antipathie irréductible qu'il professait pour le jury, et avec quel feu il s'élevait contre le principe même de cette institution, d'origine barbare, disait-il, vieux souvenir du duel judiciaire, dernier vestige du moyen-âge, dans ce qu'il eut de plus brutal, de plus mauvais, de plus antijuridique, etc.

Ce jugement est trop absolu pour ne pas être injuste par exagération.

En traitant le jury avec cette sévérité dédaigneuse, Tarde se laissait emporter hors des limites de la saine critique, par le mépris instinctif, qu'en aristocrate intellectuel il professait pour la loi du nombre, jury, suffrage universel, etc., « triomphe de la médiocrité dans ce qu'elle a de moins bon, de la passion dans ce qu'elle a de pire. »

Son orgueilleuse conception de la valeur individuelle ne pouvait en admettre ni la légitimité, ni la valeur.

Pourtant, c'est une justice à lui rendre, s'il appelait de ses vœux la suppression du système, il la subordonnait toujours, en thèse générale, à l'organisation préalable d'une justice parfaite, au recrutement d'une magistrature idéale.

« Notre magistrature, écrit-il, ne peut point passer pour un bel échantillon du genre. Le meilleur argument, en faveur du maintien du jury, c'est elle, hélas ! Mais le jour où la clameur du pays aura fait surgir une magistrature véritable, forte véritablement et libre aussi, étant recrutée comme il convient, ce jour-là, le jury aura vécu... »

Il ne nous donne pas malheureusement les moyens d'arriver à cet idéal, auquel tous les honnêtes gens aspirent. Rêve de poète !

Pourquoi faut-il qu'il n'ait pas toujours conformé ses actes à ses théories ? Il aurait certainement apprécié, autrement qu'il l'a fait, de graves questions d'une brûlante actualité, soumises par la loi à la juridiction de certains jurys d'ordre supérieur. Il aurait eu une opinion à la fois plus pondérée et plus juste, si, non content de s'appuyer sur la thèse trop absolue qu'il affectionnait, il avait gardé en même temps devant les yeux les motifs de suspicion légitime qu'il formule avec tant de sévérité, contre le recrutement de la magistrature actuelle.

Ce qui sera l'honneur de Tarde, c'est sa conception généreuse, discutable d'ailleurs, de la criminalité. Il nie la fatalité du crime, la permanence du criminel.

La loi pénale est dès lors à refaire, et les peines ne sont plus proportionnées aux responsabilités.

Le crime est, pour lui, une sorte de virus social héréditaire, qui trouve dans les individus des terrains plus ou moins favorables. — Ce virus, comme ceux du sang, peut se cultiver, s'atténuer, se transformer non seulement en agent inoffensif, mais en agent bienfaisant et curatif.

C'est l'appauvrissement des instincts de charité, l'épanouissement de l'égoïsme, l'esprit d'imitation, qui expliquent la poussée de la criminalité actuelle.

C'est par la culture civilisatrice qu'on peut espérer atténuer le mal, et tendre au relèvement moral de la France, auquel il a foi.

Par les œuvres, auxquelles nous venons de rendre hommage, Tarde appartient surtout à la grande famille des penseurs qui ne connaît ni frontières ni nationalités.

Mais à des points de vue plus intimes, nous avons bien le droit de le considérer surtout comme un des nôtres, car personne n'aima d'un amour plus intense, sa patrie provinciale, le vieux sol périgourdin.

L'histoire du Périgord, toujours si vivante, parfois si dramatique, était pour lui la plus belle, la plus attachante des histoires, abrégé fidèle, dans son cadre restreint, de nos évolutions nationales.

Son idiôme roman « le doux parler de son pays, langue divine des troubadours » il le parlait en vrai fils d'Hélie Cairels et d'Aymeri de Sarlat, avec un charme, une richesse d'expressions, une perfection savoureuse, qu'il serait difficile d'égaliser.

Il l'aimait, la vieille langue des ancêtres, comme on aime la relique transmise d'âge en âge, de génération en génération, qu'on ne touche qu'avec respect, comme l'œuvre d'art, dont on admire les lignes pures, sous le honteux vernis qui la déshonore.

Aussi dans quels termes il la chante !

Il est deux langues que j'adore
Et que je parlais autrefois ;
Il me vient des pleurs dans la voix
Si parfois je les parle encore ;

Et je sens un trouble soudain
Dont toute mon âme est saisie,
Au moindre mot de poésie
Ou de patois périgourdin...

Il me semble que je m'abuse
Quand j'entends ces sons inouïs,
Ce doux parler de mon pays
Et le doux parler de la Muse ;

.
.
. Je n'oublierai pas
Vos poétiques idiômes,

Tant qu'il restera dans nos champs
Quelque laboureur centenaire,
Qui de « l'adisia » ordinaire
Salûra de loin les passants,

Et je vous parlerais, quand même.....

.
.
.

Toi, qui fus la langue des Cours,
Du gai savoir, fleur mutilée !
Et toi, non moins qu'elle exilée,
Langue des Dieux et des amours !

S'étonnera-t-on, que dans son admiration pour les grands esprits et les grands cœurs, dont la France s'honore, il ait toujours gardé une prédilection pour ceux que vit naître le Périgord ? N'avait-il pas, d'ailleurs, quelque lien de parenté spirituelle avec le sceptique Montaigne, l'honnête et modéré La Boétie, le spiritualiste Joubert ?

C'est en poète enthousiaste qu'il admire les beautés à la fois rudes et gracieuses du sol périgourdin.

Si Sarlat « ne vaut pas Venise » il ne se lasse pas d'admirer le pittoresque enchevêtrement de ses silhouettes, derniers souvenirs d'âges disparus.

La Dordogne, aux eaux de cristal, vaut pour lui « l'Ilissus » et la Roque-Gajac n'a pas de rivale.

C'est là, il est vrai, qu'il a passé son enfance, c'est là qu'il a rêvé, médité. Il voudrait y vivre, loin des bruits du monde, loin des amertumes

de la vie, y mourir dans la paix. C'est là qu'il a voulu dormir son dernier sommeil.

Tarde nous appartient donc bien ; le lien robuste qui l'attacha pendant trente ans à notre Société, fut celui du cœur ; un amour inlassable pour notre belle province.

Nous devons à cet amour filial pour son terroir les quelques travaux historiques qu'il consentit à écrire, faisant trêve à ses labeurs plus abstraits.

Qu'il soit permis de rappeler ici la joie intense, une joie d'enfant, avec laquelle il accueillit (1881) la communication du terrier des Lapeyre, dont les documents permettaient de faire revivre la Roque-Gajac au ^{xv}^e siècle : sa lutte entre le désir d'être le premier à dégager de ses voiles « la petite cité de son cœur », et une délicate discrétion qui ne demandait, d'ailleurs, qu'à se laisser vaincre par d'amicales instances.

C'est avec passion qu'il se mit à dépouiller, page par page, ligne par ligne, ces fastidieux documents ; à coordonner, à comparer, à grouper des indications souvent incomplètes ; à faire cadrer sur le terrain, les voies, les fontaines, les maisons, les remparts, les portes. Quel triomphe, quand vainqueur dans cette lutte contre l'inconnu, il se trouva un jour face à face avec sa minuscule forteresse, lorsqu'il la vit, ressuscitée par lui, telle qu'elle fut au temps des Anglais, baignée par les eaux vives du fleuve, entourée de ses murs, percée de ses portes, défendue par ses barbicanes ; ses maisons, empruntant les moindres ressauts du roc, grimpant, s'appuyant l'une sur l'autre, jusqu'à la limite du possible, jusqu'au bruyant domaine des cornilles et des taucons, enveloppant le groupe de ses maisons fortes, commandée enfin par le fort épiscopal, dont la nature fut l'ingénieur, réduit inaccessible, grotte fortifiée, creusée dans la paroi verticale du Roc Vigueyral.

Gustave Doré ne rêva jamais rien de plus étrange que cette réalité !

Peut-être un critique morose pourra-t-il lui reprocher de s'être trop complu dans les menus détails ? — Mais l'historien n'a pu chasser chez lui le poète, et tout poète est amoureux. L'amoureux trouve-t-il un détail inutile dans le visage aimé ? Aussi comme il la chante, dans de jolies strophes, « sa petite Troie » !

Longtemps j'ai vécu dans une cité morte,
Dont rien n'est resté, ni muraille ni porte ;
Rien qu'un lierre épais sur une tour ;
Rocher incrusté de gothique arabeque,
Qu'amoureusement le soleil peint à fresque
Et qu'un fleuve mire avec amour.

Amoureux aussi de sa grâce sauvage,
J'ai voulu, mirant à mon tour ce rivage,
De quatre cents ans le rajeunir,
Et montrer les traits de sa beauté passée,
Telle qu'elle luit au fond de ma pensée,
Dans le cadre noir du souvenir ;
.
Au prix de quels soins et de quelle constance,
Clos dans ma cellule et faisant pénitence,
Il me fut donné, discrètement,
Cité de mon cœur, d'entr'ouvrir ton corsage
Et de voir sortir de l'ombre ton visage
Riant et guerrier, fier et charmant !
.
C'est assez pourtant si, pareil à ce lierre,
De tes chers débris embrassant chaque pierre,
J'ai pu, ma patrie, en ce tableau
Evoquer ta noble et vaillante carrière
Et, naïade armée, en ta grâce guerrière,
Te peindre couchée au bord de l'eau.

Il nous faut aller jusqu'en 1887 pour trouver une nouvelle infidélité de Tarde à ses études habituelles.

C'est à cette date qu'il écrivit la belle introduction aux *Chroniques* du chanoine Jean Tarde, son grand oncle.

Bon chroniqueur qui s'élève parfois jusqu'à l'histoire, le chanoine Tarde, fut aussi un bon écrivain, à la langue correcte, précise et nerveuse. Son esprit cultivé, largement ouvert, n'hésite pas à faire marcher de front la foi et son ardente curiosité des nouveautés scientifiques. Il eut l'insigne fortune, non seulement d'être un des ouvriers de la première heure aux débuts de la renaissance scientifique de l'astronomie, mais encore d'être initié par Galilée lui-même, aux grandes découvertes dont l'invention de la lunette fut la cause initiale.

Personne n'était mieux qualifié que Gabriel de Tarde pour analyser cette curieuse figure complexe, trop peu connue. Personne n'aurait mieux dit :

« Notre chanoine, conclut-il, n'aurait-il écrit que la magnifique page »
» qui termine la première partie des *Astres de Bourbon*, dans laquelle il »
» trace le prophétique tableau des révélations futures de l'astronome, et »
» aussi bien cette haute et religieuse profession de foi scientifique, qu'a- »
» près cette sûre vision, il eut le droit de s'endormir en paix dans la »
» sépulture canoniale de l'église St-Benoit, comme un homme qui n'a pas »
» perdu le fruit de sa vie. »

Il est vrai, c'est une page étonnante !

Lorsqu'en 1892, on éleva dans sa ville natale, sous les beaux ombrages de la Rigaudie, une statue à Étienne de La Boétie, Tarde fut chargé de représenter notre Société à l'inauguration.

Qui, mieux que ce Sarladais pur sang, aurait su plus dignement parler de cet autre Sarladais des temps passés ?

C'est à cette circonstance que nous devons la charmante plaquette, *Les deux Statues*, petit chef-d'œuvre de critique, de finesse et de bon sens, modèle de beau langage.

Sous la forme d'un dialogue entre Montaigne et La Boétie, en termes d'une amusante saveur archaïque, il passe en revue les opinions si divergentes, auxquelles la célèbre *Servitude volontaire* a donné et donne encore naissance.

La Boétie, conclut-il, fut sincère en l'écrivant, mais d'une sincérité d'écolier enthousiaste ; il traduit en langue d'humaniste, tout imprégné du suc des Grecs et des Romains, c'est-à-dire avec les exagérations littéraires habituelles, les vives impressions, que faisaient sur sa juvénile sensibilité, les événements tragiques dont il était le témoin.

Il naquit, vécut et mourut royaliste et catholique.

Sa vie de magistrat ne démentit jamais, d'ailleurs, son amour de liberté.

Sa formule s'est seulement modifiée, transformée en une variante, plus générale, l'amour de la justice. Ce n'est pas contre la monarchie qu'il pousse un cri de révolte, c'est contre la tyrannie, tyrannie d'en haut, mais aussi bien tyrannie d'en bas ; c'est aussi une boutade de mépris pour la servilité populaire.

Tarde finit par une page d'une belle allure, qui traduit bien son idéal social, son rêve, un beau rêve !

• Regardez là-bas, s'écrie-t-il par la bouche de La Boétie..., des problèmes surgissent gigantesques, des batailles rangées s'apprentent, » sociales, inouïes, où périra, si vous n'y prenez garde, ce qui vous reste » de liberté, son nom même. Les uns vous ont dit : liberté, c'est force, » ne les croyez pas ; d'autres vous diront : liberté, c'est richesse, ne les » croyez pas non plus ; et les malandrins, enfin, vous crient : liberté, c'est » incendie et destruction, massacre et pillage : liberté, c'est crime, car » l'honnêteté, qui bride nos vœux, vous asservit. Vous baillonnerez la » bouche à ces blasphémateurs, vous éteindrez leurs bombes infernales.

» Mais moi, je vous dis :

• Là-bas, là-bas, bien loin, dans les brumes de l'autre siècle, apercevez- » vous ce lumignon, ce calel tremblottant, cette petite étoile qui se lève?... » Cette petite étoile, cette petite lampe céleste, gardez-vous de croire que » ce soit farfadet ni astre filant ; et ne soufflez pas dessus, bergers,

» ouvriers, misérables de ce monde ! C'est la lumière qui doit vous sauver ;
» c'est la vérité qui, déjà venue, revient éclairer l'âme noire ; c'est
» l'aube prime de je ne sais quel christianisme tout spirituel et tout nou-
» veau, de je ne sais quelle religion haute et amène, qui commence à
» poindre déjà, de ci, de là, chez les jeunes, chez les enthousiastes et où
» se rencontreront un jour grands esprits d'abord, petites gens ensuite ;
» quand tressaillera de rechef, au fond de tous cœurs, la parole de salut,
» la plus simple et la plus profonde qu'ait ouïe l'univers et la plus incom-
» prise : « Aimez-vous, humains, vous êtes tous frères ! » Car la servitude
» c'est l'égoïsme, c'est la haine, c'est l'envie ; mais la liberté, croyez-moi,
» c'est fraternité, liberté, c'est amour..... ! »

Il me reste à louer le poète ; il le mérite. On rencontre parfois des natures privilégiées chez lesquelles l'aptitude scientifique et philosophique se trouvent unies au talent poétique ou musical.

Cette richesse de dons peut avoir le grave inconvénient d'arrêter l'essor de la production en la fractionnant, si son possesseur trop fortuné n'a pas le courage de faire un douloureux sacrifice et de choisir parmi ses richesses.

Tarde fut une de ces natures privilégiées. Absorbé par les spéculations philosophiques, il dut sacrifier la poésie, mais ce ne fut certainement pas sans regrets.

La Muse, pour lui, ne fut donc pas la maîtresse jalouse, elle fut une simple et douce amie auprès de laquelle il aimait venir se délasser.

Quelques morceaux épars, et un petit recueil poétique, *Contes et Poèmes* (1879) sont tout ce qu'il a laissé.

Les pièces de ce recueil, de valeur inégale, donnent bien l'impression d'un véritable tempérament.

Quoi de plus frais, de plus gracieux que cette petite Idylle :

Un enfant, joli comme un ange,
Pieds nus, sifflant comme un oiseau,
Porte un grand panier de vendange,
Plus grand que ne fut son berceau.

Une petite fille range
Ses cheveux au bord d'un ruisseau.
Voici qu'il l'entraîne. Elle mange
De son pain, au même morceau.

Cependant une averse tombe ;
Le petit merle et la colombe
S'abritent du vaste panier,

Et sous cette étrange résille,
Rit leur double tête qui brille
Entre les mailles de l'osier.

Ses strophes, à l'*Hirondelle* sont un bijou ciselé de main d'artiste.

Hirondelle aux ciseaux légers, découpant l'air,
Ouvrière céleste à l'œuvre insaisissable,
Hirondelle au burin léger, graveur de l'air,
Qui sur l'azur écris comme nous sur le sable ;
Tu n'y laisses pas plus de traces que l'éclair :
Mais tu ne rêves point de trace ineffaçable,
Tu n'as point ce tourment trompeur qui nous accable ;
Hirondelle au sommeil léger, qui dors en l'air !
Heureuse es-tu ! Pour moi, ce qu'ici-bas je rêve,
C'est de dormir ainsi sans songe ni douleur,
C'est de jouer ainsi dans le vide sans trêve,
Paisible, infatigable et subtil travailleur,
Et d'imiter ta vie insouciante et brève,
Bel oiseau, dont l'amour est le seul oiseleur !

« *L'Armure* » est peut-être ce qu'il a écrit de plus parfait. Dans cette petite œuvre, toute imprégnée d'une délicate saveur antique, que de poétiques descriptions, que de jolis vers, quelle souplesse charmante dans le développement de l'idée philosophique qui la domine !

Citons encore « *Nos Iles* », « *La Lumière* », « *Les beaux cailloux* ».

Arrêtons-nous enfin sur quelques strophes peu connues, belles parmi les plus belles, pleines d'émotion religieuse, où l'on sent percer la Foi et l'Espérance de l'au-delà ; sorte de testament dans lequel Tarde nous dévoile son état d'âme, tourmentée, mais croyante malgré lui.

..... Ah ! quand viendra mon heure
Epargnez-moi, mon Dieu ! ce grotesque appareil,
O mes fils, mes amis, si l'un de vous me pleure.
Eloignez tout ce bruit de mon dernier sommeil.

Il sortait d'obsèques officielles.

Il est dans mon village, au milieu de la plaine,
Lieu charmant où toujours rajeuni je reviens,
Une pièce de terre inculte et de fleurs pleine,
Une friche sacrée où dorment tous les miens.
Là, je veux que des bras amis portent ma bière,
De laboureurs suivie et de vous, mes enfants !
Et je veux qu'un pieux murmure de prières
Accompagne vos pleurs tout le long de mes champs.
Oui, je veux, philosophe inconséquent peut-être,
Mais jamais incroyant....., libre jusqu'à la fin,
Je veux que mon convoi soit conduit par un prêtre,
Par notre bon curé, mon plus proche voisin.

Pour qu'il ne le soit pas par quelque prêtrephobe
Pasteur de populace et servile tyran !

Et parce qu'un profond mystère nous dérobe
La vérité, fantôme et songe délirant....

Et qu'un espoir divin s'est levé dans cette ombre !
Décevant ? il se peut... menteur, je le veux bien...
Mais qu'après tout, parmi nos mensonges sans nombre
Un mensonge de plus, hélas ! ne serait rien...

C'est surtout un mensonge et des plus hypocrites,
Que la fausse pudeur de faux ambitieux,
S'indignant de l'espoir qu'évoquent les vieux rites,
Espoir antique et doux qui nous vient des aïeux !

S'il est trompeur, parlant d'un monde où tout nous trompe,
Je veux être trompé pour la dernière fois ;
Trompé pieusement par la modeste pompe
De cierges allumés derrière une humble croix !

S'il est menteur, je veux, après ma mort encore,
Mentir comme ont menti les poètes toujours,
Comme mentent l'avril, la jeunesse et l'aurore,
Et nos efforts si longs ! et nos espoirs si courts !

Mentir !... Est-ce mentir, sur la terre où nous sommes,
Que d'y parler d'amour et de fraternité,
Après dix-huit cents ans que Jésus dit aux hommes ;
Aimez-vous — hors l'amour, tout n'est que vanité !

Son souhait pieux a été exaucé. — Avoir sa tombe auprès de son berceau !

Dédaigneux de l'éclat factice des pompes officielles, il n'a demandé qu'un cortège d'amis, pour l'accompagner, une dernière fois « le long de ses champs » jusqu'à la friche sacrée où sa sainte mère l'attendait ; il n'a voulu que la « modeste pompe de cierges allumés derrière une humble croix. »

C'est par un acte de foi, par un acte de touchant respect pour la croix de son enfance que le philosophe, éclairé par la grande lumière de la mort, a terminé sa vie comme il l'avait commencée.

V^{te} G. DE GÉRARD.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente les Armoiries des claustraux d'Excideuil ; — la 2^e est le Portrait de Maine de Biran.

Le Gérant responsable, P. DUBOIS

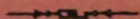
BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

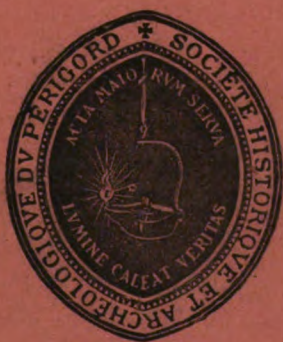
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.



TOME XXXI. — CINQUIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^o), RUE TAILLEFER

—
Septembre-Octobre.

1794
F

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 5^e LIVRAISON.

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 4 août 1904.....	333
— — du jeudi 1 ^{er} septembre	341
Donation faite par Charles V à Bertrucat d'Albret (1370) (M. Elie DE BIRAN).....	353
Quelques notes sur le bourg de Celles (M. A. DUJARRIC- DESCOMBES).....	354
Le prix du port des lettres de Paris à Périgueux et de Péri- gueux à Paris en 1698 (M. R. VILLEPELET).....	360
Notes périgourdines sur les cérémonies funèbres célébrées à Périgueux à la mort de Louis XV, de la reine Marie Leczinska et de Louis, dauphin de France (M. Ch. AU- BLANT).....	363
Sigillographie du Périgord (Notes supplémentaires (<i>suite et fin</i>) (M. Ph. DE BOSREDON).....	371
VARIA. — Chartes de la collection Jules Delpit (M. GRENIER)	383
— Correspondance des Contrôleurs généraux (<i>suite</i>).	387

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 4 août 1904.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Augiéras, le chanoine Brugière, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Jean Dupuis, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, le colonel de Montifault, Eugène Roux, Vigie et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

L'Annual Report of the Smithsonian Institution, 1902, U. S. National Museum, un gros volume in-8° relié en toile, avec de nombreuses planches en noir et en couleur, Washington, Government printing office, 1904 ;

Kongl. Vitterhets historie och antiquitets akademiens Manadsblad, 1898 och 1899, et 1901 och 1902, deux fascicules in-8°, avec figures, Stockholm, 1904 ;

Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1904, 1^{re} livraison, in-8°, avec planches, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur ; contenant p. xxviii à xxxi un rapport de M. le docteur Capitan sur les fouilles de M. Ulysse Dumas dans la grotte sépulcrale de Meyrannes (Gard), p. xxxix à xli, un autre rapport du même auteur sur les fouilles de M. Félix Régnauld dans la curieuse

grotte de Marsoulas (Haute-Garonne) ; et p. 93 à 109 l'*Inventaire du trésor de l'église collégiale Saint-Front de Périgueux*, dressé le 15 mai 1552 et communiqué par M. F. Villepelet ;

Bulletin de la Société pour la protection des paysages de France, 3^e année, n^o 9, janvier à mars 1904, in-8^o avec sept cartes, Paris, imprimerie Chaix ; .

Annales de Bretagne, revue trimestrielle publiée par la Faculté des lettres de Rennes, juillet 1904, un fascicule in-8^o, Rennes, Plihon et Hommay, libraires ; contenant p. 631 un compte-rendu d'une *Etude historique sur les droits de bail seigneurial et de rachat en Bretagne*, thèse pour le doctorat en droit de M. Edmond Durtelle de Saint-Sauveur ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 31^e année, mai-juin 1904, in-8^o avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant p. 282 et 283 des comptes-rendus d'une nouvelle œuvre de M. Maurice Campagne, *Une famille bordelaise, des Mesures de Rauzan*, et de la belle publication de M. Paul Huet, *Histoire généalogique de la Maison de Ferrières-Sauvebœuf* ;

Un extrait des *Annales du Midi*, contenant p. 380, dans sa revue des périodiques méridionaux, un compte-rendu sommaire des mémoires publiés dans les tomes xxviii, 1901, et xxix, 1902, de notre *Bulletin*, in-8^o, Toulouse, imprimerie et librairie Edouard Privat ;

Revue Cévenole, bulletin de la Société scientifique et littéraire d'Alais, iv, 1903, in-8^o, avec planche, Alais, imprimerie Brabo, 1904 ;

Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1904 (juillet), 150^e livraison, in-8^o, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 23^e année, 3^e série, n^o 11, troisième trimestre 1904, in-8^o, Gap, Louis Jean et Peyrot, imprimeurs-éditeurs ;

De M. Pereira de Lima, la seconde édition de son ouvrage *Phenicios e Carthaginezes*, un volume broché in-8^o, avec couverture illustrée, Lisboa, viuva Tavares Cardoso, livraria editora, 1904 ;

De M. le marquis de Marcillac, une brochure de M. le com-

mandant Martin sur la *Fouille du tumulus du Rumédon en Ploumilliau* (Côtes-du-Nord), faite dans une de ses fermes en Bretagne, extrait du *Bulletin* de la Société archéologique du Finistère, in-8°, avec deux planches, Quimper, imprimerie Leprince, 1904. M. de Marcillac a pensé que ceux de nos confrères qui se livrent à des études préhistoriques trouveraient quelques documents inédits dans le mobilier funéraire du tumulus du Rumédon ; il est heureux de pouvoir ainsi leur être agréable et de contribuer aux études de notre Compagnie ;

De M. le docteur Grellety, sa brochure *Pour les Médecins, Commentaires professionnels sur quelques locutions latines*, in-12, Mâcon, Protat frères, imprimeurs ;

De M. l'abbé Goustat, son intéressant volume sur *La Linde pendant la période révolutionnaire*, in-8°, Bergerac, Imprimerie générale du Sud-Ouest, 1904 ;

De M. Charles Durand, un exemplaire du tiré à part sur papier de fil de ses *Marques de tâcherons*, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1904 ; — et le journal *l'Avenir de la Dordogne*, du 23 juillet dernier, contenant son article sur les *Fouilles à Vésone*, qui ont été faites et celles qu'on pourrait encore faire avec une allocation de l'Etat ;

De M. Dujarric-Descombes, le journal *l'Avenir illustré*, du 14 juillet 1904, où sont publiés son article *Satin et soie d'antan*, et *Une Fête républicaine en l'an VI* par M. Bayle ;

Et de M. Labroue, proviseur du lycée de Périgueux, la brochure de la *Distribution solennelle des prix du lycée de Périgueux*, du samedi 30 juillet 1904, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1904.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce que deux de nos confrères, MM. Bayle et de Moulinard, viennent de recevoir, à l'occasion du 14 juillet, les palmes d'officier de l'Instruction publique.

L'assemblée leur envoie ses sincères félicitations.

M. le bibliothécaire de l'Université de Rennes nous demande s'il ne serait pas possible de faire l'échange de notre *Bul*

letin avec les *Annales de Bretagne*, publiées par la Faculté des lettres. En échangeant à partir de l'année 1903, nous aurions en entier le *Cartulaire de Quimperlé* qui paraît avec pagination spéciale.

Quelques membres font remarquer que nous échangeons déjà avec la Société archéologique d'Ille et Vilaine et que nous avons l'habitude de nous en tenir à une association.

M. le bibliothécaire mande en même temps au SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL que sa communication sur les registres d'état-civil des protestants a été utilisée par un des étudiants de la Faculté de Rennes, M. LÉON Baratte, dans sa thèse de doctorat en droit, soutenue le 12 juillet dernier, *Rapports de l'autorité civile et de l'autorité religieuse en matière de sépulture* (ancien droit et droit actuel).

M. BEAUZÉE-PINSART et Mlle Irène FAURE, élus membres titulaires dans la dernière séance, adressent leurs remerciements à la Société.

M. LE PRÉSIDENT nous dit qu'il a reçu de M. Amouroux, habitant près de Regagnac (Lot) un dessin de tombeau en pierre tendre monolithe qui a été trouvé vers le milieu du bourg de Daglan, dans le sous-sol où il en existe d'autres, et qui ressemble à un sarcophage de l'époque gallo-romaine. M. Amouroux mande en même temps que là, où des fouilles faciles à opérer sans grands frais et devraient donner un résultat certain, c'est près de Daglan où une route en tranchée mit à découvert de nombreuses sépultures avec pierres monolithes et dont les environs n'ont jamais été fouillés.

M. VIGIÉ nous dit qu'on découvrit, il y a quelques années, des tombeaux analogues à Saint-Cybranet, près de Daglan, en construisant une route.

M. l'abbé GOYHENÈCHE veut bien chercher à nous donner une explication de l'inscription de la cloche de Sencenac, relatée dans le registre paroissial d'état-civil de 1667 et publiée par M. Aublant dans la troisième livraison du *Bulletin* de cette année.

« Il y est dit qu'avant la bénédiction de la nouvelle cloche, on voulut conserver un souvenir du vieux métal où se trou-

vait une inscription assez énigmatique. Voici cette inscription : IXXIX pour St Symphorien.

« Notre sympathique confrère pense que ces lettres romaines reproduisent une date qu'il n'a pu déchiffrer. A mon humble avis, cette inscription ne désigne point une date. Il faut observer que souvent, dans les monuments religieux, on emploie comme inscription ce qu'on appelle des *sigles* ou abréviations de mots. C'est bien ce qu'on trouva gravé dans la vieille cloche de Sencenac : IXXIX.

» Voici la phrase que renferment ces sigles :

(Campana) Incincta Christo Chrismate Jesu Christi.

(Cloche) ointe, consacrée au Christ par le chrême de Jésus-Christ, en l'honneur de saint Symphorien.

» La lettre X s'emploie toujours dans les sigles pour désigner le Christ et le saint Chrême. Dans la fonction liturgique de la bénédiction des cloches, l'officiant fait, en effet, quatre onctions en forme de croix, dans l'intérieur du métal ; c'est là comme une dédicace au Christ mort sur la croix.

» Tel est, à mon avis, le sens de cette inscription qui paraît, de prime abord, assez énigmatique. Si quelqu'un de nos savants confrères trouve à cette inscription une explication plus autorisée, je serai le premier à m'y rallier. »

Aucun de nos confrères présents n'est en état de confirmer ou de contredire l'ingénieuse explication de M. l'abbé Goyhenèche.

M. VIGIÉ nous donne ensuite communication d'études qu'il prépare, après avoir consulté les *Rôles gascons*, sur les coutumes et le territoire de quelques bastides du Périgord, notamment de Villefranche-du-Périgord, de Beaumont et de Molières. Son travail intéressant a besoin d'être complété avant d'être publié dans le *Bulletin*.

M. Eugène Roux, qui prépare l'histoire du couvent de Ste-Ursule de Périgueux, nous donne également lecture d'un chapitre de son travail. C'est le récit de la fondation du monastère. Elle date de 1644, et fut l'œuvre de Jacques de Calvimont, baron de la Tour de Montaigne et possesseur de plusieurs autres seigneuries tant en Périgord qu'en Bordelais.

Une de ses filles, Marguerite de Calvimont, religieuse ursuline, était supérieure du couvent de Monségur, dans le diocèse de Bazas. Il la décida, sous la promesse à cet effet, d'une somme de 10.000 livres, à venir créer un établissement de son ordre à Périgueux. Elle arriva dans notre ville, accompagnée de deux religieuses professes et d'une novice du couvent de Bazas, et de quelques postulantes. La nouvelle communauté s'installa dans un immeuble acquis, le 5 novembre 1641, d'Annet Dalesme, sieur de Vige.

Le 21 du même mois, fut passé le contrat de fondation. Jacques de Calvimont y prenait à sa charge le paiement du prix de l'achat fait au sieur de Vige, et il se reconnaissait, de plus, débiteur de 5000 livres, dont il s'engageait à servir l'intérêt à 5 0/0, jusqu'à ce qu'on eût trouvé un fonds sur lequel il pourrait être fait emploi de la somme capitale. Il était, en outre, convenu que Marguerite de Calvimont serait supérieure toute sa vie, et qu'à son décès le choix de la nouvelle supérieure appartiendrait à perpétuité à Jacques de Calvimont ou à ses ayants-droits, au profit desquels étaient stipulés un certain nombre d'autres privilèges.

L'exécution de ce contrat amena, entre le couvent et l'évêché de Périgueux, de curieux et très vifs démêlés qui se prolongèrent, avec quelques intermittences, pendant douze ans, c'est-à-dire jusqu'au 2 mars 1655, date à laquelle intervint une transaction, dont la clause principale dépouillait Marguerite de Calvimont de son supérieurat à vie.

Ce nouvel acte fut, à son tour, la source de plusieurs conflits, spécialement entre le couvent et Léon de Calvimont, le fils aîné et l'héritier de Jacques. Finalement les parties recoururent à l'arbitrage de messire André de Marilhac, doyen du Chapitre de Saint-Emilion, et, sur ses conseils, conclurent un arrangement, dont acte fut passé, le 23 juillet 1677, devant M^e Ginestet Nebaille, notaire à Libourne.

Aux termes de ce contrat, le couvent dut restituer à peu près toutes les avances qui lui avaient été faites par Jacques de Calvimont ; moyennant quoi, l'héritier de ce dernier se démit du titre de fondateur et de toutes les prérogatives qui y étaient attachées.

Le 19 janvier 1680, par acte dressé devant M^e Roubert, notaire royal, à Périgueux, il fut constaté que tous les engagements pris dans le contrat du 27 juillet 1677 avaient été remplis, et les parties se déclarèrent respectivement quittes.

L'assemblée remercie M. Eugène Roux de son intéressante communication qui sera publiée dans le *Bulletin*.

En attendant que son mémoire sur l'administration de Bertin en Lyonnais soit prêt, M. BUSSIÈRE nous envoie la reproduction en plâtre de la médaille offerte à Bertin en 1768 par les comtes chanoines de Lyon. Ce moulage, face et revers, a été fait aussi finement que possible par notre compatriote M. Gustave Rivet, au Cabinet de France, à Paris. Malheureusement il nous est arrivé en bribes et impossible de l'utiliser. La photogravure de ce joli moulage accompagnera le premier article.

« Bertin, en quittant, à la fin de 1737, l'intendance de Lyon, nous mande M. Bussière, y laissa les meilleurs souvenirs. Il resta en correspondance avec les chanoines. De Paris, il s'occupa de leurs affaires, régla quelques-uns de leurs différends. Le Chapitre ayant projeté de construire deux bâtiments contigus à la cathédrale pour contenir ses archives, sa salle capitulaire, son siège de juridiction, et une sorte de séminaire appelé *manécanterie*, mit cette fondation sous la protection du Roi et sous celle de son ministre favori. La première pierre du second bâtiment fut posée le 27 octobre 1738 « au nom de M. Bertin, ministre et secrétaire d'Etat, grand trésorier, commandeur des ordres du Roi, etc. ; lequel en avait été prié par le Chapitre en reconnaissance des bons offices qu'il ne cesse de lui rendre auprès de S. M. et de l'affection singulière qu'il a toujours conservée pour l'Eglise de Lyon. » (Archives du département du Rhône, G. chapitre métropolitain. David ; 9 A).

» Le Chapitre fit frapper deux médailles en mémoire de la première pierre que le Roi et Bertin posèrent, par procuration, dans les deux édifices à construire. Il traita pour quatre médailles en or, deux à l'effigie du Roi, deux à l'effigie de Bertin, avec un graveur suisse, nommé Roettiers, graveur

général des monnaies et chancelleries de France, pour le prix de quatre mille livres. L'artiste exprima le désir de faire le modèle d'après l'original et, pour y parvenir, il demanda à messieurs les Comtes une lettre « pour l'engager à s'y prêter. » L'image paraît donc offrir toutes les garanties d'exactitude. »

Notre érudit confrère aura besoin de faire un petit séjour à Périgueux pour terminer son étude.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL expose ensuite les conditions qui ont été faites par notre imprimeur pour l'impression du volume de l'*Exploration campanaire en Périgord*, qui comprendra environ 500 pages et il montre un spécimen du papier proposé. Le prix de la feuille imprimée serait de 42 francs, y compris le brochage et la couverture. Les travaux lithographiques que l'on pourrait confier à la maison pour la reproduction des planches seraient l'objet d'un décompte à part, après entente.

Les propositions sont acceptées par l'assemblée.

Enfin M. LE PRÉSIDENT rappelle à la Société qu'elle fait, chaque année, une excursion et propose de faire celle de 1904 en Limousin. Le premier jour, elle visiterait Nontron, où sont les restes du vieux château, St-Estèphe, le prieuré de Badeix, le donjon du Bourdeix, la belle église de Bussière Badil ; dans l'après-midi, le beau château moderne de Puycharnaud et le donjon de Piégut. Le second jour, la caravane partirait pour Châlus, en visitant sur sa route le château de Monbrun et le château de Lambartie, et serait de retour à Périgueux à neuf heures du soir.

La date choisie paraît être celle du dernier lundi de septembre, le 26. Le départ pour Nontron aurait lieu à la gare de Périgueux à 5 h. 24 du matin.

La séance est levée à 3 heures et demie.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FATOLLE.



Séance du jeudi 1^{er} septembre 1904.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le capitaine de Béler, Elie de Biran, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, Lespinas, de Montégut-Lamorelie, le colonel de Montifault et Villepelet.

M. le chanoine Brugière s'excuse par écrit.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend la mort de notre honoré confrère le P. Bouscaillou, originaire d'Issigeac, prêtre de l'Oratoire, professeur de philosophie au collège de Juilly, auteur de deux Précis de philosophie, de Maximes et pensées écrites avec élégance, de Fables, contes et légendes et de Notes sur Issigeac qui ont paru dans notre *Bulletin* en 1889.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, 1904, II, in-8°, Anvers, imprimerie V^o de Backer ;

Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1904, premier trimestre, in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ;

Les *Discours* prononcés à la séance générale du Congrès des Sociétés savantes, le samedi 9 avril 1904, par M. Esmein et M. Bayet, une brochure grand in 8°, Paris, Imprimerie nationale, 1904 ;

Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1903, numéros 3 et 4,

in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1904 ; contenant page 578 le rapport de M. Baguenault de Puchesse sur une communication de M. de Montégut portant sur le contrat de mariage du grand-père du futur cardinal de Richelieu ;

Centenaire de la Société nationale des Antiquaires de France (1804-1904), compte-rendu de la journée du 11 avril 1904, brochure in-4°, Paris, 1904 ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXV, première, deuxième et troisième livraisons, janvier-juin 1904, un fascicule in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils ; contenant page 5 la *Notice sur les manuscrits des œuvres de Brantôme*, par M. Henry Omont, de l'Institut, dont il a été parlé dans plusieurs de nos procès-verbaux ;

Revue Epigraphique, 27^e année, n° 112, tome V, janvier, février, mars 1904, un fascicule in-8°, Vienne, Ogeret et Martin, imprimeurs ; Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 31^e année, juillet-août 1904, in-8°, avec planches coloriées, Agen, Imprimerie moderne ;

Revue Cévenole, bulletin de la Société scientifique et littéraire d'Alais, V, premier semestre 1904, in-8°, Alais, imprimerie Brabo ;

Bulletin de la Société archéologique de Provence, année 1904, n° 2, in-8°, Marseille, imprimerie Barlatier ;

De M. Emile Rivièrè, directeur de laboratoire au Collège de France, trois plaquettes extraites du *Bulletin* de la Société Préhistorique de France, *Bracelets, parures, fétiches, monnaies d'échanges* ; — *Quelques observations sur les menhirs en général, les menhirs de la Corrèze* ; — *Conservation des ossements humains et des os d'animaux dans les gisements préhistoriques*, in-8°, Paris, Institut de bibliographie, 1904 ;

De M. le comte de la Panouse, deux brochures, l'une de M. Marcuse, sur *La Croix des Bureau au cimetière des Innocents*, extrait du *Bulletin* de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France, tome XXX, 1903, in-8° ; — et l'autre, sur une visite de *La Société archéologique de Rambouillet au château de Thoiry* (Seine et-Oise), par M. Lorin, contenant à la fois une *Notice sur les poteries du château de Thoiry*, par

M. E.-S. Auscher, in-8°, avec de nombreuses planches, Versailles, imprimerie Aubert, 1904 ;

De M. le chanoine Brugière, une analyse en italien de son *Livre d'or* des diocèses de Périgueux et de Sarlat par M^{re} Isidoro Carini, préfet de la bibliothèque Vaticane, extrait de l'*Osservatore Romano* des 4 et 5 novembre 1893 ; — et une traduction française faite par M. Lucien Delpech, deux plaquettes in 8° en feuilles, Périgueux, imprimerie-lithographie Ronteix.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{me} Charavay nous envoie sa *Revue des Autographes*, de juillet-août, dans laquelle se lisent quelques noms de Périgourdins :

1° Une lettre du colonel d'artillerie, devenu plus tard général, Charles Augeraud, né à Excideuil (Dordogne), à M. Félix Drouin, datée de Bougie, le 5 avril 1855. Il lui envoie deux lettres d'un jeune homme qui n'est encore que capitaine, mais qui a déjà un peu de célébrité, car les journaux ont beaucoup parlé de lui au sujet de son enlèvement par les Russes, devant Sébastopol.

Soyez certain, d'ailleurs, que si Dieu lui prête vie et lui rend la liberté, ce capitaine deviendra un jour quelque chose. Quant à nous, gens de Bougie, nous avons fait ce qu'on a fait ailleurs ; c'est-à-dire que nous avons dansé au carnaval et fait pénitence en carême. — Le premier a généralement plu bien autrement que le dernier, c'est l'usage. Je suis pris d'une idée fixe : celle de la route entre Bougie et Sétif. Nous en avons bien une, mais elle est longue ; de plus, elle n'est pas carrossable. Nous croyons avoir trouvé une bonne direction. — On y fait des études, au moyen de niveaux, pour savoir au juste ce qu'il en est. Malheureusement, il faut se résigner à attendre, vu que le gouvernement a besoin d'argent pour la guerre contre les Russes.

2° Une pièce sur velin, datée du 13 décembre 1589 et signée de Charles de Gontaut, duc de Biron, célèbre compagnon d'Henri IV, décapité à la Bastille en 1602 ;

3° Une lettre de Cuvillier-Fleury à M. Faugère, datée de Paris-Passy, le 5 mars 1873. Elle est relative à deux vers de la xi^e Élégie d'Ovide ;

4° Une lettre du général de Négrier, devenu notre compatriote par son mariage, à l'Intendant de la 1^{re} division militaire, datée de Paris le 31 mai 1848. Il l'informe qu'il renonce à sa solde de général de division comme représentant à l'Assemblée nationale ;

Et 5° une lettre de M. de Verneilh, député sous la Restauration, au comte Dessolles, commandant de la Garde nationale et datée de Paris, le 5 août 1815, au sujet de scènes scandaleuses qui ont eu lieu sur la terrasse des Tuileries.

M. LE PRÉSIDENT nous fait connaître les récompenses honorifiques qui viennent d'être décernées à quelques-uns de nos confrères à l'occasion du 14 juillet.

M. le docteur Pozzi est promu commandeur de la Légion d'honneur, M. le docteur Testut est promu officier, et M. le docteur de Brou de Laurière est nommé chevalier.

M. Charles Magne, secrétaire général de la « Montagne Sainte-Geneviève », est nommé chevalier du Mérite agricole.

L'assemblée applaudit à ces récompenses.

Notre laborieux confrère M. Charles MAGNE a fait de nombreuses conférences sur l'agriculture à travers les siècles et tout récemment une communication au Congrès des Sociétés savantes sur la ferrure des chevaux dans l'antiquité et au moyen-âge. Il avait, il y a peu de temps, obtenu du Ministre de l'Instruction publique la médaille d'honneur de la Société d'encouragement au bien pour l'ensemble de ses travaux archéologiques.

Il vient aussi de faire deux trouvailles des plus intéressantes dans des fouilles pratiquées place du Panthéon, à l'angle de la rue d'Ulm. Il a découvert un vase en bronze contenant une soixantaine de pièces romaines, dont une extrêmement rare, de l'empereur Quintillus, qui régna l'espace de vingt jours, en l'an 270.

A côté de cette antiquité romaine, M. Charles Magne a trouvé un beau fragment d'une pierre tumulaire ornée d'une inscription en hébreu et datant du xvi^e siècle. C'est également une rareté, pour Paris du moins, où les antiquités hébraïques sont peu communes.

Ces deux trouvailles feront, à la rentrée, l'objet d'une communication à la Société des Antiquaires de France, dont M. Charles Magné est membre correspondant.

M. LE PRÉSIDENT nous communique ensuite une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique qui nous annonce que le 43^e Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements se tiendra à Alger en 1905 :

Par suite de la tenue dans cette ville, à la même époque, écrit le Ministre, de la session du XIV^e Congrès international des Orientalistes, les dates primitivement fixées pour la réunion des Sociétés savantes ont dû être modifiées, et j'ai décidé que la séance d'ouverture aurait lieu le mercredi 19 avril, à 2 heures précises. Les travaux du Congrès seront poursuivis pendant les journées des jeudi 20, samedi 22 et mardi 25 avril. Ils seront donc suspendus les 21, 23 et 24 avril.

La séance de clôture aura lieu le mercredi 26, également à 2 heures.

Vous trouverez ci-joint, en dix exemplaires, le programme du Congrès.

Aux questions qui figurent sur ce programme, il convient d'ajouter la série des sujets d'études ci-après désignés qui m'ont été proposés par l'Ecole préparatoire à l'enseignement supérieur des lettres à Alger :

1^o Etude comparée des objets en silex trouvés en Egypte et dans le Sahara algérien ;

2^o Les gravures rupestres de l'Afrique du Nord ;

3^o Age des sépultures indigènes en pierres sèches du nord de l'Afrique ;

4^o La céramique berbère et ses origines ;

5^o Origine de l'écriture libyque ;

6^o La domination carthaginoise et la civilisation punique en Algérie ;

7^o Répartition et étendue des communes romaines en Algérie ;

8^o L'agriculture dans l'Afrique du Nord : cultures, hydraulique agricole, mode d'exploitation ;

9^o L'architecture chrétienne dans l'Afrique du Nord et ses origines orientales ;

10^o Fouilles à faire dans les mines berbères arabes.

Je vous serai obligé de porter sans retard ces dispositions à la connaissance des membres de votre Société et de leur notifier que

toute lecture sera, comme les années précédentes, subordonnée à l'approbation du Comité des travaux historiques et scientifiques.

Les manuscrits devront être entièrement terminés, lisiblement écrits sur le recto et accompagnés des dessins, cartes, croquis, etc., nécessaires, de manière à ne pas en retarder l'impression, si elle est décidée.

J'appelle toute votre attention sur ces prescriptions. Elles ne restreignent pas le droit pour chacun de demander la parole sur les questions du programme et sont indispensables à la marche régulière du Congrès.

J'insiste tout particulièrement, afin que les mémoires parviennent avant le 31 décembre prochain, au 5^e bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur.

Il ne pourra être, en effet, tenu aucun compte des envois adressés postérieurement à cette date.

N. B. — Une circulaire spéciale vous sera adressée ultérieurement, qui précisera, en raison même de l'éloignement du siège du Congrès, toutes les questions relatives aux modes les plus pratiques de déplacement, aux réductions qui seront consenties par les chemins de fer et les bateaux et aux dates extrêmes où seront reçues les inscriptions pour le voyage.

M. DE MONTÉGUT exprime le désir, pour les congressistes qui redouteraient le mal de mer, qu'on puisse gagner l'Algérie en traversant l'Espagne, avec faculté de s'arrêter en route.

Voici le programme du Congrès :

SECTION D'HISTOIRE ET DE PHILOGIE

1^o Etudier et commenter les témoignages divers des auteurs anciens, grecs et latins, relatifs à l'histoire de l'Afrique.

2^o Chercher ce que nous apprennent les inscriptions latines sur les moyens qu'employèrent les Romains pour répandre leur civilisation et leur langue en Afrique.

3^o Le *Corpus inscriptionum latinarum* peut-il nous permettre de répondre à cette question : Y a-t-il une latinité africaine ?

4^o Etudier l'organisation municipale d'une ville ou d'une région de l'Afrique romaine.

5^o Rechercher ce que les auteurs et les documents archéologiques apprennent sur les tentatives de pénétration du Sahara par les Romains.

6° Introduction et propagation du Christianisme dans l'Afrique du Nord, spécialement en pays berbère.

7° Rapprocher les *Acta martyrum* d'Afrique des renseignements fournis par l'épigraphie et l'archéologie.

8° Les évêchés d'Afrique d'après les documents écrits et épigraphiques. Etablir les listes et identifier autant que possible les noms des sièges.

9° Le Donatisme : ses expressions littéraires et épigraphiques.

10° Le droit canonique africain, tel qu'il résulte des conciles. Classer les documents, les mettre en rapport avec les données historiques et en déduire une sorte de synthèse du droit ecclésiastique local.

11° Etudier, dans le *Corpus inscriptionum*, ainsi que dans l'*Anthologia latina* et les poèmes de Dracontius, les rapports des Vandales avec les Romains.

12° L'Afrique du Nord à l'époque byzantine : étendue géographique et divisions provinciales ; organisation administrative ; défense du territoire et organisation militaire ; organisation religieuse ; relations avec les populations indigènes.

13° Rechercher et examiner les documents qui peuvent éclairer l'histoire de la conquête arabe dans l'Afrique du Nord.

14° Déterminer à quels idiomes, autres que le latin, se rattachent les noms propres relevés dans les inscriptions.

15° Relever les anciennes inscriptions libyques et berbères et les étudier au point de vue philologique et historique.

16° Rechercher dans le langage parlé les mots ou locutions d'origine berbère et signaler les caractères propres aux dialectes de certaines régions.

17° Rechercher les traces des survivances antiques dans les mœurs des indigènes du Maghreb.

18° Indiquer le régime des confréries religieuses de l'Afrique du Nord à l'époque turque.

19° Relever les anciennes inscriptions hébraïques de l'Afrique du Nord et les étudier au point de vue de l'onomastique et de l'histoire des communautés juives.

20° Signaler les documents relatifs à l'histoire des relations de la France avec les États barbaresques antérieurement au xix^e siècle.

21° Expéditions militaires des Français dans le nord de l'Afrique antérieurement au xix^e siècle.

22° Étudier les conditions du rachat des captifs chrétiens dans les États barbaresques par les religieux Mathurins ou Trinitaires et par les agents du roi de France.

23° Indiquer les conditions dans lesquelles devrait être constitué un fonds d'archives algériennes.

24° Donner la nomenclature des principaux manuscrits et livres imprimés arabes, persans ou turcs, antérieurs au xix^e siècle, conservés dans les différentes bibliothèques de l'Afrique du Nord (autres que le musée et la bibliothèque d'Alger et la bibliothèque de Constantine).

SECTION D'ARCHÉOLOGIE.

I. — PÉRIODE PRÉHISTORIQUE.

1° Signaler les découvertes préhistoriques récemment faites dans les grottes de l'Afrique du Nord et particulièrement les découvertes pouvant donner des renseignements sur l'époque paléolithique.

2° Signaler les stations néolithiques nouvellement découvertes dans l'Afrique du Nord. Décrire systématiquement les outils et les armes qu'on y a trouvés. Faire ressortir les caractères qui seraient de nature à indiquer des relations avec d'autres pays.

3° Dresser pour chaque région de l'Afrique du Nord un état des monuments mégalithiques : dolmens, basinas, chouchas, tumulus, menhirs, alignements.

II. — PÉRIODE CARTHAGINOISE ET NUMIDIQUE.

4° Étudier les sépultures puniques : décrire leur forme et leur mobilier.

5° Signaler les inscriptions puniques et numidiques qui seraient encore inconnues.

6° Classer chronologiquement et d'après leurs caractères les monuments ou les débris d'architecture et de sculpture de la période punique.

7° Signaler les monuments figurés (statues, stèles et bas-reliefs) se rapportant aux civilisations carthaginoise et numidique.

8° Dresser le catalogue des trouvailles de monnaies puniques en indiquant l'endroit précis de la trouvaille et les monnaies fournies par chaque découverte.

Se référer, pour dresser cet inventaire, à l'ouvrage de Ludwig Müller : *Numismatique de l'ancienne Afrique*, 4 vol. in-4°.

9° Signaler les monuments romains qui sont de nature à nous éclairer sur la religion punique.

10° Faire le relevé des objets égyptiens, grecs ou d'autre origine, recueillis sur le sol de l'Afrique du Nord.

III. — PÉRIODE ROMAINE.

11° Étudier les monuments figurés et épigraphiques relatifs aux cultes locaux.

12° Étudier les monuments figurés votifs ou funéraires relatifs à l'armée romaine.

Se référer à l'ouvrage de M. René Cagnat sur *L'Armée romaine d'Afrique*.

13° Faire connaître ce que les textes et les monuments antiques de tout genre peuvent apprendre sur l'industrie et le commerce des différentes régions de l'Afrique à l'époque romaine.

14° Décrire les mosaïques antiques de l'Afrique du Nord non relevées jusqu'à présent et dont on possède les originaux. Rechercher aussi et étudier les anciens dessins conservés dans les collections publiques ou particulières et qui reproduisent des mosaïques aujourd'hui détruites.

15° Rechercher les centres de l'industrie céramique dans l'Afrique ancienne ; voir si les anciens établissements de potiers n'ont pas survécu à l'époque antique.

Dresser la liste des noms de potiers inscrits sur les vases ou fragments de vases, lampes et statuettes, conservés soit dans les musées, soit dans les collections privées.

16° Décrire les pièces de verrerie antique les plus importantes conservées dans les musées ou les collections particulières et en indiquer la provenance ; relever les inscriptions qu'elles portent.

17° Étudier les pierres gravées ; en faire connaître les sujets, les inscriptions, les dimensions et la matière.

Cette étude devra être accompagnée des empreintes des pierres gravées, de préférence à des dessins ou à des images quelconques.

18° Décrire et classer les plombs monétiformes portant des sujets figurés ou des inscriptions ; en indiquer la provenance.

Se référer au *Catalogue des plombs de l'antiquité conservés au Département des médailles et antiques de la Bibliothèque nationale*, par MM. Michel Rostovtsew et Maurice Prou. — Voir aussi Michel Rostovtsew : *Tesserarum urbis Romae et suburbi plumbeorum sylloge* ; Saint-Petersbourg, 1903, in-4°, et 1 atlas in-fol.

19° Décrire les objets de bronze (statuettes, ustensiles, objets mobiliers) conservés dans les musées ou les collections privées et qui n'auraient pas été signalés.

20° Signaler les documents d'archives, les manuscrits anciens ou la correspondance des antiquaires des derniers siècles qui relatent une trouvaille, qui peuvent servir à établir l'âge ou à retracer l'histoire d'un monument archéologique déterminé.

21° Décrire les répliques des sculptures grecques encore inédites et en préciser la provenance.

22° Rechercher le tracé des voies romaines ; étudier leur construction ; signaler les bornes milliaires.

23° Signaler les vestiges d'installations hydrauliques.

IV. — PÉRIODE BYZANTINE.

24° Donner, avec plans et dessins à l'appui, la description des édifices chrétiens.

25° Étudier spécialement les chapiteaux byzantins portant des marques ou des monogrammes.

26° Signaler les tombeaux, les sarcophages, les mosaïques, les inscriptions, les sculptures, les verres gravés, les ustensiles, les objets d'orfèvrerie et les pierres gravées de l'époque chrétienne.

27° Signaler les monnaies vandales. Indiquer la composition des trouvailles dont elles faisaient partie.

28° Décrire les sceaux et autres objets de plomb portant des figures ou des inscriptions.

29° Rechercher les monuments de l'architecture militaire ; accompagner les communications de dessins et de plans.

V. — PÉRIODE ARABE.

30° Donner, avec plans et dessins à l'appui, la description des édifices civils ou religieux réputés antérieurs au xvi^e siècle.

31° Signaler les monuments arabes antérieurs au xi^e siècle ; rechercher en particulier les inscriptions, les sculptures, les verres gravés, les objets d'orfèvrerie et les pierres gravées.

32° Étudier : 1° Le mobilier religieux des mosquées, en signaler les monuments les plus remarquables ; 2° Le mobilier civil dans les arts qui s'y rattachent, sculpture, céramique, étoffes, tapis, tentures, etc...

33° Étudier les monuments de l'architecture militaire musulmane, spécialement ceux qui sont antérieurs à l'emploi de l'artillerie.

34° Étudier dans les travaux hydrauliques les survivances des méthodes romaines.

35° Étudier le tracé des routes à l'époque arabe et les documents qui peuvent servir à en déterminer la date.

36° Décrire les produits de l'industrie arabe antérieurs au xvi^e siècle.

37° Décrire et photographier les revêtements céramiques dans les édifices religieux et civils. En déterminer la provenance.

38° Étudier l'influence que les artistes arabes chassés d'Espagne à la fin du xv^e siècle ont eu sur les arts de l'Afrique du Nord.

M. Charles AUBLANT met sous les yeux de l'assemblée une planche reproduisant les armoiries des colonels des régiments créés en 1684 et demande si elle est bien de l'époque.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'elle a été tirée sur acier et ne la croit pas ancienne.

M. LESPINAS pense qu'elle pourrait être tirée de la grande édition du P. Menestrier.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL trouve dans les provisions de son portefeuille un mémoire d'un M. Augier, peintre décorateur de Bordeaux, aujourd'hui décédé, sur des tableaux de l'église de Champcevinel et sur un fer à hosties qui appartient à M. l'abbé Fournier, ancien curé de la paroisse. Il se demande si la pièce n'a pas déjà été imprimée dans le *Bulletin*.

Après quelques recherches dans nos tables, il est constaté qu'on a publié seulement une analyse dans nos procès-verbaux de ces deux notes qui pourront être publiées.

M. Charles AUBLANT nous lit ensuite l'aimable invitation en patois que le bureau du *Bournat du Périgord* veut bien nous adresser pour la félibrée d'Excideuil du 18 septembre courant. Elle contient en même temps le programme des cérémonies de la journée qui sera bien remplie.

L'assemblée remercie les mainteneurs de leur gracieuse attention et leur souhaite un brillant soleil pour ce jour-là.

M. DUJARRIG-DESCOMBES nous dit que dans une récente visite qu'il a faite, à Nontron, à notre confrère, M. Camille Chabaneau, président du *Bournat*, désormais retiré dans sa ville natale, celui-ci lui a montré un livre d'une très grande rareté et ne figurant pas dans la *Bibliographie générale du Périgord*. C'est le premier ouvrage sur les sciences naturelles que son parent, Pierre-François Chabaneau, né aussi à Nontron en 1764, mort à Clara, commune de Lussas, en 1842, célèbre par sa découverte de la fusibilité du platine, publia, pendant qu'il occupait, à Madrid, une chaire publique et gratuite des scien-

ces minéralogiques, physiques et chimiques, créée pour lui par Charles III.

Le titre de cette publication en espagnol, suivie de quatre planches, n'a été mentionné nulle part. Le voici :

Elementos de ciencias naturales dispuestos de orden del rey per don Francisco Chabaneau, catedratico de la real escuela de mineralogia de este corte, individuo literato de la real Sociedad Vas-congada, y academico de numero de la real academia medica de Madrid. Tomo primero. Madrid, 1790, en la imprenta de la vinda de Iberra, calle de la Garguero. Prologo, in-4º, 480 p. »

Ce grand travail n'eut qu'un premier volume. M. Delanoue, auteur d'une notice sur Chabaneau, rappelle que la préparation en avait si gravement altéré la santé de l'auteur que les médecins de la Cour déterminèrent celui-ci à venir prendre en Périgord un repos devenu indispensable.

On sait qu'une fois rétabli sous le ciel natal, Chabaneau accepta une chaire de physique et chimie expérimentale à l'Ecole centrale de Périgueux. Ce fut alors qu'il publia dans notre ville, chez Canler, les *Leçons élémentaires de physique générale et analytique* (1793-1800), mentionnées dans la *Bibliographie* (I, p. 117).

M. Elie DE BIRAN nous communique quelques détails biographiques sur un volontaire de 1792, le capitaine Doat, son bisaïeul maternel, originaire du Bergeracois, nommé officier de la 2^{me} compagnie du 3^{me} bataillon de la Dordogne, le 10 octobre 1792, par le Directoire du département, et qui fit, à ce titre, la campagne des frontières d'Espagne, en 1793, à l'armée des Pyrénées occidentales.

M. LE PRÉSIDENT fait observer qu'aux termes de nos statuts et conformément à nos usages, nous ne publions pas de mémoires sur des sujets postérieurs à la Révolution. Il prie M. de Biran de réserver cette intéressante biographie pour quelque journal politique.

M. DE MONTÉGUT demande cependant la permission de faire un pressant appel à l'obligeance de nos confrères qui auraient des documents sur les événements de Quiberon, de juin 1793, non pour les publier dans notre *Bulletin*, mais pour en faire

l'objet d'un mémoire particulier. Il pense qu'une quinzaine de Périgourdens y ont figuré. Il voudrait des documents les concernant et aussi des portraits, s'il est possible.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

DONATION FAITE PAR CHARLES V
A BERTRUCAT D'ALBRET
(1370).

Nous publions aujourd'hui la copie d'une charte qui a été souvent citée, mais qui n'a jamais, croyons-nous, été reproduite *in extenso* :

Charles, etc. — Savoir faisons que, pour les agréables services que notre bien amé Bertrucat de Lebret (Albret) (1), chevalier, nous a faits en ces présentes guerres, et pensons qu'il nous fasse pour le temps avenir, et afin aussi que le dit Bertrucat ait meilleure volonté de nous servir au bien et profit du royaume, et pour certaines causes et considérations qui nous meuvent à ce : Nous, au dit Bertrucat, avons donné et donnons par ces présentes, de grâce spéciale, etc., pour lui, ses hoirs et successeurs, et qui d'eux auront cause et perpétuellement, les lieux et villes de Berguerac et Lalinde, Castillonnès, Biau-mont, Villefranque en Sarladais, Cosans, Roquepeygne et Chalviac, avec les rentes, juridictions et possessions, etc., des dits lieux et villes, lesquelles choses tiennent et occupent à présent nos ennemis, à tenir, avoir et posséder par le dit Bertrucat, ses hoirs et successeurs, à une foy et hommage de nous et nos successeurs, roys de France, sitôt qu'elles seront mises et revenues en notre obéissance, comme leur propre chose. Lesquelles foy et hommage avec la souveraineté et ressort et autres droits royaux d'iceux quelconques, nous réservons expressément à nous et à nos successeurs, roys de France, par ces présentes. — Si donnons en mandement à

(1) Les sires d'Albret, d'abord très attachés à l'Angleterre, avaient fini par se rapprocher de la France. — L. Dessalles. *Histoire du Périgord*, t. 2, p. 273.

nos amés et féaux les gens tenant nos comptes à Paris, aux sénéchaux d'Agen et de Pierregort, etc. — Donné à Paris, au mois d'août, l'an de grâce 1370, et de notre règne le septième. — Par le Roy (en parchemin scellé à laes de soye rouge et verte) (1).

Pour copie conforme :

ELIE DE BIRAN.

QUELQUES NOTES SUR LE BOURG DE CELLES

En attendant qu'il me soit donné de pouvoir rédiger une monographie complète de ma commune d'origine, je réunis ici sur son chef-lieu quelques notes extraites de mon dossier.

Ce bourg du canton de Montagnier et de l'arrondissement de Ribérac porte son origine dans son nom même. C'est aux moines qu'il doit son existence. Dès une haute antiquité, ils avaient créé, dans le vallon qu'arrose le ruisseau de la Tourne-Valude, une exploitation rurale, vraie métairie dépendant d'un monastère éloigné plus important. Les fermes de ce genre, lorsqu'elles appartenaient aux Bénédictins, étaient appelées *Cellæ*.

La Celle dont nous nous occupons naquit ainsi à l'ombre d'un cloître hospitalier et à l'abri du gouvernement paternel des moines. Des habitations se groupèrent peu à peu autour des religieux qui avaient assaini, défriché et cultivé la contrée, et, bientôt, l'amour de Dieu eut fait une bourgade autour d'un simple prieuré, comme plus tard la crainte des hommes en fit élever d'autres aux pieds des donjons féodaux.

Sur le bord du ruisseau avait été construite une modeste chapelle, dédiée à saint Pierre. On a dit que le rôle de saint Pierre dans le dogme chrétien donnait raison à cette remarque que les églises dédiées au chef des apôtres, soit urbaines, soit rurales, étaient généralement riveraines d'une rivière ou d'un cours d'eau quelconque.

Cette chapelle ne devint église paroissiale que dans le cours du xiv^e siècle. Les deux premiers pouillés connus, donnant

(1) *Lespine*, vol. 48, pages 3 et 4.



Cliché de M. le marquis de Foyolle.

BOURG DE CELLES.

G. Saigne, lib.-édit., Périgueux.

la répartition des paroisses du diocèse de Périgueux, ne la mentionnent pas. Le chapelain de Celles (*capellanus de Cela*) apparaît pour la première fois dans le pouillé de 1382, comme compris dans l'archiprêtré de Goûts. C'est vraisemblablement vers cette époque que la chapelle s'augmenta d'un avant-corps, qui en doubla les proportions.

Au point de vue civil, le prieuré de Celles suivit les vicissitudes du comté de Périgord, dont son territoire faisait partie, jusqu'au jour où, devenu paroisse, il fut aliéné en faveur de la maison de Bourdeille.

Le 12 juillet 1484, Alain d'Albret, autorisé par lettres patentes de Charles VIII, tant en son nom personnel que comme administrateur de Jean d'Albret, son fils, roi de Navarre, héritier de Françoise de Bretagne, sa mère, vendit à François de Bourdeille les terres de Celles et de Bertric, sous réserve d'hommage. Désormais ces deux paroisses ont partagé le même sort et ont eu successivement comme seigneurs, jusqu'à la Révolution, après la famille de Bourdeille, celles de Beaupoil de Sainte-Aulaire et du Lau d'Allemans.

Une pièce de procédure du xvr^e siècle, conservée aux Archives de la Dordogne, nous a transmis l'intéressant « portrait » de l'ancien bourg de Celles. En voici quelques extraits :

« Le bourg de Celle est beau, grand, espacieux, garny de grand quantité de maisons et habitans tant au bourg que parroisse, laquelle est grande et garnye de grands villages et un des beaux bourgs et paroisses de Perigord, beau et grand passage de tout le bas pays de Perigord devers la ville d'Aubeterre, pour aller en la ville de Perigueux et des autres parroisses circonvoisines comme les bourgs de Saint-Pol Lizonne, Luginhac, Bertryc, Verteilhac, Bouteilhe, Saint Marcial de Viveyrol et aultres bourgs circonvoisins, pour aller ez villes de Lysle à Perigueux, et aussi revenir des lieux de Perigueux, Lysle, Chansallade, La Chappelle Agounaguet, Bersac et aultres paroisses circonvoisines pour aller aux villes d'Aubeterre, Angoulesme et en aultre pays, et passans et repassans par led. bourg de Celle en merchandizes, trafficques, bestailh et pour tous aultres usages connus.

» Aud. bourg de Celle, de tout temps et ancienneté y a heu et a de belles et grandes asambles et confreyries des saints Pierre d'aoust, la feste Dieu, Saint Nicoulas et autres belles asambles, ung chacun

an, aussi belle et grande court et si tres notable et populeuse que de parroisse de Perigort, qui s'y tient ordinairement de trois en trois semaines ou plus souvent aucunes de fois.

» Dans led. bourg, de tout temps et ancienneté y a heu et a une belle place publique estant au devant l'esglize dud. lieu et y confronte une muraille et cimetiere entre eulx deux et aux maisons que souloit tenir Leonard Duprat et a present tient Arnauld Varailhon, et le chemyn que on va dicelle à Latourblanche, et aussi dud. Celle à Bersac...; lequel lieu de tout temps et ancienneté a esté et est belle et espacieuze place publique vide, sans empéchement aucun, abellissant tout led. lieu et bourg et le plus beau et delectable lieu dud. bourg. et par led. lieu y passe le grand chemin royal et publique pour aller et venir respectivement desd. bourg et paroisse que dessus; aussi aud. lieu de tout temps et ancienneté a esté coustume de y tenir les cours ordinaires dud. lieu et y asssembler les gens et y fere les ballades desd. confrayries, les marchans y desplier leurs marchandises, comme merciers, les potiers leurs potz, les pancousiers leurs pains, sabots et aultres traffiques, et c'est le vray lieu de foires et marché que le seigneur ou dame dud. lieu y prétendent obtenir du prince...

» La muraille publique du cimetière dud. lieu a esté faicte par la deffense d'esglize dud. lieu, laquelle muraille est percée en plusieurs endroits de belles canonnières...

Une nombreuse bourgeoisie, dont il ne reste aujourd'hui que de très rares représentants, n'a cessé depuis le *xvi^e* siècle de contribuer à la prospérité et au bon renom du chef-lieu Cellois.

Il me reste à parler des deux monuments qui s'y recommandent de préférence à l'attention du visiteur.

L'ÉGLISE.

C'est l'édifice le plus ancien du bourg. Le moulin serait peut-être antérieur à sa construction, puisque, d'après une antique tradition locale, on y aurait broyé les ciments destinés à sa maçonnerie. L'archéologie semble le confirmer. Sur une petite porte, derrière le moulin, se trouve gravée, en chiffres arabes (1), la date de 1180. J'ai vu ces chiffres, qui malheureusement, creusés depuis, par le couteau des meuniers, ont

(1) M. Maurice Campagne pourrait ajouter cette date à celles identiques qui lui ont inspiré son mémoire : *De l'emploi des chiffres dits arabes au moyen âge*.



Cliché de M. le marquis de Fayolle.

G. Saigne, lib.-édit., Périgueux.

PAVILLON D'ANGLE DU CHATEAU DE LACAUX, A CELLES.

fini par perdre leur caractère archaïque. Aussi avais-je hâte de consigner ici une inscription de date de si haute valeur.

Ajoutons qu'à côté de la porte on remarque encore une longue et très étroite fenêtre semblable à une meurtrière, largement ébrasée à l'intérieur dont le linteau est taillé dans une seule pierre et qui offre tous les caractères du xii^e siècle.

L'église de Celles dépendait du prieuré angoumois du Peyrat, de l'ordre de Grandmont. Le prieur en était le curé primitif et le gros décimateur de la paroisse, tandis que le prêtre qui la desservait, avec le titre de vicaire perpétuel, était réduit à la portion congrue et aux noyales, situation qui fut la cause de plus d'un procès.

L'église de Celles, m'écrit M. le marquis de Fayolle, que je remercie ici de sa collaboration empressée, est remarquable par l'ampleur des proportions de son vaisseau d'une sobriété un peu froide. Elle se compose d'une nef unique sans transepts et d'un chœur à chevet droit ajouré par un triplet de fenêtres en plein cintre qui rappellent celles de Brantôme. La nef et le chœur sont voûtés en berceau légèrement aigu que des arcs doubleaux retombant sur des pilastres divisent en plusieurs travées. Extérieurement la construction présente sur le chœur un exhaussement considérable, des contreforts plats font saillie sur les murs remarquablement appareillés et présentent un ensemble imposant. Le chœur appartient à la construction primitive du xii^e siècle et passe pour un exemple notable de la façon de bâtir des Grandmontains ; la nef et le clocher paraissent postérieurs ; la porte dont les archivoltes successives retombent sur des colonnettes est dans le style du xiv^e siècle, elle s'ouvre dans le massif carré du clocher qui s'élève au-devant sur la façade, formant une sorte de porche recouvert par une large arcade en plein cintre, dans laquelle on reconnaît le même système qu'à Saint-Amand-de-Coly et à Cercles. Les clochetons et la triple arcature qui le surmonte sont modernes.

LE CHATEAU

Primitivement, il portait le nom de *Lascoux*, en dernier lieu celui de *Lacau.c*. D'anciens titres le désignent sous le

nom de *Repayrium de Parietibus*. Il formait, avec divers domaines, une petite seigneurie particulière, rendant hommage au seigneur haut justicier de Celles.

C'est la famille de Montardit qui paraît avoir habité le château la première. Cette famille, d'ancienne chevalerie depuis longtemps éteinte, était originaire d'Agonac, où elle possédait le château bâti par l'évêque Frotaire. Elle avait aussi des droits indivis sur la châtellenie de Montagrier. On la trouve établie à Celles dès le commencement du xiv^e siècle. On ignore comment la seigneurie de Lascoux fut démembrée de la terre de Celles en sa faveur.

Le château actuel n'a guère gardé que des traces de sa restauration au xvi^e siècle. Le pavillon d'angle représenté dans la photographie jointe à cet article montre une disposition assez fréquente à cette époque et qui se retrouve à Excideuil. C'est la jolie tourelle en cul de lampe qui le flanque. Il faut également remarquer l'élégante fenêtre dont les moulures prismatiques et les consoles sculptées accompagnent les meneaux en pierre. Une porte dans le même style et également sculptée, que cache malheureusement une trop luxuriante végétation, donne entrée dans le pavillon (1).

Ce logis fortifié eut à cette époque de troubles un rôle à remplir dans l'histoire. En 1593, s'y réunirent les députés désignés par les partis pour régler les conditions d'une trêve entre les généraux de la Ligue. Cette conférence ne put aboutir : car, sur ces entrefaites, Lisle tomba entre les mains de Montpezat. Ce fut dans un assaut désespéré pour reprendre cette petite ville que le vicomte d'Aubeterre fut mortellement blessé (26 juillet).

C'est ici le lieu de mentionner le souvenir du plus illustre des seigneurs de Lascoux, Jean de Montardit, enseigne de la compagnie de cinquante hommes d'armes du sénéchal André

(1) On remarquait jadis à la façade de l'antique maison, sise en face de l'église, qui appartenait à la famille Chabancix du Chambon, une autre fenêtre également du xvi^e siècle et d'une ornementation plus riche encore. M. le marquis du Lau d'Allemans l'a heureusement sauvée en la faisant appliquer à l'une des ailes de son château de Montardy.

de Bourdeille. Le rôle prépondérant qu'il joua dans les événements du temps est connu. La part active qu'il prit dans la reprise de la ville de Périgueux sur les protestants en 1581 a suffi pour immortaliser son nom.

Catherine de Montardit, héritière de Lascoux, apporta ce fief dans la famille de Pontbriand par son mariage avec Hector de Pontbriant, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, seigneur de Montréal et du Chapdeuil. Leur fille Françoise apporta, à son tour, le château de Lascoux et ses dépendances à son mari Gaston de Foucauld, seigneur de La Garaudie et de La Besse, qu'elle épousa, à Montréal, en 1611 : elle institua son héritier universel Gaston, son fils aîné, à la charge de joindre les nom et armes de Pontbriant à ceux de Foucauld.

Ce fut au château de Lacaux, désormais habité par la famille de Foucauld, que naquit, le 24 novembre 1751, l'abbé, Armand de Foucauld de Pontbriant, vicaire-général de son cousin M^{sr} du Lau, archevêque d'Arles, et massacré avec lui aux Carmes en septembre 1792 (1).

Le comte Louis de Foucauld, frère aîné de ce dernier, rendit hommage le 13 mai 1782, à Henri, vicomte du Lau, seigneur de Montardy, de Coutures et de Celles, pour raison du fief de Lascoux, mouvant de la seigneurie de Celles.

Alexandre de Foucauld a vendu au détail, en 1857, l'ancienne seigneurie de Lacaux, dont le château, avec son enclos, a été racheté, en 1862, par Mlle Mathilde du Lau d'Allemans.

A. DEJARRIC-DESCOMBES.

(1) Madame la comtesse de Flavigny a écrit la vie de cette noble victime des fureurs révolutionnaires, en 1902, sous ce titre : *Armand de Foucauld de Pontbriant, 1751-1792*, Paris, Oudin, petit in-8° de 94 pages.

LE PRIX DU PORT DES LETTRES
DE PARIS A PÉRIGUEUX ET DE PÉRIGUEUX A PARIS
EN 1698.

On se rappelle peut-être que dans un post-scriptum de sa lettre du 2 janvier 1699 que nous avons publiée ici même (1), Mgr de Francheville se faisait, auprès du Contrôleur général des Finances Pontchartrain, l'écho des plaintes des habitants de Périgueux contre le tarif alors en usage du port des lettres qui leur venaient de la capitale. « Les habitants, disait-il, se plaignent beaucoup des directeurs des postes qui leur font payer le port de leurs lettres plus cher qu'on ne les paye à Bordeaux. Monsieur l'Intendant nous a promis, Monsieur, de vous en écrire. » Et, de fait, si l'on considère qu'une lettre de Paris à Périgueux coûtait sept sous (2), tandis qu'une autre de Périgueux à Paris n'en payait que cinq, on doit avouer que les Périgourdins avaient quelque droit à récriminer contre une pratique qu'ils estimaient aussi abusive qu'onéreuse.

L'intendant de la Généralité de Bordeaux alors en exercice, M. Bazin de Bezons, nous est déjà connu pour le zèle qu'il apporta, dans ses hautes fonctions, à prendre les intérêts de ses administrés. La plainte des habitants de Périgueux lui parut juste. Avant même que l'évêque eût fait part à Pontchartrain des doléances de ses ouailles et de la promesse qui lui avait été exprimée par l'Intendant d'en saisir son chef hiérarchique, cette promesse était tenue. Nous donnons ci-après la lettre que M. Bazin de Bezons écrivait, de Bordeaux, au Contrôleur général, à la date du 27 décembre 1698 :

Monsieur,

Je croy devoir avoir l'honneur de vous rendre compte que je reçois beaucoup de plaintes de plusieurs endroits, et surtout de M. l'évêque de Périgueux et des habitants de ladite ville, sur la taxe excessive que

(1) Dans le fascicule de mai-juin 1904 p. 194.

(2) La poste de Paris pour Périgueux partait trois fois par semaine, le lundi le mercredi et le vendredi à minuit (*Almanach royal* de 1701).

l'on y fait payer sur le port des lettres tant de Paris que de Bordeaux. Il paroist que l'on paye d'une lettre qui vient de Paris à Périgueux sept sols. Lorsqu'on escrit de Périgueux à Paris, l'on ne paye que cinq sols à Paris. Le Directeur des postes n'a pu disconvenir que l'on ne fasse payer un tiers plus qu'il n'est porté par le tarif. Lorsque je luy ay demandé sur quoy il se fonde, il m'a allégué deux raisons qui m'ont paru très mauvaises, l'une l'usage, et que les précédents fermiers des postes ont taxé de mesme ; l'autre, que Périgueux est [sur] un chemin de traverse et qu'il faut des messagers pour porter les lettres à Périgueux. J'ay répondu à la première que l'on ne pouvoit point opposer un usage qui estoit contraire à un tarif, et qu'à l'égard de la traverse, il falloit se servir de la mesme voye pour envoyer les lettres de Périgueux à Paris que l'on se sert pour les faire venir de Paris à Périgueux, outre qu'il est porté par le tarif que l'on payera les sommes qui sont réglées, soit que les lieux soient sur la route ou dans les traverses, ce qui m'a obligé à luy marquer que cette raison est d'autant moins bonne qu'on ne prend que cinq sols d'une simple lettre à Paris qui vient de Périgueux et que l'on en prend sept à Périgueux. Je luy ay adjouté que j'aurois l'honneur de vous en escrire pour qu'il pust en faire de mesme à MM. les Fermiers généraux des postes et qu'ils pussent vous en rendre compte. Je mande à Périgueux à mon subdélégué de dresser un procès verbal qui contiendra les raisons de part et d'autre, en suite de quoy il renverra devant moy. J'aurai receu vos ordres avant de rendre mon ordonnance qui ne pourra estre que conforme au tarif, à moins que vous ne me mandiez le contraire.

Je vous conjure de me faire la justice de me croire avec respect, Monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur.

A Bordeaux, ce 27 décembre 1698.

BAZIN DE BEZONS. (1)

La question était plus complexe qu'on pouvait le croire au premier abord, car elle se liait à l'interprétation du bail de la ferme des postes. Aussi Pontchartrain crut-il devoir consulter le procureur général en la Chambre des Comptes de Paris, Rouillé du Coudray, qui lui fit, à la date du 4 janvier, la réponse suivante, laquelle donne les raisons de l'anomalie relevée par les habitants de Périgueux :

A Paris, ce 4 janvier 1699.

Pour respondre, Monsieur, aux plaintes qui ont esté portées à M. de Bezons par M. l'Evesque et par les habitants de la ville de Périgueux

(1) Archives nationales, G. 7 138.

sur la taxe excessive qu'ils prétendent que l'on exige pour le port de leurs lettres, l'on a tousjours taxé les lettres pour Périgueux de Paris à Bordeaux, 5 sols la simple, et les autres à proportion, et, comme Périgueux n'est pas dans une route directe, les lettres y estoient portées depuis Bordeaux par un messenger auquel les habitans accorderoient 2 sols pour le port de Bordeaux à Périgueux. Le fermier des postes anciennement est entré dans le droit de ce messenger et a jugé plus à propos pour le service du public d'establiir un courrier pour Périgueux passant par Angoulesme, lequel fait beaucoup plus de diligence que le messenger, et ne couste cependant pas d'avantage aux particuliers qui depuis très long temps ont payé les 2 sols de traverse, ainsy que plusieurs autres villes du Royaume qui se trouvent dans la mesme situation. Et c'est encore la question qui a esté diverses fois agitée, et dont le fermier des postes est en droit de jouir suivant les termes précis de son bail que je vous envoie, de sorte que M. de Bezons ne peut rendre son ordonnance que conformément audit bail. Autrement, ce seroit y donner atteinte et changer ce qui s'est pratiqué.

Je suis très véritablement, Monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur,

ROUILLÉ.

Il est vray que les droits de traverses ne sont point expliqués dans le tarif et n'estoient autorisés que par l'usage, mais le Roy les a autorisé dans le dernier bail pour éviter les contestations et donner un titre aux fermiers pour soutenir cette jouissance, Sa Majesté n'ayant pas voulu supprimer ces droits qui auroient beaucoup diminué la ferme (1).

Du moment qu'il aurait fallu, pour corriger ce que les Périgourdins appelaient un abus, diminuer le prix de la ferme des postes et, par suite, amoindrir une des ressources du Trésor, si obéré dès cette époque, la solution ne pouvait être douteuse. Nos pères continuèrent à payer sept sols les lettres qu'ils recevaient de Paris, mais, du moins, ils surent pourquoi, ce qui est tout de même un avantage.

R. VILLEPELET.

(1) Archives nationales, G⁷ 138.

NOTES PÉRIGOURDINES

SUR LES CÉRÉMONIES FUNÈBRES CÉLÉBRÉES A PÉRIGUEUX

A LA MORT DE LOUIS XV, DE LA REINE MARIE LECZINSKA
ET DE LOUIS, DAUPHIN DE FRANCE.

Ainsi que cela se pratique de nos jours pour les chefs d'Etat, il était d'usage, anciennement, à la mort des rois et des grands personnages, d'ordonner des prières publiques et de faire célébrer des services religieux en leur honneur et pour le repos de leur âme.

Ces sortes de cérémonies, quoiqu'étant ordinairement à peu près les mêmes, différaient cependant quelquefois, d'après l'époque, d'après le rang plus ou moins élevé qu'occupait le défunt et, aussi, d'après la sympathie qu'il avait su se concilier, pendant sa vie, de la part de son entourage ou de ses sujets.

Ces différences existaient même pour les rois, car, malgré les ordres que donnait le successeur du défunt, ces cérémonies avaient plus ou moins d'éclat, et les marques de respect et de regrets étaient plus ou moins nombreuses. Parfois, dans ces circonstances, le clergé, la noblesse et le peuple, par leur attitude, savaient garder une certaine indépendance et montrer nettement leurs sentiments vis-à-vis du défunt ; allant même jusqu'à refuser de prier pour le monarque qui, pendant son règne, n'avait pas su se rendre digne de ce dernier hommage ou qui, par une mauvaise administration, n'avait fait que le malheur de son peuple.

Une preuve éclatante de cette ferme et fière attitude nous a été récemment fournie par notre distingué et érudit secrétaire général, M. Villepelet, à propos du roi Philippe le Bel mort le 29 novembre 1314 ; auquel six diocèses au moins, y compris celui de Périgord, de la province d'Aquitaine, refusèrent des prières. Il fallut que son fils et successeur, Louis X, le Hutin, envoyât un commissaire spécial pour obliger les églises réfractaires à accorder au roi mort les prières prescrites (1).

(1) *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, tome xxvii (1900), pp. 47 et 48.

Les archives de la ville contiennent, probablement maintes fois, la relation des services funèbres faits, à Périgueux, à la mort des rois de France ou à celle des hauts et puissants personnages de leur famille. Cependant, au cours de certaines recherches dans ces vieux registres, le hasard ne m'a fait rencontrer que les passages ayant trait aux dernières cérémonies de ce genre qui eurent lieu, à Périgueux, avant la Révolution (1).

Par rang de date elles furent faites en l'honneur et pour la mémoire du Dauphin, de la reine Marie Leczinska et du roi Louis, XV.

I

La mort de Charles-Louis, Dauphin de France (2), père de Louis XVI, arriva le 20 décembre 1765. Ce prince encore jeune — né le 4 septembre 1729, il n'avait que 36 ans et quelques mois — était rempli de qualités et l'on fondait sur lui les plus belles espérances.

Le roi Louis XV, son père, fut très affligé de cette mort. Il manda par lettre datée du 24 décembre, à l'évêque de Périgueux (3), cette triste nouvelle en lui disant de faire faire des prières publiques pour l'âme de ce prince. Le registre municipal nous apprend que la lettre ne parvint à son destinataire que le 9 janvier 1766, c'est-à-dire quinze jours après son envoi. Aussitôt la missive reçue, le prélat arrêta de faire célébrer, le 15 du même mois, un service solennel en l'honneur du Dauphin. La veille du jour désigné, il envoya son aumônier vers les maire et consuls pour les prier d'assister à la cérémonie. Ces messieurs ordonnèrent alors que la cloche de l'hôtel de ville sonnerait à deuil pendant vingt-quatre heures, la nuit et le jour. Puis, le lendemain, « habillés de noir, le chaperon sur le bras et des crêpes à leurs épées, précédés de leurs

(1) Registre BB. 38, feuillets 7, 8, 28, 29, 119, 120 et 122.

(2) Louis XV de son mariage avec Marie-Charlotte-Sophie-Félicité Leczinska, fille de Stanislas I roi de Pologne, eut 10 enfants, 2 garçons et 8 filles.

(3) Jean VIII Chrétien de Macheco de Prémieux, évêque de Périgueux, du 25 mai 1732 au 28 novembre 1771.

archers de ville avec leurs halberdars la pointe en bas » ils se rendirent dans le chœur de la cathédrale à des places désignées et assistèrent au service (1).

II

Louis XV, avant de mourir, vit disparaître presque tous les siens. C'est ainsi que le 24 juin 1768, trois années après la mort du Dauphin, la reine Marie Leczinska fut elle-même enlevée à l'affection de son entourage et de ses sujets. L'éloge de l'auguste défunte fut alors dans toutes les bouches et le roi écrivit aussi à cette occasion, à l'évêque de Périgueux (2), pour lui ordonner de faire dire des prières publiques, non seulement dans sa cathédrale, mais dans toutes les églises de son diocèse, pour le repos de l'âme de la reine.

Le prélat, de concert avec MM^{rs} du Chapitre, arrêta de faire célébrer un service solennel, le 27 juillet suivant, et il ordonna de sonner à deuil, à la cathédrale, depuis la veille du jour indiqué jusqu'après le service.

MM. les maire et consuls furent priés d'assister à ce service. Ces derniers ordonnèrent aussitôt « au concierge de leurs prisons de sonner à deuil, à l'hôtel de ville, pendant deux fois 24 heures tant le jour que la nuit ». Et le jour fixé, ils se rendirent au chœur de la cathédrale à leurs places ordi-

(1) Les maire et consuls de Périgueux nommés pour 1765 étaient :

M. M^e Jean Eydely, avocat en parlement et subdélégué de l'intendance de Guienne à Périgueux, maire.

M. M^e Jean-Baptiste Charles de Peyssard de Puymartin, avocat en parlement, 1^{er} consul.

M. M^e Arnaud Pouyadou de Latour, avocat en parlement, 2^e consul.

M. M^e Jacques Laubarède, docteur en médecine, 3^e consul.

M. Armand Gerbaud de Picandine, bourgeois, 4^e consul.

M. M^e Louis Dujarric, procureur au siège présidial et sénéchal, 5^e consul.

M. Pierre-Michel Duclaud, marchand, 6^e consul, consul de la Cité.

M. Arnaud Lalande des Arzillous, bourgeois, 7^e consul.

(Archives de la ville de Périgueux. Registre BB. 37, feuillet 196).

(2) Mgr de Macheco de Prémieux occupait encore le siège de Périgueux. Ce prélat résida toujours très exactement dans son diocèse. Aussi, la reine Marie Leczinska fit un jour de lui cet éloge flatteur qu'il était un des rares évêques qu'elle ne connaissait pas.

naires, pour cette cérémonie où l'évêque officia pontificalement.

Comme pour le service du Dauphin, ils étaient vêtus de noir, le chaperon sur le bras, des crêpes à leurs épées ; ils étaient aussi précédés de leurs archers de ville, les hallegardes renversées « auxquelles on avoit attaché des marques funèbres. »

Tout le chœur de la cathédrale était tendu de draps ou de revêches avec des écussons aux armoiries du roi et de la reine et, « au devant de l'autel, entre les deux portes latérales du chœur, on avoit placé un très beau catafalque. » MM. du Présidial et MM. les Elus assistèrent en corps à ce service, ainsi que toute la noblesse « de l'un et de l'autre sexe en habits noirs. »

La municipalité (1) voulut aussi donner des marques de son respect et de ses regrets pour la noble défunte et, le 4 août suivant, elle fit célébrer à Saint-Front, par M. de Saint-Gérac, archidiaque et grand vicaire, un service funèbre « chanté par la musique de la cathédrale. »

Les maire et consuls y assistèrent « ainsi que toute la noblesse et la bourgeoisie de la ville et de la cité que MM. les maire et consuls avoient fait inviter par billets imprimés » (2).

L'église étoit tendue de draps mortuaires qu'on avoit empruntés des autres églises de la ville ; les revêches s'étendirent jusqu'au dehors de la porte d'entrée ; du milieu de l'église s'élevait un magnifique catafalque, illuminé de quantité de cierges avec des écussons aux armoiries du roi et de la reine, en haut duquel (catafalque) étoit

(1) En 1768 la municipalité de Périgueux étoit ainsi composée :

MM. Jean-François Fournier, seigneur de la Charmie, lieutenant particulier en la cour de l'Election, maire.

Dauphin Révolte de Grandchamp, avocat en parlement, 1^{er} consul.

Jean-Elie Soullier, avocat en parlement, 2^e consul.

Pierre Lasfarais, sieur de Pressillac, bourgeois, 3^e consul.

Jean Varailhon, sieur de la Borie et de la Filolie, bourgeois, 4^e consul.

Louis Dujarric, procureur au présidial, 5^e consul.

Jean-Baptiste Desilleux, marchand drapier, 6^e consul, consul de la Cité.

Louis Pasquet de Chamiers, fils, bourgeois de la Cité, 7^e consul.

(Archives de la ville de Périgueux. BB. 38, feuillets 23 et 24).

(2) Le libellé de ce billet devoit être le même, sauf les noms et les dates, que celui, publié plus loin, qui fut envoyé pour le service de Louis XV.

la représentation de la reine sous un dais funèbre et sur laquelle étoit une couronne couverte d'un crêpe. Au devant on lisoit l'inscription suivante écrite en gros caractères et de la composition de M. Desfleux, l'un de messieurs les consuls :

Mortuam
In terris plorat,
Vivam
In caelis coronat

Religio filiam
Immortalis regnat :
Ubi est victoria tua ?
Ubi est mors stimulus tuus ?

Les prêtres et la musique avoient leurs sièges au-dessous du catafalque. MM^{rs} les Maire et Consuls étoient placés dans le sanctuaire et furent à l'offrande ; la noblesse et la bourgeoisie, sur deux rangs de chaises, tenoient depuis le sanctuaire jusqu'au fond de l'église et formoient un cercle autour du catafalque.

III

M. Laulanie de Sudrat, avocat, député à Paris pour le procès des francs-fiefs, informa, le 8 mai 1774 les maire et consuls que le roi Louis XV étoit très dangereusement malade de la petite vérole.

Fait curieux à noter, c'est qu'en 1728 ce même roi fut aussi gravement atteint de cette horrible maladie qui ne l'épargna alors que pour l'emporter 46 ans plus tard.

La municipalité, vivement affligée de cette mauvaise nouvelle, fit immédiatement prier MM^{rs} du Chapitre de faire des prières pour le rétablissement de la santé de Sa Majesté.

M^{rs} les vicaires généraux ordonnèrent sur le champ de dire des prières pendant trois jours. A ces prières les maire et consuls assistèrent en corps et en robe consulaire. Ils défendirent, pendant ces trois jours de prières, toute sorte de spectacles et de jeux publics.

Néanmoins, l'état du roi s'aggravait et M. de Sudrat en informait la municipalité par une seconde lettre qui arriva à Périgueux dans la matinée du 15 mai, par le courrier de Paris. Elle annonçait l'extrême gravité du mal. Au reçu de cette seconde dépêche, les maire et consuls députèrent sur le

champ plusieurs d'entre eux vers les vicaires généraux (1) et MM^{rs} du Chapitre pour les prier d'ordonner, pour le jour même, une procession solennelle pour la conservation des jours du monarque.

MM^{rs} les vicaires généraux ordonnèrent donc aussitôt qu'une procession aurait lieu le jour même à trois heures de l'après-midi et, qu'à cette procession, on porterait les reliques de S^{te} Sabine. Tous les prêtres, les ordres religieux et les corps de magistrature furent invités.

Il est probable que cette cérémonie extérieure n'eut pas lieu, car, à une heure de l'après-midi, le courrier de Bordeaux apporta dans la ville la nouvelle de la mort du roi. Les maire et consuls aussitôt informés s'assemblèrent à l'hôtel de ville pour délibérer sur les mesures à prendre. En conséquence :

Ils donnèrent ordre de sonner à deuil tant au dit hôtel de ville que dans les paroisses de la ville, cité et banlieue, pendant quarante jours et quarante nuits consécutifs; ils firent aussi garnir tout le devant du dit hôtel de ville de trois rangs de revêches garnis de distance en distance d'écussons aux armes de France et de Navarre. MM^{rs} les maire et consuls prirent sur le champ tous le deuil et firent garnir les chapeaux et sabres de leurs brigadiers et archers de ville, de crêpes. D'effendirent l'espectacle et tous les jeux publics; firent fermer les boutiques pendant huit jours et invitèrent la noblesse à prendre le deuil pour six mois, ce qu'elle a fait ainsi que les autres corps nobles de la ville. La justice fut suspendue pendant le même temps, tant en la Cour sénéchalle et présidiale que devant le juge ordinaire des dits seigneurs maire et consuls (2).

(1) L'évêque de Périgueux était alors Mgr Emmanuel-Louis Grossoles de Flamarens, qui avait été nommé à ce siège en 1773; mais ce prélat ne prit possession de son diocèse que le 13 novembre 1774. A la Révolution il se retira à Londres, où il mourut le 3 juillet 1815.

(2) En 1774 étaient ;

Maire, messire Pierre-Victor comte de La Roche-Aymon, chevalier, seigneur de la Roussie, Issidoire et autres places.

1^{er} consul : M. M^e Pierre Tamarelle de Boisset, conseiller du Roi au présidial et sénéchal de Périgueux, seigneur du Breuil, la Filolie, le Treuil et autres places.

2^e consul : M. M^e Pierre du Castaing, conseiller du Roi en l'Election de Périgueux, seigneur de Leyzarnie, de Veyrine et autres places.

Le 3 juillet suivant, le Chapitre de la cathédrale fit faire un service pour le repos de l'âme du feu roi Louis XV. Ce fut M. l'abbé de Taillefer, chanoine et grand archidiacre, qui officia. Les maire et consuls y assistaient à leurs places ordinaires, en habit de deuil, le chaperon sur le bras et leurs épées garnies de crêpes, précédés de leurs archers de ville portant leurs fusils renversés. MM^{rs} du Présidial, de l'Election et les avocats y assistèrent en corps. Tout le chœur était tendu de noir avec des écussons aux armes de France et de Navarre et, au devant de l'autel, entre les deux portes latérales du chœur, avait été élevé un beau catafalque. M. Desbordes, curé de St Front, prononça une belle oraison funèbre.

Cinq jours après, le 8 juillet, MM^{rs} les maire et consuls,

Pour témoigner plus particulièrement les regrets que leur a causé la mort de ce bon prince et pour marquer leur sensibilité, leur affliction et leur attachement pour la personne sacrée de nos rois, firent faire, à leur tour, un service solennel à St-Front. Ce service fut célébré par M. l'abbé de Saint-Gérac, archidiacre et grand vicaire du diocèse, et chanté « par la musique de la cathédrale ». L'assistance étoit nombreuse : MM^{rs} du Chapitre, MM^{rs} du Présidial et de l'Election, MM^{rs} les avocats, la noblesse et la bourgeoisie de la ville et de la Cité, en habit de deuil, étoient présents. Ils avoient été priés d'assister à cette cérémonie, par billets imprimés (1), envoyés par MM^{rs} les maire et consuls. Toute l'église étoit tendue en noir avec des écussons aux armes de France et de Navarre ; on avoit élevé au milieu du chœur un superbe catafalque illuminé d'une quantité prodigieuse de cierges, à

3^e consul : M. M^e Jean-Baptiste Charles de Peyssard, avocat en la Cour, seigneur de la Fouillouze.

4^e consul : M. Jacques-Stanislas Gueydon, seigneur de Dives et de la Maletie.

5^e consul : M. Jean-Baptiste Destieux, marchand.

6^e consul : M. Jean Lavès, procureur au présidial et sénéchal.

7^e consul : M. Louis Pasquet de Chamiers, fils.

(Arch. de la ville de Périgueux, BB. 38, feuillets 95 et 96.)

(1) Voici la teneur de ce billet. La bibliothèque de la ville de Périgueux en possède un exemplaire dans les papiers de Froidefond de Boulazac.

M.

« Vous êtes prié de la part de MM. les Maire et Consuls, d'assister au service qui doit se faire lundi prochain douzième du courant, à l'heure de dix

chacun desquels étoit un écusson aux mêmes armes ; tous les attributs de la royauté y étoient placés avec différents emblèmes.

A cette occasion, on sonna à deuil, de nouveau, depuis le 6 à six heures du soir jusqu'après le service, aussi bien à l'hôtel de ville que dans toutes les églises des paroisses de la juridiction. Et, pendant toute la journée du 8 où fut célébré le service, les boutiques restèrent fermées.

Enfin, le corps de ville, dans une délibération prise en assemblée générale le 20 mai 1774, arrêta de fonder une messe de *Requiem* pour le repos de l'âme du feu roi.

Cette délibération fut envoyée par les soins de la municipalité à M. de Bertin, ministre et secrétaire d'Etat (1). Voici la lettre que notre illustre compatriote lui adressa quelque temps après :

Messieurs, j'ai reçu la délibération que vous avez faite pour fonder un service pour le repos de l'âme du fû roy et j'en ay rendu compte à Sa Majesté qui a paru approuver les marques de respect et votre attachement pour son auguste ayeul.

Je suis Messieurs, votre affectionné serviteur.

BERTIN.

A Marly, ce 14 juillet 1774.

Quoique ses entreprises militaires aient été désastreuses pour la France ; quoique, au point de vue des mœurs, son règne n'ait été qu'un long scandale, Louis XV, pour les prières, fut plus heureux que Philippe-le-Bel. Comme on vient de le voir, elles ne lui furent pas marchandées à Périgueux.

Ch. AUBIANT.

» heures du matin, dans le chœur de l'église cathédrale Saint-Etienne-Saint-
» Front, pour le repos de l'âme de Louis XV. »

Ce billet imprimé est de format in-octavo ; au milieu, dans le haut, il porte un petit cartouche avec les armes de France ; plus bas la lettre M ornée.

Les mots : *Vous — les Maire et Consuls — Louis XV*, sont en plus gros caractères que le reste de l'imprimé : enfin, les deux mots *lundi prochain* sont raturés et au dessus l'on a ajouté à la main le mot *demain*.

Comme on le voit, il y a contradiction entre le registre municipal et le billet imprimé pour la date de la célébration du service, le premier indique le 8 juillet ; le second porte le 12 du même mois.

(1) Henri-Léonard-Jean-Baptiste Bertin né à Périgueux le 24 mars 1720, mort à Spa (Belgique), le 16 septembre 1792.

SIGILLOGRAPHIE DU PÉRIGORD

NOTES SUPPLÉMENTAIRES. (*Suite et fin.*)

4^{me} Série. — SÉNÉCHAUX.

BOURDEILLE (Henri de). — 1609. — Voir ci-dessus, dans la série des SEIGNEURS.

TRAPES (Raoul de) (1). — Sénéchal du diocèse de Périgueux. — 1260. — Sceau rond, de 52 à 54^{mm}, appendu à un hommage rendu à l'abbé et au monastère de Solignac par Pierre Bernard et Huguet de Jaunhac, son neveu, pour le château haut de Chalucet et diverses dépendances (7 des calendes de novembre [26 octobre] 1260).

Légende détruite.

Dessin. — Ecu droit losangé, à une bande ; sans couronne ni cimier. L'écu est représenté comme suspendu par des attaches qui se réunissent au milieu de la partie supérieure du sceau. Dans le champ, à dextre, une fleur de lys ; il est probable qu'il y en avait une autre à sénestre.

(Archives départementales de la Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasse 6037. — Communiqué par M. Louis Guibert).

5^{me} Série. — COURS ET JURIDICTIONS.

HAUTEFORT (Cour d'). — 1340. — Sceau de petite dimension (fragment), appendu sur queue de parchemin à un acte par lequel Raymond de Poiols, seigneur de Blancheffort, « *tenens castrum et castellaniam de Altoforti cum suis juribus*, etc. », notifie qu'il donne quittance à Aymeric de Boysseulh (*de Buxolio*), damoiseau d'Hautefort, des ventes et autres devoirs que celui-ci lui devait comme fermier, « *in quorum... testimonium nos damus... dicto Aymerico has*

(1) Dans l'acte, Raoul de Trapes est dénommé : « *Radulphus de Trapas, serviens illustrissimi regis Francie, ex parte ipsius regis in Lemovicensi, Petragoricensi et Caturcensi diocesis senescallus* ». — La forme de *Trapas* est manifestement incorrecte ; on trouve la forme régulière de *Trapis* dans un grand nombre d'actes et notamment dans plusieurs sentences des *Olim*.

presentes literas sigillis curiarum Petragoricensis et de Altoforte... sigillatas » (Hautefort, samedi après *Domine dilexi*, 1340).

Légende ?

Dessin. — Un écu à une force (l'ouverture de la force est en bas ; le bord supérieur de l'écu est légèrement concave).

(Chartrier d'Hautefort à M^{me} la marquise de Cumont).

HAUTEFORT (Contrats d'). — Voir ci-après, même série, l'article *Thenon*.

HAUTEFORT (Sceau aux contrats de la Cour d'). — 1347. — Sceau rond (45^{mm}), cire jaune brunâtre, appendu à une sentence rendue par Jean Isambert, bachelier ès lois, juge de la Cour d'Hautefort, pour le seigneur d'Hautefort et par laquelle il sanctionne l'accord intervenu entre deux particuliers, relatif à une blessure d'un coup d'épée ; la dite sentence scellée du sceau *quo ad contractus et similia utimur* (en la Cour d'Hautefort, le mercredi avant la Saint-Laurent, 1347).

Légende. — S' BTRAND.....

Dessin. — Ecu droit écartelé aux trois forces et au lévrier ; fleurons au-dessus et aux deux côtés de l'écu.

Contre-sceau. — Rond, 23^{mm}.

Légende fruste.

Dessin. — Ecu aux mêmes armes.

(Chartrier d'Hautefort).

THENON ET HAUTEFORT (Contrats de). — 1344. — Sceau rond (36^{mm} environ ; fragment). cire jaunâtre, appendu sur cordelettes de chanvre à un acte portant vente, par Bertrande La Borde, veuve de Pierre Fournier, de la paroisse de Thenon, à M^e Bernard Trapel, prêtre, d'une pièce de terre mouvante en fief du seigneur de Thenon ; *in cujus testimonium has presentes litteras concedo sigillatas sigillo quo utitur ad contractus in castro de Theno et de Altofortis* (sic) *pro nobili viro Bertrando de Bornio* (lundi après la Saint-Mathieu 1344).

Légende détruite.

Dessin. — Ecu écartelé à trois forces (l'ouverture en haut), et un lévrier.

Contre-sceau. — Rond, (22^{mm}).

Légende. — ...SIGILL...

(*Contra-sigillum*)

Dessin. — Ecu aux mêmes armes.

(Chartrier d'Hautefort).

SAINT-PARDOUX-LA-RIVIÈRE (1) (Notaires de). — Cachet ovale (?)

Légende. — SCEL. D. ACTES D. S. PARDOUX.

(*Scel des actes de Saint-Pardoux*).

Dessin. — Ecu aux armes de France, sommé de la couronne royale; à droite et à gauche cette mention :

ED IT
16 96.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes à la Société historique et archéologique du Périgord. Voir le *Bulletin*, t. XXIII, 1896, p. 47).

SARLAT (Election de). — 1650. — Vignette ovale (28^{mm} sur 24), imprimée en tête d'une formule relative aux tailles des années 1649 et 1650 et commençant ainsi : « De par le Roy. Les président, lieutenans, esleus, contrerolleurs, conseillers du Roy en l'élection de Sarlat ». (A Sarlat, au bureau de l'élection, 14 juillet 1650).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes de France, sommé d'une couronne royale, accosté de deux branches de feuillage, sans bordure.

(Cbartrier d'Hautefort).

6^e Série. — OFFICES.

MOREL (Hugues), capitaine du château de Saint-Louis (2). — 1345. — Sceau rond, de 20^{mm}, appendu à une quittance de gages pour la garnison de la bastide Saint-Louis (Pons, 10 septembre 1345).

Légende. — ...GON... E...

(*Hugon Morel*).

Dessin. — Ecu portant trois heaumes ? à la bande brochant, dans un trilobe.

(Bibliothèque nationale. Mss. Clairambault, t. 113, n° 8805).

SALLETON (N.) (3), receveur des tailles à Périgueux. — 1657. — Cachet ovale (environ 17^{mm} sur 15), plaqué sur une lettre à M. de Saint-Just (Périgueux, 5 décembre 1657).

(1) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Nontron.

(2) Aujourd'hui commune et canton de Mussidan, arrondissement de Ribérac.

(3) Voir l'*Armorial* de M. de Froidefond (2^e édition), t. I, p. 456.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson à un chien passant sur une terrasse et tenant de la patte dextre une branche se recourbant au-dessus de sa tête. Casque accompagné de lambrequins.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

9^e Série. — SCEAUX LAIQUES DIVERS.

CHAUSSADE (Pierre) (1), sieur de la Place. — 1770. — Cachet ovale, 22^{mm} sur 18, plaqué sur un testament du 30 août 1770.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale d'argent, à trois chevrons de gueules, au chef de gueules chargé d'une croix de Malte d'argent. Couronne de comte, sommée d'une croix semblable. L'écu embrassé de palmettes.

(Communiqué par M. Grenier).

DESCHAZEAUD (Pierre), sieur de Maillotier (2). — 1772. — Cachet ovale, 19^{mm} sur 15, plaqué sur un testament du 1^{er} juin 1772.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson à trois étoiles, 2 et 1. Couronne de comte.

(Communiqué par M. Grenier).

JOURGNIAC (Pierre) (3), sieur de la maison noble de La Coquille (4), dans la juridiction de Saint-Méard. — 1719. — Cachet ovale, 19^{mm} sur 16, plaqué sur un testament du 28 mars 1719.

Sans légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écu ovale à trois fasces. Couronne?

(Communiqué par M. Grenier, ancien notaire).

(1) Bourgeois de Mussidan, aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Ribérac.

(2) Aujourd'hui commune de Saint-Laurent-des-Hommes, canton de Mussidan, arrondissement de Ribérac.

(3) Avocat au Parlement de Bordeaux.

(4) Aujourd'hui commune de St-Méard-de-Carson, canton de Villefranche-de-Longchapt, arrondissement de Bergerac.

LAPORTE (Jeanne Gentillot, veuve de messire Jacques de) (1). — 1746. — Cachet ovale (25^{mm} sur 21), plaqué sur un testament du 14 janvier 1746.

Sans légende.

Dessin. — Ecu à une porte, au chef chargé de trois fleurons. Casque taré de face, sommé d'un plumet. Support, deux sauvages.

(Communiqué par M. Grenier).

LA POUGE (N. de). — 1774. — Cachet plaqué sur une lettre à M. Gaillard, juge à Thiviers (Nontron, 1774).

Pas de légende.

Dessin. — Un écu sur lequel est représenté un haut fourneau ; canons et boulets dans le bas ; ornements rocailles.

(Archives départementales de la Dordogne, papiers de Vaucocourt. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

Observation. — Nous reproduisons ce cachet parcequ'il fournit un exemple des blasons industriels qui étaient quelquefois gravés sur les plaques de cheminée. (Voir les intéressants articles de M. le baron de Verneilh dans le *Bulletin* t. VI, p. 52, et t. XVIII, 1891, p. 451).

MAPHAUD (Jean), bourgeois de Bergerac. — 1763. — Cachet ovale (21^{mm} sur 18), plaqué sur un testament daté du bourg du duché-pairie de La Force, le 12 avril 1763.

Sans légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écu ovale au lion contourné, à la main mouvant de sénestre et tenant une faux (armes parlantes) qui embrasse le cou du lion ; au chef de gueules chargé de trois étoiles d'or. Couronne de comte.

(Communiqué par M. Grenier).

MAURUT (Jean) (2). — XVIII^e siècle. — Cachet ovale, 21^{mm} sur 19.

Sans légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écu ovale à la barre accompagnée de

(1) Jeanne Gentillot est dite habitant au bourg de la comté et juridiction du Fleix (aujourd'hui commune de ce nom, canton de La Force, arrondissement de Bergerac). Jacques de Laporte était secrétaire du Roi.

(2) « Bourgeois, habitant au lieu de Malpet, paroisse et juridiction de Montazeau, en Périgord » (aujourd'hui commune de Montazeau, canton de Vélaines, arrondissement de Bergerac).

quatre étoiles, deux en chef et deux en pointe. Couronne de fantaisie.

(Communiqué par M. Grenier).

POUMEYRIE (Jean), sieur de Bigoutiade (1). — 1780. — Cachet ovale, 23^{mm} sur 21, plaqué sur un testament du 16 octobre 1780.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson d'azur, à trois soleils rayonnants d'or. Couronne de comte.

(Communiqué par M. Grenier).

POURQUERY (Jean), sieur de La Roque de Mouldier (2). — Vers 1760. — Cachet rond, 13^{mm}, plaqué sur un aveu et dénombrement au Roi de son fief, qu'il a par indivis avec Pierre Gontier de Biran (vers 1760).

Sans légende.

Dessin. — Ecu au chevron accompagné en chef de deux étoiles et en pointe d'une quintefeuille, au chef chargé d'un croissant entre deux trèfles. Casque taré de face et orné de lambrequins.

(Archives départementales de la Gironde, série E, aveux et dénombremens. — Communication de MM. de Boisville et de Saint-Saud).

RAYMOND (Simon de) (3), sieur du Mayne (4). — 1740. — Cachet ovale (22^{mm} sur 19), plaqué sur un testament du 30 octobre 1740.

Sans légende.

Dessin. — Ecu ovale au loup passant, au chef chargé de deux flèches en sautoir. Couronne de comte. Supports, deux lévriers.

(Communiqué par M. Grenier).

10^e série. — ÉVÊQUES DE PÉRIGUEUX.

CAUZE (Geoffroi de). — Vers 1150. — Sceau rond, de 45 millimètres, cire jaune, appendu à une donation faite à l'abbé de Cluny,

(1) Bigoussias (de Gourgues), aujourd'hui commune de Saint-Laurent-des-Hommes, canton de Mussidan, arrondissement de Ribérac.

(2) Aujourd'hui commune de Mouleydier, canton et arrondissement de Bergerac.

(3) Officier et lieutenant dans la grande louterie, l'un des commensaux de la maison du Roi.

(4) Aujourd'hui commune du Fleix, canton de La Force, arrondissement de Bergerac.

par *Gaufridus*, évêque de Périgueux, de l'église et prieuré de Roncenac, à condition que les religieux dudit prieuré choisiront un chapelain et le présenteront à l'évêque du lieu (sans date ; vers 1150).

Légende. — † GAV.... EPS.

(*Gaufridus*,... *episcopus*).

Dessin. — L'évêque, vu à mi-corps, coiffé d'une mitre très basse, vêtu d'une dalmatique ornée, au-dessous du cou, d'une bordure d'orfroi ; il bénit de la main droite et tient de la main gauche une crosse posée obliquement.

(Bibliothèque nationale, Mss., Bourgogne, t. 80 de la collection, t. 5, n° 235 des chartes de l'abbaye de Cluny.)

LUSTRAC (Jean V de) (1). — 1549. — Sceau rond (26^{mm}), appendu à des lettres de tonsure délivrées, par permission de Jean de Lustrac, évêque de Périgueux, à Bernard Daunac par François de Sénéctère, évêque de Sarlat.

Légende. — LVSTRAC EPVS PETRAGORICENSIS.

(*Johannes de [Lustrac, episcopus] Petragoricensis*).

Dessin. — Ecu écartelé : aux 1 et 4, cotivé ; aux 2 et 3, à un lion contourné (2).

(Chartrier d'Hautefort).

POMPADOUR (Geofroi de) (3). — 1552. — Sceau rond (22^{mm}), appendu à une attestation délivrée à Bernard Donac, promu au sous-diaconat (16 avril 1552).

Légende fruste.

Dessin. — Un écu à trois tours crénelées, 2 et 1, à une porte cintrée ouverte au bas de la tour (d'azur, à trois tours d'argent). L'écu sur monté d'une crosse et d'une mitre.

(Chartrier d'Hautefort).

LA BÉRAUDIÈRE (François II de). — Vers 1615. — Cachet ovale, 32 sur 25^{mm}.

Sans légende.

(1) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 1043.

(2) Ces armes diffèrent de celles que nous avons décrites dans le n° précité, et plus encore de celles qu'indique M. de Froidefond.

(3) Fils de Geofroi de Pompadour, seigneur de Château-Bouchet, et de Marguerite de Lasteyrie ; évêque de Périgueux en 1550 ; mort en 1552.

Dessin. — Ecusson aux armes (1), surmonté d'une mitre et d'une crosse, embrassé de palmettes.

(Archives de La Valouze. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

DE VILLIERS de LA FAYE (Cyr) (2). — 1665. — Sceau ovale, presque rond, de 35^{mm} environ, plaqué au bas d'une ordonnance épiscopale relative à la mise en état d'une chapelle de l'église paroissiale de Monpeyroux, sur la demande faite par Janetin de Belcier, chevalier, seigneur de Gensac et de la maison noble de Matecoulon (au palais épiscopal du Château-Lévêque, 6 juin 1665).

Pas de légende (3).

Dessin. — Ecu aux armes. Couronne de comte et attributs épiscopaux.

(Communiqué par M. Grenier.)

LE BOUX (Guillaume) (4). — 1668. — Cachet ovale, 12^{mm} sur 11, plaqué sur une ordonnance épiscopale accordant à Janetin de Belcier, chevalier, seigneur de Gensac et de la maison noble de Matecoulon, droit de banc et de sépulture dans une chapelle de l'église de Monpeyroux (22 octobre 1668).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu aux armes. Attributs épiscopaux.

(Communiqué par M. Grenier.)

11^{me} Série. — EVÊQUES DE SARLAT.

SÉNECTÈRE (François de) (Saint-Nectaire) (5). — 1552. — Sceau ogival (40^{mm} sur 26), appendu à une attestation délivrée à Bernard Donac, de la paroisse de Saint-Martial d'Hautefort, promu au diaconat (Issigeac, 11 juin 1552).

Légende fruste.

Dessin. — L'évêque debout, mitré (et probablement crossé et bénissant); au-dessous, un cartouche aux armes de Sénectère.

(Chartrier d'Hautefort).

(1) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 1049.

(2) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 1032.

(3) Ou du moins il ne semble pas qu'il y en ait une; le sceau est imprimé sur papier, et l'empreinte est très effacée.

(4) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 1033.

(5) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 1064 et 1075.

SALIGNAC DE LA MOTHE-FÉNELON (François III) de. — 1667. — Cachet ovale, 14^{mm} sur 12, plaqué sur une confirmation du droit de sépulture accordée à M. de Buade, écuyer, seigneur de Saint-Sernin (20 juillet 1667).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (1). Couronne de marquis, accompagnée à dextre d'une mitre et à sénestre d'une croce.

(Archives du château de Saint-Sernin-de-la-Barde. — Communiqué par M. le comte de Saint-Saud).

16^e Série. — SCEAUX ECCLÉSIASTIQUES DIVERS

BÉRARD (Jean de) (2) archiprêtre de Vélines. — 1745. — Cachet ovale, d'environ 25^{mm} sur 21, plaqué sur un testament du 4 janvier 1745.

Sans légende.

Dessin. — Ecu ovale de gueules, à la fasce d'azur chargée de trois trèfles d'or et accompagnée de trois sauterelles d'argent. Couronne de comte. Supports, deux lions léopardés.

(Communiqué par M. Grenier).

BOUCHIER (N.) (3). — 1782. — Cachet ovale, 23^{mm} sur 20. — Lettre à M^{me} de La Roche, à son château de La Roche (Périgueux, 27 août 1782).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson d'or, à un arbre terrassé de sinople, au chef d'azur chargé d'un croissant (d'argent ?) accompagné de deux étoiles (d'or) (4). Couronne de comte. Supports, deux lions. Au-dessous de l'écu, une banderole courbée en forme de croissant, la concavité dirigée vers la partie inférieure et remplie par un entrelacs formé par les cordons qui terminent la banderole.

(Archives Leymarie de La Roche. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

CALSATZ (Itier de) (5), chanoine et mandataire du chapitre de Périgueux. — 1339. — Sceau rond (25 mm), cire jaune, appendue sur

(1) D'or, à trois bandes de sinople.

(2) Ecuyer, docteur en théologie, archiprêtre de Vélines.

(3) Curé de Saint-Silain de Périgueux.

(4) Variante notée par M. de Froidefond (t. II, p. 139, art. Vignères).

(5) *Itierus de Calsatiz, canonicus ac procurator venerabilis capituli Petragoricensis.*

queue de parchemin à un acte portant quittance des devoirs dus au chapitre de Périgueux et approbation d'une vente faite par Géraud Taychos, de la paroisse d'Azerac, à Pierre de La Rivière (jeudi avant la Saint-Mathieu 1339).

Légende fruste.

Dessin. — Dans un encadrement gothique, écu écartelé : aux 1 et 4 à deux pals ondés (?); aux 2 et 3, échiqueté.

(Chartrier d'Hautefort).

CRÉMOUX (N. de), chanoine et grand-chantre de Périgueux. — 1761. — Cachet ovale (21^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre à M. de Saint-Just (Périgueux, 28 octobre 1761).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson aux armes (1). Couronne de comte. Supports, deux lions, la tête contournée.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

DUCLUZEI (N.), archiprêtre de Valeuil (2). -- 1727. — Cachet ovale (22^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre à M. de Saint-Just (Valeuil, 15 avril 1727).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes (3). Couronne de comte.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

DUMERCHAT (Jean) curé d'Issac (4). — 1770. — Cachet rond, 17^{mm}. — Testament du 21 novembre 1770.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson coupé : au 1, de gueules, à trois étoiles d'or rangées en fasce; au 2, d'argent, à trois losanges vidés de... ?, 2 et 1.

(Communiqué par M. Grenier).

(1) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 968.

(2) Aujourd'hui commune de Valeuil, canton de Brantôme, arrondissement de Périgueux.

(3) Voir *Sigillographie du Périgord*, n° 301.

(4) Aujourd'hui commune d'Issac, canton de Villambard, arrondissement de Bergerac.

MOULINARD (N. de), chanoine de Périgueux. — 1756. — Cachet ovale (20^{mm} sur 16), plaqué sur une lettre à M. de Saint-Just (Périgueux, 4 juillet 1756).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson d'argent, à trois meules de moulin de..., 2 et 1. Couronne de comte.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

14^e Série. — CLERGÉ RÉGULIER

BERGERAC (Cordeliers de), — xviii^e siècle ? — Sceau de 30^{mm}.

Légende. — SIGILLVM. CON. FF. MINO. BRAGERIACI

(*Sigillum confratriæ Fratrum Minorum Brageriaci.*)

Dessin. — Saint Martin à cheval, donnant la moitié de son manteau à un pauvre.

(Voir le *Bulletin*, t. xxv, 1898, p. 152).

BRÉNAC (1) (Prieuré de). — xviii^e siècle. — Sceau ovale, 52^{mm} sur 36.

Pas de légende.

Dessin. — Jésus sur la croix ; au pied de la croix, deux personnages debout, probablement la Vierge et saint Jean.

(Sceau-matrice trouvé dans des fouilles faites à Brénac. — Empreinte communiquée par M. Elie de Montardy).

PEYRAT (Itier, prieur de) (2), archiprêtre de Gouts (3). — 1281. — Sceau ogival, cire verte, 40 à 45^{mm} (?) sur 30, appendu à une charte relative à la vente faite par Arnaud de Chastanet et Pétronille, sa femme, à Pierre Arnaud, fils de feu Hélié Arnaud, sergent de Rognac, du moulin d'Onzac (dimanche après l'Assomption, 1281).

Légende. — IORIS D'PE... ARCHI...

(..... *prioris de Peyrato, archipresbyteri.*...)

(1) Aujourd'hui commune et canton de Montignac, arrondissement de Sarlat.

(2) Aujourd'hui département de la Charente ; dépendait autrefois du diocèse de Périgueux.

(3) Aujourd'hui commune de Gouts-Rossignol, canton de Verteillac, arrondissement de Ribérac.

Dessin. — Le prieur debout, tenant un bâton de la main droite et accosté de deux fleurs-de-lys.

(Communication de M. Mallat à la Société historique et archéologique du Périgord. Voir le *Bulletin* de la Société, t. xix, 1892, p. 43).

VAUCLAIRE (Chartreuse de) (1). — 1749. — Sceau ovale (25^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre du Frère Verneuil, chartreux (Vauclaire, 5 avril 1749.)

Légende. — SIG. CONVENT. CA.... MARIE. VALLISCLARÆ.
(*Sigillum conventus cartusiæ [Beatæ-] Mariæ Vallisclaræ*).

Dessin. — Ecu à trois lions couronnés, 2 et 1 (Talleyrand). Au dessus, la Vierge vue à mi-corps, couronnée d'étoiles, portant l'Enfant Jésus nimbé.

(Archives de la famille de Cescaud. — Communiqué par M. Dujarric-Descombes).

ERRATA

Page 145. — Sceau de Jean du Barry. — Ajouter que le fief de la Beytour est sur le territoire actuel de la commune de St-Martial-de-Valette, canton et arrondissement de Nontron.

Page 146. — Sceau de N. de Cognac, épouse de N. de Bayly. — *Au lieu de :* trois aiglettes de sable, *lire :* trois aiglettes de gueules.

Page 147. — Second sceau de la famille de Belhade. — *Au lieu de :* LE MÊME, *lire :* LA MÊME.

Idem. — Supprimer la note 4.

Page 212. — Sceau de J.-B. Duchêne. — Le nom aurait dû être écrit Duchesne.

Page 214. — Sceau de N. de Garebœuf. — *Supprimer ces mots de la note :* c'est une troisièame variante.

Page 215. — Sceau d'Henri Grain de Saint-Marsault. — *Dans la note 3, au lieu de :* la pointe de l'aigle dirigée vers senestre, *lire :* la pointe de l'aile dirigée....

Page 298. — Sceau des seigneurs de La Roussie. — *Note 5. — Au lieu de :* d'après lui l'écusson sera....., *lire :* d'après lui l'écusson serait.....

Page 305. — Sceau d'Armand de Sanzillon. — *Dans la description des armes de Bayly, au lieu de :* d'argent à trois aiglettes de....., *lire :* d'argent à trois aiglettes de gueules.

PH. DE BOSREDON.

(1) Voir *Sigillographie du Périgord*, nos 1193 et 1196.

Sallegourde, conseiller au Parlement et général des Aydes à Bordeaux, de pièces de terre dans la juridiction de Sallegourde (en rivière).

Fait à Périgueux.

9. — 1455 (29 novembre). — Vente par Jean de Canha, seigneur de la Causade, sénéchaussée de Périgueux à noble Raymond Bernard de *Bello castro* (Belcastel??) seigneur de Campagnac et de *Bonne?* sénéchaussée de Cahors, sa part des revenus indivis avec l'acheteur, du lieu de *Florimon*.

10. — 1323 (juin). — Echange par Frère Hélias de Faus, chanoine régulier de l'abbaye Sainte-Marie de Chancelade, procureur syndic de l'abbé de ce monastère à Hugon, de Peyrou de *Villepotier?* de Saint-Front en Périgord, de rentes sur un jardin à la Peyre Saint-Martin dans la paroisse Saint-Martin de Périgueux.

11. — 1476 (7 juin). — Géraud Arnaud. . . . de Périgueux d'une part, et père Arnaud Fulchier et autres, chanoines de l'abbaye de Chancelade, d'autre part.

Convention au sujet du lieu de Font-Reyne.

12. — 1497 (13 février). — Cession par Jean Papon, prêtre de la paroisse de Nanteuil, diocèse de Périgueux, à Etienne Chasteu, prêtre, d'une vigne située dans la paroisse de Nanteuil, au lieu de Tastefon.

13. — 1511 (21 novembre). — Vente par divers de terres à Puy Chouvet, paroisse de Toucane, sénéchaussée de Périgueux.

14. — 1327 (mai). — Vente par Marie, veuve de Pierre Gasc (et pour ses enfants) de vignes dans la paroisse de Trélissac, diocèse de Périgueux.

15. — 1335. — Bail à cens pour maisons et vignes dans la paroisse de Trélissac (sceau brisé).

16. — 1347. — Reconnaissance pour terres dans la paroisse de Trélissac.

17. — 1328 (novembre). — Convention relative à la vente faite par Itier de Buoubeyla et sa mère Gaillarde, de divers fiefs situés dans la paroisse de Celle (canton de Montagnier, arrondissement de Ribérac). (Sceau Celles. Beaubroilh?).

18. — 1343 (29 mars). — Vente par Hélié de Lesparre, damoiseau de la paroisse de Celles, à Hélié Seguin, bourgeois, d'un moulin sis dans cette paroisse (sceau).

19. — 1543 (15 février). — Saisie par Léonard de Beaubroilh, au nom de demoiselle Jeanne Arnault dame de Sallegourde, du moulin de Tallarnard ? dans la paroisse de Celles, pour refus de droits féodaux. (Papier).

20. — 25 février 1616; 9 juin 1615; 12 septembre 1616; 27 octobre 1592. — Ventes de divers fonds de terre dans la paroisse de Celles.

21. — 1500 (2 mars). — Reconnaissance de bail emphytéotique par Fronton Arnault, en son nom et celui de son père Gérard Arnault, pour noble Pierre de Sentoux, damoiseau, seigneur de Cugnac, pour fiefs dans la paroisse Saint-Méard, près Mussidan.

22. — 1528 (13 janvier). — Reconnaissance féodale pour François Arnault dit Golse, seigneur de Sallegourde, fiefs en la paroisse de Saint-Méard ; fait à Mussidan.

23. — 1544 (21 janvier). — Bail à fief par noble demoiselle Louise de Bloys, veuve de noble Clément Saulnier, conseiller au Parlement, comme tutrice de leurs enfants : Grimond, Raymond et Lancelot Saulnier, et de François Saulnier fils de Clément Saulnier et de feu Anne de Salianda?... d'une pièce de vigne dans la paroisse de Saint-Crépin en Périgord.

24. — 1601 (26 juin). — Vente à Thony Imbert, de la paroisse Saint-Avit en Périgord, d'un moulin à blé appelé de la Moulinotte, sur le ruisseau la Couze.

25. — 1529 (7 novembre). — Présentation par le Chapitre de Saint-Astier, diocèse de Périgueux, à l'agrément de l'évêque de cette ville, de la mutation de Jean de Ponpedour des fonctions de recteur de l'église de St-Barthélemy-de-Double qu'il a résignées. par Pierre de Salignac, protonotaire apostolique, vicaire perpétuel de la chapelle de St-Antoine (*alias* St-Esprit ?) ; fondée dans l'église St-Front de Périgueux.

26. — 1510 (9 janvier). — Reconnaissance pour Fronton Andreault dit Golse, bourgeois de Périgueux, pour une pièce de terre, située paroisse de St-Amand au lieu appelé : aux Lactz.

27. — 1456 (7 février). — Reconnaissance, pour la paroisse de Saint-Amand, pour Gérard Arnaud, bourgeois de Périgueux.

28. — 1326 (avril). — Reconnaissance, par Bernard Garraubier, clerc du bourg de Saint-Apre Parduveys, pour Guillaume Girbert, clerc de Montagrier, pour terres dans le bourg de Saint-Apre.

29. — 1607 (15 juin). — Reconnaissance féodale en faveur de Louis de Salignac, évêque de Sarlat, seigneur temporel et spirituel de la ville et juridiction d'Issigeac, représenté par noble Armand de Salignac, seigneur de Gaulejac et de La Roque-Tayac, gentilhomme de la chambre du Roi ; son père pour fiefs, moulin à vent appelé : « Moulin de las Douzelles », paroisse de Monsaguel, juridiction d'Issigeac, etc.

30. — 1439 (11 mars) et 1455 (7 mars). — Reconnaissance pour Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, etc., pour tènement dans la paroisse de Razac (1439), et pour le même tènement (comte de Périgueux), en faveur de dame Isabelle de Tour (ou de Latour), veuve de Guillaume de Bretagne et tutrice de dame France Bretagne, leur fille. (Copie.)

31. — 1583 (2 septembre). — Vente par Pierre Aure, seigneur de la

Fortunie, demeurant à Lamothe, juridiction de Montravel, en Périgord, d'une pièce de vigne située dans cette paroisse, au lieu de Puyguiraud.

32. — 1333 (29 décembre). — Vente par Raymond Chatuel et Marie Chatuel, sa sœur, et Bonnet de Caumont à Pierre Porte, clerc, de diverses rentes assises dans les paroisses de Millac-d'Auberoche et de Saint-Geyrac (Périgord).

33. — 1319 (janvier). — Vente de rentes et de terres dans la paroisse de Senilhac (Périgord).

36. — 1313 (11 février). — Transaction entre demoiselle Agnès de Beaupuy, épouse de noble Bernard de Cours, dit de la Morelle, d'une part, et demoiselle Marie-Antoinette et Dauphine de Beaupuy, ses sœurs, d'autre part; au sujet de la succession de noble Jean de Beaupuy, leur frère, écuyer, seigneur de Saint-Chamassy, et de la maison noble de St-Chamassy, en Périgord, (canton de Saint-Cyprien, arrondissement de Sarlat).

132. — 1582 (28 décembre). — Vente, par Jean-Martin Teissier, de la paroisse de Saint-Magne, à Laurent Doule, marchand de Castillon, pour terres dans la paroisse de Castillon, à Gastaudies.

133. — 1577 (21 avril). — Contrat de mariage entre Arnaud Bonneau, habitant de Castillon, et Elisabeth Briaud, veuve de Louis Friac, de Castillon.

151. — 1500 (4 septembre, 22 décembre). — Arrêt du Parlement au sujet du procès entre Jean de Salignac, dit de Gontault, chevalier, seigneur de Saint-Georges, de Lanadalie et de Saint-Martial, fils de feu Richard de Salignac, dit de Gontault, chevalier, et le capitaine et les officiers du château de Domme, en Périgord.

152. — 1493 (6 mai). — Requête au Parlement par le procureur de Jean de Gontault, chevalier, seigneur de Saint-Georges, de Saint-Martial et de La Nadalie contre le capitaine et les officiers du château de Domme.

195. — 1485 (2 mai). — Cession par Géraud Arnaud, dit Golse, bourgeois de Périgueux, à Thomas Bouscasses, marchand et hôte de Mussidan, des droits féodaux qu'il tenait du seigneur de Mussidan, sur une maison dans cette ville, rue du Pont-Levis.

196. — 1461 (1^{er} août). — Bail à cens par Géraud Arnaud, dit Golse, bourgeois de Mussidan, en Périgord, habitant de la ville de Périgueux, à Jean du Mayne, forgeron à Mussidan, d'une maison sise dans le Mercadieu de Mussidan, paroisse de St-Médard-de-Limenilh.

197. — 1473 (17 novembre). — Bail à cens par H. Géraud Arnaud, dit Golse, bourgeois et marchand de Périgueux, à Jean Rastel, bachelier en droit, habitant de Mussidan, d'un champ propre à bâtir (*quamdam pleyduram*) dans la ville de Mussidan.

198. — 1504 (17 juillet). — Echange entre noble et puissant seigneur

Bertrand de Lur, seigneur de Fraissinet, en Limousin, et de Longua, près Mussidan, d'une part, et H. H. Jean Arnaud, bourgeois de Périgueux, Jean de la Place (de Platea), bachelier en droit, autre Jean de la Place, son frère, bourgeois de Mussidan, et H. H. Fronton Arnaud, fils de Géraud Arnaud, d'autre part, de cens et rente dans la paroisse de Segonzac et St-Méard-de Limeuil (à Champ-Fayard).

199. — 1543 (24 avril). — Quittance d'arrérages de rentes par demoiselle Jeanne Arnaude, dame de Sallegourde, femme de M^e Charles de La Rabuterie, seigneur du Fief, conseiller au Parlement de Bordeaux, pour la paroisse de St-Georges-de-Mussidan.

200. — 1346 (décembre). — Reconnaissance féodale par Hélias Seguin, maire de Périgueux et bourgeois de ladite ville, par Pierre Vaudo, d'un jardin à Puyaudé, sis paroisse de St-Hilaire de Périgueux.

201. — 1533 (16 janvier). — Reconnaissance de féodalité et de directité en faveur de demoiselle ...Arnault, femme de M^e Charles de La Rebuterie, conseiller au Parlement, pour une maison dans la ville de Périgueux, en la rue Saint-Silain.

Pour extrait :

A. GRENIER.

CORRESPONDANCE DES CONTRÔLEURS GÉNÉRAUX DES FINANCES AVEC LES
INTENDANTS DES PROVINCES, publiée par MM. de Boislisle et de Bro-
tonne. (Suite).

*M. l'Evêque de Périgueux,
au Contrôleur général.*

23 mars 1708.

Mémoire sur l'état du diocèse de Périgueux.

» Le diocèse de Périgueux ne manque d'aucune chose nécessaire à la
» vie ; les pauvres y sont en petit nombre, et, dans les temps ici, on a
» trouvé moyen d'ôter dans la ville la mendicité et de soulager les pauvres,
» qui ne pouvoient pas être renfermés. Il sort du diocèse environ, tous les
» ans, tant pour le Roi que pour les particuliers, environ 2.000,000 ". Le
» vin y vaut environ 100 s. le muid, le froment 3 liards la livre, le seigle
» un liard et demi. Tout cela se consomme dans la province, et rien quasi
» ne se vend au dehors. Voici par où l'argent rentre dans la province :
» les cochons, qui est le plus grand commerce (le lard y vaut au plus 3 s.
» la livre) ; du blé pour Bordeaux, mais très peu, car cela ne se tire que
» d'une extrémité du diocèse ; des châtaignes pour la Hollande et des

» planches de noyer ; des bœufs que l'on échange contre des veaux avec
» les Limousins parce qu'il n'y a point de vaches dans ce diocèse ; quel-
» ques bœufs que l'on vend environ dans la troisième partie du diocèse,
» car, dans les autres trois quarts ou environ, ils sont si petits qu'on ne
» peut point les débiter, si ce n'est dans le pays même, et cela faute de
» pâturages ; quelques eaux de vie et quelques vins blancs du côté de
» Bergerac, pour la Hollande. Mais tout cela maintenant est à très vil prix,
» par l'intelligence des marchands de Bordeaux, à ce que l'on dit ici. Un
» petit canton du diocèse qui va faire les vignes à Bordeaux ; mais la
» plus grande partie de ceux qui y vont s'y établissent, parce qu'on y vit
» plus commodément qu'ici.

« La plus grande partie de la noblesse et beaucoup d'autres du diocèse
» sont dans le service : c'est ce qui tire encore beaucoup d'argent de la
» province. Le vin qui y croît n'est pas bon, ne se garde pas, et ne peut
» point être débité dehors.

« Cela supposé, et je crois que MM. les receveurs généraux de la pro-
» vince en conviendront aisément, il parolt évident qu'il n'y a point d'amás
» d'argent dans la province, et que, sortant beaucoup plus d'espèces qu'il
» n'y en entre, le Roi, malgré la bonne volonté des habitants, ne pourra pas
» être payé à moins que vous ne jugiez à propos, par votre zèle pour le
» bien public, de faire vider le trop plein de la province : 1° en achetant
» des cochons pour le Roi, car, comme la vente est incertaine, et parce que
» le paysan et le cochon vivent la plupart du temps de châtaignes, ils ne
» sont pas beaucoup encouragés à nourrir beaucoup de cochons, s'ils ne
» sont certains de la vente ; 2° en facilitant le débit avec la Hollande des
» grosses châtaignes, des eaux-de-vie, des vins blancs et des planches de
» noyer ; 3° en procurant la vente des petits bœufs dans les lieux où il n'y
» a pas de droits considérables ; ils sont trop petits pour être transférés
» dans ces sortes d'endroits ; 4° en prohibant d'amener les blés étrangers
» dans la province, afin qu'on puisse consommer le trop-plein des blés à
» Bordeaux, car la Guyenne en a assez et plus qu'il ne lui en faut pour se
» nourrir dans les années ordinaires. Voilà ce que j'ai toujours entendu
» dire dans ce pays-ci à gens expérimentés dans ces sortes de matières ;
» voilà ce qui m'a paru évident ; voilà ce que je crois des choses, dont
» MM. les fermiers généraux conviendront. Je n'en sais rien cependant ;
» ce que je puis vous assurer avec vérité est que les espèces y manquent
» absolument, et que, de particuliers à particuliers, il n'y a quasi plus
» que des échanges. Je ne sais pas si j'ai raison de me donner l'honneur
» de vous écrire ce que je vous écris ; mais j'ai cru qu'il étoit du service
» du Roi et de mon devoir de me donner cette liberté. Ce n'est pas mon
» intention de dire quelque chose qui blesse, et je ne crois pas le faire ; en

» tout cas, on peut regarder ceci comme non arrivé, si vous avez la bonté
» de le faire (1). »

(Tome III, p. 9 et 10).

*M. de La Bourdonnaye, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

28 juillet 1708 et 20 juillet 1709.

Il n'est pas d'avis qu'on accorde une remise de taxe à la ville de Bergerac, remplie de religieux opiniâtres, qui sont mal intentionnés pour la plupart, et qu'on est obligé de contenir, ainsi que ceux de Sainte-Foy et de Mussidan, par la présence permanente de compagnies de cavalerie.

(Tome III, p. 38).

*Le Contrôleur général
à M. de La Bourdonnaye, intendant à Bordeaux.*

22 mars 1709.

«.... Vous m'informez des avis que vous avez reçus du mal que les derniers froids ont causé aux vignes du Bordelois, aux châtaignes du Périgord, aux pins et aux mouches à miel des landes de Bordeaux, et même aux blés, et vous me parlez des difficultés que vous trouverez à tirer des secours de la Généralité de Montauban, du Languedoc, du Poitou et de la Touraine (2). Il y a tout lieu d'espérer qu'au printemps, et lorsqu'un temps plus doux aura permis de reconnoître l'état des choses, le mal ne se trouvera pas tel, ni aussi général qu'on vous l'a fait entendre. On sait déjà que les vignes n'ont point souffert dans les grands vignobles

(1) Apostille en marge : « Le mémoire qu'il m'a envoyé m'a paru parfaitement bien et bien détaillé, et, étant aussi nécessaire de faire usage de tout ce qui peut favoriser le débit des denrées que chaque pays produit, et les vues qu'il propose devant être fort bonnes, on s'en servira autant qu'il sera possible ».

(2) Voir les lettres de M. de la Bourdonnaye, 19, 26 et 29 janvier ; 2, 9, 16 et 24 mars ; 4, 13, 18, 20, 24 et 28 avril ; 2, 6, 11, 14, 18, 21 et 28 mai ; 1^{er}, 4, 8, et 15 juin ; 9, 14, 17, 24 et 30 juillet ; 7, 13, 17, 27 et 31 août ; 3 et 10 septembre, etc ; du maréchal de Montrevel, commandant général en Guyenne, 30 avril, 14 et 25 mai ; des habitants de Villefranche en Périgord, 1^{er} mai ; des maire et consuls de Condom, 2 mai ; des directeurs de la Chambre de commerce de Guyenne, 3 août ; et les autres lettres du Contrôleur général à M. de la Bourdonnaye, 6, 12 et 15 janvier ; 4 février ; 19 et 28 mai ; 2 et 9 juin ; et à M. Roujault, intendant à Poitiers, 6 et 12 janvier ; 14, 22 et 25 mars.

» des provinces de Bourgogne, Champagne, Orléanois et autres de ce
» côté-ci ; il y a beaucoup moins lieu d'appréhender pour celles des pays
» plus méridionaux, et en particulier de la Guyenne. A l'égard des blés, on
» est fort revenu de la frayeur dans laquelle on étoit, et on est bien informé
» que, dans les bonnes terres, ils n'ont point souffert.... »

(Tome III, p. 112).

Subsistance à fournir aux pauvres.

M. l'évêque de Sarlat (1) écrit le 15 mai 1709 au Contrôleur général :
« ... J'ai été presque dans tous les endroits les plus considérables de mon
» diocèse, pour exhorter les ecclésiastiques et les peuples à fournir aux
» besoins des pauvres : ce qui a été exécuté, par la miséricorde de Dieu,
» avec quelque succès jusques ici ; mais les années à venir nous font trem-
» bler. Les curés de mon diocèse sont presque tous à portion congrue ; les
» chanoines de mon église n'ont tout au plus que 3 à 400^{rs} de revenu,
» et les revenus de tout ce clergé consistent en dîmes, qui, par consé-
» quent, est presque tout perdu par les rigueurs de la dernière saison.
» Ainsi nous sommes tous, et les uns et les autres, presque sans aucune
» ressource. Cependant, on nous presse pour le paiement des dernières
» charges créées des contrôleurs des greffes des insinuations et des gens de
» mainmorte... Permettez-moi de vous supplier de vouloir ordonner au
» traitant de nous donner du temps... J'ai établi, avant sortir de Sarlat,
» un ordre pour l'entretien des pauvres, qui n'y souffrent pas présentement.
» J'ai été dans les principaux endroits pour y établir le même ordre, et je
» suis venu ici (à Beaumont), à l'extrémité de mon diocèse, pour y faire la
» même chose. Je continuerai le même soin jusques au temps de la récolte ;
» j'ai même exigé des marchands de blé de diminuer le prix de leur
» marchandise en faveur des pauvres : quelques-uns me l'ont accordé ;
» mais la plupart me l'ont refusé, et j'ai fait, par mon industrie, vendre
» des grains aux marchés sur un plus bas pied que le courant du marché,
» dans l'intention que cela pourroit produire la diminution du blé.... »

(Tome III, p. 146).

M. Boche, curé de Coulaures, près Périgueux,
au Contrôleur général.

26 mai 1709.

« On a fait en Périgord, par ordre de la Cour, le verbal de chaque
» paroisse, pour représenter au Roi le dommage extrême que le mauvais
» temps a causé. Quoique S. M. ait eu particulièrement en vue les travail-

(1) Paul de Chaulnes.

» leurs de terre, qui sont les plus nécessaires à l'Etat, il n'y aura pourtant
» que les riches qui en profiteront, si le zèle de Votre Grandeur n'y pour-
» voit. Les collecteurs ne suivent ordinairement d'autre règle, pour la coti-
» sation, que leur caprice, leurs passions et les rôles précédents, qui sont
» toujours mal faits, parce que le riche fainéant y est épargné par son
» crédit, et le pauvre travailleur accablé. Voilà ce qui multiplie les men-
» dians, qui font présentement le nombre de plus de quatre cents dans
» cette paroisse, située sur les petites rivières de la Loue et de l'Isle, à une
» lieue au-dessous d'Excideuil et à quatre lieues au-dessus de Périgueux.
» Cette cotisation est une source de concussions, de malédictions, d'injures,
» de disputes, de querelles, de haines, de vengeances et d'autres désordres.
» Les plus grands, je parle en pasteur, sont la ruine et la damnation de
» mes paroissiens. Les tailles étant ici personnelles, on ne peut suivre
» aucune règle certaine pour contenter les taillables par la proportion exacte
» qui devrait être entre les charges et les facultés. Les collecteurs n'ont
» point d'égard aux métiers, qui sont peu de chose dans la campagne, que
» pour charger les pauvres. Ce n'est pas que les riches, tout considéré, ne
» soient bien assez chargés, et, cette année, ils ont beaucoup de peine à
» vivre ; mais ils sont moins chargés que les autres à proportion, car la
» plupart des travailleurs ont plus de taille que de revenu, et, pour la
» pouvoir payer, ils font demander l'aumône à leurs familles. Il y a douze
» maisons privilégiées dans cette paroisse, appelée de Coulaures, qui pos-
» sèdent tous les meilleurs fonds : leur autorité empêche les collecteurs de
» surcharger leurs gens, assez chargés d'ailleurs. Cette multitude de privi-
» légiés possédant les principaux biens exempts de charges cause en partie
» la misère des travailleurs de cette paroisse, qui passe pour riche et pour
» grande, et n'a tout au plus que deux cent trente feux. Elle est toujours
» obérée d'impôts, et toujours une des plus misérables qui soient dans la
» province, sans compter les inondations fréquentes des rivières susdites et
» le froid de janvier dernier, qui a fait périr les arbres, les vignes et les
» blés d'hiver. Pour rendre la ruine plus complète, les porteurs de con-
» trainte sont tous les jours dans ce pays-ci, pour faire payer les tailles.
» Ils sont à présent dans cette paroisse à 5 l. s. par jour, et ils y étoient le 15^e
» du courant. Ils saisissent même le peu de blé qu'ils trouvèrent dans une
» pauvre maison. Ils enlèvent les portes, quand ils ne trouvent autre chose.
» On n'observe aucune loi parce que la pauvreté ne permet pas de faire les
» avances pour demander justice. Pour remédier à tous ces maux, on
» souhaiterait fort que le Roi ordonnât l'exécution du projet de M. le maré-
» chal de Vauban touchant la dîme royale. On trouve ce projet admirable
» pour tenir lieu de tous les subsides et pour établir de la proportion autant
» qu'il se peut entre les biens et les charges. Ceux qui en ont fait la lecture
» ne croient pas qu'il ait besoin d'être corrigé, que sur les maisons qui ne

» portent pas de revenu et sur la taxe du sel : les particuliers désireroient
» qu'il fût sur le pied du blé, disant que le Roi pourroit en prendre la
» dîme sur les salines comme de tous les autres fruits et revenus. En ce
» cas, on regarderoit ce siècle, tout misérable qu'il est, comme un siècle
» d'or. Il seroit facile aux receveurs d'en établir des fermiers dans chaque
» paroisse. On peut tout espérer, en faveur du public, du plus grand Roi du
» monde et de la sagesse de votre ministère. La France peut vous regarder
» comme son Joseph, étant comme une Egypte désolée et affamée. Les
» larmes de mes paroissiens m'ont forcé à écrire à Votre Grandeur. Je les
» exhorterai de prier Dieu pour la prospérité de votre personne. »

(Tome III, p. 138.)

*M. l'Évêque d'Agen,
au Contrôleur général.*

30 juin 1709.

Mémoire du clergé diocésain sur les inconvénients de la déclaration royale qui porte que les dîmes seront acquittées en argent, et non plus en nature (1).

(Tome III, p. 178).

*M. de La Bourdonnaye, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

6 juillet 1709.

La récolte des froments sera généralement assez bonne, à peu près la moitié d'une année abondante ; celle des seigles a été moins heureuse. Si le blé d'Espagne et le millet arrivent à bien, la subsistance du département sera assurée, sauf pour Bordeaux, Bayonne et le Périgord,

(Tome III, p. 183).

*M. de La Bourdonnaye, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

17 juillet 1709.

• Les mouvements qui parurent dans le Quercy en l'année 1707, et
• qui se communiquèrent à quelques paroisses du Périgord et de l'Age-
• nois, ayant intimidé les porteurs de contraintes, on fut obligé d'em-
• ployer les troupes pour les recouvrements, et on s'aperçut qu'on s'en ser-

(1) Voir les lettres de protestation de M. de La Bourdonnaye, intendant à Bordeaux, et de MM. Dalon et du Vigier, premier président et procureur général du Parlement, 9 et 23 juillet ; ... de M. l'évêque de Sarlat, 10 juillet ; de l'abbé de Laubanie, prieur de Brive, 11 juillet, etc.

» voit avec succès dans les lieux les plus difficiles. Les recouvrements se
» trouvant presque entièrement interrompus par l'impuissance absolue où
» la disette a mis les peuples de satisfaire à ce qu'ils doivent, je crois qu'on
» sera d'autant plus obligé d'employer les troupes, cette année comme en
» 1707, que quelques paroisses de Périgord ont paru mépriser les porteurs
» de contraintes ; quelques-unes même les ont chassés. Les officiers de
» l'Election de Sarlat ont décrété les coupables. Si vous jugez à propos
» qu'on se serve des troupes, il seroit nécessaire que vous eussiez la bonté
» de le mander à M. le maréchal de Montrevel ; et même, de lui dire qu'il
» convient que les compagnies du régiment de cavalerie de Crouy et du
» régiment d'infanterie de Clairefontaine, qui doivent, en revenant d'Es-
» pagne, demeurer dans la Généralité de Bordeaux, soient placées dans les
» Elections par rapport à cet usage » (1).

(Tome III, p. 191).

*M. le duc de La Force,
Au Contrôleur général.*

(Intendance de Bordeaux.)

(De Rouen), 21 juillet 1709.

« Dans la triste situation où je me trouve, chargé de plusieurs grosses
» dettes de ma maison et poursuivi de tout côté par des traitants, j'ai
» recours à vous pour vous représenter mon état et vous supplier d'y avoir
» égard.

» J'ai eu le malheur de trouver beaucoup d'affaires à la mort de mon
» père, qui me laissa 200,000 * de dettes plus que de bien. J'avois com-
» mencé d'y apporter quelque arrangement par mon mariage, qui m'avoit
» procuré des traités avantageux avec mes créanciers ; mais le malheur
» du temps m'a empêché d'en continuer l'exécution, et m'a forcé même
» de recourir à la bonté du Roi pour obtenir un arrêt de surséance, auquel
» vous avez bien voulu vous intéresser. Pour tâcher de vivre et de
» ménager de quoi payer les intérêts à mes créanciers conformément à
» cet arrêt, j'ai été obligé de me retirer dans mes terres de Normandie,

(1) M. de Lussé, receveur général des finances à Bordeaux, écrivait le 5 juillet : «... J'ose vous dire que le service de ces gens-là sera très efficace pour
» rétablir les recouvrements, qui sont absolument cessés, parce que les peuples
» qui, naturellement, craignent de pareils hôtes, s'empresseront de payer leurs
» impositions, et que, par ce moyen, on leur fera désirer les porteurs de con-
» traintes, qu'ils ont chassés presque partout, et maltraités même en plusieurs
» endroits... »

» où je serois encore sans un procès qui m'a fait venir ici, et où je re-
» tournerai dès que ce procès sera fini. Mais toutes mes précautions de-
» viennent inutiles par les nouveaux malheurs que la rigueur de l'hiver,
» les inondations de la Garonne et la grêle viennent de causer dans mes
» terres de Guyenne, et par les taxes considérables dont je suis accablé.
» J'ai le malheur d'avoir tout mon bien en fonds de terre, et presque aux
» extrémités des provinces les plus éloignées. Ce bien, quoique d'une
» assez grande étendue, me rapportoit fort peu de chose depuis quelques
» années, et c'est ce qui a causé mon premier dérangement; mais il ne
» me rapporte presque plus rien aujourd'hui, et c'est ce qui me jette dans
» une impossibilité absolue de payer les taxes qu'on me demande, et
» dont voici le détail, ou du moins des plus considérables, car je ne parle
» point des petites.

» La première est pour la réunion à mes justices des charges de gruyer,
» procureur du Roi et greffier créées par édit du mois de mars 1707.
» Cette taxe, à la prendre suivant l'esprit et les termes de l'édit, ne devoit
» monter pour moi qu'à 2,000 »; mais, par une extension que les traitants
» donnent à cet édit en voulant la faire payer pour chaque paroisse dont
» une justice est composée, elle monte à plus de 15,000 livres; et c'est
» particulièrement à cet égard que je vous demande l'honneur de votre
» protection et de votre bonne justice, car les offices dont est question sont
» créés pour être établis en chacune des just ces seigneuriales, et non en
» chaque paroisse dont ces justices peuvent être composées.

» La seconde taxe est pour la confirmation de l'acquisition faite par
» mon beau-père, en 1702, de la demi-baronnie d'Auffay et de la justice
» de quelques paroisses, ou pour gages d'officiers. Elle étoit de 12,100
» livres; mais vous avez eu la bonté de la modérer, sur le rapport de
» M. Le Peletier des Forts, à 6,000 livres : de quoi je vous remercie très
» humblement.

» Enfin, on me demande une troisième taxe de 11,000 livres pour le
» rachat des charges locales du domaine de Bergerac, acquis à titre
» d'engagement par feu M. le maréchal de La Force, mon trisaïeul, il y a
» plus de cent ans. Ce domaine, qui n'est affermé que 1,600 livres et qui
» ne m'en rapporte que 800, à cause de ces charges locales, me revient
» déjà à plus de 40,000 livres par les différentes taxes qu'on a payées
» depuis l'engagement, et il y en eut même une, en 1345, pour le rachat
» de ces charges locales, qu'on n'a pas laissé de payer toujours depuis.

» Pour toutes ces taxes, les traitants ont fait saisir mes fermiers, dont
» plusieurs ont déjà abandonné les fermes, l'hiver, les débordements des
» eaux et la grêle les ayant mis hors d'état de les faire valoir, et ils vont,
» par leurs saisies et exécutions, faire désertir tous les autres : en sorte

» que, généralement, toutes mes terres vont demeurer en friche. Voilà
» mon état, qui est assurément des plus tristes.

» D'un autre côté, je vois avec une extrême douleur que le Roi a un
» pressant besoin de secours, et je voudrois, au prix de tout ce que je
» possède au monde, pouvoir lui en procurer; mais dans la cruelle situa-
» tion où je me trouve, ne pouvant ni vendre, ni emprunter, ni même être
» payé de mes fermiers, je n'ai pour toute ressource qu'une ordonnance
» de 12,000 livres sur le Trésor royal, qui est un bienfait de Sa Majesté,
» dont j'ai vécu depuis quelques années. Je l'offre de tout mon cœur, et
» vous supplie de vouloir la faire accepter par quelqu'un des traitants, en
» attendant que je puisse m'acquitter entièrement avec eux de ce à quoi
» se monteront les taxes... »

(Tome III, p. 193.)

*M^{me} de Hautefort, à Brantôme, en Périgord,
au Contrôleur général,*

22 août 1709.

« Comme je crois qu'il est d'une nécessité absolue pour le bien de la
» religion et du public que je représente à Votre Grandeur que, lorsque
» M^{sr} l'évêque de Périgueux (1) vous a proposé des expédients pour le
» soulagement des pauvres, il ne l'a fait que pour vous surprendre et vous
» prévenir en sa faveur, en cas que la province se plaignit de sa grande
» dureté envers tout le monde, je me vois obligée en conscience d'avertir
» Votre Grandeur que la province est perdue, si vous ne vous servez pas
» de votre autorité pour l'obliger à faire l'aumône, car son avarice est si
» grande, qu'il n'a donné cette année que 2 s. par jour à cinquante et deux
» pauvres, après y avoir été forcé par les jurats, pendant deux mois et
» demi seulement, et, qu'il est la seule personne de son diocèse qui ne
» donne rien présentement, ni à la ville ni à la campagne, depuis le der-
» nier juillet, au grand scandale de tout le monde; et il plaide à Périgueux
» parce qu'il ne veut pas nourrir un enfant trouvé dans une de ses paroiss-
» ses; et il n'a pas voulu partager le blé de cette récolte avec son métayer,
» contre l'usage établi dans toute la province, c'est-à-dire qu'il aime mieux
» faire mourir de faim toute une famille, que de lui donner trois ou quatre
» charges de blé qui lui appartiennent. On dit aussi qu'il bat les pauvres
» quand ils [se] présentent devant lui.

« Vous serez encore bien surpris d'apprendre qu'il ne fait rien dans son
» diocèse, du soin duquel il se repose entièrement sur son vicaire général

(1) Pierre Clément, né à Besançon, sacré à Rouen le 20 octobre 1702, mort le 6 janvier 1719.

» et sur son official, et qu'il n'est pas entré dans l'église depuis qu'il a
» ordonné, par ordre du Roi, des prières publiques pour la paix, pas même
» le jour de l'Assomption, quoiqu'il soit en parfaite santé : ce qui fait que
» tout le monde dit qu'il faudroit s'en plaindre et demander un coadju-
» teur. Et pour vous faire voir qu'il ne songe qu'à surprendre la Cour, c'est
» qu'il a fait son neveu vicaire général à vingt et deux ans, pour lui pro-
» curer quelque abbaye à la faveur de ce beau titre, quoiqu'il fasse si peu
» de cas de lui qu'il ne veut pas qu'il mange à sa table. J'aurois beaucoup
» d'autres choses à vous représenter sur la conduite de ce prélat, si je ne
» craignois pas de vous ennuyer. Ainsi, je me contenterai de vous dire
» que j'en ai écrit trois fois, fort inutilement, à M^{sr} l'évêque de Chartres (1).
» Si Votre Grandeur avoit la charité de lui en parler, peut-être prendroit-il
» des mesures, avec son confrère et son ami, qui feroient cesser les plaintes
» de toute la province, et Votre Grandeur feroit, par ce moyen, un grand
» bien à l'Eglise et à tout le diocèse. »

(Tome III, p. 204.)

(Tome III. — 1708 à 1715. — Paris, Imprimerie nationale, 1897.)

(A Suivre.)

(1) Paul Godet des Marais, mort à Chartres le 26 septembre 1709.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le bourg de Celles ; — et la 2^e, le Pavillon d'angle du château de Lacaux, à Celles.

Le gérant responsable, P. DUBOIS.

Vol. 31.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

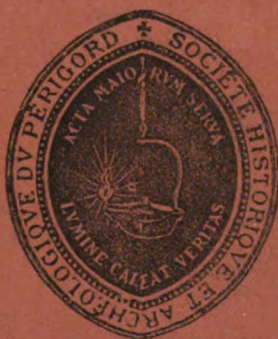
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS.



TOME XXXI. — SIXIÈME LIVRAISON.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^e), RUE TAILLEFER.

—
Novembre-Décembre 1904.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 6^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 6 octobre 1904.....	397
— — du jeudi 3 novembre.....	405
Excursion de la Société en 1904 (M. le M ^{re} DE FAYOLLE)...	411
Notes sur la forteresse de Puyguilhem au XIV ^e siècle (M. A. DE ROUMEJOUX).....	432
Date de la construction de l'ancienne halle de Vergt (M. F. V.).....	436
La taille de 1684 en Périgord (M. Gustave HERMANN).....	437
Anciens cachets armoriés (M. Roger DROUAULT).....	449
VARIA. — Correspondance des Contrôleurs généraux des finances (<i>suite et fin</i>).....	452
— Lettres inédites de Prunis et de Maine de Biran (M. Joseph DURIEUX).....	456
Table alphabétique et analytique des matières (M. le comte DE SAINT SAUD).....	463

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 6 octobre 1904.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Bayle, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Ch. Durand, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Granger, de Montégut-Lamorelie, l'abbé Joseph Roux, Vigie, Villepelet, et Ch. Aublant.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier les ouvrages suivants :

The progress of Geographical Knowledge, by col. sir T. H. Holdich, brochure in-8° ;

The craniology of man and anthropoid apes, by N. C. Macnamara, brochure in-8° avec planches ;

The Baoussé-Roussé explorations : A study of a new human type by M. Verneau, by Albert Gaudry, brochure in-8° avec planches ;

Fossil human remains found near Lansing, Kansas, by W. H. Holmes, brochure in-8° avec planches ;

The wild tribes of the malay peninsula, by W. W. Skeat, brochure in-8° avec planches ;

The Pygmies of the great Congo forest, by sir Harry H. Johnston, brochure in-8° avec dessins dans le texte ;

Guam and its People, by W. E. Safford, brochure in-8° avec planches ;

Oriental elements of culture in the occident, by Dr. Georg. Jacob, in-8° ;

John Wesley Powell, by G. K. Gilbert, brochure in-8° avec portrait ;

Rudolph Virchow 1821-1902, by Oscar Israel, brochure in-8° avec portrait ;

Les couvertures de toutes ces brochures portent, en outre : *From the Smithsonian report for 1902* ; et *Washington, government printing office 1903* ;

Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles, tome XVIII, livraisons III et IV, Bruxelles, Vromant C^{ie}, 1904, in-8° avec planches ;

Congrès archéologique de France, LXIX^e session. Séances générales tenues à Troyes et Provins en 1902, Paris, A. Picard et fils ; Caen, H. Delesque 1903, 1 vol. in-8° avec nombreuses planches ;

Revue des Etudes grecques, tome XVII, un fascicule, mai-juin 1904, Paris, Ernest Leroux, in 8° avec planche ;

Académie des Inscriptions et Belles Lettres, comptes rendus des séances de l'année 1904, bulletin de mars-avril, Paris, Alphonse Picard et fils, 1904, un fascicule in-8° avec planches ;

Société de secours des amis des sciences, compte-rendu du 47^e exercice. Quarante et unième séance publique annuelle tenue le 19 mai 1904, Paris, Gauthier-Villars, 1904, in 8° avec dessins ;

Catalogue des expositions des monuments historiques et de l'exposition des édifices diocésains, Paris, Chamerot et Renouard, 1900, in-8° ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, troisième trimestre de 1904, Fontainebleau, Maurice Bourges, in-8°, avec gravures ;

Bulletin de la Société Nivernaise des Lettres, Sciences et Arts, tome X^e, troisième fascicule, in 8°, avec planche, Nevers, Mazon 1904 ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, XXIV^e volume, 5^e livraison, 1^{er} septembre 1904, un fascicule in 8°, avec planches, Saintes, librairie de M^{me} Fragnaud, 1904 ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique

de la Corrèze, tome vingt-sixième, 2^e livraison, in-8°, avec planches, Brive, Marcel Roche, avril-juin 1904 ;

Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 2^e livraison, 1904, avril-mai-juin, in 8°, avec planches, Tulle, Crauffon ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), vingt-neuvième année 1904, 2^e trimestre, un fascicule in-8°, Dax, H. Labèque, 1904 ;

Le Relèvement social, organe de la ligue française de la moralité publique, 12^e année, n° 17 (1^{er} septembre 1904) ;

De M. Emile Rivière, président de la Société préhistorique de France, deux de ses brochures : *La lampe en pierre de Saint-Julien, Maumont (Corrèze)*, Paris, hôtel des Sociétés savantes, in-8°, avec dessin, et *Découverte d'une nécropole gallo-romaine, à Paris*, Paris, hôtel des Sociétés savantes, in-8°, avec dessins ;

De M. Gustave Hermann : *Variétés révolutionnaires. — La Constitution de 1793 à Excideuil (Dordogne)* ; Périgueux, D. Joucla, 1904, in-8°, et *l'Avenir illustré*, n° du 9 juin et du 15 septembre 1904, contenant, le premier : *Rimes patoises, Lou Reibinet* (Fable), et son article : *Poètes périgourdins d'autrefois : J. Clédut* ; le second, un deuxième article sur les *Poètes périgourdins d'autrefois : Rollin, notaire royal, poète patois excideuillais du XVIII^e siècle* ;

Le château d'Assier, en Quercy, et la statue équestre du roi François I^{er}, par M. de Montégut, Paris, Plon-Nourrit, in-8° ;

De M. Laplace, économiste du collège de Bergerac, trois numéros du journal *l'Eclaireur de Bergerac*, des 14, 21 et 28 septembre 1904, contenant, en feuilleton, un aperçu historique sur *le Collège de Bergerac*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. l'abbé Joseph Roux, curé de Léguillac-de-Lauche, dépose sur le bureau plusieurs objets découverts au cours des travaux de reconstruction de son église : un petit reliquaire, en étain, du xii^e siècle, ayant la forme des anciennes granges limousines et périgourdines ; lorsque cet objet fut trouvé, il contenait encore un ossement et des fragments d'un linge

qui, au toucher, tombèrent en poussière; plusieurs clefs des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles; enfin, une petite croix du ^{xvii}^e siècle, avec la figuration naïve du Christ, en cuivre estampé.

Les membres présents admirèrent aussi le relevé complet de l'ancienne église, fait par M. l'abbé Roux, avec dessins et photographies à l'appui. Ce travail considérable servira de base à notre confrère pour l'étude qu'il doit publier, sur ce monument, dans notre *Bulletin*.

A ce propos, M. LE PRÉSIDENT rappelle que l'église de Léguillac de Lauche était un des édifices romans les plus anciens et les plus intéressants, non seulement du Périgord, mais même de France. On constata, en la démolissant, l'époque de la construction au ^{xi}^e siècle, et des traces de réparations faites à deux époques distinctes : aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. Il déplore, avec l'assemblée, sa complète disparition.

M. VIGIÉ nous lit ensuite quelques pages de son travail sur la fondation, l'histoire et les contumes des bastides créées en Périgord, soit par les rois de France et d'Angleterre, soit par leurs puissants vassaux, les comtes de Poitiers et de Toulouse.

L'assemblée écoute avec intérêt la lecture de la très documentée étude de notre savant confrère.

Le Secrétaire donne communication de la lettre suivante sur Geoffroi de Pompadour, évêque de Périgueux au ^{xv}^e siècle et grand aumônier du Roi, que lui a adressée notre confrère M. J. CRÉDOT :

« Il est à peu près universellement admis de nos jours, dit-il, que l'origine du titre de Grand Aumônier du Roi remonte au roi Charles VIII, et que Geoffroi de Pompadour, évêque de Périgueux, de 1470 à 1486, en fut le premier investi. Aussi ne faut-il point s'étonner que M. l'abbé Riboulet, notamment, ait relevé cette particularité dans sa remarquable étude sur l'abbaye de Chancelade. (*Bulletin*, IX, 136).

» Mais la commune renommée, (cette ressource *in extremis* du chercheur malheureux), serait ici en contradiction absolue avec les faits.

» C'est ainsi que l'abbé Oroux, chapelain du Roi, reproduit, dans son *Histoire ecclésiastique de la Cour de France* (Paris, 1776, t. 1, p. 597 et 598), un document décisif à cet égard. Il s'agit d'une lettre écrite par le roi Louis XI aux chanoines de Meaux, pour leur faire part de la présentation au Pape, comme évêque de ce diocèse, le siège vacant, de Jean Lhuillier, son confesseur et *Grand Aumônier*. (Donné à Plessis-du-Parc, le 20 mai 1483.)

• L'abbé Oroux ne s'en tient pas là. Il nous montre comment Geoffroi de Pompadour sut tirer parti des circonstances, et les aider au besoin, pour satisfaire son ambition.

• Après avoir rappelé le puissant crédit de ce prélat auprès des rois de France et les charges considérables qu'il en obtint, l'abbé Oroux ajoute : « Tout cela, soutenu d'un grand fonds de mérite personnel, lui donna sur les autres aumôniers, ses collègues, et à plus forte raison sur le Confesseur Jean de Rély, qui n'était pas encore revêtu de l'épiscopat, des avantages dont il ne manqua pas de profiter. Au préjudice de celui-ci, il se remit en possession des différentes prérogatives que le feu Roi avait détachées de la charge de l'Aumônier pour les réunir à celle du Confesseur, et il s'arrogea par rapport à ceux-là une prééminence, qui insensiblement l'autorisa, d'abord à recevoir, ensuite à prendre lui-même la qualité de Grand Aumônier du Roi ».

• Ainsi se trouve détruite la légende représentant Geoffroi I^{er} de Pompadour, évêque de Périgueux, comme ayant été honoré le premier du titre de Grand Aumônier du Roi. »

Il est certain, en effet, que d'après le document publié en 1776 par l'abbé Oroux dans son *Histoire ecclésiastique de la Cour de France*, Geoffroi de Pompadour ne saurait être considéré comme ayant été le premier à porter le titre de Grand Aumônier du Roi, puisque dès 1483 Louis XI donnait déjà ce même titre à Jean Lhuillier, « son confesseur et *Grand Aumônier*. »

Comme l'écrit M. Crédot, encore une légende qui s'en va.

De son côté, notre studieux confrère M. J. DU RIEU DE MAYNADIER nous adresse une notice sur le prieuré de Saint-Nicolas-des-Champs, à Bergerac. Ce prieuré, complètement

disparu, dont on ne connaît même plus l'emplacement aujourd'hui, se nommait aussi Saint-Nicolas-de Pelegri; il devait se trouver, comme son nom semble le dire, hors de la ville, et servait d'asile aux pèlerins et aux lépreux. Cette notice sera publiée dans le *Bulletin*.

M. l'abbé GRANGER nous communique ensuite deux pièces sur papier :

La première, assez difficile à lire à cause de son mauvais état, a trait à une perception de dîmes sur la paroisse de Preyssac-d'Agonac en 1471, par noble Bertrand du Breuilh, receveur général dans la châtellenie d'Agonac pour Geoffroi de Pompadour, évêque de Périgueux.

La seconde est un règlement définitif, après conflit, entre le chapitre St-Etienne-St Front et le vicaire perpétuel de cette église.

M. le chanoine BRUGIÈRE veut bien se charger de faire un résumé pour notre procès-verbal de ce document un peu long.

L'acte, daté du 28 juillet 1683, est passé en la ville de Périgueux et dans le palais épiscopal.

« Maître Michel Dufaux, prêtre, chanoine en l'église cathédrale St-Etienne-St-Front et syndic du chapitre, faisant pour et au nom dudit chapitre et commis par acte capitulaire, d'une part; et maître François Rossignol, prêtre, bachelier en théologie, au nom et comme vicaire perpétuel de l'église paroissiale Saint-Front de ladite ville, y habitant, et faisant tant pour lui que pour ses successeurs en ladite vicairie perpétuelle, d'autre part...

« Il est établi que lesdits sieurs chanoines, étant curés primitifs de ladite vicairie perpétuelle, à raison desquelles qualités premières, dont celle de vicaire perpétuel était émanée par leur concession pour accroître et faciliter le service divin au bien et avantage du peuple chrétien, auroient conservé par le passé et entendoient conserver à l'avenir tous les droits honorables et profitables à eux appartenants, comme curés primitifs.

« Pour raison de ce, lesdites parties s'en étant respectueusement soumises audit seigneur évêque (M^{sr} Guillaume Le Boux), y présent, autorisant et consentant de l'avis et ordonnance de Sadite Grandeur pour le bien de paix particulièrement recommandable aux personnes de leur profession ecclésiastique, lesdites parties par l'entremise de

personnes ecclésiastiques et autres gens de conseil, ont composé et amiablement transigé pour eux et leurs successeurs, à perpétuité et à jamais, en la forme que s'en suit, sçavoir : que ledit maître François Rossignol et ses successeurs en ladite vicairie perpétuelle ne pourront prendre que la qualité de vicaire perpétuel, que le service de ladite paroisse sera fait et continué en la chapelle appelée Neufve, laquelle est à la main gauche en entrant par la grande porte du Gras dans ladite église cathédrale ; en laquelle chapelle, s'il y arrivoit quelque ruine qui peut empêcher que le service de ladite paroisse n'y pût être fait et continué, il sera transféré à l'autel de Saint-Jean, par forme de sol presté par ledit chapitre, à la charge que, dans six mois après le transport, pour le plus tard, les réparations de ladite chapelle paroissiale seront faites et que ledit sieur Rossignol ou ses successeurs seront tenus de se remettre dans ladite chapelle....

» Les vicaires perpétuels seront tenus et obligés de célébrer les messes paroissiales et autres offices ou services de ladite paroisse dans ladite chapelle paroissiale et y administrer tous les sacrements à heures compétentes, et en telle sorte que lesdites messes paroissiales soient finies en toute saison de l'année à neuf heures du matin pour le plus tard, et que les enterrements et autres services soient réglés de telle sorte que le service du chœur, procession et autres services de ladite église cathédrale ne puissent être interrompus, ny retardés.

» L'un desdits chanoines, commis ou député par le chapitre, fera la bénédiction des chandelles, cendres, rameaux et autres accoutumés, donnera la bénédiction du Saint-Sacrement, la bénédiction au prédicateur s'il y a prédication.... Lesdits vicaires perpétuels et leurs vicaires assisteront à toutes les processions qui se feront par ledit chapitre, ainsi qu'aux obits et anniversaires du chapitre....

« Lesdits sieurs vicaires perpétuels se serviront, à leur volonté, de la cloche qu'on a accoutumé de faire sonner pour les services de ladite paroisse, et ledit chapitre permet à son sonneur de cloche de sonner au salaire accoutumé la cloche dudit chapitre appelée vigiliante (1) pour les paroissiens qui viendront à décéder lorsqu'il en sera

(1) Les registres de l'Hôtel de Ville, à la date du 2 septembre 1748 mentionnent « que la seconde cloche étant dans le clocher de l'église St-Front appelée *Cen Vigailaud* s'étant fendu depuis quelques jours en ça, les sieurs chanoines de ladite église se proposent de la faire refondre avec quelques autres... » (BB. 30 n° 28).

Je pense que les termes de *Vigiliale* et *Vigillaud* désignent la cloche qui servait au couvre-feu. (Note de M. le chanoine Brugière).

averty de la part des sieurs vicaires perpétuels ; au son de laquelle tous les habitués de ladite église cathédrale seront appelés suivant la coutume qui a été observée de temps immémorial...

» La grosse cloche dudit chapitre ne sonnera que par l'ordre et permission dudit chapitre ou du sieur président...

« Et ainsy a été le tout respectivement stipulé et accepté et à ce faire et tenir lesdites parties, et chacun en ce qui le concerne, ont obligé savoir ledit scindie tous les revenus dudit chapitre et ledit Rossignol ceux de ladite vicairie perpétuelle, à quoy de leur vouloir et consentement ont été condamnés sous le scel royal par moy dit notaire juré d'ycelluy ez présences de M^e François Leymarie et Antoine Charrière, praticiens, habitans dudit Périgueux, qui ont signé avec messire Pierre de Jay, abbé seigneur de Tourtoyrat, et messieurs maîtres François Dalexandre, écuyer, seigneur de la Roulandie et Gabriel Lacroix, avocats des parties, M^r M^e Michel Dufaulx, et audit nom m^e François Rossignol audit nom, ainsy signés à l'original Dejay, abbé de Tourtoyrat, Dufaulx, scindie, audit nom Rossignol, prêtre, audit nom Alexandre, conseil ordinaire dudit chapitre, Lacroix conseil du sieur Rossignol, Leymarie, présent, Charrière, présent, et moy ainsi signé : CHARTHOULE, notaire royal.

M. l'abbé Granger offre le premier de ces documents aux Archives départementales, le second aux archives de l'évêché.

Puis, M. DEJARRIC-DESCOMBES dit que le cachet décrit par M. Ph. de Bosredon dans le dernier *Bulletin* (page 303), comme ayant appartenu à « N. du Lau, épouse de N. de Puyguilhem », était celui de Suzanne du Lau, épouse de Pierre-Louis Chapt de Rastignac, comte de Puyguilhem.

Cette dame naquit à Montardy le 3 décembre 1714 du mariage de Jean-Armand du Lau, comte d'Allemans, baron de Champniers, seigneur de Montardy, Coutures et autres lieux, capitaine au régiment du Roi-Infanterie, et d'Antoinette-Julie Beaupoil de Saint-Aulaire, dame de Lanmary.

M. BAYLE nous apprend qu'il a eu la bonne fortune, pendant ses vacances, de mettre la main sur une partie des papiers de la famille de Foucauld de Lardimalie dont il a entrepris de retracer l'histoire. Ces papiers, très nombreux et très intéressants, lui apporteront de nouveaux documents

qui le forceront à refondre son travail, déjà avancé, tout en le complétant.

M. de Trémisot, possesseur actuel de ces archives, les a très gracieusement mises à la disposition de notre confrère.

Enfin, M. SAUVO-DESVERSANNES nous envoie un volumineux travail sur la *Justice du prieuré de Bussière-Badil*. Cette étude sera publiée dans le *Bulletin* ; mais l'assemblée décide d'en retrancher quelques passages qui paraissent un peu longs et et d'un intérêt un peu général.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire-adjoint,
CH. AUBLANT

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.



Séance du jeudi 3 novembre 1904.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. le comte Charles de Beaumont, le chanoine Brugière, Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Fayolle, l'abbé Goyhenèche, le colonel de Montifault et Villepelet.

Se font excuser : MM. Aublant, Féaux et Bayle.

Le procès verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. l'abbé GOYHENÈCHE demande à rectifier une coquille d'imprimerie passée dans le procès-verbal du 4 août, au sujet de l'explication des sigles IXXIX de la cloche de Sencenac. Voici la phrase dans son sens naturel : (*Campana* sous entendu) *Inuncta* au lieu d'*Incincta*, du verbe *inungere*, X *Christo* X *Chrismate* I *Jesu* X *Christi*. Cloche ointe, c'est-à-dire consacrée au Christ par le chrême de Jésus-Christ. « En effet, nous dit notre vénéré confrère, la cérémonie principale

de la bénédiction d'une cloche consiste à oindre le métal dans l'intérieur en quatre onctions de cette huile sainte en forme de croix.

« J'ai cru devoir faire cette rectification qui donne à l'inscription le sens religieux qu'elle semble exprimer. »

M. Charles DE BEAUMONT est venu particulièrement à la séance pour dire son regret de n'avoir pu assister à l'excursion de la Société en Nontronnais : un deuil récent dans sa famille l'en a empêché. Il aurait été heureux d'accompagner ses confrères à Piégut, sur le propre terrain de ses investigations.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvrages que notre bibliothèque a reçus dans le courant du mois dernier :

Comptes-rendus des séances de l'année 1904 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de mai-juin, in-8°, avec planches et dessins dans le texte, Paris, Alphonse Picard et fils, éditeurs ;

Un numéro spécimen de la *Revue de l'Art ancien et moderne*, sous la direction de Jules Comte, 10 octobre 1903, grand in-4° broché, avec gravures hors texte, Paris, rue du Mont Thabor, 28 ; prix de l'abonnement par an, 65 francs ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, quatrième trimestre de 1904, un fascicule in-8° en feuilles, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté ;

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure, année 1904, tome XLV, 1^{er} semestre, in-8°, Nantes, imprimerie Dugas ;

La Revue Périgourdine, n° 9, deuxième année, septembre 1904, in-18, Closjoly par Mussidan ; Bergerac, imprimerie artistique Pouget ; contenant p. 85 un article de notre confrère M. Joseph Durieux, *Coup d'œil rétrospectif* sur l'histoire littéraire du Périgord ;

Veloce-Club Périgourdin, Automobile-Club de la Dordogne, bulletin officiel trimestriel, in-8°, n° 3, juillet-septembre 1904, Périgueux, imprimerie Ronteix ; contenant p. 55 la suite du *Guide du touriste en Périgord, Périgueux centre d'excursions*, par M. Louis Didon ;

Bulletin trimestriel de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, tome XXIX, avril, mai, juin, in-8°, Cahors, imprimerie Delperier, 1904 ; contenant un très intéressant mémoire de M. l'abbé Edmond Albe sur *Hugues Gérard, évêque de Cahors, l'affaire des Poisons et des Envoûtements en 1317*. Ce singulier personnage est né au repaire de Beaulieu, près Lanouaille, au diocèse de Périgueux et dans la vicomté de Limoges ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, neuvième volume, n° 7, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1904 ;

Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1904 (octobre), 151^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De notre compatriote M. Jean Clédat, ancien membre de l'Institut français du Caire, son mémoire sur *Le monastère et la nécropole de Baouît*, qui forme le premier fascicule du tome XII des *Mémoires* publiés par les membres de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, superbe in-folio, avec 38 planches et des dessins dans le texte, Le Caire, imprimerie de l'Institut français d'archéologie orientale, 1904 ;

De M. Gustave Chauvet, président de la Société archéologique de la Charente, deux de ses brochures : *Que nous apprend l'analyse des bronzes préhistoriques* (controverse), extrait du *Bulletin* de la Société historique du Périgord, in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1904 ; et *Petites Notes d'archéologie charentaise*, in-8°, Angoulême, imprimerie Coquemard, 1904 ;

De M. Emile Magne, sa brochure sur *Bertran de Born*, étude psychologique, le guerrier, — l'amant, — le moine, in-16, Paris, librairie Emile Lechevalier, 1904 ;

De M. Laplace, deux numéros du journal *L'Eclaireur de Bergerac*, contenant la suite de son aperçu historique sur *Le collège de Bergerac* ;

Et de M. Hermann, deux de ses brochures en double exemplaire, *Variétés révolutionnaires, La Constitution de 1793 à Excideuil* (Dordogne), in-8°, Périgueux, imprimerie Joucla, 1904 ; — *Monastère Sainte-Claire d'Excideuil*, notes et docu-

ments, extrait du *Bulletin* de la Société historique du Périgord, dans lequel, à la p. 283, 9^e ligne, on lit à tort « une lettre de l'évêque » au lieu de « une lettre à l'évêque », in-8°, Périgueux, Imprimerie de la Dordogne, 1904 ; — et les numéros du journal *l'Avenir illustré* des 22 septembre, 6, 20 et 27 octobre, où sont publiés *Une aube de Giraud de Borneil* ; *l'Eyluflayre*, poésie patoise ; *Rimes d'antan*, triolets.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Mme Gabriel Charavay nous envoie sa *Revue des autographes*, de septembre-octobre, dans laquelle sont indiqués des manuscrits signés de Périgourdins : 1^o une belle lettre de condoléances du chevalier d'Aydie à la marquise de Créqui sur la perte qu'elle vient de faire ; 2^o une pièce, signée à Paris, en 1744, par Charles-Armand duc de Biron, maréchal de France, qui se distingua au siège de Landau ; 3^o une autre signée, en 1673, d'Armand de Caumont La Force, grand maître de la garde-robe de Louis XIII, maréchal de France ; et 4^o une lettre du célèbre conventionnel Roux-Fazillac, datée d'Angoulême, le 28 septembre 1793, curieuse pièce relative à l'arrestation du citoyen Latranchade, lieutenant de vaisseau.

M. le comte DE SAINT-SAUD demande à faire une petite rectification dans l'énoncé d'une armoirie : p. 301 du *Bulletin* de cette année, on lit que les armoiries de la famille de Marsoullier de Montaut sont deux vases en pal. « Ainsi que je l'ai dit p. 96 de mes *Généalogies Périgourdines*, ce sont deux mortiers d'argent. Il est très étrange (et j'insiste là-dessus) de voir les Marsoullier, descendants mâles des seigneurs d'un Montault en Languedoc, prendre en première partition de leur écu les armoiries d'une famille dont Montault est le nom patronymique, quand ici ce n'est qu'un nom terrien. Les Montaut-Bénac, ducs de Navailles, portent en effet deux mortiers ou pierriers d'argent en pal sur champ d'azur. »

De son côté, M. CHARRIER, par l'entremise de M. le chanoine Brugière, propose aussi une rectification à la *France protestante* qui donne une date erronée à la mort de Geoffroy III de Vivaus. Il s'appuie pour cela sur des documents appartenant

à la famille de Vivans qui lui ont été communiqués. D'après la *France protestante*, Geoffroy III de Vivans fut arrêté en 1689 et « jeté à la Bastille où il gémissait encore en 1694 et où il mourut peut être. » Or, dans le contrat de mariage de son fils Joseph, du 11 juin 1677, on le dit fils de défunt Geoffroy de Vivans. Geoffroy III était par conséquent mort avant 1677, contrairement aux dires de la *France protestante* qui le faisait mourir — « peut-être à la Bastille vers 1694 » : c'est cette erreur que M. Charrier propose de rectifier.

Notre confrère, M. D'ESCATHA veut bien offrir aux Archives de la Dordogne une soixantaine de pièces qui lui viennent de M^{lle} Souffron, de St-Germain-des-Prés et comprennent :

1° Six états des revenus et des dépenses de la ville et communauté d'Excideuil dont les sieurs Jean Souffron de Rosier et Jean Bardet sieur Lascombas ont rendu compte en qualité de consuls, de 1756 à 1761 ; — et un état de la dépense faite dans la ville d'Excideuil, pour le casernement de la compagnie de Buzelet, régiment de Dragons-Dauphin, en quartier dans la ville depuis le 8 décembre 1753 jusqu'au 1^{er} novembre 1754 ;

2° Quatorze pièces, sur papier, et quatre sur parchemin, du xviii^e siècle, qui sont des procédures et des correspondances relatives à l'abbaye de Tourtoirac, pendant que le sieur Marc-Antoine de Beaupoil de Saint Aulaire était abbé commendataire, et l'abbé de Paty, doyen de St-Seurin de Bordeaux, était abbé ;

3° Deux pièces sur papier, du xvii^e siècle, concernant l'abbaye du Dalon ;

4° Deux pièces imprimées, sur papier, de 1692, relatives à la taille dans la paroisse de Teillots ;

5° Cinq pièces sur papier et une sur parchemin, copies concernant la famille de Rebeyreys, de la Costebouille, paroisse de Jumilhac ;

Et 6° quarante pièces sur papier et dix pièces sur parchemin, des xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles, qui sont des expéditions de minutes de notaires et d'actes de procédure, concernant diverses familles et de peu d'intérêt.

M. l'Archiviste départemental exprime sa gratitude à M. d'Escatha.

M. DUJARRIC-DESCOMBES offre également à la bibliothèque de notre Société un état des services du général de brigade, Pierre Mataly de Maran, officier de la Légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis, né le 17 février 1770 à Monpazier, mort à Paris, le 11 juillet 1842. Il nous rappelle en même temps que le journal l'*Echo de Vézère*, dans son numéro du 30 mars 1866, a publié, sur ce général d'origine périgourdine, une notice signée La Cluze, par M. Dessalles.

M. le Président remercie M. Dujarric.

D'autre part, M. Robert VILLEPELET nous mande que, dans le n° du 15 mai 1904 de la *Revue de Paris*, M. Pierre Lehautcourt a publié, sous ce titre : *Un précurseur : le colonel Ardant du Picq*, une étude sur cet officier à qui l'on doit de remarquables *Études sur le combat*, parues en 1880, et dont on a imprimé récemment les *Œuvres complètes*. Ardant du Picq, né à Périgueux en 1821, fut tué à la bataille de Gravelotte, le 15 août 1870.

Enfin M. Joseph DURIEUX nous envoie une intéressante notice bio-bibliographique sur un auteur sarladais aujourd'hui un peu oublié, Jean-Baptiste Marie-Louis de la Reynie de Labruyère, qui aurait composé un ouvrage de plus que ne l'indique la *Bibliographie générale du Périgord* (tome II, p. 127), et aurait été rédacteur de deux journaux *Le Courrier de la Patrie* ou *Journal des municipalités*, à partir du jeudi 11 février 1790, et *Le Télégraphe des armées*, journal politique et militaire, qui parut du 1^{er} nivôse au 30 pluviôse an VIII.

« Je ne suis pas sûr, écrit notre studieux confrère, qu'il soit, comme on l'a dit, un petit-fils du célèbre lieutenant-général de la police. En tous cas, c'est bien à tort certainement que la *France littéraire* de Quérard (tome IV, p. 559) a scindé la liste de ses ouvrages pour en attribuer la plus forte part à un chanoine de Limoges, prieur commendataire de Saint-Léger, tandis qu'elle assigne le restant de ses livres à un adjudant commandant, ex-administrateur d'hôpitaux militaires et

ancien agent politique du Gouvernement. Il s'agit en réalité d'un seul et même personnage, demeuré assez obscur bien qu'il ait été mêlé de près aux événements de la Révolution... »

Après lecture, il est décidé que cette notice sera publiée dans le *Bulletin*.

La séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire-général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

EXCURSION DE LA SOCIÉTÉ EN 1904 :

NONTRON, LE BOURDEIX, BUSSIÈRE-BADIL, PUYCHARNAUD, BADEIX,
LAMBERTYE, MONTBRUN, CHALUS.
ET LA DERNIÈRE CAMPAGNE DE RICHARD CŒUR DE LION.

Le rendez-vous donné à Nontron réunissait le 26 septembre dernier, dans la cour de la gare, MM. le chanoine Brugière, Buffeteau, Charrier, Délugin, Dujarric-Descombes, d'Escatha, le marquis de Fayolle, Jouanel, Lamothe-Pradelle, Lespinas, de Montégut-Lamorelie, Saint-Martin, auxquels se joignirent successivement le marquis de La Garde, l'abbé Liffort, doyen de Bussière et le colonel marquis de Malet. Nous avons tous regretté l'absence de quelques habitués de nos tournées archéologiques annuelles, retenus par des empêchements divers et entr'autres, celle du comte Charles de Beaumont appelé en Touraine par un deuil de famille, et sur lequel nous avons compté pour nous guider dans cette excursion qu'il avait mis tout son zèle à préparer.

Il fallait un certain courage pour affronter, par cette froide matinée, le brouillard opaque qui dérobait malheureusement à nos yeux l'aspect si pittoresque de l'arrivée de Nontron, avec ses viaducs superposés et ses maisons en amphithéâtre sur les pentes du Bandiat ; mais nous fûmes bientôt dédommagés par un soleil radieux, qui ne tarda pas à dissiper la brume et nous accompagna pendant ces deux journées, inondant de lumière les grands horizons aux plans étagés et les châtaigne-

raies plantées en quinconce qui donnent un caractère si particulier aux paysages limousins.

Cependant, un peu de confiance, nous cherchons à retrouver les derniers vestiges de la forteresse des vicomtes de Limoges que remplace une terrasse plantée d'arbres et une maison d'école. Elle occupait une plate-forme triangulaire, à l'extrémité d'un promontoire dominant, d'un côté la vallée du Bandiat, de l'autre un profond ravin ; une large coupure artificielle en réunissait les escarpements et l'isolait du plateau sur lequel fut bâtie la vieille ville. Le côté de la place, où se trouvait l'entrée, en était le plus faible malgré les dimensions du fossé creusé dans le rocher ; aussi était-il défendu par des tours rondes que reliaient des courtines. En arrière s'élevait un donjon circulaire, de 9^m 50 de diamètre, dont l'entrée se trouvait à six mètres au-dessus du sol, voisin, comme à Châlus, d'une église romane comprise dans l'enceinte et contiguë à un bâtiment carré à contreforts plats. Un précieux dessin du baron de Verneilh nous a conservé dans le *Bulletin* l'état de ces constructions au siècle dernier. Elles formaient encore un ensemble considérable dont il ne reste que l'assiette, occupée dès l'époque carolingienne par le *Castrum Netronense*, et quelques pans de murs (1) ; mais il n'est pas téméraire de penser qu'elles remontaient au xii^e siècle et constituaient la forteresse contre laquelle le roi Richard, blessé devant Châlus, envoya inutilement ses troupes ; il est surtout intéressant de remarquer que les mêmes dispositions pour la défense et la même assiette triangulaire se retrouvent dans les châteaux contemporains de Piégut et de Châlus, qui plus heureux ont conservé leurs donjons circulaires.

La partie du plateau la plus rapprochée de la forteresse portait le nom de *Fort* à cause des logis fortifiés des nobles de la baronnie qui l'occupaient. L'un d'eux fut transformé au xviii^e siècle par le Président de Lavie, baron de Nontron, qui désireux sans doute de posséder une demeure plus confor-

(1) De Laugardière. — *Essais historiques sur le Nontronnais. Bulletin. — Essais topographiques*, tome XII, p. 249. — Baron de Verneilh, *Bulletin*, tome VI, p. 459 ; tome XIII, p. 236.

table que le vieux donjon, construit, sur d'énormes terrasses, voûtées, dominant le cours du Bandiat, un très important château dont le plan et l'architecture rappellent celui de Vaugoubert. Acquis peu avant la Révolution par M. de Mazerat, le château de Nontron, récemment restauré après un incendie, appartient encore à une de ses descendantes. Malgré l'heure matinale, M. le vicomte de Saint-Sernin a bien voulu nous en montrer les beaux appartements et les sous-sols voûtés, sous lesquels s'étendent, paraît-il, des souterrains qui pouvaient communiquer avec le donjon, et nous conduire à travers un site vraiment alpestre jusqu'à une tourelle accrochée à un bastion, d'où l'on a sur la forteresse une vue d'ensemble très pittoresque et qui permet d'en rétablir les principales dispositions.

Après avoir jeté un coup d'œil sur l'église, œuvre réussie de M. Mandin et fait à travers la ville une courte promenade à la recherche des cartes postales et des célèbres couteaux de Nontron, nous prenons la route du Bourdeix, pittoresquement tracée au flanc de hautes collines boisées, d'où nous distinguons au loin les maisons blanches d'Augignac, St-Estèphe, Etouars, Piégut, dont la tour se profile sur le ciel. Il y a peu d'années encore, le long de la route, au milieu des landes ou des taillis de châtaigniers, apparaissaient d'énormes blocs de granit, isolés ou amoncelés en un étrange chaos. Hélas ! l'industrie moderne les débite l'un après l'autre en matériaux de choix, et bientôt, ici comme en Bretagne, l'un des caractères les plus pittoresques de la contrée aura disparu.

La seigneurie du Bourdeix dépendait dans le principe de la châtellenie de Nontron ; et à partir du ^{xv}^e siècle, ses seigneurs furent le plus souvent les mêmes que ceux de Piégut. La première mention qu'en donne M. de Laugardière (1) est de 1249 ; mais le château devait exister antérieurement à cette date, d'après l'aspect du donjon, quoiqu'il soit impossible d'en faire avec lui un fort romano-franc. Tout ce qui reste du

(1) *Essais topographiques sur l'arrondissement de Nontron.* — *Bulletin*, tome XIV, p. 390 et suiv.

château du Bourdeix est une grosse tour ronde, isolée à l'extrémité d'un plateau sur lequel sont construits l'église et le bourg, et dominant un vallon profond dont les pentes pouvaient concourir à sa défense; l'enceinte extérieure, qui a dû exister, n'a pas laissé de traces. L'excellente photographie de M. Délugin donne mieux qu'une description l'aspect de cette construction, qui n'est ni pittoresque, ni remarquable par son histoire, mais qui malgré ses mutilations offre, avec les tours presque intactes de Piégut et de Châlus, des caractères communs si évidents qu'elles apparaissent comme une suite de postes de défense, plutôt que de demeures féodales, élevés pendant le ^{xii}^e siècle sur un type uniforme, dans les marches de la vicomté de Limoges. A une époque où les armes de jet étaient seules en usage et la sape sans effet contre leur piédestal de granit, quelques hommes résolus enfermés dans ces blocs de pierre pouvaient y tenir en échec toute une armée ainsi que nous en avons à Châlus un exemple historique.

Le donjon du Bourdeix, isolé des constructions dont on aperçoit les affleurements dans son voisinage, mais qui n'ont laissé aucune trace sur son parement, est construit en granit régulièrement appareillé; son diamètre est de 9^m 10, et l'épaisseur des murs de 2^m 75, ce qui donne un vide intérieur de 3^m 60. Dans l'état actuel, sa hauteur est d'environ 14 mètres, mais il ne lui reste que deux étages, et s'il en a eu primitivement quatre, comme les tours de Piégut et de Châlus, sa hauteur dépassait 26 mètres. Grâce à l'obligeance de M. le marquis de Malet, qui nous attendait au Bourdeix, quelques-uns d'entre nous ont pu examiner l'intérieur de la tour à l'aide des échelles qu'il avait fait placer d'avance. L'entrée se trouve à 6 mètres au-dessus du sol; on ne peut y pénétrer qu'avec une échelle; une barre de bois glissant dans un trou de refuite percé dans la muraille maintenait la porte fermée. L'étage inférieur est le seul qui soit intact, il n'a aucune ouverture et devait servir de magasin, il est voûté en coupole dont la retombée se fait sur un gros boudin saillant, et l'on y descend au moyen d'une échelle ou d'une corde par un trou rond de 0,60 de diamètre percé au centre de la voûte. Le premier étage était sans doute également voûté; mais il n'a plus au-



Cliché de M. Delugen

Phototypie Berthand, Paris

DONJON DU BOURDEIX

cune couverture; une fenêtre longue et étroite l'éclairait, sans danger pour les défenseurs protégés contre les traits des assaillants par une disposition particulière de l'embrasure.

On ne distingue aucune trace d'escalier intérieur, de cheminée, de latrines, ni d'archères; il est donc probable que l'on passait d'un étage à l'autre au moyen d'échelles et que la défense se faisait du haut de la tour dont la massivité était la plus grande force. Sauf quelques détails, toutes ces dispositions sur lesquelles nous n'aurons pas à revenir sont communes aux tours de Piégut et de Châlus et prouvent qu'elles ont été construites à la même époque et sous la même influence, à une date difficile à préciser, mais antérieure à la fin du XII^e siècle.

Bussièrè-Badil, qui doit sa fondation à une abbaye, est situé dans une vallée par opposition aux hauteurs que recherchaient les châteaux forts que nous venons de visiter. Dès notre arrivée, nous sommes accueillis par nos confrères, M. Liffort, curé-doyen, et M. Sauvo-Desversannes, ancien maire, qui l'un et l'autre ont mis à nous guider et à nous renseigner sur les monuments et leur histoire le plus aimable empressement. Au milieu de la place, où elle sert de fontaine, nous remarquons tout d'abord une immense cuve polygonale, taillée dans un bloc de granit. M. de Laugardière (1) nous apprend que cette « Pile », ainsi qu'on la nomme, a été retirée de l'intérieur de l'église où elle aurait servi de cuve baptismale par immersion; nous pensons plutôt, surtout après avoir vu dans le jardin de M. Sauvo Desversannes une seconde cuve plus petite, mais de même forme, que ces deux bassins superposés formaient dans le jardin de l'abbaye une fontaine à deux étages.

L'église de Bussièrè-Badil est l'un des monuments religieux les plus importants de notre pays et il en a été plusieurs fois question dans le *Bulletin*. Nous nous sommes longue-

(1) De Laugardière. *Essais Topographiques*, (*Bulletin*), tome XIX, p. 297. Baron de Verneilh, *ibid.* tome VI, page 461, *Vierge*, tome X, p. 354, Église de Bussièrè. — Comte Ch. de Beaumont, *Essai sur Mathieu Dionise. Revue historique et archéologique du Maine*, tome XLV. Planches : tirage à part.

ment arrêtés devant sa façade à laquelle les réparations exécutées au ^{xvi}^e siècle par l'abbé de Colonges n'ont laissé de son premier état qu'un superbe portail roman, formé de trois voussures en retrait, accompagnées de deux arcatures aveugles correspondant aux trois nefs de l'église. Cet ensemble rappelle le style et la sculpture de l'Angoumois, qui se manifeste avec une finesse extraordinaire sur les arcs des voussures. L'une d'elles, couverte de rinceaux de feuillages entrelaçant des animaux, fait songer aux plus riches ivoires orientaux. M. de Verneilh regrettait que les têtes brisées des personnages drapés, singulièrement disposés sous la grande archivolt, ne lui aient pas permis de les identifier. Il nous a semblé que ces personnages, arbitrairement encastrés dans la maçonnerie, comme les curieux petits bas-reliefs romans placés plus bas, appartenaient, ainsi qu'à Brassac, à un ensemble étranger au portail. Comme l'observa M. Lespinas, presque tous ces personnages se dirigent vers la droite, ils ne sont donc pas à leur place primitive et ils pourraient plutôt faire partie d'une adoration des Mages, l'un des petits bas-reliefs représentant justement la naissance du Christ. Toutes les sculptures de Bussière sont taillées dans du calcaire plus facile à travailler que le granit, et, suivant une théorie chère à M. de Verneilh, avaient dû être importées toutes faites de l'Angoumois. Nous-même avons fait remarquer que les chapiteaux intérieurs de l'église ne correspondaient pas aux hauteurs des assises, ce qui confirmerait ce fait tout en admettant que celles du portail ont été sculptées sur place.

Extérieurement, l'église de Bussière n'offre pas un grand intérêt, elle a été exhaussée et pourvue de moucharabis pour la défense; quelques corbelets encore en place indiquent sa hauteur primitive, et les adjonctions de l'abbé de Colonges lui ont enlevé une partie de son caractère. Il en est autrement de l'intérieur dont la belle ordonnance nous a frappés. Elle se compose de trois nefs voûtées en berceau, très élevées et séparées par une série d'arcs en plein cintre, cantonnés de colonnes engagées sur lesquelles reposent les doubleaux. Le dallage de la nef était disposé en plusieurs paliers qui ont disparu, mais qu'atteste la différence de hauteur des

bases des colonnes. Deux transepts pourvus d'absidioles et un intertransept couvert d'une coupole précèdent l'abside richement décorée d'arcs et de colonnettes. La coupole est écrasée et ses supports peu élevés contrastent avec l'élégance de la nef. Il est vrai que cette coupole n'est pas construite suivant la formule périgourdine ; au lieu de pendentifs, elle a comme base des triangles méplats qui accusent l'influence angoumoisine. Au surplus, il est très possible que l'église de Bussière ait été construite en deux fois et que la nef qui appartient certainement au xii^e siècle et dont l'axe dévie d'une façon très apparente soit moins ancienne que la coupole. L'abbaye de Bussière existait dès le xi^e siècle, puisque Adhémar de Chabanais y soutint, après le concile de Limoges, en 1026, une controverse en faveur de l'apostolat de St-Martial contre l'abbé de Cluzes, dont elle dépendait. Il est à remarquer que les églises à trois nefs sont très rares en Périgord où elles ne paraissent pas s'être acclimatées. Si nous en excluons l'église d'Agonac qui, en réalité, n'a pas plus trois nefs que St-Front, nous ne connaissons sur ce plan que les églises de St Privat, de Cadouin et de Bussière qui, toutes trois, appartenaient à des ordres religieux étrangers, et qui ont entr'elles les plus grands rapports. Cependant celle de Bussière rappelle encore davantage la belle église des Salles Lavauguyon, sa voisine, que les deux autres.

M. le baron de Verneilh a signalé, dans le *Bulletin*, une Vierge en pierre dorée d'un excellent style, placée sur l'autel de l'absidiole du transept sud, et il a fait connaître le nom de son auteur, Mathieu Dionyse, sculpteur manceau, qui par une extrême rareté l'a signée et datée : 1581. Depuis, M. le comte Ch. de Beaumont a publié, dans la *Revue archéologique du Maine*, une étude très documentée sur Mathieu Dionyse et a comparé la Vierge de Bussière à deux autres de ses œuvres, une vierge de 1613 et un groupe de St-Georges terrassant le dragon, de 1597. Nous avons tous admiré cette statue qui rappelle celle de Germain Pilon dans l'église de la Couture, au Mans, et avons été heureux de faire valoir son intérêt artistique, surtout lorsque M. le curé l'a eu débarrassée des couronnes en papier peint qui la déparent habituellement.

Le château de Puycharnaud apparaît superbement campé au-dessus d'un vallon verdoyant, entre deux étangs qui reflètent sa silhouette claire dans un cadre de verdure habilement tracé. Après la notice très complète que le baron de Verneilh et le comte Ch. de Beaumont lui ont consacrée dans le *Bulletin*, nous n'avons pas à revenir sur un sujet qu'il nous eût été agréable de traiter plus complètement, ni à décrire cette belle demeure, reconstruite avec la recherche des plus délicats détails de la Renaissance, sur les fondations mêmes de l'ancien château des La Ramière, presque entièrement dévoré en 1870, par un incendie.

Non content d'avoir facilité notre excursion en obtenant des autorisations, et en faisant préparer les moyens d'étudier des monuments peu accessibles, notre confrère, le marquis de Malet, voulut, secondé de la façon la plus gracieuse, offrir la plus aimable hospitalité à notre troupe savante et... affamée. Que notre hôte retrouve ici l'expression de notre reconnaissance pour son accueil si cordial et pour le charme que ces quelques heures, dont aucun de nous ne perdra le souvenir, ont ajouté à l'intérêt de notre visite.

Pendant que les voitures se préparent, nous admirons encore les belles toiles qui décorent les salons, un Rigaud magistral, de charmants portraits du xviii^e siècle, dans leurs cadres anciens, et surtout une merveilleuse miniature de la reine Marie-Antoinette, par Konarski, d'un charme étrange, précieux souvenir de famille offert par la reine elle-même à la princesse de Tarente, puis de nombreux bibelots, de rares reliures, un mortier, en terme d'archéologue, ou veilleuse du xvi^e siècle décorée d'émaux, et un superbe meuble italien en ébène sculpté.

Avant d'arriver à Badeix, que quelques minutes seulement séparent de Puycharnaud, nous faisons halte devant un bloc de granit, dressé non loin de la route et considéré comme un menhir dont il a toute l'apparence. Nous ne comptons malheureusement parmi nous aucun professionnel de la préhistoire qui pût donner un avis autorisé; mais ceux d'entre nous qui connaissent la Bretagne, ne l'ont pas trouvé différent de la plupart des menhirs bretons.

Le prieuré de Badeix, dont les constructions remontent presque sans modification à son origine, se compose d'un bâtiment allongé au xvi^e siècle par un prieur, qui y fit mettre ses armes, cinq faces et une bande, aujourd'hui divisé entre plusieurs propriétaires. Au sud, est la chapelle en retour d'équerre transformée en grange. La voûte en berceau est tombée ; mais son abside demi-circulaire, ajourée par trois fenêtres, a conservé la sienne ; l'appareil et les moulures extérieures en sont remarquablement soignés. Des arcatures, alternativement en plein cintre et en tiers-point, ce qui indique la fin du xii^e siècle, s'ouvraient, au rez-de-chaussée du bâtiment d'habitation, sur le cloître qui était couvert en charpente et communiquait avec la chapelle par une porte moulurée. Au-dessus de ces arcatures, existent encore des corbeaux en forme de crochets qui retenaient une poutre sur laquelle s'appuyaient les chevrons soutenus à l'intérieur du préau par des arcades ou des poteaux en bois. Un cordon de pierre servait de couvre-joints. L'étage supérieur, où devait se trouver le dortoir, est éclairé par une série de longues et étroites fenêtres romanes. Sur la façade opposée, des contreforts plats s'arrêtent par un amortissement au niveau du premier étage sous ces fenêtres. La partie la plus intéressante est la salle capitulaire, actuellement divisée par un mur en deux pièces. Elle s'ouvrait sur le cloître par les arcatures que nous avons signalées au rez-de-chaussée et formait une salle à deux nefs, de trois travées dont les voûtes d'arêtes retombent sur deux colonnes, à chapiteaux ornés de feuilles et bases avec des griffes, et sur des consoles moulurées. M. de Caumont a jugé le prieuré de Badeix digne d'être donné, dans son *Abécédaire d'archéologie*, comme un modèle de modeste monastère rural, et il y figure avec deux dessins du baron de Verneilh, qu'il faut toujours citer quand il s'agit du Nontronnais. Nous avons emporté de ce lieu tranquille, perdu dans un valon que remplissait jadis en partie un étang desséché, une impression de calme, et ce sentiment d'intérêt que fait naître l'aspect des choses qui ont gardé leur caractère primitif.

Il y a peu d'années, la tour de Piégut n'était guère visible que dans ses parties hautes émergeant d'un fouillis d'arbres ;

depuis lors M. le marquis de Malet a effectué d'importants travaux pour la dégager, mettre à jour l'enceinte et les constructions ensevelies sous les décombres, les consolider et en rétablir quelques parties. Je me fais l'interprète des félicitations unanimes que nous lui avons adressées pour le soin et la suite avec laquelle ont été conduits ces travaux dont les résultats augmentent considérablement l'intérêt archéologique de cette forteresse. Il convient d'associer à ces éloges M. le comte Ch. de Beaumont, son gendre, qui prépare sur Piégut une monographie complète qu'il ne nous appartient pas de devancer, tout en fixant rapidement ici les impressions de notre visite.

A l'aide d'un plan très clair sur lequel ont été soigneusement relevées ses découvertes successives, M. de Malet nous a fait suivre le pourtour de l'enceinte flanquée de demi-tours ronds, qui délimite un plateau triangulaire escarpé vers le nord, protégé au sud par une dépression moins profonde et isolé, du côté de l'entrée, par une coupure artificielle. Un étroit espace sépare le fossé d'un mamelon conique formé d'un amoncellement naturel de blocs de granit, au sommet duquel s'élève une haute tour ronde dominant au loin toute la contrée. Au pied même du donjon, les parties les moins inégales du versant nord et sans doute quelques restes de son enceinte primitive, ont été utilisés au xv^e siècle pour bâtir un petit château dont les ruines produisent un effet pittoresque. Les derniers travaux ont permis de constater qu'à cette époque le cône était en grande partie couvert de constructions et que sa base était fortifiée, ainsi qu'en témoigne une grosse tour, dont le rez-de-chaussée, voûté, servait de casemate ou de magasin. L'accès de ce pain de sucre devait être fort difficile, non seulement pour les ennemis, mais pour ses habitants ; aussi est-il très intéressant d'avoir retrouvé, serpentant le long de son flanc ouest, un large escalier en partie taillé dans les roches de granit, ainsi qu'il en existe au donjon de Gisors et en plusieurs autres de la même époque. Au pied de cet escalier, des fragments d'architecture et quelques sculptures trouvés dans les déblais ont été rangés en un petit musée.

La tour de Piégut présente les mêmes caractères que celle du Bourdeix; mais la conservation de la plus grande partie de ses quatre étages, permet d'en étudier bien plus complètement tous les détails; l'un des plus curieux est la disposition adoptée pour faire communiquer entre eux le premier et le second étages, séparés par une voûte en forme de coupole. Il faut atteindre, à l'aide d'une échelle, une étroite ouverture pratiquée à la base de la coupole, au-dessus de la porte d'entrée, dont elle protégeait l'accès; de cette ouverture, qu'un seul homme pouvait aisément défendre, quelques marches, établies partie dans le mur, partie sur les reins de la voûte, permettent de gagner, par une sorte de trappe, le dallage du second étage. Construite en granit, d'un appareil plus grossier que celui du Bourdeix, cette belle tour a 23 mètres de hauteur et 7 de diamètre; ses murs ont 2 mètres d'épaisseur et la porte d'entrée se trouve à 4^m40 au-dessus du sol. A sa partie supérieure, règne une ceinture de mâchicoulis dont il ne reste que les consoles. Le dernier des arcs en tiers-point qu'elles portaient est récemment tombé; sa forme était celle usitée au xiv^e siècle. Au-dessous des mâchicoulis, on distingue sur tout le pourtour du donjon, une reprise dans la construction, probablement due à leur établissement, plutôt qu'à un surhaussement attribué à une restauration, nécessitée par les dégâts qu'y aurait commis Richard Cœur-de-Lion. Cet événement aurait précédé le siège de Châlus, d'après le passage suivant de M. Marvaud (1): « Alors (Richard) menaça avec ses routiers les places de Nontron, d'Authafort, de Salagnac, de Sainte-Livrade et de Puy-Aigu. Après avoir pris ce dernier château-fort, dont il fit démolir une partie du haut donjon... » Malheureusement, M. Marvaud ne cite pas les sources d'où il a tiré cet intéressant épisode, et comme il est en contradiction avec les seuls textes qui, à notre connaissance, fassent mention d'un siège de Piégut, nous croyons devoir le rectifier, puisque nous avons introduit l'étude de la dernière campagne du roi d'Angleterre dans l'itinéraire de notre excursion.

(1) Marvaud, *Histoire de la vicomté de Limoges*, tome I, p. 269.

Le premier de ces textes nous est fourni par la chronique de Bernard Itier (1), où parmi l'énumération des principaux faits de l'année 1199 se trouve la liste des villes assiégées, au nombre desquelles figure Piégut sans aucun autre détail. Le second, beaucoup plus explicite, est tiré d'une note (2) de la chronique de Geoffroy de Vigeois, attribuée à Bernard Itier lui-même et remarquable par sa précision, de laquelle il résulte que Richard, après sa blessure devant Châlus, et voulant détruire tous les châteaux du vicomte de Limoges, envoya une partie de ses troupes assiéger Nontron et Piégut; mais celles-ci ayant appris la mort du Roi se retirèrent en désordre avant de s'en être emparées. La chose est d'autant plus plausible que sa maladie ne dura que douze jours, et qu'en tout cas, s'il avait pris ces forteresses quelques semaines auparavant, il n'aurait pas eu besoin de les faire assiéger de nouveau. Ainsi, Piégut, pas plus que Nontron, ne tomba au pouvoir de Richard. Si ces places n'eurent pas l'honneur d'être attaquées par le Roi lui-même, quoique Guillaume de Cantorbéry, seul parmi l'unanimité des chroniqueurs contemporains, ait par une singulière confusion, écrit qu'il avait été blessé sous les murs de Nontron, elles eurent celui beaucoup plus grand de lui résister, et le donjon de Piégut se montre, sauf l'adjonction des mâchicoulis qui ont remplacé son crénelage primitif, tel qu'il était alors.

Après une journée si bien remplie, nous trouvâmes à Piégut le vivre et le couvert confortables, nécessaires à des voyageurs pour lesquels les causeries de la soirée ne sont pas l'heure la moins agréable; et le lendemain, dès 7 heures, le signal du départ était donné à nos voitures. Bientôt une élégante croix de pierre et de magnifiques rangées de mélèzes nous désignent le château de Puyraseau, un lieu qui doit

(1) *Chroniques de Saint-Martial de Limoges*, p. 66. « Multe ville obsesse scilicet... Nuntrum, Noalas, Chaluz-Chabrol, Autafort... Poi Agut... »

(2) Labbe, *Nova Bibl. Mss. librorum*, t. II, p. 342 «... Ipse (Richard) interim dum ægrotaret præceperat suis ut obsiderent castellum vicecomitis quod appellatur Nuntrum, et quoddam aliud municipium quod appellatur Montagut (Piégut) quod effecerunt, sed morte regis audita confuse recesserunt... »

être cher à tous les archéologues, et surtout à ceux du Périgord, car c'est là que Félix et Jules de Verneilh ont vécu et ont produit la plupart de leurs travaux. Puis nous traversons Marval que ne réussit pas à rendre intéressant son lourd château ni même la partie romane de l'abside et du clocher de son église. Le souvenir d'un grand travailleur, l'abbé Lecler, le continuateur de Nadaud, y survit seul ; mais nous faisons halte devant la porte du cimetière afin d'y examiner un certain nombre de pierres tombales qui rappellent celles de Coulaures. Cependant malgré les croix en relief et les arcatures sculptées sur les faces de plusieurs de ces tombes, dont quelques-unes peuvent remonter au ^{xiii}^e siècle, et parmi lesquelles la plus intéressante est celle d'un petit enfant, aucune ne peut leur être comparée pour la variété et la richesse de la décoration. Ce genre de pierres tumulaires, posées sur le sol, paraît particulier à notre région où il remplace les dalles gravées usitées ailleurs.

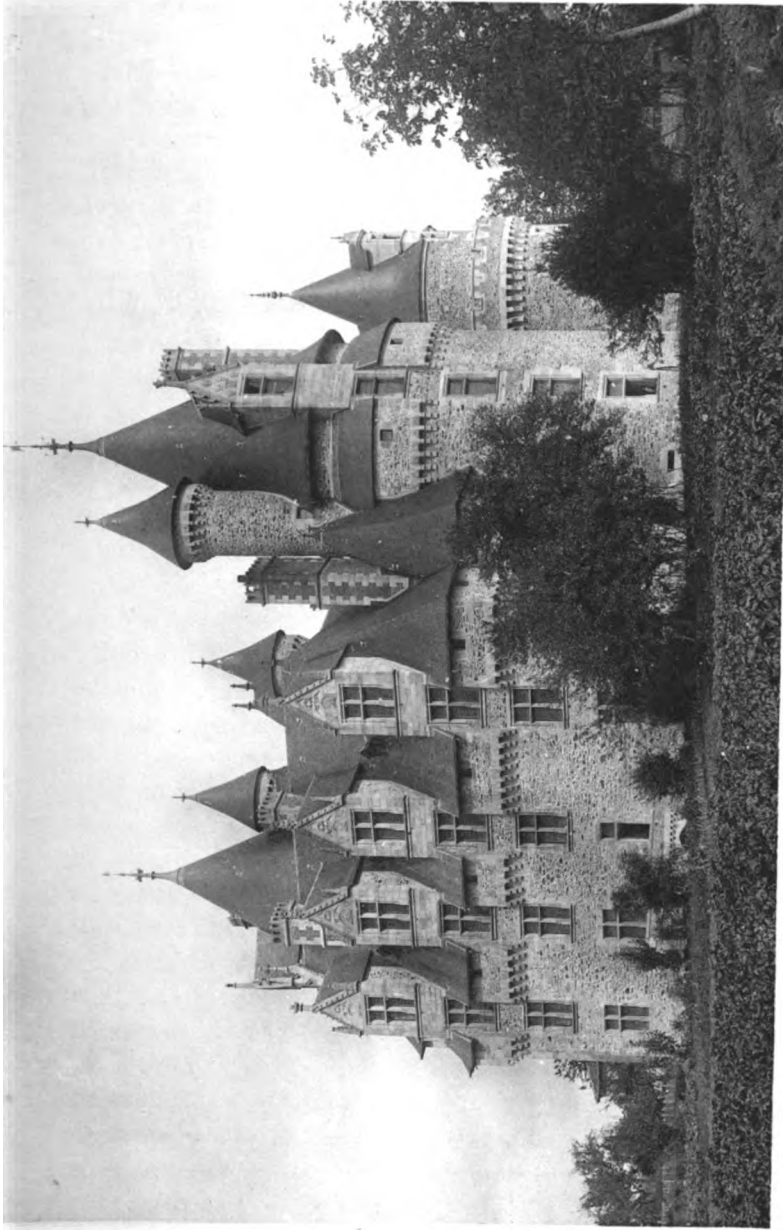
Une longue-avenue, bordée de châtaigniers droits et serrés, conduit de la route de Châlus au château de Lambertye, construit à l'extrême limite du département et de la commune de Miallet, au-dessus de profonds vallons où coule la Drône naissante. Pour les personnes qui ont connu ce château il y a quelques années, au moment où le marquis de Lambertye en commençait la restauration, inspirée par un charmant dessin du baron de Verneilh, la transformation accomplie par le comte de Lambertye, son fils, que nous remercions de l'aimable autorisation qu'il nous a donnée de le visiter et d'en publier une photographie, tient un peu de la féerie. C'est assurément le même château, et nous avons retrouvé les corps de logis, les tours, les courtines jadis en partie ruinés, mais réédifiés avec un luxe de construction, une élégance de style, une abondance de cheminées, de pignons, de lucarnes, de tourelles, tels que ce n'est plus en Limousin, mais sur les bords de la Loire que nous nous croyons soudain transportés. Il faut bien le dire, c'est surtout aux grandes lucarnes imitées de Rochechouart et au jeu des toitures, l'un des facteurs les plus importants du pittoresque dans les constructions du ^{xiv}^e au ^{xvi}^e siècle, dont parfois, comme à Junilhac, elles font

oublier la pauvreté, que Lambertye doit, avec la variété de ses détails, l'heureux effet de chacune de ses façades d'un aspect différent.

Son plan est celui d'un grand nombre de châteaux du xvi^e siècle. Quatre grosses tours déterminent un quadrilatère entouré de fossés, presque entièrement occupé par une vaste cour fermée seulement de trois côtés et dans laquelle on pénètre par un porche pourvu d'un pont-levis. En face, le corps de logis principal que représente notre photographie, débordant au dehors sur les tours d'angle, se relie à une aile en retour d'équerre ; au milieu de sa façade, une tour carrée, saillante, contient la porte d'entrée et un escalier à vis, terminé par un superbe palmier en granit. L'intérieur a été aménagé avec le même souci du style de la Renaissance, allié aux raffinements de la vie moderne. Les cheminées et les escaliers en granit sculpté, l'un d'eux surtout dans une cage-lanterne circulaire et ajourée, montrent le parti qu'on peut tirer de sa dureté ; les plafonds, en bois, d'une grande richesse, les carrelages et les boiseries complètent un ensemble dont tous les détails seraient à noter.

Des archéologues trouveront peut-être encore plus d'intérêt dans la chapelle conservée dans son état primitif et qui occupe le rez-de-chaussée de la tour placée à gauche du porche. L'abbé Lecler y signale des peintures qui ont disparu ; elle est datée de 1575 et toutes les clefs de la voûte, aux nervures compliquées, portent l'écusson des Lambertye, écartelé d'alliances parmi lesquelles nous avons relevé celles de Jeanne de Pompadour de Colonges et de Jeanne d'Abzac de La Douze, mère et femme de François de Lambertye, qui reconstruisit le château actuel sur les ruines d'un plus ancien, détruit en 1569 par l'amiral de Coligny.

Cependant, l'heure du déjeuner qui nous attendait à Dournazac nous pressait ; nous y fîmes honneur à la cuisine limousine, et après avoir visité l'intéressante église romane, remarquable par la disposition du chœur et l'ornementation des absides, nous ne tardions pas à nous arrêter devant le château de Montbrun, dont la masse imposante se reflète dans les eaux calmes d'un étang. En effet, la forteresse des



Chateau de M. de M. J. F. F. F.

CHATEAU DE LAMBERTYE

Prototype: Berthand, Paris

Brun est placée au fond d'une petite vallée, traversée par un ruisseau qui provoqua, sans doute, à une époque très reculée, le choix d'une position anormale pour un château du moyen-âge, mais recherchée par les constructeurs de ces retranchements en terre primitifs, protégés par des marais, dont une motte artificielle, visible dans le parc près de ses murs, et dans laquelle on retrouve encore des fragments de murailles vitrifiées, atteste ici l'existence.

Une comparaison s'impose entre le château de Lambertye et celui de Montbrun ; on pourrait presque se servir des mêmes termes pour en décrire le plan ; mais ici il s'agit d'une véritable forteresse où rien n'est livré à l'agrément, où tout est consacré à la défense et où se manifeste le souci de tous les constructeurs du ^{xv}^e siècle, d'utiliser les armes à feu et, comme à Bonaguil, de défendre les parties plus anciennes conservées, contre les effets du canon.

Montbrun est construit dans une île formée d'un côté, par un étang et de l'autre par une dérivation du ruisseau qui l'alimente. Cette île, de vastes proportions, était défendue par une enceinte de murailles dont il subsiste, entre deux tours, la porte, précédée d'un pont-levis ; elle renfermait, outre le château et une chapelle à peu près ruinée, auxquels des arbres verts et des massifs de fleurs forment un cadre charmant, divers bâtiments, parmi lesquels nous avons conservé le souvenir d'une grange du ^{xiii}^e siècle, aujourd'hui détruite.

Le château de Montbrun apparaît comme une masse quadrangulaire, cantonnée d'énormes tours rondes et dominée par un superbe donjon carré. Deux étages de fenêtres en croix s'ouvrent dans les hautes courtines et on y pénètre par une porte défendue par deux tours, qui donne accès dans une cour étroite, enfermée entre de hautes murailles, qu'une porterne mettait aussi en communication avec l'extérieur. Un ancien dessin nous montre que toutes ces constructions étaient couvertes de toits aigus, dont la disparition a modifié l'aspect du château. Le donjon, dernier reste d'un château antérieur, offre, par sa hauteur et la pureté de ses arêtes, un magnifique specimen des donjons normands carrés, du ^{xii}^e siècle ; ses angles sont fortifiés par des contre-

forts plats qui se réunissent au sommet en une double arcature, et des consoles d'un puissant relief supportent des machicoulis que leurs arcs, en plein cintre, permettent de reporter à une date voisine de sa construction, ce qui en fait l'un des plus anciens exemples de machicoulis construits en pierre. Il ne paraît pas avoir été voûté, et l'un de ses étages est éclairé par une belle fenêtre géminée. La partie inférieure du donjon est enveloppée par une énorme tour casematée, destinée à protéger sa base contre les effets de l'artillerie, et qui complétait par un curieux système de voûtes et de couloirs les défenses du château. Montbrun n'est pas mentionné comme ayant été attaqué par le roi Richard, peut-être parce qu'il en voulait plutôt aux possessions du vicomte de Limoges, qu'à celles de ses vassaux ; mais l'un des deux chevaliers renfermés dans la tour de Châlus, lorsqu'il en fit le siège, se nommait Pierre Brun et appartenait sans doute à cette ancienne maison.

Un inventaire (1) des plus intéressants pour la reconstitution du château de Montbrun montre qu'à la fin du ^{xvii}^e siècle il était encore en parfait état ; la Révolution le brûla, et l'œuvre du temps n'eut pas tardé à achever celle des hommes, lorsque M. de Labonne en devint propriétaire. Epris pour ces ruines d'une véritable passion, il se consacra tout entier, pendant de longues années, à leur restauration et, lorsque la mort l'a frappé récemment, il pouvait se reposer avec la satisfaction d'avoir préservé d'une destruction certaine l'une des plus belles forteresses du centre de la France. Si l'on peut discuter quelques détails, il n'en faut pas moins louer sans réserve cet effort d'un homme qui, à notre époque, a osé et a pu mener à bien une entreprise si considérable. Nous remercions M. Adhémar de Labonne, notre confrère, d'avoir bien voulu nous en faciliter la visite, et nous sommes certain qu'entre ses mains l'œuvre de son frère ne périlitera pas.

La petite ville de Châlus, qui doit son nom à son château *castellucium*, est célèbre par la mort de Richard Cœur-de-Lion, le 6 avril 1199. Le roi d'Angleterre venait de conclure

(1) De Laugardière, *Essais topographiques. Bulletin*, tome VI, p. 306.

avec le roi de France une trêve dont il avait excepté le vicomte de Limoges et le comte d'Angoulême, qu'il voulait punir d'avoir secrètement fait avec Philippe-Auguste un traité contre lui. Le château de Châlus était alors la clef de la vicomté de Limoges, du côté du Périgord, comme Ségur l'était du côté du Bas-Limousin ; il ne faut donc pas s'étonner qu'il ait cherché à s'en emparer dès le début des hostilités, et il n'est pas impossible que, pour dissimuler ses projets, il ait donné à cette agression le motif d'un fabuleux trésor caché derrière ses murs, car la plupart des chroniqueurs contemporains en font mention. Mais il est évident que son but était de s'emparer des forteresses appartenant au vicomte de Limoges, puisqu'il fit assiéger par ses troupes, pendant sa maladie même, les places voisines de Nontron et de Piégut où ne se trouvaient pas de trésor.

Il a été beaucoup écrit sur cet événement ; parmi les travaux qui méritent d'être signalés, les plus complets sont ceux de MM. Grellet-Dumazeau (1), l'abbé Arbellot (2), Félix de Verneilh (3) et de Laugardière (4). Nous n'avons, dans un rapport comme celui-ci, ni l'intention, ni la place de nous livrer à une discussion des points controversés, nous contentant de renvoyer aux mémoires de ces savants. Nous considérerons donc comme acquis les détails qui précèdent, et ainsi que nous l'avons établi au sujet du siège de Piégut, que ce n'est point à Nontron, mais à Châlus, en assiégeant une tour du château défendue par deux chevaliers, Pierre Brun et Pierre Basile, avec trente-huit hommes ou femmes, que le roi Richard fut atteint le 26 mars 1199 d'un carreau d'arbalète lancé par ce dernier.

(1) *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. I. p. 130.

(2) *Ibid.*, t. XXVI, pp. 161 et 372 : *La vérité sur la mort de Richard-Cœur-de-Lion*, et appendice.

(3) *Bulletin monumental*, 14^e volume, 1848, p. 426 : *La tour du roi Richard à Châlus*.

(4) *Notes historiques sur le Nontronnais*, p. 5. *Bulletin*, t. XII p. 421. *Essais topographiques sur l'arrondissement de Nontron*.

Nous désirons traiter plus complètement une question qui relève davantage de l'archéologie et que nous aidera à résoudre l'étude spéciale consacrée, pendant cette excursion, aux tours du Bourdeix et de Piégut. Il s'agit de savoir duquel des châteaux de Châlus partit le trait dont mourut le roi d'Angleterre. En effet, il existe à Châlus deux châteaux, séparés l'un de l'autre par un assez grand espace et situés chacun dans l'une des parties de la ville que la Tardoire divise en deux quartiers, l'un sur une hauteur, l'autre dans la plaine, d'où leur vient leur nom de château-haut et de château-bas. Or, la tradition locale et les auteurs que nous venons de citer s'accordent pour placer l'événement au château-bas, aux environs duquel on montre même aux étrangers le rocher sur lequel se tenait le Roi lorsqu'il fut blessé. A la vérité, la question de lieu serait oiseuse, puisqu'elle ne change rien au fait, si pour accepter l'opinion générale il ne fallait complètement négliger les caractères archéologiques des deux édifices et le récit des chroniqueurs. C'est pour ce motif que nous avons attiré sur ce point l'attention de nos confrères et que nous consignons ici le résultat de nos observations communes.

Les deux châteaux appartiennent à M. le comte de Bourbon-Châlus, qui nous avait gracieusement autorisés à les visiter, quoique l'intérieur en soit par prudence interdit au public. Nous lui en adressons toute notre gratitude et nous associons à nos remerciements M. Bosselut, notaire à Châlus, et son fils, qui avaient bien voulu faire placer les échelles nécessaires et nous accompagner.

Le château-haut occupe la vaste esplanade d'un mamelon qui domine la vallée à une grande hauteur. Les restes de sa double enceinte et des bâtiments flanqués de tours du ^{xiii}^e siècle, construits sur les escarpements qui commandent la ville basse, attestent sa force et son étendue. A l'extrémité opposée du plateau subsistent les ruines d'une église qui devait, comme à Nontron, servir à la garnison et aux habitants de la ville haute. Des trois travées de sa nef, il reste bien peu de chose; mais son abside à trois pans probablement, précédée d'une coupole, et le transept de gauche, modifié

postérieurement par l'adjonction d'une chapelle, dont la décoration, formée de trois arcatures accompagnant une large fenêtre et les chapiteaux très finement sculptés appartiennent certainement au ^{xii}^e siècle, mériteraient d'être sauvés d'une ruine prochaine. Cette église, en effet, n'est pas seulement un charmant spécimen de l'école limousine ; mais c'est sous ses voûtes que Richard voulut que ses entrailles fussent ensevelies tandis qu'il réservait son corps à Fontevrault et son cœur à Rouen.

Au centre de l'esplanade, sillonnée de restes de murs dont il est impossible de déterminer le plan, s'élève, isolé de toutes parts, un superbe donjon rond, construit en gros moellons de schiste égalisés par des lames plus minces. Il est intact, sauf dans la partie supérieure, ouverte par une large brèche à travers laquelle on aperçoit la voûte à-demi ruinée du dernier étage. Un dessin, daté de 1848, montre que cette brèche existait déjà, lorsque la foudre y causa de nouveaux dégâts en 1870.

Sa hauteur est d'environ 25 mètres et son diamètre de 9^m50. L'entrée en est fort élevée au-dessus du sol, l'intérieur se compose d'un rez-de-chaussée et de trois étages voûtés en coupole et indépendants les uns des autres. La communication entre le premier et le second étage se fait comme à Piégut, avec la différence que l'ouverture pratiquée dans le mur, à laquelle il faut parvenir avec une échelle, ne forme pas assommoir sur la porte d'entrée et se trouve à mi-hauteur entre le dallage et la voûte. Un escalier établi dans l'intérieur de la muraille conduit de cette ouverture au second étage. La défense de la porte d'entrée intérieure à Piégut, est extérieure à Châlus ; une fenêtre semblable à la porte s'ouvre au second étage, exactement au-dessus d'elle, et permettait d'écraser les assaillants qui auraient cherché à la forcer. La similitude du donjon de Châlus avec ceux de Piégut, du Bourdeix, et de Nontron sans doute, puisqu'il avait les mêmes dimensions, est complète et on ne saurait douter qu'ils appartiennent au ^{xii}^e siècle.

Il n'en est pas de même de la tour du château-bas. Celui-ci est construit dans la plaine, sur une élévation d'un certain re-

lief, au-dessus de deux étangs alimentés par la Tardoire. Englobé dans les rues de la ville, il est aujourd'hui impossible de se rendre compte de sa disposition primitive. Il en reste une construction carrée, enveloppant une étroite cour intérieure et dans laquelle est à demi engagée une tour ronde, qui communiquait avec elle par des portes intérieures. Cette tour, connue sous le nom de tour du Roi Richard, a été récemment restaurée ans sa partie supérieure par les soins de M. le comte de Bourbon-Châlus. Les matériaux de la tour et de la construction qui lui est accolée ne diffèrent pas ; ce sont des blocs de schiste appareillés ; il n'en est pas de même d'un pan de mur très régulièrement construit qui lui fait suite et qui a appartenu à une autre construction. La porte de cette partie du château est en ogive et la salle du premier étage est éclairée par une élégante fenêtre géminée du ^{xiii}^e siècle. Les fenêtres de la tour sont aussi du ^{xiii}^e siècle, et on y remarque plusieurs meurtrières en croix. L'intérieur, que nous avons examiné avec un grand intérêt, paraît être d'une époque plus avancée que les trois donjons que nous avons successivement étudiés. D'abord il n'était pas isolé, la preuve en est encore plus dans les arrachements de murs visibles à sa partie supérieure que dans le château qui l'enveloppe en partie, et qui pourrait n'avoir été bâti qu'après coup. La porte d'entrée est bien au premier étage ; mais il en existe une autre dans la pièce du rez-de-chaussée, au lieu de l'ouverture percée au centre de la voûte. Les trois étages sont voûtés en coupole ; ils ne sont pas circulaires comme la tour, mais de forme octogonale. Les étages ne sont pas indépendants l'un de l'autre : un escalier, tracé dans l'intérieur de la muraille, les fait communiquer entre eux, et la pièce de l'étage supérieur possède une cheminée et est éclairée par une fenêtre géminée. Enfin une porte fait communiquer le second étage avec la courtine du château.

L'ensemble de ces caractères nous a semblé distinguer cette tour de celle du château-haut et de celle de Piégut, qui sont romanes, tandis que celle-ci, que l'on ne peut séparer des constructions qui l'entourent, nous paraît dater du ^{xiii}^e siècle. C'était aussi l'avis de F. de Verneilh, qui en plaçait la construction

entre 1240 et 1280, mais qui cependant ne voulait pas s'insurger contre la tradition. M. l'abbé Arbellot, dont le travail si documenté sur la mort de Richard nous paraît définitif, semble avoir moins bien étudié la question archéologique que la question historique. Il n'a pas vu l'intérieur du donjon haut et s'en est rapporté à des renseignements inexacts.

Il semble que l'on pourrait en attribuer la construction à Gérard de Maulmont, auquel Marguerite de Bourgogne avait cédé, vers 1265, la terre de Châlus-Chabrol, donation confirmée en 1274 par Marie de Bretagne, vicomtesse de Limoges. Il n'est pas douteux que dès lors il y eut deux châteaux à Châlus et que cette seigneurie fut divisée en deux corps, relevant chacun de l'un de ces châteaux, Châlus-Chabrol, le plus ancien, et Châlus-Maulmont, qui tiraient chacun leurs noms de leurs fondateurs.

M. de Laugardière nous semble avoir fait une confusion en affirmant que le château-bas était le plus ancien et qu'il s'appelait Châlus-Chabrol. Le contraire nous paraît être la vérité. Il suffit d'examiner les deux donjons pour voir que celui du haut est le plus ancien. Lui-même a cité une donation faite par Charles d'Albret à Jean de Brie de l'hôtel de Beaufranc « situé dans la terre de Châlus-Chabrol et contigu au château. » Si nous ignorons l'emplacement de l'hôtel de Beaufranc, nous avons relevé un chemin du *Bas Beaufranc*, qui longe le bas du mamelon sur lequel est construit le château-haut, au-dessous de l'église romane ; ce qui indique que l'hôtel de Beaufranc était sur la hauteur et que le château auquel il était contigu s'appelait Châlus-Chabrol. Or, tous les chroniqueurs nomment Châlus-Chabrol le château assiégé par Richard Cœur de Lion, ce n'est donc pas le château-bas qui a conservé le nom de Châlus-Maulmont et dont le fameux rocher s'appelle encore pierre de Maulmont. Ces constatations s'accordent avec les caractères archéologiques du château-haut et avec son importance stratégique ; nous devons en outre ne pas oublier que le roi d'Angleterre assiégeait une tour, que cette tour était isolée et qu'elle contenait quarante défenseurs. Quelle autre remplit mieux ces conditions que le donjon du château-haut, identique à d'autres, évidemment ses

contemporains et assiégés comme lui par les troupes du roi Richard ?

Nous étions arrivés au terme de notre excursion ; avant de nous séparer, il nous restait à remercier tous ceux qui ont contribué à sa réussite, en particulier M. Lamothe-Pradelle qui avait bien voulu, comme les années précédentes, accepter le rôle de trésorier, puis à dire à chacun au revoir pour la prochaine de ces tournées archéologiques qui, en nous faisant mieux connaître notre pays, sont une excellente occasion de resserrer les liens de bonne confraternité dont l'éloignement et les occupations journalières permettent trop rarement d'apprécier tout le charme.

Marquis DE FAYOLLE.

NOTES SUR LA FORTERESSE DE PUYGUILHEM

AU XIV^e SIÈCLE.

Notre regretté président M. de Roumejoux a laissé quelques notes qu'il avait recueillies en 1902 aux Archives du Lot, dans le fonds Lacabane, et que nous nous faisons un pieux devoir de publier :

Série F. 12 — 1340. — Gens d'armes de la sénéchaussée de Périgord qui ont servi par les *retenus* et sous le gouvernement de M^{re} Payen de Mailly, lors sénéchal du Périgord, capitaine et gouverneur de la dite sénéchaussée, tant pour assiéger le lieu de Montréal que autrement.

Chevaliers bannerets : M^{re} Payen de Mailly, chevalier sénéchal de Pierregort : treize escuiers ; — M^{re} Remon Talleran, 5 chevaliers bacheliers, 29 escuiers ;

M^{re} Fergau d'Estissac, 6 escuiers, 12 sergents ; M^r Jean de Gallart, 1 chevalier bachelier, 39 escuiers, 80 sergents ;

M^{re} Dordé v^{te} de Calvignac, 1 chevalier bachelier, 18 escuiers, 42 sergents ;

Chevaliers bacheliers : M^{re} Bérard de Clermont, etc, etc.

Série F. 12. — 1339 — 12 janvier au 14 juillet.

Liste nominative des gens d'armes qui ont servi au siège de Puyguilhem sous le gouvernement de Pierre de la Palu, sire de Varam-

bon, capitaine en Languedoc. Tous ces gens d'armes sont Savoisien , ou Bourguignons. Le temps de service des chevaliers et écuyers n'est pas toujours de la même durée ; il s'étend du 12 au 23 janvier 1338 (v. st). au 27 mai 1339 et de ce dernier jour au 24 juillet suivant. Ceux qui cessèrent leur service le 27 mai partirent de Marmande pour retourner dans leur pays, et ceux qui ne furent licenciés que le 14 juillet étaient à cette époque à Monségur d'où ils regagnèrent leurs foyers. On voit, par quelques passages de ce rôle, dressé par le trésorier des guerres, que l'année commençait le 25 mars ; toutes les dates qui s'étendent du 12 janvier au 25 mars font partie de l'année 1338 et toutes celles qui sont postérieures à ce même jour de l'année 1339, à moins, ajoute M. Lacabane, et, ce qu'il est porté à croire, que le trésorier Barthélemy de Drach n'ait commencé l'année le samedi 28 mars après la bénédiction du cierge pascal (1).

Du Cange, *Glossaire* au mot *Bombarde*, dit : « Barthélemy de Drach, trésorier des guerres, porte sur son compte de l'année 1338 conservé jadis en original aux archives de la Chambre des comptes de Paris, une somme d'argent donnée à Henri de Faumechon pour avoir fourni poudres et autres choses nécessaires aux canons qui étaient devant Puyguilhem. »

Du Cange aurait dû dire 1338, car à cette époque l'année commençait à Pâques ; il en résulte, d'après notre manière de compter actuelle et de la commencer au 1^{er} janvier, que la partie du compte de B. de Drach, où se trouve comprise la dépense, faite à l'occasion des canons devant Puyguilhem, appartient à l'année commencée 1339 ; nous savons en effet que le siège ne fut mis devant cette place que dans le mois de janvier 1338 et qu'il continuait encore le 17 avril suivant où l'on comptait 1339, depuis le 28 mars, jour de Pâques de cette année.

Puyguilhem en Périgord, sur les confins de l'Agenais, fut assiégé par Pierre de la Palu s^r de Varambon, sénéchal de Toulouse et d'Albigeois et capitaine général en Languedoc ; ce fut l'un des sièges les plus importants et les plus difficiles qui aient été entrepris à cette époque.

16 mars 1338. — Nous avons une quittance de 10 livres tournois délivrée à Guillaume de Costa le jeune, par Raymond Bertrandi,

(1) Bibl. nat. fonds des Emigrés. Vol. intitulé : *Des gens d'armes et de pied 1338-1339*.

, *bridericus* (1), pour certains travaux nécessaires faits au siège de Puyguilhem. — Datum in tentis ante Podium Guillermi.

19 mars. — Quittance de 60 sous tournois délivrée à Guillaume de Costa le jeune par Julien de Foys, pour des dépenses faites tant pour aller vers La Réole avec des engins que pour aller vers le camp placé devant Puyguilhem avec lesdits engins (cum ingeniis predictis.)

23 mars 1338. — Pierre de Cléon, damoiseau, déclare avoir reçu de M^e Guillaume de Costa le jeune, clerc, la somme de 10 livres tournois pour quelques mineurs (minatores) devant Puyguilhem.

Autre quittance du 31 mars de Pierre de Cléon, de 10 livres tournois, pour certains ouvrages royaux (regiis operibus) nécessaires devant Puyguilhem. Donné à Puyguilhem.

4 avril 1339. — Autre quittance de Pierre de Cléon, au même de Costa le jeune, pour certains ouvrages nécessaires devant Puyguilhem de cent sols tournois. Donné devant Puyguilhem.

Mars 1339. — Ainaud de Penne reçoit des gages pour les services qu'il a rendus pendant les guerres de Gascogne et pour la garde d'Eymet, près de Puyguilhem.

Série F. 12. — 30 mars 1339. — Pateat universis quod ego Arnaldus Guelfier, gubernator certarum cadriguarum (2), ante Podium Guillermi existentium, perognosco habuisse et recepisce à magistro Guillelmo de Costa juniore, clerico, et mandato et per litteras dⁿⁱ senescalli et capitanei, pro quibusdam negociis, cum dictis cadrigis expediendis ante dictum locum Podii Guillermi, quindecim libras turonenses de quibus compotum reddere promitto et dictum magistrum Guillelmum quicto per presentes litteras, meo sigillo sigillatas. — Datum in castris ante Podium Guillermi die xxx marcii, anno Domini m^o ccc^o xxxiv^o, quam summam deivrauit mihi P. de Aula, scutifier dⁿⁱ senescalli Tolose. Datum ut suprà.

Scellé d'un cachet de cire rouge sur queue de parchemin : il porte une fleur de lys.

Série F. 12. — 4 avril 1339. — Reginaldus de Longacumba, gubernator cujusdam ingenii ante Podium Guillermi existentis, recognosco habuisse et recepisce à magistro Guillelmo de Costa juniore, de mandato et per litteras pro expensis manubriorum ad dictum ingenium operantium, undecim libras quinque solidos turon. De quibus compo-

(1) Bridericus, chef des machines.

(2) Gubernator cadriguarum, chef des chars à quatre chevaux.

tum reddere promitto et dictum magistrum Guillelmum quieto per presentes litteras.... Datum in castris ante Podium Guillermi die xiii^a aprilis anno Di m^o ccc^o xxxix^o.

13 avril 1339. — Pateat universis quod ego Bernardus Veziani, gubernator quorundam minatorum boscherm, recognosco habuisse et recepisse a magistro Guillermo de Costa juniore, clerico, de mandato et per litteras domini senescalli et capitanei, pro quibusdam instrumentis ferreis jam factis apud Brageriacum necessariis in operibus regiis ante Podium Guillermi septuaginta sex solidos turon. parvorum de quibus compotum reddere promitto et dictum magistrum Guillelmum acquitto per presentes litteras. — Datum apud Aymetum die xiii^a aprilis, anno Domini m^o ccc^o xxxix^o.

13 avril 1339. — Pateat universis quod ego Garnerius de Sussa de Alamannia, magister ingeniorum, recognosco habuisse et recepisse de magistro Guillermo de Costa juniore, clerico, de mandato et per litteras dñi senescalli et capitanei, pro quibusdam negociis et operibus regiis faciendis et expediendis ante Podium Podi Guillermi, sex libras turon. de quibus compotum promitto et dictum magistrum Guillelmum acquitto per presentes litteras meo sigillo sigillatas. — Datum apud Aymetum die xiii^a aprilis, anno Domini m^o ccc^o xxx^o nono.

17 avril 1339. — Pierre de la Palu ordonne au trésorier des guerres de payer à M^r Guillaume de Costa le jeune la somme indiquée dans ce rôle annexé à ce mand t pour les frais faits par lui devant Puyguilhem du 1^{er} avril au 13 avril 1339.

Expense facte per magistrum Guillelmum de Costa juniore, de mandato nostro, pro pluribus et diversis expensis factis ante Podium Guillermi, pro operibus necessariis de instrumentis dictis operibus necessariis quorum factos fuerunt implete per magistros Philippum Dargues in senescallia Aginnensi, et Raymundum Bertrandi, in senescallia Petragoricensi, operum regionum magistros, in die prima aprilis usque ad xiii^{am} diem ejusdem mensis.

Primo : Imberto le Bastart de la Palu, predictis operibus faciendis fuerunt traditi. LXXV sols tournois.

Item, Petro de Aula, predictis operibus faciendis	XL s.t.
Item, Guillelmo de Trenac.	XX s.t.
Item, Renaudo de Longe Cumbe.	LX s.t.
Item, Raimondo de Auriacho.	V s.t.
Item, Guillermo Dussain	XL s.t.
Item, Petro de Nebanto.	

Item, Bernardo Veziani, magistro minatorum
buschen, pro aliquibus ferramentis ferreis
in mina necessariis. LXXVI s.t.
Item, domino Ademaro de S^{to} Quintino. XI s.t.
Summa XVIII lib. VII solid. VI den. t^{is}.

Pour copie :

A. DE ROUMEJOUX.

DATE DE LA CONSTRUCTION DE L'ANCIENNE HALLE DE VERGT

Nous trouvons, dans un livre de comptes de la seigneurie de Ladouze, de l'année 1608-1609, le marché fait avec Ramonet Pommier, charpentier, pour la construction, à Vergt, d'une halle ancienne, qui a été remplacée par la halle actuelle, vers 1840, pendant l'administration de M. Labat, maire de la ville. Il est intéressant de savoir qu'avant le monument actuel il y avait, sur le même emplacement, une vieille halle, dont le *prix-fait* indique les confrontations. F. V.

« *Pris fait de la halle de Ver.* »

Le dernier jour du mois d'aoust 1608, Ramonet Pommier, charpentier, a prins a pris fait de faire la halle en la place de Ver, comme a esté marchée et limitée par monseigneur, de la longueur de la rue St-Jehan jusque à la rue Sainte-Catherine, et de plus faire ung parquet, litelle et ferme, comme a esté aresté, et une chanbre pour le greffier et mesures, avec le pressoir d'huisle, comme il a esté aresté entre eulx et Favorelies et Fromentieres. La largeur de lad. hasle aratrante piedz, et la chanbre, parquet, pressoir et mesures de la largeur de vingt-cinq piedz, allant ansy d'une rue à l'autre, et soubz mesme fraitz. Laquelle charpente ledict Ramonet sera tenu ordinerement d'y travailler sans se occuper à autres aferes, en fornysant par ledict seigneur tout boys requis et necessere que ledict Ramonet sera tenu aller quarer dans les boys et lieux, que lesd. boys seront et astans cares. Led. seigneur sera tenu de le fere mener et conduire a ses despans sur la place, et sera tenu led. Ramonet de faire faire toute seye pour les boys qui sont requis de seyer; sera tenu aussy de lacter lesd. halle et edifices, en fornysant par ledit seigneur la lactefelie et toute tache, et led. seigneur sera tenu fornir la despance a faire la lienne : en ce que ledict seigneur sera tenu comme a promis bailier aud. Ramonet la somme de six vingt livres en argent, quatre charges de

bled, moytié froment et moytié segle ou mesture, et cinq potz d'huisle ; et en deduction de ce, a receu trante livres du procureur par mandement et sur l'admande de Giron Maniac de Laberondre, et luy a esté bailhé aussy mandement desd. quatre charges de bled sur les mes-tayers des Goursis, et le reste de l'argent luy sera payé comme il travaillera.

(Livre des comptes de la seigneurie de Ladouze de 1608-1609,
Fonds St-Astier aux Archives de la Dordogne, folio 157.)

LA TAILLE DE 1684 EN PÉRIGORD

Voici un document, fort intéressant à mon humble avis, sur une imposition royale, ou taille, à répartir et percevoir sur la paroisse de Saint Rabier, en Périgord. Il est en forme de placard, très grand placard, destiné à être affiché et à appeler l'attention. Nous y trouvons les règles de l'établissement et de la perception des impositions royales, tout au moins pour l'année 1684.

Ce placard, imprimé, et fort bien imprimé, porte en tête les armes royales et, en grosses lettres, *De par le Roy*, de l'un et de l'autre côté. Il s'applique à l'Election de Sarlat et n'est en somme particulier à la paroisse de Saint-Rabier que par certaines indications manuscrites, nom de la paroisse, somme imposée, date du jour, celles du mois et de l'année étant imprimées, nom de l'officier chargé de recevoir les états des porteurs de contraintes. Ce sont donc les règles qui président à la levée de la taille en cette Élection que nous avons ici et même les règles générales sur cet objet. Car, s'il peut y avoir des dispositions particulières, l'ensemble est évidemment de nature générale. Il est en tout cas, je le répète, intéressant, et par ses dispositions générales, et peut-être aussi par ses dispositions particulières, et pourra être utilement rapproché de ce que l'on sait sur la répartition et la perception des tailles.

Aussi, avant de le remettre aux Archives départementales, je veux noter les dispositions de ce document et quelquefois les reproduire presque littéralement.

Le document est timbré au timbre de deux sols de la Généralité de Bordeaux. C'est un Mandement, ou Commission, à l'adresse des agents de l'imposition et des habitants de la paroisse.

Formule préliminaire.

Tout d'abord, avec une première lettre, gracieusement ornée, la qualité des officiers royaux chargés de l'imposition royale en l'Election de Sarlat :

Ch. de Faucon, chevalier, seigneur de Ris, comte de Bacqueville, marquis de Charleval, conseiller du Roy en ses Conseils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel, commissaire départhy en la Généralité de Bordeaux pour l'exécution des ordres du Roi, et les Présidents, Conseillers du Roi, lieutenants, Élus en l'Élection de Sarlat, aux Collecteurs, Marants et habitants de la paroisse de..... Salut.

*Etablissement de l'imposition. — Répartition par paroisse. —
Mode de paiement.*

L'imposition royale pour 1684 est établie par lettres patentes, en forme de Commission, données à Fontainebleau le 18 août 1683, signées Louis et, plus bas, par le Roi, Philippeaux, scellées et enregistrées au Contrôle général des finances, le 8 septembre. Le mandement vise les dites lettres et en même temps les lettres des Trésoriers de France en la Généralité de Bordeaux, du 24 du dit mois, contenant les sommes imposées sur tous les sujets contribuables aux tailles de l'Election de Sarlat pour toutes tailles et *crûes* y jointes. Les *crûes* sont ce que nous appellerions aujourd'hui des centimes additionnels, la taille étant le principal. La répartition, ou *département*, entre les paroisses de l'Election, a été faite par les Commissaires, Officiers du roi et Elus, lesquels ont trouvé que, pour sa part et quotité, la paroisse de Saint-Rabier en devait porter 1750 livres, et indique les termes de paiement qui évidemment ne sont pas particuliers à la paroisse. L'imposition doit être payée en quatre termes, entre les mains de M^e Jean Ardouin, conseiller du Roi, receveur des tailles en l'Election, en son bureau de Sarlat, aux 1^{er} décembre prochain, dernier février, dernier avril et 1^{er} octobre 1684. Comme on le voit, le paiement de la taille de 1684 doit

commencer en décembre 1683 et finir en octobre 1684, ce qui ne représente pas une année entière ; l'exercice de 1684, comme nous disons aujourd'hui, comprend dix mois et commence en décembre 1683.

Voici donc l'imposition créée et répartie sur chaque paroisse, sur celles tout au moins qui ne sont pas exemptées de tailles et taillons ; car, sous l'ancien régime, il n'y a pas seulement des individus privilégiés, il est aussi des villes et des communautés qui ne supportent pas la charge commune, et cette charge est d'autant plus lourde pour les autres, de même qu'aujourd'hui, pour nos impôts de répartition, déterminés à l'avance pour chaque commune, si des cotes disparaissent, les autres s'aggravent d'autant.

Asséeurs, Collecteurs.

Il s'agit maintenant d'appliquer l'imposition à chaque paroisse et de lui faire rendre la somme fixée à l'avance. Aussitôt la commission reçue, les choses pressant, puisque le premier terme de paiement est au 1^{er} décembre, le montant en sera imposé, par un même rôle et un seul article, par les asséeurs et collecteurs qui ont été nommés ou ont dû être nommés, arrêt du Conseil du 23 septembre 1681, au commencement d'octobre, ou qui seront nommés d'office, de qualité requise, aux termes des règlements, par les commissaires, officiers et élus chargés de la Commission.

Les asséeurs et collecteurs, anciennement toujours nommés d'office, furent depuis 1379 désignés par les habitants eux-mêmes. L'élection avait lieu au commencement d'octobre, selon la Commission, quelquefois en septembre, dans une assemblée convoquée en la forme ordinaire et tenue au devant de l'église, sous la présidence du syndic, et à la majorité des suffrages. Quelquefois les officiers de l'Élection intervenaient, s'il y avait un même nombre de voix, par exemple, et comme au cas ci-dessus prévu, s'il n'y avait pas eu de nomination, ce qui arrivait souvent, la charge étant onéreuse et les habitants voulant ainsi protester contre l'excès de l'impôt.

Les asséeurs, chargés de l'assiette de l'impôt, et les collec-

teurs, chargés du recouvrement, ne firent plus qu'un depuis Henri III.

Les asséeurs collecteurs ont le droit, en outre de l'imposition, de lever et retenir, ce sont les crûes, six deniers par livre du montant de l'imposition pour leurs droits et frais, mais ne peuvent prétendre aucune exemption ou diminution de leurs cotes, les syndics et fabriqueurs ne pouvant être exempts de la collecte, aux termes de la Déclaration royale de février 1664.

Je note le mot Fabriqueur qui a peut-être besoin d'être entendu, étant pour nous quelque peu barbare ; il désigne ceux qui administrent l'église, que nous appelons marguilliers, je ne dis pas sacristains, membres du Conseil de fabrique, et que l'on appelait autrefois marguilliers aussi, et Fabriqueur, Fabriqueur selon notre Commission, procureur d'église, etc.

Les syndics et fabriqueurs avaient certainement une influence sur l'élection et sur les asséeurs collecteurs, et c'est là sans doute la raison de cette disposition que nous allons retrouver, non pas littérale, mais équivalente, un peu plus bas.

Sous les peines portées par les ordonnances, si les officiers de l'Élection n'en ordonnent autrement, il est défendu aux asséeurs collecteurs d'imposer *au delà*, à l'exception toutefois des dettes des communautés dont l'imposition aura été ordonnée par arrêt du Conseil ou jugement des commissaires de la Chambre d'Agen, députés pour la liquidation des dettes des communautés de l'étendue de ce *département* (de cette répartition).

Je note que la perception de la taille était une occasion de percevoir en la même forme d'autres sommes, celles, notamment, nécessaires pour acquitter les dettes des communautés.

Contribuables aux tailles.

Il sera procédé au rôle par les asséeurs collecteurs sur tous les habitants contribuables aux tailles de la paroisse, le fort portant le faible, *suyvant leurs moyens et facultés*. C'est bien un impôt sur le revenu, mais ne portant pas sur tous, car tous ne sont pas contribuables aux tailles, et beaucoup, individuellement, en sont exempts à raison de leur qualité ou

office. Ceci dit, sans parler des villes ayant exemptions et privilèges, la Commission dit que le rôle sera fait, *en leurs consciences*, par les assésurs collecteurs qui, sous les peines portées par les règlements, ne pourront diminuer les taxes de leurs parents ou alliés, comme, plus haut, elle leur a interdit de s'exempter ou diminuer eux-mêmes, ainsi que syndics et fabricateurs.

Les collecteurs sortant de charge ne pourront être imposés à aucune autre somme que celle qu'ils portaient l'année précédente à leur collecte, si non à proportion de l'augmentation ou diminution de la taille au sol la livre, ou des successions à eux échues et des augmentations d'exploitations, selon le dernier règlement.

Seront compris au rôle les officiers des présidiaux selon leurs facultés, les officiers des Élections non résidants ou supprimés; les lieutenants criminels de robe courte, les assesseurs, avocats et procureurs du Roi des Maréchaussées, commissaires et contrôleurs à faire les montres (ou état des nobles), et autres officiers des dites Maréchaussées et morte-payes selon l'édit d'août 1669, et tous autres dont les exemptions et privilèges ont été révoqués par l'édit de novembre 1640 et les déclarations du 20 mai 1645 et du 20 septembre 1646, non rétablis.

Seront aussi cotisés les commis des adjudicataires des fermes du Roi, résidant dans la paroisse, s'ils y étaient domiciliés avant leur commission, s'ils y sont depuis mariés, ou ont acquis des biens dans le ressort de l'Élection.

Et aussi les fermiers des gentilshommes et autres privilégiés, selon les moyens et facultés, prix des fermes, fruits et profits d'icelles; ensemble les nobles, exempts et privilégiés, dont les exemptions et privilèges sont révoqués; les anoblis par lettres depuis 1634 qui n'ont pas eu de lettres de confirmation, ceux qui ont été déclarés usurpateurs du titre de noblesse et par nous non taxés d'office; les officiers *commensaux* des maisons royales, ne servant actuellement et non compris aux états de la Cour des Aides, les veuves durant leur viduité et les vétérans, selon la déclaration du Roi et arrêt du Conseil des 30 mai et 8 août 1664.

Les officiers des maréchaussées, autres que ceux dont sera parlé plus bas, et ceux créés depuis 1633, ensemble les morte-payes des villes et châteaux de Sa Majesté, seront imposés selon leurs moyens et facultés, à peine de 100 livres d'amende contre les collecteurs, édit d'août 1666.

Les habitants des villes taillables, dont l'imposition est fixée par les Commissions du Roi, qui tiennent des recettes et fermes dans la paroisse ou y exploitent des héritages, seront cotisés selon ce que les receveurs ou fermiers des héritages, par eux exploités en leur propre ou à ferme d'autrui, pourraient porter, bien qu'imposés à leur demeure ou en d'autres paroisses où ils ont des fermes ou autres exploitations, selon le règlement du 20 mars 1675, et ne pourront enlever les fruits qu'après cote payée.

Dispositions relatives aux biens des privilégiés.

Voici des dispositions intéressantes qui semblent limiter, ou réduire, certaines exemptions.

Ne pourront les seigneurs des paroisses, gentilshommes et autres privilégiés, tenir et faire valoir par leurs mains qu'une seule de leurs fermes, maisons ou métairies, du labourage de deux paires de bœufs ; s'ils en font valoir davantage, seront taxés pour le surplus, les fruits y croissant étant affectés au paiement des taxes et ceux qui prendront les dits fruits contraints à leur paiement ; et les dits nobles seront tenus de déclarer au greffe de l'Élection, dès le 1^{er} novembre, avant la répartition, quel de leurs domaines ils entendent faire valoir.

Cette disposition se complète par celle ci-dessus qui fait contribuer les fermiers des privilégiés.

Et aussi seront taxés les curés et autres ecclésiastiques ayant acquis des biens en la paroisse ou en possédant par succession *collatérale*. Cette disposition ne touche donc pas tous les biens, immeubles évidemment, ecclésiastiques.

Exemptions pour cause d'offices.

Il s'agit ici des exemptions pour cause de ces offices dont la multiplication souleva de si vives plaintes et il semble qu'on veuille bien les préciser.

Ne seront pas compris au rôle les officiers des Cours supérieures, Conseillers et Secrétaires du Roi, les officiers *commensaux* des maisons royales qui servent actuellement et seront employés l'année présente, dans les états envoyés au greffe de la Cour des Aides de Paris, ou faisant actes dérogeants.

Enjoignons aux officiers des dites maisons royales de faire publier, au prône de l'église de la paroisse de leur demeure, leur départ, le dimanche avant de partir pour aller servir leur *quartier*, et à leur retour, le dimanche suivant, le certificat de leur service, que le curé certifiera, et en informeront les collecteurs, sinon, seront cotisés selon leurs moyens et facultés.

Les officiers des maréchaussées, créés avant le 1^{er} février 1635, jouiront des exemptions de tailles à eux accordées, savoir : prévôts, vice sénéchaux, leurs lieutenants, entièrement ; greffiers et exempts, de 30 livres chacun ; archers, de 100 sols chacun ; pourvu qu'ils servent et ne fassent aucun trafic.

Translation de domicile des contribuables.

La Commission dispose très attentivement au sujet de ceux qui quittent leur paroisse pour une autre. C'est là quelquefois une façon d'échapper à la taille.

Seront aussi taxés ceux sortis de la paroisse pour aller demeurer dans des *lieux francs ou abonnés*, à moins d'être demeurés dix ans dans les lieux francs et cinq dans les abonnés, arrêt du Conseil du 15 juillet 1666. Comme on le voit, le stage est long pour échapper à l'impôt (lieux francs) ou tout au moins à partie (abonnés).

Ceux qui voudront quitter leur paroisse, pour aller habiter en une autre, devront faire publier, au prône de la messe paroissiale, leur *delogement* et le faire signifier aux habitants et procureurs syndics avant le 1^{er} octobre de l'année qui le précèdera ; et devront dans le même temps déclarer, au greffe de l'Élection de la paroisse où ils vont, la paroisse d'où ils sortent, la somme de leur imposition, s'ils sont laboureurs ou de quelque autre profession, combien de charrues et à qui elles appartiennent, la paroisse où ils vont demeurer, la vacation qu'ils prétendent professer, combien de charrues ils feront

valoir et de qui ils les tiendront. Aucune décharge ne sera accordée par les Elus qu'au vu de l'extrait de la dite déclaration délivrée par le greffier, sous peine d'en répondre en leur propre et privé nom.

Il est difficile, d'après cela, que l'on échappe à la taille, ici ou ailleurs.

Les translations de domicile seront exécutées et jugées avec les habitants de la paroisse que l'on veut quitter (et qui a en effet intérêt à ce que sa taille ne soit pas si lourde), avant le 1^{er} janvier, à peine de nullité et d'être imposé sur les deux paroisses. Elles seront enregistrées le 1^{er} octobre en un registre, coté et paraphé par le président et un élue de l'Élection, et remis au greffier, pour en délivrer des extraits à deux sols pour chacun, après avoir été clos par eux au dit jour. Ceux qui auront procédé selon le présent règlement seront taxés pendant deux ans dans la paroisse quittée et, ensuite, dans la nouvelle, à une somme au moins égale. S'ils continuent à faire valoir leurs héritages ou des fermes dans leur ancienne paroisse et exploitent en même temps une ou plusieurs fermes dans la nouvelle, ils seront taxés dans les deux selon la valeur de leurs exploitations, que les paroisses soient ou non de la même Élection. Ceux qui transfèrent leur domicile pour faire valoir quelque ferme et cessent de travailler à la culture des héritages de la paroisse par eux quittée, seront imposés un an dans celle-ci, puis dans celle de leur nouvel établissement.

Seront aussi compris au rôle ceux qui ont leur domicile dans les lieux où les tailles sont *réelles* et qui ont des biens et possessions dans la paroisse, selon ces biens et possessions dont les fruits et revenus sont affectés au paiement de la taxe, édit de janvier 1694.

Il y a là, sans doute, des dispositions particulières à l'Élection, d'autres générales.

Dans la dernière, il est parlé de *tailles réelles*. La taille était le plus souvent *personnelle*, basée sur les facultés et moyens du contribuable. Pour éviter les appréciations arbitraires, dans certains lieux, il fut fait comme un cadastre, d'après lequel, la valeur des biens étant fixée, la taxe était arrêtée : c'est ce qu'on appelle la *taille réelle*, que l'on trouve dans les

pays d'Elats. Ceux qui sont domiciliés dans ces pays de taille réelle doivent subir la loi de la taille personnelle, en pays d'Election, là où ils ont des biens et possessions.

Confection des rôles.

Les influences s'agitaient évidemment autour de ces rôles paroissiaux et en voici la meilleure preuve :

Défense est faite aux ecclésiastiques, seigneurs des paroisses, gentilshommes et autres personnes de qualité notable ayant autorité en la paroisse, de s'immiscer en la nomination des collecteurs et confection des rôles, et de cacher et retenir en leurs églises, châteaux et maisons, les fruits, meubles et bestiaux des contribuables, sous les peines portées par les ordonnances.

Les assécurs collecteurs feront leur rôle en liberté, hors leur paroisse, si bon leur semble, avec tel greffier, notaire ou praticien qu'il leur plaira, mais n'y demeurant et n'y ayant aucun bien.

Tout ceci n'empêchait peut-être pas les influences d'agir, plus discrètement. Quant au fait de cacher fruits, meubles et bestiaux, et de faire ainsi échapper une partie de la matière imposable, il pouvait être plus facilement saisi sur le vif.

Quoi qu'il en soit de la liberté et de la conscience des assécurs collecteurs, voici les formes auxquelles ils sont astreints dans la confection du rôle :

Il leur est enjoint *d'employer* (c'est-à-dire d'indiquer) la qualité des contribuables, juge, notaire, marchand ou autre, celle des métairies, une ou plusieurs paires de bœufs, à peine de 25 livres d'amende contre chacun d'eux, et d'imposer les particuliers par leurs noms et surnoms, et non pas sous le nom des hoirs, mineurs ou bien-tenants, sous les mêmes peines.

Ils doivent aussi employer, au bas des dits rôles, les noms des nobles, exempts et privilégiés, avec les causes d'exemption, les ecclésiastiques et les pauvres.

Cette disposition permet aux vérificateurs d'apprécier si leur non-inscription est bien légitimée par leur qualité ou leur indigence.

Le rôle devra être exactement calculé page par page, et, à la fin, la somme totale et le nombre des *feux* de la paroisse, sous peine de 25 livres d'amende contre chaque collecteur.

Taxes d'office.

S'il y a des taxes d'office (il pouvait donc y en avoir) au bas de la Commission, ils s'y conformeront à peine de 100 livres d'amende, sauf à les augmenter s'il y a lieu, et elles seront payées au susdit Ardouin, aux termes échus, sous peine de contrainte aux frais et dépens des taxés. Quant aux principaux habitants taillables, taxés d'office les années dernières, et qui ne le sont pas, ils seront cotisés selon leurs moyens et facultés avec les autres taillables de la paroisse, et défense leur est faite de violenter et empêcher les collecteurs dans la liberté de leurs suffrages, et ceux-ci doivent les comprendre au rôle, sous peine d'en répondre personnellement, les dits habitants devant être taxés par les officiers de l'Election, par *doublement* (c'est notre double droit en certaines matières), au prochain département, sur le pied de leurs taxes d'office.

Défaut de confection du rôle.

Faute par les collecteurs, nommés ou pris d'office, de procéder à la confection du rôle... il y a évidemment ici une omission, une pénalité sans doute, et, à la suite, je lis : même de payer (sans doute, ils seront tenus de... même de payer) la dite somme (montant de l'imposition) après termes échus, discussion préalablement faite de leurs meubles et fruits ; ou, en cas de rébellion, selon l'ordonnance, six des principaux habitants, ou plus haut taxés, seront solidairement contraints au paiement de l'imposition, et il sera procédé d'office par les officiers de l'Election, ou l'un d'eux, sans retardement des dites contraintes, aux risques, périls et fortunes des collecteurs et principaux habitants.

C'est le cas assurément de dire que le *fisc* ne perd jamais ses droits et les malheureux taillables en furent quelquefois réduits à lui tout abandonner.

Vérification du rôle.

Le rôle fait, les collecteurs, ou l'un d'eux, doivent le porter au siège de l'Election où un des officiers y résidant doit le vérifier. Mais cette vérification n'est faite qu'après toutes les formalités remplies. Le rôle devant être fait en deux copies, une demeure aux collecteurs, l'autre est déposée au greffe de l'Election.

Exécution du rôle et réclamations.

Le rôle étant vérifié sera exécuté en sa forme et teneur et les cotisés seront contraints par les voies accoutumées, lecture préalablement faite du rôle et de la Commission à l'issue de la messe de paroisse.

Et s'il survient quelque opposition, les parties se pourvoiront devant les Elus sans préjudice de l'exécution du rôle par provision, l'opposition n'étant pas recevable si la taxe n'a été remplie par provision.

Il faut donc payer la taxe si on veut être admis à protester contre elle. La réclamation est jugée par les élus et, sur appel, par la Cour des Aides, mais bien du temps s'écoulera entre la réclamation et le remboursement, s'il est ordonné. En voici un exemple que cite Babeau (*Le Village*) : un habitant de Celles (Aube) réclame en 1776 son dégrèvement ; condamnée à rembourser 36 livres 4 sols au principal et 413 livres de frais, la communauté ne s'exécute que cinq ans après. Combien de contribuables, devant ces lenteurs et ces frais, persistent à obtenir justice ?

Porteurs de contraintes.

Il est enjoint aux porteurs de contraintes, préposés par nous, de se conformer, dans le recouvrement des dits deniers des tailles, au règlement de M. d'Aguessseau, ci-devant commissaire départi en cette Généralité, du 30 décembre 1669, en tout ce qui n'est pas contraire à celui fait par nous le 1^{er} juillet 1682, et de donner quittance des sommes payées par les redevables pour les frais de logements pour eux et leurs archers, sous peine de destitution et punition corporelle.

Il était sans doute élémentaire de donner quittance. Il semble cependant, par là, que cela n'allait pas tout seul.

Les officiers de l'Election prévoient les *malversations* et aussi les frais excessifs. Pour les connaître, ils enjoignent aux porteurs de contraintes de remettre, à la fin de chaque mois, par devers le sieur (nom en blanc), leur travail, contenant, jour par jour, les logements par eux faits, le temps demeuré en chaque paroisse, les sommes reçues chaque jour par eux ou archers, de qui ils les ont reçues ; lesquelles quittances seront attestées par les curés ou vicaires, ou un des jurats, consuls, syndics ou collecteurs, des lieux des logements. Ils devront en outre certifier les dits procès-verbaux, aux peines de l'ordonnance, et en tenir registre. Le receveur, ou commis de la recette des tailles, tiendra aussi registre de ceux remis par devers lui pour nous être, l'un et l'autre, représentés, ou à notre subdélégué, quand besoin sera. Le subdélégué tiendra registre des procès-verbaux à lui remis et nous enverra l'état des frais, de 3 mois en 3 mois, dressé par lui, et dès le 1^{er} décembre,

Il y a ci-dessus le mot *nous* qui semble s'appliquer aux officiers de l'Election et qui s'applique au commissaire départi du Roi, Faucon, ici et quelquefois ailleurs peut être, comme aussi notre (subdélégué), qui s'applique au même.

Mandement aux huissiers et Clôture.

Suit le mandement au premier huissier ou sergent royal de mettre à exécution nonobstant oppositions et appellations.

Fait à... (pas de nom de lieu), ce sixième octobre 1683.

Les officiers de l'Election ne signent pas, mais seulement le commissaire du Roi Faucon et, *par mon dit sieur*, Chastanier.

Voici donc ce document où nous avons, par bien des dispositions, la note de ce qui se passait trop souvent à l'occasion de l'assiette et de la perception de la taille, en 1684, sous Louis XIV, et en d'autres temps bien certainement aussi. Influences et agissements autour de l'élection des collecteurs, pression exercée sur eux, fraudes pour faire échapper la matière imposable au trésor royal, et avec la complicité de per-

sonnages notables, malversations et frais excessifs, résistances des habitants et des collecteurs, et l'histoire en enregistre de violentes, etc., nous y sentons bien tous ces tristes souvenirs de cette taille, si impopulaire, et qui a fait en France un si malheureux essai de l'impôt sur le revenu, mais appliqué seulement à une partie de la nation et où les abus ont été si multipliés. Je ne veux point insister et ce n'est pas le lieu.

Peut-être trouverait-on, dans cette Commission des officiers de l'Election de Sarlat, quelques dispositions que l'on ne trouve pas ailleurs. En tout cas, elle nous montre, et cela est intéressant sans doute, elle nous montre à l'œuvre, en Périgord, cette taille si détestée et, par quelques unes de ses dispositions, nous en indique bien les abus que les règlements et ordonnances ne supprimaient pas. L'arbitraire en fut trop souvent l'âme, arbitraire contre lequel ne purent prévaloir les défenses et injonctions aux collecteurs et à tous autres. Je m'arrête, ne voulant point traiter de la *taille* sous l'ancien régime, mais seulement présenter un document sur la taille de 1684 en Périgord : c'est fait.

Gustave HERMANN.



ANCIENS CACHETS ARMORIÉS.

En dépouillant les anciennes minutes des notaires de Saint-Pardoux-la-Rivière et des environs, nous avons relevé sur des testaments mystiques un certain nombre de cachets portant des armoiries dont plusieurs nous semblent inédites ; nous les décrivons ci-dessous en y joignant l'indication des pièces sur lesquelles ces cachets se trouvaient apposés :

I. — PINDRAI, NOTAIRE A SAINT-FRONT-LA-RIVIÈRE.

1701 (22 mars). — Testament de Pierre Besse, sr. du Claud, partant pour l'armée dans la compagnie de M. de Lavergne, de Thiviers : cachet ovale portant un chevron accompagné de 3 besants, 2 en chef, 1 en pointe.

1704 (8 mai). — Testament de Marguerite Ruben, fille de Louis, sr. de Lafond, et de Marguerite Dagané : grossier cachet ovale : chevron

accompagné de 3 fers de lance ou cœurs renversés, 2 en chef, 1 en pointe ; au-dessous de l'écusson les lettres : L. R.

1756 (27 juin). — Testament de François de Campniac, fille de Jean, sgr. de Romain, et de Marie de Pindrai : d'argent à 3 an cres, 2 et 1 ; couronne de comte, supports, deux lions ; cachet ovale.

1761 (31 mars). — Testament de François de la Marthonnia, capitaine : un lion rampant ; écusson ovale entouré du collier de l'ordre.

1762. — Testament clos avec l'empreinte d'une plaquette ovale portant les mots ci-après disposés autour des branches d'une croix :

IESU S
REX GLOR
VENIT IN PACE
DEUS HO MO FACT
EST ET VIREVIT
CARO FACTUM
EST XPS VINCIT
.....S REG NAT XPS
.....MPERA T XPS
..... OM NIA
..... IO N. D.

II. — DESPORT ET LAPEYRONNIE, NOTAIRES A SAINT-PARDOUX.

1749 (20 août). — Testament de Pierre Darpes, sr. du Chastenet, chevalier de Saint-Louis, lieutenant d'une compagnie d'invalides : écu ovale portant d'azur au chevron d'or, accompagné en chef de 2 molettes d'éperon et en pointe de 3 fers de lance, 2 et 1 ; timbré d'un casque de chevalier ; au-dessous la croix de Saint-Louis.

1734 (15 janvier). — Testament du même, même cachet.

1750 (21 mai). — Testament de Marguerite de la Mazière, femme de Pierre Allemant, sr. de la Boige, procureur d'office de Nontron ; cachet appartenant à François Faurien de Nontron, avocat au dit lieu : d'argent accompagné de 3 croissants, 2 et 1 ; supports, deux palmes ; couronne de comte.

1779 (10 septembre). — Testament de J.-B. Lavavé, bourgeois de Périgueux : l'écu de France est en exergue : LAVAVE NOTARIUS PETROCORAË.

1781 (9 septembre). — Testament d'Angèle de Boisseuil ; écu losangé portant trois larmes et timbré d'une couronne de marquis.

1782 (17 novembre). — Testament de la même, même cachet.

1782 (5 février). — Testament d'Antoinette Peyronnie-Bussière, demeurant à Puy-de-Fourche : cachet ovale, écu coupé, le premier

parti; dans chacun des trois quartiers, d'azur à une quintefeuille; couronne de marquis surmontée d'un chapeau de cardinal, accompagné des cordons ecclésiastiques à quatre rangs.

1784 (24 mai). — Testament de Suzanne Prevost, femme de Jean-Pierre Fourichon de Saint-Auvant, écuyer, garde du corps du Roi, compagnie de Luxembourg: d'azur à une étoile surmontée d'un croissant, au chef cousu de gueules chargé de deux étoiles en fasce.

1788 (16 novembre). — Testament de la même, même cachet.

1792 (8 septembre). — Testament de François Desport, curé de Champagnac: cachet ovale, trois arbres appointés en cœur, sur une terrasse; supports, deux sirènes.

III. CACHETS RELEVÉS SUR DES LETTRES.

Nous compléterons cette note en indiquant quelques cachets relevés sur des lettres émanant de Périgourdins:

1608-1629. — Cachet de G. Houlier, lieutenant criminel d'Angoulême, originaire de Bourdeille: trois épis de blé ou trois boutons de roses noués par un ruban formant trois nœuds.

1620. — Cachet du même: écartelé aux 1 et 4, les armes ci-dessus aux 3 et 4, de... à la fasce accompagnée de trois étoiles, deux en chef, une en pointe.

1766. — Meyjounissas: écartelé, aux 1 et 4, un lion rampant tenant une épée; aux 2 et 3, de... chargé de trois roses, au chef chargé de trois étoiles.

1770. — Douillac de Taillefer: deux écussons accolés: le premier d'azur à la bande accompagnée de deux étoiles, à une épée brochant; le second, d'azur à trois merlettes, 2 et 1.

1770. — N. Durand, chanoine de Saint-André de Bordeaux, originaire de La Chapelle-Montmoreau: d'or à la bande accompagnée de deux étoiles.

1771. — De la Brousse du Bosfrand. Ecu chargé de trois abeilles(?), au chef chargé de trois étoiles en fasce.

1774. — Deforge, sgr. de Larret et de Montagnac: de gueules à 2 ancrs placées en pal, celle du dessous à une seule branche.

1783. — M. de Grandsaigne, lieutenant des Maréchaux de France à Périgueux: d'azur à 3 besants, 2 et 1.

Roger DROUAULT.

V A R I A

CORRESPONDANCE DES CONTRÔLEURS GÉNÉRAUX DES FINANCES AVEC LES
INTENDANTS DES PROVINCES, publiée par MM. de Boislisle, sous-chef
au Ministère des finances, et de Brotonne (*Suite et fin.*)

*M. de la Bourdonnaye, intendant à Orléans,
au Contrôleur général.*

14 octobre 1709.

Il estime qu'on ne peut, comme le propose le vice-sénéchal de Sarlat, contraindre les maîtres de forges du Périgord à acheter le charbon de bois provenant de châtaigniers et de noyers gelés, à plus haut prix qu'il ne se vend dans le commerce.

(Tome III, p. 233.)

*M. de Courson, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

24 décembre 1709.

» J'ai différé à vous rendre compte des différentes pertes de cette Géné-
» ralité causées par l'hiver dernier, et des mesures qu'on peut prendre pour
» les réparer, que j'en eusse été instruit par moi-même dans les différentes
» tournées que j'ai été obligé de faire, soit pour le passage des troupes,
» soit pour le département.

» Il y a apparence que la perte des blés sera réparée, s'il n'arrive point
» d'accident qui empêche la récolte prochaine.....

» Il y a eu dans l'Agenois une perte assez considérable, qui est celle des
» pruniers. Il m'a paru qu'on songeoit assez à en replanter.

» La plus grande de toutes les pertes est celle des noyers et des châtai-
» gniers, qui sont totalement ruinés. Comme j'ai traversé tout le Périgord, j'ai
» vu par moi-même ce qui en étoit. Presque tous les châtaigniers repous-
» sent par le pied ; dans huit ou dix ans, on pourra choisir un brin pour
» le greffer, qui ne produira que fort peu de chose vingt ans après. Le
» plus grand mal est qu'il seroit nécessaire de couper cet hiver tous les
» troncs qui sont morts ; mais il n'y a pas assez d'argent dans le pays,
» ni assez d'habitants pour le faire.

» A l'égard des noyers, ils sont presque tous morts. Il faut nécessaire-
» ment en planter d'autres : il ne m'a pas paru qu'on songeât à trouver
» des moyens pour en replanter.

» Quelques propriétaires dont les vignes sont mortes les ont fait arracher :

« ce n'est pas un grand mal, car il y en a trop dans cette Généralité, et
« surtout dans l'Election de Bordeaux. La plus grande partie songe à en
« replanter ».

(Tome III, p. 258.)

*M. de Courson, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

22 février 1710.

« La proposition d'établir une Election à Bergerac ne seroit point d'une
« grande utilité : il faudroit dédommager les Elections de Sarlat et de
« Périgueux, et les élus ont essuyé tant de taxes, que je doute fort qu'il
« se présentât des acquéreurs pour lever les charges. D'ailleurs, si on
« ôtoit le canton de Bergerac de l'Election de Sarlat, elle seroit réduite à
« rien, n'y ayant que ce seul côté-là qui soit bon et qui puisse porter la
« plus grande partie des impositions. »

(Tome III, p. 273.)

*M. de Courson, intendant à Bordeaux,
au Contrôleur général.*

15 décembre 1711.

« Les pluies continuelles qu'il fait depuis quelque temps m'avoient em-
« pêché d'aller plus tôt en Périgord achever les départements ; j'en suis
« revenu depuis deux jours, et je crois n'avoir jamais fait un voyage si
« utile pour le service du Roi. Le dixième est assez bien établi dans toutes
« les paroisses, et se lève autant que la misère du pays le peut permettre ;
« mais il n'en étoit pas de même de la noblesse : plusieurs s'étoient ima-
« giné qu'ils n'en devoient rien payer, et ils s'étoient assemblés pour vous
« faire une députation, prétendant qu'en Saintonge et en Limousin on ne
« l'exigeoit pas. Le principal mobile de tout cela étoit un gentilhomme
« appelé M. de la Coste, qui s'étoit donné beaucoup de mouvement, et
« avoit déjà gagné plusieurs gentilshommes. Il vouloit mettre dans son
« parti deux des principaux et des plus accrédités du pays ; l'un est M. de
« Fayolle, et l'autre M. de Marquessac, frère de M. de Bruzac, aide-major
« des gardes du corps, tous deux gens de mérite et de distinction, fort
« affectionnés au service du Roi. Ils représentèrent tous deux tout ce
« qu'ils devoient sur cela, et leurs remontrances firent échouer le dessein
« qu'ils avoient de s'assembler. Comme j'ai été d'abord informé de tout ce
« qui se passoit, quoique les chemins fussent presque impraticables, je ne
« crus pas devoir perdre un moment pour aller à Périgueux. Depuis que je
« suis ici, toute la noblesse du pays n'a pas manqué de venir à Périgueux
« dès que j'y suis. J'en trouvai plusieurs prêts à faire tout ce qui dépen-

« doit d'eux pour le service du Roi ; mais la plus grande partie des esprits
« étoient fort échauffés. Je crus que rien ne convenoit mieux au service
« du Roi que de leur faire entendre raison et de les ramener par la dou-
« ceur. Ils ont tous assez de confiance et d'amitié pour moi. Je n'eus pas
« de peine à gagner les principaux, et, entre autres, M. de Marquessac,
« qui m'a fort aidé, et je ne suis parti de Périgueux qu'après les avoir fait
« convenir qu'ils n'avoient pas sujet de se plaindre, et après m'être assuré
« qu'ils payeroient tout ce qu'on leur demande pour leur dixième. J'ai
« même plus fait : il y avoit longtemps que les recouvrements ne se fai-
« soient point ; ils devoient tous plusieurs années d'arrérages de leur
« capitation. Je crus devoir profiter de la bonne volonté qu'ils me témoi-
« gnoient pour leur faire payer les arrérages qu'ils devoient ; je leur dis
« que vous m'aviez ordonné de vous rendre compte de tous ceux qui de-
« voient des arrérages de capitation. Je leur en fis craindre les consé-
« quences, et je me fis un mérite auprès d'eux d'être venu à Périgueux
« pour les engager à prévenir le mal qui leur en arriveroit. Comme ils
« étoient disposés à croire ce que je leur disois, la plus grande partie a
« payé tous les arrérages qui étoient dus, ou ont pris des termes et des
« arrangements pour en assurer le payement. Je ne me flattois pas de
« pouvoir aussi bien réussir. Comme tous les gentilshommes de Périgord
« sont presque toujours ensemble, ils sont tous fort unis ; je suis persuadé
« qu'il n'y aura point de pays où les recouvrements se fassent mieux à
« l'avenir que dans ce pays-là. Il étoit nécessaire que cela se tournât
« comme cela a fait, car il commençoit à se répandre un bruit dans tout
« le reste de la Généralité que la noblesse du Périgord se feroit exempter
« de payer le dixième, ce qui arrêtoit en ce pays-ci les recouvrements, et
« il n'y en a eu que cinq ou six qui n'ont osé paroître, voyant que j'avois
« gagné tous les autres, et entre autres M. de la Coste. Il seroit absolu-
« ment nécessaire de faire sur lui un exemple, ou qu'il parût du moins
« un ordre du Roi pour l'envoyer quelque part, pour lui en faire la peur,
« et pour qu'il crût m'avoir l'obligation, s'il n'étoit pas exécuté (1). »

(Tome III, p. 418).

(1) Le 19, il écrit encore, au sujet de la capitation de la noblesse de Péri-
gueux : «... Plusieurs particuliers de la ville auroient payé..., s'ils n'en
« avoient été empêchés par le sieur Gardonne, conseiller au Sénéchal, qui di-
« soit hautement dans toutes les rues qu'il falloit faire sonner le tocsin sur les
« garnisons qu'on enverroient, et que, si les peuples et la noblesse en ussoient
« comme on faisoit autrefois dans ce pays-là, on ne leur demanderoit rien.
« Il reprocha même à deux gentilshommes qu'ils dégénéroient de la vertu de
« leurs pères, qui avoient été fort opposés aux intérêts du Roi dans le temps
« des guerres civiles... La ville de Périgueux est en possession de n'exécuter

*M. Boucher d'Orsay, intendant à Limoges,
au Contrôleur général.*

20 septembre 1714.

C'est malgré ses défenses qu'a été imprimée à Limoges une satire contre les marchands chargés, l'année précédente, d'acheter des grains en Périgord, et qui avaient voulu les accaparer. On n'avait cessé de les chansonnier depuis lors, et on était même allé jusqu'à les brûler en effigie ; craignant de plus grands désordres, il avait défendu que ces attaques continuassent.

(Tome III, p. 556.)

*Le Contrôleur général,
à M. de la Vrillière, secrétaire d'Etat.*

16 juillet 1715.

L'esprit séditieux des officiers de l'hôtel de ville de Périgueux exigeant un exemple de rigueur, l'un d'eux sera enfermé au château de Lourdes jusqu'à nouvel ordre, et le président du présidial transféré à trente lieues de la ville (1).

(Tome III, p. 594.)

(Tome III. — 1708 à 1715. — Paris, Imprimerie nationale, 1897.)

« aucun des ordres qu'on lui envoie : de toutes les impositions extraordinaires qui ont été ordonnées depuis sept ou huit ans, ils n'en ont fait aucune, et ils ne faisoient ni rôle de capitation, ni d'ustensile, hors depuis un an... Il faudroit un exemple qui pût les désabuser de l'esprit d'indépendance... »

Le Contrôleur général répond en apostille : « Bon. Un billet à M. de la Vrillière pour expédier l'ordre d'arrêter le sieur Gardonne et le conduire au château de Lourdes... » Le 19 janvier 1712, M. de Courson écrit que les ordres du Roi ayant produit un excellent effet, même avant d'être exécutés, il n'a pas jugé nécessaire de procéder. — Approuvé.

Voir, touchant une prétendue cote de 4,000 livres demandée à la comtesse de Ribérac d'Aydie, une lettre de M. de Courson, 21 juin 1712.

Sur les violences que commettaient certains gentilshommes auxquels on réclamait leur capitation, voir les lettres des intendants de Languedoc, de Poitiers et d'Auvergne.

(1) Le 6 août, le Contrôleur général adresse les deux lettres de cachet à M. de Courson, intendant à Bordeaux. Le 20 août, il écrit à M. de Pontchartrain, secrétaire d'Etat de la maison du Roi, de faire conduire à la Bastille un député envoyé à Paris par les mutins, et, le 26, il donne l'ordre en conséquence à M. d'Argenson, lieutenant général de police à Paris.

Voir sur ce sujet l'étude magistrale de notre érudit vice-président M. Philippe de Bosredon, publiée dans le tome XVI de notre *Bulletin*, année 1889, p. 134 et 211.

LETTRES INÉDITES DE PRUNIS ET DE MAINE DE BIRAN.

Joseph Prunis, né dans le Sarladais, à Campagnac-les-Quercy, le 16 mai 1742, de Antoine Prunis, maître chirurgien, et de Catherine Jourreau, avait été historiographe du Périgord avant de devenir député de la Dordogne. De nombreuses recherches historiques poursuivies un peu partout, tant en Périgord qu'à Paris et dans les Basses-Pyrénées, lui permirent d'amasser une quantité considérable de notes qui ont formé, avec les papiers de Lespine et de Leydet, la collection de Périgord au Département des manuscrits de la Bibliothèque nationale.

Ayant pris l'habit de chœur dès 1757, sous-prieur de Chancelade en 1769, il obtint, en 1782, le prieuré des chanoines réguliers de Saint-Cyprien, dont le bénéfice était de deux mille livres.

La lettre qu'on va lire, conservée aux Archives de la Grande Chancellerie, est une demande adressée par Prunis au grand chancelier Lacépède pour être nommé membre de la Légion d'honneur. Le pétitionnaire y rappelle ses antécédents, non sans dissimuler sa qualité ecclésiastique et le brûlement des titres féodaux auquel il présida sous la Révolution, et fait valoir divers services. Cette requête, qui nous paraît mériter d'être reproduite, complètera une lettre autobiographique envoyée au Ministre de l'Intérieur et publiée déjà par notre *Bulletin* (novembre-décembre 1892, page 464).

A Monseigneur le Grand Chancelier de la Légion d'honneur.

• MONSEIGNEUR,

» Je désire obtenir la croix de la Légion d'honneur. J'ose la réclamer et je l'aurois sollicitée depuis que je suis au Corps législatif, si je n'avois pensé que tous les membres qui le composent auroient cette faveur à l'époque du sacre et du couronnement de l'Empereur ; mais peut-être aussi doivent-ils fournir les preuves d'une vie publique consacrée à des travaux utiles et non-interrompus.

» Avant la Révolution, je fus nommé par brevet historiographe de la province du Périgord (département de la Dordogne).

» Pendant dix ans de séjour à Paris, je recueillis des monuments et des matériaux précieux pour l'histoire. En 1772, je fis la découverte dans le château même de Montaigne, arrondissement de Bergerac, du manuscrit des *Voyages* de ce philosophe célèbre en Allemagne et en Italie. Cet ouvrage a été donné au public.

» En 1781, j'obtins aussi le brevet de censeur pour la partie des Belles-Lettres. En 89, suppléant à l'Assemblée Constituante, maire de

la petite ville de Saint-Cyprien, lieu de ma résidence. Administrateur du district de Sarlat en l'an II. Président de l'administration centrale de la Dordogne en l'an III et en l'an IV. Commissaire du Directoire exécutif en l'an V. Reçu membre du Département en l'an VI. Conseiller de préfecture en l'an VIII. Sous-préfet de Bergerac en l'an IX (1). Aujourd'hui membre du Corps législatif, député de la Dordogne. Et, dans ces fonctions exercées dans des temps difficiles, la confiance de mes concitoyens n'a pas été trompée.

» Je pourrais ajouter, Monseigneur, que j'ai fait construire un pont sur le ruisseau de la Roque, commune de Saint-Cyprien, et un lavoir public, le tout à mes frais et dépens. Ce pont est d'une grande nécessité pour la communication du chef-lieu de ce canton avec les communes qui en dépendent, et pour conduire à la rivière de Dordogne. Une récompense d'honneur fut promise par le Gouvernement à ceux qui avoient fait de pareils ouvrages pour l'intérêt public.

» J'ai l'honneur de vous saluer avec respect.

» (Signé) Jos. PRUNIS, Membre du Corps législatif. »

Cette lettre ne porte pas de date ; il est permis de supposer qu'elle fut écrite au mois de décembre 1804, ou peut-être seulement dans les premiers jours de 1805. Vraisemblablement elle n'obtint pas le succès que son auteur espérait.

Pour de plus amples détails sur Prunis, nous renvoyons à la *Bibliographie générale du Périgord* (tome III, p. 43), aux *Etudes historiques sur la Révolution* par M. Georges Bussière, (2^e partie, p. 24 et suiv.) ainsi qu'au mémoire de M. l'abbé Riboulet sur *L'Abbaye de Chancelade* (*Bulletin*, septembre-octobre 1882, p. 508).

Le dimanche 4 février 1810, dans la salle du trône, au Palais des Tuileries, Napoléon recevait avant la messe une députation du collège électoral de la Dordogne, composée de MM. Maine de Biran, Meynard, de Bonneval, de Lortal et de Saint-Marsault qui lui présentèrent une adresse à laquelle il répondit (2).

Le président de cette députation était Maine de Biran, qui, désireux d'être admis dans la Légion d'honneur, écrivait dans ce but à l'Empereur une pétition qu'apostillait ensuite le sénateur Tascher. Cette

(1) V. *Bulletin* de la Soc. hist. et arch. du Périgord, 1904, pages 86-87 et 155.

(2) On trouvera au *Moniteur* du 6 février 1810 le texte de l'adresse du collège électoral du département de la Dordogne et la réponse de Napoléon.

pièce, si intéressante à connaître, n'a pu malheureusement être retrouvée. Mais, en même temps que son placet à Napoléon, Maine de Biran faisait tenir, à la date du 13 février, le billet suivant au grand chancelier comte de Lacépède :

« Monsieur le Comte,

» Je prends la liberté de vous adresser, ainsi que vous me l'avez permis, la pétition que j'ai l'honneur de présenter à Sa Majesté pour obtenir la croix de la Légion. Si Votre Excellence daigne appuyer ma demande, j'ai l'espérance de la voir bientôt couronnée d'un plein succès. Il me sera doux d'emporter, avec le signe sensible d'un regard favorable accordé par Sa Majesté à la députation du collège électoral de la Dordogne, celui des bontés particulières dont vous m'honorez et dont le souvenir vivra toujours au fond de mon cœur.

» Je prie Votre Excellence d'agréer l'hommage de mon dévouement et de mon profond respect.

» MAINE BIRAN. »

Quelques jours plus tard, se trouvant à la veille de son départ pour la Dordogne et déjà impatient de connaître le sort réservé à sa candidature, il envoyait une nouvelle missive au grand chancelier :

« Paris, le 20 février 1840.

» Monseigneur,

» Votre Excellence a bien voulu accueillir avec intérêt la demande de la croix de la Légion d'Honneur qu'elle m'a encouragé elle-même à adresser à Sa Majesté, en ma qualité de président actuel du collège électoral du département et d'ancien administrateur.

» Ma pétition a dû vous être remise, Monseigneur, par M. le sénateur Tascher, président de notre collège, qui a eu la bonté d'y joindre une apostille favorable. Plus j'attache d'importance et de prix à l'honorable décoration que j'ose solliciter, plus il est naturel que je sois pressé de connaître les chances favorables ou contraires à ma demande.

» Obligé de quitter incessamment cette capitale pour revenir à mes fonctions, je serais trop heureux d'emporter avec moi le signe flatteur qui consacrerait ma mission et la bonté avec laquelle Sa Majesté a daigné accueillir les sentiments et les vœux dont j'ai eu l'honneur de lui offrir l'hommage au nom du collège électoral. Mais si je ne puis prétendre à un bonheur aussi prompt, je sollicite du moins, Monseigneur, de votre extrême bonté, de pouvoir être fixé, avant mon départ, sur l'époque où Votre Excellence pourra mettre ma demande sous les yeux de Sa Majesté et connaître ses intentions.

» Daignez agréer, Monseigneur, l'hommage d'une estime bien sentie

depuis longtemps pour les talents éminents de Votre Excellence, dont je serai toujours, avec un profond respect,

» Le très humble et très dévoué serviteur.

» MAINE BIRAN. »

» Rue Saint-André-des-Arts, Hôtel de Bretagne. »

Le succès ne se fit guère attendre. Un décret fut signé le 5 mars 1810, qui admettait dans la Légion d'honneur, Maine de Biran, sous-préfet de Bergerac, et deux des membres de la députation électorale MM. François Meynard, maire de Vanxains (1), et Gréen de Saint-Marsault, maire de Parcoult.

Ce ne fut pas le seul grade que Maine de Biran obtint dans notre ordre national, comme le laisse croire la *Bibliographie générale du Périgord*, qui assigne d'ailleurs une date inexacte à cette première nomination. Il fut en effet, promu officier de la Légion d'honneur le 13 décembre 1814 et commandeur le 1^{er} juin 1818.

Nous esquisserons à grands traits, pour finir, la biographie de cet éminent compatriote.

Né à Bergerac, le 29 novembre 1766, de Jean Gontier de Biran, docteur en médecine et de dame Marie-Camille Deville conjoints, François-Pierre Gontier de Biran fut baptisé le lendemain dans l'église paroissiale Saint-Jacques de Bergerac (2). Ayant terminé ses études au collège des Doctrinaires de Périgueux, il entra dans les Gardes du corps du Roi en 1785. Voici son acte de réception tel que nous l'avons relevé sur les Registres du Ministère de la Guerre :

« Aujourd'hui 1^{er} janvier 1785, le Roi a reçu pour Garde de son corps, Compagnie de Noailles, le sieur Pierre Gonthier, gentilhomme, de la religion catholique, apostolique et romaine, âgé de dix-huit ans, natif de Bergerac, diocèse de Périgueux, généralité de Bordeaux, présenté par M. de Biran, garde du corps, Compagnie Ecossoise (3). Adresse : par Bordeaux à Bergerac. »

(1) François Meynard, né à Vanxains, le 20 août 1756, avait représenté la Dordogne à la Convention, au Conseil des Cinq-Cents et au Corps législatif. Il fut également député de 1815 à 1827. V. *Bibliographie générale du Périgord*, II, 261.

(2) Le nom de *Maine* ne figure pas sur le registre déposé aux Archives de la mairie de Bergerac. L'acte baptismal a été publié par M. Dujarric-Descombes dans le *Bulletin* de la Société hist. et arch. du Périgord, tome VII, septembre-octobre 1880, page 406.

(3) Il y avait deux autres de Biran qui servaient en qualité de gardes du corps à la Compagnie Ecossoise : François Gontier de Biran, né à Bergerac

En marge, on lit cette double mention :

« Réformé avec t. le 31 mars 1788. Rentré (1). »

Après le licenciement des Gardes du corps, Maine de Biran revint en Périgord, à Grateloup, qui est une sorte de château, selon Sainte-Beuve (2), dans le genre de celui de Montaigne, avec colombier et tournelle gothique. Il fut nommé administrateur du département au mois de mai 1795 et se maria cette même année, à Périgueux. Député au Conseil des Cinq-Cents, il vit son élection annulée le 18 fructidor. Il était membre du Conseil de préfecture de la Dordogne depuis plusieurs mois, (décret du 22 ventôse, an XIII, au *Moniteur* du 27), lorsqu'il fut appelé à la sous-préfecture de Bergerac le 31 janvier 1806 (3). Vers cette époque, l'Institut couronnait ses deux mémoires sur *l'habitude* et sur la *décomposition de la pensée*. Envoyé au Corps législatif, il fit partie de la commission présidée par Lainé qui demanda formellement à Napoléon l'abandon de ses conquêtes et le rétablissement du régime légal. Questeur de la Chambre des députés sous la première Restauration, il passa les Cent jours à Grateloup et devint conseiller d'Etat en 1816. Il mourut à Paris, le 20 juillet 1821, à l'âge de 57 ans, et fut inhumé à Saint-Sauveur (Dordogne).

Maine de Biran était un penseur égaré dans la politique et l'administration : suivant sa propre expression, il errait comme un somnam-

le 6 août 1746, garde du corps du Roi le 15 avril 1765 : et Pierre Biran, natif également de Bergerac, admis garde du corps le 22 juin 1768, de l'âge de dix-sept ans. Sur les contrôles de la Compagnie de Noailles, nous avons encore noté un François de Biran, reçu garde du corps, le 6 juillet 1784, alors âgé de vingt quatre ans et présenté par M. de Borde, garde du corps à la Compagnie de Villeroy.

(1) Maison du Roi, Gardes du corps : 2^e Compagnie française, Livre d'Enregistrement n° 106. Archives administratives de la Guerre.

(2) Etude sur Maine de Biran, *Causeries du lundi*, tome XIII, pages 304-323. Le domaine de Grateloup est situé sur la commune de Saint-Sauveur, à dix kilomètres de Bergerac.

(3) Comme sous-préfet de Bergerac, il succédait immédiatement à M. Caze fils, qui lui-même avait remplacé Prunis.

Nous pouvons noter aussi qu'un cousin de Maine de Biran, maire de Bergerac à l'époque de la Révolution, avait exercé, comme subdélégué, des fonctions comparables à celles de sous-préfet. Guillaume Gontier de Biran, né en 1745, fut élu député du Tiers aux Etats-généraux par la sénéchaussée de Périgord. Cf. Bussière, *op. cit.*

bule dans le monde des affaires (1). Les séances du Palais Bourbon n'étaient pour lui qu'une sorte de scène dramatique : « J'écoute les acteurs quand ils jouent bien, disait-il ; je me laisse aller aux distractions quand ils jouent mal, ce qui arrive le plus souvent. » Les distractions, c'étaient les idées philosophiques et les souvenirs du pays bergeracois, le désir ardent de retrouver sa retraite studieuse de Gratuloup : « Quelle différence, écrivait-il, entre l'air pur et embaumé des champs et celui qu'on respire à la Chambre, entre les chants du rossignol et les vociférations de nos enragés ! Vous en avez quelques échantillons par les journaux, mais ce n'est rien de les lire, il faut les voir pour s'en faire une idée. Enfin, j'espère que ce l'andemonium se fermera vers le milieu de juillet. »

Avec M. Ernest Naville, l'éditeur du *Journal intime*, on a distingué trois périodes dans la vie de Maine de Biran. La première, qui va jusqu'en 1804, se résume dans la doctrine de Condillac ou philosophie de la sensation : les impressions faites sur les sens sont l'unique origine de notre pensée ; il faut supprimer tout effort pour être heureux. La seconde période s'étend jusqu'à 1818 et pourrait s'appeler la philosophie de la volonté. Fuis, comme il ne trouve en lui ni hors de lui, dans le monde de ses idées ni dans celui des objets, rien qui le satisfasse, aucun point d'appui fixe, les croyances religieuses que la raison ne fait pas, mais qui sont pour elle une base nécessaire, se présentent comme son seul refuge ; il ne voit de science vraie que là précisément où il ne voyait jadis avec les philosophes que des rêveries et des chimères. Et cette dernière phase, c'est la philosophie de la religion. Ayant commencé par le matérialisme et continué par le stoïcisme, Maine de Biran termina dans le christianisme.

Son influence comme philosophe a été considérable. « C'est notre maître à tous », a dit Royer-Collard. Et Victor Cousin le proclame le plus grand métaphysicien qui ait honoré la France depuis Malebranche, tandis que M. Lachelier le considère comme le véritable maître des défenseurs du spiritualisme après Descartes. Il y a toute une école *biraniste* qui compte de nombreux disciples s'inspirant plus ou moins du maître : Jouffroy, Garnier, Saisset, Ravaisson, Franck, Caro, Jules Simon, Renouvier, Paul Janet. *Maine de Biran et sa place dans l'histoire de la philosophie moderne* : tel est l'un des sujets mis ac-

(1) Il y était, d'ailleurs, fort considéré : « Maine de Biran, dont on estimait la probité et les principes, passait pour un homme très droit et très instruit ». *Mémoires de M^{me} de Chastenay*, t. II, p. 250.

tuellement au concours par l'Académie des Sciences morales et politiques (Prix Bordin pour 1903.)

Aux Ecrits sur Maine de Biran indiqués dans la *Bibliographie générale du Périgord* (II, 182 et IV, 91) on peut ajouter un excellent article très substantiel de M. Picavet dans la *Grande Encyclopédie*, (tome VI, *verbo* Biran), une notice de M. Alfarié dans la collection des *Contemporains* (in-4° de 16 p. avec portrait), et une étude sur Maine de Biran, sous-préfet de Bergerac, signée Vesunius dans le *Journal de la Dordogne* du mois de janvier 1904.

Joseph DURIÉUX

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Donjon du Bourdeix ; — et la 2^e, le Château de Lambertye.

Le gérant responsable, P. DUBOIS.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX NOMS ET MATIÈRES

Contenus dans le Tome XXXI (1904)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Par A. DE SAINT-SAUD, membre de la Société.

SOMMAIRE :

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste des membres de la Société.....	9
Séance mensuelle : du 3 décembre 1903.....	31
— du 7 janvier 1904.....	46
— du 4 février.....	81
— du 3 mars.....	89
— du 7 avril.....	157
— du 5 mai.....	168
Assemblée générale du 27 mai.....	237
Séance mensuelle du 7 juillet.....	251
— du 4 août.....	333
— du 1 ^{er} septembre.....	341
— du 6 octobre.....	397
— du 3 novembre.....	405
Compte de gestion du trésorier (Exercice de 1903) (M. FÉAUX).....	62
Note sur deux évêques de Sarlat : Jean de Reillac (1529-1530) et Jacques de Larmandie (1530-1533). (M. le vicomte G. DE GÉRARD).....	65
Occupation du château de Neuvic (1588) (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	67
Porte de meuble périgourdin (M. Ch. DURAND).....	70

Sigillographie du Périgord. — Notes supplémentaires

(M. PH. DE BOSREDON).....	72, 145, 203, 293 et 371
Grun et Saint-Paul de Serre (M. A. DE ROUMEJOUX).....	102
Pont ancien de Terrasson (M. Ch. DURAND).....	104
Marques de tâcherons (M. Ch. DURAND).....	178
Etablissement d'un droit sur le poids des marchandises à Bergerac (1590) (M. Elie DE BIRAN).....	182
Bénédiction de la cloche de Sencenac, en Périgord (29 mars 1667) (M. Ch. AUBLANT).....	185
Six lettres de Mgr de Francheville (M. R. VILLEPELET)...	188
Prise de possession de la cure de Saint-Cyrice d'Aubas par M. Mayaudon (M. G. LAFON).....	201
Réponse aux observations de M. Féaux sur les analyses de bronzes anciens (M. G. CHAUVET).....	264
Dépense d'une exécution criminelle (M. A. DE ROUMEJOUX).	269
Monastère Sainte-Claire d'Excideuil. — Notes et docu- ments (M. Gustave HERMANN).....	270
Erection du lieu d'Escoire en paroisse (1677) (M. F. VIL- LEPELET).....	287
Une délibération des habitants de Chavagnac en 1768 (M. G. LAFON).....	290
Donation faite par Charles V à Bertrucat d'Albret (1370) (M. Elie DE BIRAN).....	353
Quelques notes sur le bourg de Celles (M. A. DUJARRIC- DESCOMBES).....	354
Le prix du port des lettres de Paris à Périgueux et de Péri- gueux à Paris en 1698 (M. R. VILLEPELET).....	360
Notes périgourdines sur les cérémonies funèbres célébrées à Périgueux à la mort de Louis XV, de la reine Marie Leczinska et de Louis, dauphin de France (M. Ch. AUBLANT).....	363
Excursion de la Société en 1904 (M. le marquis DE FAYOLLE).	411
Notes sur la forteresse de Puyguilhem au XIV ^e siècle (M. A. DE ROUMEJOUX).....	432
Date de la construction de l'ancienne halle de Vergt (M. F. V.).....	436
La taille de 1684 en Périgord (M. Gustave HERMANN)....	437
Anciens cachets armoriés (M. Roger DROUAULT).....	449

VARIA.

Avis aux citoyens du département de la Dordogne (M. Ch. AUBLANT)....	75
Ordonnance de l'évêque d'Angoulême, 1817.....	76
Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances avec les Intendants des Provinces.. 152, 217, 308, 387 et	452
Ordonnance du maréchal d'Albret, gouverneur de Guyenne (1671) (M. Louis DIDON).....	229
Distribution de l'eau de la fontaine de Razac-sur-l'Isle.....	229
Lever de l'interdit de l'église de Mauzac par Mgr de Macheco de Premeaux, évêque de Périgueux (1759)... ..	313
Maine de Biran, poète (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	313
Chartes de la collection Jules Delpit, déposées aux Archives municipales de la ville de Bordeaux (M. A. GRENIER).....	383
Lettres inédites de Prunis et de Maine de Biran (M. Joseph DURIEUX).....	456

BIBLIOGRAPHIE.

<i>Le passé de l'Hôtel de Ville à Bergerac</i> , par X.-E. Gustarté, archéologue Bergeracois (M. C. PRIEUR).....	154
--	-----

NÉCROLOGIE

Le docteur Rousselot-Beaulieu (M. le docteur DUMONT)....	78
M. le marquis de Chantérac (M. DE KERMAINGANT).....	230
M. le comte Paul Schæffer (M. le marquis DE MARCILLAC)...	232
M. Paul Faure (M. M. L.).....	235
M. le comte Martial de Roffignac (M. A. GROS DE BÉLER)...	317
Fernand Gilles-Lagrange (M. A. D.).....	319
Gabriel de Tarde (M. le vicomte G. DE GÉRARD).....	321

DESSINS.

Château de Neuvic.....	67
Porte de meuble périgourdin.	70

Pont ancien de Terrasson. — Plan supérieur et élévation	
de la tête aval.....	104
— Vue de la tête amont.....	144
— Vue de la tête aval.....	145
Marques de tâcherons.....	180
Armoiries des Clarisses d'Excideuil.....	286
Maine de Biran.....	312
Bourg de Celles.....	354
Pavillon d'angle du château de Lacaux à Celles.....	356
Donjon du Bourdeix.....	414
Château de Lambertye.....	424

A

Abbeyes, couvents, prieurés. — Terrasson, 110 et suiv.; — Clarisses d'Excideuil, 248, 270; — Chancelade, 260; — Ursulines de Périgueux, 337; — Saint-Nicolas-des-Champs, 402; — Bussière-Badil, 405, 417; — Tourtoirac, 403; — Dilon, 409; — Badeix, 419.

Abzac (Famille d'). — Sceaux, 72.

Albret (Perducat d'). — Don de villes périgourdines, 353.

Alesme (Famille d'). — Sceaux, 73.

Agriculture au xviii^e siècle, 387 et suiv.; 452 et suiv.

Allemant, née de La Mazière (Marguerite). — Cachet, 450.

Amelin (Famille d'). — Sceaux, 74.

Anthropologie. — Bâtons de commandements, 34; — dessins à Teyjat, 52; — perçoirs, 92; — hache, 93; — objets de bronze, 243, 264.

Architecture. — Fouilles à Bourniquel, 37; — pont de Terrasson, 106; — marques de tâcherons, etc., 178; — questions diverses, 412 à 432; — voir *Léguilhac*.

Ardant du Picq (Colonel), 411.

Arlot (Famille d'). — Sceaux, 74.

Arly (Sieur d'). — Périgourdin inconnu, 163.

Armée, questions militaires. — Montre d'A. de Bourdeille, 88; — anciennes milices, 166; — rég. de Bouillon, 229; — billets de logements, 246; — guerres, 412 à 432; — gens d'armes de la sénéch. de Périgord, 432.

Armoiries. — J. de Reillac, év. de Sarlat, 66; — a. des Clarisses d'Excideuil, 286; — Marsoullier, 408; — cachets divers, 96, 449; — voir *Sigillographie*.

Arnauld de Golce (Famille), 383 et suiv.

Arnauld de Laborie (Famille), 186-7.

Aubas, canton de Montignac. — Prise de poss. de la cure, 201; — anciennes tombes, 241.

Aublant (Charles). — Une réclame, 75; — cloche de Senecnac, et anciennes redevances, 97, 182; — fragments de papiers, 164; — pièces sur le Coux, 261; — cérémonies funèbres, 363.

Autographes, 34, 50, 81, 241, 254, 343, 408.

B

Bacharetie (Famille de). — Cachet, 145.

Badeix, prieuré, 419.

Barraud (Famille de). — Cachet, 145.

Barry (Famille de). — Cachet, 145.

Bayle (Emile). — Anciennes milices, 166; — châ. de Lardimalie, 259, 404.

Bayly (Famille de). — Cachets, 146.

Beaufranc, fief des Brie à Châlus, 431.

Beaupuy (Famille de), 386.

Belcier (Famille de). — Cachets, 146; — 383.

Béler (Albéric de). — Monastère Saint-Front, 256; — M. de Roffignac, 317.

Belhade (Famille de). — Cachets, 147.

Befrieu (Famille de). — Cachet, 147.

Berart (Ernaud). — Sceau, 148.

Bergerac. — Droit de poids, 59, 182; — prix en nature au collège, 86; — *Le Passé de l'Hôtel de Ville*, 154; — prieuré de Saint-Nicolas-des Ch., 401.

Berthelé (Joseph). — Etude sur les cloches, 164.

Berthier (Famille), 45.

Bertin (Famille). — Cachet, 148; — notes, 262; — l'intendant Bertin, 339.

Besse (Pierre). — Cachet, 449.

Bibliographie. — Ouvrages divers périgourdiens, 59-62, 87, 100, 351; — supplément, 263; — œuvres de La Reynie, 411.

Bideran (Jean de), 57.

Biran (Elie de). — Lettre de Berwick, 42; — droit de poids, 59, 182; — pièces anciennes, 246, 249; — le capit. Doat, 352; — Donation à P. d'Albret, 353.

Biran (Maine de). — Poète, 313; — 457.

Bodin (Famille de). — Cachets, 148, 305.

Born (Famille de). — Sceaux, 149; — Bertrand de Born, 407.

Bosredon (Philippe de). — Communic. diverses, 42, 43; — *Sigillographie*, 72, 145, 203, 293, 371; — questions bibliographiques, 99, 263.

Bouchet (Famille de). — Cachets, 150.

Bourdeille (Famille de). — Cachet, 151.

Bourdeix (Le), près de Nontron, 413.

Bourniquel, canton de Beaumont. — Découvertes archéol. 37.

Bouscaillou (Père). — Décès, 341.

Boutin (Jean). — Ses écrits, 43.

Boysseulh (Angèle de). — Cachet, 450.

Boysson (Jean de), 57.

Brantôme. — Ses manuscrits, 57.

Brenil (Abbé). — Dessins à Teyjat, 52.

Brenilh (Bertrand du), 402.

Brianson (Famille de), 260.

Brie (Famille de). — Fief de Beaufranc, 431.

Brochard (Famille de). — Cachet, 451.

Brugière (chanoine). — *Exploration campanaire*, 172.

Buade (Jean de), 57.

Bussière (Le Président), — Etude sur Bertin, 261, 339.

Bussière-Badil. — Prieuré, église, etc., 405, 415.

C

Calvimont (Famille de). — Cachet, 203; — fondation à Périgueux, 337.

Campagne (Maurice). — Question sur les Brianson, 260.

Campniac (Famille de). — Cachet, 450.

Canha (Famille), 384.

Carbonnières (Famille de). — Cachet, 203.

Caumont (Famille de). — Cachets 203-4; — Jeanne de La Force, historien ? 248.

Celles, cant. de Montagnier.

— Notice, 354; — chartes, 384.

Céramique. — Poterie ancienne, 161.

Cescaud (Famille de). — Cachets, 204-5.

Chabaneau (P. F.). — Livre peu connu, 351.

Chabans (Famille de). — Sceaux, 206.

Chabrier (Famille). — Cachet, 207.

Châlus (H.-Vienne), 426.

Chamberlhac (Famille de). — Sceau, 207.

Chantérac (Le marquis de). — Décès, 89, 230.

Chapelle de Jumilhac (Famille) — Cachets, 207-8.

Chapt (Famille). — Cachets, 208, 404.

Charon (Famille). — Cachets, 208.

Charrier (Gustave). — Bague, 54; — mort de Geoffroi III de Vivans, 408.

Chastaing (Abbé). — Découvertes archéolog., 37.

Châtres, cant. de Terrasson, 39.

Chaussade (Famille). — Cachet, 374.

Chauvet (Gustave). — Notes sur le préhistorique, 242, 264.

Chavagnac, cant. de Terrasson, 290.

Chaylard (Famille du). — Cachets, 209.

Chesne (du). — Voir *Duchêne*.

Chevalier (Famille). — Cachets, 209.

Chilhaud (Famille de). — Cachets, 210.

Chiniac (Famille). — Cachet, 210.

Clément (Mgr.), 395.

Cleon (Pierre de), 434.

Clergé. — Cure d'Aubas, 201 ; — paroisse d'Escoire, 287 ; — sceaux ecclésiastiques, 379 ; — chapitres de Périgueux, 402 ; — voir *Abbayes*, etc...

Clergeaux (Famille). — Cachet, 211.

Cloches. — A La Pouyade, 85 ; — à Sencenac, 97, 185, 336, 405 ; — étude générale, 164, 172.

Cluzel (Famille du). — Cachets, 211.

Comte (Abbé). — Note sur Châtres, 39.

Congrès scientifiques. — Sociétés sav., progr., 345.

Conne-de-la-Barde, cant. d'Issigeac, — Sépultures, 257.

Correspondance des intendants et contrôleurs, 152, 217, 308, 387, 452.

Cosson (Famille de). — Cachet, 211.

Costa (Famille de), 433-5.

Crédot (Julien). — Note sur G. de Pompadour, 400.

Crémoux (Famille de). — Cachet, 212.

Croquants, 246.

D

Darpos (Pierre). — Cachet, 450.

Deforge de Larret (Famille). — Cachet, 451.

Deschazeau (Famille). — Cachet, 374.

Desport. (François). — Cachet, 451.

Dessins, grav. res. — Un dessin de Calvet, 33.

Didon (Louis). — Questionnaires pour écoles, 59 ; — ordonnance, 229.

Doat (Capitaine), 352.

Drouault (Roger). — Anciens cachets, 449.

Duchêne (Famille). — Cachet, 212.

Dujarric-Descombes (Albert). — Une Lucrèce périgourdine, 43 ; — opuscules divers, 59 ; — château de Neuvic, 67 ; — colombophilie, 101 ; — questions de protestantisme, 174 ; — Fénelon, critique d'art, 248 ; — les Brianson, 260 ; — pièces sur Le Coux, 262 ; — Main de Biran, 313 ; — livre de Chabaneau, 351 ; — notice sur Celles, 354 ; — le général Mataly, 410.

Dumont (Docteur). — Le docteur Rousselot-Beaulieu, 78.

Durand (Charles). — Vieux meuble, 55, 70; — Rabelais et le Périgord, 57; — pont de Terrasson, 97, 104; — marques de tâcherons, 172, 178; — tombes à Aubas, 244.

Durieux (Joseph). — Lettres inédites, 177; — *id.* et notices sur Prunis et Maine de Biran, 456; — La Reynie, 411.

E

Eglises. — Celles, 356; — voir *Cloches*, *Bussière-Badil*, *Léguilhac*, *Mauzac*.

Elections. — Taille de 1684, 437; — à Bergerac, 453.

Enceintes, retranchements, 102; — voir *Armées*.

Escatha (Ferdinand d'). — Don de pièces des Souffron, 409.

Escodéca (Famille d'). — Cachet, 213.

Escoire, canton de Savignac. — Erection en paroisse, 287.

Estissac (Famille d'). — Sceau 213.

Evêchés, évêques. — A Sarlat, 65; — Mgr de Francheville, 188; — sceaux des év. de Périgueux et de Sarlat, 376-9; — év. s'occupant de quest. adminis., 390.

Excideuil. — Clariasses, 248, 270; — pièces diverses, 409.

F

Faguet (Dr Ch.). — Officier d'A., 254.

Fayolle (Famille de). — Cachets, 213-4; — religieuse, 273.

Fayolle (Marquis de). — Fouilles à Périgueux, 39; — excursion de la Société à Nontron, le Bourdeix, Bussière, Puycharnaud, Châlus, etc., 411 et suiv.

Faure (Paul). — Décès, 157, 235.

Féaux (Maurice). — Bâtons de commandements, 34; — finances de la Société, 62; — perçoirs préhistoriques, 92; — objets en bronze, 93-6, 243.

Fénélon. — Critique d'art, 248.

Foucauld (Famille de). — Cachet, 214; — château de Lacaux, 359.

Fourichon née Prévost (Suzanne). — Cachet, 451.

Francheville (Mgr de). — Lettres inédites, 188.

Fronde (Epoque de la). — A Sarlat, 98; — note, 124.

Fumel (Famille de). — Cachet, 214.

G

Garebœuf (Famille de). — Cachet, 214.

Gérard (Vicomte de). — Commun. diverses, 40; — évêques de Sarlat, 65; — études sur le

Périgord, 98 ; — notice nécrologique sur Gabriel de Tarde, 321.

Gilles-Lagrange (Fernand). — Décès, 169 ; — notice, 319.

Girard de Langlade (Famille de), 166.

Gontaut (Famille de), 386.

Gontier de Biran (Famille), 459 ; — voir *Biran*.

Goulard (Abbé). — Notes diverses, 86 ; — le *Passé de l'hôtel de ville à Bergerac*, 154 ; — sarcophages à Conne, 257.

Goyhenèche (Abbé). — Cloche de Sencenac, 336, 405.

Grandsaigne (N. de). — Cachet, 451.

Granger (Abbé). — Documents sur Preyssac et les chapitres de Périgueux, 402.

Green de St-Marsault (Famille). — Cachet, 215.

Grenier (Amédée). — Chartes périgourdines, 383.

Grun, canton de Vergt. — Note, 102.

II

Hautefort. — Sceaux de la juridiction, 371.

Hautefort (Famille d'). — Cachets, 215.

Hélie de Colonges (Famille). — Testament de l'Abbé Jean, 55.

Hermann (Gustave). — Lampe, 85 ; — vieux papiers 165 ; — Clarisses d'Excideuil, 248, 270 ; — la *Taille* de 1684, 437.

Moulier (G). — Cachet, 451.

Huet (Paul). — La Renaudie, 39 ; — questions bibliographiques, 87.

I

Impôts. — I. divers, 50, 59, 82 ; — *Taille* de 1684, 437 ; — capitation de la noblesse, 453 et suiv. ; — voir *Correspondance*.

Imprimeurs. — Opuscules divers, 59-61.

Inscriptions. — Cloche à Sencenac, 337, 405.

Intendants. — Voir *Correspondance* et *Lettres*.

J

Jaubert (Famille de). — Cachet, 216.

Jay (Famille). — Cachet 216.

Journiac (Famille). — Cachet, 374.

Justice, 269 ; — voir *Elections*.

L

La Barthe (Famille de), 293.

Labonne (Mr de). — Restauration de Montbrun, 426.

La Brousse (Famille de), 294, 451.

La Cassaigne (Famille de), 295.

Lacaux (comm. de Celles), 357.

Lacombe (Mgr). — Ordonnance, 76.

La Cropte (Famille de), 295.
Lafaye (Jacques de), 290.
Lafon (Gabriel). — Document ancien, 44, 201 ; — note sur Chavagnac, 290.
Lagrange (Georges). — Officier d'A., 93.
La Marthonie (Famille de), 297, 450.
Lambertye, comm. de Miallet. — Descrip. du château, 423-4.
Lamoureux (Famille de), 297.
Laneau (Famille de), 297.
Lanes (Famille de), 298.
Langlade (Jacques de). — Voir *Girard*.
Laporte (Famille de), 274-5 ; — cachet, 375.
La Pouge (Famille de). — Cachet, 375.
Lardimalie, comm. de Saint-Pierre-de-Chignac, 259, 404.
La Reynie de Labrugère (J. B. M. L.). — Œuvres, 411.
Larmandie (Famille de), 66.
La Roussie (Famille de), 298.
Las Escuras (Famille de), 299.
Latapie (François). — Voyage en Périgord, 49.
Lau (Famille du), 299, 300, 404.
Lecomte (Famille), 56.
Le Coux, cant. de St-Cyprien. — Pièces anciennes, 261.
Légion d'honneur. — Prunis et Biran désirent la croix, 456-8.

Léguilhac-de-Lauche, cant. de St-Astier. — Eglise 400.
Lesparre (Famille de), 384.
Lespinas (Edmond). — Ouvrages périgourains, 61.
Lettres inédites. — Mgr de Francheville, 188 ; — voir *Correspondance*.
Leymarie (Famille de), 300.
Louis XV. — Cérémonie fun. à Périgueux, 363 et suiv.

VI

Magne (Charles). — Distinct. honor., et découvertes, 344.
Makanam (Famille de), 383.
Malet (Marquis de). — Voir *Puycharnaud et Piégut*.
Maphaud (Famille). — Cachet, 375.
Marcillac (Marquis de). — M. Schæffer, 232.
Marion (Marcel). — Cahiers de condoléance, 249.
Marsoulier (Famille de), 300, 408.
Marval (H. Vienne), 423.
Mas (Famille du), 278.
Mataly de Maran (Général), 410.
Maulmont. — Famille et fief à Châlus, 431.
Maurut (Famille). — Cachet, 375.
Mauzac. — Eglise, 313.

Mayaudon (Famille), 201.

Maynadier (Vicomte de). — Jeanne de La Force, 248; — prieuré de St-Nicolas-des-Ch., 401.

Mellet (Famille de), 67-9.

Mèredieu (Famille de), 301.

Meyjonnissas (Famille de), 302, 451.

Montardit (Famille de), 302, 358.

Montbrun (H. Vienne). — Descrip. de ce château, 424-6.

Monteil (Famille de), 302.

Monteil (Xavier de). — Don de pièces anciennes, 55; — poterie ancienne, 161.

Mosnier (Famille de), 302.

Moulins (Famille des), 303.

Musée. — Visite ministérielle, 254; — dons divers, 262.

N

Nanteuil (cant. de Verteillac), 384.

Neuvic. — Occupation du château, 67.

Noblesse. — Réformation de 1666-71, 99; — capitation et mécontentement, 453; — voir *Armoiries*.

Nontron. — Défenses anciennes, monuments, 412-3.

Nouvelle-Conquête. — (Pays de), 90.

Numismatique. — Médailles, 339.

O

Objets divers. — Bague, 54; — lampe, 85; — burette ?, 245; — obj. div., 399.

Oroux (Abbé). — Note sur G. de Pompadour, 400.

P

Pelegoux (Hélie). — Sceau, 303.

Périgord. — Soulèvement de 1707, 40; — voyage de Latapie en P., 49; — misère à la fin du xvii^e siècle, 188 et suiv.; — cahiers de condoléances de 1789, 249; — conservation des sites et monuments, 257; — correspondances des contrôleurs, 152, 217, 308, 387, 452.

Périgueux. — Fouilles à faire, 39, 54, 96; — visite ministérielle au Musée, 254; — orgues de la Cité, 256; — conflit des chapitres, 402.

Peyronny (Raoul de). — Poésies d'Andrieux, 45; — burette, 245.

Piégut, cant. de Bussière-Badil, 419-22.

Pompadour (Geoffroy de). — Note, 400.

Ponts. — A Terrasson, 97, 104.

Poste. — Port des lettres, 360.

Poumeyrie (Famille). — Cachet, 376.

Pourquery (Famille). — Cachet, 376.

Pozzi (Docteur). — Command. de la Légion d'honneur, 344.

Preyssac-d'Agonac, comm. de Chât.-l'Evêque. — Document sur la dime, 402.

Prieur (Abbé). — Note sur un livre, 454.

Protestantisme. — J. Boutin, etc. 174-7 ; — actes de décès, 247.

Prunis (Chanoine). — Lettre, 456.

Puycharnaud, comm. de Piégut, 418.

Puyguilhem, cant. de Sigoulès. — Siège, garnison, etc., 432.

R

Rabelais et le Périgord, 56.

Ranconnet (Famille de), 287.

Razac, canton de St-Astier, 229.

Raymond (Famille). — Cachet, 376.

Reillac (Jean de), év. de Sarlat, 65.

Religion (Guerres de). — Château de Neuvic, 68.

Révolution (Epoque de la), 262.

Ribeyreix (Famille de), 409.

Richard Cœur-de-Lion, 421 et suiv.

Roche (Famille de), 304.

Roffignac (Comte Martial de). — Décès, 168, 317.

Roumejoux (A. de). — Note sur Grun, 102 ; — dépense, 269 ; — notes sur Puyguilhem, 432.

Rousselot-Beaulieu (Docteur). — Nécrologie, 78, 81.

Roux (Abbé Joseph). — Objets divers, 399.

Roux (Eugène). — Ursulines de Périgueux, 337.

Ruben de Lafon (Marguerite). — Cachet, 449.

S

Saint-Apre, cant. de Montagrier, 384.

Saint-Front, 76, 385.

Saint-Martial-de-Dronne, com. de St-Martin-de-Ribérac. — Sépulture, 161.

Saint-Paul-de-Serre, cant. de Vergt. — Note, 102.

Saint-Rabier, cant. de Terrasson. — Taille de 1684, 437.

Saint-Saud (Comte de). — Testament de Jean Hélie de Colonges, 55 ; — Rabelais et le Périgord, 57 ; — Pays de Nouvelle-Conquête, 90 ; — armoiries de Marsoulie, 408.

Saint-Victor, cant. de Montagrier. — Chartes, 383.

Salleton (Famille de), 304, 373.

Sanzillon (Famille de), 304.

Sarlat. — Deux évêques, 65.

Saunier (Famille de), 385.

Sauvo-Desversannes (Louis). — Officier d'A., 93 ; — notice sur Bussière-Badil, 405.

Schæffer (Comte Paul). — Décès, 157, 232.

Sculptures. — Meuble péri-gourdin, 70 ; — à Bussière-Badil, 416.

Selve (Famille de), 305.

Sencenac, canton de Brantôme. — Cloche, 97, 185, 336, 405.

Sépultures. — Tombe à St-Léon, 96 ; — *id.*, à St-Martial, 161 ; — *id.* à Aubas, 244 ; — *id.* à Conne, 257 ; — *id.* à Daglan, 336.

Sescaud. — Voir *Cescaud*, 204.

Sigillographie. — Notes supplémentaires, 72, 145, 203, 293, 371 ; — sceau de Desaulhe, 85 ; sceaux et cachets divers, 96, 449 ; — sceau du chapitre de Sarlat, 261.

Sivent (Famille de), 275.

Sociétés savantes. — Congrès, etc., 52.

Société archéol. du Périgord. — Bibliothèque, 101 ; — excursion annuelle, 411.

Souffron (Famille). — Pièces de famille, 409.

Soulas (Adalbert du). — Commun. diverses, 55.

Soulier (Famille), 306.

T

Taillefer (Famille de), 306.

Talleyrand (Famille de), 306-7.

Tarde (Gabriel de). — Décès, nécrologie, 237, 321.

Terrasson. — Vieux pont, 97, 104, 163, 256.

Teyjat (Caverne de). — Des-sins, 52.

Tour-Blanche (La), canton de Verteillac. — Hommage, 82.

Trélissac, canton de Périgueux, 384.

Trigant (Famille), 307.

V

Vergt — Ancienne halle, 436.

Vézère (la). — Navigabilité, 163 ; — voir *Terrasson*.

Vigié (Albert). — Coutumes des bastides, 163, 337, 400.

Villepelet (Ferdinand). — Les mss. de Brantôme, 57-9 ; — billets de logement, 246 ; — sépultures protestantes, 247 ; — don, 262 ; — Escoire, paroisse, 287 ; — date de la construction de l'ancienne halle de Vergt, 436.

Villepelet (Robert). — Navigabilité de la Vézère, 163 ; — lettres de M^{sr} de Francheville, 188 ; — arrêt relatif aux Croquants, 246 ; — ports des lettres, 360 ; — colonel Ardant du Picq, 411.

Vivant (Geoffroy III de). — Date de sa mort, 408.

MICHIGAN STATE UNIVERSITY LIBRARIES



3 1293 02729 4952